



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03-05

Nouvelles lois

p. 06-09

Séances publiques n<sup>os</sup> 68-70

p. 09-71

Questions au Gouvernement

p. 71-99

2021-2022

# N° 24

CHAMBRE  
DÉPUTÉS



## Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-05

Nouvelles lois ..... p. 06-09

Séances ..... p. 09-71

68<sup>e</sup> séance du mercredi 13 juillet 2022 ..... p. 09-28

69<sup>e</sup> séance du mercredi 13 juillet 2022 ..... p. 29-49

70<sup>e</sup> séance du jeudi 14 juillet 2022 ..... p. 49-71

Questions au Gouvernement ..... p. 71-99

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés  
23, rue du Marché-aux-Herbes  
L-1728 Luxembourg  
Tél. 466 966-1

#### Impression :

Imprimerie Heintz  
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

#### Date d'impression :

09/03/2023

#### Concept et layout :

brain&more  
agence en communication,  
Luxembourg



Visite du « Mënscherechtshaus »

## Échange de vues avec l'OKaju, le CET et la CCDH

Afin de se faire une idée concrète du fonctionnement du « Mënscherechtshaus », le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a visité les locaux situés au numéro 65, route d'Arlon à Luxembourg. Il était accompagné à cette occasion du Secrétaire général de la Chambre, M. Laurent Scheeck, et du Secrétaire général adjoint, M. Benoît Reiter.

Le « Mënscherechtshaus » réunit actuellement trois entités : l'OKaju (Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher) et le CET (Centre pour l'égalité de traitement), deux organes étatiques rattachés à la Chambre des Députés depuis 2020 respectivement 2017, ainsi que la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH), un organe consultatif du Gouvernement. Les

représentants de la Chambre ont pu rencontrer tous les collaborateurs présents et participer à plusieurs réunions de travail.

Lors d'un premier échange avec l'OKaju, M. Charel Schmit, et ses collaborateurs, celui-ci a présenté l'évolution de l'ORK (Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand) depuis sa création en 2002, et notamment la naissance en 2020 de l'OKaju actuel. Les discussions ont porté sur le fonctionnement, les missions, les défis et les perspectives de cet organe. La délégation parlementaire a ensuite rencontré le Président du CET, M. Patrick Hurst, ainsi que sa directrice, Mme Nathalie Morgenthaler, et les membres du personnel. Au cours de cet échange, la situation actuelle et les doléances du CET lui ont été exposées. Une réunion jointe de la délégation avec l'OKaju et le CET a permis aux participants de discuter des relations entre la Chambre des Députés et ces organes, et des moyens et dispositions futures pour renforcer ces derniers. « La Chambre des Députés est forte en tant qu'institution parce qu'elle peut compter sur des partenaires forts comme les organismes étatiques indépendants rattachés au parlement », s'est réjoui M. Etgen. À la fin de la visite, la délégation a pu rencontrer la Vice-Présidente de la Commission consultative des droits de l'homme, Mme Noémie Sadler, et la Secrétaire générale, Mme Fabienne Rossler.

Le Président de la Chambre a félicité et remercié les différentes équipes pour leur travail précieux. « La Chambre des Députés et les acteurs du "Mënscherechtshaus" ont un but commun : une meilleure protection des droits de chacun au sein de notre démocratie », a conclu M. Etgen.



Les différentes équipes du « Mënscherechtshaus » ont accueilli une délégation de la Chambre des Députés composée du Président, du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint.

## La CSSF accueille la Commission des Finances et du Budget

L'actualité de la place financière ainsi que le fonctionnement et l'évolution de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) étaient au cœur d'une entrevue entre les députés membres de la Commission des Finances et du Budget et les dirigeants de la CSSF, dont le Directeur général, M. Claude Marx (3<sup>e</sup> à gauche), le 27 février 2023.



Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE

## « L'ambiance de cette session était plus que tendue »

Un an après le début de l'attaque russe en Ukraine, la session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui s'est tenue le 24 février 2023 à Vienne et qui était consacrée à cette guerre, a fait parler d'elle en raison de la présence d'une délégation russe.

Le Président de la délégation luxembourgeoise, M. Gusty Graas, a pris la parole pour condamner l'invasion russe. Il était accompagné du Vice-Président de la délégation, M. Jean-Marie Halsdorf, de M. Dan Biancalana et de Mme Josée Lorsché, membres effectifs, ainsi que de M. Charles Margue, membre suppléant. Les députés luxembourgeois se sont par ailleurs réunis avec la délégation ukrainienne en marge de la session.

**M. Graas, vous avez sollicité la parole lors de la session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE le 24 février à Vienne. Pourquoi cette démarche ?**

M. Gusty Graas : « Il était crucial pour notre délégation de profiter de cette occasion pour condamner fermement l'invasion russe. Une délégation russe étant présente, l'ambiance à cette assemblée parlementaire était plus que tendue. Les déclarations des participants de la Russie et de la Biélorussie en session étaient choquantes : ils ont ouvertement accusé les Européens d'être des nazis. Face à ces dénonciations, bon nombre de participants ont quitté la salle. Il est important de boycotter ce genre de déclarations. »

**Pendant longtemps, différentes assemblées parlementaires pratiquaient une politique qui consistait à accepter une présence russe dans le but de maintenir des canaux de discussion permettant un dialogue avec la Russie. Cet argument n'est-il plus valable ?**

« Il ne faut pas oublier que la Russie a été exclue de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. À ce stade, ce dialogue interparlementaire n'est plus



Les députés luxembourgeois se sont réunis avec leurs homologues ukrainiens le 23 février 2023, en marge de la session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

possible. Certes, nous espérons trouver une solution diplomatique. Nous ne devons pas fermer complètement toutes les portes. Par contre, la condition sine qua non pour que les Russes puissent réintégrer les assemblées internationales est qu'ils acceptent qu'un tribunal spécial juge les crimes de cette guerre. »

**La délégation ukrainienne n'a pas participé aux séances auxquelles des représentants russes étaient présents. Vous avez sollicité une entrevue à part avec vos homologues ukrainiens. Quel était votre message ?**

« Nous leur avons fait part de notre soutien absolu, que ce soit sur le plan militaire ou politique. Il est important de leur donner – à terme – une perspective au sein de l'Union européenne. L'entrevue était très

intéressante. Les Ukrainiens nous ont présenté une demande de révision des statuts de cette assemblée parlementaire. Ils proposent de pouvoir suspendre la Russie sans l'exclure définitivement. Cette démarche démontre que les Ukrainiens font preuve de grandeur. Nous soutenons leur proposition. »

**Quel rôle le Luxembourg en tant que petit pays peut-il jouer dans cette guerre ?**

« Nous avons ressenti une vraie reconnaissance de la part des Ukrainiens pour les engagements que le Grand-Duché a pris jusqu'à présent. Il ne faut pas oublier l'apport politique de notre pays à la cause ukrainienne. La voix du Luxembourg est entendue, c'est ce qu'ils nous ont confirmé. Et c'est pour cette raison que notre délégation a pris la parole lors de la session. »

## „Fir méi ewéi 94 % vun de seelene Krankheete gött et aktuell nach keng Heelung“



De Chamberspresident, den Här Fernand Etgen, an de President vun der Gesondheetskommissioun, den Här Mars Di Bartolomeo, hunn den 21. Februar 2023 Verrieder vun der ASBL „ALAN – Maladies Rares Luxembourg“ empfaangen an e Positiounsdokument iwwerrecht kritt mat siwe Proposen, wéi d'Hëllef fir Mënsche mat enger seelener Krankheet ka verbessert ginn.

D'ALAN an hir Partnerorganisatioune setzen sech dofir an, datt seele Krankheeten zu Lëtzebuerg als eng Prioritéit vun öffentlecher Gesondheet wouergeholl ginn.

Si fuerderen och, datt e weidere sougenannte Plan national maladies rares 2024–2028 direkt un deen aktuelle Plang uschléisst, deen em ee Joer verlängert gouf, fir déi negativ Auswierkung vum der Covid-19-Kris ze kompenséieren.

Troisième édition du « Pairing Scheme » : visite du Campus de Belval

## La science au service de la politique

Rapprocher les mondes politique et scientifique – c'est dans ce but que le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, ainsi que plusieurs députés ont rencontré des représentants de l'Université du Luxembourg, du Fonds national de la recherche (FNR), du Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST), du Luxembourg Institute of Health (LIH) et du Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) au campus de Belval le 24 février 2023. Leur visite s'inscrit dans la troisième édition du « Pairing Scheme », un programme d'échange qui met en contact chercheurs et députés.

La Chambre des Députés s'investit dans différents partenariats afin de soutenir activement la recherche scientifique. « Si nous partageons nos visions, nos stratégies et notre savoir, alors la recherche interdisciplinaire nourrit et fait avancer le travail législatif », a

affirmé le Président de la Chambre lors des discussions à la Maison des sciences humaines de l'Université du Luxembourg. La troisième édition du « Pairing Scheme » a créé le cadre pour ces discussions avec, entre autres, le Prof. Jens Kreisel, Recteur de l'Université, M. Marc Schiltz, Secrétaire général du FNR, M. Ulf Nehrass, CEO du LIH, M. Eric Dubois, Strategy Manager auprès du LIST, et M. Eugenio Peluso, responsable du département « Living Conditions » auprès du LISER.

Un des sujets abordés concernait les perspectives d'avenir de la coopération entre la Chambre des Députés et ses partenaires du monde scientifique. Le point fort de cette édition du « Pairing Scheme » sera le colloque « Megatrends 2050 » sur les sujets d'avenir. Celui-ci aura lieu les 4 et 5 mai 2023 et sera accessible au grand public.

Le parlement luxembourgeois dispose de sa propre cellule scientifique qui encadre le « Pairing Scheme ». Le champ d'action de cette entité créée en septembre 2021 est d'agir à l'interface des mondes politique et scientifique. Son objectif est de mettre à disposition des députés toutes les informations nécessaires pour qu'ils soient en mesure de juger de thématiques complexes et de créer ainsi des concepts et options d'un travail parlementaire moderne.

En plus de ces activités, la Chambre des Députés soutient activement la recherche sur le parlementarisme. La Chaire de recherche en études parlementaires, dirigée par le Prof. Philippe Poirier, bénéficie d'un soutien politique et financier de la part du parlement luxembourgeois depuis 2011. Cette collaboration a été prolongée récemment par la signature de la convention pluriannuelle 2022-2026.



*Au cours de son intervention, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a souligné l'importance des différents partenariats dans lesquels la Chambre s'investit pour soutenir activement la recherche scientifique.*



## Le Président de la Chambre des Députés a reçu...

*... S. E. M. Pedro Sousa e Abreu, Ambassadeur de la République portugaise*

## Recours contre les sanctions administratives communales

**7124 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; 2° de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de la procédure devant les juridictions administratives ; en vue de l'institution d'un recours contre les décisions de sanctions administratives communales**

Le présent projet de loi, instituant un recours contre les décisions de sanctions administratives communales, trouve sa justification dans le projet de loi n° 7126 relatif aux sanctions administratives communales déposé par le Ministre de l'Intérieur.

Le projet de loi précité prévoit qu'une amende administrative peut être infligée au citoyen par une autorité administrative relevant du Ministère de l'Intérieur. Cette autorité est désignée par les termes « fonctionnaire sanctionnateur ». Contre cette décision, le citoyen concerné doit pouvoir exercer un recours en pleine juridiction devant une juridiction administrative.

Ainsi il a été décidé de doter le tribunal administratif d'une procédure simplifiée, rapide et peu coûteuse tout en respectant les droits fondamentaux et en particulier le principe du contradictoire.

Cette procédure présente quelques particularités comme la dispense pour les parties de se faire représenter par un avocat à la Cour, le caractère oral de la procédure, la composition du tribunal administratif qui siège à juge unique et l'absence de voies de recours contre la décision du tribunal administratif.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 21/03/2017

Rapporteur : M. Dan Biancalana

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

06/03/2017 Présentation de l'avant-projet de loi

08/06/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen des amendements gouvernementaux

Examen des avis du Conseil d'État

06/07/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2022

Loi du 27 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 401, page 1

## Sanctions administratives et compétences des agents municipaux

**7126 – Projet de loi relative aux sanctions administratives communales, à l'élargissement des compétences des agents municipaux et modifiant : 1° le Code pénal ; 2° le Code de procédure pénale ; 3° la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures ; 4° la loi modifiée du 21 novembre 1984 a) portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et les Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part, portant nouvelle réglementation de la pêche dans les eaux frontalières relevant de leur souveraineté commune, signée à Trèves, le 24 novembre 1975 ; b) complétant l'article 1<sup>er</sup> B II de la loi du 26 février 1973 portant extension de la compétence des tribunaux de police en matière répressive ; 5° la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; 6° la loi modifiée du 9 mai 2008 relative aux chiens ; 7° la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ; 8° la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale**

Le maintien de la sécurité, de la tranquillité et de la salubrité publiques est une mission historique et fondatrice des communes. Leur compétence en ces matières se traduit par le droit du conseil communal de prendre des règlements communaux de police générale. S'agissant du respect de ceux-ci, le pouvoir de l'agent municipal se trouve actuellement limité aux contraventions en matière de stationnement, d'arrêt et de parcage et, en plus, s'arrête avec la constatation de l'infraction par l'établissement d'un avertissement taxé.

La Police grand-ducale ne dispose pas de suffisamment de moyens pour être efficacement au service des missions communales et les autorités judiciaires classent bien souvent sans suite des infractions qu'elles considèrent comme d'importance mineure. En conséquence, le non-respect des règlements communaux de police

générale n'est souvent pas sanctionné. Cet état des choses suscite un sentiment d'impunité chez les auteurs et un désarroi auprès de la population respectueuse des règles de la vie sociale.

Face au besoin des communes de disposer d'un instrument leur permettant de lutter contre la petite délinquance, les actes de vandalisme et autres incivilités que le droit pénal et les organes répressifs ne permettent plus d'endiguer efficacement, le projet de loi se propose de répondre à ce problème par l'introduction d'un système de sanctions administratives. Il vise à valoriser le rôle de l'agent municipal, à décharger la Police grand-ducale et la Justice, à établir une liste d'infractions mineures sanctionnées par des amendes administratives et à introduire une procédure de sanctions administratives, tout en garantissant les droits de la défense.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 04/04/2017

Rapporteuse : M. Dan Biancalana

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

(Président : M. Dan Biancalana) :

06/03/2017 Présentation de l'avant-projet de loi

07/12/2017 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

02/04/2021 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

23/11/2021 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

09/06/2022 Désignation d'un nouveau rapporteur

Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État

06/07/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2022

Loi du 27 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 400, page 1

## Média de service public 100,7

**7749 – Projet de loi portant organisation de l'établissement public « Média de service public 100,7 » et portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques**

Le projet de loi 7749 portant organisation de l'établissement public « Média de service public 100,7 » et portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques vise à renforcer le cadre légal qui sous-tend les activités de l'Établissement de radiodiffusion socioculturelle actuel, communément dénommé « Radio 100,7 », dénominations qui seront adaptées par la présente loi en projet.

Le projet de loi sous rubrique vise à doter l'Établissement de radiodiffusion socioculturelle actuel d'une loi spécifique de référence précisant son organisation et son fonctionnement tout en apportant quelques innovations à ces derniers. Il est ainsi instauré un conseil des auditeurs dont la mise en place vise à institutionnaliser le dialogue avec le public. De plus, la définition des activités à poursuivre dans le cadre de l'accomplissement de sa mission de service public permettra au « Média de service public 100,7 » à étendre l'éventail des contenus à produire tenant compte des évolutions au sein du paysage médiatique en ce qui concerne notamment le développement des contenus digitaux.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 20/01/2021

Rapporteur : M. Pim Knaff

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

(Président : M. Guy Arendt) :

20/04/2021 Présentation et examen du projet de loi

04/01/2022 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

22/03/2022 Adoption d'une série d'amendements parlementaires  
 21/06/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2022

Loi du 12 août 2022

Mémorial A : 2022, n° 460, page 1

## Régime autonome applicable aux procureurs européens délégués

### 7759 – Projet de loi modifiant le Code de procédure pénale aux fins de la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen

Le règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen (ci-après « le règlement ») institue une instance européenne indépendante disposant, pour la première fois, de compétences judiciaires propres en matière pénale.

Organe doté de la personnalité juridique, le Parquet européen sera compétent pour rechercher, poursuivre et renvoyer en jugement les auteurs et complices des infractions pénales portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union, telles que prévues par le règlement et définies par la directive du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal, dite « directive PIF ». En pratique, il pourra notamment s'agir d'escroqueries à la TVA, de faits de corruption portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union, de détournement de fonds publics européens, de blanchiment d'argent en lien avec une infraction portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union et de certains délits douaniers, mais également d'infractions indissociablement liées à ces dernières.

Le Parquet européen reposera sur une structure à double niveau afin de garantir à la fois une politique pénale homogène à travers les États participants et une intégration efficiente au sein des systèmes judiciaires nationaux. À l'échelon central, le Parquet européen sera composé du chef du Parquet européen et des vingt-deux procureurs européens, un par État membre participant.

Le bureau central reposera sur deux organes distincts : le collège et les chambres permanentes. Le collège sera chargé du suivi général des activités, de la définition de la politique pénale, ainsi que des questions générales soulevées par des dossiers particuliers, notamment en vue d'assurer la cohérence et l'efficacité, dans l'ensemble des États membres, des actions du Parquet européen. Il ne prendra pas en revanche de décisions opérationnelles dans des dossiers particuliers.

Les chambres permanentes, composées de procureurs européens, quant à elles, superviseront et dirigeront les enquêtes et les poursuites menées par les procureurs européens délégués en décidant notamment de classer une affaire sans suite, d'appliquer une procédure simplifiée ou encore de la renvoyer devant les juridictions nationales. Elles seront également chargées de la coordination des enquêtes et des poursuites dans les dossiers frontaliers, ainsi que de la mise en œuvre des décisions adoptées par le collège.

À l'échelon décentralisé, au sein de chaque État membre participant, des procureurs européens délégués seront chargés du suivi opérationnel des enquêtes et des poursuites. Ils agiront au nom du Parquet européen dans leur État membre respectif à partir des orientations et des instructions de la chambre permanente chargée de l'affaire et du procureur européen chargé de la surveillance.

Investis, conformément à l'article 13 du règlement, des mêmes pouvoirs que les procureurs nationaux dans le domaine des enquêtes, des poursuites et de la mise en état des affaires, les procureurs européens délégués seront responsables des enquêtes et des poursuites qu'ils engageront, qui leur seront confiées ou dont ils se saisiront en exerçant leur droit d'évocation. Ils seront également responsables de la mise en état des affaires et soutiendront l'accusation aux audiences devant les juridictions nationales. Ils pourront exercer les voies de recours existantes conformément au droit national.

Le procureur européen assurera la surveillance des enquêtes et des poursuites dont sont responsables les procureurs européens délégués chargés de l'affaire dans leur État membre d'origine. Le terme « surveillance » doit ici s'entendre comme désignant un suivi plus étroit et régulier des enquêtes et des poursuites, y compris, lorsque c'est nécessaire, le fait d'intervenir et de donner des instructions sur des questions relatives aux enquêtes et aux poursuites.

Des adaptations procédurales sont nécessaires pour encadrer la conduite des enquêtes et poursuites menées par les procureurs européens délégués, respectivement par le procureur européen, devant les juridictions luxembourgeoises.

Le projet de loi n° 7959 vise donc la mise en place d'un régime procédural autonome, prévoyant tant des pouvoirs d'enquête propres aux procureurs européens délégués qu'un régime procédural spécifique venant régler les rapports entre le procureur européen délégué et le juge d'instruction au cas où son intervention est requise.

Il y a lieu, pour la mise en œuvre du régime autonome applicable aux procureurs européens délégués, de reprendre les dispositions existant actuellement pour le juge d'instruction, tout en les adaptant en conséquence. Cette approche, plutôt que d'opérer des renvois aux articles et sections correspondants du chapitre du Code de procédure pénale relatif au juge d'instruction, présente tout d'abord l'avantage direct et évident d'organiser la procédure de manière claire et précise sans qu'il ne soit nécessaire de courir un risque d'interprétation de dispositions conçues pour le juge d'instruction, mais mises en œuvre par le procureur européen délégué. Elle présente en outre le mérite de consacrer visiblement l'autonomie du régime procédural applicable aux enquêtes menées par le Parquet européen.

La mise en œuvre du régime procédural autonome aura pour conséquence que le procureur européen délégué pourra œuvrer à trois niveaux différents : d'abord, avec les pouvoirs qui sont accordés en droit national au procureur d'État dans le cadre d'une enquête, ensuite, avec les pouvoirs qui sont ceux d'un juge d'instruction en droit national dans le cadre d'une instruction et finalement, lorsqu'il s'agit de prendre des mesures coercitives, son intervention est uniquement possible sur base d'une décision du juge d'instruction national prise sur réquisition du procureur européen délégué.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 01/02/2021

Rapporteuse : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

10/02/2021	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi
05/05/2021	Examen de l'avis du Conseil d'État
09/06/2021	Présentation et examen d'une série d'amendements parlementaires
29/09/2021	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
11/05/2022	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
29/06/2022	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
06/07/2022	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2022

Loi du 22 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 428, page 1

## Modification de la loi électorale pour les élections communales

### 7877 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ; 2° de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

Le présent projet de loi modifie la loi électorale modifiée du 18 février 2003. Ces modifications visent notamment l'abolition de la clause de résidence de cinq ans pour les ressortissants étrangers désirant s'inscrire sur les listes électorales pour les élections communales et le report du délai pour s'inscrire sur lesdites listes. L'objectif de ces modifications est de faciliter la participation des ressortissants étrangers aux élections communales. En outre, des modifications ponctuelles sont effectuées afin de tenir compte des deux modifications majeures prévues.

De plus, le projet de loi apporte des modifications à la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques. Plus précisément les missions de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) sont élargies pour englober celle d'organiser la campagne électorale médiatique et celle de l'organisation des programmes d'information politique. À ce titre, il convient de noter que l'ALIA a déjà effectué ces missions dans le passé, de sorte que les modifications effectuées adaptent uniquement la loi afin de refléter les missions actuelles de l'ALIA.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, le 02/09/2021  
 Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle  
 (Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

02/09/2021 Présentation de l'avant-projet de loi  
 02/05/2022 Désignation d'un rapporteur  
 Présentation des amendements gouvernementaux  
 Examen de l'avis du Conseil d'État  
 Adoption d'une série d'amendements parlementaires  
 20/05/2022 Adoption d'une série d'amendements parlementaires  
 20/06/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
 01/07/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2022

Loi du 22 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 394, page 1

## Adaptation de diverses dispositions légales

**7972 – Projet de loi portant modification : 1° du Code de procédure pénale ; 2° de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale ; 3° de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ; 4° de la loi modifiée du 10 juillet 2020 instituant un Registre des fiducies et des trusts**

Le projet de loi consiste à modifier, de manière ciblée, diverses dispositions légales pour redresser une erreur matérielle qui s'est glissée dans la loi du 17 décembre 2021 portant modification : 1° du Code pénal ; 2° du Code de procédure pénale ; 3° de la loi modifiée du 17 mars 1992 portant 1. approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988 ; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie ; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'Instruction criminelle ; aux fins de transposition de la directive (UE) 2018/1673 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 visant à lutter contre le blanchiment de capitaux au moyen du droit pénal, et assurer la cohérence des textes régissant l'entraide pénale internationale, la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et leur conformité aux normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération du Groupe d'action financière (« GAFI »).

Le projet de loi propose de rajouter l'article 385-2 du Code pénal à la liste des infractions, énumérées à l'article 5-1 du Code de procédure pénale, qui peuvent être poursuivies et jugées au Grand-Duché de Luxembourg, même si le fait n'est pas punissable par la législation du pays où il a été commis et que l'autorité luxembourgeoise n'a reçu ni plainte de la partie offensée ni dénonciation officielle. L'article 385-2 du Code pénal vise le fait pour un majeur de faire des propositions sexuelles à un mineur de moins de seize ans ou à une personne se présentant comme telle en utilisant un moyen de communication électronique. Cette disposition est essentielle pour lutter contre la pédocriminalité sur Internet.

En outre le projet de loi supprime la possibilité, guère utilisée, dont dispose le Procureur général selon la législation actuelle, de refuser l'entraide judiciaire si la demande a trait exclusivement à des infractions en matière de taxes et d'impôts, de douane ou de change en vertu de la loi luxembourgeoise. Dans un même ordre d'idées, le projet de loi propose de ne plus exclure de l'exéquat d'une décision étrangère les jugements qui ont trait à des infractions en matière de taxes et d'impôts, de douane et de change en vertu de la loi luxembourgeoise.

L'article 668 du Code de procédure pénale est modifié afin de tenir compte de l'évolution du « Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité » et de ses sources de financement.

La loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme est adaptée afin de préciser certaines dispositions relatives aux autorités de contrôle.

L'article 2, paragraphe 2, de la loi modifiée du 10 juillet 2020 instituant un Registre des fiducies et des trusts est modifié afin de fixer un délai maximal endéans lequel les informations du Registre des bénéficiaires effectifs doivent être mises à jour.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 08/03/2022

Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

23/03/2022 Désignation d'un rapporteur  
 Présentation du projet de loi  
 30/03/2022 Continuation des travaux  
 29/06/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État  
 06/07/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2022

Loi du 29 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 429, page 1

## Lutte contre la fraude portant atteinte au budget de l'UE

**7987 – Projet de loi portant modification : 1° du Code pénal ; 2° du Code de procédure pénale**

Le projet de loi n° 7987 a pour objet de procéder à quelques ajustements dans le Code pénal et le Code de procédure pénale, en vue d'une transposition complète de la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal (dénommée ci-après « la directive »).

L'objet de ladite directive est de créer un système renforcé et plus harmonisé, avec des règles communes minimales, pour lutter contre la fraude portant atteinte au budget de l'Union européenne et d'améliorer la protection des intérêts financiers de l'Union européenne et de l'argent du contribuable dans l'Union européenne.

La directive concerne notamment :

- la fraude et d'autres infractions pénales, telles que la corruption, le détournement ou le blanchiment de capitaux, portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne, par exemple le budget de l'Union européenne, les budgets des institutions, organes et organismes de l'Union européenne institués en vertu des traités, ou les budgets gérés et contrôlés directement ou indirectement par ceux-ci ;
- les « infractions graves » contre le système commun de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), comme la fraude carrousel (infractions considérées comme graves lorsqu'elles ont un lien avec le territoire de deux pays de l'Union européenne ou plus et entraînent un préjudice d'un montant total d'au moins 10.000.000 euros).

Elle établit également des règles communes sur les sanctions et les délais de prescription relatifs aux infractions pénales concernées.

De surcroît, la directive définit les compétences du Parquet européen. En effet, le règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen prévoit dans son article 4 que « le Parquet européen est compétent pour rechercher, poursuivre et renvoyer en jugement les auteurs et complices des infractions pénales portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union qui sont prévus par la directive (UE 2017/1371) ».

Les dispositions de ladite directive sont transposées en droit luxembourgeois par la loi du 12 mars 2020 portant modification 1° du Code pénal ; 2° du Code de procédure pénale ; 3° de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ; aux fins de transposition de la directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal.

Une procédure en infraction a toutefois été initiée en décembre 2021 à l'encontre du Grand-Duché de Luxembourg pour transposition incomplète de la directive.

Afin d'assurer une transposition complète de la directive (UE) 2017/1371 et de combler certaines lacunes ou oublis, le projet de loi n° 7987 prévoit partant la modification des articles 240, 496-1, 496-3 et 496-4 du Code pénal ainsi que de l'article 5-1, paragraphe 1<sup>er</sup>, du Code de procédure pénale.

Afin de protéger les fonds de l'Union européenne de la corruption ou du détournement, la directive demande à ce que les agents publics, c'est-à-dire toutes les personnes investies d'un mandat officiel, que ce soit dans l'Union européenne, dans les États membres ou dans les pays tiers, soient incluses dans le champ d'application des infractions pénales de corruption passive et de détournement.

L'article 240 du Code pénal porte sur le détournement direct et indirect et le cas de figure où des fonds ont été utilisés d'une manière contraire aux fins prévues. Afin de se conformer aux exigences de la directive, l'article est adapté afin d'inclure toutes les



personnes chargées d'une mission de service public et toutes les personnes investies d'un mandat public. Dans ce contexte, la notion de « personne investie d'un mandat électif public » renvoie notamment à la définition par la directive d'« agent public » qui vise « toute personne exerçant des fonctions législatives au niveau national, régional ou local ».

L'article 496-4 relatif à l'escroquerie et la tromperie par rapport aux budgets des institutions internationales est adapté afin d'inclure expressément les budgets gérés par l'Union européenne ou pour son compte.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 31/03/2022  
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice  
(Président : M. Charles Margue) :

11/05/2022 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Adoption d'un amendement parlementaire  
29/06/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État  
06/07/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2022  
Loi du 29 juillet 2022  
Mémorial A : 2022, n° 430, page 1

## Extension du financement du Réseau national intégré de radiocommunication

**8002 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 mai 2014 relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois en vue du financement des travaux d'extension et de perfectionnement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'étendre le financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois (ci-après « réseau »).

Depuis 2014, l'État luxembourgeois dispose d'un réseau numérique de radiocommunication afin d'assurer la communication des services de sécurité et de secours luxembourgeois.

Les moyens de financement ont initialement été octroyés par la loi du 20 mai 2014 relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois. La loi précitée du 20 mai 2014 a été modifiée par la loi du 1<sup>er</sup> mars 2019 portant modification de la loi du 20 mai 2014 en vue du financement des travaux d'extension et de perfectionnement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois.

Or, l'augmentation de protection face à des cyberattaques potentielles, l'extension de la couverture terrestre à l'intérieur de bâtiments et l'interconnexion avec des réseaux du type 4G et 5G entre autres ne peuvent être mis en œuvre que si les moyens financiers nécessaires sont mis à disposition. La loi en projet sous rubrique vise donc à accorder ces moyens financiers requis selon les modalités suivantes :

- les frais maximaux de réalisation du réseau incombant à l'État sont portés à 40.580.000 euros, taxe sur la valeur ajoutée exclue ;
- les frais mensuels maximaux d'exploitation à charge de l'État sont portés à 658.000 euros (taxe sur la valeur ajoutée exclue) jusqu'au 30 juin 2030.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 05/05/2022

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget  
(Président : M. André Bauler) :

17/06/2022 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
27/06/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2022  
Loi du 12 août 2022  
Mémorial A : 2022, n° 459, page 1

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | Mme Djuna Bernard, Vice-Présidente

## 68<sup>e</sup> séance

### Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique ..... p. 10**  
M. Fernand Etgen, Président
- 2. Question élargie n° 153 de M. Fernand Kartheiser au sujet des conditions de travail des surveillants pénitentiaires ..... p. 10**  
M. Fernand Kartheiser | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Fernand Kartheiser | Mme la Ministre Sam Tanson
- 3. 7759 – Projet de loi modifiant le Code de procédure pénale aux fins de la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen ..... p. 12**  
Rapport de la Commission de la Justice : Mme Stéphanie Empain  
Discussion générale : M. Léon Gloden | Mme Carole Hartmann | Mme Cécile Hemmen | M. Roy Reding | M. Marc Goergen  
Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7759 et dispense du second vote constitutionnel
- 4. 7972 – Projet de loi portant modification : 1° du Code de procédure pénale ; 2° de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale ; 3° de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du ter-**

- rorisme ; 4° de la loi modifiée du 10 juillet 2020 instituant un Registre des fiducies et des trusts ..... p. 15**  
Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)  
Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7972 et dispense du second vote constitutionnel
- 5. 7987 – Projet de loi portant modification :**  
**1° du Code pénal ;**  
**2° du Code de procédure pénale ..... p. 16**  
Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)  
Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7987 et dispense du second vote constitutionnel
- 6. 7124 – Projet de loi portant modification :**  
**1° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;**  
**2° de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de la procédure devant les juridictions administratives ; en vue de l'institution d'un recours contre les décisions de sanctions administratives communales**

**7126 – Projet de loi relative aux sanctions administratives communales, à l'élargissement des compétences des agents municipaux et modifiant :**

**1° le Code pénal ;**

**2° le Code de procédure pénale ;**

**3° la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures ;**

**4° la loi modifiée du 21 novembre 1984 a) portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et les Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part, portant nouvelle réglementation de la pêche dans les eaux frontalières relevant de leur souveraineté commune, signée à Trèves, le 24 novembre 1975 ; b) complétant l'article 1<sup>er</sup> B II de la loi du 26 février 1973 portant extension de la compétence des tribunaux de police en matière répressive ;**

**5° la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;**

**6° la loi modifiée du 9 mai 2008 relative aux chiens ;**

**7° la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ;**

**8° la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ..... p. 17**

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes sur le projet de loi n° 7126 : M. Dan Biancalana

Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi n° 7124 : M. Dan Biancalana (dépôt de la motion 1)

Discussion générale : M. Georges Mischo (interventions de M. Dan Kersch, M. Dan Biancalana, M. Jean-Marie Halsdorf et M. Jean-Paul Schaaf) | M. Claude Lamberty | M. Marc Hansen | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen (intervention de M. Dan Kersch)

Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | M. Marc Goergen (parole après ministre) (interventions de Mme la Ministre Taina Bofferding) | M. Georges Mischo (parole après ministre) | Mme la Ministre Taina Bofferding (intervention de M. Sven Clement) | Mme Simone Asselborn-Bintz (parole après ministre) | M. André Bauler (parole après ministre) | Mme la Ministre Taina Bofferding | M. André Bauler (parole après ministre)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7124 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7126 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. Georges Mischo

Vote sur la motion 1 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Sam Tanson et Mme Taina Bofferding, Ministres.

*(La séance publique est ouverte à 08.01 heures.)*

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Nee, Här President.

## 2. Question élargie n° 153 de M. Fernand Kartheiser au sujet des conditions de travail des surveillants pénitentiaires

**M. Fernand Etgen**, Président | Mir fänken d'Sitzung vun haut de Moie mat der erweiderter Fro Nummer 153 vum Här Fernand Kartheiser iwwer d'Aarbechtskonditioun vum de Giischtercher un. Den Auteur huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen, an no der Äntwert vum der Ministesch, déi zéng Minutten huet, fir eventuell nach eng Zousazfro ze stellen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Merci, Här President. Gudde Moien alleguer. Madamm Minister, de Prisong war an deene leschten Deeg nees an der Aktualitéit. De 7. Juli hate mer um Site vun RTL gelies, datt e Prisonéier, dee vun Dräibuer op Schraasseg transferéiert gi wier, net manner wéi sechs Leit vum Personal verletzt hätt an datt de Prisong och iwwerfëllt wier an och ze waarm elo am Summer, ...

*(Interruptions)*

... datt en iwwerhëtzt wier an datt et och méi dacks zu Rebelliounen géif kommen am Prisong.

Déi rezent Gewalt géint Giischtercher, besonnesch och den Ugrëff vum 29. Juni, sinn anscheinend och zum Deel duerch en akute Personalmangel ze erklären. Dir gesitt, a menger Introduktioun si schonn eng Rei Froen: vum iwwerhëtzte Prisong bis zum Personalmangel. A mir héieren och, datt d'Giischtercher sech bekloen, datt se net genuch iwwer Menacé géint si oder Membere vum hirer Famill informéiert ginn.

Gutt Neiegkeete sinn awer d'Afféierung vun Drogenhënn an och Är Aussoen, déi Der um Radio gemaach hat, datt d'Giischtercher sollte besser ekipéiert ginn.

Mir hunn awer do bis elo nach näischt Konkreetes héieren.

Mir maachen eis als ADR doriwwer ganz vill Suerge. Déi Zoustänn an eise Prisongen schéngen eis net akzeptabel ze sinn a mir wéilten dowéinst eng Rei Froen un d'Regierung riichten, speziell awer haut iwwerwert d'Giischtercher an hire Beruff.

An ech wéilt do ufänke mat der Sécherheet an der Formatioun vun de Giischtercher.

Här President, ech wollt Iech just soen: D'Auer fonctionéiert net. Ech weess also elo net, wou ech dru sinn.

**M. Fernand Etgen**, Président | Jo.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Fir eis also ... Ech wéilt ufänke mat der Sécherheet a mat der Formatioun vun de Giischtercher. Et ass fir eis déi éischt Fro, wann ee gesäit, wéi d'Zoustänn sinn am Prisong, ob déi net misst verbessert ginn. A virun allem, datt se keng Coursen hunn, fir sech selwer ze verdeedegen. Mir haten och Gespréicher mat hinnen. Mir ware verwonnert, wéi mer gewuer gi sinn, datt Leit, déi awer potenziell ëmmer an enger geféierlecher Situatioun evoluéieren, an hirer Ausbildung emol keng Selwerverdeedegung léieren.

Et ass u sech eng reng zivill Formatioun, kee Kampfsport, kee speziellen Training, fir op Geforesituatiounen esou kënnen ze reagéieren. An do kann ee sech ganz vill Froe stellen. Wa si zum Beispill e Prisonéier an d'Spidol begleeden, deen dann eng Tentative d'évasion mécht, da stelle sech direkt eng ganz Rei, éischtens, vun Ausbildungsfroen – „Wéi kënne se iwwerhaapt dermat ëmgoen?“ –, mee och vu legale Froen. Et ass an eisen Ae ganz wichteg, fir d'Beamte rechtlech ofzesécheren, wa si sech musse wiere respektiv e Prisonéier festhalen.

Dat Zweet ass déi Fro, ob et opportun ass – dat ass eng ganz allgemeng Fro –, fir d'Giischtercher als ziville Corps ze gesinn, oder ob ee se net sollt an d'Force publique integréieren. Dat huet eng ganz Rei Konsequenzen, well et gétt jo och Gespréicher doriwwer, datt de Gefaangenentransport zum Beispill sollt net méi vun der Police gemaach ginn, mee vun de Giischtercher. Mee eng zivill Verwaltung wéi d'Giischtercher, déi huet och keng blo Luuchten um Auto. Déi hunn absolutt och do keng Moyenen. Dat heescht, dat ass schonn eppes, wat, mengen ech,

souwuel d'Police géif interesséieren, wéi potenziell och d'Giischtercher. Mee dat géif awer och eng ganz Rei vu statutaesche Consideratiounen mat sech bréngen.

Eng drëtt Fro geet ëm hir Waffen oder aner Hëllefsmëttel, déi se zur Verfügung hunn. Dir hat jo ugekënnegt, do wéilt Der driwwer nodenken. Wat kënnt do a Fro? Sinn dat Elektroschocker? Ass dat Pefferspray? Wat kënnt iwwerhaapt do u Schutzkleedung och fir Iech a Fro? A wéi vergläicht sech dat mat deem, wat mer am Ausland hunn a Prisongen?

E ganz wichtege Punkt an eisen Aen ass och, datt d'Giischtercher mussen eng Déngschnummer hunn, wa se prozesséieren. Am Abléck ware mer och ganz verwonnert, fir gewuer ze ginn, datt wa juristesche Affäre sinn, an engem Dossier vun engem Giischterchen, wou e jo awer enger Gefor ausgesat ass, hien oder seng Famill, keng Nummere sinn, mee datt e mat Numm an Adress an dem Dossier figuréiert. Dat ass natierlech en enorme Risiko fir déi Leit. An ech mengen, Dir sidd jo Justizministesch – do misst Der kënnen direkt intervenéieren.

Da wat d'Karriär ugeet, do muss een och soen, datt et am ... Bon, dat ass elo net Ären direkten Zoustännegkeetsberäich, et ass éischer Äre Kolleg vun der Fonction publique. Mee et gouf awer an e puer Karriäre beim Staat Gespréicher iwwer eng Revalorisatioun. Ech denken un d'Bréifdréier zum Beispill, mee ech denken hei natierlech och un d'Giischtercher, wou laang driwwer geschwat ginn ass, ob d'Beruffsbild net misst evoluéieren, d'Karriär méi attraktiv ginn an och eng Revalorisatioun vun der Karriär misst geschéien.

Dat hänt och dervun of, mengen ech, wat de Giischterchen eigentlech als Beruffsbild an als Evolutioun vun der Karriär iwwer säi ganz Beruffsliewen huet. Et wär sécher interessant an eisen Aen, wa mer en och kéinte méi asetze fir Integratiounsaufgaben an Aufgaben bei der Reinsertioun an d'Gesellschaft, wann e Prisonéier seng Zäit ofgesiess huet.

De Giischterchen ass dacks och eng Vertrauenspersoun fir verschidde Prisonéier. A mir denken, mir sollte vläicht higoen, fir iergendwéini am Laf vun der Karriär vu Giischtercher op e Punkt ze kommen, wou mer hinne wierklech méi sozial Aarbecht sollte ginn an déi Transitioun vum Prisong an dat Erëm-Liewendobausse méi liicht maachen, fir datt et eben net zu esou Situatiounen kënnt.

Ass dat doten d'Zäit? Ech weess elo net, well d'Auer net leeft ... Elo weess ech dat net.

*(Interruption)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Bei 5 Minutte 24 si mer.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | A, well ... Jo, maja. Dat ass e bëssen ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Dat sinn 3 Minutte 40 vun do un, wou Der et signaliséiert hat.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, ech muss Iech bieden, mech ze entschëllegen, mee wann d'Auer net leeft, da weess een net, wou een drun ass.

Da schléissen ech of mat där Fro, well et ass wierklech an eisen Ae ganz wichteg, datt déi Leit, déi am Prisong schaffen, déi och, wéi gesot, dacks eng Vertrauenspersoun fir d'Prisonéier sinn, eventuell och berufflech esou ausgeriicht ginn, datt se déi Transition tëschent dem Liewen am Prisong an dem spéidere Liewen dobausse kënnen begleeden.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizminstesch Sam Tanson.

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Jo, merci, Här President. Effektiv schéngt hei e Problem mam Ecran ze sinn.

Ech si frou, dass déi Fro dann elo haut endlech kann hei diskutéiert ginn. Esou grouss war d'Demande jo net vun Ärer Partei, vu dass Äre Kolleg, den Här Reding, se e puermol gestallt hat an e puermol en dernière minute dunn einfach net komm ass. Mee et ass eng essenziell Fro.

*(Interruptions)*

Dofir ass et gutt, dass Der se nach eng Kéier gestallt hutt a mer haut kënnen driwwer schwätzen an och d'nächst Woch an der Chamberskommissioun, och mam Direkter vun der Prisongsverwaltung, dat op Demande hi vun der CSV par rapport zu deene rezente Virfäll, déi mer haten.

Mir huelen natierlech d'Sécherheet vun den Agenten, déi am Prisong schaffen, extreem seriö. An dat, wat déi lescht Woche passéiert ass, virun allem deen een Tëscheffall, inquietéiert. Et sinn och direkt Mesuren ergraff ginn. Ech kommen nach duerno drop zrëck, wann ech dann och iergendwann weess, wéi laang meng Zäit hei leeft, Här President, well ech gesinn dat net.

*(Interruption par Mme Stéphanie Empain)*

Merci, Madamm Empain.

*(Interruption par M. Fernand Kartheiser)*

Et ass gutt. Ma da ginn ech mech erëm sëtzen, Här Kartheiser.

*(Hilarité)*

Gutt, vläicht zu den Astellungen: Zënter 2018 sinn 206 Agent-pénitentairen agestallt ginn. Dës sinn natierlech fir d'éischt emol als Kompensatioun fir déi agestallt ginn, déi an d'Pensioun gaange sinn, och fir déi, déi momentan an der Unisec detachéiert sinn, an dann natierlech am Hibleck op d'Ouverture vum Uerschterhaff.

*(Interruptions)*

Ech weess net, Här President – et ass relativ vill Kaméidi heibannen –, ob et d'Leit elo net interesséiert, wat ech ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Jo, et si verschidde Leit, déi kommen eréischt just eran an da stéiere se direkt. Da muss se Moie soen, da muss se d'Geschlechtercher vu gëschter erzielen, an, an, an. Dat heescht, et wier besser, dat géif een dann dobausse maachen an heibanne wier ee roueg. Merci villmools fir d'Versteesdemech.

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Merci, Här President.

Also, zu den Zuelen: Aktuell ginn 300 Agent-pénitentairen am CPL gebraucht, 260 am CPU an 41 am CPG. D'Administration pénitentiaire huet en Total vu 442,6 ETPen, just fir d'Agents pénitentiaires.

Déi Rekrutementsprozedur ass elo iwwert déi lescht Jore gelaf. Si ass natierlech duerch d'Covidzäit reduzéiert ginn, well déi Leit mussen jo am Prisong integréiert ginn, mussen do schaffen, mussen ugeléiert ginn. Duerfir sinn déi Welle méi lues gemaach ginn, wéi dat eigentlech geplangt gi war, soudass ëmmer nëmmen 20 Stagiairen do waren, fir eeben déi sanitär Mesuren och ze respektéieren.

A säit Kuerzem kann och dee grouss Sall – ech mengen, Dir waart an de CPU op den Uerschterhaff kucken – och genotzt ginn, fir d'Formatiounen ze maachen.

Fir den Exercice vun dësem Joer waren dräi Welle vu Rekrutement virgesinn. Do steet nach eng aus. Déi ass am September fäerdeg an da wäerten nach 45 zousätzlech Agenten ufänken, woumat dann dee Kader ofgeschloss ass. A fir den Numerus clausus vum nächste Joer si 55 supplementär Agente gefrot.

Bon, den Ament gëtt et och natierlech nach eng Rëtsch aner Contrainten, déi Der och kennt, vum Rescht vum professionnelle Liewen. Et sinn ëmmer erëm Leit, déi covidbedéngt an Isolatioun sinn an dofir net kënnen schaffe kommen. Et sinn eng Dose Giischercher, déi e längere Krankeschäin hunn, an et sinn der 19 nach aktuell an der Unisec och detachéiert.

Ech gesinn och elo d'Zäit, déi leeft. Merci.

*(Interruption)*

Voilà! Dat heescht, déi grouss Erausforderung, déi elo natierlech ass, dat ass, dass d'Agente mussen esou forméiert ginn, fir an den Uerschterhaff herno integréiert ze ginn. An do sinn der natierlech och, déi da vu Schraasseg eriwuer ginn, fir do dann ze schaffen. Bon, vun der Formatioun hei: Déi ass wierklech ganz divers. An u sech, Här Kartheiser, et widderprécht sech e bëssen, wat Der gesot hutt. Op där enger Säit sot Der, si sollte méi eng Sécherheetsaarbecht maachen. Op där anerer Säit sot Der, si sollten eebe méi déi ...

*(Interruption)*

... sozialpedagogesch Aarbecht maachen.

An dat ass jo genau dat, wat 2018 mat der Reform vum Prisongsgesetz geschitt ass. Dat heescht, dass mer eebe grad méi e groussen Accent op d'Reinsertioun setzen.

A wann Der ... Bon, ech ginn elo net an den Detail vun de Coursen, déi ugebuede ginn, mee dat geet wierklech eeben ... Et sinn effektiv eng Rëtsch theoretesch Saachen, notamment Procédure pénale, Organisation judiciaire, awer och Grondlage vun der Psychologie, Prisongsgeschicht, professionell Handeln, „wéi gi mer ëm mat Radikalisierung?“, Sozialaarbecht am Strofvollzuch. An da sinn awer och Coursen a praktesche Saache virgesinn: Premier secours; Self-defense. Dat heescht, et geet wierklech queesch duerch de Gaart. Mee dat ass en Echange, dee kënnen mer gäre méi am Detail déi nächst Woch hunn an da kann och den Här Legil Iech dat gutt erklären, wéi si dat handhaben.

Dann zu de Sécherheetsfroen – wéi ee Material datt se kréien; déi Iwerleeungen. Majo, si hu jo scho Material. Mee do ass et esou, dass dat Ganzt elo ëmmer am Kader vun der Selfdefense gekuckt gëtt. Dat heescht, et geet net drëm, proaktiv Gewalt unzewenden. Et geet drëm, datt se sech kënnen esou gutt wéi méiglech verteidegen, wann dat muss sinn!

A mir sollen och déi Situatiounen elo net héichstiliséieren. Et war wuel elo en Zwëscheffall, mee et ass awer net esou, wéi wann dat déi ganzen Zäit de Fall wär, well mer eebe vill op déi méi roueg Aarbecht setzen. Mee wa Krisensituatiounen sinn, da muss se kënnen handelen. An do ass dann eng Hierarchie, déi virgesinn ass: mat Handschellen, Matraquen an eeben och Tréinegas, dee kann agesat ginn, woubäi dann eng ganz Prozedur en place gesat gëtt, wéi dat ka benotzt ginn.

Bon, d'Karriärsfro ass eng, déi ëmmer erëm opkënn. Mee et ass, wéi Der richteg sot: Dat ass eng, déi generell um staatlechen Niveau gekuckt gëtt, wou elo net just speziell op eng Spart gekuckt gëtt, mee wou d'Fonction publique natierlech probéiert, ëmmer de ganze Staat am Iwwerbléck ze hunn an do och probéiert, d'Leit awer e bëssen à la même enseigne ze traitéieren, jee nodeem, wéi eng Formatiounen et sinn.

Dat ass och vläicht nach wichteg: Den Niveau vum Rekrutement ass och an d'Luucht gesat ginn. Dat heescht, et ware soss dräi Joer Postprimaire, an elo si mer bei fënnf Joer zënter 2018, soudass mer hei am Traitementsgrupp D1 sinn. An och déi Formatioun iwwert d'Sécherheet, déi Der jo virun ugeschwat hutt, ass u sech déi selwecht zënter e puer Joer. Dat huet och net ofgeholl.

Et gëtt och eng Zesummenaarbecht mat der Police. D'Police ass effektiv do, fir de Gefaangenentransport ze assuréieren. Mee et gëtt awer och eng Rei Aufgaben, déi d'Police mécht, wa se beoptraagt gëtt vum Untersuchungsriichter, zum Beispill wann et och drëms geet, Substanze saiséieren ze kommen an de Prisong. An da gëtt et nach d'Unité spéciale vun der Police, déi geruff gëtt, wa wierklech eng ganz komplizéiert Situatioun am Prisong ass, wou d'Agenten dann net méi mat hiren eegene Moyene kënnen agéieren a wou dann d'USP geruff gëtt.

Voilà. Ech weess elo net, ob ech op all Är Froe geäntwert hunn.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ganz kuerz, well, ech mengen, meng Zäit war jo och schonn ofgelaf, obschonn ech et net wouss.

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Ech hunn nach zwou Minutten.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | A, Dir hutt nach zwou Minutten?

*(Hilarité)*

Mee ech wollt just nach eng Kéier op deen Aspect vun der Karriär agoen, well dat ass mer ganz wichteg. Ech gesinn nämlech do keng Kontradiktioun. Well am Abléck ass et jo esou, mengen ech, datt d'Giischercher praktesch vum Ufank vun hirer Karriär u bis zum Enn déi selwecht Aufgaben hunn. Dat heescht, si surgen wierklech fir d'Sécherheet am Prisong.

An d'Iddi wier a sech fir ze soen: Si maachen dat eng Zäit laang an duerno maache se eebe méi Sozialaarbecht fir d'Reinsertioun, fir och de Profil, de Berufsprofil domadder ze änneren an eebe wäit méi ze maachen, wéi dat am Abléck de Fall ass. Dat wier eigentlech déi Proposition, déi mer wéilte maachen.

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Also, et muss ee jo kucken: Déi Leit ginn eeben, wéi ech Iech

gesot hunn, mat dem Niveau fënnef Joer Postprimär agestallt. Do sinn eng ganz Rëtsch Formatiounen, déi virgesi sinn, déi scho relativ breet opgestallt ginn, vun deenen dee Sécherheetsaspekt en Deel ass, mee wou awer deen Deel Begleedung vun deene Leit, déi am Prisong sinn, och schonn do derzougehéiert.

Dat heescht, et muss ee scho kucken: Wéi ee Profil stelle mer an? Wéi eng Formatioun bidde mer do un? Dat heescht, ... Bon, dat ass eng Diskussioun, déi vläicht elo e bësse wäit féiert fir eng Question élargie, déi mer gäre kënnen nach méi am Detail eng Kéier féieren. Mee et muss een awer schonn eng Linn ugin, wéi eng Beamten ee gären hätt a wat déi Aarbechte solle sinn, déi se maachen. An déi si scho ganz multipel.

Dat heescht, et ass elo net, dass et eng reng Gardiensaarbecht ass, déi do gelescht gëtt. Si maache schonn och ... Si sinn eng sozial Kontaktperson vun de Leit, mat deene se am Alldag do ze dinn hunn. An et gëtt jo och Méiglechkeeten an der Evoluition vun hirer Karriär, oder och elo nei Perspektiven wéi zum Beispill déi Hondsmeschter, déi elo ausgebildt konnte ginn, wou sech Leit gemellt haten, déi elo, mengen ech, och ganz frou sinn iwwert deen neien Defi, dee sech do stellt. Esou Situatiounen komme jo och ëmmer erëm och am Prisong op.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci der Madamm Justizministeresch Sam Tanson.

### **3. 7759 – Projet de loi modifiant le Code de procédure pénale aux fins de la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen**

Deen zweete Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 7759 iwwert d'Schafung vun engem europäesche Parquet. D'Riedezäit ass nom Basismosell festgeluecht an d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

#### **Rapport de la Commission de la Justice**

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng), rapportrice | Villmoos merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Ministeresch, ech dierf Iech de Moien de mëndleche Rapport maachen iwwert de Projet de loi 7759, wou de Parquet europäen traitéiert gëtt. Et ass e relativ schwierigen, komplizéierten Exercice, fir mat dësem mëndleche Rapport der Envergure an der Wichtigkeet vun dësem Projet de loi gerecht ze ginn. Mir schwätze vun engem ganz wichtege Projet, deen och politesch gesi ganz, ganz wichtig ass, deen awer – elo, wou Der de Rapport jo alleguerten am Detail gelies hutt, a wéi Der festgestallt hutt – immens technesch ass an deen eis a virun allem och de Juristen am Justizministère immens vill Kappzueck bereet huet.

Wie sech de Rapport zu dësem Gesetzesprojekt duerchgelies huet, deen huet relativ schnell gemierkt, dass et sech hei ëm eng Lecture fir e Public très, très averti handelt, e Rapport, dee sech, vu d'Komplexitéit vum Dossier, och iwwer relativ vill Säite gezunn huet. Ech mengen, ech maachen haut jidderengem e Gefalen, wann ech an dësem mëndleche Rapport méi op déi grouss Linnen aginn.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng), rapportrice | An ech géif dann och elo schonn direkt op de schrëftleche

Rapport verweisen, wou Der natierlech alles ganz am Detail ermëfann.

Vu wat schwätze mer haut? Et geet ëm eng Initiativ, déi schonn op d'Enn vun den 90er-Joren zréckgeet an déi um Conseil europäen vun Tampere 1999 festgehale ginn ass, nämlech d'Stärkung vun der géigesäiteger Unerkennung vu Justizentscheidungen, fir d'Kooperatioun tëscht de Memberstaaten ze facilitéieren. Deemools huet schonn dee grouse Constat bestanen, dass déi reng national axéiert Poursuite vu kriminellen Organisatiounen, déi grenziwwerschreidend operéieren, net effizient ass.

No laange Verhandlungen, an deenen et leider net méiglech war, all d'Memberstaaten u Bord ze kréien a wou de Projet en cours de route méi wéi eemol um seidene Fuedem houg, hu sech 2017 eng Partie Memberstaaten zesummefonnt, déi hire Wonsch ausgedréckt hunn, eng Collaboration renforcée an dësem Beräich anzegoen an en europäesche Parquet, de sougenannten EPPO, also European Public Prosecutor's Office, ze schafen.

De Reglement, deen dës Coopération renforcée am Kader vum EPPO ëmgesat huet, ass schlussendlech och am Oktober 2017 a Kraaft getrueden. Den EPPO selwer huet am Juni 2021 seng Aarbecht erfollegräich opgehol. An d'Zil ass et natierlech och, dass iwwer kuwer oder laang all d'EU-Memberstaate sech uschléisen.

Den EPPO ass eng wichteg Struktur am Kampf géint déi grenziwwerschreidend Grousskriminalitéit, déi zulaaschte vum EU-Haushalt geet. Mir schwätzen hei also vu Frauden, déi en negativen Impakt op den EU-Budget hunn, respektiv Verbrüche géint déi finanziell Interesse vun der Europäescher Unioun, also Bedruch, Korruptioun, Blanchiment, schwéiere grenziwwerschreidenden TVA-Bedruch an esou weider, a wou bis elo just d'Nationalbehörde konnten aktiv ginn an hir Zoustännegkeet en plus op hire jeeweilege Grenzen opgehalen huet, hu mer eis elo e schlagfäerdegte gemeinsaamt Organ ginn, dat hei kann aktiv ginn.

Den EPPO fonctionéiert onofhängeg an dezentraliséiert an huet d'Mandat, ze ermëttelen, ze verfolge an ze jugéieren a Crimmen, déi, wéi gesot, den EU-Budget affektéieren. Et handelt sech ëm eng ganz nei Struktur, déi eng bis dato net do gewieschte supranational Justiz duerstellt.

Rezent huet den EPPO och säin éischte Bilan no siwe Méint Existenz presentéiert. An do gesäit een och d'Envergure, vun där mer hei schwätzen. Zu deem Zäitpunkt waren et ëm déi 580 Enquêtes, déi bis dohinner opgemaach gi ware fir Infraktiounen, wou Fraude am Spill ass, an dat fir e Gesamtmontant vun iwwer 5,4 Milliarden Euro.

Fir seng Aarbecht ze maachen, schafft den EPPO Hand an Hand mat den nationale Justizautoritéiten an ëmmer an enger Kooperatioun mat aneren EU-Institutionen wéi dem Eurojust, Europol oder dem OLAF, also der europäescher Antifraudebehörde. An deem Kader sinn den EPPO an d'Eurojust zwou gläichgestallten onofhängeg EU-Institutionen, déi sech d'Responsabilitéit deelen, déi finanziell Interesse vun der Unioun ze schützen.

De Parquet europäen elo, dee fonctionéiert op zwee Niveauen. Dat ass eng Kéier um Niveau central mat sengem Bureau central, der Cheffin vum Parquet, den 22 Procureurs européens, de Chambres permanentes; an dann eng Kéier op engem zweeten Niveau: um dezentralen Niveau, also an de Memberstaaten, mat de Procureurs européens délégués, déi am Numm vum Parquet europäen an de jeeweilege Memberstaaten agéieren. Si gi vum Procureur général d'État designéiert, an dat fir e Mandat vu fënnf Joer.

Si agéieren och ëmmer ënnert der Surveillance vun den Organer op EU-Niveau, während se awer an de Structure vun den nationalen Autorités de poursuite intégréiert sinn. Si sinn allerdéngs absolutt onofhängeg vun dësen nationale Strukturen.

An domadder huet d'Schafung vum Europäesche Parquet en Impakt op eis national Gesetzgebung, déi huet missen adaptéiert ginn. An dat ass dann och via zwee verschidde Projets de loi gemaach ginn.

Dat war engersäits via de Projet de loi 7760, deen d'Struktur vum EU-Parquet am Kader vun eiser nationaler Organisation judiciaire organiséiert huet. Dir erënnert Iech vläicht nach un de Projet de loi, dee mer am Mäerz d'lescht Joer gestëmmt hunn. Do ass et ëm déi sougenannt Procureurs européens délégués gaange respektiv ëm den Office des procureurs européens délégués, deen domadder geschafe ginn ass.

Deen zweete Projet de loi, dee mer also haut zum Vott virleien hunn, définéiert sengersäits de prozedurale Kader, an deem den EPPO a seng Procureurs européens délégués operéieren, a versicht dat quasi Onméiglecht méiglech ze maachen, nämlech de System vum EPPO mam Lëtzebuurger Rechtswieser an Aklang ze bréngen. Oder anescht ausgedréckt, wéi eis Mataarbechterin an der Fraktioun et erkläert huet: Et geet ëm de ganz schwierigen Exercice, Windows op e Mac ze installéieren.

*(Hilarité)*

Woubäi eng vun de groussen Erausforderungen doranner bestanen huet, de Modell vun der Procédure accusatoire, no deem den EPPO fonctionéiert, mam Modell vun der Procédure inquisitoire mat engem Juge d'instruction, esou wéi mir e kennen, an Aklang ze bréngen.

Eng vun de Schwierigkeete louch effektiv doranner, den nationale Code de procédure pénale an Aklang ze bréngen mat de Reegelen, déi de Reglement fir den EPPO virgesäit, mat der grousser Fro, wéi een d'Zesummenspiel vun den delegéierten europäesche Procureuren engersäits an dem Untersuchungsrichter anerersäits kohärent kann an nationaal Recht ëmsetzen.

Dësen Exercice war effektiv iwwerhaapt net einfach, wéi een och un de sellegen Avisen erkenne kann. Hei ass et och vläicht net onwichtig, nach emol drop hincweisen, dass de Sëtz vum EPPO hei zu Lëtzebuerg ass. Dat spigelt och eisen Engagement vis-à-vis vun dëser neier Struktur erëm, an där mir eis vun Ufank un als proaktive Partner bewisen hunn. An dofir war et eis och esou wichtig an der Kommissioun – an ech mengen, dat ass e Constat fir déi gesamt Kommissioun gewiescht –, schnellstméiglech déi Quadratur vum Krees, déi mer hu misse maachen, hinzekréien an eis eebe konform ze setze mam Kader, deen eis d'EU-Reglement virgëtt.

Wat elo d'Aarbechten an der Kommissioun eeben ubelaangt, dat war, wéi gesot, e bësselschen e schwierigen Exercice. De Projet de loi ass den 1. Februar 2021 deposéiert ginn. Mir hunn en och den 10. Februar eng éischte Kéier presentéiert kritt an de 27. Abrëll huet de Conseil d'État säin Avis ofginn, deen eng ganz Rëtsch Oppositions formelles beinhalt huet an allgemeng och eng Partie méi generell Froen iwwert d'Mise en application vum Reglement souwéi och konstitutionell Incompatibilitäten opgeworf huet. Bon, dësen hu mer dunn de 5. Mee analyséiert an en absence vu proposéierte Pisten, wéi mer déi elo kéinte léisen, hu mer dunn no Weeër gesicht, wéi mer déi Oppositions formelles kéinte levéieren.

Am September hu mer dann och eng ganz Partie vun Amendement-parlementairen adoptéiert – ech

mengen, et waren der iwver 70 –, mat deene mer du gehofft hunn, de Problem geléist ze kréien. Den Avis complémentaire vum Conseil d'État, deen eis den 1. Abrëll 2022 zoukomm ass, huet eis do awer enges Besere beléiert, well dësen Avis et mat – ech mengen, et waren och – eppes 12 Oppositions formelles nach ëmmer relativ a sech hat.

Bon, dat kann och zum Deel doduerjer erkläert ginn, dass den initiale Projet de loi just ëm déi 20 Artikelen hat a mer mat eisen Amendementer schlussendlech op iwver 70 Artikele komm sinn. Während mer also déi initial Opposition-formellé konnten aus de Féiss raumen, hu mer esou vill nei Artikele bäikritt, dass déi herno och erëm nei Oppositions formelles mat sech bruecht hunn.

Doropshin hu mer nach eng Kéier e puer intellektuell Akrobatië verbruecht, fir kohärent Léisungen heifir ze sichen. Mir hunn am Mee dëst Joer dunn eng nächst Ronn gestart an eng weider Serie vum Amendements parlementaires adoptéiert. An do hate mer de Schlëssel dann och schlussendlech fonnt, well de 14. Juni konnt de Conseil d'État a sengem zweeten Avis complémentaire all seng Oppositions formelles ophiewen, soudass dëse Rapport dann och de 6. Juli an der Kommissioun ugeholl ginn ass.

Ech hat et virdu schonn ugeschwat, et sinn eng sëlleg Avisen och erakomm, op déi ech elo och aus Zäitgrënn net kann eenzel kann agoen. Mee fir e bësselchen ze resumieren: Se haten alleguerten e gemeinsamen Nenner – soe mer esou. Dat war virun allem och d'Suerg ëm d'Incompatibilitéit vun der Proposition mat eisem System, wou d'Procédure pénale eebe geännert ginn ass a wou proposéiert ginn ass, vun engem Système inquisitoire op e Système accusatoire ze wiesselen, respektiv an enger Zort Hybridmodus ze operieren.

Et sinn d'Suerge gewiescht ëm déi net kloer Rolleverdeelung tëscht dem Procureur européen délégué an dem Juge d'instruction. Suergen, dass den Droit de la défense kéint geschiedegt ginn. Suergen iwver allgemeng de Paradigmewissel am Lëtzeburger Rechtssystem, well elo eng eenzeg Autoritéit, de Procureur européen délégué, vum Ufank bis zum Enn vun enger Prozedur d'Initiativ an d'Charge fir eng Affaire pénale hätt a Pouvoiren hätt, déi bis elo bei eis just dem Juge d'instruction virbehale waren.

Voilà, déi Avisen, dat waren d'Avis vum Groupement des magistrats luxembourgeois, vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, vum Conseil de l'ordre, Avis de la Cour supérieure de justice, vum Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg an den Avis vum Parquet du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, vum Parquet du tribunal d'arrondissement de Diekirch a vum Parquet général.

Voilà, wéi gesot, aus Zäitgrënn, mee och aus Grënn vun der Verdaulechkeet vun dësem mëndleche Rapport hunn ech hei wierklech just e ganz sommairen Iwwerbléck d'Komplexitéit vum Dossier kënne ginn. Wie sech awer elo de Congé wëllt verséissen, deen invitieren ech nach emol ganz, ganz häerzlech, sech de schréffleche Rapport am Detail duerchezulesen.

Hei awer nach emol e ganz grouse Merci u jidder-een, dee besonnesch och hannert de Kulissen – an ech denken do och un d'Juristin aus dem Justizministerium – esou intensiv un dësem Dossier geschafft huet, fir dass mer en tatsächlech op den Ordre du jour vun der leschter Pleniëre kënne setzen. Ech wëll wierklech net wëssen, wéi vill Stonnen Aarbecht a Schweessdrëpsen hei op dësem Pabeier gelant sinn.

Ech soen och de Memberen alleguerten vun der Justizkommissioun e ganz grouse Merci, dass Der esou konstruktiv matgeschafft hutt, mam Zil, dass mer

als Host Nation vum EPPO schnellstméiglech den néidege Kader schafen, fir eis mat dësem Reglement konform ze setzen. Domadder ginn ech dann natierlech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Stéphanie Empain.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden ageschriwwen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

**M. Léon Gloden** (CSV) | Merci, Här President. Am Fong sollt d'Madamm Reding haut hei schwätzen, déi jo och eng vun de Mamme vun der Iddi vum Parquet européen ass. D'Madamm Reding ass leider verhënnert. Dunn huet se mech gebieden, da ganz bescheiden hei e puer Wiederer un Iech ze riichten.

*(Hilarité et interruptions)*

Ech wéilt op éischer Plaz der Madamm Rapportrice Merci soen. Si ass dorobber agaang. Et ass e ganz technesche Projet gewiescht, well et ganz vill Imbricatione gëtt tëscht der europäescher Prozedur an der nationaler Prozedur. Déi Riedercher mussen aneene fannen, fir datt eeben den Europäesche Parquet ka seng Missioun wouerhuelen. Duerfir, Madamm Empain, e grouse Merci.

Déi Iddi, wéi gesot, ass laang debattéiert ginn an d'Gebuertstonn vum Parquet européen, no laangem Tauzéien, war den 12. Oktober 2017. An de Sëtz vum Europäesche Parquet ass och hei zu Lëtzebuerg. Dat konnt jo ficeliert ginn ënnert der Présidence vu Lëtzebuerg 2015.

Den Europäesche Parquet ass e wichtege Bausteen an e wichtegen Acteur, zesumme mat de Parquets délégués am Espace de liberté, de sécurité et de justice, sou wéi et am Traité vun Amsterdam vun 1997 heescht.

Wat ass elo den Objet vun dësem Projet de loi a ganz kuerze Wiederer? De Parquet kritt hei och elo d'Méiglechkeet, Auteursen ze poursuivieren, déi géint d'Finanzinterëte vun der Europäescher Unioun handelen. Op Lëtzebuergesch heescht dat, wa Korruptioun am Spill ass oder wann Escroquerie par rapport zu der TVA geschitt. Dofir kënn och ganz kloer an den Text stoen, datt, wann ee géint de Budget vun der Europäescher Unioun handelt, zum Beispill wann ee Suen hëlt, déi virgesi ware fir e bestimmte Projet a se gi fir eppes aneres geholl, da kann de Parquet och an d'Spill kommen. Den Zierkel vun de Leit, déi dann och vum Parquet poursuiviert kënne ginn, gëtt och méi grouss duerch dëse Projet. Am Text heescht et: Eng Persoun, déi eng Mission publique huet, am classesche Fall e Beamten, oder eng Persoun, déi e Mandat public huet, am classesche Fall en Deputéierten, e Gemengepolitiker, kënnen och do da poursuiviert ginn.

Dat ass a puer Wiederer de graffe Resümee vun dësem Projet. An ech ginn den Accord vu menger CSV-Fraktioun.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Gloden. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Här President, Kolleginnen a Kollegeen, virop der Rapportrice e grouse Merci fir hiren exzellente Rapport. Och de Rapport war mat Sécherheet keen einfachen Exercice, well

effektiv de Projet immens technesch ass, an et war mat Zäiten eng Gratwanderung, wou mer effektiv probéiert hunn, fir deen europäesche System, dee jo hei awer vum Reglement och imposéiert ass ... Mir sinn net am Kader vun enger Direktiv, wou mer e gewëssene Spillraum hunn och bei der Ëmsetzung. Et ass en europäescht Reglement, wat d'office applikabel ass hei zu Lëtzebuerg. An dofir huet een deem och misse Rechnung droen.

Et gouf jo och Kontakt opgeholl mat dem Staatsrot, fir effektiv zesummen no Léisungen ze sichen, an déi si jo am Endeffekt och fonnt ginn, fir dass de System och kann am Kader vun eisem lëtzebuergesche Recht hei fonctionieren.

D'lescht Joer am Mäerz, wéi de Lëtzeburger Member vum Europäesche Parquet e legale Kader kritt huet, hat ech et schonn eng Kéier gesot an et bleift wouer: Korruptioun a Bedruch kenne keng Grenzen. Dofir ass den Europäesche Parquet e wichtegt Element am Zesummespill, an der Zesummenaarbecht tëscht den nationalen an europäeschen Institutiounen. Et sinn déi kuerz Weeër, déi hëllef sollen, géint grenziwwerschreidend Kriminalitéit virzegoen, déi den EU-Budget impaktieren: Korruptioun, Geldwäsch, organiséiert Verbrechen am Zesummenhang mat EU-Finanzmëttel, Schmuggel. De Schued, deen dës Kriminalitéit an der Europäescher Unioun uricht, ass enorm.

D'lescht Joer eleng krut den EPPO 85 nei Fäll vum OLAF – dat ass déi Europäesch Agence géint Fraude – iwverméttelt, fir déi en Dossier huet misse opgemaach ginn. Et war och gefaart ginn, dass de Bedruch mat Subventiounsgelder wéi zum Beispill dem Plan de relance vun der EU oder de Corona-Aidë géif an d'Luucht goen. An et ass effektiv wuel esou, dass probéiert ginn ass, aus der Pandemie e kriminellen Notzen ze zéien, zum Beispill duerch Offere vu gefälschtem Impfstoff, déi an engem Gesamtvolumen vu 16 Milliarden Euro leien.

Mat dësem Projet de loi stelle mer elo de Kader, eng autonom Prozedur, déi sech, wéi gesot, an dat lëtzebuergesch Recht afüügt. Dat war net esou einfach, well hei u sech alleguerten d'Kompetenzen um Niveau vun engem Parquet leien. A wa mer wëssen, dass mer hei zu Lëtzebuerg awer e System hunn, wou wuel de Parquet d'Autoritéit de poursuite ass, mee wou mer awer an deene meeschte Stroferfolgungen – virun allem, wann et ëm Criminen an Delikter geet – eng Interventioun vun dem Juge d'instruction a vun de Juridictions d'instruction hunn, déi awer zu eisem prozedurale Rechtssystem gehéieren.

D'Solutioun, déi fonnt ginn ass, ass haaptsächlech déi, fir do, wou mer Mesures coercitives mussen huelen, de Juge d'instruction och mat eranzhuelen, dat heescht, dass de Juge d'instruction intervenéiert, wa wierklech déi Mesures coercitives betraff sinn. An do ass et wichtig, dass d'Leit dann an deem europäeschen ..., an där Prozedur, déi mer elo an d'Lëtzeburger Recht agefüügt hunn, déi selwecht Rechter hu wéi Leit, déi duerch déi lëtzebuergesch Prozedur ginn. Dat heescht, dass d'Droits de la défense och vun de Concernéierten respektéiert ginn an, och ganz wichtig, dass se Voiede-recoursen hunn, fir géint Decisiounen virzegoen, an dass déi Voiede-recoursen och änlecher si wéi déi, déi mer am lëtzebuergesche Recht hunn.

Ech géif op dëser Plaz och de Beamte vum Ministère e grouse Merci soe fir déi vill a gutt Aarbecht, déi geleescht ginn ass, déi net einfach war a wou mer, mengen ech, elo eng Solutioun fonnt hu mat der Prozedur hei, mat där effektiv déi Bekämpfung géint déi Kriminalitéit, géint déi mer onbedéngt musse virzegoen, och elo kann hei zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn.

Ech ginn den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP) | Merci villmools, Här President. Madamm Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, et ass e Projet de loi, deen historiesch ass. En historiesche Projet, deem seng Grondiddi schonn am Traité d'Amsterdam vun 1997 seng Wuerzel fonnt huet. Mee keng Angscht, ech maache keen Historique, ech soe just der Madamm Stéphanie Empain e grouse Merci fir hir gutt Erklärungen an dass si och wierklech déi wichteg verschidden Etappen, historiesch gesinn, hei presentéiert huet.

Zum Projet selwer gëtt et vläicht e puer Punkten, déi ech kuerz wéilt ervirhiewen. Virun allem ass emol wichteg ze wëssen, dass dësen Europäesche Parquet eege Kompetenzen am Strofrecht huet. Doduerch, dass en eng eege Personalitéit juridique huet, kann hien an aller Onofhängegkeet seng Ënnersichungen duerchféieren. An an der Praxis kann de Parquet also selwer recherchéieren, investigéieren an d'Täter vun de Verbrieche viru Geriicht stellen.

Dat europäescht Reglement gesäit verschidde Verbrieche vir – dat ass hei schonn e puermol gesot ginn –, géint déi de Parquet agéiere kann. Et geet ëm finanziell Verbrieche, déi dem Interêt vun der Europäescher Unioun schuede kënnen. Zum Beispill TVA-Hannerzëiung oder awer och de Blanchiment sinn zwee vun deene Verbrieche, géint déi de Parquet agéiere kann.

Zu der Kompositioun vum Parquet gëllt et ze verhalten, datt een europäesche Procureur fir all Memberstaat virgesinn ass. Fir Lëtzebuerg bedeit dat, dass dëse Projet e Sätz virgesäit vun den delegéierten europäesche Procureuren – woubäi um Kierchbiereg geschafft gëtt –, deen och ënnert de permanente Chamberen steet, déi aus de verschiddenen europäesche Procureuren zesumme gesat sinn.

Dës Kummere këmmere sech ëm de juristesche Suivi vun den Affären, also ob elo eng Affär soll viru Geriicht kommen oder awer ouni Suivi klasséiert gëtt. An donieft si si och fir d'Koordinatioun vun den Enquêtes op nationalem a grenzüwwergräifendem Terrain zoustänneg.

Ech wëll elo net weider repetitiv ginn. Villes ass gesot ginn. Ech wéilt just schléissen, andeems ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem, wéi gesot, historiesche Projet de loi wéilt ginn.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen. An da wier et um honorabelen Här Roy Reding.

**M. Roy Reding** (ADR) | Jo, merci, Här President. Och vun eiser Säit ass merci der Rapportrice. Et ass e richtegen an e wichtegen Text, well d'Fraude, d'Korruptioun an der EU ass eng ganz batter Realitéit. Jidderee kann den OLAF-Bericht noliere vum leschte Joer, wou ee gesäit, wat fir eng Fäll do opgedeckt goufen, entre autres zum Beispill eng Tentative d'escroquerie vu 16,4 Milliarde mat falsche Vaccine géint de Corona. Et ass also e richtegen Text a mir stëmmen deen och mat.

Op där anerer Säit ass dësen Text awer de Beleege, datt ee verschidde Rechtssystemer eeben net kann openeepreffen. Dat ass wouer an dësem Fall, am Penal. Dat ass och wouer am Civil.

A virdrun huet den Här Gloden d'Madamm Reding ugeschwat, d'Viviane Reding. Si war effektiv eng Verfechterin vun der Unifikatioun vum Recht, och vum Zivilrecht an der EU. An ech hoffen, datt dëst hei elo e Weckruf ass fir ze soen: Dat ass e falsche Wee! Mir kënnen net déi Systemer openeepreffen. Mir kënnen déi net unifizéieren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Reding. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Merci der Rapportrice fir dee gudden, verdauleche Rapport.

Steierbedruch, Korruptioun a Geldwäsch kaschten d'EU vill Suen. An dofir wäerte mir och haut dëse Projet matënnerstëtzen. Et ass eng international Kooperatioun, déi immens wichteg ass fir d'EU, fir dass mer eeben net einfach eng gewëssen Toleranz do opbauen, mee am Contraire, dass mer elo do dergéint virginn. An dofir wäerte mir dëse Projet haut matstëmmen.

Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizminister Sam Tanson.

### **Prise de position du Gouvernement**

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Jo, merci Iech alleguer. Ech sinn natierlech ganz frou, datt mer haut zum Vott iwwert dësen Text kënnen kommen. Et ass e wichtegen Text, fir dass mer och eis ganz Prozedur kënnen ofstëmmen op déi Instanz, déi zu Lëtzebuerg ass an déi och zu Lëtzebuerg domat de juristeschen europäesche Standuert vun eiser Hauptstadt an eise Land confirméiert.

Mat der Mise en place fonctionnelle vum EPPD den 1. Juni zejoert hunn d'Aarbechten och scho ganz, ganz gutt ugefaangen. Et si schonn iwwer 4.000 Signalementen gemaach ginn, iwwer 900 Enquêtes lafen an et sinn 260 Milliounen Avoiren iwwert d'Gerichter blockéiert oder agefruer ginn. Dat war de Stand virun net allze laanger Zäit, déi leschte Kéier, wéi mer mam EPPD en Echange heiriwwer haten.

D'Madamm Rapportrice, där ech villmools Merci soe fir deen delikaten Exercice, dee se hei huet missen absolvéieren, ass schonn op den Historique vum EPPD an och de legislative Werdegang vun dësem Text agaangen. Ech begrenze mech elo op verschidden Aspekter, déi wichteg sinn.

Et geet effektiv hei drëm – et ass ugeklongen –, d'Protektioun vun dem finanziellen Interessi vun der Europäescher Unioun konkret ëmzesetzen. An dat heescht och, dass mer e ganz wichtege Bléck drop werfen, wou Suen zu aneren Zwecker benotzt ginn, wou Suen detournéiert ginn. An dat ass eppes, wat fir d'Allgemengheet e groussen Impakt huet, well doduerch Steiergelder verluer ginn, déi gebraucht ginn, fir wichteg Investissementer ze maachen.

Mir hunn den 12. März d'lescht Joer schonn déi sougenannte PIF-Direktiv (ndlr: Protection des intérêts financiers) ëmgesat. Haut gëtt jo och an deem Kontext iwwert e weidere wichtege Projet de loi, nämlech de Projet de loi 7987, ofgestëmmt, deen eng komplett an integral Transposition vun der PIF-Direktiv bedeit. An dat ass nieft dem Reglement iwwert den EPPD dat juristescht Instrument, dat et dem Parquet europäen erméiglecht, wierklech effikass déi

finanziell Interessie vun der Europäescher Unioun an domat och vu Lëtzebuerg ze schützen.

Et ass schonn ugeklongen: Mir maachen hei eng Mise en oeuvre nationale vun engem Règlement européen an net eng Transposition fidèle vun enger Direktiv. Dëst Reglement gräift wäit an d'Gesetzgebung vun deenen 22 Memberstaaten, déi hei matmaachen, an. Derbäi kënn, dass an dësen 22 Memberstaaten d'Procédure pénale zum Deel ganz ënnerschiddlech ausgeriicht ass. An et geet net drëm, Här Reding, dass et soll iwwerall exakt déi selwecht Procédure pénale ginn. Et geet awer drëm, an dat ass essentiel, datt mer eis Instrumenter ginn, fir gutt kënnen zesummenzeschaffen, fir harmonesch kënnen a Länner, wou Fluxe vun engem Land an dat anert ganz, ganz séier kënnen goen ..., dass mer deem op där anerer Säit och effikass Moyenen géint iwwerstellen, fir déi Fluxen och kënnen ze iwwerwaachen, ze blockéieren an och déi Persounen, déi sech schëlleg maachen, hei kënnen ze poursuivéieren.

Mee natierlech hu mir zu Lëtzebuerg e spezielle System, deen et net méi a ganz ville Länner gëtt, vun enger klarer Trennung tëschent de Pouvoire vum Ministère public, deene vun enger Jurisdiction, an de Pouvoiren, déi den Untersuchungsrichter huet. An dat ass eeben d'Spezifizitéit vum Lëtzeburger System.

Well am europäesche Reglement deene verschiddene Nuancen aus den nationale Codes de procédure pénale vun de Memberstaaten net am Detail Rechnung gedroe konnt ginn, war d'Haapterausforderung, fir iwwert dëse Projet de loi de Spagat ze maachen tëschent eise fest etabléierte juristesche Kader, nämlech der Procédure pénale, an enger konformer Léisung mam Reglement.

Et war een och am reegelméissege Kontakt mat der Europäescher Unioun, well et eng Rei juristesche Divergenzen tëscht de Memberstaate gouf – an och dat ass u sech gesond an enger Demokratie, déi fonctionéiert –, wat déi exakt Interpretatioun vun där enger oder anerer Dispositioun aus dem Reglement betrëfft. Mir hu mat dësem Text en autonome prozedurale Regime geschafene, deen engersäits déi spezifesch Pouvoire vun de Procureurs européens délégués virgesäit, wéi och e spezifesch Regime, dee Reegele virgesäit am Fall, wou d'Interventioun vum Untersuchungsrichter erfuerdert ass.

Mir hunn duerfir déi existent Dispositiounen, déi den Untersuchungsrichter am Code de procédure pénale betreffen, iwwerhol an ugepasst. A mir sinn, wéi den Text elo votéiert gëtt, net op de Wee gaangen, fir Renvoien op eis aktuell Prozedur ze maachen. An dat bedeit dann och, dass 75 nei Artikelen an eise Code de procédure pénale ageschriwwene ginn.

Haut steet en Text zum Vott, dee probéiert, all dëse juristeschen an internationale Contraintë Rechnung ze droen. Ech si wierklech frou, dass mer hei e wichtege weidere Schratt maachen, fir datt d'Procureurs européens délégués kënnen a voller Onofhängegkeet hir Aarbecht maachen.

An ech wollt awer och net hei ofschléissen, ouni e ganz grouse Merci erop op d'Tribün ze gi bei den Här Georges Keipes, dee ganz vill Stonnen domat verbruecht huet, dass dësen Text haut esou ka virun Iech leien.

Merci villmools.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Justizminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7759. Den Text steet am Document parlementaire 7759<sup>11</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7759 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg uegholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Cécile Hemmen) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Stéphanie Empain), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

**4. 7972 – Projet de loi portant modification : 1° du Code de procédure pénale ; 2° de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale ; 3° de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ; 4° de la loi modifiée du 10 juillet 2020 instituant un Registre des fiducies et des trusts**

Deen nächste Punkt um Ordre du jour vun de Moien ass de Projet de loi 7972, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Kampf géint de Blanchiment an d'Finanzierung vum Terrorismus.

Mam Accord vun der Kommissioun gétt no der Presentatioun vum Rapporteur ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. An ech géif elo dem Rapporteur, dem honorablen Här Charles Margue, d'Wuert ginn. Här Margue.

**Rapport de la Commission de la Justice**

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. E léiwe Bonjour un d'Tribün. Mir hunn eng Klass vu Jugendlechen hei. Ech si frou, dass

Der Iech dat ukucke kommt. Da si mer net eleng de Moien, déi hei schaffen. Dir sidd normalerweis an Ärer Schoul ënnerwee. Ech hoffen, dass et interessant fir Iech ass.

(Hilarité générale et brouhaha)

**M. Fernand Etgen**, Président | Hilarité générale. Här Margue, fuert roueg weider.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Gitt Gas, Här Margue!

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | Ech gi Gas an ech soen de Kollegeen, se sollen elo déi zwee nächst Votten ofwaarderen, ier se elo Kaffi drénke ginn, well et geet elo séier.

(Hilarité)

Léif Kollegeinnen a Kollegeen, ech presentéieren, wéi gesot, de Gesetzesprojet 7972. Mir hunn de Rapport de 6. Juli eestëmmeg uegholl an der Kommissioun. A wéi gesot, mir ginn no mengem Rapport direkt zum Vott iwwer.

Den Depot vun der Justizministesche war den 8. Mäerz dëst Joer. Mir hunn eis den 23. Mee (veuillez lire: Mäerz) dermat beschäftegt a mech als Rapporteur genannt. Den 30. Mee (veuillez lire: Mäerz) sinn d'Aarbechten an der Kommissioun weidergaangen. Dem Staatsrot säin Avis louch den 31. Mee vir a mir hunn den Avis complémentaire och nach kritt den 30. Juni.

Ëm wat geet et hei? Et geet ëm e Potpourri de droit pénal. Potpourri effektiv, well et gétt vun dësem Gesetz profitéiert, eng Rëtsch vu cibléierten Adaptatiounen vum Code pénal ze maachen, déi ënner sech kee Lien hunn, mee déi awer fir d'gutt Fonctionnement vum Code pénal wichtig sinn. Mir maache virun allem emol e Redressement vun enger Erreur matérielle – jo, dat gétt et – beim Gesetz vum 17. Dezember zejoert iwwert d'Direktiv 2018/1673 iwwert d'Lutte géint de Blanchiment de capitaux au moyen du droit pénal, déi sech do ageschlach huet.

Hei war, an dat ass och wichtig fir eis jonk Bevëlkerung hei, d'Visiteuren, am Artikel 385 (2) no de verschiddenen Amendementsronnen d'Dispositioun iwwert de Cybergrooming verluer gaang, déi selbstverständlech essentiell ass, wann et ëm d'Lutte géint d'Pedokriminalitéit am digitale Raum geet. Mer setzen dës Dispositioun erëm bäi.

Da maache mer nach e puer Adaptatiounen, déi d'Kohärenz vun den Texter iwwert d'Entraide pénale – mer bleiwen haut wierklech derbäi – bei der Lutte géint de Blanchiment an de Financement vum Terrorismus solle verbesseren a sécherstellen, dass se da konform sinn, wann deen ominöse GAFI am Hierscht bei eis kënn.

Aktuell kann de Procureur général eng Entraide judiciaire refuséieren, wann et sech bei der Demande ëm eng, dat musst Der Iech emol unhéieren, ëm eng reng Taxen-, Steier-, Douanes- oder Echangefro handelt, wouvunner allerdéngs an der Praxis de Procureur esou gutt wéi ni Gebrauch mécht. D'selwecht verhält et sech bei der Exequatur vun auslännesche Justizdecisiounen, déi exklusiv an dës Theemfelder falen. Och déi kënnen momentan vun der Exekutioun ausgeholl ginn.

A béide Fäll schafe mer, wéi gesot, déi Ausnameregelungen of. Den Artikel 668 vum Code de procédure pénale adaptéiere mer. Dora geet et drëm, der Evolutioun vum Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité a senge méi variéierte Finanzéierungsquelle Rechnung ze droen. Mir änneren dann nach d'Gesetz vum 12. November 2004 iwwert d'Lutte géint de Blanchiment an de Financement vum Terrorismus of, fir verschidden Dispositiounen iwwert d'Autorités de contrôle unzepassen.

A schlussendlech ännere mer nach d'Gesetz vum 10. Juli 2020 „instituant un registre des fiducies et des trusts“, wou mer Prezisiounen ginn zu de Modalitéiten, wéi de Registre des bénéficiaires effectifs muss a jour gehale ginn, wat interessant a wichtig ass, a féieren en Delai vun zwee Méint an, innerhalb vun deem den RBE muss aktualiséiert ginn.

Eng Dispositioun, déi mer gestrach hunn, fir dese Projet de loi awer nach kënnen iwwert de Summer ze stëmmen, ass déi, dass den associative Secteur soll e Kanal kréien, fir Verdachtsfäll vun Terrorismusfinanzierung bei der CRF ze mellen. De Staatsrot huet eis op deser Dispositioun eng Opposition formelle ginn. E war net frou doriwwer. En huet bemängelt, dass den associative Secteur just dierft eng Méiglechkeet hunn, net awer d'Obligatioun hätt, fir Verdachtsfäll ze mellen, wéi all déi aner, déi déi Dispositioun hunn an déi Obligatioun hunn. Domadder géifen d'Associatiounen anescht behandelt gi wéi aner Instanzen, déi, wéi gesot, eng Obligatioun hunn. A mer kënnen net deux poids et deux mesures maachen. Mir haten an deem Zwist, wéi gesot, keng aner Méiglechkeet, wéi den Artikel ze sträichen a spéider drop zrëckzekommen.

E puer Wuert zu den Avisen. Den Institut des réviseurs d'entreprises huet a sengem Avis drop higewisen, dass et schwierig ass, den Ofgläich vun den Donnéeën, déi am RBE stinn an déi bei de Professionelle leien, sécherstellen, well et aktuell am Businessregister keng Fonctioun gétt, déi bei engem Update vun den Informatiounen géif eng Alert erausschécken. An esou engem Kontext wier et schwierig, eng Vigilance constante vun den Donnéeën zu de jeeweilige Clienten ze assuréieren.

De Parquet aus der Stad begréisst déi verschidde Mesuren. De Parquet général ass dorop agaang, dass den Échange d'informations tëscht der CSSF an dem Procureur d'État soll verbessert ginn, dëst am Fall wou auslännesch Kontrollautoritéiten eng Enquête oder eng Inspektioun hei am Land ufroen.

D'Chambre de Commerce hat keng weider Remarken. An domadder wär ech fäerdeg elo mat mengem mëndleche Rapport. Dee Rescht steet an deem schréftlechen. A wéi gesot, mir kënnen zum Vott iwwergoen. All d'Fraktiounen a Sensibilitäten hunn an der Kommissioun eestëmmeg hiren Accord dozou ginn.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos dem Här Rapporteur Charles Margue.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesche Sam Tanson.

**Prise de position du Gouvernement**

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Jo, merci, Här President. Ech schlësse mech deem un, wat den Här Rapporteur gesot huet, a wäert och elo net weider intervenéieren.

Ech soen Iech just alleguerte Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci der Madamm Justizministesche.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7972. Den Text steet am Document parlementaire 7972<sup>6</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7972 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen uegheoll.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Octavie Modert), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. François Benoy), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 5. 7987 – Projet de loi portant modification :

### 1<sup>o</sup> du Code pénal ;

### 2<sup>o</sup> du Code de procédure pénale

Mir kommen elo zum Projet de loi 7987 iwwert d'Transpositioun vun enger europäescher Direktiv am Kader vun der Bekämpfung vum finanzieller Bedruch. Mam Accord vun der Kommissioun gëtt och hei no der Presentatioun vum Rapporteur ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt.

An d'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Charles Margue.

#### Rapport de la Commission de la Justice

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President, nach eng Kéier. Ech schléisse mech all deene Mercien un d'Mataarbechter an dem Ministère un, déi – hei ass elo deen drëtten Rapport fir de Moien – do matgeholfen hunn. Et war net ëmmer einfach. An ech erënneren och drun, dass mer zejoert am Summer eng net agreabel Entrevue hatten, wou mer versicht hatten, beim EPO derduerch ze kommen. An dat war keen ... Wéi soll ech soen? Do ware mer relativ frustréiert, wéi mer herno heemgaange sinn an hu mussen eng Glacé iese goen, fir zou eis ze kommen. Klammer zou.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | D'Kanner sinn net méi do!

(Hilarité)

**M. Charles Margue** (déi gréng), rapporteur | Voilà, hei geet et elo ëm de Projet 7987 iwwert déi sougenannte PIF-Infractions. D'Justizministersch huet schonn drop higewisen. Mir hunn de Rapport och de

6. Juli eestëmmeg an der Kommissioun uegheoll mat dem Accord unanime vun alle Sensibilitäten a Fraktiounen. Den Depot heivunner war den 31. Mäerz 2022 vun der Justizministersch. Den 11. Mee hu mer eis mam Text an der Kommissioun beschäftegt an de Rapporteur genannt. De Staatsrot huet säin Avis op Basis vum amendéierte Projet de 14. Juni eragereecht an den 29. Juni hu mer du kuerz an der Kommissioun duerno gekuckt, fir de 6. Juli de Rapport ofzeseenen.

Ëm wat geet et beim 7987? Ma et geet ëm d'Direktiv 2017/1371 vum Europaparlament a vum Conseil, déi aus dem Juli 2017 ass, „relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal“. Et ass alles an enger Logik an an enger Kontinuitéit, wat mer hei an deenen dräi Gesetzer ofstëmmen.

Dës Direktiv gouf schonn 2020 transposéiert a mir ajustéieren haut eng Rei Dispositiounen aus deem Gesetz.

Bei der Direktiv geet et drëms, gemeinsam Reegelen a Standarden ze applizéieren bei der Lutte géint Frauden, déi den Interesse vum EU-Budget schueden. Graff gesot, et geet also drëms, der EU hir finanziell Interesse wéi och dem Contribuabel seng Participatioun ze schützen.

Dem Parquet européien seng Kompetenze sinn och an där Direktiv definéiert. Meng Kolleegin Stéphanie Empain huet eis scho elo grad doriwier méi gezielt.

Wéi gesot hu mer d'Direktiv schonn transposéiert mam Gesetz vum 12. Mäerz 2020. Weinst e puer Lacunne bei der Ëmsetzung ass dunn awer am Dezember 2021 e Brëif komm, wou eng Procédure d'infraction géint Lëtzebuerg lancéiert ginn ass. Fir eis Kopie ze verbesseren, dat geschitt eis ... A, se sinn net méi do, eis Schüler. Fir eis Kopie ze verbesseren, ajustéiere mer mat deem Gesetz d'Artikelen 240, 496 (1), 496 (3), 496 (4) vum Code pénal wéi och den Artikel 5-1 Paragraph 1 vum Code de procédure pénale.

Fir déi finanziell Interesse vun der EU ze schützen, freet d'Direktiv, dass all Persoun, all Persoun, an do geet et och ëm eis heibannen, déi investi d'un mandat officiel ass, muss an de Champs d'application vun de penalen Infractions vun der passiver Korruptioun an dem Detournement drafalen. Dowéinst ännere mer den Artikel 240 vum Code pénal, bei deem et ëm den Detournement an d'Notze vu Fongen zu engem anere wéi deem geduechten Zweck geet, esou of – lauschtert gutt –, dass all Persoun, déi legislativ Fonctiounen op nationalem, regionalem oder lokalem Niveau ausüübt, hei ausdrécklech mat abegraff ass.

Bei den Artikele 496 (1), 496 (4) vum Code pénal huet eng explizitt Referenz op de Budget vun der EU gefeelt, déi mer elo bäisetzen. A beim Artikel 496 (3) vum Code pénal ersetze mer eng Referenz, fir d'maximal Peinë bei de verschiddeenen Typpe vu Frauden ze harmoniséieren.

Konkreet geet et an deem Artikel 496 (3) drëm, dass wann een eng Subventioun, eng Indemnitéit oder Allocatioun ganz oder zum Deel acceptéiert, awer wëssend, dass ee keen Urecht drop huet – also ech kréien eppes, an ech weess, dass ech et net zegutt hunn –, ee sech da strofffälleg mécht.

Hei gi mer da vun enger minimaler Prisonsstrof vun zwee Joer op e Minimum vu véier Joer, wéi vun der Direktiv gefrot.

Am Artikel 5-1 komplettéiere mer d'Lëscht vun den Infractions, bei deenen d'Lëtzebuurger an d'Residentë kënnen hei am Land poursuiviéiert gi fir Fäiten, déi am Ausland begaang goufen, och wa se do net

strofbar sinn an déi lëtzebuergesch Autoritéiten net mat enger Plainte saisiéiert goufen, wat en droit och wierklech e ganz weesentleche Punkt ass. Dës Modifikatioun huet dann och en enke Lien mat den territoriale Kompetenze vum Parquet européien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschtere vun deem net onbedéngt lichte Kascht um frëie Moien an, wéi gesot, ech widderhuelen, dass d'ganz Kommissioun mat alle vertruenede Fraktiounen a Sensibilitäten hiren Accord ginn huet zu deemem Projet.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Charles Margue.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministersch Sam Tanson.

#### Prise de position du Gouvernement

**Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | Här President, ech soen och hei just dem Rapporteur an där ganzer Kommissioun Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci der Justizministersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7987. Den Text steet am Document parlementaire 7987<sup>4</sup>.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7987 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen uegheoll.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Marie Halsdorf), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.



## 6. 7124 – Projet de loi portant modification :

1<sup>o</sup> de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;

2<sup>o</sup> de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de la procédure devant les juridictions administratives ; en vue de l'institution d'un recours contre les décisions de sanctions administratives communales

## 7126 – Projet de loi relative aux sanctions administratives communales, à l'élargissement des compétences des agents municipaux et modifiant :

1<sup>o</sup> le Code pénal ;

2<sup>o</sup> le Code de procédure pénale ;

3<sup>o</sup> la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures ;

4<sup>o</sup> la loi modifiée du 21 novembre 1984 a) portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et les Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part, portant nouvelle réglementation de la pêche dans les eaux frontalières relevant de leur souveraineté commune, signée à Trèves, le 24 novembre 1975; b) complétant l'article 1<sup>er</sup> B II de la loi du 26 février 1973 portant extension de la compétence des tribunaux de police en matière répressive ;

5<sup>o</sup> la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

6<sup>o</sup> la loi modifiée du 9 mai 2008 relative aux chiens ;

7<sup>o</sup> la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ;

8<sup>o</sup> la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Mir kommen elo zu deene leschte Punkten um Ordre du jour vun haut de Moien, de Projet de loi 7124 an de Projet de loi 7126 iwwert d'Afféiere vun engem administrativen Sanktionssystem. D'gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht.

Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Georges Mischo, den Här Claude Lamberty, den Här Marc Hansen, den Här Roy Reding, den Här Marc Goergen an den Här Jeff Engelen.

An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dese Projets de loi, den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes sur le projet de loi n° 7126

**M. Dan Biancalana** (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert d'Rapporte vu béide Projet-de-loie maachen, den 7126 an den 7124.

De 4. Abrëll 2017 huet den deemolegen Inneminister de Projet de loi 7126 deposéiert, deen d'Kompetenze vun den Agents municipaux soll erweideren an administrativ Sanktiounen virgesäit, déi um Gemengeniveau kënnen agesat ginn, fir kënnen géint kleng Incivilitéite virzegoen a fir dat subjektivt Sécherheetsgefill ze stäerken. Dat entsprécht enger laangjäreger Demande aus dem Gemengesektor. Et ass deemno

och fir d'Gemengen haut e ganz, ganz wichtegt Gesetz, dat mer hei stëmmen. D'Gemengen, Dir wësst et, hunn zum Deel Polizeireglementer, fir Verhalensweisen ze verbidden, déi d'Sécherheet an d'Gesondheet vun anere beenträchtegen oder awer och d'Zesummeliwwen erschwéieren. Se hunn awer selwer keng Méiglechkeet, géint d'Leit virzegoen, déi des Reglementer net respektéieren. Dofir ass d'Police zoustänneg.

Vill Gemenge bekloe sech, dass d'Police an der Praxis awer keng Zäit huet, fir deene Verstéiss nozegoen. A wann d'Police agräift, ginn esou Fäll ganz oft vum Parquet a senger Opportunité de poursuite klasséiert.

Bei de potenziellen Täter verméttelt dat d'Gefill, dass si maache kënnen, wat se wëllen, dass si keng Récksicht brauchen ze huelen op anerer. An an der Bevölkerung suergt dat net nëmme geleeëntlech fir Roserei. Et verstärkt och en diffuust Gefill vun Onsécherheet an Hëlleflosegkeet.

Et ass wichteg, dass mir dee Problem hei eescht huelen. Fir e gutt Zesummeliwwen an en allgemengt Wuelbefannen ze garantéieren, brauche mer Reegelen a Méiglechkeeten, fir déi och duerchzusetzen. Am Eenzele gekuckt handelt et sech vläicht éischter ëm Klengegkeeten, mee am Cumul ka ganz kloer d'Liewensqualität staark beaflosst gi vun enger Minoritéit, déi op anerer keng Récksicht hält.

De Problem ass laang bekannt an de Projet de loi, iwwert dee mer haut ofstëmmen, huet bekanntlech, historesch gesinn, eng länger Virgeschicht, mee: „Was lange währt, wird endlich gut.“ Dofir si mer frou, dass mer doriwwer haut kënnen hei ofstëmmen. Sou war schonn 2008 e Projet deposéiert ginn, deen als Zil hat, d'Kompetenze vun den Agents municipaux ze erweideren. Dee Projet war un engem ganz kriteschen Avis vum Staatsrot gescheitert an huet missen zrëckgezu ginn. De Projet, kann ee soen, war reegelrecht ofgeschoss ginn.

Eng fundamental Kritik huet dora bestanen, dass den Droit pénal eng Matière réservée à la loi ass. D'Gemenge kënnen dofir net iwwert d'Gemenge-reglementer Verbueten aféieren, déi penal géife bestrooft ginn. An där Logik wier et just méiglech gewiescht, um nationale Plang eng Lëscht vu sanktionéierbarem Verhalen opzestellen. Dës hätt d'Gemenge-reglementer ersat a wier dann och iwwerall am Land déi selwecht gewiescht. An domadder hätt een awer och, dat muss ee soen, de Gemengen all Flexibilitéit an Handlungsspillraum ewechgeholl. De Problem, dass d'Police net ëmmer iwwerall ka sinn, ass dann natierlech domadder och net geléist.

D'Regierung ass dofir op en anere Wee gaangen. Mat deene Projets de loi, déi mir haut hei virleien hunn, kréien d'Gemengen d'Méiglechkeet vu Sanctions administratives an domadder och eng nei Handhab, fir de Problem unzegoen.

Och dese Projet huet missen e puermol och vun der neier Inneministesche amendéiert ginn, ier all Bedenke vum Staatsrot konnten ecartéiert ginn. Et koumen och ganz vill Avisen eran, virun allem vu ville concernéierten Acteuren, déi de Projet och an allen Etappe begleet hunn. Et huet een awer och an deene villen Avisen och eng gewësse Retizienz gespuert, well mat de Sanctions administratives en neie repressive Regimm nieft dem Strofrecht agefuert gëtt. Eng grouss Suerg vum Staatsrot a sengen Avise war och, dass d'Unicité vum Droit pénal a Fro gestallt gëtt.

Eis belsch Noperen – a Lëtzebuerg huet sech un der Belsch inspiréiert – hunn awer säit 2013 ganz gutt Erfahrung gemaach mat de Sanctions administratives communales. D'Regierung huet sech och zu engem gudden Deel, wéi gesot, un deem Gesetz inspiréiert. Et sief nach gesot, dass och de Projet de loi, iwwert

dee mer haut hei befannen, net op Mannerjäreger uwennbar ass. Mir wollten hei Iwwerschneidunge mat de Jugendschutzbestëmmunge vermeiden.

**Une voix** | Très bien!

**M. Dan Biancalana** (LSAP), rapporteur | Här President, d'Zil vum Projet de loi ass eng Valoriséierung vun den Agents municipaux an d'Entlaaschtung vun der Police an der Justiz mat Hëllef vun engem einfache Sanktionsmechanismus, deen et erlaabt, Incivilitéite schnell an onbürokratesch mat enger klenger Strof ze beleeden.

E gesäit gläichzäiteg och eng Prozedur vir, déi d'Recht op Recours vun de Betroffene garantéiert. Konkreet geet et hei iwwert e Katalog vu 17 Incivilitéiten, déi mat enger administrativer Strof beluecht kënnen ginn. D'Gemenge behalen eng gewësse Flexibilitéit, well si aus deem Katalog déi Mesuren erauswiele kënnen, déi op hirem Territoire och Sënn maachen. Si hunn also de Choix, aus deem Katalog déi Verhalensweisen erauszuhuelen, déi si administrativ sanktionéiere wëllen. Dat dréit och der Tatsaach Rechnung, dass eis Gemenge verschidde Charakteristiken opweisen an net all mat deene selwechte Problemer konfrontéiert sinn.

Besonnenesch fir méi kleng Gemengen dierft et interessant sinn, dass si gemeinsam een oder méi Agents municipaux kënnen astellen. A wann d'Gemengen déi nei Méiglechkeete wëllen notzen, mussen si allerdéngs e Polizeireglement opstelle respektiv hiert besteeënd Polizeireglement ersetzen. Si kënnen fir Verstéiss also ausschliesslech administrativ Sanktiounen an net, wéi bis elo, penal Strofe virgesinn.

Well dat awer fir Diskussiounen gesuergt huet, gouf dee Katalog am Laf vun der Legislaturprozedur och iwwerschafft. Zum enge geet et hei ëm net autoriséiert Benotzen a Verspäre vun der Voie publique, sief et duerch Opriichte vu Verkaafsstänn, Kaffisterassen, An- oder Ausluede vu Wueren oder och Chantieren oder awer och Poubellen oder Dreckstuten, déi entgéint besteeënde Reegelen erausgestallt ginn. Awer Verbueten betreffen de Kaméidi, wéi d'Méie vum Wues oder Bauaarbechten ausserhalb vun den erlaabten Zäiten oder ze haart Musek. Bestrooft gi kënnen Akte vu Vandalismus, sief et un den öffentliche Grénganlagen, der Belichtung, der Kanalisatioun oder Stroumleitungen, oder awer och Verhalen, duerch dat ee sech an anerer a Gefor bréngt. Beispiller heifir si Feiermaachen op der Voie publique, Benotze vu Knupperten oder soss explosiv oder fumiigen Matièreen oder onerlaabt Betriede vun zougefruerene Weieren.

E puer Bestëmmunge betreffen d'Spillplazen an natierlech de vill a reegelméisseg zitéierten Hondsdreck um Trottoir an och op de Grénganlagen.

Wat d'Constatéiere vu Verstéiss ugeet, sou ginn d'Kompetenze vun den Agents municipaux erweidert op déi Faiten, déi dann am Polizeireglement vun der Gemeng festgehal sinn. Si ënnerstinn dobäi och dem Schäfferot.

Doriwwer eraus kréien d'Agents municipaux ënner bestëmmte Bedingungen eenzel Funktiounen vum Agent de police judiciaire. Wa si déi entsprechend Formatioun hunn, kënnen si och am penale Beräich ënnert der Opsicht vum Procureur d'État bestëmmt Infraciounen engersäits recherchieren an anersäits och constatieren. Dat gëllt um Territoire vun hirem Gemeng, zum Beispill fir eng Rei eenzel Dispositiounen, notamment am Kader vum Gesetz iwwert d'Hënn.

Et gëllt awer och fir bestëmmte Contraventionen am Ëmweltberäich, notamment ëm de sougenannten – an

dat kenne mer och – Littering, wou d'Gemenge gären eng besser Handhab hätte géint Leit, déi hiren Dreck iwwerall leie loosse. Mat dësem Gesetz schafe mer och déi Méiglechkeet.

D'Bannhider vun haut wäerten hir Fonctiounen behalen, et ginn awer an dëser Bezeichnung keng nei Leit méi ageballt. D'Erweiderung vun de Kompetenze vun den Agents municipaux ass besonnesch an den Avis vum Staatsrot a vun den Autorités judiciaires op Kritik gestouss. Et gouf vill Bedenken, well d'Agents municipaux an alle Fäll musse richteg appreciieren, ob si et mat engem Fall vun enger Sanction administrative oder enger penaler Strof ze dinn hunn. Si mussen allkéiers déi richteg Prozeduren uwenden a gegebenfalls kann et och emol zu engem Cumul vu Verstéiss kommen, administrativ a penaal.

Et ass och séchergestallt, an dat war ëmmer eng Diskussioun och notament an der Kommissioun, dass mat der Kompetenzerweiderung keng „Police bis“ respektiv keng zweet Police hei entstoe soll. D'Gesetz gesäit an deem Kontext net nëmme vir, dass d'Agents municipaux méi Kompetenze kréien, mee och, dass si entsprecherend forméiert musse ginn. D'Gesetz trëtt dofir a senger Gesamtheit net direkt a Kraaft, mee sechs Méint no der Publikatioun. Dat erlaabt de Gemengen, hir Polizeireglements engersäits emol unzepassen oder iwwerhaapt emol opzestellen. Et léisst awer och Zäit, d'Formatioun vun Agents municipaux ze organisieren, wat natierlech net onwichtig ass.

Kritesch Froe gouf et och zur Uwendung vun deenen neie Bestëmmungen an der Praxis. Sou kann den Agent municipal zwar d'Carte d'identité vun der Person froen, muss awer d'Police ruffen, wann dës sech weigert, se ze weisen. Den Handlungsspillraum vum Agent municipal bleift begrenzt, wann den Täter net op der Plaz ass, well e kee richtegen Droit d'enquête huet. Fir d'Detailer zu all deene Remarken, mengen ech, verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Et gouf awer an deem Kontext besonnesch vusäit vum Syvicol eng Demande formuliert, fir d'Gesetz no enger gewësserer Zäit ze evaluieren an och gegebenfalls nozebesseren. Vu dass mer et hei mat enger ganz neier Approche ze dinn hunn, souwuel fir d'Agents municipaux, wéi awer och, mengen ech, fir d'Gemengen, wäert ech an dësem Sënn eng Motioun deposieren an ech wäert se och nach kuerz virstellen.

Här President, als Éischt wëll ech awer op d'Prozedur agoen, déi declenchéiert gëtt, wann en Agent municipal e Verstouss géint d'Polizeireglement vun der Gemeng feststellt an och am Kader vun enger Sanction administrative communale.

Den einfachsten an hoffentlech heefegste Fall ass deen, wou eng Persoun, déi bei enger Infraction erfaasst gëtt, einfach hire Feeler zougëtt. Si huet dann d'Méiglechkeet, direkt respektiv innerhalb vun zwou Wochen eng Taxe unique vu 25 Euro ze bezuelen. Wann dat geschitt, dann ass d'Affär ofgeschloss.

Falls déi selwecht Persoun d'Faite contestéiert oder einfach net bezitt, kënn d'Affär virun e Fonctionnaire sanctionnateur, deen net vun der Gemeng, mee vum Ministère de l'Intérieur engagéiert ass. De Betreffenen, deen d'Faite contestéiert, gëtt vum Fonctionnaire sanctionnateur geruff a kritt d'Méiglechkeet, sech ze erklären an ze verteidegen, woubäi schrëftlech oder mündlech Zeienaussoe kënnen mat a Beuecht gezu ginn.

De Fonctionnaire sanctionnateur hëlt innerhalb vu véier Méint eng motivéiert Decisioun a leet eng verhältnisméisseg Strof fest, falls d'Faiten, déi den Agent municipal constatéiert hat, bestätegt ginn. An d'Strof

läit dann tëschent 25 an 250 Euro. Doduerch, dass nach 20 Euro Frais administratifs derbäikommen, ass dës Strof ëmmer méi héich wéi d'Taxe unique, wann een déi direkt bezuelt hätt.

### **Rapport de la Commission de la Justice sur le projet de loi n° 7124**

Géint d'Decisioun vum Fonctionnaire sanctionnateur gëtt et natierlech Recoursméiglechkeeten an déi fënn een am Projet de loi 7124, deen den 21. Mäerz 2017 vum deemolege Justizminister deposéiert gouf. Et geet also hei ëm de Recours, dee kann agereecht gi géint Decisiounen, déi administrativ Sanktiounen géint Persounen ausschwätzen. An der Praxis heescht dat also, dass de betrouffene Bierger kann e Recours géint eng Decisioun huelen, déi hie mat enger administrativer Strof trëfft a vum Fonctionnaire sanctionnateur fixéiert gouf. Pour rappel: Déi Sanktioun läit jo tëschent 25 an 250 Euro.

Fir datt dës Recoursprozedur net ze laangwiereg gëtt an den Tribunal administratif net mat ze vill Aarbecht zougetippt gëtt, gëtt eng schnell, vereinfacht an net deier Prozedur virum Tribunal administratif virgesinn. De betrouffene Bierger huet also ee Mount no der Notification vum der administrativer Strof Zäit, säi Recours anzeleeën. A mat dëser Prozedur bleiwen also och d'Prinzipie vun der Rechtstaatlechkeet, ënner anerem de Principe vum Contradictoire, bewaart.

Déi vereinfacht Prozedur huet e puer Charakteristiken. Esou mussen d'Parteien sech net vun engem mandatéierten Affekot representéiere loosse an de Recours ass suspensiv. Donieft ass d'Prozedur mëndlech an d'administrativ Gerichtsbarkeeten halen d'Audience mat engem eenzele Riichter, wann et ëm de Recours geet. An d'Decisioun, déi d'Gericht och hëlt, ass en dernier Ressort. Et kann also kee Recours géint d'Decisioun vum Gericht geholl ginn.

Viru Gericht gëtt de Staat vun engem Fonctionnaire aus der A1-Karriär vertraueden. Dëse Fonctionnaire kënn aus deem Ministère, deen d'Tutelle iwwert d'administrativ Autoritéit huet, déi d'administrativ Sanktiounen ausschwätzt, deemno aus dem Innenministerium.

Et sinn och, wat de Projet de loi 7124 ugeet, eng Rei Avisen erakomm, déi sech souwuel mam 7124 wéi och mam 7126 beschäftegt hunn. D'Chambre des Salariés huet en Avis erageschéckt an d'Chambre de Commerce. Si haten och weider keng speziell Remarken.

Den Tribunal administratif an d'Cour administrative hunn och hiren Avis eraginn a sinn op verschidde Punkten agaangen. Den Tribunal administratif stellt awer och d'Méiglechkeet an Aussicht, dass eng Gemeng e Recours en annulation kéint areeche. D'Gericht insistéiert och op eng Kommunikatioun vum administrativen Dossier un de betrouffene Bierger.

D'Cour administrative bemierkt och, dass sécherlech hir Charge de travail considerablement kéint an d'Luucht goen. De Syvicol huet och en Avis ofginn an ech mengen, him war et wichtig, dass de Fonctionnaire, deen de Staat viru Gericht vertritt a vum Innenministerium ass, op kee Fall dierf zäitgläich de Fonctionnaire sanctionnateur sinn. De Staatsrot hat ausser e puer Observatiounen keng speziell Remarken.

Här President, an den Avisen zu de béide Projet-de-loie gouf et eng generell Remark, dass d'Prozedur ze schwéierfällg wier, vu dass d'Zil ass, schnell an onkomplizéiert géint kleng Verstéiss kënnen virzegoen. Dat muss sech awer nach an der Praxis weisen, souwäit och déi verstärkten Zesummenaarbecht mat der Police. D'Erwaardung ass op alle Fall déi, dass aleng d'Tatsaach, dass kleng Incivilitéit bestrooft

kënnen ginn, hoffentlech dozou féiert, dass manner Infractionen zustane kommen. Et ass och ze hoffen, dass déi verhältnisméisseg kleng Taxe unique dierft dozou bäidroen, dass déi meeschte Leit och direkt bezuelen.

D'Gesetz huet awer net nëmme e repressive Volet. D'Gemenge kréien iwwert de Projet de loi 7126 och d'Méiglechkeet, en neie Service de proximité ze schaffen, an deem hir Agents municipaux op preventiv Missiounen kënnen agoen an och déi kënnen erfüllen: Risiken aschätzen, Hëllefstellungen bidden, Sécherheetaufgaben am Kader vun der Organisatioun vun Eventer. Dat ass sécher, mengen ech, fir d'Gemengen och e flotten Outil, fir och dee Service kënnen ze gewärleeschten.

Finalem ginn déi zwéi Gesetzer de Gemengen also net nëmme en neit Instrument an d'Hand, fir hir Missiounen am Beräich vun der öffentlecher Sécherheet besser kënnen ze erfüllen. Et ass och eng ganz kloer Opwärtung vum Beruff vum Agent municipal, déi d'Lëtzebuerger emol méi, jo, an och emol manner frëndlech als „Pecherte“ bezeichnen.

D'Rapporte vun deenen zwéi Gesetzer goufen d'lescht Woch an der Bannen- an och an der Justizkommissioun ugeholl. Wéi scho virun ugedeit, wëllt ech zu deenen zwéi Projets de loi eng Motioun deposieren.

### **Motion 1**

#### *La Chambre des Députés,*

– *vu les objectifs des projets de loi n° 7126 relative aux sanctions administratives communales et à l'élargissement des compétences des agents municipaux et n° 7124 portant modification : 1° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; 2° de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ; en vue de l'institution d'un recours contre les décisions de sanctions administratives communales qui visent :*

- *l'établissement d'une liste d'infractions susceptibles de faire l'objet d'une sanction administrative au niveau communal qui pourront être insérées de manière facultative dans les règlements généraux de police communaux,*
- *l'élargissement des compétences des agents municipaux qui seront amenés à rechercher et à constater les infractions aux règlements généraux de police communaux sous la responsabilité des collèges des bourgmestre et échevins en ce qui concerne les infractions pourvues de sanctions administratives, et, sous la surveillance du Procureur d'État, de certaines contraventions sanctionnées pénalement,*
- *à décharger la Police grand-ducale et la Justice,*
- *l'introduction, dans le contexte des sanctions administratives, d'une procédure devant un fonctionnaire sanctionnateur et d'une procédure de recours simplifiée qui afin de garantir les droits de la défense ;*

– *considérant les avis regardant le projet de loi n° 7126 et les remarques et recommandations formulées par les différents acteurs concernés quant à la mise en œuvre de la future loi ;*

– *estimant que le nouveau régime des sanctions administratives constitue un changement de paradigme par rapport à la répartition traditionnelle dans l'ordre juridique luxembourgeois entre le rôle des autorités administratives et celui des autorités judiciaires ;*

– *consciente du fait que la mise en œuvre des lois en projet précitées demandera une bonne coordination entre la Police grand-ducale et les agents municipaux d'une part et entre les communes et le fonctionnaire sanctionnateur d'autre part,*

*invite le Gouvernement*

– *à effectuer une évaluation de la mise en œuvre et de l'efficacité des lois précitées trois ans après l'entrée en vigueur*

de celles-ci et de procéder à une adaptation législative si nécessaire.

(s.) Dan Biancalana, Marc Hansen, Claude Lamberty.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Biancalana.

**M. Dan Biancalana** (LSAP), rapporteur | Besonnesch de Projet de loi 7126 gouf jo vill diskutéiert, well mat der Erweiterung vun de Kompetenz vum den Agents municipaux, de Sanctions administratives an der neier Prozedur, déi domat verbonnen ass, jo hei zu Lëtzebuerg och Neiland betruede gëtt. Vill Froen an deene jeeuweiligen Avisen hu sech op d'Ëmsetzung an der Praxis bezunn. D'Ziler vun deenen zwee Projet-de-loie sinn am Fong ganz kloer. Mir wëllen de Gemengen d'Méiglechkeet ginn, eng Rei vun deenen oft zitëierten Incivilitéite schnell an onbürokratesch ze bestrofen.

Mir wëllen awer och de Beruff vum Agent municipal opwäerten, hinne méi Kompetenz ginn an och esou d'Police an d'Justiz entlaaschten. Gläichzäiteg mussen awer och d'Rechter vun de Leit, déi e Verstouss géint e Gemengereglement virgeheit kréien, och am Kader vun enger Prozedur respektéiert ginn. An dofir kréie se och am Recours Asprochméiglechkeeten.

Mat eiser Motioun, déi hei d'Regierungsparteien ënnerschriwwen hunn, wëlte mer d'Regierung och opfuere, dräi Joer nom Akraaftriede vum Gesetz ze iwwerpräiwen, wéi d'Ëmsetzung an der Praxis fonctionéiert, ob déi Ziler, déi mer eis hei setzen, an deenen zwee Gesetzer erreicht ginn, an ob punktuell Adaptatiounen néideg wieren, fir déi nei Prozedure méi effikass ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Rapporteur Dan Biancalana.

An als éischte Riedner ass den honorablen Här Georges Mischo ageschriwwen.

**Une voix** | O!

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

**Une voix** | Très bien!

### Discussion générale

**M. Georges Mischo** (CSV) | Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Alleréisch wollt ech dem Rapporteur, dem Dan Biancalana, villmools Merci soe fir säin detailléierten a gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport.

**Une voix** | Très bien!

**M. Georges Mischo** (CSV) | Uff! Endlech! Endlech féinnt de Projet de loi 7126 de Wee an d'Chamber an et ass net ze fréi an och net vu Muttwëll.

Dëse Projet de loi geet op d'Joer 2008 an den Depot vum Projet de loi 5916 zrëck a gëtt haut no engem ganz laange Wee debattéiert. Driwwer diskutéiert gëtt scho vill méi laang. Dass dëse Projet de loi haut ofgestëmmt gëtt, freet net nëmme eis als Parlamentarier, mee virun allem d'Gemengeresponsabel an eis Agent-municipallen, awer och eng ganz Rei Awunner an Awunnerinnen aus eise Gemengen.

Déi Däitsch ..., awer och den Här Biancalana sot elo just esou schéin: „Was lange währt, wird endlich gut.“ Ech soen awer: „Was zu lange währt, wird hoffentlich gut.“ Als Buergermeeschter hunn ech, zesumme mat menge Kolleegen aus dem Schäfferot, dem deemolegen Inneminister am September 2018 e Bréif geschéckt, fir nozefroen, wou de Projet de loi 7126 dru wier. De fréieren Inneminister huet mech du perséinlech ugeruff an en huet mer op Escher gesot, dass mir sollen ophale mat Bréiwerschreiwene, well de

Projet de loi nach virun de Wale géif duerch d'Chamber goen. De Minister hat mir awer just vergiess ze soen, wat fir eng Walen hie gemengt huet, well knapp véier Joer méi spéit ass et dann elo endlech esou wäit an ech sinn iwwerzeegt, dass et hei bei alle Gemengepolitiker e grousst Opootme gëtt, an dat net just bei deene grouse Gemengen.

Ech muss awer soen, dass ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Mischo, erlaabt Der, dass den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

**M. Georges Mischo** (CSV) | Ech hu mech schonn drop gefreet.

(Hilarité)

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Här Mischo, mir hu jo vill Gespréicher mateneen iwwer Telefon an och aner, perséinlecher Natur. Dir hutt mer effektiv e Bréif geschriwwen, dat ass richtig. An ech hunn Iech och ugeruff, well dat zur Disziplin vum engem Minister gehéiert, wann e Buergermeeschter engem e Bréif schreift, dass ee mat engem iwwert de Problem schwätzt.

An ech hunn Iech deemools gesot an dat ass och haut nach ëmmer richtig: Wann de Staatsrot säin Accord gëtt, da gëtt dee Projet gestëmmt. Dir wësst awer, dass dee Projet de loi, deen ech deposéiert hunn, eng ganz Rei vu Bemierkunge kritt hat vum Staatsrot, déi hu missen iwwerschafft ginn. An dat ass och geschitt am Accord an an der Kollaboratioun mat alle Gemengeverantwortlechen, mam Syvicol, soudass mer haut endlech, an do ginn ech Iech Recht, dëse Projet diskutéiere kënnen.

Also sot wannechgelift alles, wann Der schonn aus private Gespréicher zitëiert.

**Plusieurs voix** | O!

(Brouhaha)

**M. Georges Mischo** (CSV) | Also ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kersch. An ech ginn d'Wuert zrëck un den Här Georges Mischo.

**M. Georges Mischo** (CSV) | Jo, merci. Also e Privatgespréich war et jo net. Dir hutt jo elo just gesot, dass Der als Minister de Buergermeeschter ugeruff hutt, an Dir waart ganz optimistes, dass et nach sollt 2018 duerch d'Chamber goen. Mee soit. Mir sinn, wéi gesot, alleguerter frou, dass et haut dann endlech zum Vott kéint.

**Une voix** | Très bien!

**M. Georges Mischo** (CSV) | Voilà! Also, well knapp véier Joer méi spéit ass et dann elo endlech esou wäit an ech sinn iwwerzeegt, dass et bei alle Gemengepolitiker e grousst Opootme gëtt an dat net just an deene grouse Gemengen.

Ech muss awer och soen, dass et eis als CSV och mat der aktueller Inneministescher nach net séier genuch gaangen ass. Ech wëll hei just rappeléieren, dass d'Madamm Bofferding d'Kompetenzerweiderung Ufank Abrëll 2021 virgestallt huet. A mir sinn elo Mëtt Juli 2022. Am „Tageblatt“ vum 10. August 2021 hat de Journalist nach ganz optimistes geschriwwen, dass d'Gesetz nach sollt 2021 gestëmmt ginn.

Fir en uerdentlecht Zesummeliewen an eise Gemenge muss Sécherheet, Salubritéit an awer och Rou garantéiert sinn. Sou ass et och an eise Gemengereglementer festgehalen, d'Buergermeeschteren an d'Buergermeeschterinne sinn dofir responsabel. Bis elo konnt just d'Polizei agräifen, wann deen een oder anere sech net un d'Reegele gehalen huet.

Bis haut konnten d'Agenten – an dat sinn der ronn 230 a 40 Gemengen am ganze Land – nëmme de

rouende Verkéier, also d'Falschparke bestrofen. D'Agenten goufen och emol, wéi zu Esch an an anere Gemengen, virun der Schoul postéiert, fir an Uniform Presenz ze markéieren an deem engen oder aneren Eterendeel kloerzemaachen, dass se hiert Kand net kéinten an de Klassenall féieren. Mee méi war hinnen net erlaabt.

Wann de Vott haut positiv ausgeet, an dat wäert jo mat Minimum 31:29 de Fall sinn, ginn d'Kompetenz vum den Agenten däitlech erweidert. Et sinn nämlech 17 Feelverhalen, déi d'Agenten kënnen an Zukunft sanktionéieren. Dat geet vu Wissméien zu onméiglechen Zäiten, ze haart Musek, iwwer Op- an Oflieden op Plazen, wou et net erlaabt ass, Terrassereglement vum der Gemeng ëmsetzen, Hondsdreck net ewech maachen, Dreckskëschten zu falschen Deeg eraussetzen, Free-defeier ouni Erlabnis ofschéissen, Blummen an Infrastrukture vun der Gemeng muttwëllig futti maachen an esou weider an esou weider.

Dat si fir Gemenge lästeg Delikter, déi bis elo ongestrooft waren an hu missen akzeptéiert ginn, déi och munchmol an eenzele Fäll richtig Sue kascht hunn.

D'Gemengen hu mat deem neie Gesetz awer och d'Recht, aner Infraktiounen duerch hiert Gemengereglement ze definéieren. D'Agenten kréien elo méi Kompetenzen, méi Befugnisser, mee sinn awer keng Alternativ zur Police, mee just eng Ergänzung.

Op där anerer Säit entlaaschten d'Agent-municipallen awer d'Police däitlech mat Sanktionéiere vum esou klengen Delikter. Dat ass dann awer op Käschte vun de Gemengefinanzen, well d'Agenten vum de Gemengen agestallt a bezuelt ginn.

Wann de Projet de loi 7126 haut gestëmmt gëtt, ginn d'Aufgabeberäicher vun den Agent-municipallen ëmmer méi grouss, d'Police gëtt, wéi scho gesot, entlaascht, mee de finanziellen Opwand fir d'Gemenge gëtt awer vill méi grouss.

Do kënnen mer eis als CSV eng finanziell Kompensatioun gutt virstellen. D'Gemenge kréien an de leschte Joren allgemeng méi Aufgaben, déi jeeuweilig Dotatiounen ginn awer leider net an d'Luucht.

Et ass fir eis als CSV ganz kloer, dass d'Gesetz muss prezis definéieren, wat den Agenten hir Kompetenz sinn a wat och net. Et därefer keng hallef Saache gemaach ginn. A genee do si mer eis net ganz sécher, dass alles gemaach ginn ass.

Mir begrëssen als CSV awer, dass den Amendement iwwert de Littering mat an den Text komm ass. Mir fannen dat eng gutt Saach, well mir dat als CSV ëmmer an ëmmer erëm gefuerdert hunn. E Bemoll, dee souwuel de Staatsrot wéi och de Syvicol bedauern, ass d'Feele vum Pouvoir d'enquête, eppes, wat mer als CSV natierlech bedauern. Vläch kann do, no enger éischter Evaluatioun vum Gesetz, eppes adaptéiert ginn.

Wat mir als CSV begrëssen, sinn déi preventiv Aufgaben, déi d'Agenten och sollen duerchféieren. Et muss nämlech net ëmmer repressiv sinn. Et muss net ëmmer direkt eppes kaschten. An do kéint dann och d'Formatioun an d'Spill. D'Formatioun vum den Agenten war och ëmmer nees en Thema. An och dat gouf duerch d'Amendement verbessert. Och wann d'Formatioun nach net optimal ass, muss weider un dëser spezifescher Formatioun gefeilt ginn. A well duerch déi nei Kompetenzen nach méi Konfliktpotenzial besteet wéi bis elo an d'Agenten jo bestëmmt keng Kamellen ausdeele ginn, muss do gutt dru geschafft ginn.

A genee wéi d'ASAM, d'Gewerkschaft vum den Agent-municipallen, fuerdere mir als CSV, dass no zwee oder dräi Joer eng Evaluatioun vum Gesetz gemaach

gëtt, fir eventuell Adaptatiounen ze maachen. A mir wieren och frou gewiescht, wa mer eventuell bei der Motioun vum Här Biancalana gefrot gi wieren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Georges Mischo** (CSV) | Mat all deene Mesuré wäerte mer de Beruff vun den Agenten op an dat bréngt mech dann op eng vu mengen zwou éischte Froe fir d'Inneministesch, well d'Opwärtung vum Beruff heescht fir vill Leit och eng Opwärtung vun der Pai. Ass eng nei Karriär an domadder eng nei Bezuelung oder eng aner Bezuelung virgesinn? Oder gëtt just un eng Upassung vun der Pai no uewe geduecht?

Genee wéi de Syvicol si mir als CSV der Meinung, dass d'Sanktiounen regelméisseg mussen vum Inneministère op de Leescht geholl ginn, well eis Welt entwéckelt sech ëmmer weider an domadder leider och d'Incviliteité vun de Leit.

Wat eis och nach beim Projet de loi 7126 stéiert, ass de Fait, dass d'Gemenge sech mussen ëm déi administrativ Demarché këmmere, wat e weideren Opwand fir d'Gemengepersonal ass a wat d'Gemengen och alt erëm indirekt Sue kascht.

Et wier eiser Meinung no méi logesch gewiescht, de Staat hätt sech ëm d'Andriewe vun de Protokoller bekëmmert. Mee wat géif eis Regierung ouni eis Gemenge maachen?

**Une voix** | Très bien!

**M. Georges Mischo** (CSV) | D'Froen, déi ech der Inneministescher awer och nach wëll stellen, sinn: Wéini sinn déi éischt Agenten operationell? Well eng vun den Aufgaben ass jo och, am Noutfall éischt Hëllef ze leeschten, an ech si mer sécher, dass net all Agent eng Éischt-Hëllef-Formatioun huet. Wéi soll d'Zesummenaarbecht mat der Police ausgesinn an organiséiert sinn? A wéi soll si am Optimalfall ausgesinn?

No ronn 50 Zeitungsartikelen vum 2015 bis 2021, no x Entrevuë mam Syvicol, mat der FGFC, mat der ASAM, mat Gemengeresponsabelen, mat der Police, mat der Justiz ginn haut endlech Neel mat Käpp gemaach. Bleift awer ofzewartarden, wéi gutt déi Neel sinn an ob se net séier raschten.

Ausserdeem bleibt eng Rei Froen op, op déi d'Inneministescher hoffentlech haut äntwere kann. Dass d'Ëmsetzung vum Projet de loi 7126 eis als CSV däitlech ze laang gedauert huet, brauch ech hei net nach eng Kéier ze soen. Mir hoffen als CSV, dass dat neit Gesetz derzou bäidréit, dass eis Matbiirger a Matbiirgerinne sech méi sécher a méi wuel an hire Gemenge fillen an dass de Projet de loi 7126 dat hält, wat e verspricht.

Fir e flott a gemeinsaamt Zesummeliewen an eise Gemengen a virun allem fir eis Awunner an Awunnerinnen, awer och, well et e weidert wichtegt Instrument fir d'Gemengen ass, dat eis a verschiddene Punkten net wäit genuch geet, stëmmt d'CSV des zwee Gesetzter mat, mee bleibt awer kritesch, wat d'Ausféierung an d'Evaluatioun vum Projet de loi 7126 ugeet.

Merci!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Här Mischo. Dann huet den Här Dan Biancalana eng Fro.

**M. Dan Biancalana** (LSAP), rapporteur | Nee, et ass net eng Fro, et ass just eng Remark, déi ech dem Här Mischo wollt maachen.

Effektiv, mir sinn eis eens, dass mer hei Neel mat Käpp maache mam Depot vun deemem Projet de loi säit 2017. Ech wëll just bemerken: 2008 hat d'LSAP net den Inneministère an et war e Projet de loi do, dee komplett ofgeschoss ginn ass an net méi opgeholl ginn ass. Et ass awer kloer, ...

*(Interruption par M. Georges Mischo)*

... dass d'LSAP hei Neel mat Käpp mécht.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Biancalana, fir déi Prezisioun.

**M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) | D'LSAP war awer trotzdeem mat an der Regierung.

**M. Fernand Etgen**, Président | An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Claude Lamberty.

**M. Dan Biancalana** (LSAP), rapporteur | 2008 hat d'CSV den Inneministère.

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

*(Interruptions diverses)*

**Une voix** | Sot, den Här Halsdorf soll Iech d'Geschicht erklären, Här Kersch!

**M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) | Mir waren zesummen an der Regierung, Här Kersch. Mir waren zesummen an der Regierung.

**M. Claude Lamberty** (DP) | Et ass 9.30 Auer. Kommt, mir kommen erëm zum Grondgedanke vun de Moien zréck!

**M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) | Dunn ass den Här Kersch nach an der kuerzer Box hannert der Musek gelaf.

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech widerhuelen: Den Här Schaaf huet net d'Wuert, mee den Här Lamberty.

**M. Claude Lamberty** (DP) | Dir dierft awer heibleiwen.

*(Hilarité)*

Här President, Léif Kolleegen a Kolleeginnen, wéi dat elo gesot ginn ass – ech fänken einfach mat enger Remark un –, dunn hunn ech mech gefrot an ech sot zu meng Bänknoperen: „Gëtt et eigentlech iergendees Gesetz, dat ze séier kënn?“ An ausser d'Coronagesetzer, wou mer wierklech séier waren, mengen ech, kéint een eigentlech bei all Gesetz soen, et kéint méi séier kommen, och wann ech bei deem elo wierklech frou sinn, dass et elo do ass, well et huet jo effektiv eng Zäit gedauert.

*(Interruption)*

Gësch hunn ech hei op der Tribün vun der Geschierkëscht vun der Police geschwat a wat do alles dran ass a wat do och muss gekläert sinn, fir dass de Bierger eng gréisstméiglech Form vu Sécherheet ka garantéiert kréien. Eलग déi beschte Geschierkëscht geet awer net duer, wann ee Faktor net matspillt, an dat ass de Faktor vun der Manpower. Déi néideg mënschlech Ressourcë mussen do sinn, fir déi villfälteg Aufgaben a Missiounen betreffend déi allgemeng Sécherheet kënnen ze iwwerhuelen.

Elo denkt Der Iech vläicht: „Firwat fänkt en dann elo haut de Moie mat der Unzuel u Polizisten um Terrain un?“ Ma well ech der Meinung sinn, dass dat, wat mir haut stëmmen, wuel en Deal dozou bäidréit, dass eis Manpower allgemeng, déi eis zur Verfügung steet fir eis effentlech Sécherheet, also dass déi Manpower vill méi effikass wäert kënnen ginn. Ech erkläre mech.

Oft genuch hunn ech an de leschte Joren d'Remark vu ganz ville Gemengepolitiker, vun alle Faarwen iwwregens, héieren: „Wa mir eis Agents municipaux net hätten, wär viles méi komplizéiert um Terrain!“ Ma genesou oft hunn ech awer och héieren: „Oft genuch sinn eisen Agents municipaux einfach d'Hänn gebonnen! Si hunn do einfach keng Kompetenzen, obwuel si jo sur place sinn, an da kënnen se eigentlech just d'Police ruffen. An déi, déi hunn oft genuch eppes anescht ze dinn, besonnesch wann et ëm

Klengegkeete geet.“ A genee dorobber reagéiere mir haut!

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Lamberty** (DP) | Wann ech „haut“ soen, da muss een awer derbäisoen, an dat ass jo elo schonn thematiséiert ginn, dass et schonn 2008 eng éischt Initiativ gouf, d'Kompetenze vun den Agenten ze erweideren. An ouni elo nach eng Kéier an den Detail ze goen, soen ech de Saz dann och, deen ech preparéiert hat: „Was lange wäert, wird endlich gut.“ Dat schéngt eng gutt Floskel ze sinn.

Et gëtt op alle Fall e Moyen geschaaft, fir kënnen aktiv um Terrain Klengegkeeten unzegoen. Vill vun eis heibanne sëtzen oder souzen op alle Fall a Gemengereit, an ech si mir sécher, dass si alleguerten, an net just si, haut erlichtert sinn, dass d'Gemengeresponsabel nei Méiglechkeete kréien, fir hiren Awunner an der Gemeng eng nach besser Garantie fir Sécherheet kënnen ze bidden.

Et ass fir eis als Demokratesch Partei an allen Hiisichten eng Win-win-Situatioun. Mir entlaaschten d'Police. Mir entlaaschten d'Justiz. Mir stäerken d'Sécherheetsgefill vun de Bierger. A mir wäerte gläichzäiteg de Beruff vum Agent municipal op.

E puer allgemeng Remarken.

D'Police huet scho méi laang net genuch Leit, fir all hire multiplen Aufgaben um Terrain nozekommen. An esou kënn et da schonn emol vir, dass besonnesch d'Gemengereglementer net kënnen kontrolléiert ginn, well et einfach un Zäit an u Personal derfir feelt.

A well esou ëmmer manner Verstéiss géint d'Police-reglementer kënnen sanktionéiert ginn, huet sech och e gewëssene Laissez-faire oder e Laissez-aller agebiergert, deen dann trotzdeem awer fir Gegrommels an och deelweis Frustratioun, op d'mannst punktuell, dobausse suergt. A mat deem Gesetzestext ginn elo eng ganz Panoplie un administrative Sanktiounen festgehalten.

Wat ass do de Virdeel?

Mir entlaaschten als Éischt emol, wéi gesot, d'Personal vun der Police. Et ass jo effektiv quasi en double Emploi! Den Agent municipal, deen ass all Dag, all Dag a senger Gemeng um Terrain ënnerwee. E stellt och all Dag, soen ech emol, eppes fest a kann haut bei villem näischt maachen, ausser den Telefon eraushuelen an d'Police ruffen. Déi kommen dann an déi stellen dann dat selwecht fest. An esou banne mir direkt souwuel den Agent municipal wéi och d'Policepatrull sur place op enger Aktioun. Dat nennt ee verlueren Zäit a verlueren Ressourcen. An ech mengen, béides ass an den haitegen Zäiten en extrem wäertvollt Gutt.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Lamberty** (DP) | Mir valoriséieren awer och op eng ganz staark Manéier den Agent municipal. War dee bis elo an enger ganzer Rei vun Aktiounen eppes wéi en, kommt, mir nennen et emol „zahnloser Tiger“, nämlech en Agent, dee vun der Gemeng ugestallt ass an deen och konkret eppes konnt feststellen, wat net engem Reglement entsprécht, tjo, an e konnt näischt maachen, bis seng Kolleeg vum der Police koumen!

An elo, elo kritt den Tiger Zänn an en dierf eppes maachen, wann e feststellt: Dat do entsprécht net dem Gemengereglement. Natierlech kann en net alles maachen, mee trotzdeem kann en eng ganz Rei vu konkrete Faite sanktionéieren.

Wat d'Kompetenzerweiderung vum Agent municipal ugeet, kënnen déi jeeeweileg Gemengereit bis zu

17 Verstéiss definéieren, déi da kënne als Sanctions administratives vun den Agents municipaux geaandt ginn. Et gétt also eng administrativ Strof.

Nieft der Kontroll vum sougenannte rouende Verkéier, also der klassescher Aufgab vum Agent municipal ... De Rapporteur Dan Biancalana huet virdrun och dovü geschwat: Déi eng schwätze méi positiv, déi aner an engem manner positive Sënn vum Pechert. Déi klassesch Aufgab bleift, mee et kommen eeben nei Aufgaben derbäi. Dorënner falen esougenannten Incivilitéiten, wéi den Hond net un der Léngt halen, den Hondsdreck net oprafen, mee och zum Beispill, wann een op d'Iddi kënnt, e Feier op der Voie publique ze maachen oder, an dat soll jo och emol virkommen an dat ass manner schéin, wann zum Beispill um 10.00 Auer owes een an der Noperschaft mengt, et wär immens flott ze méien.

An dat kléngt elo vläicht no Klengegkeeten, mee et ass awer wichteg am Fonctionnement vum Zesummeliewen an der Gemeng, wann s de Agent-municipallen hues, déi och dierfen agräifen, wa Bierger sech net u Reglementer halen.

Bei dese bis zu 17 Verstéiss kënnen d'Agents municipaux an Zukunft also eng Amende administrative ausstellen. Ee Punkt, deen immens wichteg ass, an dorunner wëll ech erënneren, ass, dass Mannerjäger net kënne sanktionéiert ginn. Och do hat den Dan Biancalana als Rapporteur dat schonn thematiséiert.

An ier ech et herno vergiessen, wëll ech em emol op dëser Plaz e grouse Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport ginn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Lamberty (DP)** | Fir der Autonomie communale gerecht ze ginn, sinn déi bis zu 17 Verstéiss, déi d'Gemenge festleeë kënnen, natierlech fakultatativ. De jeeeweile Gemengerot decidéiert selwer, wat fir Verstéiss a senger Gemeng Sënn maachen, wou um Terrain reellen Handlungsbedarf besteet a wat an d'Reglement gehéiert.

Et hätt ee sech kënne virstellen, fir d'Kompetenze vum Agent municipal weider auszubauen, hinnen nach aner Aufgaben unzevertrauen. Mee do soen ech awer och ganz kloer: Mir ginn haut e Schrëtt no vir! An dat heescht net, dass een an Zukunft net nach vläicht Schrëtt no vir geet. Mee et kann een och net ëmmer alles bis an d'Onendlecht kucken, wat vläicht nach alles méiglech wär. Et soll een dëser Reform elo emol positiv entgéintkucken an d'Virdeeler gesinn, déi dës Kompetenzerweiderung mat sech bréngt.

Här President, wa mer vun der Kompetenzerweiderung vum Agent municipal schwätzen, dierfe mer déi nei preventiv Aufgaben och net vergiessen. Ech hu mer vu Leit vum Terrain soe gelooss, dass dat am Fong mat déi wichtigst Kompetenzerweiderung wier. Endlech hätte si kloer definéiert preventiv Aufgaben am Beräich vun der Sécherheet bei de Schoulen zum Beispill, der Sécherheet vun de Foussgänger an och bei ëffentleche Festivitéiten.

D'Méiglechkeet, an dat ass och scho gesot ginn, bei Chantieren de Verkéier ze reegelen, fällt och drënner: eng Verbesserung a puncto Sécherheet fir d'Bierger op alle Fall.

Dat sinn deelweis keng nei Aufgaben, mee se stounge bis elo néierens. Net ze vergiessen och déi verschidde Formatiounen, déi d'Agents municipaux an Zukunft musse maachen. Et geet do ëm Éischt Hëllef, Poursuite pénale, Deeskalationstraining, Sécurité routière. An do si mer bei engem Punkt: Formatioun ass an alle Beräicher, an alle Beruffer ëmmer immens wichteg, an ech mengen, och an der Karriär vum Agent municipal.

Här President, e wichtegen Aspekt vun der Kompetenzerweiderung vum Agent municipal ass ouni Zweifel d'Entlaaschtung vun der Police; ech hunn et elo schonn e puermol prezisiéiert. Iwwer Joren hunn d'Gemengen op méi Policepresenz um Terrain gedréckt, just dass d'Police haut leider net déi néideg Effektiver huet, fir där Demande kënnen nozekommen.

An esou sinn iwwer d'Joren aus kleng Problemer dacks méi grousser ginn. Aus Exceptionen ass eeben op Plazen d'Reegel ginn. Aus klengen Incivilitéite sinn der ëmmer méi ginn, well een dacks d'Gefill hat, et géif keen Hunn duerno kréinen. Et war jo egal!

Här President, et gouf jo emol gefaart, dass duerch dës Kompetenzerweiderung, dass dat esou kéint interpretéiert ginn, dass mer elo zu Lëtzebuerg nees eng Zort vun zweeter Police krite. Dat wäert eiser Meenung no kloer net de Fall sinn. Genee wéi d'Douane, d'Naturverwaltung, d'ITM, fir der elo just e puer ze soen, wäerten d'Agents municipaux hir Aufgaben hunn, ouni dofir eng Police ze sinn.

Mir stäerken d'Agents municipaux, andeems mer hinne konkret Kompetenz ginn, fir um Terrain géint kleng Incivilitéite virzegoen, Incivilitéiten, déi bis elo net richtig sanktionéiert konnte ginn. Dat kënnt dem Zesummeliewen an eiser Gesellschaft allgemeng sécherlech zegutt.

Här President, ee vun de wichtegsten Aspekter vum Gesetz: Mir stäerken d'Sécherheetsgefill an d'Wuelbefanne vun de Leit, well d'Sécuritéit mat déi wichtigst Prioritéit vun de Gemengen a vun de Gemengeresponsabelen ass.

Mir wëllen och hei keng iwwerdrivwe „Law and order“-Strategie aféieren, mee nees méi Uerdnung an och méi Kontroll an d'Zesummeliewe vun der Gesellschaft an der Gesellschaft bréngen.

Nieft der Kompetenzerweiderung vum Agent municipal gi mam Projet de loi 7124 och verschidde juristesche Upassungen gemaach. Ech ginn net an den Detail. Dat huet de Rapporteur exzellent a senger Aarbecht gemaach.

Als DP begrësse mir awer, dass hei d'Méiglechkeet vun enger Voie de recours virun de Juridictions administratives geschafe gétt, fir géint Sanktioune virzegoen. Doriwwer eraus ass et luewenswäert, dass déi betraffe Persoun sech bei engem Recours ka selwer vertrieden an dofir net onbedéngt muss bei en Affekot goen.

Am Resümee: Mir hunn eng Kompetenzerweiderung a Stärkung vun den Agents municipaux, déi net d'Zil huet, eng ongesond, disproportionéiert Uerdnung a Repressioun anzeféieren. Mer schafen eng Win-win-Situatioun. D'Police an d'Justiz ginn entlaascht, d'Sécherheetsgefill an d'Wuelbefanne vun de Bierger gi gestärkt, de Beruff vum Agent municipal gétt opgewäert.

D'Agents municipaux kënnen sech duerch Formatioun an hirem Beruff weiderentwéckelen. D'Gemenge kréien endlech d'Moyenen, fir hirer Aufgab am Beräich vun der ëffentlecher Uerdnung a Sécherheet nozekommen. D'Police muss net méi weinst Bagatellen op d'Plaz geruff ginn. Schnell an onbürokratesch handelen ass hei eng Premiss.

Dat Gesetz hei ass net op éiweg a Stee gemesselt. Et muss wéi anerer reegelméisseg op de Leescht geholl ginn an un d'Entwécklung vun eiser Gesellschaft ugepasst ginn.

Als Demokratesch Partei begrësse mir dofir d'Motioun vun den dräi Majoritéitsparteien, fir den Text no dräi Joer ze evaluéieren.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der DP-Fraktioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Une voix** | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Lamberty. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Hansen (déi gréng)** | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als fréiere Gemengerot zu Käerjeng weess ech, mat wéi engen alldeegleche Problemer d'Gemenge konfrontéiert sinn, an datt dréngend Besoin besteet, fir Léisungen ze fannen, déi derfir suergen, datt d'Anhale vun de kommunale Policereglementer och ka kontrolléiert an duerchgesat ginn.

Wie kennt et net? Zigarestestëmpercher, déi wärend den alldeegleche Gemegebotsaktiounen zu Honnerten operaaft ginn, eng richtig Plo! Och den Depot vun Offall an den ëffentleche Raum ass ëmmer méi heefeg. A wann ech mat mengen Hënn trëppele ginn a gesinn, wéi vill Leit hiren Hënn hir Hondsdrecker net oprafen, reegt dës Respektlosegkeet mech op.

Vu geféierlechem Auto- a Parkchaos virun de Schoule bei Schoulufank a Schoulschluss guer net ze schwätzen! An et gétt nach etlech aner grouss a kleng Incivilitéiten, wéi se hei am Projet genannt ginn.

D'Gemengen, déi laut Gesetz zoustänneg si fir d'ëffentlech Uerdnung, d'Sécherheet an d'Salubritéit an de Gemengen, gesi sech, wéi gesot, ëmmer méi domadder konfrontéiert, datt d'Policereglementer vun de Gemengen net kontrolléiert ginn an d'Infraktiounen doduerch net sanktionéiert ginn.

Dëst huet zwou Ursachen. Engersäits huet d'Police net genuch Leit, fir dës Missioun korrekt kënnen ze leeschten. A wa se e Procès-verbal maachen, dann huet dat deelweis keng Suttien um Geriicht, well och déi deelweis iwwerlaascht sinn.

Anerersäits hunn d'Agents municipaux, déi am Volleksmond „Pecherten“ genannt ginn, well hir Missioun sech momentan just op d'Kontroll vun de Stationnementsreglementer resuméiert, net genuch Kompetenzen, fir all d'Infraktiounen aus dem Policereglement ze kontrolléieren an ze sanktionéiere respektiv e Procès-verbal ze schreiwen.

Mir wëssen awer genau, datt gesetzlech Normen a Reegele musse kënne kontrolléiert a sanktionéiert ginn, wa se hiren Effekt sollen hunn. D'Situatioun ass momentan sécherlech a kenger vun eise Gemengen zefriddestellend. An ouni elo wëllen e Spillverdieerwer ze sinn, muss ee realisteschere soen, datt och déi zwee Gesetzesprojeten, déi mir haut virleien hunn a wäerten unhuelen, dat natierlech net zu 100 % wäerte kënnen errechen. Mee dat brauche se och net, well si sinn nämlech keng enzel Moosssnam. Si sinn Deel vun engem vill méi breede Mesurëpak, un deem déi verschidde betraffe Ministère schaffen.

Als Gréng begrësse mer, datt mam Projet 7126 d'Agents municipaux d'juristesche Kompetenz kréien, fir Verstéiss géint d'lokal Policereglementer kënnen ze kontrolléieren an ze sanktionéieren. Domadder schafe mer net nees eng kommunal Police, wéi et se nach virun 100 Joer gouf, mee mir ginn de Gemenge complementaire Méiglechkeeten, fir kënnen derfir ze suergen, datt d'Gemengereglementer och agehale ginn an domat d'Police an d'Justiz och entlaascht ginn, déi sech dann op aner wichteg Missiounen kënnen konzentréieren.

**Une voix** | Tres bien!

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | D'Police verléiert duerfir awer keng vun hire Kompetenzen op lokalem Plang an huet do weiderhin hir Roll ze spillen. Duerfir ass et nieft dësem Projet de loi och immens wichtig an och en Deel vun der Lösung fir d'Gemengen, datt de Policeministère momentan grouss Ustrengungen ënnerhëlt, fir d'Moyenen, d'Gebaier, d'Material a virun allem och d'Zuel vun de Polizisten daitlech eropzesetzen.

Den Objektiv ass, fir bis 2026 ronn 621 Polizisten an 240 zivill Mataarbechter anzustellen. An dat ass och schonn intensiv um Lafen. D'Policeschoul ass, laut mengen Informatiounen, mëttlerweil komplett ausgelascht a schafft um physische Maximum.

Dës verstärkten Astellungsstrategie a Kombinatioun mat enger besserer Organisatioun wäert et der Police ab elo erlaben, méi Presenz um Terrain ze weisen, méi Kontrollen ze maachen, méi preventiv ze schaffen, an dat grad och am Dialog mat de Bierger a Biergerinnen an de Gemengeresponsabelen.

An als drëtte Volet mat engem klore Link zum Thema vun haut muss een dann och dee rezent vum Justizministère proposéierten neie legal Kader fir d'privat Sécherheetsfirme gesinn. Do gouf a gëtt et jo an eenzele Gemengen ëmmer nees Kontroversen. An och viru Geriicht gouf et schonns Affären zum Asaz vu private Sécherheetsfirmen. Duerfir ass et a Verbindung mat der Ausweitung vun de Kompetenze vun den Agents municipaux och extreem wichtig, datt méi kloer definéiert gëtt, wat dës Firma wou an ënner wéi enge Konditiounen dierfen a wat se net dierfen.

Als Gréng begrësse mir dës Ausweitung vun de Kompetenz vun den Agents municipaux an d'Schafe vum neien Dispositif vun de Sanctions administratives, y inclus d'Integratioun vun der bisheereger Bannhinderfonctioun an d'Karriär vun den Agents municipaux.

Dëst ass eng Reform, op déi scho laang gewaart gëtt a wou et och scho laang kloer Fuerderunge gëtt, notament vum Syvicol a vun den Agents municipaux selwer. Gradesou laang ass ee sech dem Konfliktpotenzial mat de Kompetenz vun der Police an enger Rei rechtlecher Hürde bewosst. Dowéinst ass och den éischte Versuch vun 2008 gescheitert, dee Projet de loi vun den CSV-Ministere Frieden an Halsdorf, deen 2013 och nees vun den CSV-Ministere Biltgen an Halsdorf zrëckgezu gouf.

A senge Rapporten zu den neien Texter geet den Dan Biancalana op d'Komplexitéit vum Dossier an, eng Komplexitéit, déi och schonns eleng duerch dee ganz laangen Intitulé vum Projet de loi 7126 siichtbar gëtt. Insgesamt modifizéiert dësen eenzele Projet de loi ganzer aacht Gesetzter vum Code civil a Code pénal, dem Fëschereigesetz an dem Hondsgesetz bis zur Of-falllegislatioun an dem Polizeigesetz.

Ech wëll op dëser Plaz dann och dem Rapporteur Dan Biancalana Merci soe fir seng explizitt Rapporte souwuel fir de Projet de loi 7126 wéi de 7124, wat et mir erlaabt, net mussen op d'Technicitéit vun dësen Texter anzegoen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Hansen** (déi gréng) | Datt dës Reform d'Hürd vum Staatsrot schlussendlech gepackt huet, freet sécherlech all Deputéierte mat kommunalpolitescher Kap heibannen, och wann nach etlech Froen opstinn a virun allem dem Staatsrot seng grondsätzlech Bedenken iwwert d'Aféierung vun esou engem Dispositif op kommunalem Niveau net konnte komplett ausgeraumt ginn.

Et ass awer wichtig, datt mer dëse Projet trotzdem elo stëmmen an um Terrain ëmsetzen. Ech si mer

zimmlech sécher, datt et no den éischten Erfahrungen um Terrain nach zu Nobesserunge vum Gesetz oder enger Upassung vun der Lëscht mat de 17 Infraktiounen wäert kommen. Mee dat ass sécherlech besser, wéi dës laang ugekënnegt Kompetenzerweiderung nach weider Joren um Instanzeweel schleefen ze loossen.

Kolleeginnen a Kollegen, d'Augmentatioun vun den Incivilitäten an der Gemeng féiert zu engem subjektiven Onsécherheetsgefill bei der Populatioun an zur Frustratioun bei de lokale Mandatairen, wat de Besoin vun Agent-municipallen, déi permanent kënnen visibel um Terrain present sinn an déi gewësse Kompetenzen hunn, fir den Ordre public ze garantéieren, méi grouss mécht. Duerfir sinn d'Regierung an déi eenzel Ressortministere vu Police, Justiz an hei elo Interieur jo beméit, fir d'Sécherheetsgefill am öffentliche Raum ze stäerken a besonnesch um Gemengenniveau ze verbesseren.

Wéi ech schonns agangs sot, et geet hei net drëms, eng „Police bis“ ze schafen, mee e Service, dee complementaire ass zu der Policeaarbecht. Dëst war esou am Projet de loi vun der CSV vun 2008 ugeduecht, wou mat alle Moyene probéiert ginn ass, ze evitéieren, datt eng lokal Police sollt entstoen, wéi se 1930 ofgeschaaft ginn ass.

Et geet, wéi gesot, prioritär drëm, kleng Verstéiss géint Gemengereglementer kënnen ze sanktionéieren, an dat mat esou mann Bürokratie wéi méiglech an ouni d'Police an d'Justiz domadder méi ze belaauchten, respektiv der Police hir Alldagsaarbecht ze erliichteren an och den Drock vun de Justizautoritéiten ewechzehuelen, andeems elo eng Rei Saachen am Virfeld iwwert de Regimm vun den administrative Sanktiounen vun den Agents municipaux respektiv vum Fonctionnaire sanctionnateur ofgewéckelt ginn.

Grad och mat der Expressprozedur, et kéint ee bal soen TGV-Prozedur, vun den Taxes uniques vu 25 Euro kréien d'Gemengen eng relativ einfach an attraktiv Prozedur.

De Projet de loi 7124 zum Recours géint d'Sanctions administratives an de Projet de loi 7126 iwwert d'Erweiterung vun de Kompetenz vun den Agents municipaux hunn awer net just als Zil, den haitegen Agents municipaux d'Méiglechkeeten ze ginn, fir an hire Gemengen Infraktiounen kënnen feststellen, déi am Gemengepolicereglement mat administrativen oder penale Sanktiounen beluecht sinn, mee si hunn, wéi vum Rapporteur och erkläert, och d'Zil, de Gemengen ze erlaben, mat dësen Agenten och e Service de proximité kënnen unzebidden, dee Sensibilisatiounsaarbecht ka maachen an idealerweis duerch d'Presenz um Terrain d'Sécherheetsgefill lokal ka verbesseren an den Outsourcing vun esou Missiounen u privat Sécherheetsfirme ka verhënnern.

Zousätzlech kréien déi Agenten, Agents municipaux, déi de Promotiounsexame maachen, änlech Befugnisser wéi déi haiteg Bannhider, där hir Karriär mat dësem Gesetz auslaffe gelooss gëtt.

Als Gréng fanne mir och grad dee Volet immens wichtig a pertinent. Dës extra forméiert Agents municipaux kréien och am Beräich vum Fëschereigesetz, Hondsgesetz an dem Littering wichtig Kompetenzen a si kënnen och de Constat vun deene Verstéiss maachen, fir déi d'Policereglement penal Sanktiounen virgesäit a souguer fir verschidden Delikter.

Mir wëssen awer alleguerter, datt net nëmme d'Kontroll an d'Sanktiounen néideg si respektiv datt eng repressiv Politik eleng keng Problemer léist.

Fir déi gréng ass et duerfir extreem wichtig, datt mat dësem Projet d'Sensibilisatiounsaarbecht vun den Agents municipaux net vergiess gouf an datt

d'Méiglechkeet vun engem kommunale Service de proximité geschaaft gëtt. Wichtig Punkte sinn hei d'Sécherheet bei de Schoulen, Evenementer, geféierlech Situatiounen mellen a generell de Leit hëllefen. Dëst ass zwar scho gemaach ginn, ass awer elo iwwert d'Gesetz festgehalten.

Dir Dammen an Hären, mat dësem Projet de loi gi Froe gekläert wéi: Wien däerf wéini wat constatéieren? Wie kann et da wéi sanktionéieren? Wéi gëtt bezuelt? Wéi ass et mam Recours?

Realistescherweis muss ee soen, datt duerch déi vill Acteuren – Agents municipaux, Police, Fonctionnaires sanctionnateurs a Geriichter –, déi betraff sinn, an duerch déi nei Prozedur an deen neie Modell vun de Sanctions administratives dëse Projet noutgedrongen e Kompromiss ass, bei deem net all Fuerderunge vun alle Säite konnten iwwerholl ginn. Op dëser Plaz wéilt ech och speziell dem Syvicol e grouse Merci soe fir seng vill Iwwerleeungen, Remarken an detailléiert Avisen, och wann net all seng Proposen de Wee an dëse Projet de loi fonnt hunn. Duerfir froe si jo och no enger reegelméisseg Evaluatioun, fir d'Effikassitéit vum System ze analyséieren an do unzepassen, wou et Problemer gëtt.

Als Gréng gesi mir dat och esou. Ech hat dat jo och schonn ugedeit, a mir hu jo och eng entsprechend Motioun virleien.

Eng net oninteressant Propos vum Syvicol, déi d'Bestrofung vu klengen Infraktiounen kéint positiv ergänzen, ass, grad wéi an der Belsch, niewent den administrative Sanktiounen och d'Méiglechkeet vu Biergerleeschungen oder enger lokaler Mediation anzeféieren. Mir fannen dat eng interessant Iddi, déi een och eng kéier kéint analyséieren.

E weidere wichtige Punkt fir eis ass, datt d'Agents municipaux verflucht ginn, eng Formatioun an och Formation continue an de Beräicher Preventioun vun der Delinquance, Sensibiliséierung vun der Populatioun, Sécurité routière an Éischt Hëllef ze maachen, fir hir erweidert Attributiounen och kënnen kompetent auszeüben.

deéi gréng fannen et immens wichtig, datt déi Leit, déi fir d'Gemengen am öffentliche Raum solle fir Sécherheet suergen, gutt ausgebild sinn, besonnesch well si elo vill méi am direkte Kontakt mam Bierger wäerte sinn. Dialog a Feigefill sinn hei wichtig Aspekter, fir net permanent a Konflikt mat de Bierger ze kommen an hinne an Erklärungen kënnen ze ginn, fir weider Infraktiounen ze evitéieren.

Här President, ech wéilt dann awer och nach op e puer Punkten agoen, déi deene Grénge besonnesch um Häerz leien.

Do geet et engersäits ëm de Littering, eng Plo, déi ëmmer méi grouss gëtt. Duerfir huet den Ëmweltministère de 24. Juni och d'Campagne „Remix nature – but not like this“ lancéiert, fir fir dës grave Problem ze sensibiliséieren.

Wann ee gesäit, wat dës Deeg um Stauséi lass ass, wou Leit ongenéiert hiren Dreck op den ofgeleeënste Plaze grad wéi op den offizielle Plagen einfach leie loossen, da weess een, datt et urgent ass, datt dësen Text gestëmmt gëtt. D'Police kann dat net eleng regelen, well si hu scho genuch mat der chaotescher Verkéierssituatioun ze dinn, wou sech gradesou ongenéiert beholl gëtt.

De Stauséi an der Héichsaison ass e gutt Beispill, wou d'Police an d'Agent-municipalle sech kënnen ergänzen an eng koordinéiert Approche unhuelen. De Littering ass awer net nëmme um Stau eng Plo, mee och alldeeglech an de Gemengen. Illegal Depote vu Knascht op Parkingen oder Honnerten Zigarettestëmpercher um Buedem sinn zwee Beispiller.

D'Agents municipaux kënnen duerch hir Presenz um Terrain hei direkt intervenéieren a sanktionéieren an awer och sensibiliséieren a vläicht och bei méi quoquelege Situatiounen deeskaléierend awierken.

Den Haaptacteur ass a bleift awer d'Police. Wéi scho gesot ass déi awer net breet genuch opgestallt, fir all den Infrastrukturen aus dem Policereglement an all de Besoinen a Presenz um Terrain an u Sensibiliséierungsarbecht kënnen nozegoen. Och wann de Policeminister massiv rekrutiert, wäert dëst trotzdem net vun der Police kënnen iwwerall gemaach ginn. An do kommen dann déi nei Agents municipaux an d'Spill.

Als Gréng si mir op jidde Fall der Iwwerzeegung, datt d'Sécherheet an d'Iwwerwachung vum öffentleche Raum sollen an öffentlecher Hand bleiwen. An ech ginn dovunner aus, datt doriwir heibanne Konsens besteet.

Duerfir plädéiere mir derfir, datt gutt ausgebildeten Agents municipaux am öffentleche Raum solle fir e gutt Sécherheitsgefühl suergen an datt dës wichteg Missioun net u privat Sécherheitsfirme geoutsourcet gëtt.

Fir déi gréng kréien d'Gemenge mat dësen zwee Projet-de-loien e wichteg a laang gefrotent Instrument an hir Geschierkäsch geluecht. Et ass e wichtige Schrëtt an déi richteg Richtung, a mir wëllen all deenen, déi mat vill Gedold un der Ausaarbechtung vun den Texter bedeelegt waren, e grouse Merci soen.

An domat ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun zu deenen zwee Projet-de-loien.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Här Marc Hansen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jeff Engelen** (ADR) | Merci, Här President. Fir unzefänke wëll ech dem Här Dan Biancalana en härerleche Merci ausschätze fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Als ADR begrësse mer dëst Gesetz, well et eng Rei Virdeeler mat sech bréngt, déi et de Gemengen an Zukunft méi einfach mécht, fir séier an effikass géint divers Verstéiss kënnen virzegoen, déi bis elo praktesch ongestrooft bloufen.

Ech wëll an deem Zesummenhang betounen, datt Delikter wéi onnéideg Verschmutzung, Littering, Vandalismus, Kaméidi a weider Stéierung vum öffentleche Liewen traureg Phenomeener sinn, vun deenen haut keng Gemeng méi verschount bleift, sief dat am städteschen oder am ländleche Raum. Wéi mer dat iwwert déi lescht Jore gesi konnten, ginn dës Phenomeener leider ëmmer méi heefeg.

Ech erënneren an deem Kader zum Beispill un déi rezent Opreegung an der Stauséigemeng, wou Leit ongenéiert d'Natur voll mat Dreck getässelt hunn. Et ass kee Geheimnis, datt eis Police elo schonn dacks iwwerlaascht ass an et fir si dacks schwierig bis onméiglech ass, alle klengen Delikter nozegoen.

Kleng Delikter, wa se net bekämpft ginn, kënnen sech awer séier zu engem méi groussen Delikt entwéckelen. Ech erënneren hei zum Beispill un déi onsäglech Faiten, wa Persounen hire Müll illegal ofstellen, wat mat sech bréngt, datt anerer hinnen et nomaachen, an dann huet ee ganz séier Müllbirger doleien.

Duerch all déi opgezielten Delikter entwéckelen d'Birger berechtigterweis e grouse Frust, dee sech zousätzlech verschäerft, wa si d'Geffill hunn, datt

einfach näischt passéiert. Mir erwaarden eis also vun dësem Gesetz eng wierklech Verbesserung vun esou Situatiounen.

Wa mer och vun dësem Gesetz iwwerzeegt sinn, esou bleift dach nach eng Rei oppe Froen oder Remarken, déi ech hei wollt awer kuerz uschwätzen.

*(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)*

De Staatsrot an d'Autorités judiciaires hu ganz zu Recht drop higewisen, datt sech dëst Gesetz plazeweis an enger rechtlecher Grozon beweegt. Et geet notamant ëm d'Kohärenz vun der Stroferfolgung. De Staatsrot schwätzt vun engem méiglechen Interessekonflikt tëschent dem traditionelle Strofrecht an domat tëschent de Kompetenze vun den Autorités judiciaires op där enger Säit an dem Corps de police municipale op där anerer Säit, déi nieft der Police agéieren.

Eng weider Onkloerheet besteet allerdéngs bei der Formation vun de Gemengenagenten. Wa mir dëse Beamten zum Deel déi selwecht Befugnisser wéi der Police iwwerdroen, geet et da wierklech duer, datt si just un enger Zousatzformation deelhuelen? D'Autorités judiciaires werfen an deem Kontext ganz zu Recht déi Fro op, ob d'Agenten an deem Fall net integral déi selwecht Formation wéi d'Police-beamte misste kréien, wa si déi selwecht Aufgaben ausféieren. D'Gewalt- an Aggressionspotenzial beim Feststelle vun Delikter sollt ee wierklech net ënnerschätzen, an d'Beamte mussen iwwer all déi néideg Kompetenze verfügen, fir hirer Aarbecht op eng professionell Manéier kënnen nozegoen.

E weidere Problem, dee sech stelle kéint, ass, datt d'Gemengenagenten, wa si a verschiddene Gemengen hirer Aarbecht noginn, och ëmmer mussen am Bild sinn iwwert déi jeeweileg Bestëmmungen, déi dës spezifesche Gemeng grad getraff huet. Do muss ee jo wëssen, datt d'Gemengen de Kader selwer kënnen upassen. Hei dierf et net zu engem Duerjernee kommen.

Een Thema, dat eis als Partei och staark beschäftegt, ass iwwerdeems de Littering. Hei ass aktuell e Reglement an der Maach, wou bei Littering Strofe bis zu 1.000 Euro gefrot kënnen ginn. An eisen Aen ass et ze begrëssen, datt d'Strofen hei ugepasst ginn. Fir nëmmen ee Beispill ze nennen, et ginn der Honnerten oder vläicht nach méi: Mir hunn am Éislek zum Beispill eng Strooss tëschent Clief an dem Duerf Mecher, wou reegelméisseg ee Camion kéint geféllt gi mat Dreck, deen do ofgelagert ass, wat d'Leit absichtlech maachen. D'Gemengebeamte kënnen awer an deem Fall just eng Strof aussprieche tëschent 25 an 250 Euro. Hei bräicht et och eng Upassung an eventuell souguer eng Kompetenzerweiderung fir d'Gemengenagenten, well de Phenomeen Littering ass wierklech dramatesch.

Ofschléissend wëll ech nach d'Suerg vum Syvicol mat op de Wee bréngen, dee fäert, d'Gemenge kéinte séier un hir Grenze stoussen, wa si sech integral selwer ëm d'Beaarbechtung vun de Verwaltungsstrofe këmmere mussen. Dëst wär e risegen administrativen Opwand, an hei sollt de Staat eng Hand vläicht mat upake respektiv dës Aufgab iwwerhuelen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als ADR bleiwe mer hei weiderhi vum Notzen a vun der Noutwendegkeet vun dësem Gesetz iwwerzeegt. Am Hibleck op déi rechtleche Onkloerheete begrësse mer awer déi Motioun, déi elo abruucht gouf, datt dëst Gesetz periodesch muss analyséiert an evaluéiert ginn.

Wann dëst Gesetz bis a Kraaft ass, wäert sech zousätzlech um Terrain weisen, wou weider Onkloerheeten a Problemer bestinn. D'Gemenge mussen an engem

rechtleche Kader definéierte Kader schaffen kënnen. Des Weidere si mir der Meenung, an dat hu mir och scho bei anere Gesetzesprojeten ëmmer erëm betount, datt mir eng eenzeg Police zu Lëtzebuerg hunn a brauchen.

Zu der Kompetenzerweiderung vun de Gemengebeamte soe mir kloer Jo. Mir wëllen awer och eng kloer Kompetenzofgrenzung, soudatt dëse Gesetzesprojet och rechtlech d'Schinn hale kann.

Dat gesot, ginn ech d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren.

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Merci, Här Engelen. An déi nächst agedroe Riednerin ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Léink) | Merci, Madamm Presidentin. De Beruff vum Agent municipal, och Pechert genannt, ass keen einfachen. Mir haten do och eng Entrevue mat der ASAM, an déi hunn eis ganz vill Beispiller genannt, wou et wierklech net esou gutt ass.

Ech weess och, dass et oft zu konfliktsituatiounen kënnent beim Constatéiere vu Contraventiounen, wéi zum Beispill am Zesummenhang mam Falschparken. D'Leit maachen e Feeler, si sech däärs eigentlech och nach bewosst a loossen trotzdem hire Frust an Ierger um Pechert aus, deen de Feeler nëmme constatéiert huet. Esou Situatiounen sinn absolut net erfreeslech.

Am Kader vun dësem Projet de loi gouf dofir zu Recht d'Fro opgeworf, wéi een dëse Beruff méi valoriséiere kéint. Mir als déi Léink hätte begrësst, wann een de Fokus dorobber geluecht hätt, an d'Richtung vun engem Service de proximité ze goen, sous condition vun den entsprechehenden Formatiounen, déi iwwerengs och vun hinne selwer, vun de Pecherten, gefuerdert gi sinn an och immens wichteg sinn, fir dass d'Leit besser a méi forméiert ginn.

Méi prezis gesot heescht dat – ech zielen hei just e puer Punkten op –, dass d'Agents municipaux hëllef géifen, zur öffentlecher Sensibiliséierung bäizetroen, andeems si d'Leit zu all méigleche Geforen informéieren a sensibiliséieren, preventiv Aarbecht leeschten, andeems si iwwer méiglech Verstéiss géint Gesetzer a Reglementer oplären, oder zur Informatioun a Berichterstattung iwwer Sécherheits-, Ëmwelt- a Stroosseproblemer bäidroen, andeems si déi zoustänneg Services vun de Gemengen an dem Staat informéieren.

De Service de proximité ass en Deel vum öffentlechen Déngscht an net ze vergläiche mat zum Beispill private Sécherheitsfirmen, wier also ganz am Licht vun der Sensibiliséierung an der Preventioun ze gesinn, mat dem Schwéierpunkt, dee géif um Dialog mat de Leit leien.

Madamm Presidentin, wann elo, wéi virgesinn, d'Agents municipaux verschidde Situatiounen constatéieren kënnen, déi mat administrative Geldstrofe sanktionéiert ginn, a sous condition, dass si och d'Kompetenz kréien, zum Beispill de Procès-verbal vu Contraventiounen vun de rechtlechen Dispositiounen am Gemengereglement ze maachen, dann ënnersträicht dat kloer, dass de Schwéierpunkt op d'Sanktionéiere geluecht gëtt. Genee wéi zum Beispill bei der Thematik vun der Injonction d'éloignement denkt een nees, dass ee mat haarder Hand fir Disziplin an Uerdnung surgen muss.

Fir eis ass et allerdéngs e Fakt, dass uniforméiert Beamten, déi sanktionéieren, weeder edukativ nach sozial Mesuren ersetze kënnen, an et awer grad dës Mesurë sinn, déi als Éischt ugewannt sollte ginn, fir e

friddlecht Mateneen an enger Gesellschaft ze erméiglechen. Natierlech gëtt et och ëmmer erëm Leit, déi et net besser wëssen an déi da misste sanktionéiert ginn.

Ech ginn awer hei e Beispill zur Illustratioun: De Punkt 15 vum Artikel 3 vum Projet de loi soll et de Gemengen elo erlaben, déi Bierger mat enger administrativer Geldstrof ze sanktionéieren, déi hir Dreckschëscht virun der Zäit, déi vum Gemengerot festgeluecht gouf, op den öffentleche Wee virun d'Hausdier setzen. Sinn dat wierklech Situatiounen, déi mir nëmme mat enger direkter Sanktioun geléist kréien? Ech weess net, wéi Dir dat all handhaabt, mee wann ech do e Problem hunn, sichen ech d'Gespréich mat mengem Noper a mir probéieren eng Léisung ze fannen.

Do si mer eebefalls nees bei der Iddi vum Service de proximité an der Fro, ob et net méi effikass wier, d'Leit an enger éischter Linn ze informéieren an ze sensibiliséieren, dass et zum Beispill festgeluechten Auerzäite gëtt, an dass een dann eng Peine de police riskéiert, wann een déi weiderhin net beuecht. Firwat also direkt ëmmer sanktionéieren?

Madamm Presidentin, wéi an diversen Avisen opgeworf, beinhalt dëse Projet de loi och e grouse Risiko vun Inkohärenz. Ënner anerem stellt sech d'Fro, wéi eng Krittären dann elo rechtfertegen, dass genee dës 17 virgesinne Situatiounen mat enger administrativer Geldstrof sanktionéiert ginn an aner änlech Verhale weiderhi mat enger Peine de police, wou mer jo awer dann am Droit pénal bliewen.

Ech ginn nees e Beispill: Den Artikel 19 vum Stater Gemengereglement verbitt, den öffentleche Fridden duerch exzessiivt Gejälz a Kaméidi ze stéieren. Hei riskéiert een eng Peine de police, wat bedeit, dass mir am Droit pénal sinn. De Punkt 5 am Artikel 3 vum Projet de loi gesäit vir, dass een am öffentleche Raum net duerch Radioen an aner elektronesch Mëttelen den öffentleche Fridden duerch eng ze haart Lautstäerkt stéieren dierf. Hei riskéiert een eng administrativ Geldstrof. Wat rechtfertegt déi ënnerschiddlech Qualifizéierung tëscht dësen zwou zimmlech vergläichbare Situatiounen? Ass den Ënnerschied tëscht engem Verhalen, dat laut Artikel 3 duerch eng administrativ Geldstrof sanktionéiert gëtt, an dem Verhalen, dat weiderhin duerch eng Peine de police sanktionéiert gëtt, net zimmlech artifizuell an inkohärent?

Madamm Presidentin, ofgesi vun der Fro, ob et net méi effikass wier, fir fir d'Éischt ze sensibiliséieren an ze informéieren, amplaz direkt ze sanktionéieren, stellt sech och d'Fro vun der Effikassitéit, wann ee sech eenzeg an eleng op déi virgeschloen Dispositiounen konzentréiert. Wéi am Projet de loi festgehalen, huet en Agent municipal, dee reng d'Kompetenz huet, fir d'Infrafraktiounen ze constatéieren, déi zu administrative Geldstrofe féieren, awer kee Pouvoir d'enquête.

Een Avis verweist dofir zu Recht op d'Fro, wéi dann elo dësen Agent municipal déi responsabel Persoun ausfénneg mécht, wann hien zum Beispill constatéiert, dass een Etablissement aus dem Horeca-Secteur seng Terrass iwwert dee vum Gemengerot definéierte Perimeter eraus opgeriicht huet. Gëtt hei den Employé bestrooft, deen d'Terrass installéiert huet, oder wäerte mir deen oder déi sichen, déi d'gesetzlech Entscheedungsmuecht vun deem Etablissement hunn? Am leschte Fall: Wéi wäert den Agent municipal wéinst dem Mangel u Pouvoir d'enquête déi responsabel Persoun bestëmmen?

Eng aner Onkloerheet betrëfft d'Identitéitskontrollen. Den Artikel 5 vum Projet de loi gesäit vir, dass den Agent municipal bei Infrafraktiounen, déi mat enger

administrativer Geldstrof sanktionéiert ginn, eng Identitéitskontroll maachen dierf. Heifir dierf den Agent municipal allerdéngs nëmme d'Identitéitskaart froen. A wa sech d'Person weigert, riskéiert si zwar eng Amende pénale vu 25 bis 250 Euro, mee fir d'Identitéitsverifizéierung muss d'Police geruff ginn. Wat geschitt dann elo, wann d'Person, ier d'Police op der Plaz ass, einfach weidgeret, fortleeft? D'Weigerung, d'Identitéitskaart ze weisen, ass eng Contravention a keen Delit oder Crime. Mir sinn also ganz wäit ewech vum Zenario, deen am Artikel 43 vum Code de procédure pénale festgehalen ass.

De Commentaire des articles preziséiert hei: „Si la personne ne veut pas se laisser conduire devant un officier de police judiciaire, l'agent municipal ne dispose pas lui-même de moyen pour l'emmener, mais est obligé à appeler un officier de police judiciaire.“

De Parquet resuméiert dat Gesotent mam Saz: „[S]i la personne refuse de s'identifier à l'égard de l'agent municipal et continue son chemin, en attendant le déplacement sur les lieux de la police, le constat de l'infraction et sa poursuite risquent fort d'être compromis.“ Et bliewen also awer nach vill oppe Froen.

Weider muss ee sech froen: Wann Der de politesche Courage wierklech gehat hätt, fir den Agents municipaux effektiv méi Pouvoir ze ginn, fir déi aldeeglech Incivilitéete voire Contraventionne kënnen ze recherchieren, ze constatéieren an ze poursuivieren, dann hätt Der se kënnen a missen direkt an déi einzel Spezialgesetzter mat draschreiwene, wou de Gros vun deene 17 Punkten hei an enger änlecher Form souwisou schon dra virgesinn ass a wou genau Prozedure vun der Recherche bis zum Catalogue d'avertissements taxés schon existéieren, esou wéi d'Agents municipaux voire d'Bannhider vun engem gewëssene Grad u scho méi laang drastinn, wéi zum Beispill am Environnement, an den Dechets oder an der Fëscherei.

Stattdees gëtt elo hei probéiert, d'Rad nei ze erfannen, an eng schwéierfällg, onpraktikabel an alles wéi net simplifizéiert Procédure administrative – Schilda lässt grüßen! – gëtt erfiont, déi weeder d'Agents municipaux, d'Police, d'Justiz nach d'Gemengen an notament d'Gemengereceveuren arrangéiert. A wann et d'Zil sollt gewiescht sinn, fir eng Prozedur ze fanne voire ze erfannen, wéi d'Gemengen hir administrativ Sanktiounen dann elo endlech selwer an autonom kéinten ophiewe respektiv fir d'Gemengenautonomie an deem Punkt hei mordicus ze erhalen, andeems all Gemeng elo selwer kann decidéieren, wat fir eent vun deene schlussendlech awer national virgeschriwwene 17 Feelverhalen dann elo schlussendlech an hirer Gemeng als Contravention ugesi gëtt oder net an/oder och dierf sanktionéiert ginn oder net, spréich, ech ginn nees e Beispill, ob et zum Beispill eppes kascht, wann en Hond zu Bieleo op en Trottoir kackt, an et awer näischt kascht, wann dee selwechten Hond dee selwechte Koup op Escher Territoire dréckt. Da muss ee soen, dann hutt Der d'Erreeche vun Ärem Zil hei gänzlech verkackt!

*(Brouhaha et interruption par M. Dan Kersch)*

O, Här Kersch!

*(Hilarité)*

Här President, ech denken, ech iwwerraschen dann och keen, wann ech soen, dass mir an dëser Form de Projet de loi net matstëmme kënnen, wuel wëssend, dass eis Agent-municipallen dankbar sinn, dass no esou laanger Zäit, well et dauert scho vun 2008 un, iwwerhaupt eppes geschitt ass.

Fir eis wär do nach vill Loft no uewe gewiescht, fir en uerdentlechen Text ze presentéieren. Mir soen awer dem Dan Biancalana e grouse Merci fir säin

exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. An, wéi gesot, mir stëmme dat hei net mat. Mir sinn awer ganz d'accord mat der Motioun, déi d'Majoritéit op den Dësch geluecht huet, well mir denken – d'Gesetz gëtt jo esou oder esou gestëmmt –, dass et awer immens wichteg ass, dat am An ze behalen an och ëmmer erëm mat deene Leit, déi wierklech um Terrain awer geplot sinn, notament och d'Gemengen, net nëmme d'Agenten, a Récksprooch ze kucken, wéi een dat heiten dann awer punktuell kann a soll verbesseren.

Villmools merci fir d'Nolauschteren.

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Madamm Presidentin, ech ginn elo net nach eng Kéier op d'Zäitschinn a vum Gesetz, mee haut stëmme mer méi Kompetenze fir d'Agents municipaux, wat mer begrëissen. D'Gemengebeamte kréien domadder an Zukunft méi Kompetenzen, fir déi verschidden Infrafraktiounen kënnen ze bestrofen. Dat ass eng Léisung fir ganz vill Problemer, déi och a ganz villen Diskussiounen a leschter Zäit an der Chamber an de leschte Joren hei opkomm sinn. Dofir ass et hei haut eigentlech e ganz erfreeschen Dag, well dëse Gesetzestext haut d'Hürd vum Parlament wäert huelen.

Et si kleng Faiten, déi se elo wäerte kënnen bestrofen, 17 Stéck. Se goufen alluerguete schon eng Kéier genannt. Ech hat mer der och nach e puer opgeschriwwene: Hausdier net roueg, Hecke blockéieren, nach eng Kéier den Hondsdreck net ewechmaachen, dat ass schon eng Kéier alles genannt ginn. Dat Eenzeg, wat eis als Partei nach erfreet hätt, wär, wann zum Beispill méi Déiereschutz dra gewiescht wär, dass d'Agenten och hätte kënnen kontrolléieren, wa mam Déiereschutz eppes falsch ass an do hätte kënnen direkt handeln, sief dat en Auto, wou den Hond nach dran ass oder en Hond gëtt falsch gehalen un der Ketten. Dat ass alles eppes, wou een an Zukunft nach eng Kéier kann driwwer diskutéieren, dass se och d'Kompetenz kréien, fir den Déiereschutz besser ze kontrolléieren.

Wat eis erfreet, ass, dass Leit, déi sech zu Onrecht bestrooft fillen – dat wäert och virkommen, warscheinlech ganz minimal, mee et wäert virkommen –, d'Méiglechkeet kréien, fir awer um Verwaltungsgericht kënnen dogéint virzegoen an deementspreechend och do hir Etappen ze huelen.

Do muss een natierlech bedenken, dass elo vill där Taxe wäerte gefrot ginn an deementspreechend och eng Kéier misst diskutéiert ginn, ob mer do nach genuch Richter am Verwaltungsgericht hunn. Dat ass elo eng Kap vun enger anerer Kommissioun, mee ob déi nach esou nokommen herno bei den Demanden, déi d'Verwaltungsgericht wäert kréien, wa mer déi heiten Infrafraktiounen mat dramaachen.

Am Volleksmond huet ee jo och schon de Bannhider kennt. Et ware leider wéineg Gemengen, déi deen agesat hunn. Ech weess, et war och ganz komplizéiert an net esou einfach. Et huet een ëmmer geduecht: „A, elo kënt de Gesetzestext, da brauch ech elo kee Bannhider anzustellen!“ Mee dat heiten ass eigentlech eng Weiderentwécklung vun där Formule vum Bannhider, deen awer zimmlech positiv an den eenzele Gemengen ukomm war.

Et ass eng ganz gutt Approche, well d'Police gëtt nach eng Kéier entlaascht. A mir wëssen et alluerguete: Mir hunn einfach net genuch Policebeamten! Och wann der elo 200 nach eng Kéier duerch d'Policeschoul ginn, hu mer awer och erëm esou vill Leit, déi an d'Pensioun ginn. Dat heescht,



deementspriedend ass herno den Netto, wat erauskénnt, net esou héich wéi dat, wat elo duerch d'Policeschoul geet.

An dofir ass dat heiten eng Moosnam, déi wierklech der Police wäert an enger éischer Linn hëllefen, well et sinn eeben d'Kommissariater queesch duerch d'Land, déi u Personalmangel leiden. An duerch dës Mesure wäerte mer elo awer kënnen d'Sécherheet stäerken, net nëmmen d'Sécherheitsgefill, wat ganz subjektiv ass. Ech weess, d'Politiker schwätzen och gäre vum Sécherheitsgefill, mee eigentlech sollte mer eis un d'reell Zuelen an un d'reell Sécherheet halen an net just un d'Gefill. An dat heiten ass eng Moosnam, fir dass dës Sécherheet gestärkt gëtt.

D'Gemengebeamte kennen och déi lokal Reegelen, déi lokal Gesetzer, also d'Reglementer, besser. Well de Problem ass, an do huelen ech elo als Beispill bei mir d'Gemeng, do kommen da Polizisten aus der Nopeschgemeng. An anere Gemengen duerch d'Land ass dat nach vill méi, do si Policebüroen, déi hu sechs, siwe Gemengen, bis zu zéng Gemengen ofzeddecken. A wann een do mat de Policebeamte schwätzt, soe se och éierlech, datt et net esou einfach ass, ëmmer den Iwwerbléck ze behalen, wéi dat eenzelt Gemengereglement ass.

Dofir ass dat heiten elo e ganz gudde Schrëtt, fir dass déi lokal Agents municipaux kënnen ganz kloer soen: „Hei, dat dote steet awer bei eis am Gesetz, am Reglement esou an esou.“ Well de Polizist kann dat eeben net ëmmer wëssen. Dofir ass et och d'Policegewerkschaft, déi gesot huet, dass se averstanen ass mat dëser Mesure an dass et keng zweet Police ass an dass och am aktuellen Text keng Gefor ze erkennen ass, dass et dee Wee wäert goen. Well mir wësse jo alleguerten: Déi nei Agents municipaux kënnen keng Waffen droen, se kënnen keng Gewalt uwenden, si hunn net déi selwecht Méiglechkeete wéi eng Police. Dofir steet och guer net méi am Raum, dass dat herno eng zweet Police wäert sinn. Au contraire, se wäerten eis Police entlaaschten.

*(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)*

Et ass och e wichtige Punkt fir d'Ewechkomme vun de private Sécherheitsfirmen. Ech mengen, et iwwerrascht keen: Mir Piraten hunn eis déi ganzen Zäit vehement dergéint gewiert, dass déi am öffentliche Raum ënnerwee sinn. An dofir ass dat heiten elo d'Méiglechkeet fir déi Gemengen, déi bis elo Sécherheitsfirmen engagéiert hunn am öffentliche Raum, sief dat vu Parkauer zu Parkauer, wéi een et och ëmmer definiert huet, fir do e bëssen d'Gesetz ze ëmgoen, nach eng Kéier de Réckwärtsgang anzeleeën, fir dat elo mol korrekt op de Wee ze bréngen, fir dass se soen: „Mir huelen do eis Agenten, déi maachen dat, an déi kënnen deementspriedend eist Reglement dann och ëmsetzen.“

Deen eenzege Kritikpunkt, deen ech an der Praxis e bësse gesinn – wat e Problem ass –, dat ass, dass et fir de Bierger net einfach wäert sinn, herno ze wëssen, a wéi enger Gemengen elo wat ass. Ech weess, et ass d'Autonomie communale an et ass herno un de Gemengen, ganz fakultativ ze kucken, wat se dovunner ëmsetzen. Dat wäert et awer um Terrain sécherlech net méi einfach maache fir den eenzele Bierger, wann en ...

Ech schwätzen elo net vu Reglementer, déi ee betreffen, wou ee wunnt. Mee et geet ee jo och emol heiansdo op d'Musel, an den Norden, touristesch, egal, et ass een ënnerwee, an an där Gemeng ass dann en anert Reglement, wat d'Agente kënnen unwenne wéi dat, wat een doheim huet. Dat gesinn ech e bësse kritesch. Ech weess, mir sinn do e bësse méi kritesch allgemeng, wat d'Autonomie communale ubelaangt.

Mee an dësem Gesetz hu mer vill Punkten, déi fakultativ sinn. An deementspriedend wäert dat awer fir de Bierger net ganz einfach sinn. Mir hätten éischer geduecht, et wäere méi Punkten, wat ee muss maachen, a ganz wéineg fakultativer. Mee mir kënnen awer och elo domadder liewen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Goergen, erlaabt Der, datt den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Jo.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Här Goergen, Dir hutt selbstverständlich Recht. Fir de Bierger ass et net einfach, fir vu Gemeng zu Gemeng ze wëssen, wat en däerf a wat en net däerf. Mee dat huet awer eppes domat ze dinn, dass et a verschidde Gemenge verschidde Policereglementer gëtt. Mee dat ass awer e Problem, deen net onbedéngt eppes elo mat dëser Problematik ze dinn huet. Et ass einfach esou, dass mer ëmmer d'Fakultéit bei de Gemenge gelooss hunn, dass all Gemeng ka fir sech hiert eegent Policereglement bestëmmen an dass och opgrond vun deem Policereglement dann d'Sanktiounen erfollegen. Dat ass och elo schonn esou, éier mer dëst Gesetz stëmme.

Elo kann een dat allgemeng kritiséieren. Ech mengen awer, dass dat och e gewëssene Sënn huet, well et nämlech esou ass, dass eng Problematik an enger Gemeng sech ka verschidden zu enger anerer Gemeng duerstellen. An duffer reagéieren d'Gemengen och differenziéiert dorop.

Dat huet also Virdeeler, mee et huet awer och Nodeeler – dat ginn ech ganz gären zou – fir d'Transparenz a fir d'Informatioun vum Bierger. Mee u sech ass et awer, mengen ech, e gudde System, dee seng Preuvé gemaach huet an deen och elo duerch dëst Gesetz natierlech net méi oder manner belaauscht gëtt.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech ginn Iech do Recht. Et war jo bei dem Avis vum Staatsrot, wann ech mech richtig erënneren, an der Kommissioun, wou dat och opkomm ass, wou de Staatsrot och e bëssen de Wee gewielt huet wéi ech, fir dat e bëssen ze kritiséieren, dass een eeben elo iwwert d'Autonomie communale awer trotzdem ganz vill verschidde Faktoren huet.

A mir Piraten si jo bekannt derfir, dass mer dat éischer gäre méi einfach hätten, wéi herno mat den eenzele Gemengen Honnerte Reglementer ze hunn. Dofir, ech ginn Iech Recht, et ass net eleng dëst Gesetz, mee et betrëfft awer och dëst Gesetz mat. An esou, wéi de Staatsrot dat interpretéiert huet, war eeben och meng Interpretatioun, dass mer dat vereenheetlecht hätten, zumindest e Basispaket. An dann, wann ee gesäit, dass an enger Gemeng, wéi Dir et ugeschwat hutt, nach ganz aner Problemer sinn, kéint een do op eenzele Punkten noschaffen. Mee d'Basispaket wär dat selwecht fir de Bierger, egal wou een am Land ënnerwee ass.

Déi aner Fro, déi sech nach stellt, ass, wéi et herno am Praktische wäert oflafen. Verschidde Bierger sinn heiansdo ongedëlleg, dat wësse mer. Wéi ass et dann herno? Däerf de Bierger dann d'Police uruffen? An den Agent rufft herno d'Police, wann en ugeruff ginn ass, dass e soll dohinner goen? Do kann d'Ministes ch vlächte e puer Erklärunge ginn, fir dass mer herno net do duebel Aarbecht hunn. Well ech ka mer virstellen, dass e puer Bierger dann ongedëlleg sinn, an da rufe se einfach emol déi zwee un an da stoppe se de Chrono, wien als Éischten do ass. Wéi wäert dat herno an der Koordinatioun tëscht deenen zwee oflafen?

An da wäert sécherlech och eng Eerausforderung fir d'Gemengen d'Disponibilitéit sinn, fir Agenten zur Verfügung ze stelle ronderëm d'Auer. Mir schwätzen hei vun Nuetsrou. Virdrun, ech weess net méi, wien

et war, do hat een d'Beispill ginn, no 22.00 Auer ze méien. Mee et muss awer no 22.00 Auer och nach en Agent do sinn, deen dat ka kontrolléiere goen. Dat ass e bëssen déi praktesch Fro un d'Ministes ch.

Ech weess, dat sinn och d'Gemengen, déi dat maachen. Mee d'Gemenge brauchen awer och dat Geld an déi Ressourcen, fir dat herno kënnen ëmsetzen. Also, mir si komplett averstanen, mee et sinn eeben déi Froen, déi sech herno am Praktische wäerte stellen.

Et ass e ganz wichtige Projet, dee mir och haut wäerte matstëmme, well en dem Bierger eppes bréngt. E bréngt der Police eppes, e bréngt de Gemengebeamten eppes. A sech ass et en „all inclusive“, kéint ee bal soen, deen all den eenzele Leit, déi concernéiert sinn, wäert villes erliichter, soudass een haut och nëmme ka Jo dozou soen.

Ech hat mer och nach notéiert, dass een elo een, zwee Joer sollt waarden a kucken, wat op de Gerichter zum Deel erauskénnt a wéi eng Weeër déi eis weisen, wa Leit awer net averstane ware mat den Entscheedungen, beziungswies wat do erauskénnt. Ech hunn elo d'Motioun gelies vun der Regierung. Dir hutt elo dräi Joer dran, dat ass fir eis och vollkommen ok, soudass mir dat och wäerte matstëmme. Wichtig ass, dass een eng Kéier kuckt, wéi dat an der Praxis – eeben déi puer Beispiller, déi ech elo genannt hunn – wäert stattfannen, fir eebe vlächte, wann et sollt néideg sinn, dann an zwee oder dräi Joer eng kleng Verbesserung ze maachen. Ech mengen, et ass elo egal, wéini een et mécht, et soll just zäitno sinn, datt mer dat maachen.

Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Inneministes ch Taina Bofferding.

### Prise de position du Gouvernement

**Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | Merci, Här President. Och an der Politik gëtt et esou Momenter, wou een net méi esou richtig gleeft, dass se eng Kéier kommen. D'Stëmme vun dësem Projet de loi respektiv d'Aféierung vun de Sanctions administratives, d'Kompetenzerweiderung vun den Agent-municipallen an och d'Schafung vun engem Proximitésservice an de Gemengen ass sécherlech esou e Moment.

Et huet insgesamt 14 Joer gedauert. Véier Justizministeren, dräi Inneministeren an zwee Rapportere waren implizéiert, fir an dëser Matière ze legiferéieren.

Här Rapporteur, mat Ären zwee Rapporte bréngt Dir haut keng einfach Aarbecht op en Enn. An dofir soen ech Iech emol direkt Merci fir Är zwee Rapporten, déi Der gemaach hutt.

An Här Mischo, ech kann Iech soen, mir am Interieur, mir schaffe séier! Meng Leit si ganz fläisseg, mee och mir kënnen eis net iwwert d'Prozeduren ewechsetzen. Mee mir gi scho Gas.

Wéi gesot, en éische Versuch fir ze legiferéiere gouf et schonn 2008, dat vu mengem Virvirgänger, dem Här Halsdorf. No massive Bedenke vum Staatsrot huet hie jo deemools selwer de Projet zréckgezunn. A mä Virgänger, den Dan Kersch, huet dann eng Kéier en neien Ulaf geholl an 2017 e ganz neien Text op den Dësch geluecht.

Wann een esou en neie System aféiert, deen awer juristes ch e bësse méi speziell an och e bësse méi tricky ass, mengen ech, ass et meng Aufgab, eeben ze kucken, dass mer alleguerten déi juristes ch Froen

hei gekläert kréien, a virun allem, an dat war mir wierklech extreem wichteg, dass mer niewent dem Sanktionéieren eeben nach dee preventive Volet mat erakréien a mer doduerch eeben dee Proximitéits-service derbäigesat hunn, dee ganz kloer Missioun fir d'Agent-municipallen definéiert, an deene se nach kënnen zousätzlech aktiv ginn, fir d'Zesummeliewen an eise Gemengen ze stäerken, fir eeben och ze kucken, wéi dee Mateneen an de Gemengen nach besser kann encadréiert ginn. An ech weess, dass dat jo och e ganz grousst Thema a ville Gemengen ass. An dofir war et mir, wéi gesot, wichteg, hei och déi Preventioun nach mat eranzebrenge.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | A verschiddene Quartieren, an däers sinn ech mer als Innenministesch och bewosst, respektiv a verschiddene Gemenge besteet en Onsécherheetsgefill bei ganz ville Leit. An ech mengen och, dass et d'Flicht vun der Politik ass, dat net ze ignoréieren an eescht ze huelen an dass mer eis och doréms këmmere mussen.

Mee net iwweill ass automatesch de Ruff no méi Police déi richtig Äntwert. Fir dat erauszufannen, gëtt et u sech eng ganz einfach Approche, an zwar mat de Leit schwätzen, op d'Leit duergoen a wierklech nofroen, wat genau de Problem ass respektiv wéi een dann herno kann eng gemeinsam Léisung fannen.

Heiansdo kann, soen ech mol, eng besser Stroosbelichtung schon de Problem léisen, wann d'Leit sech a verschiddenen Ecker eeben onsécher spieren. Heiansdo sinn et esou ganz einfach kleng Gesten am öffentleche Raum, déi scho ganz Grousses kënnen bewirken. Heiansdo brauch et méi Streetworker. A jo, heiansdo brauch et och méi Police. An heiansdo kann, an dat hoffe mer dann elo mat dësem Gesetz, och d'Presenz vun den Agent-municipallen eng Léisung sinn.

Den Här Mischo an och den Här Goergen hunn an deem Kontext jo d'Fro opgeworf, wéi an Zukunft dann déi Zesummenaarbecht tëschent den Agent-municipallen an der Police soll konkreet um Terrain funktionéieren. Bon, ech verweisen hei un dee kommunale Preventiounskomitee. Wann ech et richtig am Kapp hunn, mengen ech, sidd Dir souguer als Buergermeeschter do President vun deem Komitee. Maja, ech invitéieren alleguerten d'Gemengen, déi déi vläicht elo an der Lescht net méi esou oft aberuff hunn, dat dann erëm méi reegelméisseg ze maachen.

Wichteg ass, dass eeben alleguerten déi concernéiert Acteuren un een Dësch bruecht ginn – ech denken eeben och un d'Gemengen, déi Streetworker hunn oder déi e Quartiersmanagement agefuert hunn –, fir dass ee wierklech alleguerten déi Concernéiert zesummen un een Dësch kritt a kuckt, wéi een do nach weider Mesurë kann huelen, wéi eeben herno déi Zesummenaarbecht um Terrain ka vereinfacht ginn.

D'Formatiounen – dat war eis och ganz wichteg –, d'Formatiounen hu mer zesumme mat der ASAM ausgeschafft, och a Concertatioun mat der Police, fir dass mer eebe grad Formatiounen hunn, déi och der Realitéit entsprechen, wéi d'Agenten herno hir Missiounen kënnen wouhuelen, fir se eeben esou terrainsno wéi méiglech kënnen auszeriichten.

Kloer ass, mat dësem Gesetz hei wäerte mer eng Valorisation vun der Roll vun den Agent-municipalle maachen.

D'Grondiddi ass et jo, dass déi méi kleng Verstéiss géint Gemengereglementer – d'Incivilitéiten, déi jo elo kee Mënsch als déi grouss Kriminalitéit géif bezechnen, déi awer d'Zesummeliewen an de Gemengen duerchauss scho kënnen stéieren –, voilà, dës

kleng Verstéiss sollen dann elo an Zukunft kënnen bestrooft ginn, an dat, ouni d'Police an och ouni d'Justice weider ze belaachten. Och dat ass e Punkt, deen haut jo schon e puermol an der Debatt ugeschwat ginn ass, deen extreem wichteg ass.

An dann ass et awer och wichteg, de Leit ze weisen, dass déi Saachen, déi se am Alldag stéieren, déi se och all Dag gesinn, an de Gemengen eescht geholl ginn an dass sech dréms gekëmmert gëtt.

Also, mat dësem Projet de loi wäert d'Presenz vun den Agent-municipallen an de Gemenge sécherlech nach gestärkt ginn. Si wäerten och eng gewësse Visibilitéit hunn. An dofir ass et wichteg, dass mer och dee Service de proximité hei aféieren, fir eeben op eng net repressiv Aart a Weis um öffentlechen Terrain, am öffentleche Raum kënnen aktiv ze ginn. E puer Missiounen, déi se nach hei bäikréien, hunn d'Kolleegen och elo schon hei opgezielt. Wichteg ass, dass mer hei eng ganz Lëscht dovunner hunn an dass eeben d'Gemenge sech och kënnen an hirem Service esou ausriichten, wéi si et fir néideg halen.

Wichteg ass hei, dass mer kucken, fir den öffentlechen Raum eebe méi sécher ze maachen an dass mer och d'Sécherheetsgefill stäerken, an dat eeben och mat preventive Moosnamen.

Zu der Fro vum Här Mischo, ob mer dann elo hei eng reegelrecht Karriär opwärtung maachen: Jo, doriwweir hate mer jo och an der Kommissioun geschwat. Mir hu jo déi Dispositiounen am Gesetz respektiv an de Reglementer, déi och schon an der Prozedur sinn, virgesinn. Vlächht fir awer nach eng Kéier ze preziséieren: Am Moment sinn d'Agent-municipallen am Groupe de traitement D2 agestuift, an duerch déi Kompetenzerweiderung wäert et dann eng Opwärtung an den D1 ginn. Dat betrëfft souwuel d'Agenten, déi haut schon an der Karriär sinn, wéi natierlech och déi, déi an Zukunft wäerten agestallt ginn.

An dann, dat hat Der jo och schon ugedeit, ass och virgesinn, dass se verschidde Primme kréien. Do ass virgesinn, eng Prime d'astreinte vun 12 Punkten ze kréien, eng Prime de risque non pensionnable vu 15 Punkten an eng Prime de fonction judiciaire non pensionnable vun 10 Punkten. Och dat alles hu mer esou verankert. An et war jo och ganz wichteg, dass mer niewent där Kompetenzerweiderung hei och deenen Zousazrevendicatiounen, déi vun der Gewerkschaft selwer komm sinn, Rechnung droen. An dat war en Accord, deen deemools mäi Virgänger Dan Kersch mat hinnen ausgemaach huet an deen ech natierlech och esou hei mat erageholl hunn.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | Dann déi zweet Fro nach vum Här Mischo: Ab wéini kënnen déi Agent-municipallen op dem Terrain aktiv ginn? Ben, e genauen Datum kann ech elo net direkt nennen. Dat hänkt jo emol dervunner of, ob d'Gemengen elo d'Decisioun huelen an der astellen. Et si jo net alleguerten d'Gemengen hei am Land, déi am Moment scho Pecherten oder Garde-champêtre beschäftegen. Dat heescht, dat ass emol als Éischt d'Decisioun, déi d'Gemeng muss huelen.

Et ass awer esou, dass d'Gesetz den 1. Januar d'nächst Joer a Kraaft trëtt an dass awer relativ séier, och schon am Ufank vum Joer, dee Punkt – d'Verstéiss, d'Dispositiounen, déi administrativ bestrooft ginn – agefuert kéint ginn. Also, d'aféierung vun de Sanction-administrativë kéint relativ séier sinn, wann dann dee Moment d'Gemengen d'est an hiert Police-reglement eranhuelen. An da gëtt et jo vun eis vum Interieur approuvéiert. Dat ass jo och nei, an et ass och gutt, dass mer hei eeben déi Approbatioun drop hunn, fir dat zemoos an enger éischer Phas awer mat hinnen zesumme kënnen ze kucken.

Dofir, Klammer op: Wa sollte Gemenge sinn, déi herno nach spezifesch Froen hunn oder wann nach iergende Klärungsbesoin sollt sinn niewent der Circulaire, déi mer erausginn, stinn natierlech meng Leit och zur Verfügung, fir dat mat de Gemenge ganz genau ze kucken, wann dann do nach sollte Froe sinn.

Dann déi aner Aufgaben, déi mer jo och elo nach hei virgesinn hunn, déi aner Dispositiounen, wou Avertissements taxés kënnen verhaange ginn oder déi eeben och penal bestrooft kënnen ginn, sinn déi Dispositiounen, wou dann d'Agent-municipallen als APJ (ndlr: Agents de police judiciaire) funktionéieren. Hei sinn extra Formatiounen virgesinn, déi se musse maachen. Déi wäerten och elo déischt Hallschent vum nächste Joer ulafen. Wéi gesot, wichteg ass hei eeben och d'Zesummenaarbecht mat der Gewerkschaft a mat der Police.

An dann deen anere Punkt: de Service de proximité. Och heifir hu mer eng Formatioun virgesinn. Dir hutt jo gesot, dass net jiddereen en Éischt-Hëllef-Cours huet. Dat ass richtig. An dofir ass dat och e feste Bestanddeel vun där Formatioun. An och dat wäert direkt d'nächst Joer ulafen, esou dass dat dann och relativ séier, wéi gesot, wann d'Gemenge sech dann dozou decidéiert hunn, kann emgesat ginn.

Eng lescht Remark awer nach zu de Cartes d'identité, well dat elo hei an der Diskussioun erëm opkomm ass, an effektiv hate mer och gréisser Diskussiounen dozou an der Kommissioun. Et ass richtig: D'Agent-municipalle sinn op dësem Punkt limitéiert an et kann ee soen, dass dat vlächht nach e gewësene Knackpunkt ass, dee mer hei haut nach net esou séier direkt geléist kréien.

Den Agent municipal huet an Zukunft d'Recht, d'Carte d'identité ze froen, mee en duerf se eeben net verifiéieren. Wann am Kader vun de Sanctions administratives eng Persoun hir Carte d'identité dee Moment net weist, mécht se sech strofbar a riskéiert dee Moment eng Amende vu 25 bis 250 Euro. Nëmme en OPJ, dat heescht en Officier de police judiciaire, kann d'Verifikatioun vun der Identitéit vun enger Persoun no enger gewësener Prozedur maachen, woubäi en des Persoun maximal sechs Stonnen um Policebüro ka festhalen.

A well dat mat hannendrunhängt, hate mer déi Diskussioun. Do hu mer fonnt, dass dat awer vlächht net grad elo a Relatioun steet zu deene Sanction-administrativen, déi mer hei aféieren, wann een herno, well een elo den Dreck vu sengem Hond net ewechgemaach huet, am schlëmmste Fall, wann ee seng Carte d'identité net weist, dann nach sechs Stonne kéint festgehale ginn.

Mee wichteg ass, dass jo elo déi Evaluatioun gemaach gëtt. Ech begrëssen dat och ausdrécklech, dass hei e Konsens ass. An da kann een eng Kéier iwwert deen dote Punkt kucken, ob een elo vlächht awer nach eng aner Teneur fënnt. Mee, wéi gesot, fir et elo esou anzeféieren, hu mer alleguerten als schwiereg empfongen, well mer awer mussen oppassen, dass mer net op eemol bei enger zweeter Police sinn. Well déi Grenzverännerung ass ganz no. A mir waren eis alleguerten eens, dass mer eng Police hei am Land hunn an dass eeben d'Agent-municipallen d'Police sollen ënnerstëtzen, hir ënnert d'Äerm gräifen. Mer sollen awer oppassen, dass mer net eng „Police bis“ aféieren.

Voilà, ofschléissend wëll ech nach eng Kéier betounen, dass mat dësem Projet de loi mer derfir wäerte suergen, dass d'Gemengereglementer, déi d'Gemenge sech selwer ginn, d'Policereglementer, respektéiert ginn. Et ass jo de Wunsch vu ganz ville Gemengen, dass eeben och e Suivi hannendru ka garantéiert

ginn. An ech muss soen, ech gesinn dat hei wierklech alles als eng absolutt Win-win-Situatioun. Engersäits kréien d'Agent-municipallen eebe méi Kompetenz bái a si kréien déi laang erwaart Karriärpöwerung, d'Valorisatioun vun hirem Beruff. Dat heescht, mir suergen derfir, dass dést Berufsbild weesentlech méi attraktiv gött an hoffen, dass nach méi Leit eeben och an de Gemengen déi Karriär do wäerten aschloen.

E weesentleche Punkt ass och, dass d'Police an d'Justiz hei entlaascht ginn. Dat heescht déi hu méi Zäit, sech em aner wichteg Dossieren ze këmmeren. A mir suergen eeben derfir, dass och konsequent duerchgegraff gött, dass, wéi gesot, d'Reglementer respektéiert ginn, an dass eis Gemengen an eist Land méi sécher a méi propper wäerte ginn.

D'Chamber liwwert haut de Gemenge mat dësem Projet de loi e ganz proppere legale Kader, fir d'Sanction-administrativen anzeféieren an och, fir de Service de proximité kënnen ze etabléieren. An als Interieur proposéiere mer nach zousätzlech Ënnerstëtzung fir d'Ëmsetzung vun de Policereglementer vun de Gemengen an, wéi gesot, d'Formatiounen, déi hannendrunnerhänken, a mir stellen och de Fonctionnaire sanctionnateur zur Verfügung.

Dir gesitt also, Här Engelen, Dir braucht keng Angscht ze hunn, mir loossen d'Gemengen hei net eleng! Au contraire, mir maachen dat hei wierklech zesummen. An dofir sinn ech och frou ze héieren, dass et hei awer e breede Konsens gött. An et ass eeben elo un de Gemengen, dës Mesurë respektiv dës administrativ Sanktiounen an hir Policereglementer ze schreiwene, dës opzehuelen, an natierlech dann och, wa se se dann an hire Reglementer stoen hunn, natierlech och dat néideg Personal ze rekrutéieren, Agent-municipallen anzustellen, se a Formatiounen ze schécken an eeben och esou e Service de proximité opzebauen, woubái ech wierklech hoffen, dass vill Gemengen dat maachen, well ech mengen, et ass wichteg, dass mer grad dee preventive Volet och ausbauen.

Voilà. Dat nach zu mengen Ausféierungen. Nach eng Kéier e grouse Merci fir de Support an och déi interessant Diskussiounen, déi mer haten. An da kucke mer an dräi Joer, wa mer d'Evaluatioun maachen, wéi wäit mer sinn. An ech mengen, et ass jo eng Bereetschaft do, fir dat do elo emol anzeféieren. Dann hoffen ech, dass natierlech ganz vill Gemengen, ...

*(Interruptions)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Wannechgelift, e bässe méi roueg!

**Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | ... wou jo och Leit heibanne vertrauede sinn, dann dovunner wäerte profitéieren.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. Dann ass d'Parole après ministre fir den Här Marc Goergen an duerno fir den Här Georges Mischo.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Madamm Ministesch, fir Är Erklärungen, woubái ech och ganz villes deelen. Dir hat just erëm d'Streetworker ugeschwat, an Dir sidd jo Inneministesch. Et ass jo esou: Et ass 50:50, dat heescht 50 % bezilt d'Gemeng, 50 % den Educatiounsministère. Et ass awer elo esou, dass mir an eiser Gemeng elo schon zwee Joer amgaange sinn. Mir als Gemeng géifen direkt esou e Streetworker astellen, och nach zwee, dat wär net de Problem, mee mer kréien ëmmer e Refus vum Educatiounsministère.

Dat heescht, Dir hutt hei gesot, dass d'Streetworker immens wichteg wäere fir dee Projet. An ech ginn Iech och Recht. Dat géif villes léisen. Mee intervenéiert Dir da vläicht eng Kéier beim Educatiounsministère, dass en d'Gemengen do méi ënnerstëtzt? Well wann deen e Refus gött fir d'Streetworker, déi hei ëmmer gelueft ginn, an et bleibt herno just bei de Gemengen hängen, hu mer och näscht geschafft.

An dann deen zweete Punkt: Dir hutt, wéi Der mech ugeschwat hutt, vum Komitee fir d'Sécherheet geschwat. Jo, wär et dann net och emol heiandsdo flott, wann d'Oppositioun en Zougang dozou géif kréien? Dir hutt gesot, d'Buergermeeschtere wieren dran, mee de Gemengerot, d'Oppositioun, hunn do guer keen Zougang. Mir wësse jo net, ...

**Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | Ech mengen ...

**M. Marc Goergen** (Piraten) | ... wien do dran ass. Mir hunn do kee Member dran, also, ausser, et wär just an enger Gemeng, déi ech gutt kennen, esou, dass d'Oppositioun do keen huet.

Meng Fro virdu wa jo déi vun der Koordination, wéi et herno ofleeft, net dass herno souwuel d'Agenten dohinner fuere wéi d'Police. Ech weess elo net, ob de Komitee dat herno léist.

**Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | Jo.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Mee et muss jo herno einfach dat Praktescht sinn am Alldag, wéi ech a menger Ried gesot hunn: Wien dohinner fiert, wéi dat koordinéiert ass mat der Police. Gött et do eng gemeinsam Datebank? E gemeinsame System? Déi musse jo iergendwéi sech koordinéieren, soss fuere der ëmmer zwee op d'Plaz, well de Bierger ongedëleg ass an en einfach déi zwee geruff huet.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen. Dann och vläicht direkt den Här Georges Mischo.

**M. Georges Mischo** (CSV) | Jo, merci, Här President. Merci, Madamm Minister, fir d'Äntwerten an och d'Erklärungen. An Dir hat et virdrun ugeschwat: De Comité de prévention, dee kënn zu Esch zwee- bis dräimol pro Joer reegelméisseg och mam Här Oswald a mat der Police zesummen.

An da kann ech och dem Här Goergen eventuell an Ärem Numm äntweren, dass bei eis zu Esch allegueren d'Partei mat vertrauede sinn. Dat heescht, allegueren déi, déi am Gemengerot vertrauede sinn, sinn och am Comité de prévention mat derbái. Voilà.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Mischo. An da ginn ech d'Wuert zréck un d'Madamm Inneministesch.

**Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | Gutt, ech weess elo net, wat déi konkret Fro ass. Vum Här Goergen sinn ech gewinnt, dass en ëmmer seng, soen ech emol, Problemer aus senger Gemeng mat an d'Chamberskommissioun a mat an d'Chamber bréngt.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Hien ass net deen Eenze-geng!

*(Coups de cloche de la présidence)*

**Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur | Bon, firwat Der e Refus vum Educatiounsminister kritt hutt, kann ech Iech net soen. Am beschten, Dir schwätzt direkt mat em an Dir frot dat no. Dir gesitt e jo och reegelméisseg. Ech mengen, dat wär weesentlech méi einfach.

An effektiv, den Här Mischo huet jo schon drop reagiert, dass an deem Preventiounskomitee duerchaus och d'Oppositioun dra ka vertrauede sinn. A wann dat an enger Gemeng net ass, bon, ech stellen déi elo net zesummen, mee ech géif natierlech jidderengem recommandéieren, deen interesséiert ass, sech do ze melle fir matzeschaffen. An ech sinn awer sécher, dass och d'Gemengeresponsabel, d'Buergermeeschteschen an d'Buergermeeschteren, frou sinn, wa Leit sech mellen, fir do eng Hand mat unzepaken.

A fir de Rescht hutt Der jo awer ganz vill Méiglechkeeten, als Gemengeconseiller dat doten Thema mat op d'Dagesuerdung ze bréngen. Ech mengen, do wäerten Iech jo awer sécherlech d'Iddeen net ausgoen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci. An dann huet d'Madamm Asselborn-Bintz d'Wuert gefrot.

**Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP) | Merci, Här President. Ech wéilt och dem Här Goergen kuerz äntweren. Bei eis an der Gemeng ass d'Oppositioun och vertraued am Comité de prévoyance.

Ech wollt awer och eppes aneres soen, ...

**Plusieurs voix** | Prévention!

**Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP) | Prévention, pardon, Prévention! Entschëllegt.

Dat mat de Streetworker, ech mengen, Dir verwiesselt do eppes. All Gemeng kann esou vill Streetworker astelle wéi se wéilt. Mee wann Der een iwwert d'Jugendhaus astellt, deen de MENJE zur Hallschent matfinanzéiert, da muss de MENJE och jo soen. Mee dat ass just an der Konventioun mam Jugendhaus zesummen – well mir hunn een –, an dat ass eng aner Geschicht, wéi wann Dir een normale Streetworker an enger Gemeng wéilt astellen. Dat wollt ech just einfach soen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Asselborn-Bintz. Ech mengen, deem ass näscht méi bäizefügen. Den Här André Bauler huet awer nach eng Fro.

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Ech wollt der Madamm Minister d'Méiglechkeet ginn, fir d'éischt emol op déi dote Froen ze äntweren, soss gött dat däärs Gudden awer e bässe vill.

Ech kommen nach eng Kéier op d'Polizeireglementer zréck, dat émsou méi, well ech reegelméisseg héieren, dass Leit wierklech gehäit si mat Kaméidi, deen zu Zäite gemaach gött, wou en net däerf gemaach ginn. A Pabeier ass bekanntlech gedëlleg. Mee wa mer vu Pabeier schwätzen: Ech hu mer soe gelooss vu Kolleegen, dass et eebe Gemenge gött, déi kee Polizeireglement hunn. Dat ass dat Eent. Dann hu mer et mat enger Diversitéit vu Polizeireglementer ze dinn. Dat ass dat anert.

A fir mech stellt sech awer eng evident Fro, ob et net Sënn géif maachen, wann een deene Leit, iwwert déi mer hei geschwat hunn, den Agents municipaux, eventuell d'Méiglechkeet géif gi vun enger Mutatioun, also vun enger Gemeng an déi aner ze mutéieren, fir dass se net allkéiers mat neien Texter, déi awer schon ënnerschiddlech sinn, konfrontéiert ginn, ob et net Sënn géif maachen, déi Texter awer ze harmoniséieren, och wa vläicht eng Uniformisatioun kee Sënn mécht, awer se zumindest ze harmoniséieren.

Et gött Gemengen, déi wéllen zesummeschaffen, a schaffen och zesummen, mee se hunn awer vläicht fënnef, sechs verschidde Polizeireglementer. Et ass awer am Klengen, wou d'Zesummenaarbecht ...

(Éternuement)

... Gesondheet! ... an déi gutt Concertatioun ufänken.

Elo wollt ech Iech froen – dat ass dann d'konkreet Fro –, ob Der gewëllt sidd, fir op ee Wee ze goen, wou Der mat de Gemengen nach eng Kéier an d'Diskussioun kommt, fir dat ze verbesseren, an ob Der eventuell och an deem Sënn mam Syvicol géift en eescht Wuert schwätzen.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Bauler. An ech ginn d'Wuert zrëck un d'Madamm Inneministesches.

**Mme Taina Bofferding**, Ministère de l'Intérieur | Bon, ech mengen, Dir kéint jo emol hei e kleng Versuch starten an d'Kolleginnen an d'Kollegen, déi an de Gemengen aktiv sinn, froen, wat se da vun Ärer Propos do halen. Mir hunn 102 ënnerschiddlech Gemengen an déi sinn eeben derfir responsabel, ze kucken, wéi si hiren öffentleche Raum wëllen a puncto Sécherheet reegelen. An ech mengen, dass et och de Gemengen oblait, dat selwer kënnen ze reegelen. An ech gesinn et awer als schwiereg, als Inneministesches elo eng Virgab ze ginn, eebe well d'Gemengen esou ënnerschiddlech sinn.

Et ass richteg, dass et och Gemenge gëtt, déi nach kee Reglement hunn. An dat wäert ech och eng Kéier an der Circulaire prezisiéiere respektiv ech wäert se nach eng Kéier opfuere, dass se awer gebiede sinn, sech e Reglement ze ginn. Et mécht duerchhaus Sënn, fir scho Verschiddenes ze reegelen. Mee, wéi gesot, d'Gemenge sinn esou ënnerschiddlech, do musse mer awer einfach där Diversitéit Rechnung droen.

Nach eng Kéier, wann eng Gemeng awer elo sollt e Problem hunn, fir en neit Reglement opzestellen, si mir bereet, do eng Hand mat unzepaken. A wann d'Gemenge gewëllt sinn, sech e Règlement type ze ginn, da sinn ech ganz bei Iech. Ech mengen, dat ass dee Moment de Syvicol, dee sech da soll mat de Gemengen un en Dësch sëtzen. Da kënnen si eebe kucken, ob ee kann esou eng Ebauche ausschaffen. Mir sinn och gäre bereet, do eng Hand mat unzepake mat eiser Expertis.

Mee, wéi gesot, do ass d'Autonomie communale. Ech weess, dass net jiddere se gutt fënnt, mee ech als Inneministesches hale se awer héich am Interêt vun eise Gemengen. An, wéi gesot, wann ech kann hëllef, maachen ech dat ganz gären. Mee och d'Gemengen hunn eng gewësse Responsabilitéit, an dat ass och gutt esou.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci der Madamm Bofferding. Den Här Bauler huet nach eng Zousazfro.

**M. André Bauler** (DP) | Nee, Madamm Minister, et ass keng Fro. Ech wollt Iech just soen: Dat berouegt mech dann. Et ass genee dat, wat ech gemengt hunn: dass Der do géift e pedagogeschen Effort maachen.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci fir déi Confirmatioun. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7124. Den Text steet am Document parlementaire 7124<sup>15</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7124 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen bei 2 Nee-Stëmmen uegheoll.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Viviane Reding (par Mme Diane Adehm), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Cécile Hemmen) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par M. Marc Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

*Ont voté non* : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7126. Den Text steet am Document parlementaire 7126<sup>21</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7126 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet ass mat 58 Jo-Stëmmen bei 2 Nee-Stëmmen uegheoll.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert),

Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par M. Marc Hansen), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

*Ont voté non* : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

**Motion 1**

Mir kommen elo nach zur Ofstëmmung iwwert déi Motioun, déi bei dësem Projet deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert dozou ergräifen? Den Här Georges Mischo.

**M. Georges Mischo** (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wollt nach eng Kéier ennersträichen, dass ech et schued fannen, dass mir als Oppositionspartei net gefrot gi sinn, oder als CSV net gefrot gi sinn. Well ech mengen awer trotzdeem, dass et evident a logesch ass, dass eng Evaluatioun vun deem dote Gesetz gemaach gëtt, fir Adaptatioune kënnen virzehuelen. Voilà, mir wäerten awer déi do Motioun matstëmmen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Mischo.

Wien d'accord ass, fir dës Motioun à main levée ofzestëmmen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

(Assentiment)

**Vote sur la motion 1**

Wien ass d'accord mat dëser Motioun?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg uegheoll.

Mir sinn domadder um Schluss vun der Sitzung vun de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.00 Auer nees zesammen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 10.49 heures.)

## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique\*

M. Fernand Etgen, Président

### 2. 7777 – Proposition de révision des Chapitres IV et Vbis de la Constitution\*

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Charles Margue

### 3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Charles Margue\*

M. Charles Margue

### 4. 7777 – Proposition de révision des Chapitres IV et Vbis de la Constitution (suite)\*

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (suite) : M. Charles Margue

Discussion générale : M. Léon Gloden (intervention de M. Gusty Graas) | Mme Simone Beissel (intervention de M. Gilles Baum) | M. Mars Di Bartolomeo | M. Fernand Kartheiser (dépôt de la résolution 1) | Mme Nathalie Oberweis (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Sven Clement et M. Fernand Kartheiser) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. Sven Clement (parole pour fait personnel)

Premier vote constitutionnel sur la proposition de révision de la Constitution 7777

Résolution 1 : M. Mars Di Bartolomeo | M. Léon Gloden | M. Charles Margue | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement | M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Yves Cruchten) | Mme Nathalie Oberweis | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Gilles Baum (intervention de M. Fred Keup) | Mme Josée Lorsché | M. Sven Clement (intervention de Mme Josée Lorsché) | Mme Josée Lorsché (intervention de M. Sven Clement) | M. Claude Wiseler (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

Vote sur la résolution 1 (rejetée)

### 5. Dépôt d'une demande d'organisation d'un referendum tel que prévu à l'article 114, alinéa 3 de la Constitution\*

Exposé : M. Fernand Kartheiser

### 6. Déclaration gouvernementale sur l'avis complémentaire du groupe ad hoc d'experts sur l'instauration d'une obligation vaccinale contre la Covid-19 ..... p. 29

Déclaration : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de Mme Octavie Modert et M. Claude Wiseler)

### 7. 7749 – Projet de loi portant organisation de l'établissement public « Média de service public 100,7 » et portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques ..... p. 31

Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications : M. Pim Knaff

Discussion générale : Mme Diane Adehm | Mme Francine Closener | Mme Djuna Bernard | M. Fernand Kartheiser (interventions de Mme Djuna Bernard et M. Fred Keup) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias (interventions de M. Fernand Kartheiser et Mme Octavie Modert)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7749 et dispense du second vote constitutionnel

### 8. 7877 – Projet de loi portant modification :

**1° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;**

**2° de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques** ..... p. 36

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle : M. Guy Arendt

Discussion générale : M. Gilles Roth (intervention de M. Fernand Kartheiser) (dépôt de la demande de vote séparé sur les articles 21 et 22) | Mme Carole Hartmann | Mme Cécile Hemmen | M. Charles Margue (intervention de M. Sven Clement) | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Yves Cruchten, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et M. Fred Keup) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement | Mme Diane Adehm (interventions de M. Sven Clement et M. Mars Di Bartolomeo) | M. Mars Di Bartolomeo (interventions de Mme Diane Adehm et M. Sven Clement) | Mme Diane Adehm (parole pour fait personnel) (interventions de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et M. Mars Di Bartolomeo) | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de Mme Diane Adehm et M. Gilles Roth)

Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Sven Clement, M. Yves Cruchten et Mme Diane Adehm) | Mme Diane Adehm (parole après ministre) | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Premier Ministre Xavier Bettel | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. le Premier Ministre Xavier Bettel | Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Vote séparé sur l'article 21 du projet de loi 7877 (adopté)

Vote séparé sur l'article 22 du projet de loi 7877 (adopté)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7877 et dispense du second vote constitutionnel

### 9. 8002 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 mai 2014 relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois en vue du financement des travaux d'extension et de perfectionnement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois ..... p. 48

Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler

Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Yves Cruchten | M. François Benoy | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8002 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert, Vice-Premier Ministre ; Mme Corinne Cahen, Ministre.

\* Les points 1. à 5. de cette séance publique ont été publiés dans une édition spéciale sur les révisions de la Constitution.



## 6. Déclaration gouvernementale sur l'avis complémentaire du groupe ad hoc d'experts sur l'instauration d'une obligation vaccinale contre la Covid-19

**M. Fernand Etgen, Président** | Mir héieren haut de Mëtteg eng Deklaratioun vun der Regierung zum Avis vun dem Expertegrupp iwwer eng méiglech obligatoresch Covidimpfung. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

**M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État** | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci, dass ech haut de Mëtteg virun Är Chamber d'Wuert dierf ergräifen. Erlaabt mer och, d'Madamm Tanson ze

entschëllegen, déi am Ausland Verpflichtungen huet, an och der Gesondheitsministesch Merci ze soe fir d'Disponibilitéit an och d'Ëmswitchen, fir kënnen haut hei ze sinn.

Et ass, Här President, fir d'zweete Kéier innerhalb vun e puer Méint, dass ech hei an dësem Haus virun Iech stinn, fir am Numm vun der Regierung eng Deklaratioun zum Sujet, an zu engem ganz sensible Sujet, deem vun der Impfflicht, hei ze maachen. Dëst eleng ënnersträicht, dass keen, weeder d'Regierung nach d'Chamber, sech d'Diskussioun ronderëm d'Impfflicht einfach wëllt maachen. An dat ass e Constat.

Ganz am Géigendeel, d'Regierung huet am Ufank vum Joer jo och eng Deklaratioun an dësem Haus gemaach an och eng breet Consultatioun lancéiert,

wou mir net nëmmen dei politesch Parteien an der Chamber, mee och eng Rëtsch vu gesellschaftlechen Acteuren ëm hir Meenung gefrot hunn, well eng Impfflicht am Fong och just ëmsetzbar ass, wa se och d'Zoustëmmung kritt vun enger breeder politescher an och vun enger gesellschaftlecher Majoritéit, dat heescht, dass se gedroe gétt – net nëmmen hei am Haus, mee och dobaussen.

Dat hunn ech deemools op dëser Plaz och scho gesot, dass et fir mech wichtig wier, dass een net en 31:29 bei esou enger Fro géif kréien. Dat war deemools richtig an et ass och haut nach ëmmer richtig.

D'Regierung huet och all dës Meenunge considéréiert, fir zwee Gesetzestexter auszeschaffen: een Text iwwer eng Impfflicht fir d'Leit iwwer 50 Joer an een

iwwer eng sektoriell Impfflicht am Gesondheets- an och am Fleegeesektor. Et sinn dës déi zwou Impfflichten, déi den onofhängegen Experte-Grupp nach a sengem éischten Avis och recommandéiert hat.

Zanter der leschter Woch läit ons jo och deen zweete Rapport vun deem Experte-Grupp vir. Tëschent deenen zwee Avise leien net nëmmen e puer Méint, mee, ech muss Iech och soen, ganz vill nei wëssenschaftlech Erkenntnisser, déi den Experte-Grupp och berücksichtegt huet.

Geneesou wéi Dir an der Chamber hat och d'Regierung d'Geleechenheet, d'lescht Woch mat den Experten en Echange ze hunn an iwwer hir nei Recommendationen kënnen ze diskutieren an hinnen eeben och Froen ze stellen. Et wier net gutt gewiescht, wann nach oppe Froen net beäntwert gi wieren, ier ee Konklusionen zitt. An et muss een awer feststellen – an ech weess net, ob dat dee selwechte Constat ass, dofir ass eeben deen Debat muer och immens wichteg –, dass dee Rapport awer ganz differenziéiert war, och déi Analys ganz differenziéiert war vis-à-vis vun där, déi se awer nach am Januar och bei eis gemaach hunn.

Dass déi Presentatioun méi differenziéiert war, dat ass déi Analys, déi mir gemaach hunn, mee déi hunn eis d'Experten am Fong och selwer confirméiert. Si hu fir d'éischt nach eng Kéier widderholt, dass et déi richteg Entscheidung war, an engem zweete Rapport déi nei Erkenntnisser iwwert den Omikron, déi nei Variant, och ze analysieren an d'Modellisatioun iwwer verschidden Zenarioen auszeschaffen.

Hiren eegenen Aussoen no ass den éischten Avis geschriwwen ginn an enger Period am Fong vun enger Iwwergangsphas, déi een hat tëschent enger Delta- an enger Omikron-Variant a wou een awer och nach net genau an deem Moment gewosst huet, wéi de Verlaf vum Omikron wär. Mir hunn d'Delta-Variant kennt, dat war jo déi, déi hei zimmlech present war. Mee mir hunn eng Omikron-Variant du frësch entdeckt.

Haut wësse mer, dass den Omikron sech am Fong vill méi séier verbreet, dass vill méi Leit krank ginn. Mee mir wëssen awer, dass d'Repercussiou, dat heescht, den Impakt vun enger Omikron-Variant net méi dat ass, wat mer bei enger Delta-Variant kennt hunn.

Ech brauch Iech jo net ze soen, dass d'Zuele ganz héich sinn, och am Moment! Also d'Omikron-Variant leeft. A mir hunn haut iwwer 1.200 Infektiounen – op den Dag vun haut. Mee mir hunn op den Dag vun haut a mat deenen Zuelen, déi ech elo just vun der Gesondheitsministeresch matgedeelt kritt hunn, nach 29 Leit op Soins normaux. Dat heescht, et soll een net maachen, wéi wann de Virus fort wier! Mee mir hunn null Persoun op Soins intensifs am Moment – null! –, bei 1.200 Infektiounen op den Dag vun haut.

Also dowéinst: Et soll kee mengen, de Virus wier ganz fort. Mee den Impakt vum Omikron am Verglach zu deem, wat mer bei Delta haten, wou mer awer e Prozentsaz ... An Dir kënnt Iech nach erënneren, wéi gesot ginn ass: „Jo, esou vill Prozent vun deenen Infektiounen riskéieren, op eng Intensivstatioun ze kommen.“ Dat ass haut net méi richteg! Mir gesinn haut mat enger Omikron-Variant eng Diffusion très large, eng Ustiechungsquot, déi vill méi héich ass, mee op jidde Fall och e schlëmmen Verlaf, dee vill méi kleng ass.

An da gëtt et awer och nees ganz nei Elementer. Dat hunn d'Experte jo och gesot. Mir hunn Traitementer haut, déi mer deemools net haten! Mëttlerweil kann ee bei vulnerabele Patienten, déi séier no hirer Infektioun mat esou Medikamenter (veuillez lire: mat esou Medikamenter traitéiert ginn), déi mer deemools net

haten, souguer am Januar net haten, och e schlëmmen Verlaf op jidde Fall vill méi kleng kréien.

An all dës nei Erkenntnisser sinn also zesumme mat den neisten Zuelen aus dem Inland an och aus dem Ausland – et huet ee fir d'Analys och musse kucken, dass bei eis et elo Summer ass, mee op anere Kontinenter ass am Moment schonn de Wanter amgaangen, wou een och Analyse ka maachen – an d'Modellisatioun agefloss, déi den Notze vun enger Impfflicht a verschiddenen Zenarioen ausrechne soll. Dat waren all déi verschidde Facteuren, déi mer haten.

Bei der Analys, bei der Konklusioun vun den Experte kënnt ee jo am Fong zur Konklusioun, dass et siwen Zenarioe gëtt. Si hunn déi jo och erkläert. Et gëtt siwen Zenarioen, mee et ass an engem – an engem! – vun deenen Zenarioen, wou am Fong eng Impfflicht ze recommandéieren ass. A wann ee souguer dee Saz kuckt, dee se d'leschte Kéier nach rajoutéiert hunn, soe si, dass se eng Impfflicht recommandéieren, wann een dee schlëmmsten Zenario gëif kréien, a soss net! Dat heescht, bei sechs aneren Zenarioe gëife se keng Impfflicht recommandéieren!

Dat muss een alles am Hannerkapp hunn, well et ass ze einfach ze soen, dass d'Experte gesot hunn: „Et muss eng Impfflicht kommen.“ Neel! Si hu gesot: „Et soll eng Impfflicht kommen, wann dee schlëmmsten Zenario vun deene siwen Zenarioen, déi mer ausge-rechent hunn, gëif a Kraaft trieden.“

An et soll een och net vergiessen: Si schwätzen och vun enger dräifacher Konditioun! Dat heescht, éisch-tens muss et eng Virusvariant sinn, déi méi ustiechend ass – dat heescht, eng, déi wierklech ustiechend ass –, mee déi och méi schlëmm Konsequenz mat sech bréngt wéi dat, wat mer beim Omikron hunn. Dat heescht, eng, déi esou änlech geféierlech ass wéi déi, déi mer virdu kann hu mat Delta. Mee dat heescht, dass e Virus muss kommen, dee méi geféierlech ass wéi dat, wat mer am Moment hunn, an deen dann och am Fong de Gesondheidssektor géif u seng Limite bréngen.

Zweetens muss och e Vaccin do sinn, deen effikass ass vis-à-vis vun där Variant. Also ech muss Iech ganz éierlech soen: Et ass schwéier, elo e Vaccin ze hu fir eng Variant, déi mer nach net kennen! Well hei si jo Hypotheesen, wou mer gëife soen, mir gëifen e Vaccin kreéieren, dee mer missten hu fir eng Variant, déi mer am Moment och nach net hunn! Dowéinst: Et si ganz, ganz vill Hypotheesen.

An deen drëtte Punkt, deen awer ganz wichteg ass: dass d'Experte soen, dass se vun engem Impftaux vun 100 % ausginn. Här President, kommt, mir sinn awer éierlech mat eis selwer! 100 % vun de Leit iwwer 50 Joer, déi dann dräimol respektiv véiermol och misste geimpft ginn! A mir hu laang mat den Experten iwwert déi Premiss geschwat, well – on se voile pas la face –: Mir kréien ni 100 % vun de Leit geimpft! Mir hunn och d'Analys gemaach vun deenen anere Länner, wou eng Impfflicht do war, a mir hu gesinn, dass den Impakt vun där Impfflicht am Fong awer zimmlech schwéier kéint sinn, fir op en Impftaux vun 100 % ze kommen.

An ech muss Iech soen, fir eis: 100 % Impftaux wier jo dann en Impfwang! An eng Garantie kann ech Iech ginn, Här President: dass et mat dëser Regierung an dëser Majoritéit op jidde Fall ni zu engem Impfwang wäert kommen! Eng Impfflicht ass eppes, wat mer analyséiert hunn, wat och nach weider mat deenen Texter, déi mer iwwerschaafen ... Mee en Impfwang kënnt fir dës Majoritéit op jidde Fall net a Fro!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | D'Experten hunn och am Fong eis Analys gedeelt, dass een en deementsprechende potenziellen, theoretischen Impakt vun enger Impfflicht, an och den Impakt op d'Intensivbetter, am Fong no enne misst revidéieren, well mer net op 100 % géife kommen.

A fir eis ass dese Constat och ganz wichteg, well den Impakt, dee mer jo ëmmer virun Aen hunn, an ech wëll elo net op d'Vergaangenheet ... A mir kréie jo elo och iergendeng Kéier d'Etüd vun der OCDE presentéiert, wou mer dann dee Moment eeben d'Analys musse maachen. Well, an ech hunn dat schonn hei gesot, Här President, an ech soen dat och hei nach eng Kéier virun Iech: Mir hunn net alles perfekt gemaach, mee et hat kee vun eis e Buch, wou alles drastoung, wéi et misst goen. A mir hu ganz, ganz vill Saache proposéiert kritt. An ech gesinn, den Här Wiseler schonn, dee mech hei kuckt. Et ware Pisten! An ech wëll net deen Exercice maache fir ze soen: „Deemools hat Der Onrecht“, „Deemools hat Der Recht“, „Deemools hat Der Onrecht.“ Ech géif dat net gutt fannen, well et hat kee vun eis d'Formule magique – keen!

Mee ech muss Iech perséinlech soen – an et ass net u mir, eis eng Zensur ze ginn –: Wann ech awer kucken, wéi mer den Equiliber fonnt hunn, a virun allem, wéi mer d'Chamber awer ëmmer matagebonnen hunn, da si mer vis-à-vis vun anere Parlamentarier, vis-à-vis vun anere Länner awer, kommt, da si mer eis awer plus ou moins eens. An ech wëll hei net der Regierung op d'Schëller klappen, well mir hunn hei zesumme mat der Chamber geschafft, mee als Classe politique hu mer et fäerdegbruecht, awer dee richtegen Equiliber ëmmer ze halen.

Fir eis muss d'Proportionalitéit eeben och gi sinn. An Dir hutt jo och d'Madamm Tanson héieren op der Pressekonferenz, dass d'Proportionalitéit ee vun de Facteuren ass, dee vun der Jurisprudenz zrëckbehalde ginn ass, fir eeben och eng Impfflicht kënnen ze justifiéieren. Fir eis ass eng Proportionalitéit net nëmme politesch wichteg, mee si ass och juristescht wichteg. An do wësse mer, dass am Moment och déi Konditiounen net erfëllt sinn.

Mir gesinn och, dass – ech hunn et virdrun och gesot – déi 31:29 ... Fir eis ass et ganz wichteg. An ech wëll just drun erënneren, dass mir hei bei eng Impfflicht vun ab 50 gaange sinn an dass eng grouss Partei, an et ass net meng, hei fir ab 18 plädéiert huet! Dat soll een net vergiessen. Am Januar ass hei plädéiert gi fir eng Impfflicht ab 18 Joer!

*(Brouhaha)*

Neel, ech wëll elo net ... Mee mir hunn en Debat gehat a mir hunn ... Et war eng Impfflicht ab 18 Joer. A fir mech ass ganz, ganz wichteg, dass mer et haut fäerdegbréngen, Konsenser ze sichen, do wou Konsenser sinn.

Ech hunn dës le départ gesot an där doter Fro, dat hunn ech Iech schonn deemools gesot: Hei en Text mat 31:29 wier politesch e Feeler! Wéi solle mir de Leit dobaussen erklären, dass se solle matmaachen, wa mir heibannen eis zerstreiden a mat där klengst-méiglecher Majoritéit dat heite géifen duerchkréien?

Dowéinst, Här President, ech sinn och frou, dass ech matkritt hunn ... Well ech weess zwar net, firwat mer de Freideg net deen Debat scho konnten hunn, well déi meescht vun Iech hu scho Positioun geholl d'lescht Woch. Dat heescht, mir hätten och scho kënnen e Freideg den Debat hunn.

*(Brouhaha et interruption par Mme Octavie Modert)*

Mir hunn en elo op haut vertaagt. Deen een oder aneren ... An et ass och, well d'Madamm Modert déi

ganzen Zäit draschwätzt an ech net verstinn. Oder Dir frot d'Wuert, da versti mer Iech alleguerten, Maddamm Modert. Da musst Der op de Knäppchen drücken, an da lauschttere mer no.

*(Hilarité et interruption par la présidence)*

Mee de Fait ass ...

**Mme Octavie Modert (CSV)** | Echaachen!

**M. Claude Wiseler (CSV)** | Kommt, mir maachen dat elo calme!

**M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État** | Jo, mee si schwätzt déi ganzen Zäit, ech héiere mech selwer net!

**Mme Octavie Modert (CSV)** | Ech hunn eppes bei Iech geliert.

**M. Fernand Etgen, Président** | Den Här Premierminister huet d'Wuert an hien däréif schwätzen. Mee hei si vill aner Leit, déi draschwätzen.

*(Brouhaha)*

**M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État** | Just, Här President, fir Iech ze soen, dass et fir mech wichtig ass, dass mer et fäerdebréngen. Ech probéieren en plus vu Konsensus ze schwätzen. Dir gesitt, et ass awer net mat jiddwerengem evident.

*(Interruption)*

Här President, fir eis ass et wichtig, dass mer prett sinn. Mir wëllen nämlech keng Zäit verléieren. Et ass awer schwéier. Mir hunn elo och Diskussiounen bei eis am Regierungrot gehat: Solle mer den Text da formell deposéieren oder net deposéieren? De Problem ass, wa mer en Text formell deposéieren, musse mer och en Exposé des motifs hunn. An en Exposé des motifs kann net sinn: „vläicht“, oder am Fong e Lückentext, dat heescht, dass mer keen Exposé des motifs hunn an da schreiwé géifen, dass deen Exposé des motifs dann definéiert gëtt dee Moment, wou dann d'Rechtskräiftegkeet sollt gemaach ginn.

Duerfir huet d'Regierung éischtens den Debat vun haut wëllen ofwaarden, ier mer d'Texter unhuelen. Déi huele mer e Freideg am Regierungrot dann och un. A mir wäerten déi dann och op den Instanzewe – awer informell – bréngen, dat heescht, dass mer dem Staatsrot, och de Chambres professionnelles, och der Chamber den Text géife ginn, fir dass mer, wann den Text misst gestëmmt ginn, och esou séier wéi méiglech kéinten duerchkommen.

Dir wësst, dass mer jo och Diskussiounen hate vun den Experten iwwert dee Regéister vun den Impfungen vun de Leit, déi an de Fleegeheemer oder och an den Altersheemer schaffen. Do gëtt juristescht gekuckt, wéi dat kéint gemaach ginn. A wann dat méiglech wär, da kann ech Iech soen, dass och d'Familljeministescht eis scho matgedeelt huet, dass se direkt bereet wier, mat der Santésministesch, wann et juristescht fest ass, och an déi Richtung kënnen ze schaffen.

Här President, ech wëll just ee Punkt widderhuelen, dee ganz, ganz wichtig ass. Et ass net, well mer elo keng Impfflicht maachen, dass d'Leit net solle geimpft ginn. Dir wësst jo, dass och d'EMA en Avis ginn huet. An d'Madamm Gesondheitsministesch, mat där ech och gëschter driwwer geschwat hunn, waart op den Avis vum CSMI fir deen Alter vu 60 Joer, dee vun der EMA proposéiert ginn ass. An d'Madamm Gesondheitsministesch wäert och an den nächste Regierungsréit eeben déi Pist wëllen op den Ordre du jour bréngen, fir dass mer dat, wat d'EMA oder wat den CSMI eis dann eeben och seet, kënnen weider maachen.

Mee mir wëssen, dass awer eng véiert Impfung fir déi vulnerabelst Leit wichtig ass. An de Message

vun hei: Keng Impfflicht soll net heesche „keng Impfung“! D'Impfung ass nach ëmmer déi bescht Léisung. Vläch net, fir de Virus net ze kréien, mee fir e schlëmme Verlaf ze verhënneren.

Ech wëll hei den Experte Merci soen, Här President, de fënnf Experten, déi eng Aarbecht gemaach hunn, déi eis vill gehollef huet, fir hei duerch dësen Debat ze kommen, an déi ganz, ganz wäertvoll och war, fir den Istzustand ze maachen, an op déi mer och eis Decisiounen konnt baséieren.

Ech wëll Iech soen, dass dës Regierung hannert der Wëssenschaft steet an och hannert deem onermiddlechen Asaz vun der Wëssenschaft. Well gleeft mer, wa mer keng Recherche gehat hätten, wa mer keng Wëssenschaft gehat hätten, wa mer keng Doktere gehat hätten a Spezialisten, déi déi lescht Méint a Joren op deem Virus geschafft hätten, hätte mer och keen Impfstoff haut an da wiere mer och net an där Situation, an där mer haut sinn. Duerfir hinnen e ganz, ganz grouse Merci. An ech freeë mech op den Debat vu muer.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci dem Här Staatsminister Xavier Bettel. Déi uschléissend Debatt féiert d'Chamber muer de Moien um 8.00 Auer.

## 7. 7749 – Projet de loi portant organisation de l'établissement public « Média de service public 100,7 » et portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

Als nächste Punkt um Ordre du jour kënnt de Projet de loi 7749 iwwert de Radio 100,7. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert kritt elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorablen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

### *Rapport de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications*

**M. Pim Knaff (DP), rapporteur** | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Radio 100,7 gouf 1991 mam Gesetz vum 27. Juli gegrënnt. Sait 1993 ginn dann och Emissiounen op dëser Well iwwerdroen. Saitdeem proposéiert deen – wéi et och op hirem Site steet – „eenzegene öffentlech-rechtliche Radio zu Lëtzebuerg“ Programmer op Lëtzebuergesch, mat engem Fokus op Informatioun, Kultur, Divertissement a mat engem Akzent och op klassescher Musek.

No 30 Joer Aktivitéit ass allerdéngs de Moment komm, den Etablissement Radio 100,7 op de Leescht ze huelen. Dëst war och schon am Koalitionsaccord ugedeit ginn. Et war och eng express Demande vum Radio 100,7, fir méi prezis Krittären an och nei Reegelen a Garantien ze kréien. Geplangt waren eng Reflexioun iwwert de Rôle an d'Missioun vum soziokulturelle Radio, eng Analys, fir eventuell d'Missioun vum Radio unzepassen, de legale Kader an och d'Verwaltung vum Radio ze adaptéieren, dëst fir den 100,7 un internationalen Standarden an der Matière unzepassen, allerdéngs ouni d'Besoine vum Land a vum Public aus den Aen ze verléieren.

Mam Projet de loi 7749 ass dësse Projet dann och den 20. Januar 2021 deposéiert ginn. Der Kommissioun ass en den 20. Abrëll 2021 presentéiert ginn. Et sinn eng 14 Avisen zu dësem Projet erakomm, ganz vill och vun Etablissementer, déi am Beräich Télé- a Radiodiffusioun kënneg sinn. D'Avis vum Staatsrot koumen en éischten de 26. Oktober 2021 an den Avis complémentaire den 31. Mee 2022. De Rapport gouf den 21. Juni vun dësem Joer an der Digitalisationskommissioun ugeholl.

Èm wat geet et an dësem Projet? Et geet, wéi gesot, notamment drëm, de Radio „de service public“ ze stäerken doduerch, dass säi Kader adaptéiert gëtt, dëst duerch en eegent Gesetz, dann och dorëm, seng Missioun grad wéi och anerwäitig Aktivitéiten, déi hie mëttlerweil och ënnerhëlt, ze preziséieren, d'Verwaltung ze moderniséieren a säi Finanzement an domat seng Existenz op laang Zäit ze assuréieren.

De Projet de loi huet 22 Artikelen, op déi ech eenzel wäert agoen. Viroop: Den offiziellen Term am Projet ass „Média de service public 100,7“. Ufangs war ugeduecht, fir och den Term „Média 100,7“ am neien Text unzewenden. De Staatsrot huet dëst allerdéngs net fir néideg empfonnt, soudass am Text den offiziellen Term bäibehale gouf. Der Einfachheet halber a fir e bessert Versteesdemech géif ech mer erlaben, et a menger Ried beim „Radio“ oder beim „Radio 100,7“ ze beloossen. Den offiziellen Term ass a bleift awer deen, wéi en och am schrëftleche Rapport ze fannen ass.

An engem éischten Artikel kritt de Radio dann d'Personalitéit juridique zougesprach. Den Artikel 2 hält fest, dass säi Siège iwwer Règlement grand-ducal gereegelt gëtt.

Den Artikel 3 dann hält dem Radio seng Missioun fest, déi da wieren: en öffentleche Radiosdängscht ze leeschten, 24 Stonnen am Dag a 7 Deeg an der Woch Emissiounen ze assuréieren, dëst mat Fokus op Informatioun, Kultur an Divertissement. Och déi national politesch Aktualitéit soll e Bestanddeel vum Programm sinn. D'Emissiounen sollen neutral an onofhängeg sinn. An de Radio soll ënner anerem och seng digital Offer ausweiten, fir esou de Programm ze komplettéieren a besser ze maachen.

Wat den Artikel 3 ugeet, do hat de Staatsrot am éischten Avis eng Opposition formelle ausgeschwat. D'Missioun vum Radio sollte méi kloer a virun allem méi ausféierlech etabliert ginn, dëst konform mam Artikel 108bis vun eiser Verfassung.

Den Artikel 4 da concernéiert d'Permissiounen an d'Frequenzen, den Artikel 5 d'Principes de gouvernance, also d'Verwaltung.

Dann zum Artikel 6 iwwert d'Indépendance éditoriale: Och bei der Fro iwwert de Contenu hat de Staatsrot eng Opposition ausgeschwat. Wat d'Opsetze vun Emissiounen an dem Programm ugeet, huet de Staatsrot gefrot, an deem Text ze preziséieren, wie fir dës Tächen zoustänneg wier a wie berechtigt wier, op dësem Punkt Decisiounen ze huelen. Hei ass et dann elo och esou, dass wann de Generaldirekter an de Chefredakter net enger Meenung sinn, déi zwee de Verwaltungsrot kënnen consultéieren. Deen ass dann och dofir zoustänneg, ëmmer derfir ze suergen, dass déi redaktionell Onofhängegkeet erhalte bleift. An ech mengen, dee wichtigste Punkt an deem Gesetzestext ass den Artikel 6, deen och de Statut rédactionnel festleet an en place setzt, wou de Verwaltungsrot zesumme mam Chefredakter an och mam Directeur général sech am Virfeld hir Reegele fixéieren, wéi se wëllen d'Indépendance garantéieren.

Mam Artikel 7 gëtt e „Conseil des auditeurs“ agefouert, soi-disant e Rot da vun den Nolauschterer. Dee besteet aus Leit aus dem Public, déi op d'mannst zweemol am Joer fir hire Feedback iwwert d'Aarbecht vum Radio allgemeng consultéiert ginn.

D'Artikelen 8, 9 an 10 bezéie sech op d'Attributiounen, d'Kompositioun an d'Organisatioun vum Verwaltungsrot, deen och engem interne Règlement an engem Deontologiecode wäert ënnerleien.

Den Artikel 11 beschäftegt sech mam Generaldirekter, deen d'Decisiounen vum Verwaltungsrot

exekutiert, d'Gestion journalistesche an och d'Direktion vum Programm ënnert dem Contrôle vum Verwaltungsrot an an der Mesure vu senger Pouvoiren assuréiert. Och hei hat de Staatsrot drop bestanen, d'Rechter an d'Flichte vum Generaldirekter, a grad och vis-à-vis vun engem Verwaltungsrot, ganz prezis ze definéieren, wat gemaach ginn ass.

Den Artikel 12 beseet, dass d'Regierung e Kommissär benennt, deen d'Aktivitéit vum öffentleche Radio wäert iwwerwaachen. Dese Kommissär ass bei de Sitzung vum Verwaltungsrot derbäi a ka sech och als Beroder mat abréngen. Hien huet och en Informatiounsrecht a ka bei den Aktivitéite grad wéi och iwwert d'Decisionen, déi dat Finanziell betreffen, matbestimmen.

Zum Finanzement an de Comptes annuels: Den Artikel 13 gesäit eng järelech Dotatioun à charge vum Staatsbudget vir. De Montant ass an der Konvention tescht dem öffentleche Radio an dem Staat festgehalten. D'Comptes annuels ginn all Kéier um Enn vum Joer clôturéiert, wéi dat am Artikel 14 och steet.

Den Artikel 15 gesäit vir, dass de Programm vum Radio am Fong keng Publicitéit virgesäit. Eenzel Emissiounen kënnen emol vu Personnes morales finanziell ënnerstëtzt ginn am Echange dofir, dass si hiren Image, hir Aktivitéiten oder hire Projet kënnen promouvéieren. D'Programmation an de Contrôle iwwert d'Emissiounen bleiwen awer zu all Moment beim Etablissement. Kannersendungen kënnen par contre zu kengem Moment parrainéiert ginn.

D'ALIA, d'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel, assuréiert laut Artikel 16 vum Projet de loi dann och d'Surveillance vun den Inhalter vum Programm.

Um Schluss vum Projet definéieren nach e puer méi kleng Dispositionen dann dem Radio seng Obligation ze diffuséieren, steierlech Dispositionen a vereenzelt Dispositions modificatives an transitioires.

D'Denominatioun vum Etablissement – ech hat et am Ufank schon eng Kéier ernimmt – an dann och den Intitulé vum neie Gesetz ginn an den Artikelen 21 an 22 festgehalten.

Fir dee gesamten Detail an déi eenzel Avisa géif ech op mäi schrëftleche Rapport verweisen. E grouss Merci un d'Kommissioun vum Digitalisatioun an de Medien an un all d'Fonctionnairen an héijer Beamten, déi um Projet de loi matgeschafft hunn. Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Une voix** | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci dem Här Rapporteur Pim Knaff.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm ageschriwwen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

**Mme Diane Adehm (CSV)** | Här President, d'Press gött dacks als „vierte Pouvoir“ an eiser Demokratie bezeechent. A faktesch ass si dat och. Si ass e wichtigen, jo, zentralen Acteur am öffentlechen a politesche Liewe vun eisem Land. Duerfir ass et wichteg, eng staark Press ze hunn, eng Press, déi onofhängeg a villfältig ass. D'Press huet sech an de leschte Jore vill verännert a weiderentwéckelt. A si huet sech digitaliséiert, sou wéi déi meescht vun eis iwwergens och.

Haut kritt den 100,7 endlech en eegestännegt Gesetz an domadder och en neien Numm. Bis elo gouf de soziokulturelle Radio nämlech iwwert d'modifizéiert

Gesetz vum 27. Juli 1991 iwwert d'elektronesch Medien gereegelt, gewässeremosses also nach am digitale Mëttelalter.

E grouss Merci soen ech dem Pim Knaff fir säin exzellente schrëftlechen a mëndlechen Rapport an och merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Mediekommissioun, well et war wierklech eng Zesummenaarbecht, déi mer als Parteien, géif ech soen, alleguerten haten, fir deen heite Projet op d'Féiss ze kréien.

Ech kommen dann zrëck op de Gesetzesprojet. De Gesetzesprojet gött dem 100,7 eng Mission de service public, déi ganz kloer definéiert gött. An dat ass och gutt esou.

Mir sinn och frou als CSV, dass de Finanzement vum 100,7 weiderhin iwwer eng Konvention mam Staat gereegelt gött an dass déi och direkt iwwer e puer Joer leeft. Dat gött nämlech dem 100,7 eng gewisse Planungssécherheet iwwer eng gewisse Zäitspan. Ausserdeem ass den 100,7 esou net vun eventuelle Rundfunkgebühren ofhängeg.

Et gött dem 100,7 och erlaabt, aner Missiounen ze erfëllen, awer ëmmer am Kader vu senger Mission de service public. Natierlech muss dat dann och um Niveau vun der Kontabilität kloer getrennt ginn.

Als CSV begreisse mir et och, dass en Zuhörerrat geschaaft gött. Dëst ass eppes, wat am Ausland scho laang existéiert. Am Gesetzesprojet ass virgesinn, dass diesen Zuhörerrat mindestens zweemol am Joer muss consultéiert ginn. Hei soll et dann ëm de Programm vum 100,7 goen, seng Evaluatioun oder eventuell nei Projeten.

Zu diesem Punkt soe mir allerdéngs ganz kloer an däitlech, dass d'Zukunft eis weise wäert, ob diesen Zuhörerrat fonctionéiert oder ob gegebenefalls muss un der gesetzlecher Basis nogebessert ginn. Et steet nämlech net am Text, wéi deen Zuhörerrat sech soll zesummesetzen, op wéi enger Basis d'Leiterausgesicht ginn a wéi laang si kënnen Member dowunner sinn. Mee vum Prinzipp hier ass et gutt, de Feedback vun de Leit eescht ze huelen. Dat gött fir all Pouvoir iwwergens, fir eis heibannen, fir d'Regierung an och fir d'Press.

D'CSV begreist och d'Indépendance éditoriale an dass déi am Gesetz festgeschriwwen gött. Dëst ass e wichtige Punkt, dee vu ville Säite gefrot ginn ass. An et ass ganz kloer festgeluecht, wat geschitt, wann et sollt Divergenzen tescht der Direktion an dem Chefredakter ginn.

Wat d'Zesummesetzung vum Verwaltungsrot vum 100,7 ugeet, esou ass virgesinn, dass nach just een Drëttel vun de Membere vum Staat genannt ginn an déi aner zwee Drëttel vum Verwaltungsrot selwer solle virgeschloe ginn. Dëst solle Leit aus dem sozialen a kulturelle Liewe si mat den néidege Kompetenzen, fir dësere Aufgab nozekommen. Et gött des Weidere prezisiéiert, dass déi Leit net därefer Salaré vun engem aneren Editeur sinn oder Salaré vum 100,7 selwer. Dës Leit dären awer am Verwaltungsrot vun engem aneren Editeur setzen. Hei wäert d'Zukunft eis weisen, ob dës Leit wierklech onofhängeg wäerte sinn oder net.

D'Zukunft wäert eis am Allgemenge weisen, ob dëst Gesetz an der Praxis fonctionéiert oder ob gegebenefalls muss nogebessert ginn. Well um Enn kënt et op eng ausgewogene global Offer fir d'Leit un, digital analog, an op e Contenu, deen uspréchend ass an och d'Leit iwwerzeegt, an dat souwuel wat eng méiglechst ëmfaassend Informatioun ass, awer och eng qualitativ héichwäerteg Ennerhaltung, a béide Fäll wa méiglech esou faarweg a villfältig wéi eist Land a seng Leit.

Als CSV gi mir op jidde Fall eisen Accord zu diesem Gesetzesprojet. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Madamm Adehm. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Francine Closener (LSAP)** | Merci, Här President. Léif Kollegeginnen a Kollegegen, et dierft Iech net iwwerraschen, dass d'LSAP voll a ganz hannert diesem Gesetzesprojet steet. Et ass iwwerfällig, dass den 100,7 en eegent Gesetz kritt an domadder net nëmme symbolesch, mee ganz reell gestärkt gött. Wou a wéi, dat huet de Rapporteur jo ganz am Detail erkläert, merci duerfir.

D'LSAP steet zu diesem Gesetz, well mir prinzipiell a schonn ëmmer zu öffentlech-rechtleche Medien stoungen a stinn. Et ass ganz einfach esou, dass et de Radio 100,7 unni den Asaz vun Robert Krieps ni ginn hätt. „Krieps est le vrai père de la radio“, huet d'„Land“ 2008 deemools geschriwwen, wéi de Radio säi 15. Anniversaire gefeiert huet.

An dobäi war den Ufank vum Radio, wéi en 1993 fir d'éischt on air gaangen ass, nu wierklech net ganz einfach. Anescht wéi an deene meeschten anere Länner waren zu Lëtzebuerg jo déi Privat vir an net déi öffentlech-rechtlech. An esou munchereen och hei am Haus huet deemools d'Noutwendegkeet vun esou engem Radio a Fro gestallt. Net jidderee war drun interesséiert, dass sech en neie Radio etabléiere sollt. Et gouf haart Widerstänn an d'Tatsaach, dass de Radio bis 1997 just nomëttes gesent huet, huet dierfe senden, huet natierlech och net zu senger Gonschte gespilt.

Mee trotz deem Géigewand huet de soziokulturelle Radio sech behaapt an ass zu enger fester Gréisst ginn an eiser Medielaandschaft. E stellt a senger Form en Unikum zu Lëtzebuerg duer, eebe well et eisen eenzegen 100%eg öffentlech-rechtleche Sender ass. An duerfir ass et ëmsou méi wichteg, d'Onofhängegkeet vu senger Redaktioun ze garantéieren.

D'LSAP trëtt a fir onofhängeg Medien. Onofhängeg net nëmme par rapport zu groussen ekonomeschen Acteuren, déi iwwert d'Envergure vun hire Publicitéitsbudgeten, vun de Reklammen, déi se schalten, Afloss op privatwirtschaftleche Medien kënnen huelen, mee d'Medien müssen och der Politik géigeniwwer onofhängeg sinn. Duerfir ass et gutt, dass am Fall vum 100,7 an Zukunft d'Majoritéit vun de Membere vum Verwaltungsrot net méi duerch d'Regierung ernannt ginn.

„Ouni fräi Medien keng Demokratie“, dat ass beileiwe keng Floskel! Am Géigendeel, dat kann een eigentlech net dacks genuch widderhuelen an Zäiten, wou en autokratesch gefeiert Land säin Noper iwwerfällt a seng eege Populatioun geziilt iwwert dee Krich desinforméiert.

Als LSAP sti mir, wéi gesot, fir den Ausbau vun öffentlech-rechtleche Medien, awer och fir Medipluralismus zu Lëtzebuerg. Wéi mer heibanne viru Kuerzem iwwert d'Finanzéierung vum Service public vun RTL bis d'Joer 2030 diskutéiert hunn, hunn ech mech derfir ausgeschwat, dass mer déi Zäit net ongenotzt solle loossen.

Ob een 2030 nach genee esou een Televisiounssender, wéi mer en haut kennen, brauch, dat steet an de Stären. Déi digital Welt dréit bekanntlech séier. Ob den Interêt en enger linearer Offer nach eemol klëmmt, schéngt den Ament éischter onwahrscheinlech. Mee sécher ass awer, dass et weiderhin



e groussen Interessi u Contenuen iwwer Lëtzebuerg wäert ginn. An déi Contenuen gi sécher och weider iwwermittelt, iwwer wéi eng Kanäl och ëmmer. A grad dowäinst brauche mer eeben och no 2030 nach ëffentlech-rechtlech Sendere mat qualitativ héichwäertege Contenuen, déi accessibel fir jiddweree sinn.

Do si mir elo gefuerdert. Mir sollten déi Zäit bis 2030 net verpiddelen a verträntelen, mee eis virbereeden, wann d'Zesummenaarbecht mat RTL sollt op en Enn kommen. An et ass fir mech ganz evident, datt den 100,7 mat sengen Erfahrungswäerter an dee Prozess soll, muss involvéiert ginn.

Kloer schéngt eis och, datt den 100,7 säi Bekanntheitsgrad sollt erwidere. Fir säi 25. Anniversaire hat d'Ékipp vum Radio vill Humor gewisen a sech selwer als „Geheimradio“ bezeechent an do ronderëm eng Marketingaktioun gestart. D'Zil, fir d'Audience ze vergréisseren, ass och haut nach ëmmer ginn, wat natierlech net heescht, datt den 100,7 elo soll op Boulevardjournalismus setzen. Ganz am Géigendeel, d'Qualitéit muss déi gréissten Tromp sinn. An et ass evident, datt och a puncto Internetpresenz a Social Media nach Sputt ass. A menges Wëssens ass dat och eng vun de Prioritéite vum 100,7.

An och wann en ëffentlech-rechtliche Sender natierlech do ass, fir Nischen ze besetzen, déi fir kommerziell Sendere net immens attraktiv sinn, sollt ee sech net eleng domadder zefridde ginn. De Radio sollt sech prinzipiell u jidderee riichte kënnen. D'Konzept ass hei den A an O. Soziokulturell war déi initial Ausriichtung, an der Rei, awer an Tëschenzäit ass de Radio, de Medium aus deem Kader längst erausgewuess.

Den 100,7 kritt elo eng zolidd Basis, e kritt nei Missiounen an Aufgaben. Dat ass gutt esou a politesche gewollt. Duerfir ass et fir eis och eng Selbstverständlechkeet, datt den Établissement public dann och déi néideg finanziell Moyene kritt, fir deenen Erwaardunge gerecht ze ginn. Och dat ass eng Fro vu politeschem Wëllen. Qualitéit kritt een ni zum Nulltariff.

Zum Schluss wollt ech nach ganz kuerz en anert Theema usschwätzen, wat eng laangjäreg Forderung vum Journalisteverband ass – an haut geet et jo och ëm d'Journalisten –: an zwar en Informatiounsrecht fir d'Journalisten. Do war eng Evaluatioun vum Transparenzgesetz an der Maach an et gi jo nei Usätz, fir den Demandé vun de Journalisten entgéintzekommen. De Premier hat do schonn eng Annonce gemaach, duerfir wollt ech de Premier- a Medieminister froen, ob en eis nach e puer Prezisiounen dozou kéint ginn.

An domadder ginn ech natierlech selbstverständlich a mat grousser Iwwerzeegung den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deem Projet de loi. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | An ech soen och der Madamm Closener villmools Merci a ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Djuna Bernard.

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Merci, Här President. Merci och un de Reporter fir den exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. A vu de kuerze Riedemodell, wëll ech just op e puer Punkten agoen. Fir d'éischt ass et gutt, dass den 100,7 no 30 Joer endlech en eegent Gesetz kritt. An dat ass e logesche Schrëtt a stäerkt d'Onofhängegkeet an de Fonctionnement vun deem Medium.

Mir begrëssen d'Auswäitung vun de Missiounen an d'Reformen och bei der Gouvernance an dem Financement. Mir begrëssen och d'Method, wéi diesen Text zustane koum, nämlech op Basis vu Consultatiounen mat de verschiddenste Gremie vum 100,7 selwer an och no enger Debatt an der Chamber, esou wéi et am Koalitionsaccord festgehal war.

Bei deem Debat hat meng Fraktioun zwee Punkten ervirgehuewen. Dat eent war d'Iddi vun engem Zuhörer/innen-Rat. An do kommen ech gläich nach eemol drop zréck. Dat anert war eng kloer an transparent Zesummesetzung vum Verwaltungsrot vum 100,7. Well mir sinn iwwerzeegt, dass de Gremium mat deem Gesetz och elo gutt encadréiert ass, a begrësse besonnesch, dass d'Zivillgesellschaft hei konsequent agebonne gëtt an dass eng Kompetenzerfuorderung fir d'Administrateuren am Gesetz steet an dass och eng gläich Verriedung vu Männer a Frae virgesinn ass.

Fir eis Gréng ass bei engem ëffentlech-rechtliche Medium wéi dem 100,7 wichteg, dass en den Usproch huet, eis gesamt Bevëlkerung hei am Land ze erreechen. A fir dat ze packen, huet den 100,7 nieft der Informatioun och nach en edukativen, kulturellen an Ennerhaltungsoptag. An e weidere wichtige Volet ass, besonnesch an engem diverse Land wéi Lëtzebuerg, den Aspekt vun der Sprooch.

Mir sinn iwwerzeegt, dass d'est neit Gesetz eng gutt Basis ass fir den 100,7, fir an den nächste Joren nach méi Nolauschter/innen kënnen ze gewinnen. Fir dass dat geléngt, ass den Echange mam Public ganz wichteg. An dofir hat meng Fraktioun sech schonn 2020, wéi mer hei an der Chamber iwwer déi ëffentlech-rechtliche Media geschwat hunn, fir de Modell vun engem Zuhörer/innen-Rat agesat. A mir sinn ëmsou méi frou, dass deen elo am Gesetz verankert gouf.

Ofschléissend ruffe mer awer och an Erënnerung, dass déi beschwatte Ännerunge sech och an der zukünftiger finanzieller Dotatioun vum 100,7 erëm-spigele müssen.

Här President, mat deem Projet de loi setze mer e weidere Punkt aus dem Koalitionsaccord ëm. A wann ee sech d'Mediekapitel vun deem Accord ukuckt, da gesäit een, dass dës Legislaturperiod eng enorm wichtig an der Mediepolitik ass. E Meilesteen, dee mer virun engem Joer gestëmmt hunn, war déi nei Pressehëllef, wou och d'Communitymedien eng gesetzlech Unerkennung kritt hunn. E weidere wichtigen Dossier war den neie laangfristige Konzessionsvertrag mat RTL, deen d'Chamber viru Kuerzem approuvéiert huet. Net ze vergiessen och déi sougenannt „Circulaire Bettel“ iwwer den Informatiounsaustausch tëscht de Ministère an der Press, déi de Premier- a Medieminister virun e puer Wochen erausginn huet.

Diesen Text ass sécher e wichtige Schrëtt an déi richteg Richtung a mir begrëssen och, dass de Minister am Virfeld en intensiven Echange mat de Journalist/innen gefouert huet.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Gläichzäiteg si mer awer iwwerzeegt, Här Premier- a Medieminister, an dat ass gewëssermoossen eng Parallell zum Gesetz vun haut, dass och am Beräich vum Informatiounsaustausch fréier oder spéider muss um gesetzlechen Niveau reagiert ginn.

Wéi mir am Januar d'est Joer op dieser Plaz am Kader vun enger Interpellatioun vum honorabelen Här Arendt iwwer d'Pressefräiheet geschwat hunn, hat de Premier- a Medieminister nieft der neier Circulaire och eng Evaluatioun vum Informatiounszugangs-gesetz ugeschwat, déi awer nach amgaang war. Hien hat deemools ausdrécklech net ausgeschloss, dass hei Adaptatioune géifen op de Wee bruecht ginn. Dofir wollt ech de Minister haut froen, ob déi Evaluéierung vum Gesetz parallell zur Aarbecht un der neier Circulaire virugedriwwer gouf an ob et scho Konklusiounen gëtt an ob hei effektiv Gesetzesännerungen an d'A gefaasst ginn, esou wéi se vun de Journalist/innen gefuerdert ginn.

Mat dem Gesetz vun haut schafe mer den Artikel 14 vum Mediegesetz of, dee bis elo déi gesetzlech Basis vum 100,7 war. Wéi d'ALIA eis virun enger Zäitchen drun ernannt huet, ass d'est Mediegesetz zwar ëmmer erëm punktuell adaptéiert ginn, mee d'ALIA dovunner staamt nach ëmmer vun 1991.

1991, fir dat kuerz anzeuern, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat war dat Joer, wéi de World Wide Web ëffentlech zougänglich gouf. Oder anescht: Dat war 14 Joer viru YouTube a Facebook. Hei an der Chamber hu mer an de leschte Méint e puermol iwwer Medienerziung, iwwer Hatespeech an iwwer aner medial Sujete geschwat. Fir déi gréng Fraktioun ass dofir mat Bléck op d'Zukunft kloer, dass eng Reform vum Mediegesetz sech opdrängt, bei där, firwat och net, d'Iwwerleeunge vun der ALIA zu hirem eegene Fonctionnement kënnen mat afléissen. Affaire à suivre respektiv à réfléchir fir déi kommend Walprogrammer.

Merci Iech alleguerter fir d'Nolauschteren a merci och nach eemol un de Reporter. An heimadder ginn ech natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. Da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Dir Dammen an Dir Hären, d'ADR ass eigentlech beageschert, dass mer en ëffentlech-rechtliche Radio hei am Land hunn. Mir ware vun Ufank un e grousser Supporter vun där Iddi a mir begrëssen och ausdrécklech déi Tatsaach, datt elo de Radio 100,7 en eegent Gesetz kritt. Mir hate jo och en Austausch – wéi Dir warscheinlech alleguer – mat hinnen an der Vergaangenheet, a mir hätten eis nach kënnen esou vill méi virstelle fir en ëffentlech-rechtliche Radio, souwuel a Museksprogrammsparte wéi och eng sproochlech Oppenheet, och fir méi Communautéiten am Land unzeschwätzen. Ben, mir hätten eis ganz vill kënnen virstellen.

Mee trotzdem muss en awer och e Bléck op d'Realitéit hunn. An dofir wëll ech, well dat jo elo e bësse gewënscht ass, als Nolauschterer hei en Echo da schonn direkt ubidden, well et ass jo elo gesot ginn, datt soll ageféiert ginn. Mir sinn also eiser Zäit e bësse viraus als ADR a ginn en Zuhörerrecht. An deen ass eigentlech deen, datt, wéinstens am Abléck, de Radio 100,7 alles anescht wéi neutral ass, alles anescht!

Wann ech mir déi Reportagen, déi Echoen, d'Lescht vun den Invitéen ukucken, mee dat ass e reng tendenziöse Radio! Et deet mer leed, dat an där Brutalitéit hei müssen ze soen, mee et ass einfach eng Tatsaach. Vun Neutralitéit keng Spuer! An dat ass dach interessant, fir dat feststellen: E Radio, deen iwwer d'Steiersue vun alle Leit hei am Land bezuelt gëtt, dee bréngt et net faerder, eng ausgegliche Berichterstattung am Politeschen ze bréngen. Dat ass traureg. Et ass méi wéi traureg: Et ass skandaléis!

Dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass, datt mer hei ..., an dat ass eng Reaktioun op d'Kolleege vun der LSAP, d'Mediefräiheet: jo, extreem wichteg! Mee mir zensurieren am Abléck! Obschonn eis Verfassung am Artikel 24 seet: „La censure ne sera jamais établie“ (veuillez lire: „La censure ne pourra jamais être établie“), verbide mir hei am Land zënter e puer Méint auslännesch Sendere, spesifesch.

(*Interruption et brouhaha*)

Jo, egal wéi eng. Mee mir hunn eng Informatiounsfreiheet an der Verfassung, Artikel 24. An ech ka mech jo nëmmen ëmmer erëm wonneren, wéi hei Leit iwwer d'Grundfräiheeten an esou weider schwätzen an unni Problem akzeptéieren, datt opgrond vun enger

Decision vun der Europäescher ..., ech mengen, Kommissioun mat de Memberstaaten – d'Rechtsform weess ech elo net genee – einfach den Artikel 24 vun der Verfassung ëmgaange gëtt.

Voilà, ech mengen, dat war e wichtige Kommentar. Mir ware ganz frou, fir hei kënnen dozou ze schwätzen, fir och dem Radio 100,7, wéi gesot, dat nach eng Kéier ganz daitlech ze soen. Mir ënnerstëtzen d'Iddi vum ëffentlech-rechtliche Radio, wéi gesot, souguer mat Begeeschterung. Awer wat am Abléck do geschitt, ass einfach net dem Neutralitéitsgebot iergendwéi entsprechend, an dofir wëll ech déi Kritik hei mat aller Daitlechkeet formuléiert hunn.

Dat Gesetz wäerte mer an deem Sënn net matstëmmen. Et sinn nach aner Dispositiounen dran, déi eis stéieren. D'Madamm Bernard hat an hirer Intervioun e puer Saache genannt, déi fir eis och net akzeptabel sinn. Mir enthalen eis dowéinst bei deem Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser. An da wier et un der honorablerer ... Nee, fir d'éischt nach eng Fro vun der Madamm Bernard.

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Merci, Här Président. Ech géif gär den Här Kartheiser eng Fro stellen. Dir hutt vun engem „tendenziöse Radio“ geschwat. Kënnst Du mer, an eis alleguerten, wann ech gelift e puer Beispiller dofir ginn? Well ech hu wierklech keng Anung, wat Dir domat gemengt hutt, an ech fannen dat eng ganz grav Ennerstellung, wann een hei keng konkret Beispiller nennt. An ech ka mer net virstellen, dass déi fir eis iergendwou an eng Form zoutreffend sinn.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, also wësst Dir, Madamm Bernard, ech hunn elo keng Lëscht hei matbruecht ...

**Plusieurs voix** | A!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Nee! Nee, nee, ech hunn elo keng Lëscht matbruecht vun den Invitéé vum leschte Joer. Et wär interessant, déi Lëscht ze maachen ...

(Interruption)

... an ze kucken, wat se an der Gesellschaft verrieden. Mee ech ginn Iech awer Beispiller. Et ass net esou ... Wësst Dir, ech wëll mech normalerweis enger Fro, déi ech awer fir begrënt halen, a kenger Form entzéien. Dir hutt se och héiflech virbruecht an duerfir wëll ech Iech awer och äntweren.

Wësst Dir, ech ginn elo just e rezent Beispill. Mir haten eng Table ronde iwwert de Kolonialismus am Musée national d'histoire et d'art. An dorobherhi goufen e puer Leit invitéiert, fir och iwwert déi Thematik ze schwätzen – mee just eng Säit! Déi aner Säit gouf net invitéiert. An dat ass ee Beispill, ee Beispill ënner villen – et ass ee Beispill ënner villen, e rezent Beispill –, wat ech Iech hei wëll soen, well et ass, mengen ech, d'lescht Woch gewiescht oder viru 14 Deeg, wou ech mer soen: Ma wann een dann iwwer esou e Problem schwätzt, wéi ass et da méiglech, dass just eng Säit zu Wuert kënn an net déi aner Säit, bei engem ëffentlech-rechtliche Radio?

(Brouhaha)

Dat ass ee Beispill ënner villen. Mee kuckt einfach ...

**M. Fred Keup** (ADR) | Just eng Meenung!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Eng Meenung gëtt gewisen an et gëtt nëmme eng Pensée unique, dat ass de Prinzip vum Radio 100,7. A kuckt emol eng Kéier ..., an ech géif de Radio 100,7 invitéieren, emol eng Kéier d'Lëscht vu sengen Invitéen iwwer zwee

Joer ze publizéieren. An da kënne mer jo alleguer kucken ... Vlächert ieren ech mech. Ech wär jo frou, wann ech mech géif ieren, muss ech Iech éierlech soen. Mee ech hunn dee staarke Verdacht, dass dat absolutt eesäitig ass a, wéi gesot, engem ëffentlech-rechtliche Radio net wierdeg.

Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser. An da wier et elo un der honorablerer Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Léck) | Jo, merci, Här Président. Et ass net einfach, sech ze sammeln, wann een esou Aussoen héiert. Mee op jidde Fall soen ech fir d'éischt dem Här Knaff Merci fir säi Rapport. An ech géif direkt soen, dass effektiv dëst Gesetz, wéi et och scho vun der Madamm Closener, mengen ech, gesot gouf, scho laang erwaart gouf. An ech muss soen, dass ech mech perséinlech och immens freeën. Ech konnt gutt zéng Joer beim 100,7 mat kollaboréieren an dofir sinn ech immens frou, dat heiten dann och elo kënne matzedroen haut.

An, jo, endlech ass et souwäit, den 100,7 kritt säin eegent Gesetz an domat ass effektiv, wéi et och elo hei scho gesot gouf, seng Onofhängegkeet wierklech festgehalen. An et wonnert keen, dass mir als déi Léck 100%eg hannert engem staarken ëffentleche Media stinn. An ech mengen, kloer ass d'Gesetz gewollt vun alle Säiten, och vum 100,7. Si schreiwe selwer an hirem Avis, dass si elo Meeschter iwwer hiert Schicksal sinn, iwwert déi Autonomie, déi se elo kréien, fir hir Entwécklungsstrategie selwer ze etabléieren.

Dëst Gesetz kuckt zum Deel no hannen a wëll vergaange Feeler an der interner Gestiou evitéieren, andeems déi intern Organisatioun a Relatiounen kloer festgeschriwwen ginn. Et kuckt awer och no vir an et projéiert den 100,7 an d'Zukunft mat neie Missiounen an Objeten.

Här President, den 100,7 wäert dann iwwer seng Radiodiffusiounsaktivitéiten erausgoen. E projéiert sech, wéi gesot, an d'Zukunft, andeems en nei Offere wëll ausschaffen, virun allem an digitale Beräich. Dës Evolution ass dem 100,7 selwer ganz wichteg. Dës digital Transformatioun ass gewollt, och fir den Nolauschterer aus dem 21. Joerhonnert ze errechen. Dës Transformatioun drängt sech natierlech op, virun allem duerch d'technologesch Entwécklungen. An och den Avis vun der Union européenne de radio-télévision ënnersträcht, dass et wichteg ass, mat deenen Avancé matzegoen an drop anzegoen.

Et liicht an, dass, wann ee wëll „relevant“ bleiwen – entre guillemets soen ech dat, well d'Union européenne de radio-télévision schreift et esou –, dass een da muss oppe bleiwen an dass ee sech muss upassen un d'Entwécklungen. A si begréisst dann och an hirem Avis, dass dës digital Komponent mat an d'Gesetz erageholl gouf.

Nun ass et esou, dass et net duergeet, e Gesetz ze stëmme. De Kader eleng geet net duer. D'Politik respektiv d'Regierung muss dem 100,7 déi néideg Mëttel ginn an zur Verfügung stellen, fir dëser Missioun gerecht ze ginn. Wann ee sech nei Missiounen gëtt, wa mer wëllen, dass den 100,7 méi visibel ass, an ech mengen, dat wëlle mer alleguerten, da muss mer him déi néideg Moyene ginn. Ënner anerem, wat ech domat mengen, ass natierlech déi nei Opstellung a seng digital Transformatioun, déi e wëll ugoen. An déi kascht natierlech och.

An och den neien Zuhörerrot, deen ech besonnesch begrëssen – dat gouf och elo schonn hei gesot –,

wäert eppes kaschten. Dat soll och esou sinn, well dee soll jo schaffen. An ech mengen och, dass dee sech eventuell méi wéi zweemol d'Joer sollt gesinn, wéi dat am Gesetz steet, fir wierklech kënnen interaktiv ze schaffen.

Jo, mir wëlle kee Status quo, mengen ech, vum 100,7. An ech mengen, si selwer gesé sech och an enger immens ambitiöser Roll a wëlle méi visibel ginn, wëlle méi gehéiert ginn a wëllen nach méi eng Referenz ginn. A mat de Mëttel, déi d'Regierung dem neien 100,7 da wäert ginn, wäerte mer gesinn, wéi wichteg den 100,7 hir wierklech ass als Établissement publique.

Da wëll ech nach kuerz op d'Roll vum CA agoen. Ech muss soen, dass dat, wat d'Union européenne de radio-télévision an hirem Avis schreift, bei mir besonnesch resonniert huet. Si begréisst, dass de CA elo net méi de Programm soll validéieren. Par konter beklot si, dass d'Formulatioun, esou wéi se zrëckbehale gouf, net vill besser ass: An zwar approvouéiert de CA d'Oriëntatioun vum Programm. Och beklot si, dass de CA weider de Statut rédactionnel approvouéiert.

De CA ass dann – wéi mer wëssen a wéi et och elo haut hei scho gesot gouf – vu sechs Leit aus der Zivilgesellschaft an dräi Leit aus dem Staat zesummesat. An do gëtt da versicht, e gewëssenen Equiliber ze fannen tëscht enger noutwendiger Onofhängegkeet a gläichzäiteg enger Representatioun an engem Ownership vum Staat iwwert den ëffentleche Media. Ech mengen, op dese fragillen Equiliber gëllt et och aus Erfahrungsgrënn opzepassen.

En anere Punkt, an et gëtt der sécherlech méi, deen d'Union européenne de radio-télévision bemängelt, ass, dass gestrach gouf, dass de Generaldirekter eng breet Autonomie huet a senge Fonctiounen. Si ass besuergt dodriwwer au vu vun der Wichtigkeet vun der Autonomie vum Media.

Här President, ënnert dem Stréch begrëisse mir de Projet natierlech. Ma mir schécken e Message mat, dass de legale Kader eleng net duergeet, mee dass de Kader geféllt muss ginn. Den ëffentleche Media 100,7 brauch déi néideg Ressourcen, fir sengen Ambitiounen a senge Missiounen och gerecht ze ginn. An do muss mir hannert him stoen an en ënnerstëtzen, fir dass en déi néideg Visibilitéit an Audienz kritt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Léck) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Madamm Oberweis. An da wier et um leschten ageschriwwene Riedner, dem honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här Président. Léif Kolleginnen a Kollegen, mam Projet de loi gëtt den „Établissement public de radiodiffusion socio-culturelle“ dann elo offiziell zum „Média de service public 100,7“. Esou kritt den 100,7, oder de „Geheimradio“, wéi e sech da selwer scho mol genannt huet, e gesetzleche Kader, deen d'Kontinuitéit vun der Institution assuréiert, seng Missiounen preziséiert a seng Governance a säi Finanzement emol méi oder manner kloer festhält.

Mir Piraten stëmmen haut fir dese Projet. Mee mir müssen och kloer soen, dass eis e puer Punkten net esou gutt gefalen a mir fannen, dass en hei hätt solle méi wäit goen. D'Lëtzebuerger Medielandschaft gëtt scho säit Längerem vun engem groussen an e puer weideren – et misst ee soe „wéinege weideren“ – Acteuren dominéiert. Dat ass evident.

Stellen d'Printmedie gläichzäiteg nach ëmmer eng wichteg Informatiounsquell duer, sou ass de Constat

vun hirem Réckgang net ze verneinen an alldeeglech ze gesinn. Grouss international Haiser kafe klenger op an och ëmmer méi Printmedie stellen hir Pabeiereditioun an a setzen elo verstärkt op d'Onlinekommunikation. Dat alles sinn Unzeche fir eng sech mat der Zäit verännerend Mediellandschaft.

Mat all dese Phenomeener beschäftege sech dann och d'Reporters sans frontières, RSF, déi hire järeliche Rapport verëffentlechen, deen op d'Veerännerungen an der Mediawelt ageet a weltwäit d'Pressefräiheet op de Leescht hält. 2013 louch Lëtzebuerg hei op enger excellenter véierter Plaz. Mëttlerweil si mer awer op eng net méi ganz esou exzellente 21. Plaz erofgerutscht, woubäi mer eis als „gutt“ beschriwwe Situatioun fir e „satisfaisant“ hu missen ofginn.

Leider schéngt des Verschlechterung eis Regierung awer nach wéineg beweegt ze hunn. Op eng parlamentaresch Fro zu deem Thema hat de Minister nämlech erkläert, dat hien net wéisst, wéi dese Ranking zesummekéint, obwuel een direkt um Site vun RSF eng de wëssenschaftleche Standarden entspreichend Methodologie fënnt. Entweder gouf also hei wéineg Zäit an den Dossier investéiert oder mir schwätzen erëm iwwer wëssenschaftlech Methodologien. Bref!

Beklot gi vun RSF wéi och vun der ALJP déi lues traitéiert Informatiounsfroen tèscht der Press an der Regierung, wourou an déi rezente beschloss Ännerungen – „Circulaire Bettel 2“ muss een da mëttlerweil wuel soen – net onbedéngt vill verbessere wäerten.

D'Piraten hunn do eng ganz kloer Positioun, an zwar, dat Journalistinnen a Journalisten e vollstännegen an och transparenten Informatiounszougang muss gewäert ginn. Mir haten d'Diskussioun virdru schon. D'Journalisten hunn, mengen ech, do heiansdo deen nämmeleche Problem wéi d'Deputéiert.

Zousätzlech muss och d'Onofhängegkeet vun de Medien assuréiert ginn. An och hei gesi mer nach Potenzial fir Verbesserungen. An der Äntwert op déi schonns ugeschwat Question parlementaire hat de Minister am Kontext vum 100,7 heizou geschriwwen, ech zitieren: „D'Reform vum Radio 100,7 mam neien Artikel iwwer d'Onofhängegkeet am Projet de loi stäerkt d'Pressefräiheet zousätzlech.“ Zitot Enn. Mee wéi eng Onofhängegkeet ass da genau gemengt?

An zwee Avisen, an deem vun der EBU an an deem vun der ALIA, gétt spezifesch e Mangel un Onofhängegkeet duerch den Artikel 8 kritiséiert. Well hei heescht et nämlech: „Le conseil d'administration [...] approuve l'orientation générale des programmes et la grille des programmes sur proposition du directeur général.“ Mat esou enger Dispositioun gétt een dem Conseil d'administration e grouse Pouvoir am Daily Business vum 100,7. An esou muss ee sech dach awer d'Fro stellen: Vu wat fir enger Onofhängegkeet schwätze mer hei nach wierklech?

D'ALIA wéi och d'EBU betounen hei, dat den CA sech op d'Orientation stratégique limitéiere sollt a sech net duerch d'Approbatoun vun der Grille des programmes an d'Activité journalistique vun 100,7 amësch sollt. Dat war iwwregens och d'Diskussioun an der Kommissioun an ech mengen, dat d'Oppositoun dat opgeworf huet an och nach eng Kéier op d'Avise vun der EBU an och vun der ALIA verweisen huet. Béid Organisme soen nämlech och, dat dat misst de Rôle vun der Direktioun oder um Chefredakter sinn, mee net vum CA, well just esou eng tatsächlech Onofhängegkeet och kéint garantéiert ginn.

Bei „Chamber aktuell“ huet den honorabelen Deputéierte Guy Arendt zwar probéiert kloerzestellen, dat hei eng kloer Trennung géif gemaach ginn, dat hei en, falls dann awer e Konflikt géif opkommen, dat jo

ënner, ech zitieren e wuertwärtlech: „verständne Leit“, Zitot Enn, ausdiskutéiere kéint. Mee eng propper Gesetzesbasis wär hei awer vläicht de bessere Choix gewiescht, wéi drop ze bauen, dat et am Fall vu Konflikter nach verständne Leit gétt. Anesch bräicht ee jo an Zukunft guer keng Gesetzter méi ze stëmme an et misst ee just nach drop hoffen, dat mer jo alles ënner verständne Leit ausdiskutéiere kënnen. Dat kann dach net d'Approche vun der Legislativ sinn!

Mir hätten eis fir den 100,7 also definitiv eng méi kloer an ambitionéiert Gesetzesbasis gewënscht. Mee trotz de Problemer, déi mer am aktuellen Text nach gesinn, wäerte mer dese Projet haut matstëmme, well mer de fir eng pluralistesch Mediellandschaft wictegten Aktivitéite vum 100,7 och net am Wee stoe wëllen. Mir brauchen eng gesetzlech Basis a wann dat heiten deen eenzege Konsens ass, dann droe mir deen och mat, an der Hoffnung, dat e vläicht an Zukunft nach besser gétt.

An da just e lescht Wuert vläicht zum Thema, dat den 100,7 tendenziéis géif berichten, d'„woxx“, als e méi klengt Blatt, huet 2019 an 2020 eng Auswäerung vun den Invitée zum Dag beim 100,7 gemaach. A wann et eng Tendenz gétt, déi vläicht tatsächlech noweisbar ass, dann ass et déi, dat nach ëmmer ze wéineg Fraen invitéiert ginn.

Une voix | Très bien!

**M. Sven Clement** (Piraten) | 2019 waren et knapps 20 % an 2020 waren et knapps 30 %, eng schéi Progressioun, mee sécherlech nach net do, wou se missen hikommen. An dat ass vläicht déi Tendenz, un där den 100,7 nach ze schaffen huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Medieminister Xavier Bettel.

#### Prise de position du Gouvernement

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | Här President, erlaabt mer fir d'éischt, dem Här Knaff Merci ze soe fir säi Rapport. Dir wësst, den 100,7 gehéiert zu eiser Radioswelt zu Lëtzebuerg, an erlaabt mer, dass ech duerfir awer och soen, wéi wicteg d'Radioswelt zu Lëtzebuerg selwer ass. Well wann Der kuckt, wann Der RTL zesumme kuckt mam Eldorado, mat L'essentiel Radio, mat Radio Latina a mam 100,7, da si mer iwwer 85% oder 90 % vun deem, wat awer hei zu Lëtzebuerg gelauschert gétt. Dat heescht, dass dat, wat „fait à la maison“ ass – wann ech mer erlabe kann, dat esou ze nennen –, dass national Radioen awer och de Gros vun deem sinn, wat gelauschert gétt. Bon, ech hunn dann nach den 93,3 do, den „Oldiesender“, wéi deen och nach genannt ginn ass, deen sech och nach bäifüügt. Mee dat heescht, Dir gesitt awer, dass d'Attache vun der Lëtzebuurger Populatioun grouss ass mat deem, wat och hei zu Lëtzebuerg produzéiert gétt.

A wann ee kuckt, de Radio ass och dat Zweetmeescht, wat als Source d'Informations gebraucht gétt. Den Internet, wann een déi lescht Plurimedia-Etüd och kuckt, do gesäit een, dass den Internet no bei 90 % pro Woch vun deene Leit vun der Populatioun benotzt gétt iwwer 15 Joer. An de Radio pendelt tèschent 79 % a bal 90 %, dat heescht 88 %. Dat weist, wéi wicteg awer de Phenomeen vun Radio och zu Lëtzebuerg ass a wéi dee gelauschert gétt. Dat geet beim Buedzëmmer moies un, oder heiansdo mam Radio erwächen, bis eriwier op der Aarbechtsplaz oder och am Auto.

An den 100,7 huet do seng Plaz. Den 100,7 huet do seng Plaz, esou wéi och en RTL seng Plaz huet, esou wéi en Eldorado seng Plaz huet, esou wéi e L'essentiel Radio seng Plaz huet, esou wéi e Radio Latina seng Plaz huet. Et ass dat, wat wicteg ass! A mir sollen ophalen ze soen, et ass ee Konkurrent vun deem aneren oder et ass ee méi wicteg wéi deen aneren.

Et soll een net e Radio op d'Unzuel vun de Leit, déi e lauschteren, bewäerten. An enger Demokratie ass et wicteg, dass mir als Politik eng Palett vun Offere hunn, wou d'Leit eng Satisfaktioun hu vis-à-vis vun enger Informatiounspflicht, vis-à-vis vun engem kulturelle Programm, engem artistesche Programm, engem sportleche Programm, an dass jiddwereen am Fong an enger Demokratie d'Méiglechkeet huet, och richtig informéiert ze ginn.

An erlaabt mer dofir och, hei ze soen: dass hei e Verglach gemaach gétt, Här President, vun Här Kartheiser vu russescher Propaganda, vu russescher Propaganda domadder, wéi den 100,7 schafft, dass ech mech muss als Medieminister dovunner wäit distanzéieren!

Une voix | Très bien!

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | Dat ass net akzeptabel! Dat ass net akzeptabel!

(Brouhaha et interruptions)

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Premierminister, den Här Kartheiser wëllt ...

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | Soubal ee souwisou den Numm Kartheiser hei an där Chamber nennt, ass ëmmer Fait personnel. Also, et ass esou eng Suszeptibilitéit vusäite vun der ADR, et ass zimmlech impressionnant, mee selbstverständlech kann den Här Kartheiser mer eng Fro stellen.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Här Minister, ënnerstellt mer wannechgelift näischt, wat ech net gesot hunn. Dat ass, mengen ech, ganz wicteg. Ech mengen, wat ech kritiséiert hunn, ...

(Brouhaha)

Nee. Nee, nee, ech mengen, kommt, mir bleiwen ...

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | Ech gesi just, meng Zäit leeft weider, Här President.

**M. Fernand Etgen**, Président | Jo, jo.

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | Ech wier frou, wann déi awer gestoppt géif ginn.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, natierlech. Mee ech mengen, et ass scho ganz wicteg, dat mer um Buedem vun der Wouerecht bleiwen. Wat ech kritiséiert hunn, dat war eng Reaktioun, ...

(Brouhaha)

... dat war als Reaktioun op eng Interventioun vun der LSAP ... An dat ass, dat mir hei e Verfassungsartikel hunn, den Artikel 24, dee seet: „La censure ne pourra jamais être établie.“ An trotz deem Verfassungsartikel sinn opgrond vun enger Decisioun – ech mengen, et war eng einfach Decisioun vun der EU-Kommissioun – hei auslännesch Sendere verbueden ginn.

Ech wëll net hei qualifizéieren, wat déi auslännesch Sendere sinn oder net sinn. Dat ass net de Propos vu menger Ried. Ech soe just, et geet net, dat se verbueden ginn. Well mir hunn hei e Verfassungsgebot, wat eis dat net erlaabt! A wann een zur Verfassung steet, da muss een eeben och kënnen Sendederen toleréieren, déi ee warscheinlech net gutt fënnt, oder propagandistesches. Ech muss Iech och soen, et sinn net déi eenzeg Propagandasenderen, et gétt där eng

ganz Partie, vu ville Säiten. Mee mir hunn eng Verfassung a mäi Punkt ass just, datt mer déi solle respekteren.

Ech hunn net e Verglach gemaach tëschent dem 100,7 an deene Senderen, déi mer verbueden hunn. Ech sinn derfir ageetratt, datt mer eis Verfassung respektieren, d'Informatiounsfreiheet vum Bierger, an net higinn a Medie verbidden. Dat ass dat, wat ech gesot hunn, Här Premierminister, an näischt anescht!

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | Très bien!

Dann, fir Iech just matzedeele, well ech hei ganz vill Propositionen och gemaach kritt hunn, wat een alles misst änneren: Ech wëll just drun erënneren, de Radio ass jo 1991 kreéiert ginn, 1993 ass en op Antenn gaangen. De Radio ass et och ënner anere Ministeren ginn. Ech si frou, dass elo jiddweree bei mir entdeckt, dass Saache musse geännert ginn! Ech si frou, dass mer hei mam Service och Saache wëlle verbessere. Mee et si vill Saachen, déi hätten een och scho virdu kënnen maachen! Ech wëll dat just eng Kéier hei gesot hunn.

(*Interruption par Mme Octavie Modert*)

An och aner ... Madamm Modert, nees?

(*Hilarité*)

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Dir mengt zu där Zäit, wéi Är Parteikollegin de Radio do wollt ofschaffen?

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | Ech weess et net. Mee haut si jo ganz vill Punkte komm, déi een hätten änneren.

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Mengt Der dat net? Dat wonnert mech awer, datt Der dat net wësst.

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | Ech fannen, wann ee selwer fir d'Medien zoustänneg gewiescht wär, hätten ech mer e bessen Diskretioun vun Iech erwaart. Mee bon.

(*Interruption par Mme Octavie Modert*)

De Fait ass, Här President, fir mech, wat wichtig ass, dass mer ... An de Rôle vum Radio ass en immens groussen. An dowéinst erlaabt mer just ... An net, dass elo den Här Kartheiser mech nees falsch versteet: De Radio, wann deen Desinformatioun mécht a Propaganda mécht, huet e risege Pouvoir. Ech war virun e puer Wochen am Ruanda. Am Ruanda sinn an dräi Méint eng Millioun Leit ëmbrecht ginn. An do ass e Radio, Radio Mille Collines, esou wéi een dee genannt huet, deen huet eng riseg Roll do gehat, fir d'Leit ee vis-à-vis vun deem aneren opzehenzen. Dowéinst soll een de Pouvoir vum Radio net ënnerschätzen.

Ech sinn elo wäit siche gaangen, fir Iech awer iwwer de Pouvoir vum Radio ..., mee et ass einfach, fir dass jiddweree sech däärs bewusst ass. An dofir ass och en effentlech-rechtliche Radio wichtig.

An hei, wat mer gemaach hunn – well, jo, ech soen, et sinn elo iwwer 30 Joer, wou et dee Radio gëtt –, dass de Conseil d'administration geännert gëtt, fannen ech gutt! De Staat huet virdrun d'Leit alleguer genannt. Ech hunn net gewaart, bis deen Text och kënnt, fir dem Radio selwer ze soen: „Wien hätten Der gär?“ Dat heescht, mir hunn net gewaart, fir dat doten ze kréien. Dass e Programm pluriannuel mam Budget och decidéiert ginn ass, deen eeben och dem Här Siweck, deen haut Direkter vun deem Radio ass, Previsibilitéit gëtt vis-à-vis vu sengen Ekippen, ass och ganz wichtig. An ech si frou, dass mer déi Efforten hei zesumme fäerdgebruecht hunn.

Ech hunn hei och konkreet Froe gestallt kritt: Déi „Circulaire Bettel“, et kënnt elo eréischt, et ass jo a Kraaft,

an no sechs Méint wëlle mer och e Bilan zéien. Dat ass dat, wat wichteg ass, an och d'Transparenzgesetz si mer amgang, nach weider ze analysieren. An ech wäert dann och do an d'Kommissioun kommen, soubal mer weiderkommen.

A fir mech ass wichtig, dass mer och dee Rot – d'Madamm Adehm huet eis gefrot –, och dee Conseil do vun den Auditeuren, dee jo och soll kommen, fir eis ass et wichtig ... Also dat si Leit, déi sech dann och wäerte mellen. Dat heescht, et si Leit, déi jo och de Radio lauschteren. Mir kënnen do net d'ILReS froen, fir dass se eis en Echantillon vun der Populatioun ginn, wou se eis soen: „Wat haalt Dir vum Programm vun 100,7?“ – „Ech hunn nach ni gelauschert.“ Dat heescht, do sollt och wierklech mam Radio zesumme gekuckt ginn, wéi mer do och deen Echantillon kënnen fannen.

Mee fir mech ass virun allem wichtig, dass mer hei politesch an net poleemesch ginn. Dee Radio ass do. Dee Radio ass wichtig. D'Informatioun ass wichtig. Déi Ekip, déi do schafft, brauch och déi néideg Moyenen, fir kënnen ze schaffen. Mir hu weider investéiert, och haut an nei Technologien, dass een och iwwer den Internet a weltwäit kann den 100,7 lauschteren.

Fir mech huet e seng Plaz verdéngt an ech wäert ni e Radio oder eng Zeitung dorunner moossen, vu wivill Leit se gelies oder e gelauschert gëtt. Dat wier e politesche System, deen ech net gären hätten, wa just e Succès commercial dat ausmécht, wat fir de Public dierf gemaach ginn. Dat net!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Premier- a Medieminister Xavier Bettel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 7749. Den Text steet am Document parlementaire 7749<sup>17</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7749 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7749 ass mat 55 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a 4 Abstentiounen ugeholl.

*Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7749 est adopté par 56 voix pour et 4 abstentions.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Cécile Hemmen) et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché),*

*M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Stéphanie Empain) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(*Assentiment*)

Et ass esou decidéiert.

## 8. 7877 – Projet de loi portant modification :

**1<sup>o</sup> de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;**

**2<sup>o</sup> de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques**

Mir kommen elo zum Projet de loi 7877, enger Ofännerung vum Walgesetz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapportier vun deemem Projet de loi, den herabellen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle**

**M. Guy Arendt** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegeen, Här Minister, den Text zu den Ännerunge beim Walgesetz, iwwer dee mer haut ofstëmme, ass den 2. September 2021 vum Premierminister deposéiert ginn a gouf den 10. September an d'Institutionskommissioun iwwerwisen. Zu deemem Text sinn och eng ganz Rei Avisen erakomm, d'Datumen erspueren ech Iech, mee vun der Staatsbeamtekummer, dem Conseil national pour étrangers, der CNPD, dem Syvicol.

De 7. Dezember sinn eng Partie Amendementen vun der Regierung deposéiert ginn. Du koum den Avis vun der ALIA, der Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel. An d'Assemblée consultative vun der ALIA huet sech och duerno zu dem Projet de loi geäussert. De Staatsrot huet säin éischten Avis den 22. Mäerz 2022 erageschéckt.

Nodeems d'Amendementen vum 7. Dezember an der Kommissioun presentéiert an adoptéiert goufen, koumen nach emol Avisen vum Syvicol a vum Staatsrot eran. De Rapport ass schlussendlech den 1. Juli dëst Joer an der Kommissioun ugeholl ginn.

Mir hunn nom 1. Juli nach en Avis vun der CNPD erakritt, an deem dës Institutioun begréisst, dass aus dateschutzrechtliche Grënn d'Remise vun enger Kopie vun de Wielerlëschten am Gesetz gestrach ginn ass. Ech kommen nach eng Kéier dorobber zrëck.

Ech wéilt just am Virfeld kloerstellen, dass, wann ech hei vu „Wale“ schwätzen, et bei deemem Text ganz kloer, an et ass schonn e puermol de Mëtteg ugeschwat ginn, ëm d'Gemengewale geet an net ëm d'Chamberwale. Dëst just eleng als Präzisioun, well ech während menger Ried och op déi Kuerzform wäert zrëckgräifen.

Wat sinn elo d'Hauptpunkte vun deemem Projet de loi? Dat ass emol d'Ophiewen, éischte, vun der Residenzklause fir net lëtzebuergesch Matbierger bei de Gemengewalen, zweete, d'Upassung vun einzelnen Delaien, fir de Leit eng nach besser Méiglechkeet ze bidden, sech fir d'Walen aschreiwien ze kënnen, an drëttes, d'Kontroll duerch d'ALIA bei de Walcampagnen, dass d'Prinzipien an d'Reegele vun all Partei a Gruppement och agehale ginn.

Ech géif elo op vereenzelt Ännerungen an den Artikelen agoen. Am Artikel 1 ginn d'Konditioune fir Netlëtzebuurger festgeluecht, souwuel fir Leit aus EU-Memberstaaten wéi och fir Persounen aus Drëttstaaten. Déi sougenannt Residenzklausele vu fënnef Joer fällt ewech. Ufängs war ugeduecht, dass eng Persoun sollt „regelméisseg“ zu Lëtzebuerg wunnen, also e „séjour régulier“ hunn. De Staatsrot huet awer dorop higewisen, dass dës Terminologie net prezis genuch wier. D'Léisung, dass ee géif no engem Titre de séjour froen, ass vun der Institutounskommissioun och net bäibehale ginn, well EU-Member-Matbiurger dëst Dokument net brauchen, Leit aus Drëttlänner awer schonn.

Den Artikel ass leschten Enns esou zrëckbehele ginn, dass eng Differenz tëschent Bierger aus EU-Memberstaaten an aus Drëttstaaten gemaach gëtt. En Titre de séjour ass nëmmen néideg bei Bierger aus Drëttstaaten.

De Renvoi op d'Residenzklausele gëtt dann och op de jeeweilige Plazen aus dem amendéierten Text gestrach. Och d'Referenz op de Certificat, je cite: „documentant la durée de résidence“ vun engem Demandeur gëtt am Text gestrach an duerch d'Referenz op den Titre de séjour ersat.

Zum Artikel 1 sief gesot, dass de Staatsrot a sengem Avis dorop opmierksam gemaach huet, dass d'Ophiewe vun der Residenzklausele souwuel fir Persounen aus anere Memberlänner wéi och fir Persounen aus Drëttlänner eng méi grouss Ouverture wier, wéi se an der europäescher Direktiv 94/80 virgesi war. Duerch dës Ouverture géifen d'Gemengewale fir e grousst potenziell Elektorat opgemaach ginn.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat et ufängs gesot, et ginn och eng ganz Partie Delaie verlängert. Am Artikel 4 zum Beispill, vu, dass déi definitiv Clôture vun de Wielerlëschten op 44 Deeg virun de Wale fixéiert ass, gëtt den Delai, wéini d'Lëschten aus aneren EU-Memberstaaten geschéckt solle ginn, och vun 62 op 42 Deeg virun de Wale verlängert.

Am Artikel 5 deelt sech an dräi: Éischtens, déi provisoersch Lëschte gi vum Schäfferot vum 87. Dag op de 55. Dag virun de Wale verlängert. Doduerch verréckelt, zweetens, och d'Period vun der öffentliche Assicht an d'Lëschten no hannen. Bis ewell konnt dat tëscht dem 86. an dem 69. Dag geschéien. Dës Period rutsch elo no hannen an d'Lëschte kënnen elo vum 54. bis zum 47. Dag virun de Wale consultéiert ginn.

Doduerch verréckelen dann am Artikel 6 och dräi weider Delaie am Kontext vun de Reklamatiounen, an dat sinn: den Datum vum Depot vu Reklamatiounen, de leschten Dag, wou Reklamatioune kënnen afichéiert ginn, an den Delai, bis wéini de Schäfferot zu dëser Reklamatiounen Stellung muss huelen. Den Dag réckelt elo vun 72 op 44 Deeg virun de Wale.

Zu dësem Punkt sief gesot, dass ufängs och ugeduecht war, et de Leit ze erméiglechen, sech an där Period eng Kopie vun der Wielerlëscht zoukommen ze loossen. Dës Dispositioun ass finalement énnert anerem aus Dateschutzgrënn net bäibehale ginn. Ech hat et schonn erwänt: Dëst gouf och, wéi schonn agangs gesot, vun der CNPD begréisst.

Drëttens da gëtt d'Publikatioun vum Avis public zum Depot vun de Lëschte vum 86. op de 54. Dag no hanner geréckelt. Och den Delai fir Reklamatioune bezüglech de Lëschte gëtt ugepasst. Amplaz bis zum 79. Dag huet een elo bis zum 47. Dag virun de Wale Zäit, eng Reklamatioun eranzerechen.

An den Artikelen 7 bis 14 ginn dann nach eng ganz Rëtsch weider Delaie verlängert. Wéinst der Zäit géif

ech net op all einzelne Changement agoen, mee se nëmme kuerz ernimmen. De gesamten Detail fannt Dir, wéi gewinnt, am schrëftleche Rapport.

Allgemeng versteet sech awer, dass mat all Delai, dee verlängert gëtt, automatesch déi nofolgend Delaie och hu missen ugepasst ginn. An dësem Fall waren dat nach d'Delaie bei der definitiver Clôture vun de Wielerlëschten, bei der zousätzlecher Lëscht fir nei ageschriwwe Wieler, beim offiziellen Depot, fir de Public ze informéieren, bei der Informatioun, déi muss erausgoen un déi Leit, déi vun der provisoersch Lëscht gestrach goufen, a bei de Recours virum Verwaltungsgericht géint all Inscriptioun, Strächen, bei der Recevabilitée oder wann eng Persoun ausgeloo ass.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, firwat all dës Delaie réckelen? Mee dat ass ganz einfach. Heimat hu Leit, déi nach net op de Wielerlëschten agedroen sinn, nach méi Zäit, dat op hirer Gemeng ze maachen an esou un de Wale deelzehuelen.

E weideren Delai, deen ännert, ass den Delai, bis wéini d'Verwaltungsgericht bei engem Recours muss statuieren. Bis ewell konnt d'Gericht dat bis zum 44. Dag virun de Wale maachen. Mat där neier Dispositioun huet d'Verwaltungsgericht elo zéng Deeg Zäit, fir eng Decisioun ze huelen.

Mam Artikel 19 gëtt eng nei Dispositioun agefouert fir d'Fäll, wou e Gemengerot sech fréizäiteg opléist. Hei gëtt prezisiert, dass déi Conseillere, déi no der Dissolutioun gewielt ginn, d'Mandat vun deenen, déi si ersetzen, fäerdeg maachen.

Den Artikel 20 beschäftegt sech mam Artikel 192 vum Walgesetz a méi prezis mat der Eligibilitéit vu Persounen, fir sech als Kandidaten opsetzen ze loossen. Och hei fällt d'Residenzklausele vun de fënnef Joer ewech an eenzel Terminologie an Detaileer am Bezuch op d'Dokumente, déi een als Netlëtzebuurger muss kënnen virweisen, gi prezisiert. Allerdéings muss ee beim passiv Walrecht nach ëmmer sechs Méint an der Gemeng wunnen.

Den Artikel 21 ännert d'Gesetz vum 27. Juli 1991 iwwert d'elektronesch Medien. Mat dësem Artikel ginn der ALIA hir Missiounen festgeluecht am Kader vun de Gemengen-, National- a Europawale. Déi Missiounen huet d'ALIA scho bei den Europawale vun 2017 duerchgefouert. D'ALIA ass deemno zoustänneg, fir sougenannte „principes directeurs“ auszuschaffe fir d'Produktioun, d'Programmation an d'Diffusion vun de Walmessagé vun den eenzelne Parteien a Gruppen. Si soll d'Walcampagne encadréieren an derfir suergen, dass all Partei a Grupp gläich no bause representéiert ass. Do geet et zum Beispill ëm Emissiounen un Radio, Antennenzäit, Tables rondes, déi vun der ALIA encadréiert ginn, Debaten an esou weider, an dëst och an Zesummenaarbecht mat deene jeeweilige Partner a Parteien.

D'ALIA selwer hat sech zu dëser Dispositioun och geäussert a fonnt, déi géif hir net wäit genuch goen a si misst méi Mëttelen zur Verfügung gestallt kréien, fir hir Missiounen ze erfüllen. D'Staatsbeamtekummer huet an deem Kontext gesot, dass ee vereenzelt Punkten nach méi wäit hätt kënnen prezisiéieren, dass een awer och de Parteie sollt d'Chance gi sech ze wieren, wa si sech vun der ALIA oder duerch d'Principes directeurs géifen ongerecht behandelt oder benodeelegt spieren.

Ech wéilt awer hei nach kuerz erwänen, dass mer an der Kommissioun eng Discussioun haten iwwert de Projet de loi am Ganzen. D'CSV hat nämlich gefrot, dass de Projet de loi sollt an zwee opgedeelt ginn, an zwar en éische Volet reng iwwert d'Walgesetz, hannernt deem si voll steet, an en zweeten iwwert de Volet

Mediegesetz, dee laut de Kolleeg misst separat behandelt ginn. Majoritär ass entscheet ginn, de Projet net ze splécken. An ech denken, d'CSV wäert herno nach dorobber zrëckkommen.

Fir all weider Detaileer géif ech nach eemol op de schrëftleche Rapport verweisen. Ech soen all deene Mataarbechter, déi un dësem Gesetzesentwurf matgeschafft hunn, e grouse Merci, an Iech merci fir d'Nolauschteren. An ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Text, obschonn, ech hunn elo virgegraff, d'Madamm Hartmann wäert herno den Accord definitiv ginn. Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmoos dem Här Rapporteur Guy Arendt.

Ech ginn d'Wuert direkt weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

**M. Gilles Roth (CSV)** | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV ass als Europäesch Vollekspartei selbstverständlech fir eng méi breet Integratioun vun den Netlëtzebuurger hei zu Lëtzebuerg. A mir sinn dofir och fir e weidert Opmaache vum Gemengewalrecht fir Netlëtzebuurger, an dat zielt wuel fir d'EU-Bierger, mee dat zielt och fir d'Leit aus den Drëttlänner.

Duerfir begréisst mir och, de Guy Arendt huet et scho gesot, ausdrécklech dës Gesetzesprojet, deen eigentlech um Niveau vun dem Walrecht zwou Ännerunge virgesäit. Dat ass engersäits d'Ofschafung vun der sougenannter Residenzklausele an zweetens d'Verlängerung vun dem Aschreiwungsdelai, fir iwwerhaapt kënnen als Netlëtzebuurger bei de Gemengerotswale matzemaachen.

Ech wéilt ufänke mat der Ofschafung vun der sougenannter Residenzklausele. Dat ass eng gutt Saach, well se an der Praxis méi Participatioun wäert mat sech bréngen an och virun allem de Gemengen e méi realistesch Spigelbild gi vun der jeeweileger Gemengepopulatioun, déi da méi breet och bei de Gemengerotswale kann a soll ofstëmmen.

Wann een e bëssen zrëckkuckt, da gesäit een eigentlech, dass um Niveau vun dem Auslännerwalrecht bei de Gemengerotswale eng ganz Evolutioun komm ass, a mir hunn déi och als CSV, wéll ech soen, an der Regierung an och am Parlament ëmmer ausdrécklech mat begleet.

Den éische Punkt gouf gemaach am sougenannten Traité vu Maastricht, deen och den deemolege Staatsa-Finanzminister Jean-Claude Juncker mat behandelt huet an deen eigentlech déi europäesch Citoyenneté zu Lëtzebuerg mat sech bruecht huet. 1999 war et fir d'éischt, dass Netlëtzebuurger och konnte bei Gemengerotswale matmaachen. An a menger Heemechtsgemeng hate mer ee vun deene wéinegen, deen och d'Chance hat, fir en enger Proporzgemeng gewielt ze ginn als Netlëtzebuurger.

Deen zweete Punkt kouw dunn 2005. Et gouf eng weider Ouverture gemaach an d'Residenzdauer, déi virdu sechs Joer war, ass op fënnef erofgesat gi fir dat aktiiv an dat passiv Walrecht. An et konnten och deemools schonn niewent den EU-Bierger och Net-EU-Bierger matmaachen, net nëmmen aktiv, mee och passiv. 2011 gouf et dunn déi weider Ouverture, wéi ech gesot hunn, fir och d'Net-EU-Bierger.

Bei deem ganze Gesetzesprojet, dee mer, wéi gesot, als CSV matstëmmen, gëtt et awer och eng Rei kritesch Stëmmen. An eng kouw vun der Staatsbeamtekummer an hirem Avis, déi eigentlech gemengt huet, d'Regierung hätt hei aus der Héft geschoss a si hätt

net mat alle Partie-prenanteën am Virfeld geschwat, well dat awer vun der Staatsbeamtekummer als e relativ sensibelen Dossier ugesi gouf a well si och domadder wéilte verhénnern (veuilles lire: a well doduerch awer och verhénnert gi wier), dass populistesche Stëmme de Wand aus de Seegele geholl hätt kënne ginn.

Déi zweet grouss Measure, dat ass d'Verlängerung vum Aschreiwungsdelai. Dem Guy Arendt, dem Reporter, wéll ech villmools Merci soe fir säin détailléierte Bericht. Ech weess, dat ass eng dréchen an technesch Matière, déi awer grouss Implikatiounen huet. Dat ass fir eis eng wichtege Vereinfachung. An et ass, mengen ech, ëmmer och vum Syicol drop opmierksam gemaach ginn, dass dat fir déi Leit, déi déi Gemengewalcampagne sollen organiséieren, e richtege Stress ass, well do béi deem geréngste Prozedurfeeler ... Mir hunn dat jo rezent gesinn an enger Gemeng, wat eng Majorzgemeng ass, wou munches schifgelaf ass. Also, déi 54 Deeg, dat gétt richtig sportlech, virun allem och, wat dat alles ubelaangt, fir déi Walléschten à jour ze setzen an och déi néideg Convocatiounen ze maachen. An ech hoffen, dass dat an de Gemengen dann och riicht wäert lafen.

Mee et ass eng praktesch Continuitéit vun deem, wat och am Virfeld scho gemaach ginn ass. An ech gesinn eise fréieren Inneminister, de Kollege Jean-Marie Halsdorf, deem 2011 bei enger gréisserer Reform vun dem Walgesetz och schon den Delai op deemoools 87 Deeg erfogesat hat.

Här President, mir verstinn als CSV awer ënnert der lëtzebuergescher Identitéit och eis Sprooch. Déi soll een net exklusiv kucken, fir eis ass déi inklusiv, also net ausschléissend, mee aschléissend. Et ass en Deel vun eiser Identitéit, vun dem sougenannte „Materneen“. An et ass fir eis duerfir och kloer, an ech soen et nach eng Kéier, dass d'Langue usuelle, esou wéi et am Gemeengesetz vun 1985 steet an och virgeschriwwen ass, an Zukunft an eise Gemengen, och mat engem breeden Opmaache fir Netlëtzebuenger, muss Lëtzebuergesch sinn. Ech soen dat ganz kloer am Numm vun eiser Fraktioun. Dat ass keng diskriminéierend Ausso, mee dat ass eng inklusiv Ausso an dat ass eng Positioun, déi mer ëmmer vertraueden hunn. Jiddweree kann an der Gemeng, an der Urzell vun der Demokratie, matmaachen, mee e muss sech dann och un d'Spillreegelen halen. An d'Sprooch, dat ass een Deel vun de Spillreegelen, an dat ass fir eis och ganz kloer d'Lëtzebuergesch, also och als Invitatioun zur Integratioun.

An et soll kee mussen an der Gemeng, am Gemengerot – a scho guer net am Schäfferot – fäerten, fir duerfir Lëtzebuergesch ze schwätzen. Dat muss och esou kloer bleiwen an dat ass fir eis och en Deel vun enger gemeinsamer Zukunft an de Lëtzebuenger Gemengereit, wou, wéi gesot, kënne Lëtzebuenger an Netlëtzebuenger sinn. An d'Bedeitung ass och virun allem déi, dass d'Biurgermeeschteren an d'Schäffen – dat sinn déi, déi all Dag mat de Leit ze dinn hunn – och kloer musse Lëtzebuergesch kënne schwätzen.

Ech wéll awer och kloer soen, dass mir – an d'Diskussioun war haut de Mëtteg jo schon am Kontext vun der Verfassung ugeklongen – als CSV och kloer soen: Wa mer och fir eng Participatioun vun den Netlëtzebuenger bei de Gemengerotswale sinn, sou si mer dergéint, dass Netlëtzebuenger bei den Nationalwale mat wiele ginn. Wann ee bei eis an den Nationalwale fir d'Chamber mat wiele geet, da muss ee fir eis och d'Lëtzebuenger Nationalitéit hunn.

Ech wéll awer och ganz kloer nach eng Kéier drun erënneren, dass fir eis de Pendant dovunner war 2015, dass mer eng Proposition de loi, iwwert de Wee

vun dem Här Wiseler, erabruecht hunn, fir dass een den Zougang zur Lëtzebuenger Nationalitéit méi breet opgemaach huet, dass een dee vereinfacht huet ...

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Bradéiert!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Här Kartheiser, mir hunn net d'Lëtzebuenger Nationalitéit „bradéiert“, mee mir hunn enger Realitéit Rechnung gedroen: dass vill Leit, déi zu Lëtzebuerg sinn, scho laang hei wunnen, scho laang hei liewen, bei eis an de Betriber schaffen, Expatten, déi op Lëtzebuerg kommen, wat eng Chance ass, Talenter, déi op Lëtzebuerg kommen, wat eng Chance ass fir Lëtzebuerg, fir e Lëtzebuerg mat ville Kulturen, fir e Lëtzebuerg mat villen Nationalitéiten, Här Kartheiser! A mir wëllen och engem gerechte Wonsch vun hinnen nokommen, nämlech deem, fir den Zougang zu der Lëtzebuenger Nationalitéit ze kréien, mat allen Efforten, déi si och bereet sinn ze maachen, notamment fir d'Lëtzebuenger Sprooch. A jiddweree huet jo iwwert déi lescht Deeg gesinn, dat op Facebook, op Internet, wivill Leit sech an d'Lëtzebuergesch-Coursen aschreien, à tel point, dass d'Gemengen emol net méi genuch Leit fannen, fir déi Lëtzebuergesch-Coursen ze halen. An dat ass fir eis en Element vun der Integratioun, Här Kartheiser. An dat ass eppes, wou sech d'CSV vun der ADR ënnerscheet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Mir gesinn d'Lëtzebuenger Sprooch, Här Kartheiser, als en Element vun der Integratioun an net als en Element vun der Exklusiv, wat ech ënnerschwelleg an Ären Interventiounen héieren hunn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Dat ass also fir eis e pragmatlesche Wee. An ech mengen, dee Wee, deem ass och ... Ech hunn héiere vun de Majoritéitsparteien, 2015 hate si eng aner Meinung, dat hu mir respektéiert. Mee si wëssen och, dass d'Lëtzebuenger, déi mat ofgestëmmt hunn, sech zu 80 % fir dee Wee, dee mir virgeschloen haten, ausgedréckt hunn. Do fält kengem eng Zack aus der Kroun. Dat hëlt een zur Kenntnis. An ech mengen, dat ass och dee Wee, deem een och an Zukunft sollt weidergoen. Fir eis zielt: Walgergebnisse aus der Vergaangenheet, déi zielen och fir d'Zukunft. Et soll een dem Wielerwille Rechnung droen.

*(Interruption)*

Mécht een dat net, geet et eigentlech meeschtens schif.

*(Interruption)*

Här President ... Och bei de Gemengerotswalen. Jo!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech awer nach e klänge „legisteschen“ Exkurs maachen – esou hu se mer dat hei opgeschriwwen.

*(Interruptions et hilarité)*

Jo, „legisteschen“, jo, dat sinn déi fréier „Wort“-Journalisten, déi schreiwe „legisteschen Exkurs“. Ech gesinn dat méi einfach an ech ralliéiere mech do deem, wat de Guy Arendt gesot huet, an ech drécken dat dann op Lëtzebuergesch aus: Mir sinn eigentlech der Meinung, dass een net soll an engem Gesetz Äppel a Bieren zesumme verméschen. An hei ware mer dach e bëssen iwwerrascht, fir net ze soen erféiert, wéi op eemol d'Regierung komm ass an e Walgesetz eng Dispositioun iwwer en Amendement ageschriwwen huet an och nach d'Kompetenze vun der ALIA, der sougenannter Autorité de contrôle vun de Medien, wüllt mat dra reegelen. Mir sinn der Meinung, dass dat net an dat Gesetz hei drapast.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Wann et e Budget wier, dann hätt de Conseil d'État gesot, dat wier e sougenannte „cavalier budgétaire“. Firwat? Dat gétt jo ëmmer gesot, „cavalier budgétaire“. Wat heescht dat? Ma dass een de facto domadder eng Majoritéit an der Chamber béinnt, also seet: „Wann Der dat do, dee Budget, wéllt stëmme, da musst Der och alleguerten déi aner Dispositiounen matstëmme, och wann Der déi net esou gutt fannt!“

Mir sinn der Meinung, dass déi Dispositiounen iwwert d'ALIA net hei an d'est Gesetz passen. An dofir froe mer och – an ech hunn dat schrëftlech gemaach, och wann et op der Hand war, d'Chambersreglement gesäit dat esou vir –, dass mer iwwert den Artikel 4 (veuilles lire: iwwert d'Artikelen 21 an 22) e Vote séparé hunn.

D'Argumentatioun, firwat mer d'est Gesetz matstëmme, mee dass mer mam Artikel 4 (veuilles lire: mat den Artikelen 21 an 22) iwwert d'ALIA net d'accord sinn, do ass et eisen zweeten ageschriwwene Riedner, d'Madamm Diane Adehm als Vertrieederin vun der Mediekommissioun, déi dozou inhaltlech Stellung hëlt.

*(M. Gilles Roth dépose la demande de vote séparé sur les articles 21 et 22 du projet de loi 7877.)*

Nach eng Kéier ofschléissend: Mir si fir eng Participatioun vun den Netlëtzebuenger bei de Gemengerotswalen. Mir sinn och fir déi praktesch Vereinfachung, fir sech bis méi e spéiden Delai kënnen an d'Walléschten anzedroen. Et ass fir eis kloer, dass dat hei keng Inzidenz op d'Nationalwale huet, wou mir soen, dass dat exklusiv fir déi Leit ass, déi d'Lëtzebuenger Nationalitéit hunn. Mir gesinn och hei keng Gefor vun engem Aféiere vun dem Walrecht fir Netlëtzebuenger iwwert d'Hannerdier.

An den Text vun der ALIA, dozou hëlt d'Madamm Adehm inhaltlech Stellung. An ech soen zum Schluss dann nach eng Kéier formell dem Guy Arendt Merci fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Roth. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, an der Diskussioun, ob Auslänner dierfe viele goen, stinn dacks parteipolitesch Ideologien am Mëttelpunkt. Mir hunn dat, mengen ech, och haut de Mëtteg scho gemierkt. A grad a Länner mat engem héije Prozentsaz un auslännesche Bierger ass d'Fro, ënner wat fir enge Konditiounen eng Participatioun méiglech ass, dach eng, déi gäre polariséiert.

Obäi kéint een de Sujet och ganz niichter betruenen. Hei zu Lëtzebuerg liewe mir an enger representativer Demokratie an de Prinzipp vun enger Demokratie ass deem, dass jiddere sech um Entscheidungsprozess dierf bedeelegen.

D'Kapitel Gemengewalen – a mir schwätzen hei an dëser Diskussioun iwwert d'Gemengewalen an net iwwert d'Nationalwale –, d'Kapitel Gemengewalen an der Broschür iwwert d'Ausstellung iwwert d'Walrecht zu Lëtzebuerg resuméiert et ganz gutt: „D'Gemeng ass dee politeschen Niveau mat der gréisster Proximitéit zu de Leit.“ An dat stëmmt och. Eng Persoun, eng Famill, déi sech an enger Gemeng umellt, ass ab dëser Umeldung en Deel vun allem, wat eng Gemeng ausmécht. Si ass konfrontéiert mat de Schoulen, de Maison-relaisen, mam Transport a Verkéier, mat der

Entwécklung vum Bauperimeter, mat de Veräiner, der Energieversuergung, de Poubellen, mam Waasser, bref, mat ganz ville Saachen.

(*M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.*)

Alles dat betrëfft allegueren d'Berger aus de Gemengen. An dofir gëtt jo am Prinzip jiddereen och un de Käschte bedeelegt.

Et ass awer och e Fait, dass eng 47 % vun de Bierger an eise Gemengen Netlëtzebuenger sinn. Dat ass bal d'Hallschent vun der Populatioun, déi zwar vun alle politeschen an administrativen Decisiounen be- traff ass, déi awer nëmme begrenzt politesche Rech- ter huet. Si kënnen sech zwar un de consultative Missiounen an Aarbechtsgruppen an de Gemenge bedeelegen, si kënnen awer net alleguerete matbestëmme, wie si am Gemengerot vertrëtt.

Här President, wéi den Traité vu Maastricht opgesat ginn ass, huet Lëtzebuerg eng net onweesentlech Roll gespillt, besonnesch wat den Artikel 8b vun dësem Traité ugeet, deen d'Weiche vum aktiven a passive Walrecht vun auslännesche Residentë bei Gemenge- wale gestallt huet. Op där Basis kënnen säit 1999 och elo schonn eng Partie vun den Netlëtzebuenger ën- ner gewëssene Konditiounen an hire Gemenge wiede- loen.

Trotzdem läit d'Walbedeelegung vun den Netlëtze- buenger bei de Gemengewalen op engem niddregen Niveau. 2011 louch d'Participatioun bei ronn 17 %, 2017 ass se dunn op 22,8 % an d'Luucht gaangen. Dat si manner wéi een Drëttel vun den eligibelen Ausländer, déi sech bei de leschte Gemengewalen ageschriwwen hunn. En zweeten Deel vun dese Leit war dee Moment guer net eligibel, well si ënnert d'Clause résidentielle vu fënnef Joer gefall sinn. Dat si ronn 75.000 Leit, déi bei de leschte Gemengewalen hir Stëmm och einfach net duerften ofginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, uechtert d'Land gëtt et eng ganz Partie grouss auslännesch Communitäten. D'lescht Joer goufe ronn 170 Nationalitéiten am Grand-Duché gezielt, dovunner maachen d'Portugiesen zesumme mat de Fransousen, den Italiener, de Belsch an den Däitsche ronn 30,8 % vun den Netlëtzebuenger aus. Eleng an der Stad Lëtzebuerg si 70,6 % vun de Bierger Netlëtzebuenger. Duerno komme Stroosse mat 62,3 % an d'Fiels mat 58,3 %.

A genee hei läit d'Kromm an der Heck. An ech kommen nach eemol op den Ufank vu menger Ried réck. Wa mer de Sujet ganz sober a rationell kucken, da kann et net sinn, dass jee no Gemeng eng Minoritéit mat iwwer eng Majoritéit decidéiert respektiv e groussen Deel vun der Bevëlkerung net um politesche Liewe participéiert. Eis Gemengepolitik an iwwerhaupt eis Gesellschaft liewen awer vun der gréisstméiglecher politescher Bedeelegung.

A genee op dësem Punkt setzt de Projet de loi, deen eise Kolleeg Guy Arendt eis exzellent presentéiert huet, un. Mat dësem Gesetz schafe mir elo op d'mannst d'Méiglechkeet, dass all d'Bierger an de Gemengen och eng politesche Stëmm kënnen hunn, dass se se direkt zum Ausdrock kënnen bréngen, dass si d'Recht hunn, fir d'Liewen an hire Gemenge matzestalten.

Et mag sinn, dass Netlëtzebuenger, déi an d'Land, an eng Gemeng zéien, sech am Ufank vläicht net esou gutt mat der lokaler Politik auskennen. Ma dat kann och engem Lëtzebuenger geschéien, deen an eng aner Gemeng plënnert oder, si mer éierlech, dee sech och vläicht net mat Gemengepolitik auserneeisetzt. Fir eis auslännesch Matbierger liwwert dësen Text eng wichteg Incitatioun, fir sech mam kommunalpolitische Liewen auserneezesetzen a sech och beschte- falls dorunner ze bedeelegen.

Här President, eng Simplificatioun vum Walrecht ass och e wichtige Message un eis nei Matbierger. Mir soen hinnen heimat nach eemol, dass si hei wëll- komm sinn, dass si en Deel vun eiser Gesellschaft sinn, dass hir Stëmm eis wichtig ass an dass mir dës Stëmm och eescht huelen.

Dacks gëtt an dësem Kontext d'Fro gestallt, firwat verschidden Netlëtzebuenger méi retizent sinn, fir sech op d'Wielerslächten anzedroen. Do gëtt et zum Beispill Mënschen, déi aus antidemokrateschen, autoritäre Länner kommen, wou d'Demokratie an d'Menscherechter mat Féiss getréppelt ginn, aus Staa- ten, wou eng Walcampagne just fir d'Galerie ass. Et ass eis Aufgab, fir deene Mënschen erëm d'Vertrauen an d'Politik an an de Fonctionnement vun engem Staat zrëckzeginn. An dofir brauche mir all Participatioun, mir brauchen all Stëmm. All Stëmm, déi verluer geet, ass nämlech och e Verloscht fir eise System.

Als DP begrüesse mir dohier, dass d'Clause de rési- dence vu fënnef Joer bei de Gemengewalen elo ewechfält, an och, dass d'Delaien esou geännert ginn, dass och déi auslännesch Matbierger, déi bis ewell nach net agedroe sinn, d'Geleeënheet kréien, fir dat ze maachen. Dat ass ganz einfach eng Fro vu geson- dem Fairplay, fir esou ville Leit wéi méiglech eng Plaz an eiser Demokratie ze ginn.

Dofer wëll ech eis auslännesch Matbierger och wierce- lech encouragéieren, fir sech an hire Gemengen anzeschreiwen, fir bei de Gemengewale vum nächste Joer mat wielen ze goen an hiren Iwwerzeegungen och eng Stëmm ze ginn. Mat der gréisstméiglecher Participatioun vun alle Bierger kënnen mir zesumme eis Gesellschaft virubréngen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance** | Merci och. An eis nächst Riednerin ass d'Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Cécile Hemmen (LSAP)** | Merci, Här President. Madamm Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, virop e grouse Merci dem Guy Arendt, dem Rap- porter, fir dee ganz detailléierte mëndleche Rapport, fir säi gudde schrëftleche Rapport natierlech och. Dat erlaabt mer, fir net nach eng Kéier am Detail op déi vill Detailler anzegoe vum Gesetz, wat d'Delaien ube- laangt respektiv d'Residenzklusel an esou weider. Et erlaabt mer virun allem, op d'Wichtigkeet anzegoe vun dësem Projet de loi. Et ass e Projet de loi, deen dat nationaalt Walgesetz op eng fundamental Aart a Weis wäert verännere.

Grad bei dësem Gesetz hunn ech selwer méi wéi eemol dru geduecht, wéi ech a menger fréierer Buer- germeeschterfunktioun mat mengem Gemengerot villes drugesat hunn, fir eis sellegen net Lëtzebuenger Bierger an d'Aktivitéit vun eiser Gemeng anzebän- nen. Mee bei enger Famill mat Kanner – Kanner, déi dacks an d'Europaschoul gaange sinn, deemno ware se och net méi an der Gemengeschoul a Kontakt mat hire gläichaltrege Spillkomeroden, respektiv an deem Fall waren d'Elteren och net méi an der Gemeng ënnerwee an hate keen Austausch mateneen –, wou de Bekanntekrees vun där Famill dacks och ausser- halb vun der Gemeng war, d'Sprooch déi Saach natier- lech och net méi einfach gemaach huet, do huet alles dat derzou gefouert, dass d'Participatioun un Aktivi- téiten an deemno och d'Gemengepolitik u sech fir dës Leit net attraktiv waren.

Fënnef Joer, wou ee sech iwwert d'Walen net konnt bedeelegen an deem, wat politesch an der Gemeng ugestriift gëtt, dat war fir vill Leit eng ganz laang Zäit, wat mat sech bruecht huet, dass den Interessi einfach net do war, fir Uschloss ze sichen.

D'Gemengepolitik, ech hunn et gesot, huet kee richteg ugesprach, wann d'Servicer an der Gemeng gutt fon- ctionéiert hunn. Och hunn eis auslännesch Matbierger jo eigentlech keng Erfahrung mat engem obligato- resche Walsystem an och dat konnt ënner Ëmstänn Angscht maachen.

Nach rezent huet e fransésche Matbierger mer er- klärt, dass hien ni dru geduecht hätt, fir sech anze- schreiwen a fir wielen ze goen. D'Politik war fir hie ganz einfach vill ze vill wäit ewech. Mee spéitstens, wéi mer dunn awer zesummen e bëssen iwwer Konkreetes geschwat hunn, wéi zum Beispill d'Amenagement vun de Spillplazen an der Gemeng oder d'Gestaltung vun öffentleche Plazen, d'Sécherheet a sengem Quartier oder awer d'Mobilitéit, spéitstens dunn ass de Frang gefall.

D'est klengt Beispill soll weisen, dass et hei, wéi esou dacks, bei der Kommunikatioun ufänt. D'Wichtigkeet fir d'Matbestëmmung muss erkannt ginn an et ass ganz kloer un eis, fir mat eisen auslännesche Matbier- ger den Dialog ze sichen an iwwert dee Wee de Mes- sage ze vermëttelen. Mee matbestëmme, wann een eng aner Kultur huet, sproochlech Barriären huet, jo, eigentlech d'Finalitéit net richteg erkennt, dat ass net evident. Vill auslännesch Matbierger sinn awer zum Beispill an enger Gewerkschaft aktiv. An dat ka scho ganz hëllefriich sinn, well spéitstens hei gëtt ee ge- wuer, dass et nëmme dann eppes bréngt, wann ee sech och effektiv asetzt an net nëmme passiv dem Laf vum Geschéien nokuckt.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Cécile Hemmen (LSAP)** | Iwwert d'Jore si wuel vill Ustregunge gemaach ginn iwwer multipel legis- tesch Upassungen. Dës hunn zwar d'Bedeelegung un de Gemengewale gesteigert, awer nach laang net op deen Niveau bruecht, wou ee kann unhuelen, datt de Bierger an all Gemeng bei den Decisiounen durch den demokratesche Prozess matgewierkt huet. Ob- wuel genee dat jo d'Zil ass: dass all lokal Decisioun déi Leit am meeschten interesséiert, déi op der Plaz liewen.

Déi Sensibilisatiouns- an och Informatiounscampa- gnen haten also net dee gewënschten Erfolleg, sou- dass et elo un der Zäit ass, verstärkt un dëser Schrauf ze dréien an an der Zukunft verstärkt op esou Campa- gnen ze setzen.

Ech wéilt op dëser Plaz en explizite Merci soen, e Merci den Associatiounen an och den Initiativen, déi sech fir d'Integratioun an d'Citoyennetéit asetzen. Si setze sech net nëmme an, fir Informatioun ze ver- mëttelen. Si setze sech och an, fir Formatioun ze ginn. Well och dat ass eppes extreem Wichtiges. Et geet net duer, d'Leit ze incitéieren, fir wielen ze goen. Si müssen och wëssen, wat dat bedeit, awéiwäit dass si sech do kënnen abréngen a wéi iwwerhaupt dee ganze politesche System bei eis fonctionéiert.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Cécile Hemmen (LSAP)** | Mir dierfen net vergiessen, dass eis Matbierger, déi keng lëtzebuergesch Nationalitéit hunn, genauou en Deel vun eiser Gesellschaft a vun eise Liewen hei zu Lëtzebuerg si wéi mir, wéi all aner Bierger och. Datt si un de lokale Walen deelhuelen, ass eng Selbstverständlechkeet, well net nëmme solle si hir Verrieder op lokalem Ni- veau matbestëmme, mee si solle sech och opsetze kënnen, fir esou d'Liewe matzestalten an eis poli- tesch Landschaft ze beräicheren.

D'Walgesetz an dëser Hisiicht ze änneren, war ee Punkt an och een Zil, wat am Koalitionsaccord fest- gehale ginn ass, mir dierfen dat net vergiessen, a wat elo realiséiert gëtt.

Ech ginn am Numm vun der LSAP-Fraktioun mat Freed den Accord zu dësem wicthege Gesetz, well et ass wicthege – an eisen net lëtzebuergeresche Matmënnschen läit eng Kraaft respektiv dee Wëllen –, fir hinnen et esou einfach wéi méiglech ze maachen, fir bei deem wicthege lokale Prozess matzewierken an hinnen esou iwwer hir Stëmm Ausdrock ze ginn.

Participatioun an Integratioun sollen Ziler sinn, déi hei am Land ganz, ganz grouss geschriwwen ginn. Zesummen an nëmmen zesumme kënnen mir d'Lëtzebuerg vu muer op all Niveau an an all Schicht vun der Gesellschaft beräicheren, net nëmmen ekonomesch, mee och kulturell, sozial an tëschemënschlech.

Mir wäerten heimadde wegweisend sinn als Adopivland fir eis auslännesch Matbierger, wegweisend fir déi Länner, déi keng Walflicht hunn, a méi nach wegweisend fir déi Länner, wou Demokratie nach e Friemwuert ass. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. An eisen nächste Riedner ass den Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Merci, Här Président. Léif Kolleeginnen a Kolleegen ...

Kënne mer de Compteur op null stellen, wannechgelift?

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Ech kucken op meng Auer.

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Ok. Ech brauch ëmmer eppes.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Här Margue, laut menger Auer hutt Der genee fënnef Minuten.

(Hilarité)

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Elo kréien ech schonn erëm Drock. Ech hunn ni déi beschte Gefiller mat deem President hei. Ech vertraue menge Kolleegen do besser.

(Hilarité)

Virop e léiwe Merci un de Rapporteur Guy Arendt fir säi klore mëndlechen a schrëfteleche Rapport. Am Numm vun der grénger Fraktioun ginn ech och direkt eisen Accord, e ganz behäerzten a warmen Accord.

Haut ass e gudden Dag fir Lëtzebuerg. Haut ass e gudden a wicthege Dag fir d'Demokratie zu Lëtzebuerg. Ech hat elo hei stoe „virun e puer Minuten“, mee virun e puer Stonnen hu mer an der zukünfteger Verfassung eist Parlament an d'Demokratie op nationalem Niveau gestärkt. A mat dësem Gesetz stärke mer elo d'Demokratie op lokalem Niveau, an eise Gemengen.

Lëtzebuerg ass e Mosaik, ech hunn dat schonn e puermol hei gesot, ech hunn dës Beschriewung benotzt an der Debatt iwwer d'Zesummeliewen. E Mosaik ass e Bild, wat ee spontan als e Ganzt gesäit, wann ee fir d'éischt an e Raum erakënn, wou e Mosaik ass. Do gehéiert all Steen derzou, well soss kritt de Mosaik séier Flecken a Lächer an dat fält dann op an dann hu mer kee Ganzt méi.

Zu eiser Lëtzebuerger Gesellschaft gehéiert jidder een, deen hei wunnt, jiddereen, deen hei leeft, onofhängeg vu sengem Pass, onofhängeg vu senger Identitéitskaart. Déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi haut de Mëtteg hir Zoustëmmung zu dësem Gesetz ginn, déi maachen haut e klore Schrëtt an eng méi inklusiv Gesellschaft. Méi inklusiv, well mer ophalen ze kucken, wéi e Pass dass de hues, well mer ophalen ze kucken, wou s de gebuer bass, fir ze entscheeden, ob s de dierfs oder net dierfs matbestëmmen, wien an

denger Gemeng déi nächst sechs Joer deng Interessen, Suergen a Wäerter an och déi vun denger Famill am Gemengerot an am Schäfferot vertritt.

Dëst ass en däitleche politesche Schrëtt. Mir Gréng si frou, dass mer, sou wéi mer dat am Koalitiounsaccord ofgemaach haten, dës Reform haut kënnen ëmsetzen.

Mir sinn och besonnesch frou, dass mer haut net méi ënnerscheeden tëscht EU-Bierger a Ménsche vu soss aus der Welt, déi bei eis liewen, ob se oder ob se net dierfen um lokalen Niveau matbestëmmen. Ech sinn och frou, dass mer endlech ophalen ze larvéieren, ze luussen an dëser Problematik.

Am Gesetzesprojet hunn ech nogelies – an de Gilles Roth huet kloer higewisen op déi eenzel Perioden –, wéi vill, ech nennen et „Gefréckels“, mer un dëser Gesetzgebung gemaach hunn, mat fënnef Gesetzer zënter 1995, wou mer gekuckt hunn, wéi laang déi Residenzdauer soll sinn, wou mer fir d'éischt dat aktiivt Walrecht ginn hunn a spéider dat passiivt, wou mer d'Aschreiwungsdelaië modifizéiert hunn, wou mer méi genee gekuckt hunn, wat dat dann elo eigentlech heescht, fënnef Joer hei an deem Land ze liewen. Well Dir musst wëssen, dass, wann ech meng Residenz zu Lëtzebuerg ennerbrach hunn, den Zähler erëm bei null ugaangen ass, fir op déi fënnef Joer ze kommen. Dat war bis 2018 esou.

Net ze vergiessen och – oder léiwer dach –, dass mer dat lescht EU-Land sinn, dat bis haut eng Residenzklausele fir Auslänner bei de Gemengewalen uwennt; am Fong kee Grond, fir houvreg ze sinn. Mee gutt, léiwer spéit wéi ni. Mir setzen haut e politescht Zeechen. Jiddwereen, deen zu Lëtzebuerg wunnt, kann d'nächst Joer wéi viele goe bei de Gemengewalen, wann en dee Choix mécht a sech zurzäit aschreift. An e kann och selwer kandidéieren fir de Gemengerot.

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Mir ginn iwwer d'EU-Direktiv eraus a mir gi bewosst doruwwer eraus. Mir begrenzen eis net op d'EU-Bierger, och wann dat an einzelnen Avisen zu dësem Gesetz net appreciéiert gouf. Als Chamber, als Gesetzgeber setze mer och hei e weidere politeschen Akzent haut de Mëtteg a mir sinn domat op der selwechter Linn, op der selwechter Wellelängt wéi de Syvicol an den Nationalen Auslännerot.

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Et geet drëms, wéi schonn gesot, dass all Ménsch iwwer 18 Joer hei am Land kann a soll matbestëmmen, wien en op lokalem Niveau vertritt. D'Carole Hartmann huet schonn e weineg Ausféierung gemaach statistescher Natur. Ech hunn der och e puer – dat konnt Der Iech jo denken! – opgeschriwwen an och Gréisstenuerdnungen.

An de 70er-Jore war et ee Fënneftel Auslänner zu Lëtzebuerg, et war ee Véierel an den 80er-Joren, een Drëttel an den 90er-Joren, iwwer 40 % an den 2000er-Joren an elo si mer quasi bei der Hallschent. De Moment gött et keng Gemeng am Land, wou manner wéi 20 % auslännesch Matbierger wunnen. Ech mengen, et si souguer 25 %. Zu Déifferdeng an Hesper sinn et iwwer 50 %, zu Esch an zu Stroossen iwwer 60 % an hei an der Stad iwwer 70 %. Dës Zuele schwätze fir sech.

Sécher sinn haut scho vill vun dëser Matbierger mat dem auslännesche Pass berechtert, fir hir Gemengeréit kënnen mat wielen ze goen, well si effektiv scho méi laang wéi fënnef Joer hei am Land liewen. Mee mir wëssen – dat ass och scho vun de Virriedner gesot ginn –, dass et knapps ee Fënneftel war, dee sech bei de leschte Gemengewalen ageschriwwen hat. Dat war eng Verduebelung zu där Kéier virdrun, mee

awer nach ëmmer nëmmen ee Fënneftel, 22,8 %. Dat nennen ech en Demokratiedefizit an dat nennen ech e fatzegen Demokratiedefizit! Dat ass ni ze verrieden, dat ass ni gutt an dat ass besonnesch an eisen haitegen ugespaanten Zäiten net gutt.

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Den Desinteressi un der Politik, aus wellechen Ursachen och ëmmer e kënn, därefer mir net einfach nokucken an därefer mir net einfach esou hinuelen, och wann d'Individualiséierung – op Franséisch schwätze mer vum Begrëff vun der „individuation“ – e Fakt a souguer e verstärkten Trend ass, och hei am Land. Mir mussen awer do dergéintsteieren, besonnesch an Zäiten, wou de Risiko vun der Konfrontatioun vun den Extremer ëmmer méi grouss gött oder wou e besteet. De leschte Mount a Frankräich hu mer et an de Wale gesinn. Dës Situatioun ass enner anerem d'Resultat vun enger Politik an hirem staark zentraliséierte Staat, wou vill Bierger sech net gehéiert oder sech ausgegrenzt spieren – Politikverdrossenheet!

Als Demograf, als Analyst vun der soziologescher Entwécklung hei am Land sinn ech haut frou, dass dëst Gesetz d'Méiglechkeet gött, dësem Trend entgéintzewierken. A mir Gréng si frou, mat dësem Gesetz eng kloer Situatioun ze schafen, en inklusiv Kader ze schafen, wou jidderee ka matbestëmmen, wann en dat wëll, ouni virdrun en Hürdelaf beim Aschreiwes mussen ze maachen, en Hürdelaf, wou an der Vergaangeneet vill Leit den Delai verpasst hunn oder ennerwee opginn hunn.

De Kalenner vun de Walen dat nächst Joer ass jo vill diskutéiert ginn. Mee ech weess awer aus mengen Zäiten, wou ech Sondagë gemaach hunn, dass dat Summerlach virun de Walen am Hierscht ganz negativ Konsequenzen hat fir matzemaachen, fir sech anzuschreien. Virun der Sommervakanz war den Interessi un de Walen net wäit verbreet. Dat ass en och net bei deene Lëtzebuerger Wieler – de Walkampf ass jo nach net amgaang – a wien ...

(Brouhaha et interruption)

Virun der Sommervakanz ass normalerweis bei de Gemengewalen de Walkampf nach net amgaang op lokalem Plang.

(Brouhaha et interruption)

Gewiescht!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dir hutt schonn e Spëtzezekandidat, e Buergermeeschterkandidat, eng ...

**M. Charles Margue** (déi gréng) | D'Land ass net d'Stad Lëtzebuerg! Et ass definitiv ...

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Här Margue, loosst Iech net beieren, Här Margue!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Frot verschidde Leit, dass ech hinnen dat ëmmer erëm virdoen, dass d'Stad Lëtzebuerg net den Nuebel vum Land ass an och net vum Zentrum.

(Brouhaha général)

Virun der Sommervakanz war, wéi gesot, den Interessi un de Gemengewalen nach net wäit verbreet. A wie sech virun der Sommervakanz net ageschriwwen hat, deen hat den Delai verpasst, wéi den Interessi dunn am Hierscht opkomm ass. Dass déi nächst Gemengewalen am Fréijoer sinn, ass an deem Sënn eng gutt Saach, grad wéi déi däitlech Verkieerung – de Rapporteur huet et gesot: 32 Deeg, dat heescht quasi e Mount – vum Aschreiwungsdelai.

Ze begrëissen ass och, dass all d'Delaien, dat heescht, och déi fir d'Chamber- an d'Europawalen, verkieert ginn, notament d'Clôture vun de Wielerleschten an



déi vum Depot vun de Kandidaturen. Mir hunn doriwwer diskutéiert. Et ass laang an deene verschiddene Ministèren doriwwer gekuckt ginn. Méi kuerz wär mir nach léier gewiescht. Et ass awer aus prozeduralen Ursachen, aus gesetzgebereschen Ursachen net anescht maachbar, well mer jo och nach d'Korrespondenzwal hunn.

Wat den Accès zu de Wielerlëschten zwecks Kontroll vun der Inscriptioun respektiv den Donnéeën ugeet, do ass et allerdéngs net just den Delai, deen ugepasst gëtt.

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | De Rapporteur huet et gesot. Et ass wichteg, och aus grénger Perspektiv ze erinneren, dass hei eng däitlech Verbesserung vum Dateschutz an d'Ofschafe vun enger Praxis festgeschriwwen gëtt, déi vill Wielerinnen a Wieler ëmmer nees iwwerrascht an deelweis schockéiert huet. Ech schwätze vun der bisheeriger legaler Méiglechkeet fir all Mënsch – ech betounen: all Mënsch – am Kader vun de Walen op der Gemeng eng Kopie vun de Wielerlëschten ze froen an och ze kréien.

Op dese Lëschte stinn net nëmme den Numm an d'Adress, mee och nach weider perséinlech Donnéeën wéi de Gebuertsuert, de Gebuertsdatum an natierlech och d'Nationalitéit. Dës Méiglechkeet, an dat ass mer wichteg hei och grad als President vun der Justizkommissioun ze soen, fir quasi egal wéi Zougang zu dese wichtege perséinlechen Donnéeën vu sämtlechen Wieler ze erméiglechen, gëtt mat deem Gesetz elo ofgeschafft.

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | An dat ass gutt esou an et war och méi wéi iwwerfäll! Merci. Ech ka mech erënneren, dass dat an der Diskussioun an der Kommissioun opkomm ass an dass dat deemools konnt nogebessert gi par rapport zur éischter Proposition.

D'Kontroll vun der eegener Inscriptioun op de Walleschten ass natierlech awer weiderhi méiglech, mee sur place op der Gemeng, ouni dass ee kann eng Pabeier- oder eng elektronesch Kopie vun de ganze Lëschte kréien.

Och wichteg ze wëssen: Fir d'passiivt Walrecht, also fir kënnen Kandidat ze sinn, sech kënnen wielen ze loosse, bleift nach ëmmer eng Residenzklausel vu sechs Méint, déi ee muss an der treffender Gemeng wunnen. Mee dat ass keng cibléiert Residenzklausel fir Netlëtzebuurger, mee eng generell Klausel, déi ganz generell fir all Kandidatinnen a Kandidate gëllt, déi wëlle matmaachen.

Mir Gréng sinn a bleiwen Idealisten an Optimisten, och an deem Dossier, wou et drëms geet, an der Gesellschaft zesummenzefannen, aus der Diversitéit mënschlech méi räch ze ginn, och wann et net ëmmer einfach ass, eng gemeinsam Sprooch ze fannen, och wa Mentalitéits- a kulturell Ënnerscheeder eng Erausforderung sinn, wann et heescht, op deen aneren, op mäi Matbierger, duerzegoen an hien ze verstoen. Dës Reform vum Walgesetz ass dann och e weidere Baustee vun der Wëllkommenskultur, déi mir zu an déi mir fir Lëtzebuerg wëllen.

Et ass also elo un eis all, déi dese Projet matdroen, fir derfir ze suergen, dass mer informéieren, Reklamme maache bei allen net Lëtzebuurger Matbierger, fir sech anzuschreiwen, fir se ze motivéieren. D'Cécile Hemmen huet op e puer Beispiller higewisen, wéi een dat ka maachen a wéini da vläicht de Grosche fällt bei de Leit. Wa méiglech solle mer se och froen, fir Kandidat ze ginn. Eis Gemengeréit sollen d'Fuerwen an d'Konturen hu vun deene klengen Mosaicke vun eise Gemengen.

Éischt Initiative si jo am Ministère, am GRESIL (ndlr: Groupe d'échange et de soutien en matière d'intégration au niveau local) mam Syvicol amgaangen. Um Festival des migrations am Mäerz notament war de mobile Stand ënnerwee. Déi Initiative mussen elo verstärkt ginn, well bis haut huet nach munchereezweifel, ob a wéini d'Gesetz kéim. An ech si ganz frou, dass mer eis an der Kommissioun eens gi sinn, dass dat onbedéngt elo virum Summer nach muss gestëmmt ginn, wat mer haut maachen, an dass déi Zweifelen aus dem Raum sinn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Och déi al Campagnes-Websäit vun der leschter Kéier, de jepeuxvoter.lu, ass an de leschte Wochen aktualiséiert ginn a verweist elo schonn op deen nächste Stéichdatum vum 11. Juni 2023.

Ech widderhuelen hei och nach de Gedanken, dass eis Gemengeverwaltungen eng besonnesch Plaz sinn, an ech hat bal gesot, eng besonnesch Verantwortung hunn, fir bei der Umeldung op der Gemeng déi néideg Informatiounen ze ginn un all neien auslännesche Matbierger an och all lëtzebuergesche Bierger, dass e ka Kandidat sinn, fir sech anzuschreiwen an och am Sënn vum Vott vun haut de Mëtteg deene Leit ze vermëttelen – deene Leit ze vermëttelen! –, dass et erwünscht ass vun eis, dass si sech op lokalem Niveau via d'Walen engagéieren.

Den Nationalen Auslännerrot freet a sengem Avis, fir dem Personal an de Gemengen an deem Sënn eng Formatioun unzëbieden. Als Gréng hu mir schonn ëmmer d'Positioun vertrueden, all Bierger aktiv unzschwätzen, fir sech anzuschreiwen op d'Wallëschten.

Iwwregens wier et sënnvoll, och dem Lëtzebuurger Wieler eng Kéier an enger flotter Broschür matzedeelen, wat fir Entscheidungen op Gemengenniveau geholl ginn, fir dass jiddwereen am Fong dat Bewosstsäin huet, dass et net ohne ass, wat alles op Gemengenniveau geschitt.

Als Gréng si mer prett, wat déi Sensibilisatioun ugeet. An ech kann Iech soen, mir wäerten eisen Deel – mir wäerten eisen Deel – dozou bäidroen; dat sief haut schonns verroden!

Nach séier awer e puer Wuert zum Volet ALIA. Et ass fir eis e wichteg Punkt, d'Schafe vun enger propperer Base légale fir d'ALIA, fir gewësse Reegele fir d'Campagne kënnen ze fixéieren an den Deroulement vun der Campagne an de Medien ze iwwerwaachen. Mee den haitegen Text, wëll ech awer soen, ass just den Ufank! Mir ware jo all 2019 opgefuerdert ginn, dem Premier matzedeelen, a wéi enge Punkte mir d'Walgesetz nach wëilten op de Leescht huelen. Dat heite war ee vun deene Punkte fir déi Gréng an deem Sënn.

Gutt dass de Staatsministère hei elo mat enger éischter Propos koun, déi nach fir déi nächst Walen, oder schonns fir déi nächst Walen elo a Kraaft ass. Mee dat ass sécherlech, dat ass de Mëtteg scho gesot ginn – nee, de Moie war dat –, nach net der Weisheit letzter Schluss. A mir wäerten hei all zesumme mussen no den Nationalwalen en éischte Bilan zéien an dann op deesen Dispositif zrëckkommen. Dat geet och net zulescht aus dem Avis vun der ALIA an och hirer berodender Kommissioun kloer ervir.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an drécken d'Zefriddenheet, déi grouss Zefriddenheet vun der grénger Fraktioun aus, haut de Mëtteg fir d'zweet mat engem waarmen an däitlechen Jo kënnen ze stëmmen. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. An no menger Auer hutt Der nach ëmmer fënnf Minuten.

*(Hilarité et brouhaha)*

Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och ufänke mat engem grouss Merci un de Rapporteur, den Här Arendt, datt en eis hei dee Projet esou gutt virgestallt huet.

No esou vill Freed an Zefriddenheet, déi mer vu ville Säiten hei héieren hunn, wollt ech nach eng aner kleng Erënnerung hei ubringen. Et ass en Zoufall, datt mäi Virriedner do och iergendwéi dermat ze dinn hat. Et ass e Sondage vun der TNS ILReS, deen ech hei wëll kuerz rappeléieren, aus dem November 2021. An do ass et drëm gaangen, ob d'Leit derfir sinn oder net, fir d'Fënnfoerklausel ofzeschaffen. Mir hate 25 % Jo a 66 % Neen!

Ech wëll also just hei soen, datt elo d'ADR sech e bëssen och als Porte-parole gesäit vun deene 66 %, déi éischter kritesch sinn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Bei den Nationalwale si mer de Porte-parole vun deenen 80 %, déi méi kritesch sinn. Elo sinn et der 66. Mee mir huelen dat ganz eesch!

Dat Gesetz, wat mer hei hunn, betrëfft zwou grondverschidden Ännerungen am Walgesetz, déi u sech näischt mateneen ze dinn hunn: d'Ännerunge beim kommunale Walrecht fir d'Auslänner op där enger Säit, d'Iwwerwaache vun de Walcampagnen duerch d'ALIA op där anerer Säit. Ausserdeem verschwënt déi Méiglechkeet, fir eng Kopie vun der Wallëscht ze kréien, wat fir d'politisch Parteien, déi dat gemaach hunn an der Vergaangenheet – dat waren der eng ganz Partie –, awer elo e bëssen en Defi duerstellt.

Jiddefalls wär et och an eisen Ae besser gewiescht, déi Theemeberäicher vuneneen ze trennen a se a verschiddene Gesetzer ze behandelen. Ausserdeem wäire fir d'Virbereedung vun dese Projeten och ënnerschiddlech parlamentaresch Kommissiounen zoustänneg gewiescht.

D'ADR ass kloer géint d'Faleloosse vun der Fënnfoeres-Residenzklausel fir auslännesch Staatsbierger beim kommunale Walrecht. Fir si ass d'Ausübung vum Walrecht ëmmer un eng scho gelongen Integratioun gebonnen! Ech soen dat och hei fir d'Kollege vun der CSV, déi sech eng ADR molen, wéi si se gär hätten, fir ëmmer kënnen net am Accord ze sinn. Mee d'ADR ass fir Integratioun, gesäit d'Lëtzebuurger Sprooch als Vehikel vun der Integratioun, als näischt anescht, ass fir Inklusioun, net fir Exklusioun. Mee et kann ee sech e Géigner molen, wann ee keen huet!

Et ass also fir eis ganz kloer: D'Walrecht ass eng Integratiounsleeschtung. Dorunner muss et gebonne sinn. An et muss een unhuelen, leider, datt en Auslänner, dee grad eréischt e puer Méint virum de Walen an d'Land kënnt, mat héijer statistescher Warscheinlechkeet d'Politik a senger Gemeng kaum versteet. Dat wär normal; ech kéint dat och net. Dacks genuch schwätzt en och emol keng vun deenen dräi administrative Sproochen.

Dëst Gesetz schafft iwwerdeems och eng Gefor vun der Manipulatioun vun esou Leit, déi nei kommen, d'Sproochen net schwätzen an dann awer do vläicht incitéiert ginn, wielen ze goen.

Eist Land hat sech a puncto Walrecht, kommunal oder national, bis elo iwwerhaupt näischt virzwerfen! Op

kommunalem Plang goufen och an der Vergaangenheet schon allméiglech Campagnen an Efforte gemaach, fir eis auslännesch Matbierger ze motivéieren, fir wielen ze goen. Trotzdem war d'Participatioun niddreg. Dat ass kee Problem! Et wor jo schlisslech d'Recht vun deene Leit, fir wielen ze goen, a keng Flicht!

Bei de Lëtzebuurger ass d'Begeeschterung fir d'Kommunalpolitik och net ëmmer grouss. Mir gesi jo all, wéi schwierig et ass a ville Gemenge fir vill Parteien, komplett Lëschten opzestellen. Ech hunn den Androck, an der Tëschenzäit fir se all. Et wär gutt, wa mer eis kéinten iwwerleeën, wéi mir och d'Lëtzebuurger un der Politik méi interesséiert kriteren.

Lëtzebuerg huet iwwregens och d'Gemengewale fir all Auslänner opgemaach an net nëmme fir d'EU-Bierger. Och dat ass eng Generosität, wéi mir se a kengem anere Land gesinn.

Beim passive Walrecht geet et an Zukunft duer, fir sechs Méint an der Gemeng gewiescht ze sinn. Mir kënnen eis jo dowéinst schon drop virbereeden, datt et mat der Zäit ëmmer méi schwéier gëtt, fir déi Regel duerchzehalen, datt am Gemengerot soll Lëtzebuergesch geschwat ginn. Anscheinend gëtt et elo scho Schaffen am Land, déi kee Lëtzebuergesch kennen.

*(Brouhaha et exclamations)*

Dat ëmsou méi, wéi d'Parteien ...

Jo, nee, et ass ganz gutt! Ech hoffen, déi Leit dobaussen héieren Är Reaktioun, fir datt se héieren, datt hei d'Gambiaparteie mat „o, dat wär e Problem, wa Leit am Gemengerot kee Lëtzebuergesch schwätzen“ ... (veuillez lire: datt hei d'Gambiaparteie mat „O!“ reagéieren, wann ee seet, dat wär e Problem, wa Leit am Gemengerot kee Lëtzebuergesch schwätzen). Dat ass ganz interessant! Dat ass ganz interessant!

*(Interruptions)*

Also ech hunn et elo gesot, da wëssen d'Leit och dobaussen, wéi Der reagéiert hutt!

*(Brouhaha)*

Dat ëmsou méi, wéi d'Parteien, wéi zum Beispill d'DP, ganz oppen de Begrëff vun der „Integratioun“ duerch dee vum „Zesummeliwien“ ëmmer méi ersetzen an dat zum Beispill am Schoulsystem och systematesch duerchsetzen; Segregatioun amplaz Integratioun.

De Begrëff „Zesummeliwien“ heescht an eiser politescher Realitéit leider ëmmer méi, datt ee sech ka friem bleiwen an niewenteneen, laanschtenee liewen ouni Integratioun. Dat ass d'Realitéit vun der Gambia-Politik! Si schaaft Parallellgesellschaften, an deene kee méi deen anere kennt, keng gemeinsam Sprooch geschwat ginn; awer jiddweree soll d'Walrecht hunn!

Fir d'ADR muss dat ganz anescht sinn: konsequent Integratioun an dann – duerno – d'Walrecht. Esou Initiative wéi déi, déi mir haut hei diskutéieren, weisen, datt Gambia-Walkampfpapole wéi zum Beispill eng „Zukunft op Lëtzebuergesch“ einfach Fantastereie sinn, net eescht gemengt!

Am Regierungsprogramm wor d'Ewechfale vun der Fënnefjoresklausel iwwregens och net virgesinn! Do fir ass et verwonnerlech, wat elo hei op eemol fir eng Begeeschterung bei de Regierungsparteien entsteet, an et freet ee sech, wou dat hierkënn. Net aus dem Regierungsprogramm!

Här President, mir sinn als Lëtzebuerg an der EU an enger eenzegaarterger Situatioun duerch eis Demografie, an esou Derogatiounen wéi déi an der Direktiv 94/80/CE, déi Derogatiounen, wou een déi fënnef

Joer virgesäit, hätt mir onbedéngt misse bäibehalen! Déi nei Reegelen an déi ultrakuerz Zäitram fir d'Aschreiwun op de Wallëschen a fir eventuell Recourse si fir d'Gemengen an eventuell och fir eis administrativ Gerichter eng grouss Erausforderung an eventuell och eng Belaaschtung.

Wéi ëmmer gëtt an dësem Projet behaapt, et géif jo keen eppes ewechgeholl kréien. Awer och dat ass net wouer! Kee verléiert zwar perséinlech e Recht, awer d'Gesellschaft verléiert eng weider Perspektiv op Integratioun an domat hu mer e weidere Verloscht vun Identitéit.

Fir d'ADR ass heimat also och de Konsens ëm dat kommunalt Walrecht a Fro gestallt, dee mir bis elo haten an deen op där Fënnefjoresklausel berout huet.

Wat elo d'ALIA ugeet, deele mir déi Bedenken, déi d'ALIA selwer virbruecht huet. Mir bedauern ausdrécklech, datt d'ALIA net bei all Partei gaangen ass, fir hiert Uleies virzedroen. Si ass bei eenzeler gaangen, souwäit mir wëssen. Mee fir en Organismus, dee muss absolutt neutral sinn, fir seng Aufgabe kënnen glawierdeg ze erfëllen, ass et eng absolutt Noutwendegkeet, datt en all Partei exakt op déi selwecht Manéier behandelt. Dat ass offensichtlech bis elo net de Fall an d'ALIA huet also nach e wäite Wee ze goen.

Fir e Level-Playingfield tëscht de politesche Parteien zu Lëtzebuerg ze hunn, muss mir der ALIA jiddefalls déi néideg Mëttel ginn. Par rapport zu der Situatioun am Ausland ass dat bis elo net de Fall.

Et geet besonnesch bei de Radioe mat engem öffentlechen Optrag och net duer, fir just e Gläichgewicht wärend dem Walkampf ze observéieren, mee och baussent dem Walkampf, an och objektiv a belaaschtbar Statistiken iwwert den Émgang vun de Medie mat de politesche Parteien ze maachen. Mir hate virdrun iwwert den 100,7 geschwat. Mir kéinte beim RTL och Verschiedenes soen. Fir eis ass einfach wichtig, datt mer bei öffentlech-rechtleche Medien oder Medie mat engem öffentlechen Optrag kënnen drop zielen, datt déi Medien ëm Neutralitéit an Objektivitéit besuergt sinn.

Wat de Projet de loi ugeet, ënnerstëtze mir, wéi gesot, déi Kritikke vun der ALIA selwer, d'Definitioun vun de Principes directeurs, déi do ernimmt ginn, méi Moyenen, méi e kloren Optrag, Missiounen iwwert de Walkampf eraus an iwwert déi Mediengäit am Walkampf, déi fir déi politesch Parteien offiziell reser véiert ass, an esou weider.

Richtig ass och, datt mir e Bléck op déi kommunal a lokal Medie muss werfen, well och si dacks massiv vun de Schäfferéit gebraucht, vläicht mësbrauch ginn, fir am Walkampf eng eesäiteg Reklamm ze maachen.

Eis schéngt kloer, datt dëst Gesetz mat sengen neien Opträg fir d'ALIA iwwert de Knéi gebrach ass. Dat ass net nëmme schued, et ass onverantwortlech! Wien eis Demokratie eescht hält, muss och derfir suergen, datt de Walkampf an doriwieder eraus generell d'Presenz vun de Parteien an de Medien op eng gerecht a fair Manéier gereegelt ass.

Mir brauchen och Sanktiounsméiglechkeete fir d'ALIA a Recoursméiglechkeete fir déi politesch Parteien, déi sech am Kader vum Walkampf eventuell leséiert fillen. Mir denken och, datt den exklusive Gebrauch vun der Lëtzebuurger Sprooch am Kader vum Walkampf fir d'Legislativwale sollt festgeschriwwen ginn.

Dat gesot, Här President, ass kloer, datt d'ADR géint dëst Gesetz stëmmt. Ech soen Iech Merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | An den nächsten ...

**Plusieurs voix** | Här President!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Jo. Här Cruchten!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Ech wollt den Här Kartheiser awer elo ... Ech hunn em elo laang nogelauschert. Ech wollt elo net zu allem eppes soen, mee zum Schluss huet en eppes gesot, wat mech awer interpelléiert huet.

Hutt Dir elo wierklech gefuerdert, dass am Lëtzebuurger nationale Walkampf, wou mer eis eens sinn, dass do d'Netlëtzebuurger net kënnen matmaachen am Moment, hutt Der do och nach gefuerdert, dass déi ausgeschloss gi vun der Informatioun, andeems Der fuerdert, dass am Walkampf fir d'Nationalwale nëmme Lëtzebuergesch soll geschwat ginn?!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Wësst Der, Här Cruchten, merci fir Är Fro. An, Här President, ech huelen un, Dir gitt mer d'Erlabnis ze äntweren?

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Jo.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Merci. Wësst Der, ech wëll eng kleng Bréck schloen zu där Diskussioun, déi mer virdrun haten. Mir woren eis eens, wéinstens ass dat deen Androck, deen d'Gambia-Parteien hei wollte vermëttelen, datt bei Legislativwale ausschliesslech Lëtzebuurger ...

*(Interruption)*

**Une voix** | Firwat „Gambia“?

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... ausschliesslech Lëtzebuurger sollen d'Walrecht hunn.

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Firwat sot Der „Gambia“?

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Majo well dat esou ass, Här Staatsminister! Well déi Fuerwe vun dëser Koalitioun d'Gambia-Fuerwe sinn a well am ganze Land déi Koalitioun „Gambia-Koalitioun“ genannt gëtt, duerch déi Fuerwen, déi se huet.

*(Protestations et interruptions diverses)*

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Just vun Iech!

**Plusieurs voix** | Just bei Iech!

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | A vum Här Wolter.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Ech wollt, wann Der erlaabt, dem Här Cruchten äntweren. Nach virun e puer Minutten hunn hei déi Partei gesot: Majo, beim nationale Walkampf – ech schwätzen net iwwert d'Gemengen –, beim nationale Walkampf sinn ausschliesslech Lëtzebuurger Staatsbierger walberechtigt.

Fir eis ass an deem Kontext kloer, datt mer och d'Lëtzebuurger Sprooch verankeren. Dat ass, wann Der wëllt, en zousätzlechen Incentive fir Leit, déi wëllen d'Lëtzebuurger Nationalitéit huelen an deen Abléck hiert Walrecht och ausüben, fir eeben d'Integratioun weiderzedriewen, well fir eis ass Integratioun ontrennbar mat der Lëtzebuurger Sprooch verbonnen. Et ass fir eis d'Basis vun der Integratioun!

Déi wëlle mer féerden, och duerch offiziell Akten, déi d'Sprooch als wichtig erschéngen loossen. Eis ass sech wichtig! Ech weess, datt dat net vu jiddweringem gedeelt gëtt, mee fir eis ass kloer, datt mir gär hätten, datt déi Lëtzebuurger Sprooch absolutt onausweichbar ass, fir eng Integratioun virunzedriewen an domadder eng politesch Participatioun.

Ech soen Iech Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Jo ...  
(*Interruptions*)

**Une voix** | Très bien! Très, très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Ech fäerte ganz, dat do sprengt all Kader vu Virstellung, déi ech bis elo hat ...

**M. Fred Keup** (ADR) | A sou?

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | ... iwwer Är Meenung zum Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg! Dat sprengt komplett de Kader!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | An d'Madamm Oberweis huet d'Wuert.

(*Brouhaha*)

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Här President, virop e grouse Merci dem Rapporteur, dem Här Guy Arendt. Da géif ech direkt mat den Zuelen ufänken, déi och am Projet de loi stinn zu der Walbedeelegung. Déi si jo effektiv relativ niddreg, also déi zu der Walbedeelegung vun eisen net lëtzebuergesche Residenten. Do steet am Projet de loi, 22,8 % ass den Taux d'inscription am Joer 2017. Dat schéngen déi lescht Zuelen ze si vun der Inscription vun den net lëtzebuergesche Residenten. An ech mengen, et ass scho ganz vill dríwwer diskutéiert ginn, firwat dat esou ass.

Dat ass awer elo effektiv net eist Uleies. Ech soen et direkt viroech: Mir begréisse kloer d'Ophiewe vun der Residenzklausel. Mir hunn dat och nach ëmmer gefuerdert. Dat ass sécherlech eng Hürd manner, fir eeben déi Walbedeelegung ze verbesseren.

An natierlech begréisse mer och, dass d'Zäit, fir sech anzuschreien, sech elo verlängert. Och dat ass sécherlech eng Hürd manner, eng kleng Hürd manner, fir vläicht méi eng grouss Walbedeelegung ze errechen. Dat si wichteg a richtig Schrëtt.

Mee si musse sech nawell aschreien! Dat bleift fir eis trotzdem ëmmerhin nach eng Diskriminatioun par rapport zu de Lëtzeburger Residenten, déi d'office ageschriwwen sinn. An dee Schrëtt bleift fir eis awer och eng Hürd. An doduerch hu mer also net automatesch eng méi héich Bedeelegung. Dës Ännerung ginn also fir eis net duer.

De Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales ASBL, also den CEFIS, seet zum Beispill, dass et wichteg ass, net nëmme virun de Walen iwwert d'Rechter opzeklären an ze informéieren an Informatiounscampagnen ze organiséieren, mee datt dat eigentlech zu jidder Zäit soll a ka geschéien. An hie prezisiéiert, dass et zu all Moment méiglech ass, sech op d'Lëschen anzuschreien, an net nëmme am Joer virun de Walen. Déi concernéiert Leit sollen also dauerhaft informéiert ginn. Mir gesinn dat och esou.

Den CEFIS proposéiert och an deem Sënn Iddien, fir d'Bedeegung vun den net lëtzebuergesche Matawunner eropzesetzen, wéi zum Beispill, allkéiers wann eng Persoun sech an der Gemeng fir d'éischte Kéier umellt, direkt deen Ament ze notzen, fir déi Persoun ze informéieren, datt et méiglech ass, sech op d'Wallëscht anzuschreien, a si allgemeng iwwer hir Rechter an deem Zesummenhang ze informéieren. Dat dozou.

Här President, da begréisse mir d'Aschreien an d'Gesetz vun de Missiounen vun der ALIA. D'ALIA ass e wichtegen Acteur, deen iwwert dëst Gesetz eraus seng Wichtigkeet a seng Noutwendegkeet huet. Si ass wichteg, well et keng Autoregulatioun gëtt, also eng Autoregulatioun net ze erwaarden ass. Esou gesi mir dat. Geneesou wéineg wéi um Immobiliemarché, geneesou wéineg ass et um Mediemarkt ze erwaarden, dass eng Autoregulatioun méiglech ass.

Et geet duer, e Bléck an d'Ausland ze geheien, wou ee Monopolstellung bei der Press gesäit, déi déi demokratesch Prinzipien natierlech a Fro stellen. Mee mir brauchen emol keng Monopolstellungen, fir dass verschidde wichteg Prinzipien wéi Pluralitéit oder eeben, jo, d'Diversitéit vu politeschen Iddien a Meenungsaustausch a Fro gestallt ginn. Dofir brauch een natierlech effektiv e staarke Regulateur a Surveillieur wéi d'ALIA.

D'ALIA begréisst dann och dëst Gesetz, dat verschidde Garde-fouen abaut, fir eeben den demokratesche Prozess ze begleeden. Si nennt awer och ganz kloer Limiten. An ech ginn nach eemol op dës Limiten an.

Et ass éischtens effektiv, dass de Perimeter vun der Surveillance op all d'Medie soll ausgeweit ginn, dat proposéiere si, an net just op d'Medien, déi chargéiert si mat enger Mission de service public. Zweetens wier eeben de Périmètre de surveillance op all Programmer auszeweiden an net just op verschidde Formater. Drëttes froe si fir eng Präzisioun vun der Durée vun der Walcampagne, déi effektiv nach net prezisiéiert ass. A si froen dann och, dass se déi néideg Ressourcë kréien, fir hir Missioun ze exekutéieren. A si froen och, dass si d'Kompetenz kréien, fir eebe selwer d'Reegele vun der Organisatioun kënnen ze elaboréieren.

Dës Limite maachen ..., also déi Limiten, déi si hei opweisen, et mécht Sënn, dass een déi och esou gesäit. An dat ass eigentlech och ze bedauern. Wann ee virun allem och weess, dass eng Walcampagne iwwerall gemaach gëtt an net just an de Medien, an de Médias de service public, mee an all de Medien, an och net just an deene verschidde spezifesche Formater, mee an all de Formater an am ganze Programm, da mécht et Sënn, effektiv iwwert dës Limiten erauszegoen. Also dat licht eis wierklech ganz an. A mir hunn och d'Gefill, dass dat doten, esou wéi et elo hei feststeet, relativ hallefhäerzeg gemaach gouf am Endeffekt an dass déi Méttel, déi der ALIA do zur Verfügung gestallt ginn, deem eigentlech och net gerecht ginn, wat si als Missioun misst hunn.

Da verweist d'ALIA och op de CSA a Frankräich, also de Conseil supérieur de l'audiovisuel, deen dem Gesetz no verpflichtet ass, all Mount e Relevé ze verëffentleche vun den Temps de parole vun deene verschidde politesche Fraen a Männer an de Medien, wat wierklech eng interessant Iddi ass, déi si opbréngt. An des Weidere kann dee CSA a Frankräich vu politesche Vertrieeder saiséiert ginn, déi d'Impressioun hunn, dass si keen equitabelen Accès hunn zu den d'audiovisuelle Medien, mee och zum Beispill vu Bierger/innen, déi den Traitement, also d'Couverture vun de Walen a Fro stellen. Och dat ass en interessante Prozess, deen et do gëtt.

An d'Irregularitéit, wa se da constatéiert, also confirméiert gëtt vun deem CSA a Frankräich, kann dann och bei hinne bestrooft ginn. Also do verweist si drop fir ze weisen, dass et nach aner Missiounen an aner Méiglechkeeten am Ausland gëtt. An ech mengen, dat ass wierklech e ganz interessanten Hiweis. Dovunner si mir awer nach ganz wäit ewech.

D'Gesetz hätt da kënnen effektiv vill méi ambitiéis sinn, seet d'ALIA, a mir mengen dat effektiv och. Weider dann hunn ech mech gefrot – hu mir eis gefrot –, ob d'Missiounen vun der ALIA net missten iwwert d'Walcampagne erausgoen an ob si net missten iwwert d'Walcampagne eraus u sech d'Programmer an d'Medien och surveilléieren. An do mengt d'ALIA, idealerweis misst effektiv ausserhalb vun der Walcampagne eng equitabel Presenz vun de politesche Parteien a Stréimungen iwwerwaacht ginn, mee si wär awer elo net direkt Demandeur dovunner, well si déi néideg Ressourcen net huet.

Wichtig ass feststellen, wat d'ALIA ënnert dem Stréch seet, an zwar, dass d'Gesetz hir et net erlaabt, en adequate Suivi vun der Couverture médiatique während der Walcampagne ze assuréieren.

Als Conclusioun dann: Mir begréissen natierlech dëst Gesetz, obwuel mir mengen, dass d'ALIA hirer Missioun esou, mat deenen dote Ressourcen a Moyenen, net ka gerecht ginn. Hir Missioun misst eiser Meenung no och iwwert d'Walcampagne erausgoen, well eng equitabel Couverture vun deene verschidde politeschen Iddien ass ëmmer wichteg, an net just an enger Walcampagne.

Des Weidere wëlle mir ënnersträichen, dass mir ëmmer nach mengen, dass och bei de Legislativwahlen all Resident sech misst kënnen ausdrécken a wile goen. Genee esou wéi déi Argumenter fir d'Gemengewale gëllen, gëlle se an eisen Aen och bei de Legislativwahlen. An Dir wësst, mir maachen eis dofir staark. Mee dat heiten ass schon emol e gudden éischte Schrëtt.

Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. Den nächste Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiede Projet huet a grouse Linnen d'Inhalter aus direkt zwou Gesetzespropositiounen vun de Piraten iwwerholl. An dofir wäert et och wuel kee wonneren, datt mir haut deen Text matstëmme.

Schonn am Juni 2019 hate mer als Piraten eng Gesetzespropositioun agereecht, déi d'Zil hat, den Datechutz an de Walcampagnen ze verbesseren an et de Gemengen ze verbidden, Kopte vun den integrale Wallëschten u Privatleit an domadder och un d'Parteien erauszeginn.

Bal dräi Joer méi spéit gouf dës Reegelung du mat engem Amendement an de virleiede Projet agebaut, wat eis engersäits natierlech ganz fro mécht, mee zugläich awer och weist, wéi ongär d'Regierungsparteie mat den Oppositionsparteien zesummeschaffen. Eise Projet louch zanter 2019 vir. Firwat hu mer also dräi Joer misse waarden, fir dës Dispositioun ze stëmme, ee Saz ze änneren? Just well op en Text vun der Regierung gewaart ginn ass?

(*Interruption*)

Mee d'Regierung ass net de Gesetzgeber, mee mir, d'Chamber!

(*M. Fernand Etgen reprend la présidence.*)

A mir haten net nëmme en Text fir den Datechutz am Zesummenhang mat de Wallëschte virleien, éier d'Regierung aktiv ginn ass, mee och en Text, dee sech, genee wéi elo dee vun der Regierung, mam Walrecht bei de Gemengewale beschäftegt huet, en Text, deen och vun eis agereecht ginn ass. An trotzdem gouf decidéiert, op de Regierungstext ze waarden an domat Doublanten ze erschafen, amplaz gemeinsam un deene schon deposéierten Texter an der Prozedur ze schaffen.

Datt dann och nach am Rapport vum virleiede Projet mat kengem Wuert ernimmt ginn ass, datt d'Inhalter vun deem Projet zum Deel als éischt schon an anere Gesetzespropositiounen stoungen, déi deposéiert waren hei am Haus, dat fanne mer bedauerlech!

Hei gesäit een, wéi strateegesch Iwwerleeungen iwwerweien an ee léiwer laang op eng Gesetzesännerung waart, amplaz mat der Opposition konstruktiv zesummeschaffen. Mee trotz den onglécklechen

Hannergrënn vun der Aarbechtsweis an dësem Dossier freeë mer eis, wéi gesot, doriwuer, datt dëse Projet haut dann endlech gestëmmt ka ginn.

Néierens ass d'Politik esou no beim Bierger wéi an de Gemengen. Duerfir mengen d'Piraten och, datt d'Chance, bei de Gemengewalen dierfe matzewielen, eng wichteg Méiglechkeet ka sinn, fir Matbierger mat auslänneschen Originne fir d'Lokalpolitik an duerno fir d'Politik am Allgemengen ze begeeschten. Wann ee vu virera weess, datt ee kee Matsproocherecht huet, dann ass et net verwonnerlech, wann den Interessi un der Politik net grouss ass. Mee do duerch, datt een den auslännesche Matbiergerinnen a Matbierger vun Ufank un erlaabt, déi lokal Politik matzegestalten, esou wéi et an dësem Projet de loi virgesinn ass, motivéiert ee se och, sech mat hirer Gemeng auserneenzenesetzen. An dat hëlleft och bei enger gelongener Integratioun.

Fir sécherzestellen, datt och all auslänneschen Awunner vun enger Gemeng weess, datt et d'Méiglechkeet gëtt, sech op d'Wallëschten anzedroen, hate mer an eiser Proposition de loi e bësse méi wäit gegräff a gesot, et misst een obligatoresch gefrot gi bei der Umeldung, fir sech anzeschreiwen. Dat huet d'Regierung net zréckbehalen. Bon, et ass dee kleng Bemoll un deem heiten Text par rapport zu eise Propositionen. Mee grad a kleng Gemenge kann et fir Persounen, déi Bürospäite schaffen, jo scho méi schwéier sinn, zu den Öffnungszäite vun der Gemeng kënne laanschtzegoen. An do wär et da méi einfach gewiescht, wann ee bei engem Besuch direkt zwou Demarchen hätt kënne maachen.

Dës Propos vun der obligatorescher Oplklärung, hunn ech scho gesot, gouf net zréckbehalen. An esou bleift et de Gemengen iwwerlooss, wéi vill si opläre wëllen oder eeben och net. An déi eng wäerten einfach nëmmen e Flyer maachen a soen: „Mir hu jo awer informéiert“, an déi aner wäerte méi aktiv ginn.

Mir vertrauen hei natierlech drop, datt déi meescht Gemengen hiert Besch wäerte maachen, fir d'Leit ze erreechen. Mee mir fannen et eeben, wéi gesot, bedauerlech, datt ee sech hei engem weideren Outil beraubt huet.

Ville Leit gëtt haut nämlech ëmmer eréischt bewosst, datt Wale virun der Dier stinn – an dat huet och de Rapporteur gesot, merci nach fir den ausféierleche Rapport, souwuel mëndlech wéi och schrëftlech –, déi meescht Leit gi sech eréischt bewosst, datt Wale sinn an datt ee sech jo awer hätt missen aschreiwen, wann dann déi éischt Plakater opgehaange ginn, wann déi éischt Flyere verdeelt ginn, also wann, jo, wann et no deem aktuelle Gesetz ze spéit ass. An dat wäerte mer mat deem heite Gesetz änneren an ech hoffen, datt duerch d'Verschibe vun deenen Delaie sech och tatsächlech da méi Leit wäerten androen loosse.

Et muss een awer och do éierlech mat sech selwer sinn, datt jee nodeem, wéini déi eenzel Partei wäerten ufänke mat hire Campagnen, et och dann nach vläicht ze spéit ka sinn. Bon, datt zum Walgesetz.

Da gëtt et awer nach en zweete Volet, an dat ass de Volet vun der ALIA. Bon, ech hätt ganz éierlech och léiwer gehat, mir hätten déi Saachen an zwee verschiddenen Texter behandelt, well dat hätt et awer méi einfach gemaach, fir och circonstanciéiert iwwert déi eenzel Saachen ze schwätzen, anstatt et hei zesummenzefassen. Och wann et iergendwou zesummegehéiert – mee just, well et mat de Wale ze dinn huet –, heescht dat net, datt een et muss an een Text puchen. Et wär, mengen ech, gutt gewiescht, grad och, well d'ALIA selwer eng ganz Rétsch Froen

opgeworf huet iwwert deen neie Rôle, dee se kritt, fir dat nach eng Kéier a part ze behandelen.

Mir fannen et grondsätzlech gutt, datt mer sou e „watchdog“ iwwert d'Campagne kréien. Mee wéi d'ALIA selwer an hirem Avis duergestallt huet, geet d'Beschreibung vun den Aufgabe vun der ALIA am neien Text net duer, fir dat eigentlech Zil ze erreechen, nämlech eng fair a gläich Representatioun vun de Parteien an de Medien ze garantéieren.

D'Limitatioun vun der Kontroll op Medien, déi d'Mission vun engem Service public ausféieren, ass extrem begrenzt. Hei fale vill Medien duerch de Raster, an dorënner och zum Beispill Lokalradioen a Gemengekanäl, wou am Walkampf ganz vill politescht Material gesent gëtt, an dat oft ënnert der alengeger Kontroll vun deene Parteien, déi an der Gemeng grad um Steuer sëtzen. Dat ass keng equitabel Situatioun.

An engem ganz limitéierte Beräich kann de virleienenden Text d'Gläichbehandlung vun de Parteien am Walkampf zwar verbessere, mee iwwert dëse Beräich eraus bleift nach ganz vill onreguléiert Mediepresenz iwwreg.

Mir Piraten denken duerfir, datt et dréngend noutwendeg wier, an Zesummenaarbecht mat Politik a Mediewissenschaft, esou wéi dat no all Wal souwiso gemaach gëtt, déi kommend Walkämpf vun de Gemengen- an Nationalwale vun Experten evaluéieren ze loosse. Esou kéint een eng Basis schafe fir ze erkennen, wéi eng Medie vun de Parteien am Walkampf wéi genotzt ginn a wou et nach Ongläichheete gëtt, Ongläichheeten, déi eng gesetzlech Regulatioun, a soumat eng Upassung vum Gesetz, néideg géife maachen.

Wéi schonns ugekënnegt wäerten d'Lucunen um Niveau vun der Iwwerwaachung vun de Medien am Walkampf eis haut awer net dovunner ofhalen, dësen Text matzestëmme. Mir sinn der Meenung, datt een op alle Fall an Zukunft nach eemol op dëse Punkt zréck sollt kommen, wann een déi Evaluatioun bis gemaach huet. Mee en attendant wëlle mer den Upassung vum Walrecht fir Ausländer op Gemengenniveau an dem Ausbau vum Dateschutz net am Wee stoen. Ëmmerhin hu mer dat selwer hei virgeschloen.

Ech ginn heimadder also den Accord vun de Piraten an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschten.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement. A leschten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Aehm. Madamm Aehm, Dir hutt d'Wuert.

*(Brouhaha et interruptions diverses)*

Bon, Madamm Aehm, loosst Iech net stéieren.

**Mme Diane Aehm** (CSV) | Ech géif vläicht dann emol ufänken, wann Der douewe fäerdeg wäert mat Äre Privatgespréicher.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Den Här Bettel liest nach d'Zeitung, kee Problem.

**Mme Diane Aehm** (CSV) | A, den Här Bettel liest och schonn d'Zeitung vun haut, tipptopp!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | ... ganz kloer fir d'Assemblée consultative.

**Mme Diane Aehm** (CSV) | Voilà! Här President ... Här Di Bartolomeo, ech schwätzen hei als Member vun enger Fraktioun an net als Member vun enger Assemblée consultative, wat domadder och emol gekläert wier. Voilà!

*(Brouhaha et interruptions)*

Nodeems mäi Fraktiounskolleeg Gilles Roth schonn iwwert den Deel vum Walgesetz geschwat huet, ...

**M. Fernand Etgen**, Président | D'Madamm Aehm huet d'Wuert a soss keen!

**Mme Diane Aehm** (CSV) | ... wéilt ech méi spezifesch op de Volet vun der Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel agoen. An net op d'Assemblée consultative dovunner, fir et kloerzestellen!

Wéi de Rapporteur Guy Arendt et gesot huet, gëtt mat dësem Gesetzesprojet d'Mission vun der ALIA erweidert. Si soll éischtens an Zukunft d'Walcampagne an de Medien organiséieren. Dëst heescht, dass d'ALIA soll sougenannt „principes directeurs“ ausschaffen, wat d'Produktioun, d'Programmation an d'Diffusioun vu Walmessagë während der Walcampagne ugeet. Dës Principes directeurs zielen och fir d'Programmer betreffend d'Walcampagne an den audiovisuellen a sonore Medien, wa si eng Mission de service public hunn. An dës Principes directeurs sollen, wéi scho gesot, zesumme mat de concernéierten Acteuren ausgeschafft ginn.

Zweetens, ausserhalb vun der Walcampagne sollen och Principes directeurs nom selwechte Prinzipp ausgeschafft gi fir politesch Informationsprogrammer. Heiranner geet et haauptsächlech drëm, fir der Tribune libre e legale Kader ze ginn. An drëttens soll d'ALIA dës Principes directeurs grad wéi e Rapport iwwer all Walcampagne verëffentlechen.

Als CSV bedauere mir, dass dëse wichtige Punkt iwwert d'Mission vum der ALIA e bëssen iwwert d'Hannerdier an e Gesetzesprojet iwwert d'Walrecht vun Netlëtzebuerger ageschriwwen gëtt an dass dat net direkt geschitt am urspringleche Projet de loi, mee et geschitt iwwert de Wee vun Amendements gouvernementaux. A mir fannen dat, fir et riicht eraus ze soen, äusserst speziell!

Mir hunn als CSV scho méi laang gefrot, fir der ALIA en eegestännegt Gesetz ze ginn an dësem Kader och hir Missionen ze definéieren. Bis elo ass d'ALIA nämlech nach ëmmer e Bestanddeel vum modifizéierte Gesetz iwwert d'elektronesch Medie vum 27. Juli 1991.

Ech erënnere drun, dass d'CSV beim Vott vum Gesetz vum 26. Februar 2021 genee dëse Punkt schonn iwwer eng Motioun gefrot hat. Ech brauch jo wuel net heibannen ze soen, wat mat dëser Motioun geschitt ass. Ech mengen, 31:29 als Stéchwuert geet duer.

D'ALIA hat iwwregens deemools an hirem Avis zu deem Projet de loi dat selwecht gefrot gehat. Geschitt ass näischt. Dass et awer méiglech ass, fir et ze maachen, dat hu mer haut de Mëtteg gesinn. Schliisslech hu mer et de Mëtteg als Chamber fäerdegbruecht, fir den 100,7 aus dem Gesetz iwwert d'elektronesch Medie erauszehuelen an em en eegestännegt Gesetz ze ginn. Firwat geet dat net mat der ALIA?

**Une voix** | Très bien!

**Mme Diane Aehm** (CSV) | Zum Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut diskutéieren, huet d'ALIA sech selwer zimmlech kritisches geäussert. Si schreift selwer, dass si mat dësem Gesetzesprojet net déi néideg finanziell a personell Moyene kritt, fir hir nei Missionen korrekt ze erfëllen. Och wann hir Effektiver effektiver eropgesat gi sinn ëm véier Emplois temps plein, geet dat net duer. Well mir kruten nämlech an der zoustänneger Chamberskommission gesot, dass ee vun deene Poste bäikomm ass fir d'Iwwerwaachung vun der Walcampagne.

Ausserdeem seet d'ALIA, dass si mat dësem Text just eng administrativ Fonctioun kritt, déi doraus besteet,

d'Zäit op der Antenn ze moossen. An hiren Ae kéint eng effikass Regulatioun vun der Presenz vun de politesche Parteien a Kandidaten esou net garantéiert ginn. Wat d'Tribune libre ausserhalb vun der Walcampagne ugeet, fënn d'ALIA och, dass de Gesetzesprojet net prezis genuch wier.

A si fënn, dass onbedéngt eng Diskussioun noutwendeg ass, fir d'Presenz vun de politesche Parteien iwwert d'ganz Joer an a sämtleche Medien ze kucken. Am Ausland geet dës Kontroll nämlech vill méi wäit. Wa mir zum Beispill bei eise franséischen Nopere kucken, do mécht d'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique all Mount e Rapport un d'Présidente vun der Assemblée nationale an dem Sénat iwwert d'Riedezäite vun de verschidene Politiker op der Televisioun an um Radio. Dëse Rapport geet iwwergens och un d'politesch Parteien.

Ausserdeem consideréiert déi franséisch Autoritéit d'Resultater vun de leschte Wale vun den einzelne Parteien, wa si d'Riedezäiten iwwerwaacht.

Während der Walcampagne soll laut der ALIA och just d'Presenz vun de Kandidaten an de Medie gekuckt ginn, déi e Service public assuréiere sollen. Déi aner Medien an och d'sozial Medie gi guer net consideréiert. A schlussendlech bemängelt d'ALIA, dass d'Dauer vun der Walcampagne net reguléiert gëtt.

E weidere Punkt, un deem d'ALIA sech stéisst, ass de Fait, dass d'Principes directeurs solle mat de verschidene Acteuren zesummen ausgeschafft ginn. D'ALIA ass der Meenung, dass et besser wier, si kéint dës aleng fixéieren, well déi verschidene Acteure riskéieren, énnerschiedlech Meenungen ze hunn, an dowéinst wier et schwéier, e gemeinsamen Accord ze fannen. A si huet och nach gesot, dass déi Notion vu „principes directeurs“ net prezis genuch wier an dass si léiwéier „lignes directrices“ oder carrement e Reglement hätt.

Och d'Chambre des Fonctionnaires weist drop hin, dass an dësem Zesummenhang net genuch iwwert d'Sprooch geschwat ginn ass, an deene politesch Messagë kënnen eriwuerbruecht ginn. An och d'Chambre des Fonctionnaires huet Problemer domadder, dass just Medien, déi e Service public assuréieren, betraff sinn an all déi aner Medien net.

Här President, et si sëllege Punkten, déi et derwäert gewiescht wieren, fir sech intensiv domadder an der Mediekommissioun auserneezen. Als CSV bedauere mir, dass d'Regierung net bereet war, mat eis op dëse Wee ze goen.

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci, Madamm Adehm.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) |** Här President.

**M. Fernand Etgen, Président |** D'Regierung huet d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) |** Här President!

**M. Fernand Etgen, Président |** Jo?

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) |** Här President, just eng Bemierkung: Ech hunn zur Kenntnis geholl, dass d'Madamm Adehm selbstverständlech als Deputéiert geschwat huet, mee eis awer nëmme gesot huet, wat d'ALIA denkt!

*(Hilarité)*

**Mme Diane Adehm (CSV) |** Wat ass dann ...

**M. Sven Clement (Piraten) |** ... déi Insinuatioun, Här Di Bartolomeo?

**Mme Diane Adehm (CSV) |** ... wann ech dierf, Här President, vu dass et Fait personnel ass, ...

**M. Fernand Etgen, Président |** D'Madamm Adehm dierf drop reagéieren.

**Mme Diane Adehm (CSV) |** ... géif ech dem Här Di Bartolomeo gären äntwären: Wann en heibanne gewiescht wier, wéi mäi Fraktiounskolleg Gilles Roth geschwat huet, dann hätt en héieren, wéi den Här Roth gesot huet, dass ech als Member vun der Mediekommissioun hei géif exklusiv iwwert d'ALIA schwätzen an dass hien déi aner Voleten ofgedeckt huet.

**M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État |** Dat huet näischt domadder ...

**Une voix |** So what?

**M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État |** Also ech wëll mech net hei téschent deenen zwou Parteien ...

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) |** So what?

**M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État |** Hei ass just de Fait, dass tatsächlech ...

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) |** Ce qu'il fallait démontrer! Merci!

**M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État |** Nee, wat tatsächlech de Fall ass: D'Madamm Adehm ass jo och Member vun där Assemblée a si huet schon e puermol zu der ALIA geschwat an et ass just wichtig, éier een d'Wuert hei ergräift, dass een och seet, wann ee Member vun enger Assemblée consultative ass oder vun engem Komitee ass, wou een e Lien huet, dass een et just seet en toute transparence. Dat ass jo d'Fro, mengen ech, déi hei dann domadder och gekläert ass.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) |** Här Premierminister, dofir hunn ech et gesot.

**M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État |** Voilà!

**Mme Diane Adehm (CSV) |** Dat hunn ech awer kloer gesot!

**M. Fernand Etgen, Président |** Ech mengen, dat war awer kloer scho virdrun. An elo huet de Premier- a Medieminister Xavier Bettel d'Wuert.

**M. Gilles Roth (CSV) |** Här President, et ass formell och esou deklaréiert.

**M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État |** Mee mir hate schon e puer Debate virdrun iwwert d'ALIA, wou et nach net de Fall war, ...

**M. Gilles Roth (CSV) |** Jo.

**M. Fernand Etgen, Président |** Absolutt, ech mengen, do hutt Der ...

**M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État |** ... duerfir ass et gutt, dass et haut da kloer och gesot ginn ass.

### **Prises de position du Gouvernement**

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt erlaabt mer, dem Här Rapporteur Guy Arendt e Merci ze soe fir dëse Punkt. Ech weess, en huet zwou verschidde Facetten, an erlaabt mer och, dass duerno d'Madamm Cahen kuerz d'Wuert wäert ergräifen, well d'Madamm Cahen och zoustänneg ass eebe fir d'Integratioun an eeben och déi ganz Campagnen, fir Netlëtzebuerger op d'Lëschen ze kréien, fir do weider en Effort ze maachen.

An ech muss Iech soen, dass mer säit 2011, wann ee vergläicht, wou mer bei 10 %, 11 % waren, haut eis scho verduebelt hunn a bei 22 % leien. Et ass net super, mee et ass scho besser.

Et sinn eng Rëtsch Froe gestallt ginn: Firwat gëtt dat net automatesch gemaach? Dir musst wëssen, deen, deen umelle kënn, mell meeschtens seng ganz Famill un. Mee et ass delikat, dass een eng ganz Famill umellt an dass en der ganzer Famill och automatesch dann den Droit de vote, deen duerno hei jo och nach obligatoire ass, am Fong imposéiert, ouni dass déi aner selwer och consultéiert gi sinn. Duerfir, et gi ganz vill gutt Iddien, mee duerno d'Applikatioun, wéi dat och leeft, ass méi komplizéiert.

Den Delai op där enger Säit ass wichtig, well tatsächlech, 55 Deeg, et kann ee soen: Ass dat ze laang? Net laang genuch? An elo, wou et erfoget ... Mir wëssen awer, wat ee méi no bei de Walkampf kënn, wat d'Leit och méi domadder befaasst ginn, well se Iech alleguerten – oder eis alleguerten – an d'Parteien alleguerten och gesinn, well mer Saachen organiséieren, well mer Infoscampagnë maachen. An dann, meeschtens wann d'Infoscampagne leeft, kréie se gesot: „Et ass awer schon ze spéit, fir se anzuschreien.“ An dowéinst ass et wichtig, dass et esou spéit wéi méiglech ass, well mir si jo an der Effervescence dobannen, mee eng Rëtsch vu Leit kommen op Lëtzebuerg a wëssen nach net onbedéngt, dass se och kënnen hei wíelen.

An ech mengen, et ass eng Stärkt vu Lëtzebuerg, dass mer op deem Niveau, wou mer och déi gréisst Presenz vun ... (veuillez lire: déi gréisst Presenz vun Netlëtzebuerger hunn) – ech war selwer Buergermeeschter hei vun dëser Hauptstadt, wou 70 % vun den Awunner Netlëtzebuerger sinn –, dass mer do och eng Participatioun hunn, déi ëmmer méi eropgeet, an dass net duerno awer e Schäfferot do ass, och wann een dann nach d'Lëtzebuerger kuckt, déi net wíele géife goen, dee gewíelt ginn ass vun 20 % a 25 % vun engem Potentiel electoral, deen do wier. Duerfir mengen ech, dass et och wichtig an am Intérêt vun eis alleguerten ass, dass mer do och weider déi Efforte maachen.

Dann, wéi gesot, zu deem Delai vu fënnf Joer. Jo, hei gëtt gesot: „Deen Delai, firwat fält deen Delai ewech?“ Ech muss Iech soen, hei ass et jo och nees eng Facultéit! Hei ass et eng Facultéit, hei gëtt jo kee gezwongen, fir wíelen ze goen. An Dir hutt Leit, déi awer ganz interesséiert sinn an déi dann Expats sinn an op Lëtzebuerg kommen an déi dann, wa se elo grad am Juni d'nächst Joer géife kommen, déi da souwisou och nach déi sechs Joer misste waarden, fir kënnen ze wíelen! Mee wa Walen awer éischer do wieren, firwat soll een dann de Leit soen: „Nee, dann hat Der eebe Pech!“ Oder ech huelen dann d'Beispill vu Leit, déi elo viru véier an en halleft Joer hei gewiescht wieren, déi kréie gesot: „Nee, Dir wunnt nach net fënnf Joer hei.“ Duerfir ass deen Delai ze laang.

Fir verschidde Leit ass fënnf Joer, fir sech ganz ze integréieren, vläicht ze laang. Mee et si Leit, no zwee Deeg fillen déi sech hei wuel an déi fille sech och an hirem neien Doheem! A fir d'Leit fir Politik ze interesséieren, muss ech Iech soen: Et ass selbstverständlech wichtig, dass mer bei den Netlëtzebuerger d'Campagnë maachen. Mee mir mussen och kucken, dass d'Lëtzebuerger ..., well mir gesinn awer och, dass ëmmer méi Leit net wíele ginn, soudass et och wichtig ass, dass do d'Adhesioun zu der Politik och weider bleift.

Dann, Här President, d'Madamm Cahen wäert dann op déi dote Punkten agoe vun deene Campagnen, „Je peux voter“ et cetera et cetera, déi och vun hir gemaach gi sinn.

Iwwert de Volet ALIA: Ech mengen, hei sinn ech an engem falsche Film, Här President! Ech wëll just drun erënneren, dass ... Hei gëtt gemaach, wéi wann dat

nach ni de Fall gewiescht wier vir drun. Ech wëll och just drun erënneren, dass et 1991 eng Commission indépendante de la radiodiffusion ginn ass. Dat heescht, d'ALIA gëtt et elo säit dem Text 2013, mee 1991 ass et schonn esou eng Kommissioun ginn.

Mee mir haten de SIP! Erënnert Iech alleguer: Souguer bei den Tribunes libres, déi Der hale gaange sidd, souz ee vum SIP niewendrun, Iech nozelauschteren – nozelauschteren! –, wat Der gesot huet. Do war e Beamte vum Staat, deen niewent Iech souz fir ze kucken, ob dat, wat Der gesot hutt, an der Rei war. Dat huet kee gestéiert hei op der rietsen Säit – keen, keen! –, dass deen do stoung. An elo gëtt gefrot am Fong, dass ee mat der Stoppauer ...

*(Interruption par Mme Octavie Modert)*

Madamm Modert, ech lauschteren Iech gären no. Wat wollt Der elo nees?

*(Hilarité, interruption par Mme Octavie Modert et brouhaha)*

De Fait ass just, de Fait ass just: Elo ginn ech gefrot, fir dass am Fong bal ee vun der ALIA mat der Stoppauer soll um Platto nieft dem Caroline Mart da sëtzen a soen: „Nee, Madamm Mart, Dir gitt deem d'Wuert net méi!“ A wat sinn dann d'Remarken, déi ech kréien?! RTL selwer – kommt, ech zitziere se –, wa se hir Table ronde organisieren, wäerte jo där Sandauerer hunn, esou wéi Dir hei dee grénge Bändchen do hutt, wou jo d'Minuten ofginn. An am Moment war jo och en Autocontrôle, wou all Partei am Fong gekuckt huet, wéi oft déi aner dra sinn. Ech krut haut schonn eng Bemierkung gemaach, dass de Sven Clement méi gross am „Tageblatt“ wier wéi all déi aner Fraktiounen heibanen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | O nee!

*(Brouhaha)*

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Dir gesitt, Dir hutt jo schonn en Autocontrôle ënnert Iech.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Et ass och net ze verstoen! Et ass och net ze verstoen.

*(Interruptions)*

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Ënnert Iech hutt Dir jo schonn ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Fréier wier d'LSAP méi gross dra gewiescht.

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Ënnert Iech hutt Dir jo scho bal en Autocontrôle, en Autocontrôle, wou een deen anere kontrolléiert.

An ech muss Iech soen, ech sinn awer perséinlech net derfir, dass op engem Platto op der Tëlee e Beamten oder ee vun der ALIA do sëtzt mat der Stoppauer, wann et awer d'Missioun selwer vun enger Press ass, fir dann déi Sandauerer ze hunn. Dat gesitt Der jo och am Ausland, dass et do eng Autoregulatioun gëtt. An dass do dann am Fong e Commissaire du Gouvernement oder e Verrieder vun der ALIA géif soen: „Madamm Mart, nee, deen dote kritt d'Wuert net méi!“ – ech wëll net d'Reaktiounen vun Iech héieren op engem Debat, wann da gesot gëtt, dass de Staat iwwerhaupt do näischt ze soen huet an dass d'Madamm Mart do hir Aarbecht sollt maachen!

Vir drun huet ee vum SIP – ee vum SIP – gekuckt, dass dat eenegermoossen opgeet, andeem mer all zesumme gekuckt gi sinn. An deen hat all fënnf Joer, kréien ech gesot, während zwee Méint Aarbecht. An elo kréien ech gesot, dass een, deen hei dofir dediéiert ass bei der ALIA, net géif duergoen an dass mer misste bal e Service, wann ech deem engen oder deem aneren hei nolauschteren, kréieren, fir do kënnen op d'Walcampagnen opzepasst.

Dowéinst, ech mengen, et ass wichteg, dass mer hei – an ech verschléisse mech net, ech verschléisse mech net! – solle Verbesserung maachen. Mir sinn d'nächst Joer an engem Superwaljoer. Ech wëll Iech just drun erënneren, dass an engem Joer Gemeengewale sinn. E puer Méint drop sinn d'Chamberswalen. Wa mir der Meenung sinn, dass et besser ass, mir sollen elo nach alles beim SIP, bei der ALIA an iwwerall änneren ..., wier och e Feeler gewiescht, mir haten och Zäit verluer ...

An d'CSV, déi elo op eng Kéier seet ... Sauf erreur de ma part, krut ech matgedeelt, dass Är Ännerungen een Dag virun Nationalfeierdag komm sinn, wou Dir gesot hutt, et misst getrennt ginn. Den 22. Juni, kréien ech hei bestätegt vu menge Servicer. An op eng Kéier, den 22. Juni, muss alles geännert ginn! An da riskéiere mer wierklech, dass mer och nach Zäit verléieren, fir en Text ...

*(Interruption par M. Gilles Roth)*

Ech soen Iech just, wat ech vu menge Servicer matgedeelt kréien, Här Roth.

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Medieminister, d'Madamm Adehm wëll Iech eng Fro stellen.

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Hei nee, loosst mech wannechgelift just fäerdeg schwätzen an da kënnen si souwisou och schwätzen.

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Jo, ganz sécher!

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Den 22. Juni ass d'Demande och komm vun der CSV. An dowéinst, Här President, ech mengen, dass mer hei net sollen dat eent mat deem aneren ...

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Huet keen eng Valium heibannen?

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | ... dass mer dat eent net solle mat deem anere verméschen. Fir mech ass et wichteg, dass mer hei Kloerheet hunn, dass mer ee Joer virun de Walen elo dat doten zou hunn. A gleeft mer et, wann ech d'Chance hunn, no deenen nächste Walen nach eng Kéier hei virun Iech ze stoen, wäerte mer och selbstverständlech déi Mesuren zesummen – sans presser, sans presser an nodeems mer och large Consultatiounen konnte maachen – kënnen decidieren. Mee mir sollten elo net an der Hetz en Text änneren, wou et bis elo och gutt gaangen ass.

An ech mengen, dass mer bis elo och nach keng Problemer haten, dass deen een oder deen anere bewisen huet oder d'Gefill hat, dass e méi schlecht behandelt ginn ass wéi déi aner. An ech géif et traureg fannen, wa mer op deen Niveau géife kommen, wou eng Plainte no där anerer géif kommen oder Reklamatiounen géife kommen, wou ee géif mengen, dass d'Medien zu Lëtzebuerg parteilech wäeren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Medieminister. D'Madamm Adehm wollt Iech eng Fro stellen.

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Jo, ech wéilt just preziesieren, dass dat net op eiser Mëscht gewuess ass, dass d'ALIA gären ..., dass si gesot huet, si hätt net genuch Leit. D'ALIA huet dat selwer an der Kommissioun gesot, dass si net genuch Leit hätt, fir dat doten ze maachen.

An den zweete Punkt ass: Här Bettel, Dir hutt jo „großes Kino“ elo hei vir opgefouert, dat muss een Iech schonn héich urrechnen. D'CSV huet awer ni verlaangt, ni, mat kengem Wuert, dass ee muss um Platto stoe mat enger Stoppauer, fir dat ze moossen! Mir hunn drop verweisen, wéi et a Frankräich gehandhaabt gëtt,

dass do e Rapport gemaach gëtt, deen all Mount un de President vun der Assemblée nationale, de President vum Sénat an un d'politesch Partei geet, an dass dorauer ervirgeet, wie wéi laang geschwat huet, wéi eng politesch Partei wéi laang geschwat huet. Mir hunn awer zu kengem Moment gefuerdert, dass d'ALIA ee muss bei d'Madamm Mart op de Platto schécken. Verdréit eis wannechgelift net d'Wierder am Mond!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Adehm, fir déi Kloerstellung. Da freet den Här Gilles Roth d'Wuert.

**M. Gilles Roth** (CSV) | Jo, ech schléissen do e bëssen un. Den Här Bettel seet, dat wier vu senge Servicer. De Punkt ass deen, Här Bettel, dass am Ufank, wéi de Gesetzesprojet deposéiert gouf – iwwregens an der Sommervakanz d'lescht Joer – deen Artikel iwwert d'ALIA guer net dra war.

**Une voix** | Jo.

**M. Gilles Roth** (CSV) | An dass mir de Vote séparé gefrot hunn, wou Är Servicer soen, dat wier den 22. Juni gewiescht, dat war doropshin, wou Dir als Regierung den Amendement zu dësem Gesetz eran..., ech soen „zimmlech eragedréckt“ hutt. An dunn hu mir gefrot, dass deen Amendement sollt an där zustänneger Mediekommissioun gekuckt ginn, an dat onofhängeg a „roueg“, wéi Der ëmmer sot.

„Roueg“ hätt dat kënnen do geholl ginn, an net an der Hetz hei als Cavalier vun dësem Text. Well deen Artikel iwwert d'ALIA huet mat dem Walgesetz strictelement näischt ze dinn!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Roth. Dann huet den Här Kartheiser nach d'Wuert gefrot.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, e ganz kuerze Kommentar. Merci, Här President. Ech wollt dem Här Staatsminister just op dee Kommentar äntweren, dass mer näischt gesot hätten, well e Beamten do zum Beispill d'Zäit miesst am Walkampf oder bei enger fräier Tribün. Dat huet mam Vertrauen an d'Fonction publique ze dinn, Här Staatsminister.

*(Interruption)*

Well Dir wësst, dass de Beamten an der Ausfüllung vu sengem Déngscht politesch neutral muss sinn. A mir hunn ëmmer Vertrauen an dee Prinzip gehat. An ech muss soen: Mir sinn och ni enttäuscht ginn. Also dofir hu mer och net dogéint protestéiert. Ech mengen, dat huet gutt fonctionéiert. D'Fonction publique an d'Neutralitéit, dat ass respektéiert ginn an dofir war och kee Problem mat deem System.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser. Da géif ech elo d'Wuert zréckginn un den Här Staatsminister.

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, fir d'éischt, déi éischt Saach ass: D'ALIA seet mer och selbstverständlech dat, wat d'Madamm Adehm hei seet, dass se méi Leit brauch. All d'Servicer, meeschtens, wann ech se gesinn, soe mer, dass se méi Leit brauchen. An déi Kolleegen, déi och an der Verantwortung waren, wësse ganz genau, dass et normal ass, wann e Service bei säi Minister geet, dass en da seet, dass en och méi Leit brauch. Do mussen och Choix getraff ginn. An ech hunn hei, nodeems wierklech d'Analys gemaach ginn ass, och iwwert d'Situatioun, déi ass, nodeems d'ALIA staark ënnerstézt ginn ass, och am Personal ... An ech mengen, dat hutt Der och gesot, an dat wëll ech och

bemierken. Mee dat heescht, si hu mer dat och gesot. Et ass net, dass ech soen, dat wier elo op eng Kéier bei Iech aus der Loft gegruff ginn.

An déi zweet Saach ass: Sauf erreur de ma part, Här Roth, hutt Der awer sechs Méint gebraucht, nodeem d'Amendementer deposéiert waren. Il faut quand même peut-être le signaler. Esou rapid war et och net!

*(Interruptions)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Staats- a Medieminister fir déi Präzisiounen. Den Här Roth wëll nach ..., oder wëll net méi?

**Une voix** | E wëllt ëmmer.

*(Interruptions diverses)*

**M. Fernand Etgen**, Président | E weess et net. Soss ginn ech ...

*(Interruptions)*

**M. Gilles Roth** (CSV) | Majo, et ass jo emol en Avis vum Conseil d'État komm. An ech mengen, et muss jo awer d'Recht si vun engem Parlament, fir driwwer ze decidéieren, dass en Artikel, dee strictement näischt mat engem Gesetz ze dinn huet, dass deen an där zoustänneger Fachkommissioun gekuckt muss ginn.

*(Interruption)*

Et geet net méi wéi dorëms. An Dir sot: „Dat soll een a Rou kucken“, an ech weess net wat, wann Der nach eng Kéier Staatsminister sidd, da sollt een dat a Rou kucken ... Ma firwat muss et dann elo an der Hetz gekuckt ginn?!

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Très bien!

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech soe just, hei gëtt jo gesot, wéi wann d'Regierung den Amendement eraginn hätt an direkt de Vott gefrot hätt. Et ware sechs Méint dertëscht. Kommt, mir bleiwe bei der Wourecht, wann dat jo dat ass, wat ëmmer gefrot gëtt!

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Madamm Familljeministesche Corinne Cahen.

**Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Jo, villmools merci, Här President. E grouse Merci och un de Premier- a Medieminister, dass ech nach kuerz hei där d'Wuert ergräifen. Ech sinn nämlech der Meenung, dass haut e ganz, ganz groussen a wichtege Dag ass fir d'Demokratie zu Lëtzebuerg. Well mat deem heite Gesetz wäerte mer vill méi demokratesch ginn, well jiddereen, deen an enger Gemeng wunnt, an Zukunft och ka matbestimmen, wéi d'Politik an also och säi Liewen an Zukunft an där Gemeng wäert ausgesinn.

Ech héieren hei, dass verschidde Leit mengen, et géif net jidderee sech fir Politik interesséieren. Dat ass richtig. Ech mengen, weeder d'Lëtzebuurger nach d'Ausländer interesséiere sech alleguer fir Politik. Mee wann ee sech fir Politik interesséiert, dann interesséiert ee sech automatesch och fir alles, wat d'Politik decidéiert, wat e Gemengerot, e Schäfferot decidéiert.

An ech mengen, dat ass dat, wat mer de Leit elo musse vermëttelen: dass si matdecidéieren, wéi hiert Liewe gestalt gëtt, wéi hir Gemeng soll ausgesinn, wéi d'Schoul organiséiert soll sinn, wéi d'Maison-relaisen organiséiert solle sinn, wéini d'Poubellë kommen. Ech kéint do d'Lëscht ad aeternam weider opzielen. An ech mengen, dat ass dat, wat mer elo de Leit musse vermëttelen.

Mir hunn 2011 bei de Gemengewale ronn 11 % vun den Ausländer gehat, déi mat wíele gaange sinn. 2017 hu mer dat verduebelt op 22 %. Mee dat geet ons net duer. An ech mengen, de Fait, hei ze héieren, dass eng ganz breet Majoritéit dat Gesetz vum Medieminister hei wäert stëmmen, weist, dass mer en demokratesch Land sinn, deem d'Demokratie an de Gemengen extreem wichteg ass, an de Gemengen, déi jo wierklech no bei de Leit sinn, wou d'Leit liewen, wou se sech umelle ginn, wou se sech renseignéiere ginn.

Et ass net fir näischt, dass mer als Familljeministère zesumme mam Syvicol am ganze Land „Pakte vum Zesummeliewen“ ënnerschreien. Mir hätt gären, dass d'Leit Acteur si vun hirer Integratioun an net nëmme Konsumente vun iergendepes, wat mir hinne vun uewen erof proposéieren.

Dofir soen ech och dem Syvicolspresident nach eng Kéier villmools Merci, an dem ganze Syvicol, fir deen Engagement, deen Der do geholl hutt, fir d'Gemengen op dee Wee ze bréngen, d'Leit ze encouragéieren, hiren eegenen Acteur vun der Integratioun ze sinn, vum Zesummeliewen, a fir ze kucken, dass d'Leit engagéiert sinn, dass se sech och engagéiert fillen, dass se sech bedeelegt fillen. An dat Gesetz hei wäert se nach eng Kéier hei vill méi bedeelegen, fir kënnen matzemaachen a sech och vollwäerteg an hirer Gemeng ze integréieren, zesummenzeliewen a matzemaachen.

Dofir géif ech och gäre soen, dass de Familljeministère ganz kloer, ganz aktiv Campagnë mécht. „jepeuxvoter.lu“ – Dir kommt op dee Site mat fénnef Sproochen: Dir kënnt och „echkawielen.lu“ aginn, oder „eupossovotar.lu“ aginn oder „icanvote.lu“, Dir kommt ëmmer op deen nämmelechte Site. Do geet et drëms, eng Campagne ze maachen net nëmme dofir, dass ee ka wíele goen, mee och, wéi ee wíelt! Och dat ass de Mëtten hei gesot ginn.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer e Walsystem, deen anescht ass wéi op anere Plazen. Op anere Plaze kann een heiansdo eng Partei ukräizen an dann awer och nach déi Persoun, déi engem am beschte gefält an där Partei – da sinn hei zu Lëtzebuerg d'Stëmmziedelen ongülteg!

Dofir ass et, mengen ech, immens wichteg, dass och d'Parteien an de Familljeministère an den Integratiounsministère, de Staat am Allgemengen, eng Informatiounscampagne maachen, fir de Leit och ze soen: „Gitt wíelen! Gitt Iech aschreien! Ab haut, gitt Iech aschreien! Dir kënnt Iech all Dag op Äre Biergerzenter aschreie goen.“ An dann awer och ze soen, wéi hei zu Lëtzebuerg gewíelt gëtt, wéi de Walsystem ass, fir dass d'Leit dann och richtig wíelen, wa se sech deplacéieren a wíele ginn, ech mengen, och dat ass ganz wichteg.

An dat wäerte mir natierlech als Familljen- an Integratiounsministère och massiv maachen, fir de Leit ze soen, wéi hei zu Lëtzebuerg gewíelt gëtt, an natierlech se ze encouragéiere matzemaachen. Well wa se ageschriwwen sinn, dann interesséiere se sech och fir d'Politik a fir d'Liewen an hirer Gemeng. An ech mengen, dat berout op zwou Säiten: dass ee sech soll aschreien, och wann ee sech nach net direkt interesséiert, an dass, wann ee sech interesséiert, ee sech natierlech och soll aschreien, fir wíelen ze goen. Esou geet Demokratie! Demokratie fonctionéiert nëmme, wa jidderee matmécht.

An ech si wierklech immens frou, haut hei derbäi kënnen ze sinn, wann de Medieminister säi Gesetz hei hoffentlech gestëmmt kritt – mat enger breeder Majoritéit –, fir dass mer d'Demokratie hei am Land nach méi héichhale kënnen. Ech mengen, dass et wierklech e ganz, ganz wichtege Dag ass fir d'Demokratie hei zu Lëtzebuerg.

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Familljeministesche Corinne Cahen. D'Diskusioun ass elo ofgeschloss.

Et ass vun der CSV-Fraktioun gefrot ginn, den Artikel 48 vum Chamberreglement geltend ze maachen an zwee Votes séparés ze maachen.

Et gëtt gefrot, fir e Vote séparé iwwert den Artikel 21 ze maachen. Mir mussen dann eenzel iwwert deesen Artikel ofstëmmen. Da stellen ech d'Fro: Wien d'accord ass mat dem Artikel 21 vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmmen.

**Vote séparé sur l'article 21 du projet de loi 7877**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 34 Jo-Stëmmen, 25 Nee-Stëmmen. Den Artikel 21 ass domadder ugeholl.

*Ont voté oui* : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch et Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Stéphanie Empain) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

*Ont voté non* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Max Hengel), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Diane Adehm), MM. Gilles Roth, Jean Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Et gëtt gefrot, fir e Vote séparé iwwert den Artikel 22 ze maachen. Mir mussen dann eenzel iwwert deesen Artikel ofstëmmen. Da stellen ech och hei d'Fro: Wien d'accord ass mat dem Artikel 22 vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmmen.

**Vote séparé sur l'article 22 du projet de loi 7877**

Mir fänken un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 35 Jo-Stëmmen a 25 Nee-Stëmmen. Den Artikel 22 ass domadder ugeholl.

*Ont voté oui* : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Cécile Hemmen) et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Stéphanie Empain) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de gesamte Projet de loi. Den Text steet am Document parlementaire 7877<sup>16</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7877 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7877 ass mat 56 Jo-Stëmmen bei 4 Nee-Stëmmen uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Diane Adehm), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Max Hengel) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Cécile Hemmen) et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Stéphanie Empain) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 9. 8002 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 mai 2014 relative au financement du Réseau

### national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois en vue du financement des travaux d'extension et de perfectionnement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois

Dee leschte Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëten ass de Projet de loi 8002 iwwert d'Finanzéierung vum RENITA. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert kritt elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

#### Rapport de la Commission des Finances et du Budget

**M. André Bauler** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Ech hunn déi grouss Eier, hei an haut als leschte Riedner opzotrieden. Dofir wëll ech et kuerz maachen, ...

**Une voix** | Très bien!

**M. André Bauler** (DP), rapporteur | ... och wann et een net grad bëllege Projet ass.

Léif alleguer, fir eis ass haut villes selbstverständlech, dat am Fong, wéinstens aus der Perspektiv vun der eeleren Generatioun heibannen, nach zimmlech nei ass. Eis Smartphone zum Beispill: Wann et schellt, dann hiewe mer op a schwätzen, oder mir kucken, wéi den Här Clement dohannen, op eise Smartphone Texter oder Biller.

(Brouhaha)

Wien denkt do eigentlech nach un d'Entwécklungen an den Opwand, déi hannert dëser Technologie stiechen? Et gewinnt ee sech eeben un alles. Wann een net vun Zäit zu Zäit eng Antenn géif anzwousch gesinn, da géif ee wuel bal net gesinn, wat fir Ekipement an Infrastrukturen eis modern Kommunikatioun erméiglechen, vum Teletrafic iwwert d'Telefonieren, oder ënnerwee am Auto, fir Informatiounen nozesichen an esou weider.

Dach, et gëtt ee Moment, wou engem dann awer bewosst gëtt, datt eeben esou munches net selbstverständlech ass, nämlech dann, wann eis Technik eis ganz iwwerraschend am Stach léisst. Sou zum Beispill, wann den Handy op eemol de Geescht opgëtt, well d'Batterie eidel ass, e sech op onerklärlech Manéier ophängt oder d'Verbinding einfach fort ass. Normalerweis ass dat jo kee Problem. Dann hânt een eng Kéier an an et probéiert een nach eemol. Oder et waart een, bis een zum Beispill aus engem Tunnel oder aus iergendengem anere Funklach eraus ass, fir ze telefonieren.

Et gëtt awer leider och Fäll, wou ee keng Zäit huet, fir ze waarden an dann eeben nach eng Kéier ze probéieren. Dat gëllt fir eis Sécherheets- a Rettungsdéngschter. Si mussen zu all Moment kommunikéieren kënnen. Zum Beispill, wann en Accident an engem Tunnel ass an déi éischt Secouriste bis op der Plaz sinn, da mussen si a Kontakt mam 112 bleiwen, fir zum Beispill weider Hëllef unzufroen. Dowéinst benotze si keng normal Telefonen, wéi mir se kennen. Nee, si hunn eng separat Infrastruktur, déi vill méi performant an zuverlässig ass. De Reseau muss iwwerall am Land kënnen funktionéieren: an Tunnelen, a Gebaier, an déiwen Däller a souguer, wann eeben de Stroum ausfällt.

En éischten analoge System aus de 70er-Jore gouf 2014 duerch en neie System ofgeléist, de RENITA. Et ass de Funkreseau, dee vun der Police, dem CGDIS, dem Haut-Commissariat à la protection nationale,

der Douane, de Ponts et chaussées, der Arméi, dem Geheimdéngschter, de Prisongen, dem Centre de rétention, dem Kommunikationszentrum vun der Regierung an dem Service de la navigation fluviale benotzt gëtt.

Un dëse Funkreseau ginn immens héich Ufuerderunge gericht a bis dato gëtt en och dësen Erausforderunge gerecht. Mee d'Technik oder d'Technologie entwéckelt sech weider, an d'Sécherheetslag och. Sou ass zum Beispill d'Gefor vu Cyberattacken aktuell däitlech méi héich.

De Reseau muss iwwerdeems innerhalb vun de Gebaier ausgebaut ginn. Doriwier eraus wëll een och déi 4G- a 5G-Technologien an de System abannen. Dowéinst muss permanent un RENITA geschafft, jo, innovéiert ginn, fir en unzepassen an natierlech och d'Exploitatioun ze garantéieren.

Dat kascht vill Suen an dowéinst huet de Medien- a Kommunikatiounsminister Xavier Bettel de 5. Mee dëst Joer e Finanzéierungsgesetz hei an der Chamber deposéiert.

Als Erënnerung: Am éischte Gesetz vun 2014 zum RENITA ware 36,6 Milliounen Euro TTC, toutes taxes comprises, fir d'Realisatioun vum Reseau virgesinn, dat ouni d'Exploitatiounskäschten. Dat lescht Finanzéierungsgesetz datéiert iwwerens aus dem Joer 2019. Ganz konkret ginn d'Maximalkäschte fir den Ausbau vum Reseau op zirka 40,5 Milliounen Euro gehéicht. D'Maximalkäschte fir d'Exploitatioun pro Mount ginn op 648.000 Euro (veuillez lire: 658.000 Euro) gehéicht, dat bis den 30. Juni 2030. All d'Montante si wuelgemierkt hei ouni TVA. Fir d'Detailer verweisen ech, wéi ëmmer, op de schrëftleche Rapport.

D'Finanz- a Budgetkommissioun krut zwee Avisen erageschéckt, an zwar vum Staatsrot a vun der Chambre de Commerce, der Handelskummer.

Am Avis vum Staatsrot vum 14. Juni ass keng formell Oppositioun dran. De Staatsrot verweist op säin Avis zum leschte Finanzéierungsgesetz, an deem e schonn deemools fir e geneeën Ufanksdatum plädéiert hat, en hat sech fir deen ausgeschwat. Et ass awer evident, datt d'Fongen ab deem Dag, wou d'Gesetz a Kraaft trëtt, verfügbar, disponibel, sinn. Den Enddatum gouf awer schonn am Virus op den 30. Juni 2030 fixéiert.

Mir krute mat Verspéidung, den 11. Juli, den Avis vun der Handelskummer eran, deen op de 27. Juni datéiert ass. De 27. Juni, zu eiser Allgemengbildung, dat ass Siweschlëfderdag. Dowéinst ass dësen Avis net ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

An Äre Gebuertsdag! Nodrëglech meng Felicitatiounen a meng Gléckwënsch!

(Hilarité)

Dowéinst ass dësen Avis net am schrëftleche Rapport. Ech wëll en awer hei opgräife fir ze soen, datt d'Handelskummer de Reseau ënnerstëtz, well e wichteg fir de Fonctionnement vu grundleeënde staateleche Services ass. Si begréisst déi kuerz Finanzéierungsperiod. Dat erlaabt et, virsiichteg ze sinn an de Finanzement ëmmer erëm un déi neist technologesch Entwécklungen unzepassen. D'Detailer kann een an deene respektiven Avisen noliesen.

Da wëll ech awer nach de Beamte villmools Merci soen, déi eis dëse Projet virgestallt an erklärt hunn – si sinn och den Owend hei present, si sinn ënnert eis –, souwéi awer och de Mataarbechter aus der Chamber, wéi besonnesch hei d'Finanz- a Budgetkommissioun begréissen. Merci do fir déi wäertvoll Aarbecht bei der Redaktioun vun dësem Projet an dem Rapport!



Voilà! Dat wier et gewiescht. D'DP-Fraktioun gëtt, wat wuel keng Iwwerraschung dierft sinn, hiren Accord zu dësem wicthegen an deiere Gesetzesprojekt. Merci fir Är gewinnten Opmierksamkeet an da soen ech Tech ... wënschen ech Tech nach e schéinen Owend.

*(Hilarité et brouhaha)*

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | An ech soe villmools Merci dem Här Rapporteur André Bauler a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner. An dat ass den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

**M. Gilles Roth** (CSV) | Merci dem André Bauler, och fir de schéinen Owend. A fir dass deen awer soll méi laang kënnen si fir jiddwereen an dass mer muer de Moien um 8.00 Auer dann erëm hei kënnen sinn, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech wëll just drun erënneren: Den initiale Projet vum RENITA, dat war nämlech déi éischte Kéier, wou de Conseil d'État d'Umierkung gemaach huet, dass, wann de Staat en Engagement huet, wat sech iwwer méi Jore prolongéiert, a wann doduerch de Montant vun de 40 Milliounen, deen an der Verfassung virgesinn ass, iwwerschratt gëtt, dass een da muss e Spezialgesetz maachen. Dat huet de Staatsrot 2011/2012 gemaach.

Wier dat bei der SuperDrecksKëscht applizéiert ginn, da wier haut deen Dossier, mengen ech, net do, wou en elo ass a wou en, mengen ech, richteg ass!

Dat gesot, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Roth. An da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Ech ka mech och ganz kuerz faassen, nodeems ech dem Här Bauler villmools Merci gesot hu fir säi ganz gudde an explizitte Rapport. Ech wëll just vläicht soen: Et gouf gesot, et wär en deiere Projet. Ech mengen, et geet em eis Sécherheet, an dann ass all Su, dee mer do investéieren, gutt investéiert. An ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Cruchten. Ech ginn d'Wuert weider un den Här François Benoy.

**M. François Benoy** (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Ech wëll och dem Rapporteur vun onser Bänk villmools Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen an och mëndleche Rapport an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Benoy. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, och vun eiser Säit aus dem Här Bauler e schéinen Owend an e grouse Merci fir de Rapport. Et ass een Element, mengen ech, dat ganz wictheg ass niewent dem Präis, dat ass dat vun der Interoperabilitéit vun eise Sécherheetsdénkschter. Dat ass wierklech eppes, wat mer ëmmer kucken, datt dat klappert. Ech mengen, Dir hutt et och an Ärem Rapport ënnerstrach, Här Bauler. Dat gesot, ginn ech gär och den Accord vun der ADR.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e grouse Merci un de Rapporteur, an d'Piraten ginn hiren Accord.

**Une voix** | Très bien!

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Staats- a Medie-minister Xavier Bettel.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | Ech soen dem Här Bauler Merci, d'Usagere soe Merci a virun allem d'Bierger, well et geet em hir Sécherheet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 8002. Den Text steet am Document parlementaire 8002<sup>2</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 8002 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zu dem Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8002 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmegeg uegholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Diane Adehm), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Mars Di Bartolomeo), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber (par M. Dan Biancalana) ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Stéphanie Empain) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Et ass also esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënn muer de Moien um 8.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

*(La séance publique est levée à 19.45 heures.)*

70<sup>e</sup> séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

**Sommaire**

1. **Ouverture de la séance publique** ..... p. 50  
M. Fernand Etgen, Président
2. **Débat suivant la déclaration gouvernementale sur l'avis complémentaire du groupe ad hoc d'experts sur l'instauration d'une obligation vaccinale contre la Covid-19** ..... p. 50  
Débat : M. Claude Wiseler | M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten (dépôt de la motion 1) | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Dan Kersch et M. Marc Goergen) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement (interventions de M. François Bausch, Vice-Premier Ministre, et M. Dan Kersch)  
Prises de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)

- Motion 1 : M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement | M. Claude Wiseler | M. Yves Cruchten | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | M. Claude Wiseler
- Vote sur la motion 1 (adoptée)
3. **Débat d'orientation au sujet de la modernisation et des défis de notre système fiscal** ..... p. 60  
Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler | M. Gilles Roth (interventions de M. Mars Di Bartolomeo)  
Débat : M. Gilles Roth (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | M. André Bauler

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert et M. François Bausch, Vice-Premiers Ministres ; Mme Yuriko Backes, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 8.01 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen, Président** | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?  
(Négation)

## 2. Débat suivant la déclaration gouvernementale sur l'avis complémentaire du groupe ad hoc d'experts sur l'instauration d'une obligation vaccinale contre la Covid-19

Esou wéi et scho gëschter no der Deklaratioun vun der Regierung zu dem Avis vun dem Experte-grupp iwwer eng méiglech obligatoresch Covidimpfung erwänt gouf, féiert d'Chamber de Moien eng Debatt, bei där all Fraktioun an all Sensibilitéit zéng Minutten zegutt huet. An als éischt Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler ageschriwwen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

### Débat

**M. Claude Wiseler (CSV)** | Villmools merci, Här President. Den Avis vun den Experten huet kloer gewisen, datt d'Covidkris nach net eriwuer ass, datt de Risk nach ëmmer do ass an datt d'Expektative fir September, zumindest wat d'Experten ueget, déi sinn, datt mer eventuell virun enger neier Well kéinte stoen. Op wellechem Datum, mat wellecher Variant, mat wellecher Virulenz, wellecher Ustiechlechkeet, dat wësse mer an deem Moment selbstverständlech net.

Déi Zuelen, déi mer haut kennen, soen dat selwecht, de Staatsminister huet et gëschter zitëiert: 1.200 Infektiounen den Dag. Dat ass eppes, muss ech soen, wat eis virun enger Rei Joren a virun enger Rei Méint jo weesentlech méi erschreckt huet, wéi et eis haut erschreckt, well d'Situatioun eng aner ass. An ech gi souguer dovun aus, datt déi Zuel nach weesentlech méi héich ass, well haut déi Obligatioun, sech ze melen, nodeem ee sech selwer getest huet, am Fong net méi do ass, soudatt am Fong déi Infektiounssituatioun warscheinlech nach méi grouss ass, wéi d'Zuelen eis et uweisen.

Mee déi d'Haaptzuel, op déi mer haut kucken, déi vun den Hospitalisatiounen – 29 am Service hospitalier normal, 0 op der Intensivstatioun –, déi ass déif an ass a sech berouegend. An deem Moment besteet an eisen Aen dowéinst keng direkt Gefor fir de System.

D'Experte kommen an hirer Analyse zur Konklusioun, datt d'Populatioun iwwer 50 Joer soll enger Impfflicht ënnerleien, well 30.000 Leit nach guer net geimpft sinn, 20.000 net komplett geimpft sinn. An dofir gëtt vun den Experte gesot, datt si gär déi Impfflicht hätten, well se soen, datt se gär géifen all Gefor aus dem Wee goen, well se wëlle sécher sinn.

Ech kann dat à la limite och vun engem Standpunkt vu wëssenschaftlechen a medezinneschen Experte verstoen, datt ee wëllt op Nummer sécher goen, mee ech soen op där anerer Säit, datt d'Politik och nach eng Rei aner Aspekter muss a Betracht zéien; Iwwerleeungen éischtens juristescher Natur evidenteweis, awer och Iwwerleeungen iwwer d'reell Konsequenzen. Mir hunn et hei net nëmme mat eppes Theoreteschem ze dinn, mir hunn et och mat eppes ze dinn, wa mer et géife maachen – eng Impfflicht –, datt mer mussen an der Realitéit ëmsetzen, also och mat der Ëmsetzungsfäegkeet vun deenen Decisiounen, déi mer huelen.

Mir kommen zur Konklusioun als CSV-Fraktioun, datt d'Introductioun vun enger partieller Impfflicht haut net déi richteg Äntwert ass op déi Situatioun, déi mer hunn, déi selwecht Konklusioun en fin de compte wéi déi, déi d'Regierung gëschter gezunn huet, an dat aus e puer Grënn.

Éischtens, well mer der Meenung sinn, datt eng Impfflicht eng massiv Aschränkung vum Droit à l'intégrité physique ass, esou wéi et am Artikel 3 vun den europäesche Grondrechter festgehale ass. Dës Aschränkung vun deemem Recht, déi kann ee justifiéieren, wann eng immediat an effektiv Gefor fir d'Gesellschaft do ass, souguer wann eng immediat Liewensgefor fir individuell Individuen oder fir aner Matbierger do ass. Or, hei befanne mer eis net an enger Situatioun vun immediater an effektiver Gefor, mee an enger Situatioun vun enger eventuell zukünftiger an hypotheetescher Gefor, an domat ass eng Impfflicht, déi mer haut géifen aféieren, an eisen Ae constitutionnel fragwürdeg.

A wann een den Avis vun den Experte liest an hiren Iwwerleeungen noheet, dann ass déi Konklusioun am Fong nach méi bestätegt, well vun deene siwen Hypotheesen, deene siwen Zenarioen, déi si opzechen, ass just een Zenario, wou eng Impfflicht hinnen no Sënn mécht. Dat war dat éischt Argument, e juristescht Argument.

Dat zweet Argument ass an eisen Aen dat medezinescht Argument, datt mer elo nach net wëssen, wann eng Variant am September, Oktober, an der Rentrée géif kommen, wellech Variant dat ass an haaptsächlech, ob déi haiteg Impfung, déi mer hunn, och op déi Variant uspréngt an iergendwellechen Effekt huet. Dat heescht, mir wëssen net, ob mer eng Impfflicht brauchen. Mir wëssen haut och net, ob eng Impfflicht mat deenen Impfungen, déi mer haut géife maachen, effizient géint eng nei Variant wär.

An eist drëtt Argument, dat ass en Argument vun der Realitéitsëmsetzung. Haut sinn all Beschränkungen, déi mer sengerzäit haten, fort an dofir ass et relativ schwierig, wann een eng Impfflicht haut géif asetzen, en fin de compte ze soen, wat d'Konsequenze vun Netrespekt vun esou enger Impfflicht wäeren.

Viru sechs oder aacht Méint war dat vill méi einfach. Do hate mer en 3G, dat heescht, et waren eng Rei Restriktiounen do. Du konnts net an d'Caféé goen, du konnts net an d'Restaurante goen, du konnts net an de Kino goen, du konnts eventuell net reesen. Dat heescht, dat hat massiv Konsequenzen. Hei kéint een héchstens en Avertissement taxé drop maachen. An ech muss soen, dat ass dann eng Moosmann, déi awer warscheinlech wéineg Leit ofschrecke wäert par rapport zu enger Impfflicht oder wéineg Leit zur Impfung wäert driewen. D'ailleurs sinn och vun deene Länner, déi sengerzäit eng Impfflicht agesat hunn, déi eng virun e puer Wochen, déi aner scho méi fréi op déi Impfflicht zrëckkomm, well se an deem Moment net sënnvoll ass.

Mir waren Enn d'lescht Joer fir d'Afféierung vun enger Impfflicht, de Staatsminister huet et scho gesot, d'ailleurs net nëmme fir eng fir 50+, mee fir eng allgemeng Impfflicht. Déizäit war d'Situatioun och eng ganz aner Situatioun. Déizäit ware mer virun enger akuter Gefor mat héijen Infektiounszuelen, mat enger ganz héijer Spidolsbeleegung, also enger akuter Immediatgefor. Déizäit hate mer Konsequenzen en place, déi eng Impfflicht eventuell besser ëmsetzbar gemaach hätten, wéi dat haut de Fall ass.

An déizäit ware mer och virun enger Situatioun, wou mer e Vaccin haten, deen appropriéiert war fir de Virus, deen am Émlaf war, a wou een och dovunner ausgaangen ass – an dat ass och eist Argument

gewiescht, fir se bis op 18 Joer erfzesetzen –, datt d'Ustiechbarkeet, dat heescht d'Transmissibilitéit, duerch de Virus beschränkt wär. Op jidde Fall war dat sengerzäit d'Meenung vun den Experten.

Haut si mer an enger anerer Situatioun. An enger anerer Situatioun komme mir och zu enger anerer Konklusioun fir dat, wat haut noutwendeg ass.

Dat empêcheiert awer net, datt mer wëssen, datt virun der Rentrée awer nach eng ganz grouss Gefor do ass an datt mer eis mussen fir déi Rentrée virbereeden. A bei där Virbereedung sinn an eisen Aen e puer Saache wichteg.

Dat éischt, wat wichteg ass, dat ass, datt mir der Meenung sinn, datt eng Impfflicht awer muss preparéiert gi fir d'Rentrée. D'Regierung hat versprach, eis e Gesetzestext fir Abrëll virzeleeën. Dat ass dat, wat am Dezember gesot ginn ass. Dat ass net geschitt. Ech regrettéieren, datt et net méi fréi konnt geschéien, dann hätt ee schon déi Virbereedung bis elo kënnen maachen. Mee et sief dann, wichteg ass, datt mer elo prett sinn, fir am September kënnen, wann et dann noutwendeg wär, eng Impfflicht anzeféieren.

An dofir si mer der Meenung, datt deen Text, wann en dann do ass, nu wierklech och soll schon an d'Prozedur eragoen, den Avis vum Conseil d'État soll gefrot ginn, aner Avise solle gefrot ginn, d'Aarbechten an der Chamber och esou wäit gedriwwen solle ginn, datt mer ganz schnell, wa mer se brauchen, dann eng Impfflicht am September, am Oktober oder wéini och ëmmer aféiere kënnen.

De Staatsminister huet gëschter e Wee virgeschloen, fir elo mol en informelle Projet – well ee jo net all Donnéeë kennt an dat gesi mer jo och an – op de Wee ze ginn. Mir sinn och mat deem Wee d'accord a mat där Propositioun d'accord, fir et ze maachen. Mir soe just: Kommt, mir maachen et schnell, a kommt, mir schaffe schnell drun, datt mer am September, Oktober nu wierklech prett sinn an da keng Zäit méi verléieren! Well et ass e komplizéierten Text an ech mengen, datt mer och eng Rei Diskussiounen wäerten dorobber verbréngen, quitte datt en elo nach informell ass an quitte datt elo nach eng Rei Hypothese mussen opleiwen.

Dat Zweet, doriwwer huet de Staatsminister net geschwat gëschter, ech wär awer frou, och seng Meenung kënnen ze héieren, ech soen Iech op jidde Fall eis Meenung doriwwer, dat ass d'Necessitéit vun engem Pandemiegesezt, wat d'Experten och gefrot hunn. Hei geet et net ëm e Covidgesezt. Dat hu mer jo zu engem Deel. Hei geet et ëm e Pandemiegesezt, wat a sech déi Prozedur, no där mer Decisiounen huelen, ganz anescht organiséiert.

Mir sinn der Meenung, datt et wichteg wär, datt d'Regierung méi schnell kéint Decisiounen huelen. Dat heescht, datt mer am Fong déi Prozedur, déi mer elo hunn, wat zwar eng gutt Prozedur ass ... An ech muss soen, mir hu vill geschafft an der Santéskommissioun, mee mir sinn awer der Meenung, datt een dat nach méi sënnvoll kéint gestalten, andeem e Pandemiegesezt déi Kaderen esou setzt, datt d'Regierung e wéineg méi Fräiraum hätt, quitte datt d'Chamber muss kënnen allkéiers mat dräi Wochen, véier Wochen, fënf Wochen Abstand e Bilan maache vun deem, wat d'Regierung decidéiert huet, an eventuell och déi eng oder déi aner Decisioun ëmänneren, wa se et dann als richteg empfënnt.

Esou e Gesetzestext huet déi belsch Regierung virun enger ganzer Rei Méint gestëmmt. Dat fanne mir wichteg, datt dat och prett gemaach gëtt, datt mer och am Hierscht kënnen doriwwer ofstëmmen.

Den zweete Punkt ass déi sektoriell Impfung. Déi sektoriell Impfung gëtt hei och vun den Experten net

als utile consideréiert. Mir verstinn d'Iwwerleeung vun den Experten. Wann et esou ass, datt de Vaccin d'Ustiechbarkeet net erofsetzt, da mécht et och net vill Sënn, d'Personal ze impfen. Dann ass et natierlech weesentlech besser, et konzentréiert ee sech op d'Pensionäre vun deenen Haiser aus dem Gesondheessecteur. Déi Iwwerleeung kënnen mer verstoen.

Dofir si mer der Meenung, dass a sech déi sektoriell Impfflicht, esou wéi d'Experten et soen, och net noutwendeg ass. Par contre – an do wär ech och frou, dem Staatsminister seng oder der Gesondheestsministesch hir Meenung driwwer ze héieren – proposéieren d'Experten awer an deem do Kader d'Méiglechkeet, eng Obligatioun anzeféieren, fir den Impfstatus vun deene Leit, déi am Secteur schaffen, och kënnen de Patrone respektiv den Direktiounen vun deenen Institutiounen ze soen, wou vulnerabel Leit dann hebergéiert sinn, fir a sech déi vulnerabel Leit beschteens ze schützen, fir d'Organisatiounspläng vun deenen Haiser esou opzesetzen, datt se sécher sinn, datt eventuell net geimpfte Leit net bei vulnerabel Persounen kommen.

Mir fannen déi Iddi eng richteg Iddi. Mir sinn der Meenung, datt och soll e Gesetzestext gemaach ginn, fir déi Obligatioun, den Impfstatus senger Direktioun an den Haiser ze soen, an d'Gesetz anzeschreiwen, esou wéi d'Experten dat froen. A mir froen d'Regierung do och, bis September, Oktober eng Legislatioun fäerdeg ze hunn, fir dat ze maachen. Dat schéngt eis wichteg ze sinn.

Dat selwecht géllt fir all déi Proposen, déi d'Experten nach maachen, fir a sech Diskussiounen, mëndlech Diskussiounen a schréfflech Diskussiounen, mat deene vulnerabele Leit an der Famill vun deene vulnerabele Leit ze hunn, soudatt jiddweree sech senger Responsabilitéit bewosst gétt, wann e sech net wëllt impfe loosse. Och déi Decisioun ass eng Decisioun vu perséinlecher Responsabilitéit an déi muss, esou wéi d'Experten et froen – oder déi sollt, wéi d'Experten et och froen –, engem Gespréich ënnerleien, fir d'Leit op hir Responsabilitéit opmierksam ze maachen.

D'Konklusioun vun deem, wat ech wollt soen: Mir sinn der Meenung, datt sech haut, elo eng Impfflicht net justifiéiere léisst. Mir sinn awer gradesou vill der Meenung, datt d'Regierung muss an deenen nächste Méint d'Impfflichtgesetz an hirer Prozedur weiderdreien, datt mer prett sinn, fir et am September stëmmen ze kënnen, wa mer et da géife brauchen, zweetens datt d'Regierung soll e Pandemiegesez maachen an dat och fir d'Rentrée fäerdegmaachen, drëttsens datt d'Regierung soll eng Legislatioun iwwert d'obligatorescht Matdeele vum Impfstatus un déi Leit dann, déi dat musse wëssen, datt d'Regierung dat an der Legislatioun soll elo fäerdegmaachen a virgesinn.

Do huet d'Regierung nach eng ganz Rei Aarbechte fir September ze maachen. D'Pandemie ass nach net eriwwer an dofir erwaarde mir vun der Regierung, datt se hir Hausaufgabe mécht.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Här Wiseler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här Präsident. Kolleeginnen a Kolleegen, d'Normalitéit, an där mer elo erëm liewen, déi verdanke mer dem Vaccin. An ech mengen, mir kënnen eis alleguerte glécklech schätzen, an enger Zäit ze liewen, wou a kierzester Zäit eng Rei Vaccinen entwéckelt gi sinn, déi effektiv waren an déi gehollef hu géint de Sars-CoV-2.

D'Vaccinen hu Liewe gerett a si hunn derfir gesuergt, dass de Gesondheessystem net zesummegebrach ass. Ech wëll mer net ausmolen, wou mir als Land dru wären, wa mer keng Impfstoffe gehat hätten. An ech wëll mer och net ausmolen, wéi vill Matmënsche mer nach verluer hätten.

78,8 % vun de Bierger hu sech impfe gelooss, fir sech selwer an awer och hir Matbierger ze schützen. Well deesen Taux awer net héich genuch ass, fir eng infektiéis Krankheet wéi de Covid-19 kënnen komplett anzedämmen, huet d'Politik – dat heescht, mir heibannen – sech eeschtaft Gedanke gemaach, ob net eng Impfflicht am Interêt vun der effentlecher Gesondheet agefouert misst ginn.

Am Januar dëst Joer hu mer an der Chamber eng éischte Kéier heibannen en Debat iwwert d'Impfflicht gefouert, an dëst, nodeems en Expertegremium sech an engem éischten Avis kloer fir eng Impfflicht ab 50 Joer an och fir eng Impfflicht am Gesondheessecteur ausgeschat hat.

Fir d'DP war et kloer, dass mir op den Avis vun den Experten – well déi heesche jo net ouni Grond esou – lauschtere géifen.

Mee am Januar war de Kontext en anere wéi elo. Déi nei Variant mam Numm „Omikron“ huet sech zwar ganz séier verbreet an d'Suerge ware grouss, dass se eng änlech schwéier Well ausléise kéint wéi d'Delta-Variant. Mat der Zäit huet sech awer erausgestallt, dass déi nei Variant wuel méi infektiéis ass – dräimol méi infektiéis wéi Delta –, mee dass d'Krankheetsverleef bei Wäitem net esou schlëmm wieren. Et waren also definitiv manner Hospitalisatiounen néideg an eis Spideeler waren net méi a Gefor, un hir Grenzen ze stoussen.

An dat war jo bei all Moosnam, déi mer heibannen zesumme geholl hunn, ëmmer den Haaptbut, dass eis Spideeler fonctionéiere kéinten an dass d'Gesondheetsversuergung net géif zesummebriechen. Dat war och ëmmer den Avis vun den Experten. Zanter hirem leschten Avis hu se sech dowéinst un d'Aarbecht gemaach, fir verschidde Modellisatiounen opzestellen, fir den Impakt vun der Impfflicht nach eng Kéier am Detail ze analyséieren.

An deem zweeten Avis goufe siwen Zenarien analyséiert, déi eis am Hierscht erwaarde kéinten, mat ënnerschiddleche Varianten an och mat ënnerschiddlech héijen Impftauxen. Nëmme an engem Zenario koumen d'Experten zur Konklusioun, dass eng Impfflicht en eenditeg positiven Impakt op d'Hospitalisatiounen an de Soins normaux an an de Soins intensifs kéint hunn, an zwar an deem Fall, wou d'Variant zwar ganz virulent ass, mee nach op Vaccine reagéiert a gläichzäiteg alleguerten d'Leit iwwer 50 dräi Impfdose krute respektiv souguer eng véiert, wann déi lescht Impfung méi laang wéi fënnf Méint zrëckläit.

Eng sektoriell Impfflicht gétt an deem zweeten Avis net méi recommandéiert, dëst well de Vaccin zwar wuel bei Omikron viru schwéiere Krankheetsverleef schützt, mee net virun der Infektioun. D'Impfflicht géif also kee Bäitrag leeschten, fir de Cordon sanitaire oprechtzuerhalen, also d'Patienten an de Spideeler an d'Residenten an den Altersheimer virun enger Infektioun ze schützen.

Kolleeginnen a Kolleegen, gradewéi d'Regierung steet och d'Demokratesch Partei hannert der Wëssenschaft. An och mir soen den Experte Merci fir déi Zäit, déi se sech geholl hunn, fir hiren Engagement, fir déi zwoe Avisen iwwert den Notze vun der Impfflicht auszeschaffen.

Impfen ass a bleift dee beschte Moyen, fir de Coronavirus am Gréff ze halen an eis erëmgewonne Fräiheet

net nees ze verléieren. Mee während den éischten Avis am Januar sech ganz kloer fir eng altersbeschränkt a sektoriell Impfflicht ausgeschat huet, ass den zweeten Avis an deem dote Punkt weesentlech méi nuancéiert, well en ass op nei Erkenntnisser opgebaut, déi eréischt am Laf vun der Zäit konnte gewonne ginn. An dat weist, dass et richteg war an dass et och wichteg war, fir hei net iwwerstierzt ze handelen.

Fakt ass, dass de Kontext haut en aneren ass wéi nach viru sechs Méint. D'Infektiounen klammen zwar, mee d'Hospitalisatiounen gi bei Wäitem net esou séier an d'Luucht. A wa viru sechs Méint nach eng, ech géif souguer soe grouss, Majoritéit vun de Bierger do-bausse sech fir eng Impfflicht ausgeschat huet, sou mengen ech, dass dat haut net méi onbedéngt de Fall ass.

D'Aféierung vun enger allgemenger Impfflicht kann een, mengen ech, awer just op Basis vun enger breeder politescher Zoustëmmung decidéieren. En Agréiff an dat fundamentaalt Recht op kierperlech Onverseertheit däerf een einfach net lichtfankeg huelen.

Fakt ass och, dass déi zwou Konditiounen, ënnert deenen d'Aféierung vun enger Impfflicht sënnvoll wär, mat grousser Warscheinlechkeet net wäerten erfëllt ginn. Wéi eng Variant eis am Hierscht erwaart, ass zu deemem Moment net virauszagesinn, well d'Mutatiounen willkürlech sinn. An ob d'Vaccinen dann och ausräichend effikass wäerte sinn, och dat ass net virauszagesinn.

Et sinn zwar nei Impfstoffe an der Entwécklung, déi op Omikron adaptéiert goufen, mee och do gétt et keng Garantie, dass se am Hierscht bei enger Variant den néidege Schutz bidde kënnen. Et ass einfach eng Tatsaach, dass d'Impfstoffe an d'Entwécklung heivunner sech just op dat baséiere kënnen, wat schonn do ass, wat mer kennen, an dass d'Forschung ëmmer de Virusmutatiounen hannendruleeft.

An och en Impftaux vun 100 % bei de Leit iwwer 50 ass a mengen Ae leider net realistesch, egal wéi vill mir eis dat heibannen och géife wënschen. 30.000 Persounen an där Alterskategorie, also ëmmerhin 13,5 % vun de Leit, sinn nach net geimpft. An dobäi kommen 20.000 Leit, déi kee kompletten Impfschutz hunn, also just eemol d'Sprëtzen kruten.

No iwwer zwoe Joer Pandemie ass et kaum virstellbar, dass eng Impfflicht dës Leit derzou géif bréngen, sech elo impfen ze loosse. Well mir dierfen eppes net vergiessen: Eng Impfflicht ass keen Impfwang! Kee gétt virun den Dokter geschleeft a kritt ouni säin Averstännis eng Sprëtzen. Bei enger Impfflicht huet een nach ëmmer de Choix, vläicht léiwere eng Sanktioun ze bezuelen, wéi sech impfen ze loosse.

Do derbäi kënn, dass mer hei am Land 200.000 Frontalieren hunn, deenen hiren Impfstatur mer guer net kennen. An d'Aféierung vun enger Impfflicht hätt op si och keen Impakt, well se sech just op d'Residenté géif begrenzen.

Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'DP ass eng Impfflicht zu deemem Moment net dee richtege Wee, well eng onmëssverständlech Plus-value fir eis Gesellschaft net ginn ass. Mir begrëissen et awer, dass d'Regierung preventiv e Gesetzestext ausschafft, fir am Eeschtfall séier kënnen ze reagéieren.

Als Virbereedung op den Hierscht ass meng Fraktioun der Meenung, dass d'Impfcampagné konsequent musse weidergoen. Virun allem déi vulnerabel Leit musse verstärkt cibléiert ginn. Mënschen iwwer 50 maachen nämlech – an Dir wësst et – 98 % vun de Stierffäll mam Covid-19 hei am Land aus. A schonns eng drëtt Dosis schützt mat 90%eger Effikassitéit.

D'Hausdoktere wäerten och an Zukunft eng wichteg Roll iwwerhuelen. Si kennen hir Patienten am beschten a si sollten dowéinst nach méi responsabiliséiert ginn.

Nieft der konstanter Sensibiliséierung vun de Bierger, wat d'Impfung betrëfft, dierfe mer awer och net vergiessen, dass eng Rei aner Mesuren zur Verfügung stinn. Teststrategien hëllefen, d'Verbredung vum Virus anzeschränken, an d'Analysen an de Kläranlage vun eisen Ofwässer ginn eis awer eng gewësse Previsibilitéit, wéi staark de Virus an der Bevëlkerung verbreet ass a wat fir eng Varianten am Émlaf sinn. An d'Iddi vun engem Impfegëster fir de Gesondheets- a Flegesecteur, déi vun den Experten an hirem Avis an d'A gefaasst gouf, fanne mir gutt. Well nëmme wann d'Spideeler Kenntnis hunn, wie vum Personal geimpft ass, kënnen se d'Kippe beschtméiglech andeelen an e reibungslosen Oflaf vun hire Strukture garantéieren an hire Patientie bei der Behandlung de gréisstméigleche Schutz bidden.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, meng Fraktioun steet weiderhi voll a ganz hannert der Impfung. Mir stellen hire Bäitrag a kenger Weis a Fro, och wa mer zu dësem Moment géint eng Impfflicht sinn. Mir schlësse se awer net kategoresch aus, wann d'Situatioun am Hierscht sech sollt verschlimmeren. Eng gutt Virbereedung, dat ass elo alles, fir dass séier kann agéiert ginn, wann den Eeschtfall sollt a Kraaft trieden.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Här Gilles Baum. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, haut diskutéiere mer also eng zweete Kéier bannent e puer Méint iwwer eng méiglech Aféierung vun enger Impfflicht hei zu Lëtzebuerg. D'Basis vun där Debatt liwwert eis den Avis complémentaire vum Expertegrupp, deen d'Regierung an Opdrag ginn huet. Rappeléiere mer, datt am Januar den éischten Avis vun dësem Grupp publizéiert gouf.

Well mer awer an deem Moment e Changement an dëser Pandemie erlieft hunn, nämlech dass d'Delta-Variant vum Covid der Omikron-Variant Plaz gemaach huet, huet d'Regierung d'Experten domadder beoptraagt, dëser neier Evolutioun Rechnung ze droen an en Avis complémentaire ze presentéieren.

Ech profitéiere gär vun dëser Geleeënheet, fir dësen Experten e grouse Merci ze soe fir hir exzellent Aarbecht an hir Efforten am Déngscht vun der Allgemengheet an dem Wuel vun eis alleguerten. Mir wëssen, wéi vill Méi si sech domadder gemaach hunn an datt si et sech net liicht gemaach hunn. Dat verdéngt grouse Respekt an eis déif Unerkennung.

Am Januar koum et also zu enger éischter Diskussioun hei an der Chamber iwwer eng méiglech Aféierung vun enger Impfflicht zu Lëtzebuerg. An deemools hunn ech op där selwechter Plaz hei gesot, dass d'LSAP bereet ass, op de Wee vun enger legaler Impfflicht ze goen, wann d'Situatioun dat erfuerdert.

An ech stinn nach ëmmer zu där doten Ausso. D'LSAP ass fir eng Impfflicht, wann éischens d'Impfflicht kloert a legitimt Ziel huet, an zweetens, wann de Prinzipp vun der Proportionalitéit respektéiert gëtt, an drëtzens – vläicht e bësse méi salopp ausgedréckt –, wann erweisen ass, dass se eppes bréngt.

Eis Positioun huet also net geännert. Mee vill Saachen hu sech awer geännert an de leschte Méint.

D'Situatioun ass haut eng ganz aner wéi nach am Januar. Den Omikron huet d'Kaarten nei gestéckelt an dëser Pandemie. Dës Variant ass zwar héich ustiechend, ob vaccinéiert oder net, mee de Krankeetsverlaf vun de Leit, déi dës Variant erwëscht hunn, ass bei Wäitem net méi esou schlëmm, wéi dat bei der Delta-Variant de Fall war.

Trotz héijen Inzidenzzuelen ass eise Gesondheetssystem net iwwerlaascht ginn. Eng aner Saach, déi geännert huet – an dat ass eng logesch Konsequenz –, ass den Avis vun den Experten. Mee dozou kommen ech herno. Wat net geännert huet, ass, dass déi méiglech Aféierung vun enger Impfflicht eng vun deene komplizéiertsten Diskussiounen ass, déi dës Chamber iwwerhaupt ze féieren huet.

Mir diskutéieren hei, awéiwäit mer eis Prinzippien an déi elementar Grondrechter vu jiddwer Einzelnem dem Allgemengwuel kënnen afferen. De Premier huet et och schonns ënnerstrach: An dëser Diskussioun gëtt et kee Richteg a kee Falsch, kee Schwaarz an och kee Wäiss.

Mir als LSAP hunn eis dëse Sujet zu Häerz geholl an hunn eis intensiv mam Sujet befaasst. Mir hunn eis net dreiwéi gelooss vun deenen, déi hei eng séier Äntwert gefuerdert hunn. Vill si mer och dofir kritiséiert ginn. Mir goufen duergestallt, wéi wa mir zécke géifen, wéi wann et eis u Courage géif feelen, fir eng Impfflicht hei am Land ze decidéieren.

Et ass ganz sécher net de Courage, deen eis gefeelt huet. Ganz am Contraire: An engem Moment, wou vill Leit dach gären op der Dot eng Impfflicht agefouert hätten, well hinne fälschlecherweis verzielt gouf, domadder wär déi ganz Virusgeschichte eriwuer, a genee deem Ament hate mir de Courage, fir eise Prinzippien trei ze bleiwen an hunn net opgehalen, op d'Vehältnisméissegkeet vun enger Mesure wéi déi vun enger Impfflicht opmierksam ze maachen.

**Une voix** | Très bien! Très bien!

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | D'Impfflichtdebatt ass eng komplizéiert Debatt. A bei esou Debatte muss een am beschten e kille Kapp behalen. D'LSAP huet dat gemaach mat virop eiser Gesondheetsministesch, déi keng iwwerstierzt an oniwuerluecht Diskussiounen opkomme gelooss huet an all d'Argumenter, pro a kontra, op de Leescht geholl huet. Mee et ass net nëmme d'LSAP, déi an dëser Debatt eng korrekt Figur gemaach huet. D'Chamber am Allgemengen, queesch duerch d'Bänke vun de Majoritéitsparteien, mee och vun den Oppositionsparteien, huet hei e gutt Bild ofginn.

„Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis.“ An et ass richteg, dass, wann d'Argumenter – oder, besser gesot, de Kontext, an deem een ass – änneren, ee seng Decisiounen kann änneren, jo souguer muss upassen. Dëst hunn d'Experten zum Deel gemaach an dëst huet d'Politik och gemaach.

Här President, den Avis complémentaire vun den Experte kënnert net op déi selwecht Konklusiounen, wéi dat nach am Januar de Fall war. An dat ass och net verwonnerlech. D'Situatioun ass nun emol net méi déi selwecht wéi nach ugangs des Joers.

D'Omikron-Variant huet aner Charakteristike wéi hire Virgänger, den Delta. Den Avis vun den Experten ass also net méi esou kloer – oder fir et anescht ausgedréckt: En ass méi nuanciéiert –, wann et ëm d'Afféiere vun enger Impfflicht geet.

Och recommandéieren d'Experten net méi d'Afféiere vun enger sektorieller Impfflicht fir d'Fleegepersonal. D'Experte bleiwen awer bei hirer Recommendation vun der Aféierung vun enger Impfflicht fir Leit iwwer 50 Joer.

Mir wëssen, och mat Omikron, dass bal all Doudesfall a bal all schwéiere Verlaf vun der Krankheet Leit iwwer 50 Joer betrëfft. Firwat also, wann d'Experten eng Impfflicht vun de Leit iwwer 50 recommandéieren, seet dann d'Politik dozou Neen? Hält d'Politik sech vläicht fir méi gescheit wéi d'Experten? Huele mir d'Experten, jo, d'Wëssenschaftler, vläicht net eescht genuch? Dëst ass selbsterständlech net de Fall.

Mee d'Roll vun der Politik ass et, fir och nach aner Elementer an d'Diskussioun afléissen ze loossen. Selbsterständlech déi medezinnesch, mee och déi juristesche, déi gesellschaftlech Elementer, awer och Froe vun de Mënscherechter oder Froe vun eise Fräiheete mussen zum Beispill mat afléissen.

Mir müssen déi politesch Ëmsetzung vun esou Mesurë kritisches hannerfroen. Et ass d'Roll vun der Politik, Elementer wéi d'Proportionalitéit vun de Mesuren ze kontrolléieren. Et ass un der Politik ze kucken, ob Mesuren, déi an der Theorie Sënn maachen, och an der Praxis ëmsetze sinn an deemno och hiert Zil errechen. An et ass un der Politik ze kucken, ob eng Mesure déi néideg politesch a gesellschaftlech Akzeptanz géif fannen.

E kleng Bléck an d'Ausland weist och, wéi problematesch eng Impfflicht ass, respektiv dass et alles anescht wéi eng eestëmmeg Meenung dozou gëtt. An Däitschland hat déi nei Ampelkoalitioun d'Afféiere vun enger Impfflicht an Aussicht gestallt, allerdéngs ass de Vott am Bundestag de 7. Abrëll negativ ausgegangen.

A Frankräich ass eng partiell Impfflicht de 15. September zejoert agefouert ginn. D'Personal aus dem Santéberäich a Fleegeheemer hat bis den Oktober Zäit, fir e komplette Schéma vaccinal ze hunn. Wie sech net impfe gelooss huet, konnt suspendéiert ginn. Bis zu 15.000 Leit sollen esou suspendéiert ginn. Dës Zuel ass awer entre-temps staark erofgeangen. Vill Leit hate sech impfe gelooss oder sinn uestach ginn. Eng generell Impfflicht ass vum President Macron ëmmer ausgeschloss ginn.

An Éisträich ass d'Impfflicht den 19. November 2021 vum Bundeskanzler ugekënnegt ginn. Si sollt ab dem 5. Februar gëllen. Strofe vu bis zu 3.600 Euro ware virgesinn. D'Impfflicht ass effektiv Enn Januar 2022 gestëmmt ginn, am Mäerz huet d'Regierung awer scho gesot, eng Impfflicht wär wéinst der Dominanz vun Omikron net méi verhältnisméisseg. Si ass kuerz drop erëm ofgeschaaft ginn.

An der Belsch ass d'Schafe vun enger partieller Impfflicht aktuell um Instanzwee. Si ass fir Soignanté virgesinn. Allerdéngs huet d'„Taskforce Vaccination“ am Mee matgedeelt, dass se am aktuelle Kontext net méi justifiéiert ass. Allerdéngs kéint dat änneren, wann eng nei Variant géif kommen. Dofir ass d'Entrée en vigueur vun dëser partieller Impfflicht elo mol ausgegast.

Dir Dammen an Hären, eng Impfflicht ass keen Impffzwang. En Impffzwang wëllt kee vun eis heibannen. Et ass wichteg, dëst nach eng Kéier ze ënnersträchen. Also muss een och analyséieren, ob eng Impfflicht och géif hëllefen, dat Zil, wat eis d'Experten an hirem Rapport virrechnen, ze errechen.

Loosst mech eng Kéier kuerz aushuelen. An hirem Avis zeechnen d'Experte verschidden Zenarioen op, ganzer siwe Stéck. An engem vun deenen Zenarioen, dem Worst-Case-Zenario, ass et ganz kloer, dass, wann 100 % vun de Leit iwwer 50 Joer geimpft wieren, also jiddereen, dann d'Situatioun an de Spideeler weesentlech besser wier, wéi wann déi 30.000 Leit iwwer 50 Joer hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer net geimpft wieren.

Also anescht ausgedréckt: De Rapport vun den Experte geet vun der Hypothees aus, dass ee mat enger Impfflicht kann 100 % vun de Leit erreechen. Mee nach eng Kéier: D'Impfflicht ass jo keen Impfwang. An ech zweifele ganz staark drun, dass mer 100 % vun de Leit duerch eng Impfflicht kéinten iwwerzeegen.

An Italien an a Griicheland, wou esou eng änlech Impfflicht agefouert gouf, ass den Impftaux an där Alterskategorie just ëm 3 % respektiv 5 % geklommen. Dat kann ee selbstverständlech anescht gesinn. Mee souguer wann d'Fall sollt sinn a sech all d'Leit iwwer 50 géifen impfe loossen, da gi mer hei vun engem méiglechen Zenario vun insgesamt siwen aus, wou et och Sënn géif maachen. An all anerem Zenario, deen analyséiert gouf, bréngt eng Impfflicht wéineg a gëtt net recommandéiert.

Dëse Worst-Case-Zenario gëtt et jo momentan net. A souguer an deem Zenario misste gläich e puer Hypotheesen antrieden, déi eng Impfflicht da géife justifizéieren. Éischtens, wéi gesot, eng extrem schlëmm Variant vun Covid. Zweetens, dass mer dee Moment och e Vaccin hätten, dee géint déi spezifesche Variant hëllef. Drëtens, dass all Persoun iwwer 50 op d'mannst dräimol geimpft ass an no all fënnef Méint nach en zousätzleche Booster kritt. A véiertens, dass all Persoun, also 100 % vun dëser vulnerabler Populatioun, geimpft wier.

Dëst sinn eis am Ament e bëssen ze vill Hypotheesen, fir esou e massiven Agréff an d'Privatsphär ze justifizéieren. Wa mer esou eng Decisioun wéi eng Impfflicht aféieren, da mussen mer gutt Argumenter hunn, da mussen mer eiser Saach ganz sécher sinn. An hei sinn awer vill Saachen nach net sécher.

Här President, ech hunn et agangs vu menger Ried scho gesot: Dëst ass eng vun de komplizéiertsten Debatten iwwerhaapt! Also ass meng Äntwert och net Jo oder Nee zur Impfflicht. Mir als LSAP soen net kategoresch Nee zur Impfflicht, mir sinn awer der Meenung, dass se Stand haut net déi richteg Solutioun ass.

Mir hunn an dëser Pandemie geléiert, dass dee Virus keng Rücksicht hält op eis Befindlechkeeten a séier ka mutéieren an op en Neits all Iwwerzeegungen iwwer de Koup geheien. An effektiv kéint et also sinn, dass am Hiersch oder am Wanter d'Situatioun sech esou dramatesch verschlechtert, dass also dee sougenannte Worst-Case-Zenario antrëtt an dass eise Gesundheitssecteur riskéiert, iwwerlaascht ze ginn.

Duerfir si mir och mat der Regierung d'accord, fir e Gesetz ze preparéieren, wat eng Impfflicht méiglech mécht, wéi gesot, am Fall, wou d'Situatioun dëst géif verlaangen. Op d'mannst hätte mer op dës Manéier wäertvoll Zäit gewonnen. Zäit ass jo dat, wat dem Virus an d'Hänn spillt. An ech mengen och, dass mer geléiert hunn, dass mer mussen op all Eventualitéit preparéiert sinn.

An deem Sënn, Här President, deposéieren ech Iech eng Motioun, ...

### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

– *considérant l'avis complémentaire du groupe ad hoc d'experts sur l'instauration d'une obligation vaccinale contre la Covid-19 et les recommandations accessoires y formulées ;*

– *constatant que le taux de la population vaccinable (à partir de cinq ans) présentant un schéma vaccinal complet est actuellement de 78,8 % et que parmi les personnes de 50 ans et plus quelque 13,5 % ne sont pas vaccinées contre la Covid-19 ;*

– *constatant que le variant Omicron est désormais majoritaire, et plus particulièrement le sous-variant BA.5, avec*

*77,3 % des cas lors de la semaine 25 (selon le rapport Revilux du Laboratoire national de santé) ;*

– *considérant que les vaccins disponibles actuellement confèrent une protection contre les formes graves de la maladie mais ne protègent plus de manière efficace contre une nouvelle infection par le sous-variant BA.5 ;*

– *constatant que malgré un taux d'infections élevé, le nombre de patients testés positifs à la Covid-19 admis à l'hôpital et plus particulièrement aux soins intensifs est resté stable au cours des dernières semaines ;*

– *considérant que, selon les experts, une nouvelle vague d'infections à la Covid-19 en automne/hiver 2022-2023 est probable et qu'une mutation du virus et l'apparition d'un variant plus virulent d'ici la fin de l'année 2022 ne peut pas être exclue,*

*invite le Gouvernement*

– *à soumettre à la Chambre des Députés au plus vite les avant-projets de loi relatifs à une éventuelle obligation vaccinale contre la Covid-19 à introduire en cas de besoin ;*

– *à continuer de surveiller l'évolution de la situation sanitaire, tant au Luxembourg que dans un contexte international, notamment en ce qui concerne l'apparition de nouveaux variants du virus présentant une virulence accrue et risquant de conduire à une surcharge du système de santé ;*

– *à poursuivre ses efforts afin de promouvoir la vaccination, y compris l'administration de doses de rappel auprès des personnes pour lesquelles il existe une recommandation correspondante ;*

– *à mener une analyse juridique portant sur les recommandations accessoires formulées dans l'avis complémentaire susmentionné.*

(s.) Yves Cruchten, Gilles Baum, Josée Lorsché.

**M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten.**

**M. Yves Cruchten (LSAP) | ...** déi ënnerschriwwen ass vun de Kolléeg vum der DP a vun deene Gréngen. An ech entschëllege mech bei de Kolléeg vum der Opposition, dass ech de Mueren d'Kéier net méi kritt hunn, fir mech och nach mat hinnen ausernanerzesetzen. Dir sidd selbstverständlech invitéiert, déi Motioun mat ze ënnerschreiwen, ier mer se diskutéieren. Ech hat einfach de Muere keng Zäit méi kritt.

Här President, d'Impfe wierkt an ech wëll op kee Fall, dass no dëser Debatt vun haut iergendeen dobausse mengt, mir géifen hei d'Effikasitéit vum der Impfung a Fro stellen. D'Impfungen hunn et fäerdegbruecht, dass mer haut gutt do stinn an dass de Gesundheitsystem net kollabéiert ass. Duerfir ënnerstëtze mir och d'Regierung an hirem Effort, fir d'Sensibiliséierungscampagnë weiderzeféieren.

Ech hunn et am Januar scho gesot an ech stinn och haut nach zu dëser Ausso: Mir als Deputéiert sinn all eise Matbierger, de Geimpften an och den nach net Geimpften, et schëlleg, dass mer zilorientéiert, evidenzbaséiert, reflektéiert, gutt informéiert a gutt verständlech Decisiounen huelen, déi eis Bierger och novollzéie kënnen, fir datt mer net um Enn d'Pandemie zwar iwwerwonnen hunn, mee duerfir eist gesellschaftlecht Zesummeliewe geschiedegt hunn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten.** An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President.** Dir Dammen an Dir Hären, an engem Arrêt de principe vun 2021 huet den Europäesche Gerichtshaff vun de Mënscherechter d'Impfflicht ënner gewësse Bedingungen als zoulässege ugesinn. D'Argument war,

datt de Schutz vum Grondrecht op d'Gesondheet eng positiv Obligatioun vum Staat ass an datt d'Impfung ee vun de wierksamste medezinneschen Akten ass, fir d'Zil vum kollektive Gesondheetsschutz ze erreechen.

Deem géigeniwwer steet d'Recht vum Einzelnen op kierperlech Onverseertheit an op Selbstbestimmung iwwer säin eegene Kierper, e Grondrecht, wat der Impfflicht diametral entgéintsteet. Fir datt de Pendel tëscht deem engen an deem anere Grondrecht zugonschte vun der Impfflicht kann ausschloen, mussen laut dem Europäesche Gerichtshaff vun de Mënscherechter dräi Konditiounen erfëllt sinn.

Éischtens muss d'Zil, wat mat der Impfflicht erreecht soll ginn, kloer definéiert sinn. Zweetens muss d'Impfflicht en appropriéiert Mëttel sinn, fir d'Zil ze erreechen. Drëtens muss d'Decisioun, eng Impfflicht anzeféieren, op Basis vu kloer wëssenschaftleche Krittäre getraff ginn, dëst, fir willkürlech Decisiounen vun der Politik auszuschléissen an ze garantéieren, datt d'Decisioun verhältnisméisseg ass zum Zil, wat erreecht soll ginn.

Dat ass e Grondprinzip vum eiser Demokratie an e wichtege Deel vum eise Rechtsstaat, an deem net gerëfelt dierf ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, am Januar 2022, wéi mer eng éischte Kéier iwwer eng méiglech Impfflicht zu Lëtzebuerg diskutéiert hunn, hu mir dat primäert Zil definéiert an dat Zil huet bis haut net geännert. Et besteet doran, déi vulnerabel Populatioun duerch d'Impfung virun engem schwéiere Verlaf ze schützen an d'Iwwerbelaschtung vun de Spideeler op déi Manéier ze verhënneren.

Et ass also nach ni drëms gaangen, eng sougenannt „Herdenimmunitéit“ opzebauen, well dat guer net méiglech ass.

Dir Dammen an Dir Hären, Ufank 2022 war den Drock op d'Spideeler alarmant: D'Intensivstatiounen ware carrement un der Grenz vun hirer Belaaschtbarkeet ukomm an d'Aussetze vun der Behandlung vun Net-Covidpatienten ass zur Reegel ginn. Datt d'Covidpatienten, déi am Spidol hu misse behandelt ginn an d'Infektioun zum Deel och net iwwerlieft hunn, gréisstendeels net geimpft waren an iwwer 50 Joer al waren, war de Grond, firwat d'Experten an hirem éischten Avis derfir waren, dass eng Impfflicht ab 50 Joer sollt agefouert ginn.

Derbäi koum nach, datt d'Impflücken net nëmmen an der Alterskategorie iwwer 50, mee och beim Santépersonal ze denke ginn hunn. An och dës Erkenntnis huet derzou gefouert, datt d'Experte sech fir eng Impfflicht am Spidol- a Fleegesektor ausgeschwat hunn, mam Zil, e Cordon sanitaire ëm déi jeeweileg Haiser opzebauen.

Dir wësst et, als Gréng hu mir den éischten Avis vun den Experten a senge grouse Linnen explizit ënnerstëtzt, dëst virun allem opgrond vun der Erkenntnis, datt d'Impfung erwisenermoossen en appropriéiert Mëttel ass, fir schlëmm Verleef ze verhënneren an d'Spideeler ze schützen. An där Meenung si mer och nach haut.

Datt sech zu deem Moment eng nei Variant mam Numm Omikron ugekënnegt huet, där hir Propriété bis dohin net bekannt waren, huet eis d'Saach allerdéngs net méi einfach gemaach an et war och de Grond, firwat d'Regierung en Zousazavis bei den Experten ugefrot huet, dëst schonn am Januar.

Haut, no ganzer sechs Méint, läit den Avis vir. E bestätegt genau dat, wat mer am Alldag feststelle kënnen a wat d'Kaarten eigentlech nei gemëscht huet: D'Omikron-Variant, déi sech no der Delta-Variant breetgemaach huet, ass wuel extrem ustiechend,

nach vill méi ustiechend wéi hire Virgänger, entscheedend an där ganzer Entwécklung ass awer, datt d'Ustiechung mam Omikron an all senge Varianten, jee no Impf- a Geneesenestatus, éischer harmlos verleeft an datt kaum nach Covidpatienten am Spidol behandelt musse ginn oder carrement stierwen.

De Problem vum iwerméissegem Drock, dee mer am Ufank jo wollte verhënnere, vum iwerméissegem Drock op d'Spideeler wuelgemierkt, stellt sech deemno haut net, wuel wëssend, datt keng eenzeg Persoun op der Intensivstatioun läit.

En neie Moment ass och, datt d'Impfung net méi am selwechte Mooss géint d'Ustiechung vun anere wierkt. Dat stellt d'Impfung als Eegeschutz virun engem schwéiere Verlaf net a Fro. Et konfrontéiert eis awer mat der Tatsaach, datt geimpfte Persounen, déi infizéiert sinn, och bei engem harmlose Verlaf héich ustiechend bleiwen.

Alles an allem kann een also soen, datt d'Situatioun sech par rapport zum Januar grondleeënd geännert huet, an dat net nëmme zu Lëtzebuerg, mee a villen anere Länner, déi sech änlech Froe stelle wéi mir an déi der Komplexitéit, mee och der Impvisibilitéit vun der Pandemie grad esou ausgeliwert si wéi mir.

Bescht Beispill ass Éisträich, wat d'Impfpflicht am November 2020 (veuillez lire: November 2021) agefouert huet a se kierzlech bis zum 31. August op Äis geluecht huet, wuel wëssend, datt déi éisträichesche Experte-kommissioun sech an hirem Avis vum leschte Mee géint d'Impfpflicht ausgeschwat huet, an zwar mam Argument, datt et an der aktueller Situatioun en enger wëssenschaftlecher Grondlag feelt, déi d'Bäibehaltung vun der Impfpflicht an Éisträich géif justifizéieren.

Dobäi koum d'Asiicht, an dat ass net onweesentlech, datt d'Impfpflicht – net ze verwiessele mat Impfzwang – sech net als appropriéiert Mëttel erausgestallt huet, fir d'Impfquot ze erhéijen, ganz einfach well vill Mënsche sech trotz der Impfpflicht net impfe gelooss hunn.

Erhéicht gouf allerdéngs d'Spaltung vun der Gesellschaft. A grad dowéinst geet et der éisträichescher Regierung haut prioritär drëms, déi gesellschaftleche Grief nees zouschëdden an der Emotionaliséierung vum Thema Impfung en Enn ze setzen.

Dir Dammen an Dir Hären, natierlech si mir hei net an Éisträich, mir sinn zu Lëtzebuerg. Mee grad wéi an Éisträich hunn d'Experte sech och bei eis par rapport zu der Impfung oder der Impfpflicht positionéiert a grad wéi an Éisträich muss d'Politik och zu Lëtzebuerg Decisiounen huelen.

Am Géigesaz zu den éisträicheschen Experte schwätzen eis Experte sech fir eng zäitno Aféierung vun der Impfpflicht ab 50 aus. D'Haaptargument berout op der Iwwerleeung, engem Worst-Case-Zenario, deem am Hierscht oder Wanter eventuell antriede kéint, virzegräifen. Ech soe bewosst „eventuell antriede kéint“, well glat a guer kee Beweis virläit, datt esou e Super-GAU-Zenario als ee vu ganzer siwe méiglechen Zenarien effektiv am Hierscht wäert antrieden.

Et ass op deem Punkt, wou de Schung an eisen Aen am meeschten dréckt, wann et drëms geet, d'Aféierung vun der Impfpflicht ze justifizéieren. De Schung dréckt ganz einfach, well eis rechtsstaatlech Prinzipie viraussetzen, datt all Beschneidung vun de Grundrechter op wëssenschaftleche Fakte muss berouen a proportional muss sinn zum Zil, wat mir wëllen erreechen.

Wann een da bedenkt, datt d'Spideeler haut am Géigesaz zum leschte Wanter kaum mat Covidpatienten beluecht sinn, dann ass d'Zil, wat mir am Januar definéiert haten, zu dësem Moment jo eigentlech erreicht. Net nëmme fir eis, mee och fir déi berodend

Mënschrechtskommissioun oder awer fir Verfassungsrechtler a vill anerer ass dat e gudder Grond, fir zu dësem Zäitpunkt op d'Aféierung vun der Impfpflicht ze verzichten, wuel wëssend, datt och déi nei Vaccine sech nach musse beweisen.

Villméi féiert grad elo kee Wee derlaanscht, d'Impfcampagne ze beschleunegen, a Gang ze bréngen an alles ze maachen, fir datt déi 30.000 guer net geimpft an 20.000 net komplett geimpft Mënschen iwwer 50 Joer vun der Wichtigkeet vun der fräiwëlleger Impfung iwwerzeegt ginn. Dat ass fir eis elementar zu dëser Zäit.

Wat eis als Gréng an deem Kontext awer och interesséiert oder interesséiere géif, ass de reellen Immunitéitszoustand vun der Lëtzebuurger Gesellschaft, deem net bekannt ass. Verschidde Persounen hu sech jo eemol oder e puermol infizéiert an et gëtt och Persounen wéi Studenten oder anerer, déi deelweis am Ausland wunnen a sech net zu Lëtzebuerg impfe gelooss hunn, mee am Ausland.

Meng Fro un Iech, Madamm Minister ass, ob Dir et net awer interessant géift fannen, den Immunitéits-taux vun enger sougenannter „Kohort“, datt heescht engem definéierten Echantillon vun der Populatioun, méi prezis ze suivéieren. Dat géif et erlaben, déi néideg Konklusiounen ze zéien, och am Hibleck op den nächsten Hierscht a Wanter, wou mer ëmsou besser opgestallt sinn, wat mer méi Daten iwwer d'Immunitéit vun eiser Bevëlkerung zur Verfügung hunn.

Dozou wollt ech och froen, Madamm Minister, ...

**Une voix** | D'Madamm Minister ass an enger Diskussioun.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Ech wollt just froen, Madamm Minister, wou mer mat der ORCHES-TRA-Studie dru sinn, déi d'CON-VINCE-Etüd ofgeléist huet a geduecht war, fir d'Antikierperen an der Populatioun ze detektéieren an ze suivéieren.

Här President, iwwer d'Impfung an d'Impfpflicht, mee och iwwer déi gesellschaftleche Grief, déi eng Impfpflicht riskéiert, mat sech ze bréngen – dat hu mer an Éisträich gesinn –, wier nach vill ze soen, nach ganz vill. An och déi verschidde Recommandatiounen, déi d'Experten an hirem Avis, onofhängeg vun der Impfpflicht, formuléiert hunn, wieren nach eng ganz Diskussioun wäert.

Ech limitéiere mech fir ofzeschlëssen awer op déi Fro, déi nach am Raum steet. Et ass déi, ob d'Regierung kann elo en Text zur Impfpflicht soll ausschaffen, fir datt e schnell a Kraaft kann trieden, am Fall wou d'Impfpflicht sech am Hierscht oder am Wanter géif opdrängen, doduerch datt se am Géigesaz zu haut wëssenschaftlech a juristeschesch justifizéiert wier. Ech schwätze vum Worst-Case-Zenario, deem d'Experten an de Mëttelpunkt gestallt hunn.

Als Gréng beäntworte mer déi Fro mat Jo, nom Motto: „Prepare the worst and hope for the best!“

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Wëssenschaftler kënnen d'Politik ganz gutt beroden. An dat hu se mat grousem Engagement gemaach. Et verdéngt eise grouse Merci. Am Fong entsprécht dëst Virgoen engem gesonde Verhältnis tëscht Politik a Wëssenschaft an deem Sënn, datt den Expertrot d'Politik einfach emol beréit. Nach ëmmer ass a bleift et awer un der Politik, hir Verantwortung ze iwwerhuelen an ze decidéieren, ob an awéiwäit se dem Rot vun den Experten an dësem ganz sensibelen Thema vun der Impfpflicht nokéint.

Datt d'Politik d'Impfpflicht aus ganz ënnerschiddleche Perspektiv muss kucken, aus méi Perspektiv wéi d'Experten, an eng Decisioun muss huelen, déi net

nëmme wëssenschaftlech fundéiert ass, mee och juristeschesch a gesellschaftspolitesch d'Strooss hält, läit fir eis jiddefalls op der Hand.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Opmierksamkeet a mir si ganz wëlleg, deen Text dann och, wann e bis virläit, hei an der Chamber ze kucken a weider drun ze schaffen. Villmools merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir soen dem Här Staatsminister villmools Merci fir seng Erklärungen vu gëschter.

Am groussen Ganze fillt d'ADR sech duerch déi aktuell Position vun der Regierung confirméiert. D'ADR huet sech ni géint d'Impfung, awer ëmmer fir d'Fräiwëllegkeet vun der Impfung ausgeschwat. Eis Linn war ëmmer déi, fir d'Grundrechter vun de Leit ze schützen, eng kënschtlech Iwwermoraliséierung vun der Debatte ze kritiséieren an d'Noutwendegkeet an d'Proportionalitéit vun alle Moosnamen ze préiwen. Dat schéngt jo am Abléck wéinstens deelweis och d'Meenung vun der Regierung ze sinn. An awer gëllt et opzepassen.

D'Regierung weist hei, wéi séier si hir Meenung kann änneren. Si hat jo bis elo eng diametral aner Meenung vertraueden. Mir hunn hei och d'Vertrieder vu véier Parteien héieren, déi ganz eloquent duergestallt hunn, wéi ee seng Meenung kann änneren. Ech hunn de Kolleegen hir Riede matbruecht, déi se hei virun e puer Méint gehalen hunn. A wann nach ee sollt dorunner interesséiert sinn, da liesen ech hinnen dat ganz gär vir.

Déi Prozedur, déi eis elo proposéiert gëtt, ass net koscher. Wat heescht konkret en „informellen Depot“ vun engem Impfgesetz? De Projet de loi kann op déi Manéier schon extrem wäit virbereet ginn, soi-disant „informell“ bal esou wäit, datt e kann an d'Plenië kommen.

Den Här Staatsminister huet gesot, den Exposé des motifs, dee feelt. Mee deen ass a fënnf Minutte geschriwwen. A wann d'Majoritéit wëllt, gëtt esou e Projet an e puer Deeg duerchgeboxt. Eng éierlech an transparent Politik gesäit anescht aus! Mir wëssen net, wat d'Intentione vun der Regierung sinn an ënner wéi enge konkreeten Émstänn aus engem informelle Projet e formelle Projet gëtt.

Mir wäeren do interesséiert un transparenten an objektive Kritäre fir ze soen: „Dann an da sinn d'Konditiounen erfüllt!“ Da wëssen d'Leit dobaussen och, ob et zu enger Impfpflicht kënn oder net. Dat ass am Abléck e bëssen nebuléis. An et gëtt vill Saachen, déi eis an der Argumentatioun vun der Regierung stéieren.

Fir d'éischt emol ass déi Alterskategorie iwwer 50 Joer arbitraire a si ass weening argumentéiert. Bis elo recommandéiert Lëtzebuerg en zweete Booster fir Persounen iwwer 70, d'Europäesch Unioun fir iwwer 60 Joer an aner Länner hunn aner Altersgrenzen. All déi Altersgrenzen si weening motivéiert a weening differenziéiert.

A wat fir eis besonnesch wichteg ass: Déi Leit iwwer 50 Joer si volljäreg an déi kënnen ganz gutt fir sech selwer decidéieren! Mir héieren hei: „D'Experte sollen dat kucken. D'Politiker sollen dat kucken.“ Mee dat ass eng Infantiliséierung vun deene Leit iwwer 50 Joer! Déi wësse ganz gutt fir sech selwer, ob se sech wëllen impfe loosse oder net.

Dat heiten ass e bëssen, wann ech wëll héiflech sinn, de Wee vun enger Altersdiskriminéierung. A wann ech wëll e bësse manner héiflech sinn, soen ech: Et

ass eng Frechheet, déi Leit iwwer 50 Joer hei wëllen einfach vun uewen erof zu eppes ze zwéngen, wat se eventuell fir sech net wëllen! An dann och nach soen: „Ma Dir musst Iech all puer Méint nach eng Kéier e Booster spréze loosse!“ Ma wie si mir, fir iwwert déi Kategorie vu Leit esou wëllen ze verfügen?

*(Brouhaha)*

Mir héieren och dacks vu ville Parteien hei dee Slogan: „My body, my choice.“ Mir hunn en nach viru Kuerzem héieren an engem Kontext, wou en net appropriéiert ass, well do d'Liewe vun enger drëtter Persoun a Fro gestallt gëtt. Mee hei ass et appropriéiert.

*(Interruption)*

„My body, my choice.“ Ma da gitt de Leit dach dat Recht, hiert Recht op kierperlech Integritéit, fir sech net engem anere mussen ze ënnerwerfen a fir sech selwer kënnen ze decidéieren, wat richteg ass!

D'Erfarungen aus deenen anere Länner sinn eendeiteg: Do, wou probéiert gouf, eng Impfflicht anzeféieren, huet se entweeder net fonctionéiert oder se ass erëm zrëckgezu ginn. Mir haten e puer Länner elo hei héieren, et gëtt och nach aner Beispiller. Mee si ass néierens e Succès.

Also och wa se hei eng Kéier ageféiert gëtt, da gëtt hei nach nuancéiert zwëschen Impfwang an Impfflicht. Jo, wëllt Der d'Leit da wierklech bei den Dokter schleefen? Wat ass dat iwwerhaupt fir eng absurd Diskussioun? Natierlech, mir hu gesinn, datt d'Impfflicht a ville Länner net fonctionéiert, a fir iwwerhaupt vun engem Impfwang nach hei ze fabuléieren, dat geet jo wierklech scho ganz wäit!

Et gëtt keen Impfstoff am Abléck, deen deenen neien an zukünftigen – déi mer och nach net kennen – Covidvarianten ugepasst wär. Mir hunn nach Medikamenter, mir hunn nei Behandlungsmethoden. Dat heescht, och vum Medezinneschen hier presentéiert sech d'Situatioun haut anescht wéi fréier.

Awer mir muss kucken, en Impfstoff ass jo u sech eppes, wat soll virun enger Infektioun schützen. Mee déi Impfstoffer, déi mer bis elo hunn, schützen net virun der Infektioun. Se schützen vläicht virun engem schwéiere Krankheetsverlaf, dat ass awer eppes anescht. Mee mir mussen eis ëmmer froen, wann een esou een Impfstoff huet, deen u sech net d'Infektioun prevenéiert, awer Niewewirkunge provozéiere kann, wou d'Laangzäitwirkung a Fro gestallt ass – déi héchstens e puer Méint ass, soss bräicht ee jo net all déi Boosteren –, da muss ee sech awer Froe stellen, ob dat proportionéiert ass.

Mir hunn an eiser Gesellschaft all vernünfteg Krittik fir eng Herdenimmunitéit erfëllt, erreicht, iwwerschratt souguer zum Deel. Och bei deenen iwwer 50-Järege si 86 % vun de Leit geimpft. Dat ass eng Herdenimmunitéit! Et gëtt Problemer, ech mengen, mir haten hei diskutéiert iwwert de Bremer Modell, et gëtt einfach Kategorië vu Leit, déi méi schwéier unzeschwätze sinn. Gutt, do kann een Efforte maache fir ze informéieren, awer net fir iergendwéi en Zwang auszeüben.

Mir hunn eng Regierung, wou an deene Rieden, déi bis elo gehale goufen, eigentlech, mengen ech, keen op d'Impfniewewirkungen agaangen ass, mee dat ass e reelle Problem. Wann Der mat villen Doktere schwätzt, soen déi Iech, datt se dee Problem, déi Problematik vun den Impfniewewirkungen an hirer Praxis als e reelle Problem gesinn. A mir mussen och de Leit – an dat sinn der ganz vill –, déi sech dorëm Suerge maachen, einfach dat Gefill ginn, datt mer dat eescht huelen.

Et muss Prozedure ginn, net bürokratesch Prozeduren! D'Doktere mussen net bestrooft ginn, wa se

eppes signaléieren, mee si brauchen do an hirer Nomenclature e Posten. Et muss einfach sinn, och vum bürokrateschen Opwand hier einfach, fir Impfniewewirkungen ze signaléieren, fir datt mer do méi Transparenz, méi Oppenheet, méi Éierlechkeet hunn.

D'Argument vun der sektorieller Impfflicht am Flegsecteur ass och dowéinst zesummegebrach, well d'Experten haut dat soen, wat d'ADR nach ëmmer gesot huet.

*(Brouhaha)*

Impfung ass Selwerschutz, net Friemschutz. Liest eis Rieden no! Mir si keng Wendehalspolitiker wéi verschidden anerer hei am Haus. Impfung ass Selwerschutz, net Friemschutz! Och geimpft Persoune kënnen de Virus viruginn. Dat ass och en Argument, wat ee muss kucken, einfach eng Wourecht, wann et drëm geet, ob d'Leit sollen oppeleeën oder net oppeleeën, ob se selwer geimpft sinn oder net. Dat mécht u sech keen Ënnerscheid.

Dat Argument vun der Iwwerbelaaschtung vun de Klinicken, wat ee jo och haut erëm hei héieren huet, wëlle mer och nach eng Kéier an de Kontext setzen. Ech erënneren un d'Proposition de loi vu mengem Kolleg Jeff Engelen, dee jo drop opmierksam gemaach huet, datt et u Klinikbetter feelt. Elo viru Kuerzem, am „Tageblatt“ vum 5. Juli, war en Artikel iwwert d'Carte sanitaire. An ech wëll just ee Saz doraus lesen: „Somit stehen in Luxemburg pro 1.000 Einwohner 3,2 Betten zur Verfügung. In Deutschland liegt die Ratio bei 6, in Belgien bei 5.“ Bei eis 3,2. An da gëtt eis erzielt vun der Iwwerbelaaschtung an de d'Klinicken.

Ma hei hu mer d'Konsequenz vun enger LSAP-Gesondheetspolitik, déi iwwer Joerzénge net kapabel war, fir eis Klinicken op deen Niveau ze bréngen, datt sech de Problem vun Iwwerbelaaschtung net ka presentéieren. Et ass einfach e Versoe vun der Politik!

*(Brouhaha)*

Mir wëllen net, datt d'Bierger, mir wëllen net, datt d'Bierger herno d'Rechnung bezuelen ...

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Nennt emol e Land op der Welt, wou et dat gëtt! Wat Dir hei fir e Quatsch zielt!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... fir d'Versoe vun der sozialistescher, ideologescher Gesondheetspolitik.

*(Brouhaha)*

Et gëtt nei, et gëtt nei Geforen, ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

... op déi mer mussen oppassen, och op internationalem Niveau, an ech wëll Iech der e puer nennen.

Déi Kris, d'Covidkris, wéi och anerer, féiere verschidden international Organisatiounen, och d'Europäescher Unioun, derzou fir ze probéieren, méi Kompetenzen op sech ze zéien. Dat ass dann d'Europäesch Gesondheetsunioun. Mir erënneren drun: D'EU huet u sech keng Kompetenz an deem Beräich, ganz wéineg, e bësse Koordination. An dat soll och esou bleiwen!

Mir mengen, datt d'Gesondheetspolitik prinzipiell muss national bleiwen, datt een awer natierlech ka verschidde Saachen, do wou et néideg a sënnvoll ass, och zesumme maachen. Awer mir wëlle keng prinzipiell Kompetenzverlagerung un anerer, och net un d'WHO, och net un d'EU!

Mir hätte gär, datt de Pass sanitaire als Reesdokument nees ofgeschafft gëtt. Mir haten hei viru Kuerzem driwwer geschwat. Mir haten deen agefouert an der Covidkris. Mir wëllen niewent dem Pass an der Carte d'identité keng gesondheetsbezunnen dauerhaft Reesdokumenter aféieren. Dat hate mer virun der Covidkris. A mir wëllen dee System nees lassginn.

Mir warne viru liberticiden Tendenzen, och an der Europäescher Unioun. De 27. Abrëll huet d'Kommission eng Publikatioun gemaach, wou drasteet, si géifen elo konsequent virgoe géint Feel- an Desinformatioun zu Impfstoffer. Jo, wat heescht dat konkret? Wann een déi Impfstoffer kritiséiert – an et gëtt jo ganz vill Leit, och Dokteren, Experten, international reputéiert Leit, déi do hir Zweifel hunn –, ass dat dann elo eng Feelinformatioun, eng falsch Informatioun, déi elo muss duerch Gesetz repriméiert ginn? Alt nees eng Kéier erkenne mer hei de Scheema vun där liberticider Approche, déi an eiser Gesellschaft leider ëmmer méi ëm sech gräift.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | A sech an de Fraen hire Choix améschen!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Mir hätte gären d'Opaarbechtung vun deem, wat heiheim an deene leschte Jore geschitt ass. An ech wëll Iech just do e puer Saachen nennen, och fir déi Leit, déi den Ënnerscheid maachen zwëschen Impfdrock, Impfwang, Impfflicht an esou weider. Wat war den 2G op der Aarbechtsplaz dann anescht wéi eng Impfflicht, en Impfwang fir sozial schwach Leit? Et war dach näischt anescht!

**M. Roy Reding** (ADR) | Très bien!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Wann s de muss bezuelen, fir d'äerfe schaffen ze goen, dat war dach Impfwang!

A mir hätte gär, datt mol all déi Saachen opgeschafft ginn, datt mol do gekuckt gëtt, och d'Repressioun, de Confinement vun enger Demonstratioun, wou keng rechtlech Basis am Policegesetz derfir do war.

Mir wëllen, datt mol gekuckt gëtt, wéi et da war mat der Liberté de commerce. Ass et dann normal, datt déi kleng Geschäfte mussen zoumaachen an déi grouss sollen ofhalen oder mussen oploossen oder d'äerfen oploossen?

Wéi absurd war de Couvre-feu, wann een d'äerf ee Kilometer mam Hond spadséiere goen?

Wéi war et mat der Effikassitéit vun de Moosnamen, och an de Klinicken? Wat war dann de medezinnesche Schued? Doriwir gëtt och ni geschwat. Wann Operatiounen hu missen ofgesot ginn, normal Ënnersichungen hu missen ofgesot ginn an do ganz Servicer ënnerbeluecht waren, well natierlech op där anerer Säit awer eng Covidproblematik bestanen huet.

Mee et muss een e Bilan maachen, och an der medezinnescher Approche an enger Pandemie, datt een net op där enger Säit ganz vill Schued mécht, fir op där anerer Säit eng Plus-value ze kréien. Dat muss een ofweien. Genausou wéi de Lockdown muss iwwerpréift ginn! Net fir elo Leit do Feelverhale virzehalen, mee fir datt mer d'Feeler net nach eng Kéier an der Zukunft widderhuelen.

Ech mengen, mir muss léieren aus deem, wat geschitt ass, an en neutralen Audit ass néideg. An anere Länner ass dat scho gemaach ginn ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... oder et gëtt gemaach. An dat soll gemaach ginn. Dat soll gemaach ginn!

*(Interruption par M. Xavier Bettel)*

Jo, jo, mir kucken dat, Här Staatsminister. Op jidde Fall, et ass eng Fuerderung vun der ADR. Wann Der drop agitt, da freeë mer eis.

A fir d'Zukunft hätte mir gär eng méi resilient Gesellschaft. Mir hätte gär eng resilient Gesellschaft. Mir hate schonn e puermol gesot a Motiounen hei abruecht, déi allerdéngs verworf goufen, datt mer gär Reserven hätten, och strateegesch Reserven. An

déi aktuell Kris an der Ukrain weist eis jo, wéi néideg dat ass, zum Beispill am Energieberäich, awer net nëmmen do.

Mir hätte gär e Pandemiegesetz. Mir hätte gär éierlech Statistiken an dat ass zum Beispill och an de Radioen, och déi Dramatiséierung, wann all Dag do Statistike gesot ginn, wou een net erausféint, ob déi Leit dann elo mat oder um Covid gestuerwe sinn, wat e groussen Ënnerscheid ass. Och do muss een emol e bëssen ofrëschten.

Mir hätte natierlech gär, datt d'Leit weider informéiert ginn iwwert de Covid, iwwert d'Preventioun, alles wat néideg ass. Awer eist Zil ass et, eng Politik ze maachen ouni Angscht, ouni Drock a vum géigesäitege Respekt an der Gesellschaft, vu Geimpften an Netgeimpften, datt déi Feindbiller, déi hei opgebaut goufen an deene leschte Joren, erëm ofgeschaaft ginn an datt mer zu engem friddlechen an tolerante Matenee fannen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, d'Covidpandemie ass net eriwwer. D'Zuele sinn effektiv grad héich, wéi den Här Bettel et och gëschter ugedeit huet. Mee Gott sei Dank sinn effektiv déi mannste vill krank.

Mir wëssen awer net, wéi et weidergeet. An deem Sënn huet sech näischt, mee guer näischt geännert zënter der leschter Debatt a mir mussen immens vigilant bleiwen.

Mir begreissen natierlech ganz ausdrécklech, dass d'Impfflicht elo net kënnt. D'Regierung schéngt e bësse Recul geholl ze hunn an ech denke virun allem un de Premierminister, dee jo bekannterweis dee war, dee fir dës Moossnam gepusht hat.

Ech rekapituléiere seng Argumenter vu gëschter hei dann, fir d'Impfflicht dann elo awer net ze stëmmen. Dat sinn dann op där enger Säit déi dräi Konditiounen, déi net kënnen erfëllt ginn am Moment, also d'Virulence vum Variant, d'Effikassitéit vum Vaccin an den Impftaux vum 100 %, dee schwéier ze errechen ass, zweetens nei Traitementer, drëttsens nei Donnéeën, déi mer elo hu säit dem leschte Wanter, a véiertens déi siwen Zenarioen, vun deene just een eeben u sech eng Impfflicht justifiéiert, a fënneftens d'Proportionalitéit. Dat sinn déi Argumenter, déi ech mer gëschter opgeschriwwen hunn, fir déi Entscheidung hei elo ze huelen.

Ech ginn op déi verschidde Punkten an. Zum Punkt 1, déi dräi Konditiounen, déi schwéier ze erfëlle sinn. Ech rekapituléieren nach eng Keier: de Variant, deem seng Proprietéiten een net kennt, zweetens e Vaccin, deem seng Effikassitéit een net kennt, an en Impftaux vum 100 %, deen onrealistes schéngt.

Erlaabt mer, aus menger Ried vum Mäerz ze zitieren. D'Zitat fänkt un: „Et ass awer esou, dass haut nach ganz vill Froen onkloer sinn. D'Experte soe jo, dass, wann d'Impfflicht géif kommen, kéim se ze spéit fir den Omikron. Wann dat esou ass, da stelle sech jo ee-treem vill Froen: Wéi ee Variant kënnt duerno? Wéi ee Vaccin? Wéi ass d'Effikassitéit vum Vaccin op dee Variant duerno? Wéi dacks muss geimpft ginn a geboostert ginn? Wéi een Taux muss mer errechen? All déi Froen sinn op.“ Zitat eriwwer. Dat war am Mäerz.

Deemools war dat alles scho gewosst respektiv eeben net gewosst. Et huet ee just missen e bësse Recul huelen. Déi dräi Konditiounen, déi elo fir Iech net erfëllt sinn, dat war deemools scho kloer, dass een elo respektiv am Mee oder am Juni – well déi ganz Debatt sollt jo éischer kommen, well d'Impfcampagne sollt jo dann ufänken – net wéisst, wéi ee Variant am Hierscht do wier, wéi deem seng Proprietéite wieren, wéi ee Vaccin do wier, wéi deem seng Effikassitéit wier an dass deen Impftaux net realistesch wier. Alles dat war deemools scho gewosst!

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Très bien!

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Zu Ärem Argument vum deem onrealisteschen Impftaux vum 100 %. Genee dat hunn ech am Mäerz hei ugeschwat. An ech zitieren, d'Zitat fänkt un: „Ugeschwat op d'Zil, dat si“, an domat mengen ech d'Experten, well déi hate mer jo an der Kommissioun gesinn, „wëlle mat der Impfflicht errechen, krute mer an der Kommissioun am Mäerz gesot, Zitat: „100 % bei den iwwer 50-Järege a Vulnerabelen“. Ma ech froe mech: Wat bréngt esou een onrealistescht Zil?“ Zitat eriwwer. Och dat war am Mäerz an och dat war deemools scho gewosst, dass et onrealistescht wier.

Zweete Punkt, zu den Traitementer. Dir sot, et ginn elo nei Traitementer. Déi sinn awer schon am Mäerz komm an op jidde Fall wousste mer deemools scho bei der Impfflichtdebatt, dass nei Medikamenter géife kommen an och nei Impfstoffe. An och dat hu mer laang a breet hei diskutéiert a QPen driwwer gestallt.

Am Mäerz hunn ech vun deem neien Element Medikamenter geschwat. Ech zitieren: „Et géllt elo mol fir d'éischt ofzewarten an ze kucken, wat den Impakt vun de Medikamenter ass, éier mer esou eng drastesch Measure wéi d'Impfflicht huelen.“ Zitat eriwwer.

Drëtte Punkt. Dir sot elo, et ginn nei Donnéeën tëscht dem Wanter an elo. Natierlech ginn et nei Donnéeën, mee ech froe mech, awéiwäit déi relevant sinn, fir dës nei Entscheidung, déi Der elo geholl hutt, ze motivéieren.

Déi Elementer, déi Dir eis genannt hutt an déi ech och elo virdu genannt hunn, wousste mer zum groussen Deel schon. An dovun ofgesinn, sot Dir gëschter, Zitat vu gëschter: „Haut hu mer Donnéeën zu Omikron.“ An haut wësse mer, dass null, also keng Persoun op de Soins-intensif lät. „Mee d'Impfflicht ass dach net fir elo, mee fir den Hierscht“, krute mer déi ganzen Zäite gesot. An dat, wat haut géllt, géllt net onbedéngt fir den Hierscht. Dat ass jo grad de ganze Problem, dass déi Donnéeën vun haut eeben net dat kënnen motivéieren, wat mer am Hierscht wëlle maachen.

Véierte Punkt, d'Zenarioen. Nëmme dee schlëmmsten, also ee vu siwen Zenarioen, géif justifiéieren, dass mer eng Impfflicht elo géifen decidéieren. Och do bestätegt Dir eis Viraussicht, wéi mir am Februar scho gesot hunn, dass een eng Impfflicht net op Basis vun enger Hypothees, also dem Worst-Case-Zenario, kann decidéieren.

Ech hunn d'lescht Woch no der Kommissioun mat den Experten genee dat gesot. Déi Konditiounen, déi dräi Konditiounen, déi si sech selwer gi fir eng Impfflicht – a si kënnen selwer net garantéieren, dass déi erfëllt sinn –, an zwar d'Virulence vum Variant, d'Effikassitéit vum Vaccin an eeben och den Impftaux, kënnen si net chiffrieren. Si kënnen d'Warscheinlechkeet vum Worst-Case-Zenario net chiffrieren. Dat hu mer nämlech och nogefrot, ech an och den Här Marc Hansen haten dat nogefrot. Dat ass eng reng Hypothees an d'Probabilitéit kënnen si net aschätzen. Dat hu si eis och esou gesot.

Awer et muss een och kloer soen, dass d'Experten och no hirem leschten, deem zweeten Avis hei d'Impfflicht fir iwwer 50 Joer recommandéiert hunn. Hei gëtt elo e bësselchen esou gemaach, wéi wa si dat elo net méi esou kloer géife recommandéieren. Si hunn dat awer ganz kloer recommandéiert. Obwuel nëmme ee vu siwe Fäll dat u sech justifiéiert, hu si et awer kloer recommandéiert. Dat muss ee soen, do ware si trotzdeem net manner kloer an hire Proposen. Also et ass net, wéi wann hir Proposen elo manner kloer wieren a wéi wann Dir dowéinst Är Meenung geännert hätt.

Fënnefte Punkt: D'Proportionalitéit ass net ginn. Au vu vun all deenen onkloeren Donnéeën – d'Proprietéite vum Variant wësse mer net, d'Effikassitéit vum Vaccin, den Impftaux an esou virun, all dat wësse mer net – ass d'Proportionalitéit vun dëser Moossnam net ginn. Dat ass ganz richtig.

Och do zitieren ech aus enger vu menge ville Rieden am Ufank vum Joer, wou ech versicht hunn, dat ze erklären. D'Zitat fänkt un: „Wa mer net wëssen, wéi ee Resultat“, den Impftaux enner anerem, „oder, anescht ausgedréckt, wéi eng Avantage mer kënnen dovunner erwaarden, da kënnen mer och net soen, ob d'Moossnam proportional ass. Dat muss ee jo kënnen moossen. Dat kënnen mer awer net. Dee Kritär vun der Proportionalitéit ass also net ginn.“ Zitat eriwwer.

Dat war et zu deene fënnf Punkten, déi Dir da gëschter als Argumenter uginn hutt, wou mir op jidde Fall esou alleguerte quasi scho virun engem hallwe Joer genannt hunn. Bon, elo gesi mer dann, dass och aner Acteuren hei ëmgefall sinn. Zu menger rietser Säit notamment, do ware ganz vill Leit fir d'Impfflicht, souguer fir méi eng breet Impfflicht, mee elo héieren ech, wou keng direkt Gefor méi do ass, sinn och si net méi fir d'Impfflicht. Mee et war dach ëmmer kloer, dass d'Impfflicht net fir elo ass, mee fir eng Projektion vum Hierscht.

An dofir geet et net duer, d'Impfflicht als Gesetz prett ze hu fir den Hierscht. Well mir wësse jo, mir brauchen déi dräi, véier Méint, fir d'Impfflicht ze preparéieren. Dat ass jo dat, wat d'Experte permanent gesot hunn. An dofir muss ee se eeben am Virus preparéieren an et geet net duer, wéi d'CSV et elo op eemol seet, se prett ze hunn am Hierscht. Well u sech, wa se se wierklech wéilten, da misste se se elo stëmmen, mee dat ass jo dann elo net méi de Fall. A si soen, dass elo keng direkt Gefor méi do ass, mee dat ass am Endeffekt keen Argument. Dat hu mer jo ëmmer gesot kritt, dass et net d'Donnéeën sinn, déi ausschlaggebend sinn.

Zum Pandemiegesetz. Do ginn ech der CSV ganz Recht, och do fuerdere mer effektiv, dass eppes kënnt. Och dat hu mir schon e puermol gesot.

Dann zu menger Konklusioun. Ech mengen, mir stelle fest, dass et hei en enormen Hin an Hier gouf. Et kann een nëmme soen, dass dat extreem problematesch ass, well trotzdeem awer och e Vertrauensverloscht do ass an der Bevëlkerung, wann een esou een Hin an Hier fäerdegbréngt.

Eng Keier net fir d'Impfflicht, dann erëm derfir, dann erëm net méi derfir. Bon, ech gesinn do en immense Risiko, dass d'Politik och net méi eescht geholl gëtt. Natierlech sinn ech dat Éischt, dat seet, et muss ee seng Meenung kënnen änneren. Dat ass iwwerhaupt net de Problem. De Problem ass deen, dass den Här Premierminister sech fir eppes ausgedréckt huet, fir eppes staark gemaach huet a fir eppes gedréckt huet, wat net duerchduecht war. Et war net duerchduecht. An Dir hutt gemaach, wéi wa se alternativlos wier. Dat waren Är Wieder, Här Premierminister.



(*Interruption par M. Xavier Bettel*)

Ech schwätze just fäerdeg. An Dir hutt des Weideren zu eis gesot an Ärer Deklaratioun virun der Impfflicht-debatt, mir sollen, Zitat vun Iech, „nëmme keng Excusé sichen, fir Argumenter ze fannen, fir d'Impfflicht net ze stëmmen“.

**Une voix** | Très bien!

**Une autre voix** | Ganz gutt!

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Den Här Premierminister huet uklénge gelooss, méi wéi eemol, dass déi Impfflicht schonn entscheet wier. Ech erënnere nach eemol un d'Wieder „alternativlos“, „keng Excusé sichen, fir Argumenter ze fannen, fir d'Impfflicht net ze stëmmen“ a „mir suivieren den Avis vun den Experten“. Dir hutt Iech immens wäit aus der Fënster geluecht, Här Premierminister, an elo musst Der zréckrudderen a maachen, wéi wann alles nei wier. Mee ech hunn Iech elo just gewisen, dass net alles nei ass an dass ganz vill Leit dat scho virun e puer Méint gesot hunn.

(*Interruption par M. Xavier Bettel*)

Ech fannen dat Ganzt mangelt immens u Respekt virun der Chamber, virun den Experten, virun den Awunner an Awunnerinnen a virun allem och virun Äre Ministerkollegen a virun allem virun der Gesondheitsministesch, déi sech vill méi zréckgehalen huet mat hiren Äusserungen!

Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, anescht wéi d'Experten et recommandéiert hunn, wäert dëse Summer keng Impfflicht fir Persounen iwwer 50 Joer kommen.

Dat ass also elo déi iwerraschend Positioun vun der Regierung, déi virun der Publikatioun vun de Recommendationen nach gesot hat, dass se grad deen Expertenavis wéilt consideréieren an op dee wéilt waarden, fir dann deen ze suivieren an dat als Entscheidungsgrondlag ze huelen. U sech kéint een haut der Regierung oder zumindest dem Staatsminister eng Goldmedail am Zréckrudderen offéieren.

(*Interruption*)

Well genau dat ass hei geschitt: Am Januar dat Eent als alternativlos proklaméiert an haut genau dat nämmelecht, jo, erëm ofgemellt, kéint ee bal soen.

Haaptgrond, fir elo awer keng Impfflicht anzeféieren, ass der Regierung no d'Onsécherheet, déi mam Virus a senge ville Variante verbonden ass, an e rezenten – et muss rezent sinn – Zweifel dorunner, ob eng Impfflicht iwwerhaapt eppes géif bewierken.

Mir wëssen haut net, wéi enger Variant a wéi engen héijen Infektionszuele mer am Hierscht, am Wanter géint iwwerstoie wäerten. Wéi solle mer do wëssen, ob eng Impfflicht néideg an domat gerechtfertegt ass? A kann ee wierklech dovunner ausgoen, dass Persounen, déi méi Angscht virun der Impfung wéi virun dem Virus hunn, sech fräiwëlleg wäerten impfen, wann et bis eng Impfflicht gëtt? Alles eigentlech keng nei Froen, mee iergendwéi hu se entre-temps bei der Regierung eng nei Gewichtung kritt.

Fir eis waren dës Froen awer schonn ëmmer zentral an duerfir ware mer och am Wanter schonn géint eng Impfflicht. Mir haten d'Fro vun der Impfflicht deemools bekannterweis och eise Memberen zum

Vott virgeluecht. An och do huet sech eng kloer Majoritéit géint eng Impfflicht ausgeschwat. Elo am Summer bleiwe mer also bei eiser Positioun, an zwar net, well mer mengen, d'Impfung wär onnëtz, mee well mer net mengen, dass een den Impftaux mat enger Impfflicht an d'Luucht dreuwe kann.

D'Erferungen aus dem Ausland weisen, dass Mënschen, déi sech net wëlle géint de Covid impfe loosse, sech majoritär och net dann impfen, wann eng Impfflicht agefouert gëtt. An et gi souguer Etüden, déi sech mat enger Impfflicht géint d'Riedele beschäftegt hunn, déi weisen, dass Mënschen den Impfstoff, wann en obligatoresch ass, éischter ofleenen an éischter fir geféierlech halen, wéi wann d'Impfung fräiwëlleg ass. D'Vertrauen an d'Institutionen!

Dat ass sécher net dat, wat ee sech als Gesetzgeber vun enger Impfflicht géif erhoffen. De Premier hat also Recht, wéi e gëschter sot, dass eng Impfflicht just dann en Erfolleg ka sinn, wa se vun enger breeder Majoritéit vun der Bevëlkerung gedroe gëtt, dat heescht, wann e gesellschaftleche Konsens besteet, dass ee sech soll impfen, well sech da jo souwiesou jiddere wäert impfen. Da stellt sech eebe just d'Fro, firwat een dann iwwerhaapt nach eng Impfflicht brauch, wann d'Leit sech jo grad fräiwëlleg impfen, well et jo e Konsens gëtt.

Dir gesitt, dass geet hei e bëssen am Krees. De Problem vun der Impfflicht ass also deen: Wa vill Leit sech net wëllen impfe loosse, schéngt eng Impfflicht zwar sénnvoll ze sinn, mee d'Praxis weist, dass se den Impftaux awer net hieft, well d'Leit léiwel d'Strofen akzeptéiere wéi eng Impfung ze kréien, där se net trauen. A wa vill Leit sech wëllen impfe loosse, majo, da brauch et keng Flicht. D'Impfflicht ass an deem engen Zenario also wierkungslos an an deem aneren onnéideg.

Eng Impfflicht schéngt also a kengem Fall zilféierend ze sinn, an dat werft elo natierlech Froen op, wann et drëms geet, eeben déi Texter ze preparéieren fir eng eventuell Impfflicht fir de Wanter.

Prinzipiell ass et jo net schlecht, virbereet ze sinn. An dofir hätte mer sécher näischt dergéint, wann d'Regierung schonns Texter géif preparéieren. Et wonnert mech dann hei awer erëm, dass dat nach ëmmer net gemaach gouf. Mir kruten ursprénglech gesot, am Abréll wäeren d'Texter do. Ech hunn eng Kéier rezent op de Kalenner gekuckt ...

(*Interruption*)

Här Bausch, „Jo, se sinn do.“ Mir kréien allkéiers vun der Regierung gesot: „D'Texter sinn do, d'Texter sinn do.“ Dës Chamber als Legislatuer huet déi Texter nach net gesinn an dat net am Abréll, net am Mee, net am Juni, net am Juli bis elo. An domadder sinn d'Texter fir d'Chamber net do. Se sinn net vun der Regierung deposéiert. An deementspriedend kënne mer net op engem konkretem Text diskutéieren. Mir diskutéieren ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Clement, erlaabt Der, dass den Här Bausch Iech eng Fro stellt?

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, e ka mer gären eng Fro stellen.

**M. François Bausch**, Vice-Premier Ministre | Här Clement, Dir sidd jo genau wéi mir der Meenung, dass, wann een e Gesetzesprojet wéilt deposéieren, da muss een en Exposé des motifs schreife, wou ee jo dra justifiéiert, wat een an den Artikelen wéilt maachen. Or, hei wär d'Justifikatioun jo d'Proportionalitéit, ob d'Impfflicht gerechtfertegt wär oder net. A mee natierlech hu mer och misse den Avis vun den Experten ofwaarden an d'Situatioun analyséieren fir ze kucken, wat mer an den Exposé des motifs draschreiw.

Also den Text ass fäerdeg, d'Madamm Tanson huet dee ganz fäerdeg. An e Freideg, wäert Der emol gesinn, wäert en uegholl ginn an da gëtt en ... informell kritt Der en och ze gesinn. Dat heescht, wann Der en e Freideg dann oder d'nächst Woch informell ze gesi kritt, da musst Der jo och wëssen an och verstoen an do kënnt Der Iech jo denken, dass mer scho méi laang dru geschafft hunn, soss wär dat net méiglech.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, ech hu jo gären dem François Bausch d'Méiglechkeet ginn, eng Fro ze stellen. Ech hu just hei keng Fro héieren.

**M. François Bausch**, Vice-Premier Ministre | Sidd Dir der Meenung, dass een en Exposé des motifs ka schreiw, nëmme op Basis vu seriösen Donnéeën an Daten, déi een huet? Well dat ass jo d'Justifikatioun, fir dass een herno am Artikel dra schreift, dass een d'Impfflicht eventuell géif aféieren.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Also ech sinn der Meenung, dass de Premierminister am Januar oder am Februar e ganz kloren Exposé des motifs ginn huet fir d'Positioun, déi hien deemools hei op der Tribün ageholl huet. Wann d'Regierung nach ëmmer géif zu deem stoen, wat de Premier am Fréijoer gesot huet, dann hätt se dat an den Exposé des motifs kënne schreiw an och hei schonn deposéieren kënnen.

Datt sech natierlech elo dem Premier seng Meenung vu Februar bis Juli esou ëm 180 Grad gedréint huet, dass awer elo net der Chamber hire Feeler gewiescht. Dass heescht, Dir hätt deen Text scho kënnen am Abréll deponéieren.

Bon, ech hu just gemierkt, meng Zäit ass weidergelaf, während den Här Bausch geschwat huet.

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech hunn dat gemierkt ...

**M. Sven Clement** (Piraten) | Gutt.

**M. Fernand Etgen**, Président | ... an notéiert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Wann dësen Hierscht a Wanter also géif eng ganz schlëmm Covidwell kommen, wou ganz vill Leit a kuerzer Zäit erëm ganz schlëmm krank géife ginn, dann ass unzehuelen, dass d'Leit sech och erëm impfen a boostere wéilte loosse.

Dee Problem hate mer nämlech schonn eng Kéier, nämlech am Ufank vun der Pandemie. Wéi d'Impfstoffe do waren, hate mer Impfdrängler, e Problem, dee mer matten an der Pandemie haten a mat de ganzen Impferweigerer e bëssen a Vergiessenheet geroden ass. Mee wann d'Situatioun net gutt ass, da wëllen d'Leit sech normalerweis och schützen. An deem Fall bräichte mer also keng Impfflicht, well d'Impfbereitschaft héich wäert sinn. Dass ass e bëssen ... Ech schreiw quasi den Exposé des motifs.

A wann d'Situatioun net esou eescht ass a wa kee schlëmm Variant am Wanter zirkuléiert, da stagnéiert den Impftaux zwar vläicht, mee dann ass dat och an der Rei.

Do stellt sech also d'Fro, op wéi een Zenario sech mat den Texter zur Impfflicht iwwerhaapt nach virbereet gëtt. Eng Situatioun, an där Mënsche sech einfach net impfe wëllen, obwuel se alleguerte ganz schrecklech krank ginn, an awer och net esou staark géint d'Impfung sinn, dass se sech vun engem Gesetz géifen iwwerzeege loosse? Ech ka mer deen Zenario iergendwéi net virstellen.

Ech verstinn all d'Experten an d'Dokteren, déi eng Impfflicht recommandéieren. Weltwäit weisen d'Etüden, dass d'Impfen hëlleft. D'Iwwerleeung schéngt also ganz einfach ze sinn, reng wëssenschaftlech: a) Wann impfen hëlleft, da b) impfe mer einfach

jiddwereen an c) de Problem ass geléist. An dat geet jo am beschte mat enger Flicht, well da muss jo jidderee senger Flicht nokommen. Et schéngt also ganz logesch ze sinn, ganz einfach, vum medezinneschen Expertestandpunkt evident: Impfen hëlleft, a wa méi Leit geimpft sinn, wat besser. Dofir impfe mer jiddweree mat enger Flicht.

Bon. D'Psychologie vun de Mënschen ass awer e bëssen anescht an déi mécht dann och e Stréch duerch d'Rechnung, well et kënnt eeben, och wann et e Gesetz gétt, net jiddereen enger Flicht no. Soss géif et kee ginn, deen ze séier fiert, keen, dee mam Handy um Steier fiert, an et géifen och eng ganz Rëttsch aner Contraventioune net ginn. Et géif och zum Beispill kee Mord ginn, wa jiddweree sech géif un d'Gesetz halen.

Mee ganz am Contraire géifen hei souguer Trotzreaktiounen entstoe vu Leit, déi haut schonn eng Impfung refuséieren, déi dat dann net méi als perséinleche Choix géife gesinn, mee als politesche Statement.

Mir Piraten denken dofir, dass een hei weider op d'Sensibiliséierung sollt setzen, well dat deen eenzege Wee ass, d'Persounen, déi am Moment zécken, ze iwwerzeugen an net mat gesetzlechem Drock ganz ze verléieren.

An deem Kontext hunn ech et ganz interessant fonnt, wéi vun den Experte während der Presentatioun vun hirem Rapport ugeschwat ginn ass, dass jo prinzipiell och all déi Leit, déi haut wéinst hirem Alter als vulnerabel gëllen an nach net geimpft sinn, en Hausdokter hunn, dee se zanter dem Ufank vun der Pandemie warscheinlech schonn e puermol gesinn hunn. Krut hiren Dokter se also net iwwerzeugt? Oder huet e vläicht näischt gesot?

Ech mengen, dass d'Hausdokteren eng wichteg Vertrauenspersoun duerstellen an hei en zentrale Punkt ass, wou d'Sensibiliséierungsarbeit muss usetzen. Hei kéint d'Regierung gemeinsam mat Hausdokteren a eventuell och mat Psychologen nach Pisten ausschaffen, wéi eng Doktesch oder en Dokter am beschte sollt op de Patient duergoen, deen eigentlech e grouse Risk huet a sech awer net impfe wëllt loossen. Et geet em d'Sensibiliséierung.

An da vläicht e leschte Punkt – an da kommen ech och gläich zum Schluss – ass, dass, wann ee mat Wëssenschaftler zesummeschafft, een net kann dervun ausgoen, dass déi Aarbecht gratis ass. Well eppes muss kloer sinn: All d'Experten an d'Wëssenschaftler, déi un esou engem Projet bedeelegt sinn, ob et Psychologe sinn, ob et Hausdoktere si fir eng Sensibiliséierungscampagne oder ob et d'Experte vun engem Avis sinn, missten och fir hir Aarbecht entlount ginn.

Datt den Expertegremium vun der Regierung fir säin Avis keng Entschiedegung erhalen huet, huet, mengen ech, ganz vill Leit einfach emol iwwerrascht.

Mee et ass an der Wëssenschaft jo üblech, dass d'Leit schlecht oder net bezuelt ginn. Natierlech ass et wichteg, dass d'Wëssenschaftlerinnen an d'Wëssenschaftler onofhängeg kënnen schaffen. An do ass et natierlech ni gutt, wann et eng finanziell Ofhängegkeet géif ginn. An awer, wann een eng Etüd an Opdrag gétt, da soll een och dofir bezuelen, well et ka jo net heeschen, dass Dokteren a Wëssenschaftler elo just nach gratis hir Aarbecht ubidden. Ech mengen, dass een hei hätt kënnen besser Léisunge fannen.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Mir Piraten waren am Wanter géint eng Impfflicht a mir sinn et och haut nach. Nee, net wëll mer mengen, dass Impfen näischt bréngt, mee well eng Flicht eis net weiderbréngt. Amplaz géife mer weider op Sensibiliséierung setzen anstatt op

Bestrofung an natierlech d'Aarbecht mat Wëssenschaftler an Experten op Regierungsniveau weiderféieren – mee just, wann dës och fair entlount ginn!

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Clement. Erlaabt Der, dass den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, den Här Kersch ka mer och eng Fro stellen. Also eng Fro, wuelgemierkt, kee Statement.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Här Clement, wann ech dat elo richteg verstanen hunn, wat Der gesot hutt, da sinn ech der Meinung, dass och Dir zumindest misst eng Medail kréien, vläicht dann an engem duebele Ruderboot. Well wann ech mech richteg erënneren, hat Der an engem Zeitungsartikel gesot, Dir wäert ëmmer fir d'Impfflicht gewiescht, mee Dir hätt eng Ëmfrage gemaach bei Äre Memberen an déi wär negativ gewiescht an duerfir hätt Dir Är Meinung geännert.

*(Exclamations et hilarité)*

Ass dat esou? Oder hunn ech dat falsch gelies?

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen**, Président | D'Wuert geet zréck un den Här Clement.

**Une voix** | Den Här Kersch huet bestëmmt Quellen.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Selbstverständlech.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ben, ech mengen, et war an där nammlecher Zeitung, déi den Här Bettel gëscht hei op der Tribün zerrappt huet wéinst der Gréisst vu Fotoen oder esou.

*(Exclamations et hilarité)*

Loosst mech awer vläicht op dem Här Kersch seng ganz ... Nee, dat ass eng ganz pertinent Fro. Ech si perséinlech tatsächlech eng laang Zäit der Meinung gewiescht, dass Impfflichten an anere Kontexter tatsächlech sënnvoll kéinte sinn. Ech hunn do un d'Riedele geduecht.

Ech hunn awer och duerch rezent – bon, dat war awer och schonn am Januar de Fall – Etüde gesinn, dass dat eeben net ëmmer zu deem gewënschten Zil féiert. An ech mengen, ech hunn dat a menger Ried elo grad developéiert, dass et eebe grad net zum gewënschten Zil féiert. An deementspreechend soll een näischt stëmmen, wat net zu deem Zil féiert, dat ee wëllt, a wat net proportionell ass. Dat hu mer am Januar gesot an dat soen ech och haut nach!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Dir gitt mer Recht ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministeresch Paulette Lenert.

### *Prises de position du Gouvernement*

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Ech begrëissen, dass mer eis wäitgeend eens sinn, dass zu deemem Zäitpunkt dat Zilféierend, wat ee misst hunn, net ginn ass par rapport zu enger Impfflicht, eeben aus genannte Grënn, dass een net kann dovunner ausgoen, dass 100 % deem wäerten nokommen. Och do gétt et Erkenntnisser an et gesäit een haut réckbléckend, dass et do, wou zu engem fréien Zäitpunkt esou eng Impfflicht ageféiert ginn ass, eebe justement och net deen Impakt hat, deen ee sech eventuell hätt kënnen erwaarden. Dat sinn esou gesinn natierlech nei Erkenntnisser. Iwwer Rudderden debattéieren ech hei net. Ech mengen, dat ass net de Sujet.

Ech géif gärén op e puer Punkten agoen. D'Pandemiegesetz gétt ëmmer erëm ugeschwat. Ech géif gärén drop hiweisen, dass mer e Gesetz hunn, wat ganz ausféierlech ass an de Ramebedéngungen, déi et brauch, fir eng Pandemie ze geréieren, dass mer och schonn e puermol, wou mer eis wollten e bësselche méi Spillraum ginn um Niveau vun der Exekutiv, eigentlech ëmmer u legislativ Hürde gestouss si mat der Interpretatioun vun der Matière réservée à la loi an dass mer u sech – ech hat et och an der Kommission schonn e puermol erwäänt – gärén deelhuele un enger Evaluatioun, déi gemaach gétt vun der Weltgesondheetsorganisatioun.

Mir sinn do bei deenen éischte Länner, déi dat wäerte matmaachen, wou mer eng extern Joint Evaluatioun maache vun eise Kontexter, fir eeben, wa mer eis e Pandemiegesetz ginn, och aus den Erfarunge vun deenen anere Länner ze léieren.

Am Moment hu mer e Kadergesetz. Et steet absolutt net zur Debatt, dass mer dat elo kuerzfristig wëllen ofschafen. Mir brauchen dat Gesetz, fir mat den Daten ëmzuegoen, fir um Terrain kënnen ze schaffen. Déi Ramebedéngunge stinn, och wann d'Mesurë selwer, déi dra sinn, am Moment ausser Kraaft sinn, soudass do keng direkt Urgence ass.

An ech denken, dass et sënnvoll ass, aus den Erfarungen ze léieren. Déi Länner hate ganz ënnerschiddlech Gesetzgebungen. Vill Gesetzgebungen, déi am Ausland bestinn, wären hei net ëmsetzbar gewiescht, well eeben do e ganz grouse Fräirom accordéiert ginn ass un d'Exekutiv. Déi zwou, dräi Kéieren, wou mer dat hei probéiert haben, krute mer e Veto ageleucht a mir krute gesot, dass mer och fir Detailler missten duerch d'Chamber goen. Mee ech denken, dass de Recul ons do wäert guttdoen an dass déi Evaluatioun, déi mer matmaachen, eis wäert mobiliséieren an eis Opschlëss gétt, fir da fir d'Zukunft e gutt Gesetz en place kënnen ze kréien, wou mer och aus den Erfarunge vun deenen anere Länner kënnen léieren.

Ech wollt och nach agoen op d'CON-VINCE-Studie, déi ass ugeschwat ginn. Jo, déi ass iwwerhol givun der ORCHESTRA-Studie. Dat leeft nach ëmmer. D'Resultater vu Januar, Februar sinn eran, sinn nach net statistesch ausgewäert, mee dat leeft u sech richt weider. Donieft ass och den LNS, deen an den Altersheemer reegelméisseg Antikierpertester mécht. A mir suivéieren och am Moment dat, wat an Däitschland uleef. Dat ass e Sujet, wou mer derbäibleiwen.

Generell hu mer eis ganz Aktiounen, déi mer lafen hunn, och fir d'Ofwässer ze surveilléieren, bäibehalen. D'Pandemie ass net eriwwer. Ech géif dat gärén nach eng Kéier ënnersträchen. A mir behalen asoufern all Instrumenter, déi mer eis als Land, d'ailleurs zu engem ganz fréien Zäitpunkt, ginn hunn – villes gétt elo kopéiert, wat mir u sech scho fréi en place haben –, zu deemem Zäitpunkt bii.

Voilà, dat ass alles, wat ech dozou ze soen hat. An de Premier géif iwwerhuelen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Lenert. An da wier et um Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

**M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen de Kolleeg Merci an och de Regierungskolleegen, déi hei sinn. Et ass jo eng Positioun, déi mer och zesummen ausgeschafft hunn, déi mer leschte Freideg jo och schonn op enger Pressekonferenz zesumme mat der Justizministeresch – déi ech haut nach eng Kéier wëll entschëllegen, déi nach ëmmer zu Den Haag ass fir

eng europäesch Verflechtung – an och mat der Gesondheitsministesch presentéiert hunn.

Ech wëll just op e puer Punkten agoen, Här President. Den éischte Punkt ass, dass d'Experte selwer op der Pressekonferenz – och bei eis am Regierungsrot – Merci gesot hunn, dass se en zweeten Avis konnte schreiwen, dass d'Situatioun am Januar eng aner Situatioun ass wéi déi, déi mer elo hunn. Dat ass e Fait. D'Experte selwer soen, dass hir Konklusione vun haut anerer sinn, méi nuancéiert si wéi déi, déi se am Januar geholl hunn.

Ech hunn deemools gesot, dass mer den Avis vun den Experten als Regierung wëllte suivieren, an dat maache mer haut nach ëmmer richtig. Duerfir, wann ech hei vu Pirouetté vun der Regierung erzielt kréien oder dass mir eis Meenung ganz geännert hätten, dat ass net richtig. Ech hunn dat deemools gesot an dat ass haut nach ëmmer richtig. An dowéinster, well d'Experten eis och recommandéieren, dass mer prett sollte sinn, wann, wann, wann, maache mer dat och.

An ech sinn och frou, dass ... Och dem Här Wiseler e grouse Merci fir déi Zoustëmmung an och fir d'ënnerstëtzen, fir de Fait, dass e Projet de loi elo formell ze deposéieren ouni en Exposé des motifs eppes wier, wat awer bal onméiglech ass. Wéi soll de Staatsrot kënnen ouni Exposé des motifs e formellen Avis ginn? Dat wier jo och bal onméiglech. Dowéinster merci Iech!

An et ass gefrot ginn, wéini dat géif kommen, an ech hunn och gesinn an Är Motioun: „esou séier wéi méiglech“. Muer, Här President, muer hu mer Regierungsrat. Méi rapid kënnen mer net schaffen, mee mir wollten awer haut ofwaarden, wat den Input wier vu lénks a vu riets, fir eeben dat dote kënnen ze maachen.

Op d'Fro no engem Pandemiegesetz, déi och den Här Wiseler abordéiert huet, huet d'Madamm Gesondheitsministesch elo just geäntwert. A well hei och gefrot ginn ass vun deem engen a vun deem aneren, mir missten en Audit maachen, missten an eis kucken, missten dorauer léieren. Jo, dat hu mer jo och grad zesummen decidéiert als Majoritéit an och mat Ënnerstëtzung vun enger Rëtsch vun Deputéierten heibanne vun der Opposition, dass mer duerfir d'OCDE jo och mandatéiert hunn.

D'OCDE wäert fir d'Rentrée en Avis ginn. Dat ass jo ee vu bausen, deen op eis kuckt, well mer der Meenung sinn – an ech paken Holz un, Här President, ech hätt jo am léifsten, mir bräichten net méi Léieren dorauer ze zéien, well mer net méi esou eng Pandemiesituatioun géife kréien –, dass mer an Zukunft och vläicht aus där enger oder där anerer Dispositioun, déi mer geholl hunn, an der Analys vun deene verschidde Mesuren, déi mer geholl hunn, deem Bléck vu bausse solle léieren, fir an Zukunft dann eeben och, jo, gestärkt an eeben och anescht preparéiert an eng Pandemie kënnen eranzegoen. Dat ass fir eis ganz, ganz wichteg.

Et ass och hei gesot ginn, jo, dee schlëmmste Cas, deen ... Mir gesinn d'Zuelen, an och nach eng kéier ... Pardon, wann ech den Här Wiseler esou oft hei zitieren, mee déi Zuele sinn haut ganz héich. Déi Zuele vun Virus si ganz héich. Mir hunn haut de BA.5. Ech ginn Iech keng Garantie, dass mer muer kee BA.6 kréien, kee BA.7 kréien. Et ass alles méiglech, dass dat och weidergeet. A mir gesinn och am Ausland, dass de Virus mutéiere kann. An dowéinst ass déi Preparatioun immens wichteg.

Ech soen och de Majoritéitsvertrieeder, ob dat den Här Baum, d'Madamm Lorsché oder den Här Cruchten ass, Merci fir déi Ënnerstëtzung depuis le départ, dass mer probéiert hunn ... et hat keen, ech hunn dat jo och scho gëschter gesot, et hat kee vun eis

d'Geheimrezept, mee einfach, dass mer als Majoritéit mat eiem Rapporteur permanent Mars Di Bartolomeo ëmmer awer déi lescht Jore gekuckt hunn, eis ze adaptéieren. Jo, et war näischt fest.

Mir hunn haut nei Erkenntnisser hei. Ech si jo frou, dass mer Leit hunn, déi schonn eng Kristallkugel hate virun e puer Méint, fir schonn ze wëssen, wéi d'Medikamente – schonn den Impakt, dee mer elo érëscht kréien – géifen agéieren.

An duerfir, j'apprécie beaucoup déi Leit, déi an där Kristallkugel schonn esou vill virusgesinn hunn. Mee ech si frou, dass mer haut déi Erkenntnisser hunn. An déi sinn net vun Januar an ech wëll erënneren ..., well et ass gesot ginn, et wier érëscht am Februar oder Mäerz. Mir haten den 22. Januar, sauf erreur de ma part – oder 21. Januar –, den Debat hei. An do war d'Situatioun, wou mer vun Delta op Omikron eriwergeschwonge sinn an et hätt kënnen dat eent ginn esou wéi dat anert. Mir konnten net wëssen, dass sech den Omikron dann och hei definitiv méi etabléiere géif.

Dowéinst, Här President, dat, wat d'Experten deemools gesot hunn, war à ce moment-là richtig. An et kann een ëmmer zrëckkucken an et hätt ee kënnen eppes anescht maachen. Ech soen Iech just, dass an deem Moment, wou déi Decisioun geholl gi sinn, dat och déi richtig Decisioun waren.

A last but not least, ech wollt net op deen dote Punkt agoen, Här President, mee well den Här Clement awer insistéiert huet iwwer d'Experten. Vun deene fënnef Experten, déi mer haten, hunn der véier gesot, dass se fir hir Independance och net wëllte remuneréiert ginn. Dowéinst ass dee Sujet fir eis kloer gewiescht vun deene véier vu fënnef. A fir dee fënnefte si mer amgang ze kucken, eng Propositioun och kënnen ze maachen. Mee déi aner véier hu fonnt, dass si, eebe fir méi fräi a méi independant kënnen ze schaffen, eeben och keng materiell Entschiedegung duerfir wollten.

Mee Iech merci fir d'Zoustëmmung, merci fir déi konstruktiv Debat, déi mer awer haut haten, a virun allem awer och fir déi Preparatioun, déi mer just zesumme kënnen maachen, fir dass – an nach eng kéier sorry, wann ech haut d'holz zweemol upaken – mer prett sinn, mee dass mer et virun allem net brauchen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Staatsminister Xavier Bettel. Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, ech wollt e kuerze Kommentar maachen. Éischts wollt ech dem Här Staatsminister Merci soe fir seng Reaktioun. Mee ech wollt op een Aspekt agoen, deen den Här Staatsminister genannt huet. Dat ass déi Saach vun Audit.

Mir haten effektiv elo e Gespréich mat der OECD zu e puer Deputéierter des Woch. Ech mengen, et war de Méindeg. Dat war eng kuerz ..., ech mengen, et waren zwou Stonnen, wou mer iwwer Video matene geschwat hunn. Dat waren alles ganz fein, ganz léif, och ganz sécher kompetent Leit. A mir hunn als Deputéierter zu e puer kënnen Stellung huelen. Alles dat ass schéin a gutt, mee dat geet net duer.

Ech mengen, mir hunn hei Leit, déi Lëtzebuerg kaum kennen, deene mer heiansdo an enger kuerzer Interventioun e kleng Problem oder eng gutt Saach kënnen signaléieren, an da war et dat. Ech mengen, dat ersetz net deen Exercice, dee mir eis virstellen, fir wierklech hei vu Grond op opzeschaffen, souwuel am medezineschen, am juristeschen, am sécherheitspoliteschen, am ekonomesche Beräich, datt mer

wierklech eng anstänneg Opaarbechtung maache vun där Politik, déi an de leschte Jore gemaach gouf.

Näischt géint déi Leit vun der OECD. Mir hunn all Respekt fir si. Mir freeën eis op déi Analys, déi si eis schécken. Mee ech wollt awer och ënnersträichen, datt dat eng Kontributioun zum Debat ass. Déi ass och wëllkomm, mee dat ersetz op kee Fall dat, wat mir hei national musse maachen, fir e Réckbléck op déi lescht Joren ze werfen an eis kritesch mat eis selwer auserenezesetzen, vum État de crise bis zum Curfew, also bis zum Couvre-feu.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser.

### Motion 1

Mir kënnen dese Punkt awer net ofschléissen, ouni nach iwwer d'Motioun vun Här Yves Cruchten ze befannen. Wie wëllt nach d'Wuert zu deser Motioun ergräifen? Den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, och hei e grouse Merci un d'Kollegen, déi eis déi Motioun proposéiert hunn. Mir sinn och ganz sensibel op dem Här Cruchten seng frëndlech Wiederde, deen eis proposéiert huet, se mat ze ënnerschreiwen. Leider kënnen mer dat net maachen, well eis Iwwerzeugung ass déi, datt mer keng Impfflicht wëllen.

Dir proposéiert an där Motioun en Avant-projet de loi, eebe just fir der Chamber eng Impfflicht virzeleeën. Do hu mer einfach eng fundamental aner Vue. Mir si fir d'Fräiwëllegkeet vun der Impfung, wëllen also och keen esou en Avant-projet de loi. Mir kënnen se also net mat ënnerstëtzen. Mee nach eng kéier en häerzleche Merci och fir Är Oppenheet géint iwwer den Oppositionsparteien.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann ass et um Här Sven Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President, ech hu virdrun, mengen ech, an der Ried kloer gesot, datt mer och géint d'Impfflicht sinn. Ech hunn an der Ried awer och eppes anescht gesot, nämlech datt ech frou gewiescht wär, wann d'Regierung hir Versprechen agehalen hätt an eis déi Texter och scho gewiesen hätt.

Elo eng Motioun hei ze stëmmen, déi d'Regierung nach eng kéier invitéiert, eis Texter ze weisen en vue vun eppes, wat mer u sech net wëllen, kann ech leider net matdroen. Déi aner dräi Invitten, d'Invitten 2, 3 a 4, fannen eis Zoustëmmung, mee den éischten Invite geet net, eleng wéinst eiser Positioun zur Impfflicht. An och da soen ech nach eng kéier: Ech mengen, datt et gutt gewiescht wär, wa mer haut hätte kënnen och op Basis vun Texter diskutéieren an net nëmmen op Basis vun enger fundamentaler Positioun. Mee nichtsdestotrotz kann ech déi Motioun net matdroen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Clement. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Claude Wiseler.

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll och dem Här Cruchten Merci soen, éischts fir d'Motioun, zweetens och fir d'Offer, se mat ze ënnerschreiwen. Ech wëll just soen: Mir ënnerschreiw se net mat aus engem ganz prezise Grond. Dat ass, datt mer ... Ben, déi éischt Remark, déi ech wollt maachen, dat ass déi, datt déi Zuel, déi gebraucht gëtt, 78,8 % vun deene Leit si vaccinéiert iwwer fënnef Joer, mag stëmmen. Mee eisen Discours war konstant fir ze soen: „Kommt, mer kucken, datt mer déi international Zuele gebrauchen, esou wéi se iwwerall gebraucht ginn, op d'ganz Populatioun, an net erëm Zuelen, déi dann irreführend sinn, well se erëm op

engem aneren Echantillon sinn.“ Mee dat ass awer just eng Niewesaach.

Dat, firwat mer se am Fong net wëlle mat ënnerschreiwen, ass, well se eis net wäit genuch geet. Mir fanne richteg, wat drasteet, mee et geet eis net wäit genuch, notamend de leschten Tired. Wa mir eng Motioun geschriwwen hätten, déi mer och mat géifen ënnerschreiwen, dann hätte mer de leschten Tired anescht formuléiert. Dann hätte mer de leschten Tired esou formuléiert, datt mer gesot hätten, datt mir gären e Pandemiegesetz hätten, net just eng Analyse juridique dovunner, datt mer gären e Pandemiegesetz hätten.

Dann hätte mer och gesot, datt mer gär e Gesetz hätten iwwert d'Obligatioun, fir den Impfstatus par rapport zu de Leit, déi ronderëm Vulnerabel schaffen, a sech kloer ze maachen op den Direktiounen vun deenen Haiser.

Déi zwee Gesetzestexte hätte mer am Fong gär gehat, hätte mer och gär drageschriwwen. Dann hätte mer et och kënne mat ënnerschreiwen.

Par contre, vu datt se zwar net wäit genuch geet, awer richteg ass, kënne mer se awer matstëmme, ouni se mat ze ënnerschreiwen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Wiseler. Da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Yves Cruchten.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Jo, merci fir déi Reaktiounen vun de Kolleegen. An nach eng Kéier: Et deet mer leed, dass Der esou spéit domadder befaasst gouft. Och ech hunn déi lescht Versioun eréischt de Mueren um 7.30 Auer kritt.

Ech mengen, also ech verstinn alleguerten déi Bedenken, déi elo hei geäussert goufen. Ech wëll just awer soen, dass se an engem Gescht geschriwwen war, dass probéiert gouf, dass se vu jiddwengem kéint matgedroe ginn, well ech och mengen, dass een an deem éischten Tired eigentlech, wann een deen och matdréit, nach net eng Zoustëmmung ginn huet zur Aféierung vun enger Impfflicht, mee dass mer awer fuerderen, dass mer als Chamber mat deenen Texten befaasst ginn, déi d'Regierung schon ausgeschafft huet. Ech hat gehofft, dass dat och deenen, déi komplett, kategoresch géint d'Impfflicht sinn, awer an déi Richtung géif goen, dass se se kéinte matdroen.

Ech soen awer Merci fir déi Reaktiounen. An ech wëll nach eng Kéier soen: Ech hunn den Depot gemaach, mee et ass och eng Gemeinschaftsproduktioun vun de Kolleegen vun deene Gréngen a vun der DP.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Cruchten. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Gesondheitsministesch Paulette Lenert.

**Mme Paulette Lenert**, Ministere de la Santé | Merci. Ech wollt just séchergoen, dass ech d'Interventioun richteg verstanen hunn. Dat heescht, Dir sidd, Stand haut, iwwerzeegt, dass juristescht d'Verhältnisméissegkeet ginn ass fir déi Oppeleung vum Impfstatus am Gesondheets- a Fleegesektor? Dat solle mer net méi weider verdéiwen a préiwen?

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Ministesch. Da ginn ech d'Wuert zrëck un den Här Claude Wiseler.

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Dat war eng kloer Fro, Dir kritt och eng kloer Äntwert. Jo, mir suivéieren op deem Punkt den Experten hiren Avis, déi och kloer sinn an déi dat froen, well se soen, datt et net nëmme d'ailleurs fir d'Covid-, mee och fir aner Impfungen, wou d'Krankheet en ustiechende Charakter hätt, sënnavoll wär, wann d'Direktore vun den Institutionen géife wëssen, wat den Impfstatus ass vun deene Leit,

déi ronderëm Vulnerabel schaffen, well dat hinne géif am Allgemengen erlaben, déi vulnerabel Leit besser ze protegéieren.

Mir fannen dat eng richteg Meenung a mir fannen, et soll ee kucken, datt een esou een Text op den Dësch leet. Mir wëssen, datt sech do selbsterständlech eng ganz Rei Froen, wat d'Protektioun vun den Daten ugeet, wäerte stellen. Mee hei geet et och ëm d'Protektioun vu vulnerabele Leit, a mir menge wierklech, datt ee soll dorunner schaffen. D'Äntwert ass also Jo.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Wiseler. Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott vun dëser Motioun kommen.

#### Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass mat 51 Jo-Stëmmen bei 6 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiuonen uegheoll.

Ont voté oui : *Mmes Diane Aedem, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Laurent Mosar), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Félix Eischen), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen (par M. François Benoy), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Stéphanie Empain).*

Ont voté non : *MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

### 3. Débat d'orientation au sujet de la modernisation et des défis de notre système fiscal

D'Chamber féiert de Moien eng Orientéierungsdebat iwwert d'Moderniséierung an d'Eräusfuerderunge vun eise Steiersystem. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht an d'Wuert hunn elo d'Rapportereuren, den honorabelen Här André Bauler an den honorabelen Här Gilles Roth, déi am Numm vun der Finanz- a Budgetkommissioun schwätzen. Här Bauler, Dir hut d'Wuert.

#### Rapport de la Commission des Finances et du Budget

**M. André Bauler** (DP), corapporteur | Här President, léif alleguer, d'Steierpolitik ass ee vun de wichtegsten Hiewele vum Staat.

D'Steiere betreffe bal jiddereen. Jiddereen ass frou, wann en net ze vill besteiert gétt, wann en also méi

Netto vu sengem Brutto behält. En zentralen Diskussionspunkt, deen ëmmer nees opgegraff gétt an un deem sech d'Gesichter munchmol sceeden, wann et ëm d'Steiere geet, ass och dee vun der Gerechtegkeet.

Well d'Steierpolitik esou e wichtege Sujet ass, hu mir eis hei an der Chamber déi néideg Zäit geholl, fir déi verschidden Acteuren ze héieren a mat hinnen ze diskutéieren, eis auszetauschen, dat virun allem während der Zäit vun der Pandemie. Si stoungen eis an den Entrevü Ried an Äntwert. Doriwuer eraus hu mer och Froen an der Kommissioun gesammelt, soudatt d'Beamten eis konnte méi oder manner graff ausrechnen, wat gewësse fiskalesch Mesurë kaschten oder wat se erabrëngen.

D'Kommissioun hat och Entrevü mam Enregistrement, der Douane, der Salariatskummer, der Staatsbeamtekummer, der UEL, also der Union des entreprises, dem Wirtschafts- a Sozialrot, dem Nohalteketsrot an der Organisation fir ekonomesch Zesummenaarbecht an Entwécklung, der OECD.

Dëse Rapport, dee vum Gilles Roth a vu mir selwer verfaasst gouf, ass och a besonnesch der wäertvoller Hëllef a Berodung vun der Madamm Cristel Sousa aus der Parlamentsverwaltung ze verdanken, där ech ausdrécklech op dëser Plaz am Numm vun der Finanz- a Budgetkommissioun wëll Merci soen.

Mir wollten näischt iwwert de Knéi briechen. An dofir versteet een, datt esou en Exercice seng Zäit brauch. De schrëttleche Rapport, deen ech Iech elo zesumme mam Gilles Roth mëndlech resuméieren, ass e reng administrative Rapport, deen d'Kommissiounsaarbechten erëmgëtt. No der Presentatioun vum Rapport wäerte mir dann an dësem Haus déi politesch Debatt féieren.

Wa mir eis also haut hei gesinn, dann ass dat net, well mir den Dossier schleefe gelooss hätten. Ganz am Géigendeel: Mir sinn d'Saach gewëssenhaft ugaangen. Effektiv, wann een u Steieren denkt, dann denkt ee vläicht un déi gewéinlech Steiererklärung, un d'Besteuerung vum Akomes also, oder un d'TVA. Et gétt awer eng ganz Rëtsch u Steieren an eng ganz Rëtsch un Acteuren. Dowéinst muss vu virera gesot ginn, datt wann een un där klengster Steierschrauf dréit, fir engem Problem entgéintzewierken, da kann dat eventuell en neie Problem schafen, deen een ufanks net am Bléck hat. Et dierf een also dat ganzt Bild net aus den Ae verléieren.

Den administrative Bericht, dee mer der Chamber virgeluecht hunn, ass e groussen Tablo vun eiser haiteger, därzäiteger Steierlandschaft. En Tablo wuelgemierkt, well mir konnten net an déi allerlescht komplex Detailer eragoen, andeems mer déi ganz Realitéit in extenso belicht hätten.

Fir datt mer eng gemeinsam Diskussionsbasis hunn, huet d'Kommissioun also decidéiert, datt et zu dësem Debat e Rapport soll ginn. Et war also eng Initiativ an der Chamber vun der Chamber. Dann huet jiddereen nach eng Kéier d'Zuele virun Aen. An dat erlaabt et eis, fir en Debat en connaissance de cause – wéi dat esou schéin heescht – ze féieren. An zu der Wierklechkeet vun haut gehéieren och a grad d'Auswierkung vum der sanitärer Kris an dem Krich an der Ukrain op eis Gesellschaft, op eis Wirtschaft, a besonnesch op eis öffentlech Finanzen, d'Staatsfinanzen.

Den Ufank wëll ech mat enger Iwwersiicht iwwert d'Kommissiounssëtzunge maachen, iwwer eis Steierlandschaft, an da méi prezis iwwert d'Besteuerung vum Akomes. Den Här Roth wäert déi zweet Hallschent vum Rapport virstellen. Do geet et ëm d'Besteuerung vum Kapital, d'Besteuerung vum Konsum, ofschléisend gekoppelt un eng Rei Feststellungen.

Komme mir dann elo zum Fong:

D'Steierrecettë stinn am Mëttelpunkt vun dësem Rapport. D'Steierrecettë kann een an dräi gréisser Kategorien opdeelen: d'Besteuerung vum Akommes, déi vum Kapital an déi vum Konsum. D'Opdeelung vun de Steierrecettë gëtt an der éischter Tabell vum Rapport kloer gewisen. Doraus schlësse mer, datt lücht méi wéi d'Hallschent vun de Recetten iwwert d'Akomessteuer erakënnt, bal 15 % iwwert d'Besteuerung vum Kapital an eppes méi wéi een Drëttel iwwert d'Besteuerung vun der Consumatioun. Dës Prozentsatz oder Gewiichtung si vun 2016 bis 2021 relativ stabil bliwwen.

Ech wäert mech a menger Ried haaptsächlech op d'Akomessteuer fokusséieren. Déi wichtegst Steierrecetten, déi duerch d'Akomessteuer generéiert ginn, kënnen an zwou Kategorien ënnerdeelt ginn: éischters d'Besteuerung vun der Privatleit an zweetens d'Besteuerung vun de Betriber.

Privatleit ënnerleien dem IRPP, dem Impôt sur le revenu des personnes physiques sur base d'assiette, deen op Basis vun der järelecher Steiererklärung bestëmmt gëtt. Zousätzlech ënnerleie verschidde Revenuen, wéi zum Beispill d'Salaires, d'Traitementer an och d'Pensiounen, der RTS, der Retenue sur traitements et salaires. Dat ass eng sougenannt „Quellesteuer“, déi während dem Joer aus dem Bruttoakomes ofgezu gëtt.

Betriber ënnerleien der Kierperschaftssteuer IRC, Impôt sur le revenu des collectivités, an der kommunaler Gewerbesteuer ICC, Impôt commercial communal.

Déi éischt Grafik am Rapport weist déi jeeweilig Entwécklung vun de genannte Steiere vun 2016 bis 2021. Den RTS an d'kommunal Gewerbesteuer sinn ëm 45 % respektiv 46 % geklommen, an den IRPP an d'Kierperschaftssteuer, Impôt sur le revenu des collectivités, wéi gesot, ëm 35 % respektiv 34 %. An där Period sinn d'Steierrecetten iwwert d'Besteuerung vum Akomes ëm 41 % geklommen, vu 6,8 Milliarden op 9,6 Milliarden.

Passend dozou gesitt Der an der zweeter Tabell vum Rapport, wéi dës Steiere vun 2016 bis 2021 opgedeelt sinn. Ausserdeem gesitt Der am véierten Tablo, wéi vill genau déi Steiere vun de gesamte Steierrecettë vum Staat ausmaachen. Do ass den RTS dättelech op der éischter Plaz an da kënnst d'Kierperschaftssteuer an dann den IRPP.

Am Tablo 3 vum Rapport gesäit een och, datt d'Majoritéit vun de Steierrecetten, déi iwwert d'Akomessteuer erakommen, vun der Privatleit bezuelt gëtt. Just 35 % vun dësen Recettë gi vun de Betriber direkt bezuelt. Dir gesitt also, datt den Undeel, deen déi verschidde Steiere fir d'Staatsrecetten ausmaachen, an der leschte Jore relativ konstant bliwwen ass.

Elo zu der Analys vun de Steierrecetten, déi duerch d'Akomessteuer vu Privatleit generéiert ginn.

Wéi virdu schon erwäant, ënnerleien d'Privatleit dem RTS. Dës Quellesteuer gëtt direkt vum Akomes während dem Joer ofgehale. Den RTS mécht de gréissten Deel vun der Akomessteuer aus, dat mat 54 % d'lescht Joer. D'Steierrecetten iwwert den RTS sinn an deene leschte sechs Joer konstant gewuess. Méi wéi ee Véierel vum RTS kënnst iwwert d'Traitementsbeziéier aus der öffentlecher Verwaltung eran. Duerno kommen d'Lounempfinger aus dem Finanz- a Versécherungssecteur, déi mat eppes manner wéi engem Véierel zum ganzen RTS bäidroen.

Déi aner Haaptsteuer, déi d'Privatleit bezuele mussen, ass den IRPP. D'Steierrecettë vum IRPP representéieren 12 % vun de globale Steierrecetten iwwert d'Akomessteuer.

Wann ech hei vu Steieren oder Akomes schwätzen, da wëll ech awer och nach op d'Steierkreditte agoen. Dat si gewësse Montanten, déi Privatleit vun hirer Steuerlaascht ofgezunn, also guttgeschriwwen, kréien.

Rezente goufe verschidden Ännerunge bei de Steierkreditte gemaach, fir d'Leit cibléiert ze entlaaschten. E Steierkredit, als Erënnerung, dat ass e Montant, dee vun der Steuerlaascht ofgezu gëtt. Et existéiere verschidde Steierkreditte: fir Salariéen, fir pensionéiert Leit, fir Fräiberuffler a fir alengerzéiend Familljen.

Dës Steierkreditte si sozial cibléiert, well se Leit mat niddregem Akomes am meeschten zeguttkommen. Et sinn och verschidden Ännerungen an der leschte Jore gemaach ginn. De Mindestloun-Steierkredit gouf beispillsweis mam Budgetgesetz vun 2019 agefouert fir Salarié mat engem Bruttoakomes tëscht 1.500 an 3.000 Euro pro Mount.

D'Instrument vum Steierkredit gouf och benotzt, fir a gewëssene Fäll d'Auswirkung vun der CO<sub>2</sub>-Steier sozial ofzefiedere. Den Energie-Steierkredit gouf elo rezente am Kader vum Tripartite-Accord agefouert.

Elo nach zu de Betriber.

D'Kierperschaftssteuer, d'Solidaritéitssteuer mataberechent, mécht am Joer 2021 24 % vun de steierleche Recettë vun der Akomessteuer aus. 2019 louch se nach bei 30 %. D'Kierperschaftssteuer – zur Widderhuelung: Impôt sur le revenu des collectivités – zeechent sech awer och duerch eng positiv Entwécklung tëscht 2016 an 2021 aus.

E bësse méi wéi dräi Véierel vun dësen Recettë kommen aus dem Finanz- a Versécherungssecteur. Innerhalb vum Finanzsecteur bezuelen d'SOPARFIen, d'Banken an d'Fongen déi meescht Kierperschaftssteuer. D'Unzuel vu Betriber, déi iwwer eng Millioun u Kierperschaftssteuer bezuelt hunn, ass gewuess, bis d'Pandemie ausgebrach ass. D'Unzuel vun deene ganz abrupt gefall, mee schéngt sech awer elo nees ze erkréien.

Komme mir elo zum leschte Puzzlestéck vun de Steierrecetten am Beräich vun der Akomessteuer, déi kommunal Gewerbesteuer, den Impôt commercial communal. Dës Steuer huet e ganz spezielle Charakter, well hire kommunale Steiersaz vu Gemeng zu Gemeng tëscht 225 % an 350 % variéiert. D'kommunal Gewerbesteuer representéiert 11 % vun de Steierrecettë vun der Akomessteuer a verkierpert domadder de klengsten Undeel vun dëser Kategorie vun de Steierrecetten. Se läit bei ronn enger Milliard am Joer 2021.

Genausou wéi bei der Kierperschaftssteuer hält haaptsächlech de Finanz- a Versécherungssecteur mat 70 % de gréissten Undeel un der Recettë vun der kommunaler Gewerbesteuer. An innerhalb vum Finanzsecteur bezuelen alt nees d'SOPARFIen, d'Banken an d'Fongen déi meescht Steieren ... Kierperschaftssteuer.

Ech hat virdu gesot „Kierperschaftssteuer“, et ass wuelgemierkt awer déi kommunal Gewerbesteuer. Ech hu mech do verdoen, pardon.

Sou vill zu de verschiddene Steieren an hirem respektive Gewiicht an der Lëtzebuenger Staatsrecetten. Am Kader vu mengem mëndleche Rapport hunn ech dat elo graff formuliert. Detaillert fannt Dir natierlech am schrëftleche Bericht vum Gilles Roth a vu mir selwer.

Elo ginn ech op déi verschidde Fuerderungen, Iddien a Meinungen an, déi vun de Berufschamberen an aneren Organer iwwert d'Akomessteuer zu Lëtzebuerg un eis geriicht goufen. Gläichzäiteg wäert ech fir verschidde Mesuren eng Schätzung vum budgetären Impact uginn. Dës Schätzung goufen, op Ufro vun der

Kommissioun, vun der Steierverwaltung berechent. Déi Zuele berouen natierlech op verschiddenen Hypotheseen. Den Detail dozou fannt Dir am schrëftleche Rapport.

Ech maachen den Ufank, wéi ëmmer, mat der Privatleit. Wann et no der Staatsbeamtekummer, also der Chambre des fonctionnaires et employés publics, soll goen, dann ass d'Schafung vun engem neien, eenzege Steierbarème no un der Steuerklass 2 noutwendeg. Fir d'Stéit mat Kanner, alengerzéiend Familljen, Wittfraen a Wittmäner ze entlaaschten, soll deen neie Steierbarème u Steierkreditte an Abattementer gekoppelt ginn.

Eng weider Moosnam ass d'Ofschafung vun der Steuerklass 1a, fir de System méi gerecht ze gestalten, virun allem fir d'alengerzéiend Familljen an d'Wittleit. Dat géif de Staat all Joer 350 Milliounen Euro kaschten.

D'Aféierung vun zousätzleche Steiertranché wier e gutt Instrument, fir d'Progressivitéit auszedeenen an d'Steierlaascht op den Duerchschnittsrevenuenerofzesetzen. Ausserdeem soll de Steierbarème, d'Steier-tablell, un d'Inflatioun ugepasst ginn.

Änlech Argumenter goufe vun der Salariatskummer virbruecht, wéi zum Beispill zousätzlech Steiertranché fir héich Revenue mat héije Steiersätz. De Seuil d'entrée misst och eropgesat ginn. Fir d'alengerzéiend Contribuabele misst e Steiersystem änlech wéi an der Klass 2 agefouert ginn an de Crédit d'impôt monoparental, de CIM, misst no uewe revidéiert ginn. Niewent enger regelméiseger Upassung vun de Steierkreditte missten och d'Forfaite bei den Dépenses spéciales an der Werbungskäschten eropgesat ginn.

De Wirtschafts- a Sozialrot, de Conseil économique et social, kuerz: CES, ass och mat der Salariatskummer averstane a fënnt, datt de Steierkredit fir alengerzéiend Famillje mat niddregem a mëttlerem Akomes eropgesat soll ginn. Den Déchet fiscal heivunner géif jee no Zenario tëscht 60 a 95 Milliounen Euro pro Joer leien. E seet awer och, datt d'Steierreform vun 2017 d'Steierlaascht vun der Majoritéit vun de Steierzueler erofgesat huet. E stellt och fest, datt d'Entwécklung vum marginale Steiersaz méi prononcéiert an der Steuerklass 1a ass.

Wa mir hei vu Mindestloun schwätzen, da sief gesot, datt, wann de Mindestloun komplett steierfräi géif ginn oder wier, da misst de Staat, jee no Upassung, mat engem Verloscht tëscht 300 Milliounen an 1,84 Milliarden rechnen.

Fir d'Attraktivitéit vun eisem Land ze stäerken, soll, dem Groupe patronal vum CES no, de Spëtzsteiersaz méi gënschteg par rapport zum Ausland sinn.

De Groupe salarial vum CES verlaangt eng Erhéijung vun de Besteuerungstranchen an d'Aféierung vun engem maximale Steiersaz, dee méi héich ass wéi deen aktuellen. Doriwwer eraus wënscht en d'Neesaféierung vun der automatischer Upassung vum Barème un d'Inflatioun. Hei géif den Déchet fiscal sech, der Steierverwaltung no, op 600 Milliounen Euro belafen.

D'OECD ass amgaangen, eng Studie iwwert déi direkt Besteuerung an hir negativ Auswierkungen op d'Gerechtheit tëscht Fraen a Männer duerchzeféieren. Mat dëser Etüd wëllt d'OECD virun allem erausfannen, a wéi enger Hisiicht eng generell Individualisierung dëser Ongerechtheit kann entgéintwirken.

An deem Kontext ass ze bemerken, datt, wann zu Lëtzebuerg all Steierzueler an der Steuerklass 1 géif besteiert ginn, de Staat 1,35 Milliarden Euro pro Joer méi géif eranhuelen. Am Géigesaz: Wa jiddereen an

d'Steierklass 2 verluecht géif ginn, géif de Staat ronn 1,9 Milliarde verléieren.

D'OECD huet iwwregens erwäänt, dass Lëtzebuerg en héije soziale Schutz par rapport zu anere Länner an der OECD huet. „Un niveau de protection sociale très élevé“, mengt de Vertrieder vun der OECD.

Den Nohaltekeetsrot, de Conseil supérieur pour un développement durable, fuerdert e Steierkredit, fir de Covotirage ze encouragéieren, an eng méi héich Besteuerung vun der Émweltverschmutzung. Eng aner Optioun, wéi Lëtzebuerg déi ökologesch Transitioun reusséiere kann, wier zum Beispill, iwwer eng Aart „Loi Rau“ nozedenken, dat am Respekt vum europäesche Recht. Dës géif derzou féieren, dass d'Leit an nohalteg Projeten investéieren a sech direkt an dës Transitioun bedeele kéinten, wat och sozial Spannungen an der Zukunft reduzéiere kéint.

Ech kommen dann elo zum Akommes iwwert d'Aarbecht an d'Kapital. D'Kummer vun de Staatsbeamten an Employéë wëllt d'Besteuerung um Kapitalakommes verstärken. Dobäi ass ze bemierken, dass d'Besteuerung vun de Plus-waerten um Kapitalakommes haut schonn 100 Milliounen Euro pro Joer erabréngt. Am Géigesaz dozou soll d'Steierlaascht duerch d'Besteuerung vun der Aarbecht reduzéiert ginn. Dat wënscht sech och d'Salariatskummer.

Selbstverständlech gétt och d'Logementsfro zu Lëtzebuerg behandelt. Der Staatsbeamtekummer no soll d'Akommes, dat duerch d'Verlounen oder de Verkauf vun Immobilie generéiert gétt an dat vun OPCen, Fonds d'investissement spécialisés oder FIARen, also Fonds d'investissement alternatifs réservés, also Investmentfonge beziwuungsweis Organismes de placement collectif, erwirtschaft gétt, wéi e geschäftleche Gewinn besteiert ginn amplaz duerch e Prélèvement immobilier vun 20 % op dem Bruttoakommes.

D'UEL ass der Meenung, dass d'steierlech Moosnamen a Prozeduren, déi d'Immobilieninvestissementen betreffen, net méi de Realitéit vun haut entsprechen.

De Wirtschafts- a Sozialrot schléisst sech dëser Meenung un: Den Taux d'amortissement accéléré fir Immobilieninvestissementen soll gewësse Grenzen kréien, och d'Ofschreiwing vun den Zënsen op Immobilien, déi verloungt ginn.

De CES recommandéiert ënner anerem och, déi schwach Besteuerung vun de Plus-waerten a Fro ze stellen, zum Beispill duerch eng Hausse vum Taux oder d'Verlängerung vum Délai, während deem de Bien gehale gétt, oder duerch d'Erofsetzung vun den Abattementer. Dës Moosname géifen derzou bäidroen, fir reng spekulativ Investissementen manner attraktiv ze maachen, dat zugonschte vu Privatpersounen, déi sech fir den eegenen Notzen eng Immobilie kafen.

Wat d'Besteuerung vun de Betriber an d'Kompetitivitéit betrëfft, esou ginn och eng Rei Ännerungen virgeschloen. D'Staatsbeamtekummer fënn, dass d'Participationsprimm, déi d'Stockoptionen ersat huet, mëssbraucht kéint ginn. Dës Participationsprimm mécht en Déchet fiscal vun 18,5 Milliounen Euro pro Joer am Staatsbudget aus.

D'UEL ënnerstëtzt d'Modernisierung vum Steiergesetz. D'Ofschaffung vun der Duebelbesteuerung, kombinéiert mat anere Mesuren, soll d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg verbessern. D'UEL recommandéiert, d'Investissementen an d'Betriber ze ënnerstëtzen, dat am Beräich vun der Innovatioun, der Nohaltekeet an dem Digitalen. D'Attraktioun an d'Retentivitéit vun Talenter soll dynamiséiert ginn, dat duerch fiskalesch Avantagé fir d'Betriber, déi Weiderbildungen ubidden.

D'Modernisatioun vum Steiergesetz fir d'Betriber gétt och vun der Handelskummer thematiséiert. Si seet zum Beispill, dass een de Betriber méi entgéint komme muss, fir Amengementer ze maachen, wa se hir Steierschulden net direkt begläche kënnen.

Den Nohaltekeetsrot leet den Akzent op Steierformen, déi d'Betriber vu engem Wirtschaftsmodell féiere sollen, deem op d'Kreeslafwirtschaft opbaut an deem zu engem energeeteschen an digitalen Iwwergang féiere soll. Fir dat ze errechen, sollen de Betriber cibléiert Steiervergëschtegungen zougesprach ginn.

Eng weider grouss Thematik ass déi international Steierreform fir d'Betriber, a méi genau déi decidéiert OECD-Reegelen, déi sech op zwee Piliere stäipen, fir déi steierlech Erausforderungen an enger globaler an digitaler Welt unzagoen.

Den éischten Piler betrëfft Betriber, déi e Chiffre d'affaires vun iwwer 20 Milliarden Euro an 10 % Profitabilitéit hunn. 25 % vum Profit, deem de Seuil de profitabilitéit vun 10 % iwwerschreit, soll de Länner, wou de Marché stattfonnt huet, reallouéiert ginn. Fir d'OECD huet den éischten Piler en éischten limitéierten Impakt op Lëtzebuerg, well de Finanzsektor, also déi reguléiert Finanzdëngeschtaffungen an d'Fongenindustrie, net am Champ d'application mat abegraff ass.

Am Kader vum zweetem Piler soll e globale Mindeststeuersatz vu 15 % fir grouss Betriber agefouert ginn. Mee den Impakt op d'Steierrecetten zu Lëtzebuerg ass nach ongewëss, well dës an och dem Behuele vun de Steierpflichtigen ofhänkt. Duerch e méi héijen Zënssatz kéint dës Reform theoreetesch méi Recetten an d'Staatskeess eraspullen, ma et besteet awer och de Risiko vun Delokalisatiounen.

Zu gudder Lescht geet aus dem Rapport ervir, dass déi verschiddene Beruufskummeren an Organer sech all eens sinn, dass d'Steierverwaltung méi staark digitaliséiert an de Steiersystem vereinfacht soll ginn. D'Steierrecht gétt fir de gewéinleche Steierzueler nämlich lues a lues méi komplizéiert an onduerschlichteg.

Voilà. Dat war et dann elo fir den éischten Deel vum Rapport. E Rapport, deem déi verschiddene Steierkategorien an hire respektive Poids am Staatsbudget opweist. Doriwir eraus sinn am Kader vun den Entrevuen och Léisungsvorschläi komm, fir den Ufuerderunge vun haut a vu muer, denke mer just un den Émwelt- a Klimaschutz, gerecht ze ginn.

Éier ech elo dem Gilles Roth d'wuert ginn, wëll ech dovunner profitéieren, fir all deene Merci ze soen, déi un dësem Rapport matgewierkt hunn, besonnesch och all den Acteuren, déi der Kommissioun Ried an Äntwert stoungen. Merci och besonnesch dem Gilles Roth fir déi wierklech onkomplizéiert a kollegial éierlech Zesummenaarbecht.

**Une voix | Très bien!**

**M. André Bauler (DP)**, corapporteur | De Gilles Roth wäert elo op d'Besteuerung vum Kapital a vum Konsum agoen a schlussendlech d'Haapttheeme vum Rapport nach eemol eng kéier opgäifen.

Merci.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Corapporteur André Bauler. An d'wuert huet elo den Här Corapporteur Gilles Roth.

**M. Gilles Roth (CSV)**, corapporteur | Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Minister, „D'Politik fänkt mat der Betruechtung vun der

Wierklechkeet un.“ Dat ass e Saz vun engem Mann, dee scho vill Steierdebatte gefouert huet, nämlich de fréiere Staats- a Finanzminister, de Jean-Claude Juncker.

Mat genee dëser objektiver Betruechtung vun der fiskalescher Wierklechkeet wëlle mir dës Orientierungsdebatte iwwert d'Modernisatioun an d'Defie vun eisem Steiersystem och ufänken. Ech knäppen do eigentlech nahtlos un u mäi Kolleg a Corapporteur – a merci fir déi léif Gléckwënsch, André, ech gi ze zéck –, den André Bauler, deem ech wëll wierklech Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht bei der Ausaarbechtung vun dësem Rapport an och fir seng mëndlech Presentatioun.

**M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!**

**M. Gilles Roth (CSV)**, corapporteur | Ech wëll dann awer och deenen anere Membere vun der Finanzkommissioun Merci soe fir dat Vertrauen, wat se eis entgéintbruecht hunn, fir en objektive Rapport, dee faktuell ass, virzeleeën, an och de Beamten aus de Ministère, diverse Verwaltungen, virop de Steierverwaltungen. Der Douane soen ech och e grouse Merci. An dee selwechte Merci géllt de Vertrieder vun den diverse Beruufskummeren, déi gutt Avise gemaach hunn: der UEL, dem Wirtschafts- a Sozialrot an och dem Nohaltekeetsrot. Op dëser Plaz wëll ech e ganz besonnesche Merci soen – si sëtzt douewen – der Madamm Cristel Sousa fir hir Aarbecht, fir hiren Asaz an hir Disponibilitéit bei der Verfaassung vun dësem Rapport.

**Une voix | Très bien!**

**M. Gilles Roth (CSV)**, corapporteur | Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, den André Bauler huet elo grad eng Beschriewung gemaach vun der Akommessteier an de faktuellen Entwécklungen iwwert déi lescht Joren. Mäi Bericht – an den André Bauler huet et virdu gesot – bezitt sech op d'Kapitalbesteuerung an d'Konsumbesteuerung mam Fokus op d'Akzisen.

Dee leschten Deel vu menger Presentatioun ass, grad ewéi den André Bauler dat gemaach huet, eng Zesummefassung vun den Avisen, déi komm sinn, a wou ee gesäit, wéi ganz ënnerschiddlech d'Leit am Land déi verschiddene steierlech Moosname bewäerten. An dat ass eigentlech de roude Fue dem, deem och dës Orientierungsdebatte, mengen ech, sollt leeden.

Zur Kapitalbesteuerung. Ech kucken, dass ech dat méi séier an einfach iwwert d'Bün kréien. D'Kapitalbesteuerung, do kenne mer zu Lëtzebuerg zwou Zorten: éischten déi Kapitalsteuer, déi een op dem Rächtum huet, dorënner d'Verméigenssteuer an d'Grondsteuer, an zweetens d'Kapitalsteuer op deem Rächtum, deem een iwwerdréit. An do falen drënner: den Droit d'enregistrement, d'Taxe d'abonnement an och d'Ierfschaftssteuer, jo, respektiv d'Mutatiounsrechter.

Här Präsident, wann ee sech d'Zuelen ukuckt, da stellt ee fest, dass d'Einnamen iwwert d'Enregistrementsrechter déi gréisste Progressioun zwëschen 2016 an 2021 gemaach hunn, nämlich 87 % innerhalb vu fënnef Joer. Dat ass e Plus vun 259 op 485 Milliounen Euro Enregistrement. Ech mengen, dass huet haaptsächlech och ze di mat deenen héijen Immobiliepräisser iwwert déi leschte Joren, well den Enregistrementsrecht jo haaptsächlech op dem Verkauf vun Terrainen a vun Immobilie fält.

Op zweeter Plaz kënt – elo haalt Iech gutt un! – d'Verméigenssteuer mat 57 %. Déi ass och vu 509 op 801 Milliounen eropgangaen an déi gétt bekanntlech zënter dem 1. Januar 2006 reng vun de Betriber, déi zu Lëtzebuerg usässe sinn, bezuelt.

An da kënt als Drëtt d'Taxe d'abonnement. Déi ass em 42 % geklommen, dass ass och vill, vun 900 Milliounen op 1,2 Milliarden zwëschen 2016 an 2021. An

do falen natierlech dann haaptsächlech d'Investmentfongen dran.

Wann een awer kuckt, wat d'Kapitalsteuer an de Gesamtrecettë vum Staat ausmécht, dann ass dat éischter bescheiden. D'Taxe d'abonnement, dat si 7 % vun de Gesamteinnahmen, d'Verméigenssteuer 4 % an d'Enregistrementsrechter ganzer 3 %.

Zur Verméigenssteuer. Zu Lëtzebuerg, ech hunn et virdu gesot, gëtt et eng Verméigenssteuer, déi gëtt eigentlech just op de Kapitalgesellschaften, also op de Betriber, opgehewen. Déi usässege Betriber zu Lëtzebuerg bezuelen déi Verméigenssteuer fir dee Besëtzer, dee se zu Lëtzebuerg an am Ausland hunn. An 2006 – Dir kënnt Iech erënneren, dat waren heroesch Debatten heibannen – ass d'Verméigenssteuer fir d'Privatleit ofgeschaaft ginn, mee si ass awer ersat ginn duerch déi sougenannte RELIBI (ndlr: retenue à la source libératoire). Dat heescht, dat ass d'Quellesteuer, déi d'Privatleit op hiren Erspuernisser an ugeléinte Produkter bezuelen.

D'Verméigenssteuer ass och evoluéiert. 2021 waren et 801 Milliounen Euro. Laut dem Wirtschafts- a Sozialrot erkläert déi Entwécklung sech duerch Ännerunge vun der Verméigenssteuer. An ech ginn do e bëssen historiesch zrëck, dat war 2011/2012 an där Kris, wou notamment ënnert der Sozialistescher Partei déi Fuerderung komm ass, dass déi Mindestbesteuerung vun de SOPARFIe sollt an d'Luucht goen. An do sinn awer beträchtlech Suen an de Staatsbeidel erakomm.

Déi sektoriell Opdeelung vun der Verméigenssteuer. Dat verwonnt Iech net: Zu 86 % kënnst déi aus dem Finanzsecteur. D'Banke beleen domat déi zweet Plaz mat 7 %. An et ass och esou, dass 75 % vun der Verméigenssteuer duerch 3,27 % vun de Steuerzueler bezuelt ginn. An elo haalt Iech gutt un: 0,08 % vun de Steuerzueler bezuele 25 %, dat heescht ee Véierel, vun der Verméigenssteuer!

Zur Grondsteuer. Dat ass jo eng villediskutiert Steuer. Och eng Kéier kuerz gesot, em wat et do geet. D'Grondsteuer ass eng Gemengesteuer, déi vun de Gemengen op Grond a Buedem erhuewe gëtt. Déi Grondsteuer, dat ass ganz komplizéiert, wéi se berechent gëtt. Dat sinn Eenheetswäerter, wou keen esou richteg weess, wéi se da festgeluecht ginn. Da gi se multiplizéiert mat engem staatlechen Taux, fir et vereinfacht ze soen. An da kënnst du nach e kommunalen Taux, dee ganz ënnerschiddlech ass zwéischent där enger an där anerer Gemeng am Land. Den André Bauler huet et virdu gesot, et ass eigentlech esou wéi bei der Gewerbesteuer, wou d'Gemengenautonomie seet, wéi héich dann déi Grondsteuer bei hinnen ass.

De Problem vun der Grondsteuer ass eigentlech graff gesot den, dass déi Eenheetswäerter, dat heescht déi Bewäertung, déi op den Terrainen an op den Immobilie läit, op 1941 – dat verwonnt Iech net, dat war d'däitsch Besatzung – zrëckgeet. An do kommen allegueren déi Problemer, mir wäerten dat herno sécher diskutéieren, déi mat der Grondsteuer an enger eventueller Reform zesummenhängen.

Dann ass eng Partikularitéit bei der Grondsteuer, déi ass vun enger vireger Regierung agefuert ginn, nämlech dass e sougenannt „Taux B6“ méiglech ass. Wat ass den Taux B6? Mee dat si Bauplazen, déi als solch ausgewise sinn an déi net bebaut sinn. Eis gréng Kollege géife soen, dat ass en Deel vun de Baulücken.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV), corapporteur | An op deem B6, dat heescht déi fräi Bauplazen, do spillt besonnesch déi Tariffautonomie vun de Gemengen, well déi eigentlech déi vill méi staark besteiere kënnen. An do

sinn eenzel Gemengen – elo haalt Iech gutt un! –, déi eng, déi berechnen do en Taux vun 200, an anerer ee vun 1.050. Dat heescht, dat geet vun eent bis fënnef. Bei 1.050, kann ech Iech soen, do deet et awer fir déi Leit, déi déi fräi leie loosse, richtig wéi.

D'Entwécklung vun der Grondsteuer, déi ass eigentlech esou, dass hire Poids bei de Steuerrecettë vum Staat ëmmer méi erofgaangen ass. 1970, nëmme zum Vergläich, waren et 1,6 % vun de Gesamteinnahme vum Staat an 2020 – dat ass dee leschten Taux – nach just 0,24 %. Dat heescht, all déi déck Immobilien, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, déi bebaut plus déi Stécker, déi dorëmmer leien op 2.586 km<sup>2</sup>, maache genau 0,24 % vun de staatlechen Einnahmen aus.

Ech wëll Iech net domadder belästegen, mee Dir wësst, dass dat an anere Länner vill méi héich ass. Bei eis d'Grondsteuer, dat sinn 39 Milliounen Euro. An Däitschland sinn et 13,3 Milliarden. Däitschland ass méi grouss, et sinn och méi Gebaier do, mee fir den Ënnerschied ze gesinn.

Da komme mer zu den Enregistrementskäschten. Ech kann och do méi séier driwwer ewechgoen. Do gëtt et zwou Zorte vun Enregistrementskäschten. Dat eent ass den Enregistrement, deen d'Affekote kennen, wa se eppes authentifizéiere loosse. Dat sinn 12 Euro fir den Akt. Dat kënnen awer fir verschidde kommerziell Akten, zum Beispill vu Gesellschaften, 75 Euro sinn, also och nach keen héije Präis, wann Der kuckt, wat eng Duerchschnittsstonn vun engem Staatsbeamte kascht.

An da gëtt et awer och eng proportional Steuer. An déi ass variabel, déi geet vun 0,24 % bis op 14,4 %. Dat ass eigentlech dat, wat mir deen traditionellen Enregistrement nennen, dee gezu gëtt, wann een en Terrain oder en Haus verkeeft, wat schonns gebaut ass.

Mee d'Enregistrementskäschte schwanken och. Déi maache 485 Milliounen Euro aus. Mee den Impakt vun den Enregistrementskäschten ass iwwert déi leschte Jore vun 3,75 % op 2,16 % erofgaangen.

Dann hu mer bei den Enregistrementskäschten eppes, wat mer de sougenannte „bëllegen Akt“ nennen. Dat versteeet jiddwereen. Wat ass dat? Ma dat ass e Steierkredit, deen d'Leit kréien, wa se en Ukaf maache vun enger Immobilie, déi se fir sech selwer a fir eege Wunnzwecker benotzen. Do kritt Der e Steierkredit, deen ass bei 20.000 Euro pro Persoun – pro Persoun, muss ee soen – an engem Stot. Dee mécht, wéi d'Leit aus dem Enregistrement soen, en Dechet fiscal – dat heescht, de Staat verléiert doduerjer, dass en net kann de vollen Enregistrement zéien, mee de Leit dee Steierkredit soll ginn – vu 185 Milliounen Euro netto pro Joer.

Da kommen ech séier zur Taxe d'abonnement. D'Taxe d'abonnement gëtt haaptsächlech opgehewen op de sougenannten Investissementsfongen oder wann déck – oder räich – Familljen hiert Verméigen a sougenannte „Familljeverméigenverwaltungen“ dran hunn. An dat ass eng Eenzeartegekeet zu Lëtzebuerg, well eise Recherchen no gëtt et keen anert EU-Land, wat eng Taxe d'abonnement huet.

Déi Taxe d'abonnement bréngt awer dem Lëtzebuerg Staat richteg vill Geld. Ech hunn dat virdu gesot. Dat sinn de Moment 1,3 Milliarden. Dat ass awer e beträchtliche Chiffer. Firwat? Mee well einfach déi Taxe d'abonnement gezu gëtt op den Investmentfongen a wou Milliarden a Milliarden zu Lëtzebuerg eebe gebunkert sinn, soudass ee mat engem relativ niddregen Taux natierlech e grouse Montant erakritt.

Mee ech wëll soen, nach eng Kéier: Dat ass eng Partikularitéit zu Lëtzebuerg. Et ass laut der europäescher Legislatioun méiglech, mee Lëtzebuerg ass dat eenzeg Land, wat déi erhieft.

An dann zur Ierfschaftssteuer, den Droit de succession et de mutation. D'Ierfschaftssteuer, dat wësst Der, gëtt opgehewe fir all usässege Steuerzueler zu Lëtzebuerg. An dat wëssen d'Leit oft net dobaussen: Fréier hu se d'Bom oder d'Tatta op eemol an d'belsch Altersheimer gesat an da koum herno déi béis Iwwerraschung dee Moment, wou déi betraffe Persoun verscheet ass. Firwat? Mee et gëtt gekuckt, wou ee wunnt. Do, wou ee wunnt, gëtt d'Ierfschaftssteuer gezunn. An dat zielt fir e Lëtzebuurger op sengem Verméigen, wat en zu Lëtzebuerg huet, mee och nach eventuell an anere Länner vun dëser Welt.

An direkter Linn, dat heescht Papp, Mamm, Bopi an esou, gëtt zu Lëtzebuerg – och eng gewësse Partikularitéit – keng Ierfschaftssteuer erhewen. Mee si gëtt awer erhewen op all aneren Ierfschaften, déi gemaach ginn. An do kann heiansdo och emol eng ganz déck Iwwerraschung kommen, well et steet zwar am Gesetz, dass et nëmme en Taux ass zwësche 6 % a 15 %, mee op deem Taux ginn nach Pourcentages additionnels drop gerechent, jee nodeem wivill ee verierft.

An Dir hutt ëmmer méi Leit, déi kee Verwandtschaftsgrad méi hunn, well si hir Liewensplanung esou gemaach hunn, dass se vläicht en zweete Partner hunn, wou se sech net onbedéngt bestueden. An da gëtt dat richteg deier, well nämlech déi Tariffer vun der Ierfschaftssteuer zënter 1984 net méi inflatiounsberengt gi sinn.

Fréier waren et ëmmer 72 Milliounen Lëtzebuurger Frang, dat heescht, dat ass e Chiffer vu ron 1,7 oder 1,8 Milliounen Euro. Elo sot Der: „Dat ass vill!“ Dat ass awer mat deenen Immobiliepräisser net d'Welt! Wësst Der, wat Der dorobber vun Enregistrementskäschte bezuelt, wann Der kee Verwandtschaftsgrad hutt, zum Beispill zwee, déi als Partner zesummeliewen? Dat sinn 48 %. Dat heescht, do gitt Der carrement vun esou Immobilien, wann déi verierft ginn, d'Hallschent dem Staat of. An ech brauch Iech net d'Bild ze molen, dass vill Leit, besonnesch wa se am Alter sinn, vläicht net onbedéngt d'Liquiditéiten hunn, fir dat ze bezuelen.

Elo sot Der: „Wat bréngt dann d'Ierfschaftssteuer, déi net an direkter Linn gezu gëtt, der Staatskeess?“ Ma dat sinn 117 Milliounen Euro pro Joer. Dat ka mol méi oder manner sinn, deemno fir wat fir eng gréisser Fortunnen eeben Ierfschaftssteuer bezuelt gëtt oder net.

Ech kommen da bal zu dem Schluss. Dat sinn d'Avisen, déi gemaach goufen. D'Verméigenssteuer. Do seet d'Patronatsverriedung, et sollt een d'Verméigenssteuer op de Betriber erfsetzen, d'Salariat natierlech net.

Zur Grondsteuer. Do seet d'Staatsbeamtekummer, dass ee sollt eng Upassung maache vum Tarif vun der Grondsteuer mat Aktualiséierung vun den Eenheetswäerter.

Zur Immobilienspekulatioun. Do ass d'Staatsbeamtekummer – ech ginn e bësse méi séier driwwer ewech, de Rescht kënnst Der an dem schrëftleche Rapport noliessen – fir eng Steuer, déi reng op d'Spekulatioun gemézt ass. Esou eng Steuer dierft awer net d'Immobiliepräisser nach weider befieren. Si schwätzt sech géint eng Wäertzouwuesssteuer aus. All Besteuerung géint Spekulante misst um Notzwäert, dat heescht der Valeur locative, erhuewe ginn.

An d'Salariatskummer, dat heescht d'Chambre des Salariés, fuerdert eng Steuer, wann een Immobilien zrëckhält.

De Wirtschafts- a Sozialrot fuerdert eng Kategorie B6, wat ech virdu gesot hunn. Déi misst méi verflüchtend

si fir d'Gemengen, well et ass de Gemengen eigentlech fräigestalt, ob se eng extra Kategorie virgesi fir Terrainen, déi bebaut sinn oder net.

Zur Konsumbesteuerung. Do ass et eng Entwécklung, déi de Moment mécht, dass mer ronn 6,3 Milliarden Euro um Niveau vun dem Konsum eranhuelen. Wat ass dat? Majo, dat ass d'Besteuerung vum Tubak, dat ass d'Besteuerung vun dem Alkohol an dat ass och d'Besteuerung vun den energieatesche Produiten, wou natierlech dann, dat wësst Der, och TVA drop agehale gëtt.

Zu den Akzisen. Dir wësst, en Deel vun den Akzisen huele mer zesummen an der UEBL, dat ass d'Union économique belgo-luxembourgeoise, an. Mir hunn awer och eegen Akzisen, zousätzlech zu deene vun der UEBL oder déi sech drop bezéien.

D'Steierrecetten, déi op den energieatesche Produiten an dem Elektreschen erakommen, si beträchtlech. Dat sinn 2021 954 Milliounen Euro gewiescht, dat heescht bal eng Milliard iwwert d'Taxatioun vun de Produits énergétiques, wou d'TVA natierlech mat dran ass.

Dann e Bléck op d'CO<sub>2</sub>-Steier. Dir wësst, dass den 1. Januar 2021 d'CO<sub>2</sub>-Steier agefouert gouf. Déi ass och viraussichtlech dann 2022 25 Euro d'Tonn an 2023 ass déi viraussichtlech op 30 Euro. Dat mécht beim Diesel 8,44 Cent aus, beim bläifraie Bensinn sinn dat 9 Cent (veuillez lire: 6,9 Cent) pro Liter.

Dann hu mer och nach d'Tubakbesteuerung. D'Tubakbesteuerung, wësst Der, wat do erakomm ass 2021? 2021 louchen d'Einname vun der Tubaksteier zu Lëtzebuerg bei 750 Milliounen Euro. 750 Milliounen Euro! Dat heescht, d'Tubaksteier, dat sinn 12,1 % vun de gesamte Recetten, déi de Lëtzebuurger Staat anhëlt. An déi Recetten, déi si vun 2016 bis 2021 ëm 41 % an d'Luucht gaangen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** | Kennt Der de Prozentsaz vu bannen a vu baussen?

**M. Gilles Roth (CSV)**, corapporteur | Jo.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** | Kennt Der dee Prozentsaz?

**M. Gilles Roth (CSV)**, corapporteur | Da sot en.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** | Deen ass 80:20.

**M. Gilles Roth (CSV)**, corapporteur | Jo.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** | An dat ass nach iwwerdrifwen!

**M. Gilles Roth (CSV)**, corapporteur | Jo. Et ass och haaptsächlech esou, dass déi gréisst Recette um Tubak op deem Tubak ass, deen net an den Zigaretten direkt dran ass, mee dat sinn déi grouss Päck oder Fässer. Mee et ass awer beträchtlech: 750 Milliounen Euro Tubakeinname pro Joer fir de Lëtzebuurger Staat!

Da kommen ech zum Schluss.

(*Interruption*)

Dat ass d'Alkoholbesteuerung. D'Alkoholbesteuerung huet 2021 68,7 Milliounen Euro an d'Staatskeess bruecht. Alkohol, wësst Der, wou dat berechent gëtt? Mee op dem Béier, um Wäin, Zwëschennotzungsertrag an Alkohol mat méi wéi 22 %. An da gëtt et nach eng sougenannt „surtaxe“ op den Alkopops. Dat war fréier dat, wat déi Jonk op den Tankstelle kaaft hunn, an ech mengen, dat war eng richtig Decisioun, dass déi deemoleg Regierung higang an do eppes dropgeschloen huet, well déi Jonk natierlech all dee „Breezer“ an ech weess net Gott wat kaaft hunn. Dat war séiss, dat war wéi Limonad, mee et war en héijen Alkoholswäert do dran! An ech gesinn hei den Här

Mars Di Bartolomeo, dee strahlt schonn, well hien eng vun den dreiwende Kräfte war als deemoleg Santésminister, fir dat ze maachen, zesummen iwwerengens mat dem Luc Frieden als deemoleg Finanzminister.

(*Interruption*)

Dir wësst dann och – an da sinn ech bal um Schluss –, dass d'Avisen, besonnesch wat d'Konsumkäschte betrëfft, natierlech ganz ënnerschiddlech sinn. D'Staatsbeamtekummer zum Beispill huet verschidde Retizenzen ugemellt um Niveau vun der CO<sub>2</sub>-Steier. Si seet: „Jo, mir si géint de Klimawandel“, mee si mécht och op déi sozial Auswierkung vun deem Surplus u Steieren opmierksam.

Den Nohaltegekeetsrot dann – ech wëll dat och eng Kéier ënnersträchen, deen hate mer och an der Kommissioun – ass eigentlech fir eng TVA-Befreiung op nohaltege Ressourcen, eng TVA-Befreiung op nohaltege Ressourcen.

An da kommen ech wierklech zur Konklusiooun.

Déi Sujeten, den André Bauler huet et schonn ugeschwat, wat sinn déi Sujeten, déi eigentlech vun der Kommissioun a vun den eenzelnen Avisen zréckbehalde goufen a wou et eigentlech an enger Orientéierungsdebatt – mir diskutéiere jo net iwwer e Steiergesetz elo hei, mee an enger Orientéierungsdebatt – erwünscht wier, wann déi politesch Acteure géifen hir Konklusioonen zéien?

Dat ass, den André Bauler huet et gesot, éischtens e méi progressive Steuerbarème. Méi Tranchen aféieren. Wéi steet et mat der Upassung vum Steuerbarème un d'Inflatioun? Wat mécht ee mat de sougenannte „Monoparentallen“, de Wittfrauen oder de Wittleit an der Steierklass 1a? A wéi steet et mat der Aféierung – déi Iddi ass jo och opgefouert ginn – vun engem eenzege Steuerbarème?

Mir hunn ee Steiertarif, mee Dir wësst, dass mer dräi Steierklassen hunn. Dat ass d'Steierklass 1, Jonggesellen, jo, Leit. Jonggesellen ass eigentlech keen adequat Wuert. Dann an der 1a sinn haaptsächlech Wittleit iwwer 65 Joer a Leit, déi getrennt sinn. An dann d'Steierklass 2, Leit, déi zesumme wunnen an och zesumme veranlaagt ginn, well se bestuet sinn oder, wa se déi Option huelen, well se gepacst goufen.

Dat wieren, graff gesot, mengen ech, déi Haaptpunkten aus mengem mëndleche Rapport. De Rescht kennt Der selbsterständlech an dem schrëftleche Rapport noliesen.

Ech soen Iech Merci fir d'Noluschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Ech soen dem Här Rapportier Gilles Roth villmools Merci fir säi Rapport a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner. An dat ass den honorablen Här Gilles Roth.

(*Hilarité*)

**Débat**

**M. Gilles Roth (CSV)** | Merci, Här President. Et ass en duerfir net méi honorabel oder manner honorabel.

(*Hilarité*)

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** | De Rapportier war natierlech honorabel!

**M. Gilles Roth (CSV)** | Dat ...

(*Brouhaha*)

**M. Fernand Etgen, Président** | Ech gesinn, d'Mee-nung ginn auserneen, ...

**M. Gilles Roth (CSV)** | Jo.

**M. Fernand Etgen, Président** | ... mee d'Wuert huet den honorablen Här Gilles Roth.

(*Hilarité*)

**M. Gilles Roth (CSV)** | Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** | A wann Der Recht hutt, dann hutt Der Recht!

**M. Gilles Roth (CSV)** | Très bien!

Merci, Här President. Schaffe muss sech lounen, do fir Steierentlaaschtung elo! Grad an deesen Zäite vun Präisdeierecht, wou vill Leit net méi wëssen, d'Enner um Enn vum Mount zesummenzekréien. Dat zielt fir déi mat klengem Akommes, dat zielt och fir déi méi breet Mëttschicht. De Mëttschichtsböckel gëtt net méi flaach vun eidele Walversprieche. An d'Mëttschicht, Dir Dammen an Dir Hären, ass och net d'Mël-lechkou vun der Staatskeess oder, graff gesot, vun der Natioun.

Schaffe muss sech lounen! Am Wuert „lounen“ ass de Begrëff „Loun“. En zentrale Begrëff fir eis als CSV, als Vollektspartei, an och e wichteg Element vun dem Modell Lëtzebuerg. Well vum Loun, dovu muss ee kënne liewen, et muss een anstänneg kënne liewen, fir sech an och mat senger Famill. An als CSV sti mir zum Prinzip vum dem gerechte Loun an domat och vun enger gerechter Besteuerung.

D'Leit maache sech, besonnesch an deesen Zäiten, vill Gedanken ëm d'Zukunft. A virun allem déi jonk Leit ënner eis si vill vergiess ginn iwwert déi leschten zwee Joer. D'Fro vun der Gerechtegkeet an der Gesellschaft a virun allem op dem soziale Plang ass dofir fir eis essenziell. An d'Leit dobaussen hunn, och wa se dat net ëmmer soen, e feint a sensibelt Gespier. Et dierf een duerfir mat der sozialer Gerechtegkeet a mat der Steiergerechtegkeet an eisen Aen net liicht-fankeg ëmgoen.

An d'Politik ass och gefuertert, well fir eis hänt och virun allem de sozialen Zesummenhalt domat zesummen

Sozial Gerechtegkeet heescht, deenen, déi net all d'Chancen hunn, ze hëllef. An duerfir brauch de Staat Suen. Sozial Gerechtegkeet heescht fir eis awer och eng fair Ëmverdeelung vun dem Räichtum, woubäi Räichtum eppes ganz Relatives ass.

An absënns stellt sech natierlech do d'Fro vun engem gerechte Steiersystem. Eis däitsch Noperen, déi soen: „Mit Steuern steuern“. An deemno wien um Steierrad sëtzt, kann d'Steierlandschaft emol ganz anescht ausgesinn. A keen huet do de Monopol vun der Steiergerechtegkeet!

D'Steierlandschaft ass weeder schwaar, nach ass se wäiss. Et ass och eent vun deene wéinege Politikfelder, wou d'Ënnerscheeder an der Lëtzebuurger Politik- a Parteiewelt wuel nach am ausgeprägten sinn. An dat ass och gutt esou, well et ass en demokrateschen Austausch vun Iddien, dee mer och haut an deeser Orientéierungsdebatt hunn.

D'CSV als Vollektspartei vun der Mëtt orientéiert sech u follgende Prinzipien: E staarke Staat, dee genuch Einnamen huet, fir dass de Rechtsstaat an dat Sozialaalt zu Lëtzebuerg kënne funktionéieren. Eng fair Chance fir jiddwereen. Eng gerecht Ëmverdeelung, an do muss breet Schëllere méi droen. Schaffen, Dir Dammen an Dir Hären, muss sech och 2022 lounen! Manner Ideologie a méi pragmatesch Léisungen. De Gescht vun der Zäit erkennen an net all Zäitgescht nolafen. Liewen a liewe loossen.

Dat zielt fir d'Leit. Dat zielt fir eis, awer och fir d'Betriber. An den Entrepreneursgescht, grad dee brauchen



mir och zu Lëtzebuerg. An och vun eiser Wirtschaft lief den Erfolgsmodell Lëtzebuerg. Eist Land brauch seng Betriber. Eist Land an d'Betriber schafen Aarbechtspulzen. Si brauchen Talenter. A si suergen och fir Diversitéit an Innovatioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Mir gesinn als CSV – ech wëll dat ganz kloer soen – dervun of, Propose vun aneren ze zerrieden. Mir wëlle virun allem eis Virschléi ënnerbreeden. Dat maachen ech am Numm vun eiser Fraktioun fir déi sougenannt Privatleit a Privatstéit. An de Laurent Mosar wäert viraussiichtlech de Mëtteg an eisem Numm op de Moosnamepaquet komme fir d'Wirtschaft an d'Betriber.

Eng éischt Moosnam betrëfft de Steiertariff. Dir Dammen an Dir Hären, graff gesot, véier Punkten.

Mir wëllen als CSV eng Inflationberengung vun der Steiertabell an dobäi den Agangsmontant vun 11.265 Euro elo, dat heescht dee Montant, wou een iwwerhaupt ufänkt, Steieren ze bezuelen, op 15.000 an d'Luucht setzen.

Zweetens: Mir wëllen, dass d'Steiertranchen an Etappe verbreedert ginn, bis herno op 2.500 Euro. A mir wëllen eng zousätzlech Steiertranche vu 45 % fir Spëtzeverdünger aféieren, zum Beispill ab engem Revenu vu 500.000 Euro. A mir wëllen an eventuell degressive Steierkredit fir Mindestlounempfälger aféieren, fir dass de Mindestloun zu Lëtzebuerg steierlech befreit ass.

Zum éischte Punkt, d'Inflationberengung vun der Steiertabell. Déi ass zënter 2017 net méi ugepasst ginn. Dat si ganzer fënnf Indextranchen. Dat sinn zwielf an en hallwe Prozent. A wie keng Indexberengung vun der Steiertabell mécht, Dir Dammen an Dir Hären, dee seet ipso facto: méi Steieren. Dat ass carrement eng Steierhéijung!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | A fir d'CSV ass dat e falscht Signal. Et ass e falscht Signal grad an dëser Zäit, well d'Leit leiden dobaussen ënnert der Präisdeierrecht! Si hu manner Kafkraaft. Si ginn duerch eng „kal Progressioun“, dat ass nämlech de Fachausdrock. Wann een d'Inflationberengung vun der Steiertabell net mécht, gi se steierlech méi belaaucht.

Dat ass an eisen Aen ekonomesch falsch. An et ass virun allem falsch, well grad Kleng- a Mëtzelverdünger am meeschten dorënner leiden. „Kalte Progression“, soen eis däitsch Noperen, ass „Steuermehrbelastung, die im zeitlichen Verlauf entsteht, wenn die Eckwerte eines progressiven Steuertarif nicht an die Preissteigerungsrate angepasst werden“. A gudden Zäiten ass an eisen Aen, Dir Dammen an Dir Hären, verpasst ginn, en Apel fir den Dusch op d'Säit ze leeën.

**Une voix** | Jo. Ganz richtig!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Zanter 2017 bezuelen all d'Lëtzebuerg an d'Leit, déi hei wunnen a schaffen, de facto 12,5 % méi Steieren. D'Devis „Mat manner méi“ ass richtig an eisen Aen. Nach muss ee se dann och an d'Wierklechkeit ëmsetzen! Et kann een och an eisen Aen eng Indexberengung an zwou Etappe maachen. Eng Indexberengung, Dir Dammen an Dir Hären, dat heescht, de Leit d'Suen zréckginn, déi se virun duerch déi sougenannt „kal Progressioun“ vun de Steierhéijunge bezuelt hunn.

Déi finanziell Enverguere vun enger Indexberengung, den André Bauler huet et gesot, ass geschat bei ronn 600 Milliounen Euro. Mee et gëtt en de Leit eppes zréck, wat se virdu gelüwv hunn! An ech ka jo awer net soen, dass, wann ech engem eppes geholl hunn an ech ginn et herno zréck, dat eppes kascht.

Zum Verglach: Tëschtent 2022 an 2021, dat heescht geschat vun dësem Joer op d'lescht Joer, hunn d'Lounempfälger, dat sinn déi Leit, déi géint Loun a Gehalt zu Lëtzebuerg schaffen, 695 Milliounen Euro méi Steiere bezuelt. 695 Milliounen Euro méi Einname vun engem Joer op dat anert eleng un der Lounsteier!

Wann een dat ze héich fënn, Dir Dammen an Dir Hären, da muss een natierlech och de Leit erklären, wéi een de Leit konnt, esou wéi dat am Regierungsprogramm virgesinn ass, wéi eenzel Parteien dat an hirem Walprogramm stoen haten, d'Steierklass 2 fir jiddweree versprieche, wou de Käschtepunkt all Joer 1,85 Milliarden Euro ass, also glat dat Dräifach vun enger Indexberengung.

Zweite Punkt: Den Agangsmontant vun der Steiertabell, dat heescht dee Montant, ab deem een iwwerhaupt Steiere bezilt, war 2002, ënner enger schwartz-bloer Koalitioun, op 9.750 Euro festgeluecht ginn.

*(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)*

2007/2008, Dir Dammen an Dir Hären, kum et zu enger Indexberengung vun der Steiertabell an zwou Etappen op insgesamt 15 %. Wiwill Indextranchen waren dann zwëschen 2007 an 2008 oder 2009 erfall? Mee genau sechs. Dat heescht, déi deemoleg CSV/LSAP-Koalitioun – a schwierigsten Zäiten, well mir haten d'Bankekrise 2007 – huet dee richtige Schratt gemaach. An den Här Juncker huet dat op dëser Plaz gesot, am Numm vun der ganzer Regierung, en huet gesot: „Wann et dem Land net gutt geet ...“

An den Impakt, de finanziellen Impakt op de Budget, dee war enorm. Firwat? Mee well 75 % vun de gesamte Betribssteiere vun eise Bankesektor komm sinn, well jo och d'Leit, déi an der Bankewelt schaffen, sengerzäit hu musse relativ considerabel Gehaltsverzichter hinhuelen. Do huet den Här Juncker gesot, am Numm vun der deemoleger Regierung: „D'Leit brauche grad elo méi Kafkraaft, fir d'Land ekonomesch duerch d'Kris ze féieren.“ An et ass dee selwecht Rasonement, dee mir elo och féieren.

Den Agangsmontant, Dir Dammen an Dir Hären, ass den 1. Januar 2009, ech hunn et virdu gesot, op 11.265 Euro festgeluecht ginn. Deen ass geschloen eeelf Joer, villméi 13 Joer, onverännert. Zanter 2009 a bis 2022 läit den Agangsmontant, ab deem ee Steiere bezilt, op deem selwechten Niveau.

An där selwechter Zäit, Dir Dammen an Dir Hären, gouf et eeelf Indextranchen. Eeelf Indextranchen! Et gouf keng Adaptatioun vum Steieragangsmontant. A wësst Der, wéi héich de Steieragangsmontant misst sinn, wann een e just indexberengelt hätt? Ma da géif den haut bei 14.365 Euro leien. An aus deem Grund, Dir Dammen an Hären, an opgrond vun deenen Explikatioune, déi ech der Chamber elo ginn hunn, proposéiert d'CSV, den Agangsmontant op 15.000 Euro festzeleeën. Firwat? Majo, well do mat och déi zwou nächst Indextranchen automatesch matkompenséiert wieren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Et ass och e soziaalt Argument, wat do spillt, well grad duerch en Neteropsetze vun dem Steieragangsmontant, wie gëtt do am meeschte belaaucht? Dat ass net de Spëtzeverdünger, mee dat ass virun allem dee klengen a Mëtzelverdünger, well deen e groussen Deel vu sengem Akommes schonn an niddregen, mee a konsequente Steiertranchen besteeiert kritt. A setzt een den Agangsmontant méi héich, da behält en e groussen Deel steierfräi.

Mir soen och, d'Steiertranchen schrëttweis ze verbreedere. Déi sinn de Moment bei 1.950 Euro.

Indexberengelt hätte mer déi elo schonn op 2.200, dufferir soe mer, etappeweis bis 2.500 eropzefueren.

Firwat? Mee e ganz einfach Beispill: Well trotz Inflationberengung bezilt eng Persoun, déi 50.000 Euro am Joer verdéngt – dat ass manner wéi den Duerchschnittsloun zu Lëtzebuerg, dee läit OCDE-geschat bei ronn 65.000 Euro –, op engem groussen Deel vun hirem Akommes méi wéi 40 % Steieren. A lo sot Der: „50.000 Euro!“ Ech kann dat awer och deklinéieren. Ouni 13. Mount ass dat eng Brutttopai vu 4.000 Euro. Eng Brutttopai vu 4.000 Euro, dat ass an der Steierklass 1a en Nettoloun vun 3.100 Euro oder bei enger Wittfra oder engem Wittmann 3.100 Euro Pension.

Mee mat 3.100 Euro netto de Mount, wou Wunnkäschten ofginn, wou Transportkäschten ofginn, wou gegebenfalls och nach Kanner mussen materduerchgeholl ginn an där Famill, do beweegt Der um Enn vum Mount – an ech mengen, d'Enn vum Mount kënnt do scho ganz oft vill méi fréi – net méi ganz vill zu Lëtzebuerg. An dann däreft net vill geschéien, dann däreft keng Spullmaschinn doheem futtiferen, fir nëmmen eppes Einfaches ze huelen, de Brëll vun de Kanner däreft net futtiferen an et däreft näischt un d'Zänn kommen, weeder vun de Wittleit iwwer 65 Joer nach vun de Kanner. A mir soen do och ganz kloer: Schaffe muss sech lounen!

En drëttes Punkt, ech hunn et virun ugeduecht a gesot, dat ass eng zousätzlech Steiertranche vu 45 % fir Spëtzeverdünger. Eng zousätzlech Steiertranche fir Spëtzeverdünger, firwat? Well mir soen: Wann eng Persoun 500.000 Euro versteierlecht Akommes pro Joer zu Lëtzebuerg huet, da muss déi och an dësen Zäite bereet sinn, fir dem Staat, an domadder der Allgemengheet, eppes weider ofzeginn.

Firwat maache mer dës Indexberengung an Upassung vun der Lounsteiertabell? Ech soen Iech einfach am Resümee dräi konkret Chifferen. D'Lounsteier war 2000, also virun 22 Joer, 47 % vun de gesamten Einname vum Staat. Haut, wiwill mengt Der, dass se ass? 57 % vun de Gesamteinname vum dem Staat. Dat heescht, déi Leit, déi géint Loun a Gehalt schaffen ginn, hunn 2000 47 % fir d'Steieropkommes bäigedroen an 2022 57 %.

D'Steieropkommes ..., well dat muss een och consideréieren. Am Joer 2000 war d'Steieropkommes, dat d'Betriber bezuelt hunn an dat d'Privatleit bezuelt hunn, am Equiliber. 1,4 Milliarde fir d'Betriber an 1,4 Milliarde fir d'Privatleit. Haut ass et e reegelrecht Desequiliber. 2,8 Milliarde Euro fir d'Betriber, a wiwill mengt Der fir d'Privatleit? 5,6 Milliarden! Dat heescht, dat war 2000 nach am Equiliber, an do war jo och eng Iddi hannendrun, dass ee gesot huet: „Mir kucken, dass d'Betriber an d'Privatleit gläichméisseg zu dem Steieropkommes bäidroen.“ Do ass haut eng Diskrepanz, déi ass carrement da Duebelt.

En drëttes Punkt ass den ... a mir beschäftegen eis do eleng mat der Lounmass. D'Lounmass huet sech vun 2000 op 2022 verdräifacht. An d'Akommessteuer, Dir Dammen an Dir Hären, huet sech an deem selwechten Zäitraum vervierfacht.

An de järeche Bruttoloun vun engem Duerchschnittsarbechter, esou nennt d'OCDE dat, loosse mer soen en Duerchschnittssalarié, louch 2000 bei 35.000 Euro brutto. Dee läit 2021 bei 65.000 Euro brutto. Deen ass och ëm 182 % (veuillez lire: 85 %) an d'Luucht gaangen.

Wësst Der, wat de Revenu disponible ass? Dat heescht, wou d'Steieren an d'Sécurité sociale of sinn, woubäi den Taux vun der Sécurité sociale 2000 dee selwechte war, wéi en elo ass. De Revenu disponible

ass vu 25.000 Euro 2000 op 44.000 Euro an d'Luucht gaangen, nämlech 173 % (veuillez lire: 76 %). Wat wëll ech domadder soen? Mee d'Leit hu brutto méi an der Pai kritt a se behalen netto manner. An duerfir, déi véiert Propos ass déi, dass d'CSV derfir plädéiert, de Mindestloun, den net qualifizéierte Mindestloun, wëll ech preziséieren, steierfräi ze maachen.

Ech wëll dat awer preziséieren. Dat heescht net, dass mir wëllen, dass den Agangsmontant, ab deen ee Steiere bezilt an der Steiertabell, géif op de Montant vum Mindestloun an d'Luucht gesat ginn. Dat wiere ronn 23.000 Euro. Dat ass net ze finanzéieren. Den André Bauler huet et virdu gesot, dat wier e järeliche Käschtepunkt vun 1,85 Milliarden Euro.

Mee dat, wat eis Propos ass, dat ass: Déi Leit, déi um Mindestloun schaffen an nach Steiere bezuelen ... an dat sinn haauptsächlech déi, déi an der Steuerklasse 1 sinn, well an der Steuerklasse 2 an deelweis an der Steuerklasse 1a, mengen ech, fällt an der Reegel keng Steuer méi un. Do ass eis Propos, dass een da sollt de Crédit d'impôt um Mindestloun gegebenefalls vu 70 op 75 Euro pro Mount an d'Luucht setzen. Well eise Berechnungen no – ech soen awer net, dass dat der Weisheit letzter Schluss ass – fällt do mat deene Méiglecheeten, déi een huet, Sonderausgaben, verschidden Abatementen, net méi esou vill Steuer un. Mee dass een e variable Steuerkredit deene Leit géif ginn, dat heescht, dass een, deen um Mindestloun schafft, um Enn vum Mount dann einfach seng eventuell Steuer op null gesat kritt duerch e variable Kredit.

Déi zweet Moossnam ass déi vun der Steuerklasse 1a. Wa mer den Agangsmontant an der Steuerklasse 1 op 15.000 Euro an d'Luucht setzen, wat geschitt? Mee dann ass automatesch den Agangsmontant an der Steuerklasse 1a op 30.000 Euro an d'Luucht gesat.

Mir wëllen, dass an der 1a och d'Iwwergangszäit, wou ee vun der Steuerklasse 2 an d'Steuerklasse 1a kënnt, vun dräi op fënnf Joer eropgesat gëtt. A mir wëllen eng manner schnell Progressioun vun dem Tarif an der Steuerklasse 1a.

Eiser Meenung no – an dat ass eng Propos, déi mir schonn eng Zäitche gemaach hunn – ass dat hei schnell an einfach duerchsetzbar. An Dir stellt natierlech elo d'Fro: „Wat sot Der dervun, alles aus der Steuerklasse 1a an d'Steuerklasse 2 ze setzen?“ Do seet natierlech d'Steierverwaltung, den André Bauler ass drop agaangen, dat hätt e finanziellen Impakt vun 350 Millioune Euro. Dat ass net d'Welt.

Blouss, d'Steierverwaltung schreift awer dann esou en anodine Saz hannendrun, deen awer net anodin ass, nämlech soe se: „L'abolition de la classe 1a et l'imposition des contribuables actuellement en classe 1a en classe 2“, dat heescht, wann alleguer déi, déi de Moment an der Steuerklasse 1a sinn, an d'Steuerklasse 2 géife kommen, „ne prend pas en compte d'éventuels changements de comportement.“

Wat heescht dat? Mir sinn als CSV der Meenung, dass, wann een esou e Schrëtt géif maachen, een natierlech misst oppassen, dass een net erëm an eng Situation kéim vu virun 1990, nämlech wéi déi Steuerklasse 1a agefouert ginn ass. Firwat? Majo, fir ze evitéieren, dass Leit, déi dann, well se gemengt hunn, si géife Steiere spueren, sech praktesch esou organiséiert hunn, dass se eng Partnerschaft oder e Mariage opgeléist hunn aus steierleche Beweegrënn.

Ech soe ganz éierlech, onafhängeg vun alle Weltanschauungen, dat huet näischt mat enger Weltanschauung ze dinn, mee et ass eng reng pragmatesch Approche: Dat géife mir net gutt fannen!

Well duerch de Fakt, dass Leit an enger Partnerschaft sinn, duerch de Fait, dass Leit bestuet sinn a virun allem Leit, déi e gewësenen Alter hunn, déi net eng eege beruflech Karriär hunn, virun allem keng eege Pensiouns- oder Rentekariär hunn, dass een déi net herno a Situatiounen drängt, wou se sozial an och krankekeessméisseg net méi ofgeséichert sinn. Dat ass eppes, wat mer wëlle verhënnere.

En drëtte Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, ass dee vun der sougenannter Fiscalité immobilière. Ech ka méi schnell doriwir ewechgoen. Mir sinn der Meenung, dass een d'Plaffong vun de Scholdzënsen um Eegenheem sollt verduebelen. Dat heescht, dass een net 2.000 Euro pro Element, pro Person, an engem Stot kann ofsetzen u Scholdzënsen fir säin Eegenheem, mee dass een dat op 4.000 Euro an d'Luucht sollt setzen.

Mir sinn der Meenung, dass een de Steuerkredit vum bëlleger Akt sollt vun 20.000 op 50.000 Euro an d'Luucht setzen an dass een de Fräibetrag op der TVA vu 50.000 op 100.000 Euro sollt an d'Luucht setzen.

Dat sinn also déi méi favorabel Moossnamen. Ech soen der awer och zwou, déi manner favorabel sinn. An dat ass éischtens, do hu mer schonn derfir plädéiert, dass een den Taux réduit op de Plus-valuen ..., dass een do eréischt d'Hallschent vum Taux réduit kritt, wann een eng Immobilie, déi ee verkeeft, minimum fënnf Joer hält.

Ech explizéiere mech: Wann Dir en Appartement oder eng Wunneng kaaft, ...

**Une voix | D'Hallschent ...**

**M. Gilles Roth (CSV) | ... dat net ...**

**Une voix | D'Hallschent vum Taux, net d'Hallschent vum Taux réduit.**

**M. Gilles Roth (CSV) | D'Hallschent vum Taux.** Wann Der en Appartement kaaft, dat Der verlount, an Dir verkaaft dat dee Moment no zwee Joer an zwee Méint an Dir erreecht domadder eng Plus-value, da bezuelt Der net 40 % Steieren op der Plus-value, mee 20 % Steieren.

Mir sinn der Meenung, dass een déi Lafdauer sollt vun zwee op fënnf Joer eropsetzen. Well et ka jo net sinn, dass déi Leit, déi sech dat leeschte kënnen, permanent hiren Immobiliepark ze erneieren, Plus-valué kasséiere mat engem niddregen Taux, steierlech besser ewechkommen ewéi een, dee géint Loun a Gehalt schafft. Dat fanne mir sozial net gerecht!

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Gilles Roth (CSV) | An duerfir wëlle mer deen Delai vun zwee op fënnf Joer eropsetzen.**

Eng weider Moossnam, déi manner favorabel ass; ech weess, mir haten ënnerschiddlech Diskussiounen och an der Vollekspartei CSV doriwir, ech soen awer am Numm vun eiser Fraktioun haut ganz kloer: Mir sinn och der Meenung, dass, wann een eng Immobilie verlount, da wësst Der, dass Der kënnt d'Scholdzënsen ganz ofsetzen an dass Der och e sougenannten Amortissement accéléré dorobber hutt, wat zu grouse steierlechen Avantagé ka féieren.

Wann der zum Beispill en Appartement hutt, dat eng Millioune u Wäert huet, an Dir hutt bei der Bank Garantien, dann huet d'Bank Iech do duerch d'Bänk praktesch dee ganzen Invest geléint, wou Der natierlech Zënsen musst drop bezuelen. Déi kënnt Der ganz vun der Steuer ofsetzen an Dir kënnt nach en Amortissement zousätzlech ofsetzen, dee bei enger neier Immobilie séier bis 50.000 Euro oder méi ka kommen.

Abee, mir sinn der Meenung, dass een e Plaffong sollt aféiere fir d'Scholdzënsen, déi ee kann ofsetzen, an et

sollt een och e Plaffong aféiere fir dee sougenannten Déchet fiscal duerch den Amortissement accéléré.

Elo sot Der: „Firwat dann de Steuerkredit, de bëlleger Akt, an d'Luucht setzen?“ Mee do ass d'Antwort déi: Deen ass zënter éiweg net méi de reellen Immobiliewäerter ugepasst ginn. An d'Leit si ganz schnell dorobber an da gräfte den normalen Enregistrementstaux. Duerfir wëlle mer deen an d'Luucht setzen. Well mir der Meenung sinn, dass, wann d'Immobilien ouni Weideres schonns iwwerdriwwe Präisser hunn, net de Staat dann och nach duerch déi proportional Steuer, wat den Enregistrement ass, zousätzlech drop soll verdéngen. An dat selwecht zielt natierlech um Niveau vun der TVA. Duerfir wëlle mer och dee Fräibetrag vu 50.000 op 100.000 an d'Luucht setzen.

Well, contrairement zu deem, wat de fréiere Finanzminister, den Här Gramegna, ëmmer hei behaupt huet, dass dat net déi éischt Uschaffung vun engem Eegenheem géif betreffen, ass dat falsch. Well doduerch, dass d'TVA vu 15 % op 17 % an d'Luucht gaangen ass, hat ee fréier e Fräibetrag op enger eegener Immobilie vu 416.000 Euro, wou een 3 % verrechent kritt huet. Duerch de Fait, dass d'TVA vu 15 % op 17 % an d'Luucht gesat gouf, huet een zënter 2015 net méi 416.000 Euro fräi, mee nach genau 357.000 Euro. An Dir Dammen an Dir Hären, ech brauch Iech net ze soen, dass Der Iech mat 357.000 Euro zu Lëtzebuerg weeder en Appartement nach eng Wunneng fir dee Präis kënt bauen.

Eng véiert Moossnam ass: Mir hätte gärden och eng Inflationsberengegung vun de Plaffongen fir Sonderausgaben. Dat heescht, dass ass dat, wat Der kënnt um Niveau vun engem Konsumkredit oder um Niveau vun den Assurancen ofsetzen, dass déi 25 % an d'Luucht gesat ginn. Ech explizéiere mech och: Wann Der Är nei Haftpflichtversicherung gekuckt hutt, déi duerch d'Stuermeschied natierlech an d'Luucht gesat gouf, an Dir rechnet och nach d'Haftpflicht vum Auto derbäi, da sidd Der an engem Stot mat zwee Kanner scho séier iwwert deene Plaffongen. Vu Lenkungseffekt ass do, mengen ech, net méi vill dran.

Mir wëllen dann natierlech och, dass d'Kilometerpauschal vu 99 op 125 Euro an d'Luucht gesat gëtt. Firwat soll déi vun 99 Euro op 125 Euro an d'Luucht gesat ginn? Firwat? Majo, déi ass zënter 1990 net méi ugepasst ginn. Déi misst haut bei 175 Euro pro Kilometer pro Joer sinn. A mir hunn nach eng ganz Rei vu Leit am Land, ech mengen, déi Diskussioun hu mer des Éftere gefouert, déi hunn net d'Méiglecheet, alles mat dem öffentlichen Transport ze maachen. Déi sinn op hiren Auto ugewisen.

Dat si besonnesch Leit aus dem ländleche Raum an dat ass net nëmme am Süden, mee dat ass queesch duerch d'Land a besonnesch am ländleche Raum, wou keng grouss Ballungsgebiddere sinn. An ech mengen, där Méibelaaschtung, déi déi Leit hunn duerch de Sprit an aner Käschten, muss een och steierlech Rechnung drénen.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Gilles Roth (CSV) |** Ech hunn elo 27 Minutte geschwat an den Här Mosar muss Der och nach hu fir de Mëtteg. Duerfir wëll ech och eng kloer ... Et ass jo eng Orientéierungsdebat gefrot, et ass e Concours vun Iddien. Jiddweree fënnt déi gutt oder net gutt, ech wëll Iech awer och nach zu zwee sensible Sujeten eis Meenung soen.

Dat ass: D'CSV seet Neen zur Neesaféierung vun der Verméigensteuer fir Privatleit.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Gilles Roth (CSV) |** An d'CSV seet och Neen zu der Ierfschaftssteuer an direkter Linn.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth (CSV)** | Mir soen awer Jo zu enger Spekulationssteuer op eidel Haiser an net bebauten Terrainen. A mir soen och Jo zu enger Neiausrichtung vun der Grondsteuer. A fir eis sinn do d'Krittären bei der Grondsteuer d'Fläch vum Terrain an déi potenziell Bebaubarkeit.

Elo stellt Der eis d'Fro: „Firwat sot Der Neen zur Verméigenssteuer fir Privatleit?“ Dir wësst, déi ass 2005, iwwregens an enger Koalitioun mat der LSAP, ofgeschaaft gi fir d'Privatleit. De Père Fayot huet deemools am Numm vun der LSAP-Fraktioun d'Ried gehalen. An déi Argumenter, déi e ginn huet, ware rechtlecher an och praktescher Natur. A mir deelen déi och nach haut.

Wat ass geschitt? Mee wann ee seet: „Mir soe Jo“, wat mir net soen als CSV, „zur Verméigenssteuer fir Privatleit“, da seet een de facto: „Mir schafen d'Bankgeheimnis fir d'Lëtzebuurger an déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, of.“ Dat ass déi logesch Konsequenz.

Zweet Argument ass dat: Mir wëlle kee gliese Bierger als CSV.

**M. Laurent Mosar (CSV)** | Très bien!

**M. Gilles Roth (CSV)** | Zweet Argument, ...

*(Brouhaha)*

... zweet Argument ass dat, dass do, wou mer d'Verméigenssteuer hier hunn, nämlech vun der däitscher Besatzung 1941, an Däitschland, d'Verméigenssteuer 1995 fir verfassungswiddreg erkläert ginn ass an och doduerch an Däitschland net méi spillt. Do gouf et zwee Argumenter an déi leien op der Hand. Dat ass och ganz einfach ze erklären, well ech eng Diskrepanz kréien zwéschent de mobile Wäerter, dat heescht Suen, Bijouen an Tableauen an – ech weess net – Statuen, wat der hutt, déi einfach ze erfasse sinn, an den Immobiliawäerter, déi dann, wéi ech dat bei der Grondsteuer erkläert hunn, eigentlech ridiculement niddreg bewäert sinn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth (CSV)** | An dat géif och nach eng Kéier hei spillen, wann een déi Wäerter net géif nei bewäerten. An dat ass en Unterfangen, wat net esou einfach ass.

Da wëll ech soen, dass et d'Verméigenssteuer fir Privatleit an der Europäescher Unioun nach a genau fënnef Länner, a genau fënnef Länner gëtt. An och de Montant vun der Verméigenssteuer, esou wéi en 2005 nach vum Staat agezu gi war, dat ware 40 Milliounen Euro. 40 Milliounen Euro war et, d'Verméigenssteuer u sämtleche Verméigen, Immobilien, Bijouen, Tableauen, Rolex-Aueren an anerer am ganze Lëtzebuerg bei 600.000 Awunner. Dat war also d'Verméigenssteuer: 40 Milliounen Euro.

Wësst Der, wivill dass d'Autossteuer war, déi jo zu Lëtzebuerg awer net esou héich ass? Et hat zwar dem Lucien Lux politesch d'Genéck kascht, mee déi war seinerzeit bei 67 Milliounen. Dat heescht, d'Autossteuer war em méi wéi 50 % méi héich wéi d'Verméigenssteuer, déi 2005 fir d'lescht agezu ginn ass.

An da soen ech och ganz kloer: Als CSV soe mer Neen zur Ierfschaftssteuer an direkter Linn. Dat ass e Sujet, deen an der Vollekspartei CSV breet diskutéiert gouf. An ech weess och, dass et bei eis, bei deenen 10.000 Membern, ganz ënnerschiddlech Vuen dozou gëtt. A jiddwer Vue verdéngt do hire Respekt. D'Meenung vun der CSV-Fraktioun, no Diskussioun, ass awer folgend, dass mir Nee soen – oder e weideren Neen – zur Ierfschaftssteuer an direkter Linn!

E puer Argumenter. Éischtens, mir stinn als Partei zur Famill a mir stinn zum Subsidiaritätsprinzip. Mir sinn also der Meinung, dass, wann ee sech an enger Famill duerch versteiert Akommes e gewëssene Wuelstand erschafft huet an et verierft een dat, well ee sech eppes ugespuert huet, gären u seng Kanner oder u seng Nokommen am wäiteste Sënn vum Wuert, de Staat dann net nach eng zweet Kéier sollt Steieren dodrobber ophiewen.

**M. Laurent Mosar (CSV)** | Très bien!

**M. Gilles Roth (CSV)** | Mir wëllen och net, dass et zu Lëtzebuerg zu enger Zwouklassegesellschaft kënnt; ech soen dat och: Déi eng, den Duerchschnittsbierger, dee vu Steieren net vill matkritt, deen da gutt – ech soen net „domm“, mee wann d'Gesetz et géif virgesinn – muss seng Ierfschaftssteuer bezuelen, wann en eppes de Kanner verierft.

An deen, deen e bësse méi avertéiert ass an e bësse méi Suen huet, fir Nottären oder anerere ze beschäftegen, dass dee sech Vehikelen zouleet, wou eigentlech de Patrimoine net esou verierft gëtt, mee iwwert dee Vehikel, well e genuch Liquiditéiten huet, fir net vum Vehikel mussen ze liewen. Dat géife mir sozial net gerecht fannen.

En drëtt Argument ass dat: Mir wëllen als CSV an net, dass d'Leit eigentlech gedréckt ginn, zu Liefzäiten iwwer Schenkungen ze fueren, well eng Schenkung – ech gesinn de Guy Arendt hei – ass en Dépouillement irrévocable. Dat heescht, wann Dir eng Schenkung zu Liefzäite maacht – an dat wëssen d'Leit oft net –, dann ass se fort. Da geet se aus Ärem Patrimoine an dee vun deem, deem Der d'Schenkung maacht. An ech weess, dass oft Leit – ech soe mol – „liicht nogeluecht“ kréien, wa se am Alter sinn: „Schenk eis dat, well da brauche mir herno manner Ierfschaftssteuer ze bezuelen.“ Mir fannen, dass dat moralesch net gutt ass an dass de Staat och net d'Leit sollt indirekt an esou eng Situatioun drécken.

An e véiert a lescht Argument, wat een awer och net därfer vernoléisseg, dat ass dat vun enger méiglecher Duebelbesteuerung. An ech erkläre mech: Wann Dir eng Ierfschaft an direkter Linn hutt, da kritt Der eppes. A wann d'Ierfschaftssteuer do gezu gëtt, da muss déi bannent sechs Méint cash op den Dësch, well den Enregistrement freet déi, iwwregens net nëmme an direkter Linn, mee och bei anerere. Da muss Der liwweren.

An Dir wësst, dass, wann Der Immobilien ierft, dann ass dat kee flësseg Geld. Dir hutt d'Immobilie, déi huet e Wäert, mee se ass net flësseg. Mee Dir musst awer d'Sue bezuelen. A mir wëllen net, dass d'Leit eigentlech gedréckt ginn, déi sech dat net kënnen erlaben, fir déi Immobilie dann erëm ze verkafen, well wa se d'Immobilie verkafen, da muss se gegebenefalls nach eng Kéier Plus-value bezuelen um Niveau vun den direkte Steieren an da gi se eigentlech zweemol bestrooft. An déi Leit, déi ounideems schonns vill hunn, déi Liquiditéiten hunn, déi kéinte se esou bezuelen, respektiv iwwert de Vehikel géifen iwwerhaapt keng fällg ginn. An ech mengen, dass dat net ganz gerecht wär.

Also, aus sozialer Gerechtegkeet an och am Schutz vun der Famill: keng Ierfschaftssteuer an direkter Linn! A mir wëllen och do evitéieren, dass déi, déi d'Suen hunn, fir Gestaltungsméiglechkeeten ze kréien, méi Avantagen hätten ewéi déi aner.

E lescht Wuert zur Grondsteuer. D'Grondsteuer, do ass et ganz kloer, do si mer fir eng Reevaluatioun vun der Grondsteuer op der Fläch vun den Terrainen respektiv der Bebaubarkeit vun engem Terrain. Mir soen awer gradesou kloer, dass mer fir de Leit hiert Eegenheim en Abatement géife virgesinn, an och fir Leit, déi

gegebenefalls eppes fir hir Kanner leeën, kann een doriwuer nodenken. Mee mir soen awer och, dass Leit, déi Immobiliawäerter hu vun zeg, zéng Milliounen oder Honnerte Milliounen, och mussen an désen Zäiten der Gesellschaft eppes duerch eng ugepasst Grondsteuer musse kënnen ginn. Ech hunn och virdru gesot, dass mer fir eng Spekulationssteuer op eidele Haiser an net bebauten Terraine sinn.

E lescht Wuert zu der Fiscalité écologique. Mir soe Jo zu enger CO<sub>2</sub>-Steier, mee déi CO<sub>2</sub>-Steier gehéiert fir eis an den Indexwuerkuerf. Jo. Bei héijen Energiepräisser, wéi mer se de Moment hunn, verschléisse mir eis net engem temporärem Aussetzen vun der CO<sub>2</sub>-Steier. Mee mir soen awer gradesou kloer, dass den equivalente Montant da soll vum Staatsbudget an de sougenannten Zukunftsfong gefouert ginn.

Zweetens si mer fir en TVA-Steierkredit. An dat war eng richtig Decisioun vun Ärem Virgänger, Madamm Backes, deen ass beim lesche Budget erofgesat ginn an der Durée. Dat heescht, Dir kritt en TVA-Steierkredit vun 3 %, wann Der eng Immobilie nohalteg norüst. Fréier waren dat 20 Joer an do ass dat op zéng Joer erofgesat ginn. Mir hätte kee Problem, wann ee soe géif: „Mir setzen deen Delai op fënnef Joer erof.“ Ech erkläre mech: Well Dir wësst, dass elo ab dem 1. Januar 2023 vill Leit eigentlech mussen ëmrüsten, esou oder esou. An da si mir der Meinung, dass een, wa Leit ëmrüsten, dee Steierkredit dann och schonns misst ginn, wann dat Haiser sinn, déi manner wéi fënnef Joer bestinn.

An den drëtten Punkt ass deen: Mir sinn derfir, fir bei Fotovoltaikanlagen, déi jo weesentlech derzou dengen, fir alternative Strom ze produzéieren, op en TVA-Taux vun 3 % ze goen. Firwat? Mir hunn dat nogekuckt a mir sinn der Meinung, dass – no eisem Nokucken, dat ass net ganz einfach ze studéieren – d'europäesch Legislatioun, déi rezent europäesch Legislatioun, dat elo zouléisst. Do muss een nämlech d'Gesetz kucken an et muss een hanneln d'Annexe vun der TVA ... An ech schwätzen ënnert dem Contrôle vun der Madamm Ministesch, Dir musst eis do erlaben ... Mir kënnen munches selwer liesen, mee Dir hutt e ganze Beamtenapparat – dee steet Iech och zou – an ech mengen, dass dat méiglech wier. A mir hätte kee Problem, wann ee géif do generell den TVA-Saz vun 3 % applizéieren.

An da soe mer och – et soll een och déi Saache soen, déi gutt sinn – ganz kloer Jo zur Subsidepolitik, déi déi aktuell Regierung ënnert dem Energieminister bedreift, fir dass d'Leit massiv – well et ass massiv! – an nohalteg Energien investéieren, sief dat a Wärmepumpen, sief dat Solarthermie, Fotovoltaik. Do kréien d'Privatleit wierklech substanzuell Ënnerstëtzung. Mir stinn do derzou, och wann dat de Budget eppes kascht. Dat ass eng Orientéierung vun enger moderner ekologescher Politik. A wa mer déi Transition gären hätten, jo, da muss och d'Allgemengheet bereet sinn, dass de Staat doranner investéiert.

Als Konklusioun, Dir Dammen an Dir Hären: Fir d'CSV heescht Politik, absëns Steierpolitik: maachen, net just kucken! Mee do, wou et néideg ass: vereinfachen, verbessern a veränneren. Dat mat de Leit, net méi op de Bockel vun de Leit tässelen, mee se virun allem entlaaschten. Am Sënn vun enger gerechter Laaschteverdeelung. Am Sënn vu sozialer Gerechtegkeet. Mat klorem Bléck, dass de sozialen Zesammenhalt vu Lëtzebuerg op enger breeder Mëttelschicht berout an och – dat soll een och a muss ee soen – op engem nohaltege Wuesstum a Wuelstand an och Wuelbefannen. An dee Wuelstand a Wuesstum, do droen och eis Betriber derzou bäi.

D'Politik muss sech derfir grad elo, Dir Dammen an Dir Hären, manner ëm ideologesch Nieweplazen a

méi ëm déi wierklech Suerge vun de Leit këmmere. An dat sinn an eisen Aen: Dat ass d'Präisdeierecht, dat ass d'Energie, dat ass de Logement, dat ass dat Soziaalt a virun allem och d'Steiergerechtheet.

A grad eise jonke Matbierger, déi zwee Joer ganz staark ënnert der Pandemie – ech géif soen: bal mat am meeschten – gelidden hunn an déi do vläicht net ëmmer dat richtegt Sproochrouer fonnt hunn, deene jonke Leit an deene jonke Matbierger musse mir erëm Loscht op muer maachen. No zwee Joer Pandemie an elo mat dem Ukrain-Krich musse mer hinnen an dem Land och Perspektive bidden. Dat ass en Daach iwwert dem Kapp, dat ass e faire Loun, dat ass eng gerecht Besteuerung an dat ass virun allem e sécher Liewen zu Lëtzebuerg.

An dat geet an eisen Ae just an enger Gesellschaft vum Mateneen, an enger Gesellschaft, wou jiddweren e Stéck vum Kuch kritt an net just d'Grimmelen oder ongerecht Stécker. An duerfir nach eemol: Schaffe muss sech lounen! An duerfir: Steierentlaaschtung grad elo!

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Exzellent!

*(Hilarité)*

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. An nächste Riedner ass den André Bauler. Bal dat selwecht Bild wéi virun. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, Steiere si kee Selbstzweck. Steieren, dat sinn d'Recetté vum Staat. Si fëllen d'Keese vun der öffentlecher Hand. A mat dese Recetté ginn natierlech divers Dépense financéiert. A well vill Leit musse Steiere bezuelen, ass d'Besteuerung u sech ëmmer nees en aktuell Thema, dat souwuel fir d'Vollek, wéi fir d'Betriber a wéi och fir déi politesch Entscheeder.

Dobäi ass, wéi ech dat och scho virun e bëssen ugedeit hat, wuel kaum ee bereet, iwwerméisseg vill Steieren ze bezuelen. An d'Konscht vun der Politik besteet grad doranner, datt een de Steierzueler net ze vill wéi deet an awer dem Staat erméiglecht, am Intéret vun all senger Bierger ze funktionéieren.

De memorabele Finanzminister vum Louis XIV., de Jean-Baptiste Colbert, Bourgeois vu Reims, huet seng Siicht vun der Steierpolitik schon am 17. Joerhonnert op folgend Manéier, vläicht awer mat engem lichte zyneschen Ënnertoun, formuléiert, ech zitieren, ech hunn et op Lëtzebuergesch iwwersat:

„D'Konscht vun der Besteuerung läit doranner, d'Gäns ze plëmmen, fir esou vill wéi méiglech Plomme mat esou mann wéi méiglech Kreesch ze kréien.“ Dëst ass selbsterständlech net d'Approche vun enger Demokratescher Partei.

Léif alleguer, Steiere financéieren de Sozialstaat. Déi sozial Leeschtungen u sech maachen – dat soll an Erënnerung geruff ginn – d'Hallschent vum Staatsbudget aus. Dës ginn iwwert d'Steiere vun de schaffende Leit, de Leit, déi an de Betriber an awer och am Staats- a Gemengenapparat schaffen, financéiert. Nieft de Pensionéierte si si et haaptsächlech, déi d'Steiere bezuelen. Natierlech bezuelen d'Entreprises och eng gutt Partie Steieren um Kapital an d'hirem Akommes.

*(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)*

Fir datt d'Steiere bezuelt kënnen ginn, muss awer fir d'éischt emol derfir gesuergt ginn, datt d'Privatwirtschaft Sue verdéngt. De Kuch muss also fir d'éischt gebak ginn, éier e verdeelt ka ginn. Dofir muss de

Standuert Lëtzebuerg och steierlech attraktiv sinn a bleiwen, och wa Steieren net alles sinn, wann et ëm Wettbewerbsfäegkeet, also Kompetitivitéit, geet.

Zanter d'Demokratescher Partei an der Regierungsverantwortung ass, ass alles drugesat ginn, fir d'Staatsfinanzen als Eischt mol ze sanéieren an dann am Grëff ze behalen. Just virun der Covid-19-Kris huet den Zentralstaat fir d'éischte Kéier zanter der Finanzkris Iwwerschëss verbucht. „Virun der Kris“, hunn ech elo just gesot. Am Fong hätten ech misse soe „virun de Krisen“, well mir erliewen effektiv eng Period vu Polykrisen.

De Krich an der Ukrain ass eng zousätzlech zolidd Kris. An d'Inflatioun louch am Juni bei 7,4 % op ee Joer gerechent. Dat ass natierlech vill ze vill héich a mir alleguerte spieren dës Präisdeierecht ganz konkret. Och d'Liwwerempäss belaahten eis Wirtschaft weiderhin. Dozou komme méiglech Steierverloschter duerch d'Reformen am internationale Steierrecht, denke mer u Stéchwierder wéi d'OECD-Pilieren an d'Unshell-Direktiv, déi eis SOPARFI-Gesellschaft kéint spierbar treffen.

Et ass evident: Dës Polykrise waren net virgesinn an och net viruszegesinn. D'Regierung iwwerhëlt natierlech an deser Krisenzäit hir Verantwortung, och hir sozial Verantwortung. D'Politik huet séier an awer och iwwerluecht op déi lescht Krise reagiert. D'Regierung huet wichteg, zäitweilig, geziilt a verhältnisméisseg Moossname geholl, fir de Leit, de selbstanneeg schaffende Mënschen an de Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen.

Dat huet emol fir d'éischt der Wirtschaft erlaabt, wederzefonctionéieren ouni zesammenzebriechen, well dat, dat hätte gravéierend Konsequenze fir eis Staatsfinanze gehat!

Leider hunn dës Polykrisen – dat wësse mer alleguer – en déiwe Rass an eis Staatsfinanze gedriwwen, déi iwwer e puer Joer sanéiert goufen a sech bis zum Ausbroch vun der Pandemie spierbar erholl haten.

A mir sinn nach net iwwert de Bierg! Mir kënnen also elo keng strukturell a sech widerhuelend Depensen op Kredit aféieren. Fir et riichter aus ze soen: Mir hunn de Moment kee Spurt fir e grouse Worf an der Steierpolitik. Dat léisst sech och net schéieren. Eppes anescht ze behaupten, wier de Leit Sand an d'Ae gestreet.

**Une voix** | Très bien!

**M. André Bauler** (DP) | Eent ass awer kloer: D'Koalition ënnertstëtzt zanter Joren, an net eréischt kuerzfristeg als Reaktioun op d'Pandemie an de Krich, déi Ziler, déi am Rapport identifizéiert goufen. Ech nenne se: d'sozial Gerechtheet oder steierlech Gerechtheet, de Logement, d'Kompetitivitéit, déi nohaltege Entwécklung souwéi d'Digitaliséierung an d'administrativ Vereinfachung. Alles dat sinn Haaptossieren, op deenen dës Regierung geschafft huet an och Resultater virzeweisen huet.

Als Allererischt ass et wichteg ze soen, datt Lëtzebuerg virun 2013 vill Steierpraktiken erlaabt hat, déi vun der internationaler Communautéit staark verurteilt goufen. 2013, mat der Regierung Bettel I, gouf déi Lëtzebuerg Steierpolitik fundamental geännert. De Pascal Saint-Amans, Direkter fir Steierpolitik vun der OECD, huet eis fir d'Changementer zënter 2013 gelueft. Mir hunn nämlech d'Bankgeheimnis ofgeschafft an d'BEPS-Reegelen ënnertstëtzt an duerno bis an de leschten Detail ëmgasat.

Dobäi si mir zum Beispill mat eisem Regëster vun den effektive Beneficiairen nach e gutt Stéck méi wäit gaangen, wat d'Transparenz ugeet, wéi vill aner Länner. Och – an dat wëll ech och nach eemol

ënnersträchen, an Erënnerung ruffen – goufe Mëssbräich oder Abuse bei de Rulingen, d'Taxrulings, ofgeschafft.

Zur Steierreform 2017: Eng zweet grouss Neierung, dat war effektiv d'Steierreform vun 2017, déi fir eis eng éischt Etag war. Et war en éischte weesentliche Schrëtt fir méi Steiergerechtheet an Innovatioun, eng Steierreform, déi mat als Haaptziele hat, dee sougenannten a vill diskutéierte Mëttelestandsbockel ofzeflaachen. Et goufen also effektiv bei där Reform grad Persounen mat klengem a mëttlerem Akommes entlaascht.

De Wirtschafts- a Sozialrot huet eis an enger réckblëckender Analys bestätegt, datt eis dat mat deser Steierreform gegléckt ass. Sou profitéieren zum Beispill Persounen mat héijem Akommes net vun de Steierkreditter. D'Steierkreditter fir alengerzéiend Famillen a Salaréier goufen erhéicht. De Spëtzezieler gouf op 42 % erhéicht.

D'Steierreform 2017 stoung awer och am Zeeche vun der Innovatioun. D'Betriber goufe steierlech entlaascht, dat duerch eng Reduktioun vun der Kierperschaftssteier op 17 %. Fir Startuppen, also jonk Entrepreneuren, gouf d'Kierperschaftssteier souguer op 15 % erofgesat. Et gouf och eng fräiwëlleg Individualiséierung vun der Besteuerung fir d'Koppelen ageféiert.

Am Kader vun der sozialer Gerechtheet huet d'Regierung an deene leschte Joren eng ganz Rei Saachleeschungen a sozial Mesur geholl.

Zu de Saachleeschungen: Déi folgend Prestatiounen sinn, ënner anerem, nieerdéngs gratis: d'Schoulbicher am Secondaire, d'Mëttegiessen an der Kantin, öffentliche Transport, Kannerbetreiung, Museksunterrecht an Nohëllef.

Fir méi Gerechtheet goufe folgend Mesuren ëmgasat: D'Kannergeld gouf reindexéiert. D'Allocation de vie chère gouf verduebelt fir 2020, nohaltege 10 % erhéicht an op den 1. Januar 2022 nach eng Kéier ëm mindestens 200 Euro pro Stot erhéicht. Derbäi koumen d'Erhéijungen vum Mindestloun, vum REVIS a vum RPHG. D'Studentebäihëllef goufen erhéicht.

A puncto Nohaltege waren d'Primme fir de Kaf vun elektresche Vëloen an Autoen mat déi populäer – och wann et heiansdo dauert, bis ee se ausbezuelt kritt.

Fir méi Steiergerechtheet goufen ënnert der DP Abuse bei de Steieren ofgeschafft, notament de Regimm vun de Stockoptions an d'Besteuerung vun de FIIS, de Fonds d'investissement immobiliers spécialisés – wuelgemierkt „immobiliers“.

Wat d'Besteuerung vum Logement ugeet: Mir hunn den Amortissement accélére manner attraktiv gemaach, dat andeems den Taux vu 6 % op 4 % erofgesat gouf bei Betrag vun iwwer enger Millioun a vun – ech erënneren dorunner – 6 % op 5 % fir Betrag ënner enger Millioun. D'Iwwergangszäit ass deemools och erofgesat gi vu sechs op fënnf Joer.

Den Taux d'amortissement fir energieetesche Renovatiounen gouf op 6 % fixéiert. Renovatioune kënnen no zeng amplaz eréischt no 20 Joer vun superreduzéierten Taux vun 3 % TVA profitéieren.

Komme mer zur nohalteger Transitioun. Fir dës ze ënnertstëtzen, gouf virun allem eng CO<sub>2</sub>-Steier agefouert, déi awer dank engem geziilt Steierkredit vu 96 Euro sozial ofgefiedert gouf.

Mir hunn den Taux – dat soll och eng Kéier erwänt ginn – vun der Taxe d'abonnement bei nohalteger Fonge bis maximal duerch fënnf gedeelt op 0,01 %.

Dat sinn nëmmen e puer Moossnamen. Ech kéint mat der Opzielung weiderfueren.

Zu de Krisemesuren: Dat sinn déi wichtigst steierpolitesch Moosnamen, déi d'DP virun 2020 ëmgեսat huet. Mee déi lescht zwee Joer waren net einfach an de Fokus an de Finanzen huet missen op d'Krisebewältigung geluecht ginn.

Fir géint d'Pandemie virzegoen an den Impakt vun der Kris op d'Bevëlkerung ze reduzéieren, huet de Staat 2,6 Milliarden Euro 2020 a 742 Milliounen 2021 ausginn. Dat huet derzou gefouert, dass mir am éischte Joer vun der Pandemie en Defizit vun 3,2 Milliarden Euro ze verbuchen hatten. Hei stounge besonnesch déi méi verletzech Leit am Mëttelpunkt vun eiser Politik. Ech erënnere zum Beispill drun, dass d'Mindestlounempfänger 100 % vun hirem Loun am Fall vum Chômage partiel ausbezuelte kruten.

Komme mer zum Energiedesch an zum Solidaritéitspak. Mat de Mesurë vun deem Energiedesch an dem Solidaritéitspak goufen d'Stéit an d'Betriben ënnerstëtzt, dat, fir d'Erhéijung vun den Energiepräisser ofzefiedere. Mir hunn en Energiesteierkredit agefouert, d'Kannergeld reindexéiert, ech hat et elo just gesot, d'Logementssubventiounen erhéicht an nach villes méi. Insgesamt sinn dat 827 Milliounen Euro, déi d'Stéit an d'Betriben an dësen Zäiten entlaaschten.

D'Resultat gétt eiser Approche aus de leschte Jore Recht. De Statec huet nämlech an enger Etüd zejoert kloer festgestallt, dass d'Pandemie keen Afloss op d'Ongläichheeten um Akommes zu Lëtzebuerg hat, dat am Oktober 2021, also annerhalft Joer nom Ausbroch vun der Pandemie.

Här President, léif alleguer, nodeems ech versicht hunn ze erklären, wou mer haut stinn a vu wat fir enger Positioun aus mir gestart sinn, däréf ech och elo no vir kucken. D'Demokratesch Partei kuckt no vir a bleift hire Prinzippien trei. Eier ech Iech soen, fir wéi eng Steierpolitik mer stinn, wéilt ech gäre mol ënnersträichen, fir wéi eng Steierpolitik d'Demokratesch Partei net steet.

Mir si géint Steiererhéijunge wéi zum Beispill d'Eropsetze vum Spëtzsteiersaz bei de Privatleit. Generell si Steiererhéijungen an eisen Aen net de richtege Wee, besonnesch a Krisenzäiten. D'CSV/LSAP-Regierung hat dat nach 2012 gemaach, mir sinn eeben do dergéint.

Och d'Fuerderung, méi héich Revenue verstärkt ze besteieren, fir esou déi méi niddreg ze entlaaschten, geet net op. Wann de Spëtzsteiersaz, deen aktuell bei 42 % läit, op 49 % erhéicht géif ginn, da géif dat just 110 Milliounen Euro pro Joer méi am Staatsbudget ausmaachen. Dat steet awer a kengem Verhältnis zum Schued fir d'Attraktivitéit vun eisem Land!

Héich qualifizéiert Aarbechtskräften a soss Residenten, déi international ganz mobill sinn, kéinten an deem Fall souguer riskéieren, eis de Réck ze dréien, an dat, obwuel mir op si ugewise sinn. Jo, eis Ekonomie ass nämlech op héich qualifizéiert Aarbechtskräften aus dem Ausland ugewise!

**Une voix** | Ganz richtig!

**M. André Bauler** (DP) | Besonnesch d'Finanzplaz, déi déi meescht Steiere bezilt, also d'Mëllechkou vum Staat ass, ass op innovéierend an héich spezialiséiert Talenter ugewise, fir nei gewënnbréngend Aktivitéiten ze schaffen an ze férdere. Ouni si geet dat net! Mir hunn eeben net genuch Leit hei zu Lëtzebuerg, an ech sinn och frou, dass d'CSV den Entrepreneursgescht – den Här Roth huet dat elo just gemaach an ech zweifelen net drun, dass den Här Mosar vläicht nach drop zrëckkennt – hei ervirgestrach huet.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Très bien!

**M. André Bauler** (DP) | Mir hatten eng Entrevue – ech soen dat elo hei, ouni dat preparéiert ze hunn – mat dem Här Nicolas Mackel vu Luxembourg for Finance, deen eis gesot huet: Mir bilden 125 Leit aus, déi op Finanz spezialiséiert sinn, op eiser Universitéit. Mir missten der awer, fir all déi Besoinen, déi mer hunn, 1.250 all Joer rekrutéieren, déi mer da mussen an d'Auslandsiche goen oder vläicht och bei Lëtzeburger, déi am Ausland studéiert hunn. Dat heescht, hannert déi 125 mussen mer nach eng Null setzen, fir kënnen eng Plaz ze hunn, déi net nëmme performant ass, mee déi eeben innovéiert, déi an der Ingénierie financière aktiv ass. Loosse mer eis do dach näischt virmaachen!

Et muss een och bedenken, dass vill vun eise Recettë vun enger immens klenger Partie Leit bezuelte ginn, sou och bei der Akommessteier vun de Privatleit, dem Impôt sur le revenu des personnes physiques sur base assiette. Sou sinn d'lescht Joer ganzer drai Véiereel vum IRPP vu just – haalt Iech un! – 2,13 % vun de Contribuabale bezuelte ginn. D'Hallschent vum IRPP gouf vu just 0,61 % vun de Contribuabale bezuelte. Déi héich Revenue ginn also scho vill méi héich besteiert wéi déi niddreg Revenuen.

Doriwwer eraus, wann een dat aus dem Avis vum CES richtig erausliest, bezuele ganz vill Stéit, Residenten an Netresidenten, zu Lëtzebuerg haut keng Steieren. Mir schwätze vu bal 130.000 Stéit, wat net näischt ass! Eng Defiskaliséierung vum Mindestloun géif, mir hatten et an eisem Rapport erwänt, de Staatssäckel iwwerdeems jee nodeem bis zu 1,8 Milliarden Euro kaschten, an deene Simulatiounen, déi mer presentéiert kruten, a grad och nach den héije Revenuen am meeschten zeguttkommen.

Mir sinn als DP och géint eng Ierfschaftssteier an direkter Linn, dat, well mir hei vu Besëtzwäit schwätzen, dee scho besteiert gouf. Mir hunn hei eng änlech Argumentatioun wéi de Gilles Roth. Mir wäerten eis dofir weider setzen, dass dat, wat vun den Elteren iwwer e Liewen erschafft gouf, net no hirem Douf soll versteiert ginn.

Dobäi gétt dacks vergiess, dass Kanner, sollte se Immobilien aus dem Besëtzwäit hire verstuerven Eltere verkafen, souwiesou eng Plus-value-Steier op deem Besëtzwäit bezuele mussen. Dat gétt dacks vergiess. Ech hunn deslescht nach e Kolleeg um Telefon gehat, deen, obwuel en ekonomesch ganz staark verstéiert ass, bestëmmt méi wéi ech, dass net wousst a ganz staark iwerrascht war.

Och eng Verméigenssteier fir Privatleit ass fir eis weiderhin tabu. Mir wäerten esou eng Steier net nees aféieren. Datt dës Steier viru Joren ofgeschaaft gouf, dofir gétt et genuch Grënn, virun allem well se schon dorunner gescheitert ass, dass et extreem schwéier ass, de Patrimoine vun de Leit ze eraassen. Déi Parteien, déi eng Verméigenssteier verlaangen, sollen eis soen, wéi se dat dann och konkreet pragmatesch maache wëllen.

Bei de Sociéitéte gesi mir de Moment keng Noutwendegkeet, de globalen Taux unzepassen, weeder no uewen nach no ënnen. Am Kontext vun der Besteuerung vum Revenu vun de Betriben wëll ech och nach eemol ganz kloer soen, dass eis Fraktioun nach ëmmer géint eng Coronasteier oder Krisesteier ass. Et ass och relativ roueg ronderëm dës Propos ginn. A mir sinn net déi eenzeg heibannen, déi dat esou gesinn.

Léif alleguer, nieft deem, wat mir als DP op kee Fall wëllen, hu mir ganz kloer Virstellungen vum deem, wat kuerzfristeg an awer och mëttelfristeg, wa mer méi Sputt sollten hunn, an der Steierpolitik gemaach muss ginn.

D'Viraussetzung – an dëst géllt fir d'DP schonn ëmmer – si gesond a stabill Staatsfinanzen. Mir stinn net fir eng Finanzpolitik, déi d'Zukunft vun den nächsten, de jéngere Generatiounen hypothekéiert.

**Une voix** | Très bien!

**M. André Bauler** (DP) | Mir soen awer och ganz kloer: Steieren a besonnesch Ännerungen an der Steierpolitik däréf een ni isoléiert kucken, ma ëmmer an Zesummespill mat anere Steieren. Et ass dofir enorm wichtig, sech bewosst ze sinn, dass eenzel Entscheedungen dacks gutt kléngen, mee wann een awer dat ganz Bild kuckt, wann een den Ensembl kuckt, den Ekosystem – nennt et, wéi Der wëllt –, da ginn déi Iwwerleeungen net méi op.

Dowéinst ass eng Steierreform ëmmer en exigiten Exercice, ma awer och ee ganz ëmfaassenden. D'DP steet fir eng sozialliberal Steierpolitik, déi der Wirtschaft dat Ëmfeld bitt, wat se brauch, fir attraktiv ze sinn, fir esou dee Kuch ze baken, dee mer brauchen, fir déi generéis Ëmverdeelung, eng vun de generéisste weltwäit, ze finanzéieren.

Dës Ëmverdeelung, dat hu mer schonn 2013 bewisen, berout op enger cibléierter Sozialpolitik, déi genee déi Leit entlaascht, déi wierklech am meeschten Hëllef brauchen, dass heescht Leit mat klengem a mëttlerem Akommes, dat am Numm vun der sozialer Gerechtegkeet a vun enger fairer Ëmverdeelung.

Eng sozialliberal Steierpolitik steet awer och derfir, dass jiddereen déi beschtméiglech Startchancë soll hunn, fir seng Zukunft selwer an de Grapp ze huelen, egal aus wéi engem Haus e kënt. Dat hu mir zanter 2013 mat diverse Moosnamen bewisen.

D'Moderniséierung vun eiser Steierpolitik muss an den nächste Jore weider verstärkt ginn. An do musen Nohaltegkeet an d'Digitaliséierung besonnesch am Vierdergrond stoen. Konkreet kéint meng Fraktioun sech kuerzfristeg virstellen, fir iwwer eng Rei Sujeten ze diskutéieren.

Zu den elengerzéende Familljen zum Beispill. An deene leschte Jore goufe grouss Efforten ënnerholl, fir deene Familljen, deenen elengerzéenden, ze hëllefen. Ech erënnere un de Steierkredit bei der Steierreform vun 2017. Doriwwer eraus sinn hinnen awer och all déi aner Moosnamen, déi sech un d'Famillje mat Kanner richten, zeguttkomm.

D'Sozialtransferte spillen eng extreem wichtig Roll zu Lëtzebuerg. Eurostat huet gewisen, dass den Armutsrisiko ouni Transferte bei 46,1 % leie géif. Dësen Taux ass awer dank den Transferen op eppes liicht méi wéi 17 % gedréckt ginn. Dat ass eng substanzuell Differenz!

An awer gesi mer, dass trotz den héije Sozialtransferen zu Lëtzebuerg grad si engem erhéichten Armutsrisiko ausgat bliwen. D'DP-Fraktioun ass dowéinst oppen, fir iwwer eng zousätzlech, sozial gestaffelt Hëllef fir Familljen ze diskutéieren, besonnesch fir déi elengerzéend.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. André Bauler** (DP) | Zum Logement. D'Demokratesch Partei erkennt d'Wichtigkeet vun der Logementsproblematik, jo, loosse mer soen der Logementskris, un. Fir vill Leit, besonnesch fir déi jénger, ass den Immobiliemaart zu Lëtzebuerg deels onerschwénglech ginn. Fir eis ass et selbstverständlech, dass jiddere soll kënnen Zougang zu bezuelbarem Wunnraum hunn.

Dës Feststellung ass natierlech net nei. Et ass och schon an deene leschte Jore munches passéiert, och an der Steierpolitik, och fir géint d'Spekulatioun virzegoen. Mir bekennen eis weiderhin zum Engagement, deen de Premier Xavier Bettel a senger leschter Ried

zur Lag vun der Natioun geholl huet, fir d'Grundsteuer ze reforméieren. A mir freeën eis, datt bis Oktober, bis Hierscht, e Gesetzesprojet an deem Sënn deposéiert wäert ginn.

Och a puncto national Spekulationssteuer an engem Regëster fir eidel stoend Wunnenge wärte mir an den nächste Méint Virschléi vun der Regierung proposéiert kréien. Leit, déi an enger Logementskris mat Immobilie spekuléieren an decidéieren, Wunnpotenzial net ausnoten, müsse sech mat Steieren un den Efforte vun der öffentlecher Hand bedeelegen, fir méi abordable Wunnumraum ze bauen! Dozou sti mir och!

**Une voix | Très bien!**

**M. André Bauler (DP) |** Den Amortissement accéléré ass eng steierlech Moosnam, déi dacks kritiséiert gëtt. Ech erënneren drun – an dat gëtt dacks vergiess oder villfach vergiess –, datt mir am Budget 2021 den Amortissement accéléré manner attraktiv gemaach hunn. D'Dauer an den Taux goufen deemools erof-gesat.

Ech soen Iech och haut, datt mir bereet sinn, kuerzfristeg iwwer weider Ännerungen an deem Zesammenhang ze diskutéieren. Mir müssen eis awer och éierlecherweis bewusst sinn, datt d'Logementsproblematik net just iwwer Steiere geléist ka ginn.

Eng weider kuerzfristeg Propos vun der demokratescher Fraktioun wier et, am Kader vun der Nohaltegkeet ze analyséieren, ob an a wéi engem Mooss déi nei europäesch Direktiv vum Abrëll 2022 iwwer d'TVA eis weiderhëllefe kéint, fir d'Reparaturen an domadder d'Kreeslafwirtschaft ze férdere. Dat kéint e Wee sinn, fir a verschidde Secteuren eise Ressourcëverbrauch erofzesetzen an awer och lokal Aarbechtsplazen ze schafen.

Well et geet jo och drëm – dat gëtt dacks vergiess, och vläicht an dem Steierdebat –, datt mer ëmmer de Fokus müsse behalen op d'Aarbechtsplazen, déi mer müssen emol fir d'éischt erhalen, a eventuell och fir neier kënnen ze schafen. Gradesou sollt een eeben iwwer weider Piste bei der Taxe d'abonnement vun nohaltege Fongen iwwerleeën.

Nieft all deem, wat mir elo schon an dëser Ried u Pisten opgewisen hunn, wëll ech och nach op e puer weider Moosnamen agoen, déi fir eis Fraktioun net kuerz-, awer mëttel- a laangfristeg missten diskutéiert ginn, spréich am Kloertext: Soubal déi budgetär Situatioun méi entspaant ass, soubal dës eis datt erlaabt.

Zur Individualiséierung. Grad d'Individualiséierung ass a bleift fir eis en Thema. Et ass de Schrëtt aus dem traditionelle Steierklassensystem eraus, fir d'Leit, déi an deenen ënnerschiddlechste Familjen- a Liewensmodeller stinn oder Liewenssituatiounen sinn, no engem eenzege Steierbarème ze besteieren. Dat wier eng grondleeënd Verännerung. Dat verlaangt awer eng holistesche Approche, déi iwwer e bestëmmten Zäitraum duerchgezu misst ginn, fir datt d'Steierzueler hir individuell Choix treffe kéinten an och dofir Zäit hätten.

Et ass dowéinst fir keen heibannen eng Iwwersachsung, wann ech Iech soen, datt mir als Demokratesch Partei weider fir eng generell Individualiséierung sinn. D'Individualiséierung bleift also mëttelfristeg eist Zil.

**Une voix | Très bien!**

**M. André Bauler (DP) |** Zur nohalteger Entwécklung. Ech hunn et och gesot: Nohaltegkeet an Digitaliséierung wärten an eiser Steierlandshaft ëmmer méi u Wichtigkeet gewinnen. Mee et muss ee soen: Mir si mat deenen zwou Transitivene konfrontéiert. An déi Transitivene wärten an den nächste Joren

nach ëmmer méi eng reegelrecht Erausforderung ginn.

Nieft de substantielle Mëttel, déi vun der öffentlecher Hand an de Grapp geholl ginn, fir eeben dës Transitivene hinzekréien, jo, se ze finanzéieren, se ze ënnerstëtzen, si mir als DP-Fraktioun iwwerzeegt dervun, datt jidderee sech mat sengen Erspuennissen un dësem kollektiven Effort bedeelege kënnen misst an dofir eng steierlech Entlaaschtung kréie sollt. Mir haben och schon an der Cofibu änlech Propositionen.

Mir als DP-Fraktioun wëilten do eeben op de Wee goen, de Privatleit d'Méiglechkeet ze ginn, Investisementer an nohaltege Finanzproduiten oder -aktivitéiten, also a Betriber, steierlech geltend ze maachen, dat wéi ëmmer ënner bestëmmte Bedéngungen. Dat ass kloer.

Soumat soll e wicteg Hiewel a Beweegung gesat ginn, fir eeben d'Investisementer an den Développement durable ze favoriséieren, se ze erméiglechen.

Wa mir op dee Wee ginn, dann ass et wicteg, datt dës Steieravantages op déi Finanzprodukte limitéiert sinn, déi eeben déi ambitionéiert Nohaltegkeetsziler hunn, also d'Finanzproduiten aus dem Artikel 9 aus dem Taxonomierglement. Dat betounen och besonnesch elo no de rezenten Diskussiounen iwwer d'europäesch Taxonomie.

Des Weidere kéint d'DP-Fraktioun sech och virstellen, datt Privatpersounen, déi a Startuppen investéieren, vun dësem Steiervirdeel profitéiere kéinten. An eisen Ae sollte mer och driwwer nodenken, wéi mir dës Entreprisë begleede kéinten, jo, favoriséiere kéinten, déi eeben Investisementer an d'Innovatioun respektiv am Sënn vun der duebeler Transitivene maachen. Do kéint ee sech iwwer eng fiskalesch Superdeduktioun Gedanke maachen, déi d'Betriber vun hirer Base imposable ofzëie kéinten.

Zu der Kompetitivitéit an der Attraktioun vun neien Talenter. D'Kompetitivitéit ass eent vun de fënnf groussen Theemen aus dem Rapport; de Gilles Roth hat et virdrun nach mentionéiert. Eng Realitéit vun eiser Steierpolitik ass nämlech déi, datt hir Auswierkung wäit iwwer d'Landesgrenzen erausginn. Besonnesch als kleng a séier oppen Economie mat eeben héich spezialiséierte Branchë si mir op qualifizéiert Aarbechtskräften ugewise. Dozou gehéieren eeben och Talenter aus dem Ausland. Mir liewen hei net op enger Insel.

Vir e qualitative Wuesstem ze schafen, müsse mir, nieft enger héijer Liewensqualitéit, och steierlech attraktiv sinn, fir Leit aus dem Ausland unzezéien an och heizebehalen, soss gi se op aner Plazen!

Mir sinn awer bäi Wäitem net déi Eenzeg eeben, déi dës Leit unzéie wëllen. A mir stinn an dësem Beräich, dat hu mer och diskutéiert, a Konkurrenz mat villen anere Länner an der Europäescher Unioun a vläicht och doriwwer eraus. Denke mer u London. Denke mer un de Brexit.

Dës Konkurrenz spillt net just um Niveau vun der Talent Attraction, mee op all eenzelnem Aspekt vun eiser Steierlandshaft. Huele mir Irland als Beispill, e Memberstaat mat enger ganz kompetitiver Steierpolitik. Och mat Irland müsse mer eis moossen, mam Risiko, datt mir Investitiounen, Fongen an eeben och a grad Talenter u si verléieren.

Mir hunn, wéi gesot, am Budget 2021 am Sënn vun der steierlecher Gerechtegkeet de Mëssbräich bei de Stockoptions en Enn gesat. Amplaz hu mer eng Prime participative an d'Liewe geruff, déi den Employeur sene Salariéen zougestoe kann. Des Weideren ass de Régime des impatriés agefuert ginn, deen eeben d'Entreprisë fiskalesch ënnerstëtzt, wa si aus dem wäiten Ausland e spezifescht Profil u Bord, u Land, zëie wëllen.

Mir als DP-Fraktioun kéinten eis virstellen, dës Moosnamen op de Leescht ze huelen a eventuell punktuell Adaptatiounen virzehuelen, fir eeben d'Attraktivitéit vun eistem Standuert ze stäerken a weider wicteg human Ressourcen op Lëtzebuerg ze kréien an heizebehalen. Et gëtt ëmmer vum „capital human“ geschwat. Ech hunn dat Wuert net esou gär, ech schwätze léiwer vun humanen, mënschleche Ressourcen, well mir dierfen hei de Mënsch net vergiessen.

Am Interêt vun eise Betriber, vun eiser Wirtschaft an eeben och am Interêt vun eisen Aarbechtsplazen soll eis dat um Häerz leien. A schlussendlech fir de Wuertstand vun eis all, well vergiesse mer net: De Mënsch, säi Kënnen a seng Intelligenz, seng Schaffensfreedegkeet, seng Innovationsfäegkeet, ass déi wichtegst Ressource, déi mer hunn, fir eebe méi Valeur ajoutée ze schafen. Anerer hunn, dat wësse mer jo elo, à merveille ganz vill Ressources naturelles non renouvelables.

Mir hunn dat net – jiddefalls net an deem Mooss. Minimes. An duerfir brauche mer den eenzelne Mënsch. Dat ass déi wichtegst Ressource, op déi mer kënnen zielen.

Zur Upassung vun der Steiertabell an d'Inflatioun. Dat gëtt jo ëmmer nees opgegraff a vill diskutéiert an ech verstinn dat och. E Sujet, deen haut wierklech och hei ugeschwat ginn ass, ass eeben d'Adaptatioun vun Barème un d'Inflatioun, un d'Präisdeierecht, wéi d'Lëtzeburger soen, respektiv och eng nei Ausrichtung vun der Progressivitéit.

Jo, an eisen Aen ass dat mëttelfristeg en Zil, fir eeben déi Kleng- a Mëttelverdenger weider ze entlaaschten – si goufe schon 2017 eng éischte Kéier entlaascht –, well et eeben dës Kleng- a Mëttelverdenger sinn, déi e Méi u Kafkraaft kënnen gutt gebrauchen. Dat kéint am Kader vu grëisseren Ajustementen stattfannen.

Mir stinn awer och derzou, datt dat awer nëmme méiglech ass, wa mer eis et nees leeschte kënnen an net Scholden um Bockel vun de kommenden, de jéngere Generatiounen müsse gemaach ginn, fir eng Reform ze finanzéieren.

Mir hunn am Rapport vun haut héieren, wéi vill esou eng Moosnam kaschte géif: 600 Milliounen Euro pro Joer. An der aktueller Situatioun, gepräagt vu Pandemie a Krich, an där mer mat engem Defizit vu wäit iwwer enger Milliard konfrontéiert sinn, wier et einfach aus eiser Siicht net responsabel, esou eng Mesure elo direkt, zu dësem Moment, an d'Spill ze bréngen.

Mëttelfristeg si mer och dervun iwwerzeegt, datt verschidden – dat gouf och virdrun ugeschwat – Abatementen, Steierkreditte respektiv Revenueueilen ugepasst müsse ginn, zemoos am Beräich vun der Besteierung, déi d'Eegenheim betrëfft, Stéchwuert: Prêt hypothécaire.

Zur Digitaliséierung, Simplification administrative. E leschte Punkt, deen am Rapport opgegraff gëtt, ass last but not least déi administrativ Vereinfachung. Eis Steierverwaltungen hunn zanter enger Rei Joren Efforte gemaach am Beräich vun der Digitaliséierung an der administrativer Simplificatioun.

Sou hunn zanter Februar scho vill Leit zum Beispill hir Steiererklärung mat Hëllef vun engem interaktive Formular ausfüllen an ofschécke kënnen. Dës Efforte géllt et wierklech weiderzeféieren, well d'Digitalisatioun erlaabt et, méi effikass, méi séier ze schaffen an och méi Transparenz an d'Besteierung ze bréngen. A vläicht och, fir der Steierverwaltung d'Méiglechkeet ze ginn, eis nach méi fiabel Donnéeën



ze liwweren, dank eeben enger digitaliséierter, verstäerkter Approche.

Ech kommen zur Konkusioun. Här President, léif alleguer, gleeft mir: Ech géif léiwer hei stoen an Iech soen: „Mir hu Sputt, fir déifgräifend Moosnamen ze huelen. Mir setzen d'Steieren hei elo erof a mir entlaaschten do an hei.“ Mee ech denken, et ass méi wéi kloer no désen Ried, datt mir net bereet sinn, d'Nohaltegkeet vun eise Staatsfinanzen, an esou eisen Triple-A, an enger Welt voller Onsécherheeten, Risiken an negativen Iwwerraschunge liichtfankeg op d'Spill ze setzen.

Wann hei zu Lëtzebuerg e manner grouse Kuch gebak géif ginn, da stéingen Aarbechtsplazen, an domat individuell Schicksaler, um Spill. D'Wirtschaft géif an eng Kris gestierzt ginn. Et kéim herno och esou wäit, datt et manner ze verdeele géif. Dat géif d'Aarmut férdere. Et géif déi Schwächst an der Gesellschaft batter treffen. An dat wëlle mer op Kee Fall!

**Une voix** | Très bien!

**M. André Bauler (DP)** | D'Demokratesch Partei gëtt awer kengesfalls hir mëttel- a laangfristeg Ziler op.

Fir eis ass et kloer, datt nach vill geschéie muss a geschéie wäert.

Fir d'Innovatioun a soumat de Wuesstem ze stäerken, si mir géint Steiererhéijungen a mir si géint d'Afféierung vun enger Ierfschaftssteuer oder enger Verméigenssteuer fir déi privat Stéit.

Mir si fir eng Reform vun der Grondsteuer, fir eng Spekulationssteuer a fir e Regëster vun eidel stoende Wunnengen.

Mir hale weiderhin un eiser sozialliberaler Steuerpolitik fest, déi et eis erlaabt huet, zanter enger ganzer Rei Joren d'Staatsfinanze grondsätzlech op besser Féiss ze stellen an d'Kleng- a Mëttelverdenger ze entlaaschten.

Mir hu strukturell a sozial Moosname geholl an elo während der Kris de Biergerinnen a Bierger, den Independanten an och de Betriber konsequent gehollef.

Mir hale weiderhin un enger Steuerreform fest, fir d'Steierlaascht ze individualiséieren.

Mir wäerten d'Investitiounen an eng nohalteg Zukunft am Numm vu Klima- an Ëmweltschutz souwéi an d'Digitaliséierung an an déi administrativ Vereinfachung héichhalen.

D'Demokratesch Partei steet fir eng Finanz- a Budgetpolitik, déi Verantwortung iwwerhëlt vis-à-vis vun de kommende Generatiounen, déi d'Attraktivitéit vum Land héich hält an d'Leit do ënnerstëtzt, wou et Sënn mécht.

Voilà! Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech wënschen eis weiderhin nach e konstruktiven Debat. Merci!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Bauler.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung fir de Moien ukomm. D'Chamber fiert de Mëtten um 14.00 Auer mat der Debat weider.

D'Sitzung ass opgehewen.

*(La séance publique est levée à 11.50 heures.)*

## Questions au Gouvernement

### Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Extension des parcs éoliens	6412	Jean-Paul Schaaf	72	Bornes d'appel d'urgence	6665	Claude Lamberty, Max Hahn	82
Subventions pour bornes électriques	6489	Paul Galles	73	Trans-Atlantic Data Privacy Framework	6666	Laurent Mosar	82
Évolution des taux d'échec et de chômage chez les jeunes en cours ou en fin de formation	6498	Myriam Cecchetti	73	Tournées du « Impfbus » dans le nord du pays	6667	André Bauler	82
Promotion des énergies renouvelables	6516	Max Hahn, Claude Lamberty	74	Coopération avec le Nicaragua	6669	Fred Keup	83
Route nationale N10 entre Reisdorf et Hoesdorf	6526	André Bauler	74	Aides suite aux inondations du mois de juillet 2021	6670	Fred Keup, Jeff Engelen	83
Contrôle de la vitesse	6538	Jeff Engelen	75	Blocage des visas des touristes russes	6671	Roy Reding	83
Délinquance juvénile en milieu scolaire	6539	Fred Keup	75	Soldats luxembourgeois au Mali	6673	Fred Keup	84
Décrochage scolaire	6566	Francine Closener, Mars Di Bartolomeo	76	Bornes pour voitures électriques « Tesla »	6674	Fred Keup	84
Suspension de la liquidation des indemnités d'entraîneurs assistants, de kinésithérapeutes et de préparateurs physiques impliqués dans les centres de formation	6577	Georges Mischo	77	Registre des bénéficiaires effectifs	6675	Sven Clement	85
Suspension de la liquidation des indemnités d'entraîneurs assistants, de kinésithérapeutes et de préparateurs physiques impliqués dans les centres de formation	6578	Claude Lamberty, Carole Hartmann	77	Foire de l'étudiant 2022	6676	Martine Hansen	85
Criminalité chez les jeunes	6638	Fernand Kartheiser	78	Mécanisme de recrutement des « Quereinsteiger » pour l'enseignement fondamental	6677	Josée Lorsché, Djuna Bernard	86
Plan d'urgence gaz	6640	Fred Keup, Fernand Kartheiser	78	Distributeurs de produits hygiéniques gratuits dans les lieux publics	6678	Jessie Thill	87
Système fiscal	6653	Dan Kersch	79	Reprise des contrôles médico-dentaires dans l'enseignement fondamental	6680	Josée Lorsché, Marc Hansen	87
Situation du secteur de la construction	6657	André Bauler	79	Syndrome de La Havane	6681	Martine Hansen	88
Mobbing dans la fonction publique	6659	Sven Clement, Marc Goergen	80	Sommet agricole	6682	Martine Hansen, Octavie Modert	88
Langue luxembourgeoise enseignée à l'École internationale de Differdange	6662	Fred Keup	81	Tests génétiques effectués par le LNS	6683	Sven Clement	89
Votes du Luxembourg dans les différents organismes des Nations Unies	6664	Sven Clement	81	Agressions dans l'enseignement fondamental	6684	Sven Clement	90
				Bataillon de reconnaissance de combat	6685	Diane Adehm, Jean-Marie Halsdorf	90
				Perspectives pour l'agriculture au Luxembourg	6686	André Bauler, Gusty Graas	91
				Primes vélo	6687	Marc Lies	92

Hausse du prix du gaz naturel	6688	Gilles Roth, Martine Hansen, Marc Lies	92	Responsabilité en cas d'accident d'une voiture autonome	6706	Jeff Engelen, Roy Reding	96
Protection des données dans le cadre de « Google Street View » au Luxembourg	6690	Marc Goergen	92	Dégradation de la N25 entre Kautenbach et Wiltz	6707	André Bauler	97
Nouveau tracé du tram dans l'avenue de la Porte-Neuve	6693	Roy Reding, Fred Keup	93	Délais d'attente en gastro-entérologie pour réaliser une œso-gastroscopie	6709	Martine Hansen, Marc Spautz	97
Taxe de navigation fluviale sur la Moselle	6694	Jeff Engelen	93	Remise carburant	6710	Fred Keup	97
Promotion des métiers	6695	Fred Keup	93	Prolongation de la remise sur le mazout	6711	Fred Keup	97
Politique en Bosnie-Herzégovine	6696	Fernand Kartheiser	94	Réforme du réseau RGTR	6714	Martine Hansen, Aly Kaes	98
Création de maisons de naissance	6697	Diane Adehm, Martine Hansen	94	Conséquences juridiques dans le cadre des manifestations contre les mesures sanitaires de lutte contre le Covid-19 du 15 janvier 2022	6716	Fernand Kartheiser	98
Impact de l'inflation sur le taux de défaillance des ménages ainsi que sur la propension à épargner	6699	Fernand Kartheiser, Roy Reding	95	Protection des données dans le cadre des manifestations contre les mesures sanitaires de lutte contre le Covid-19 du 15 janvier 2022	6717	Fernand Kartheiser	98
Rémunération de collaborateurs externes	6701	Fred Keup	95	Présence luxembourgeoise à la foire du livre de Francfort	6720	Fred Keup	98
Hausse des prix de l'énergie	6702	Gilles Roth	96				
Païement du billet d'avion à l'aéroport lors du check-in	6705	Marc Goergen	96				

**Extension des parcs éoliens | Question 6412**  
(28/06/2022) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

Den Ëmweltminister hat an der Séance publique Nr. 47 op meng parlamentaresch Fro Nr. 5979 a mëndlecher Form geäntwert. Leider ass de Minister nëmmen deelweis op déi eenzel Froen agaangen a konnt net en détail op déi eenzel Froen agoen, wat och seng zäitlech Grënn hat. Dofir wollt ech de Minister bieten, nach eemol en détail op déi verschidde Froen ze äntweren.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Wéi eng Projete fir Wandmille goufen um Ëmweltministère an de leschten 10 Joer agereecht?
2. Kann d'Ministesch eenzel oplëschten, wou déi Projete jeeeweils dru sinn?
  - Wéini sinn se an d'Prozedur gaangen, jeeeweils opgelëscht no Kommodos- an Naturschutzgeneemegung?
  - Wéini ass eng definitiv Decisioun fir de Bau am Ëmweltministère geholl ginn?
  - Wéi vill a wei eng Projete si geneemegt ginn?
  - Wéi vill a wei eng Projete si refuséiert ginn?
  - Wat ware d'Grënn vun engem Refus?
3. Wéi eng Projete sinn de Moment nach an der Prozedur?
  - Wéini sinn se agereecht ginn?
  - Wou ass déi Geneemegungsprozedur drun?
4. Wéi laang dauert eng Geneemegungsprozedur am Duerchschnëtt (vun der initialer Planung bis zur fäerdeger Wandmillen, déi Energie produzéiert)?
  - Wéi oft koom et zu Verzögerungen opgrond vu Kloer vun Interessevertrieder oder Biergerinitiativen?
  - Ass ee gewëllt, déi Geneemegungsprozeduren ze vereinfachen an ze entbürokratiséieren?
    - Wa jo, wéi wëll een dat errechen?
    - Wann nee, wat sinn d'Grënn?

**Réponse** (28/09/2022) de **Mme Joëlle Weltring**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. an 2.

Preliminär Remarque: D'Äntwert op dës parlamentaresch Fro bezitt sech op d'Situatioun vum 18. August 2022

Commodo

Wéi eng Wandmillen et gëtt a weider Detailler gesäit een op <http://g-o.lu/3/HkE2> an op [https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/emwelt-prozeduren/etablissements\\_classes/eoliennes/eoliennes-autorisees-03-2022-version-internet.pdf](https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/emwelt-prozeduren/etablissements_classes/eoliennes/eoliennes-autorisees-03-2022-version-internet.pdf).

Insgesamt waren et 58 Ufroen am Kommodosberäich, siwen dovunner goufen am Laf vun der Prozedur annulléiert (déi sinn net am Tableau ugewisen). Et sief och zousätzlech bemierkt, dass fir ee Projet méi wéi eng Demande kann eragereecht ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

An der Hypothees, dass den éierewäerten Deputéierte mat „an d'Prozedur gaangen“ mengt, wéini déi Demanden eragereecht gi sinn, weist de folgendes Tableau d'Detailler vun den ofgeschlossenen Demanden, déi direkt d'Wandmille betreffen, wat de Kommodos-ëmweltdeel ugeet:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

An deene leschten 10 Joer sinn insgesamt 43 Kommodosdemande geneemegt ginn. Et ass keng Kommodosautorisation refuséiert ginn.

Des Weideren ass eng Prolongatioun vun der Betriebsdauer geneemegt ginn.

Wat Kommodo ugeet, ass nach ze soen, dass net nëmmen eng Geneemegung vum fir Ëmwelt zoustännege Minister muss accordéiert ginn, mee och eng vum fir Aarbecht zoustännege Minister. D'Instruktionsdauer vun esou engem Dossier hänkt dowéinst zu gläichen Deeler vun deene jeeeweilege Verwaltungen a Ministèren of.

Naturschutz

An de leschten 10 Joer sinn eng 35 Projeten agereecht ginn. D'Enverguré rechen dobäi vu vereenzelte Wandmillen zu ganze Wandparke mat bis zu aacht Anlagen.

Vu dass sech Wandparken an der Zäit veränneren, et kënne Wandmillen derbäikommen oder verschiddener duerch méi performant Wandmillen ersat ginn, kënne Projeten e puermol an dëser Lëscht virkommen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

An deene meeschte Fäll sinn d'Grënn vun engem Refus am Kader vu Wandmilleprojeten den Aarteschutz, d'Proximitéit vun Naturschutzgebidder oder anere sensible Beräicher an och „mesures d'atténuation insuffisantes“ nom Artikel 27 vun dem modifizéierten Naturschutzgesetz.

ad 3.

Commodo

An der Hypothees, dass den éierewäerten Deputéierte mat „nach an der Prozedur“ net ofgeschlossenen Demanden mengt, weist de folgendes Tableau d'Detailler vun deenen Demanden, déi d'Wandmille selwer betreffen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Naturschutz

Den Datum vum Agang vun der Demande, wat Naturschutzgeneemegung ugeet, kann aus der Tabell vun der vieregter Fro entholl ginn.

ad 4. Et gëtt bei dëser Äntwert dervun ausgaangen, dass d'Fro sech just op d'Kommodos- an d'Naturschutzgeneemegung bezéien.

Am Tableau an der Äntwert op deen éischte Froeblock gesäit een, wéi laang et an deene jeeeweilegen Dossier vum Areeche vun der Demande bis zu enger Kommodosdecisioun vum fir Ëmwelt zoustännege Minister gedauert huet. An der Moyenne sinn dat 368 Deeg bei deenen Dossieren, bei deenen eng Enquête publique war. Dësen Zäitraum beinhalt d'Préiwung vun der Demande duerch déi zwou fir de Kommodo zoustännege Verwaltungen, d'Zesummenstellen an Areeche vun nogefrotten Zousazinformatiounen duerch den Demandeur\*, eng Préiwung vun dësen duerch déi jeeeweilege Verwaltungen\*, d'Enquête publique an d'Redaktioun vun der ministerieller Decisioun (\*déi Schrëtt sinn net bei all Demande néideg). D'Gesamtdauer vun dem Deel Instruktioun tëscht Areeche vun enger Demande an dem Feststelle vun den zwou respektive Verwaltungen, dass déi Demande komplett ass (dono geet si an d'Enquête publique) ergëtt sech duerch déi lescht vun deene Feststellungen.



Am Naturschutzberäich ass et änlech: Obschonn d'Prozedur ëmmer déi selwecht ass, kann d'Dauer vum Gesamtprojet variéieren. Dëst, well all natierleche Raum ënnerschiddlech ass an sech och d'Ramebedéngunge lokal ënnerscheede kënnen (z. B. Flora a Fauna, Natura 2000 oder ZPIN). An der Moyenne louch d'Durée bei engem gudde Joer.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4246 vum 10. Mee 2021 vum éierewäerten Deputéierten Hár André Bauler gesot, brauch eng Wandmillen awer och nach aner Geneemegungen ewéi eng Kommodos- oder eng Naturschutzgeneemegung.

D'Delaie vun de Geneemegungsprozedure sinn onofhängeg dervunner, ob et Kloe vun Intresseverrieder oder Biergerinitiative gött. Selbstverständlech ginn all Observatiounen, déi am Kader vun enger Enquête publique vun enger Kommodosdemande gemaach ginn, gepréift a bewäert, iert eng Geneemegung accordéiert gött.

D'Kommodogeneemegungsprozedur entsprécht de Virgabe vum Art. 16 vun der europäescher Direktiv (EU) 2018/2001 vum Europäesche Parlament am Rot vum 11. Dezember 2018 iwwert d'Förderung vun der Notzung vun Energie aus erneierbare Quellen. Et ass dohier net geplangt, fir déi Zort Exploitatioun aner Reegelen ewéi fir aner Exploitatiounen ze schafen.

En vue vun der aktueller Situatioun gi Weeër fir eng administrative Vereinfachung an domadder eng accleréiert Prozedur am Kader vum REPower-EU-Plang vun der Europäescher Kommissioun diskutéiert.

.....

### Subventions pour bornes électriques | Question 6489 (14/07/2022) de M. Paul Galles (CSV)

Onsen Informatiounen no kënn et ëmmer rëm zu Problemer bei der Demande, fir d'Subventiounen vun elektresche Bornë fir E-Autoen opzelueden. Ons ass e konkrete Fall bekannt, wou déi éischt Demande fir eng Subventioun fir d'Installatioun vun enger elektrescher Born bei enger Privatpersoun am Fréijoer 2021 gemaach gouf. No ca. 9 Méint koum de Refus, well et sech net ëm eng Born OCPP handele géif an déi ganz Maison bifamiliale awer 4 (also méi ewéi 3) Parkplazen hätt. Och wann um entspreichende Certificat vun der Gemeng, deen sech op dat ganz Gebai bezitt, d'Ried vu 4 Parkplazen ass, sou gehéieren dem Demandeur awer nëmme 2 Parkplazen (well dat Gebai erëm an 2 Appartementer opgedeelt gouf). Den Demandeur hat och nëmme d'Subventioun, fir eng normal Born, d. h. fir eng Parkplaz ze versueren, ugefrot. Doropshin ass den Demandeur am Dezember vu leschem Joer an de Recours gaangen a krut dono telefonesch matgedeelt, dass seng Born awer elo d'Krittären, fir eng Subventioun ze kréien, erfëlle géif. Saitdeem ass awer näischt méi geschitt.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen:

1. Wéi vill Demandé fir eng Subventioun fir d'Installatioun vun enger elektrescher Born bei enger Privatpersoun goufen an de leschte Joren ugefrot? Kann d'Ministesch dës Zuele wgl. pro Joer oplëschten?
2. Wéi vill Demandé goufen an de leschte Jore refuséiert? Wat sinn d'Grënn fir dës Refusen?
3. Wéi oft ass den Demandeur a Recours gaangen an wéi oft war dës Recours positiv fir den Demandeur?
4. Wéi oft koum et an der Vergaangenheet zu enger änlecher Problematik wéi uewe beschriwwen? Ass sech d'Ministesch där Problematik bewosst? A wa jo, wéi gedenkt d'Ministesch dorobber ze reagéieren?

5. Wéi laang dauert et am Duerchschnëtt vun der Ufro fir eng Subventioun bis zu enger Äntwert vum Ministère, bzw. dann erëm bis zum Ausbeuele vun den accordéierte Gelder?

6. Gedenkt d'Ministesch, dës Zäitdauer ze reduzéieren, fir esou den Émstig vun engem classesche Verbrenner op en E-Auto ze beschleunegen? Wa jo wéi eng Mesurë si geplangt?

**Réponse (27/09/2022) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**

ad 1. Am Ganze goufe bis elo 2.520 Subventiounen fir elektresch Bornen ugefrot.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

ad 2. Am Ganze si bis elo 166 Refusen am Kader vun de Subventiounen fir elektresch Borne gemaach ginn.

Refusen hunn haaptsächlech missen aus folgende Grënn gemaach ginn:

- D'Borne ware net OCPP-1.6-fäeg a se waren a Gebaier mat méi ewéi 3 Parkplazen installéiert (105 Demanden)
- D'Subventiounen ware vu Betriber ugefrot ginn (32 Demanden)
- D'Rechnungen waren vu virum 1. Juli 2020 (19 Demanden)
- D'Leeschtung vu der Borne war méi grouss ewéi 11 kW (10 Demanden)

ad 3. Mir kruten am Ganze 27 Recours gracieux, an 11 Fäll gouf d'Decisioun doropshin ofgeännert.

ad 4. Laut dem aktuelle Stand leien zwee Fäll vir, bei deenen e Refus bei „maisons bifamiliales“ mat 4 Parkplazen ausgesprach gouf. Och nom Recours gracieux ass et bei deenen 2 Fäll beim Refus bliwwen, well de reglementareschen Text keen Accord zouléist. Bei engem zukünftigen Iwwerschaffe vun dësem Text ginn déi seele Fäll natierlech mat consideréiert.

ad 5. Am Duerchschnëtt dauert et ëm déi 9 Wochen, fir eng Demande ze traitéieren an ausbezuelen. Et ass awer normal, datt dës Dauer an engem gewësse Moss variéiert an aktuell ass d'Verwaltung amgaangen, d'Demanden, déi Métt Mee 2022 komplett waren, ausbezuelen.

ad 6. D'Ëmweltverwaltung schafft kontinuéierlech drun, d'Qualitéit vum Service fir déi finanziell Hëllef ze verbesseren, an dozou gehéiert och, d'Delaie fir de Bierger sou kuerz wei méiglech ze halen. Aktuell schafft d'Ëmweltverwaltung mam CTIE en enger Demarche, fir Subventiounen fir d'Installatioun vun elektresche Bornen digital ufroen ze kënnen. Dës Projet ass scho méi wäit fortgeschratt a soll ënner anerem hëllef, d'Delaien ze reduzéieren.

.....

### Évolution des taux d'échec et de chômage chez les jeunes en cours ou en fin de formation | Question 6498 (19/07/2022) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Les rapports nationaux sur l'éducation nous livrent un certain nombre de données sur la transition entre parcours scolaires et parcours professionnels des élèves et sur l'évaluation de leurs performances scolaires.

En supplément des chiffres et données dont nous disposons d'ores et déjà, je me permets de vous poser un certain nombre de questions afin de compléter le tableau de l'analyse de l'évolution des taux d'échec et de chômage chez les jeunes en cours ou en fin de formation dans le domaine de la formation professionnelle et en général :

1) Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale peut-il me communiquer pour les dix dernières années le taux d'abandon des élèves qui au cours d'une formation DAP et CCP ont abandonné leur formation respective en cours de route ?

2) De même, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale peut-il me dire le taux d'abandon des élèves en formation bachelier et master sans distinction des formations suivies qui ont abandonné cette formation en cours de route ?

3) Messieurs les Ministres de l'Éducation nationale et du Travail peuvent-ils me signaler la durée moyenne des périodes de chômage pour les élèves diplômés respectivement d'un DAP, d'une première classique, d'une 13<sup>e</sup> d'enseignement général, d'une 14<sup>e</sup> et d'un bachelier ?

4) Messieurs les Ministres peuvent-ils me communiquer le taux de personnes disposant d'un diplôme d'études universitaires sans distinction de la formation suivie, mais lesquelles à leur embauche et à leur poste ne bénéficient pas de la reconnaissance de leur diplôme ?

5) Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur le taux de personnes qui ont obtenu un diplôme de fin d'études secondaires sans distinction du parcours de formation suivi, à savoir une 1<sup>re</sup>, 13<sup>e</sup> et/ou 14<sup>e</sup>, mais qui n'ont pas trouvé un emploi par la suite ?

**Réponse (27/09/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**

ad 1) Veuillez trouver ci-dessous les pourcentages d'élèves en formation CCP et DAP qui ont été notifiés en « arrêt formation » dans le Fichier élèves :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Il importe de préciser que l'« arrêt formation » ne peut être assimilé à un décrochage scolaire. Ainsi, par exemple, un élève qui arrête une formation pour intégrer une autre classe la même année ou l'année suivante se trouve comptabilisé dans les pourcentages ci-dessus.

Il s'agit également de souligner que depuis l'année scolaire 2020-2021, les élèves qui n'ont pas trouvé d'entreprise formatrice au 15 septembre sont inscrits dans la classe de la formation de leur choix au sein d'un lycée afin de bénéficier d'un accompagnement plus soutenu dans la recherche d'un poste d'apprentissage. Cela n'a pas été le cas antérieurement et explique donc un taux d'« arrêt formation » plus élevé.

ad 2) Selon les informations transmises par l'Université du Luxembourg, au cours des années académiques 2011-2012 à 2020-2021, en moyenne 10,2 % des étudiants inscrits en bachelier et en master en début d'année académique et ayant effectivement commencé leurs études, c'est-à-dire ayant participé à au moins un examen, terminent leurs études de bachelier ou de master à l'Université du Luxembourg sans diplôme. Ce taux est légèrement plus élevé pour les étudiants en bachelier (11,2 %) que pour les étudiants en master (8,0 %). Au cours de l'année académique 2020-2021, 8,9 % des étudiants en bachelier et en master ont terminé leurs études sans obtenir de diplôme (bachelier 10,2 %, master 6,4 %).

Ces chiffres incluent, d'une part, les étudiants exclus de leur programme d'études soit parce qu'ils ont dépassé la durée maximale des études, soit parce qu'ils n'ont pas rempli les exigences minimales en matière de crédits ECTS et, d'autre part, les étudiants qui mettent volontairement fin à leurs études à l'université. Outre les

faibles espoirs individuels d'achever avec succès les programmes d'études, les raisons possibles de l'abandon des études à l'université sont la poursuite des études dans un autre établissement universitaire, l'entrée dans la vie active ou le choix d'un parcours de formation non universitaire.

La diminution constatée au niveau du taux d'abandon en 2020-2021 peut s'expliquer par des critères plus rigoureux lors des admissions aux programmes d'études, ainsi que par un meilleur suivi et accompagnement des étudiants lors de leurs études.

Pour mettre ces chiffres en perspective, on peut citer une étude de Behr et al.<sup>1</sup> de 2020, qui a fourni les taux de décrochage suivants au niveau du bachelors: En Allemagne, 14,7 % des étudiants abandonnent les études de bachelors, contre 17,9 % en France, 24,2 % en Espagne, 28,3 % aux Pays-Bas et 34,1 % en Italie.

ad 3) L'analyse des chiffres de l'année scolaire 2018-2019 (chiffres les plus récents) observés dans le cadre de l'étude TEVA (Transition école vie active) réalisée sur les jeunes issus des classes de la formation professionnelle donne les durées suivantes :

- La durée moyenne des périodes de chômage indemnisé pour les diplômés d'un CCP : 5,9 mois au cours de 12 premiers mois qui suivent l'obtention du certificat ;
- La durée moyenne des périodes de chômage indemnisé pour les diplômés d'un DAP : 3,9 mois au cours de 12 premiers mois qui suivent l'obtention du diplôme ;
- La durée moyenne des périodes de chômage indemnisé pour les diplômés d'un DT : 3,7 mois au cours de 12 premiers mois qui suivent l'obtention du diplôme.

Ces statistiques sont à interpréter avec prudence dans la mesure où seule une partie des diplômés connaissent au moins une fois une période de chômage indemnisé et/ou d'inactivité au cours des douze premiers mois qui suivent l'obtention du diplôme/certificat. Par exemple, pour les diplômés d'un DAP, seuls 17 % d'entre eux connaissent au moins une fois une période de chômage indemnisé au cours de l'année qui suit l'obtention du diplôme. Par ailleurs, la période d'observation est marquée par la pandémie Covid-19, donc atypique pour ce qui est des difficultés d'insertion sur le marché du travail.

Pour l'enseignement secondaire classique et l'enseignement secondaire général, il n'existe pas de telles statistiques dans l'étude TEVA.

L'ADEM ne dispose pas de données sur les élèves. Par contre, elle peut analyser les durées d'inscription des jeunes demandeurs d'emploi qui décident de s'inscrire à l'ADEM, en fonction de leur diplôme (en ne considérant que les jeunes demandeurs d'emploi inscrits jusque cinq années après l'âge théorique de l'obtention du diplôme en question).

Cette analyse montre que les durées d'inscription sont généralement plus courtes pour les diplômés plus élevés.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

ad 4) Les services de nos ministères ne disposent pas de ce genre de statistiques en interne. Néanmoins, Eurostat publie des « statistiques expérimentales » qui s'appuient sur de nouvelles méthodes et sources de

données afin de mieux répondre aux besoins des utilisateurs en temps opportun<sup>2</sup>.

Parmi ces statistiques expérimentales figurent des statistiques sur les compétences, et Eurostat publie le taux de surqualification par activité économique pour la période 2008 à 2020<sup>3</sup>.

Ainsi, en 2020, 3,9 % des travailleurs âgés de 20 à 64 ans avec un diplôme d'enseignement supérieur travaillent au Luxembourg dans les secteurs 4 à 9 de la classification CIP et sont donc considérés comme surqualifiés (autrement dit, ces personnes diplômées de l'enseignement supérieur travaillent dans les secteurs suivants : 4 – Employés de type administratif, 5 – Personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs, 6 – Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, 7 – Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat, 8 – Conducteurs d'installations et de machines, et ouvriers de l'assemblage, 9 – Professions élémentaires).

ad 5) Selon l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), le nombre de demandeurs d'emploi résidents disponibles s'établit à 14.269 au 30 avril 2022. Parmi les personnes inscrites à l'ADEM, 4.395 disposaient d'un diplôme de fin d'études secondaires.

**Promotion des énergies renouvelables** | Question **6516** (20/07/2022) de **M. Max Hahn** | **M. Claude Lamberty** (DP)

Den Ausbau vun den erneierbaren Energien ass eng vun de Prioritéite vun der Regierung am Kampf géint de Klimawandel. Allerdéngs féiere laang Geneemegungsprozeduren dozou, dass den Ausbau, besonnesch bei der Wandenergie, nëmme lues virukënn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Energie folgend Froe stellen:

1. Wat war iwwer déi lescht fënnf Joer déi duerchschnittlech Dauer vun de Geneemegungsprozedure fir eng Wandanlag?
2. Wéi wëll d'Regierung d'Prozedure beschleunegen, fir dass méi séier méi Wandanlage gebaut kënnen ginn?
3. Gëtt et Estimatioune vusäite vum Energieministère, wéi grouss de Potenzial zu Lëtzebuerg ass, fir weider Wandanlagen ze bauen?
4. Wéi vill méi al Wandanlage sollen an den nächste Joer duerch méi nei Modeller ersat ginn? Wéi vill Energie kéint doduerch zousätzlech produzéiert ginn?

**Réponse** (28/09/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Turmes**, Ministère de l'Énergie

ad 1. Ech verweisen hei op d'Antwort op d'parlamentaresch Fro Nr. 6412 vum éierewäerten Deputéierte Jean-Paul Schaaf.

ad 2. D'Ministère sinn a reegelméissegem a guddem Echange mat anere Ministèren a Verwaltungen, fir d'Prozeduren ze vereinfachen. De Plang REPowerEU, deen déi Europäesch Kommission den 18. Mee 2022 virgestallt huet, an deen, ënnert anerem, ee méi séieren Ausbau vun den erneierbaren Energie virgesäit, beinhalt eebenfalls Recommandatioune, fir

d'Geneemegungsprozeduren ze vereinfachen an ze beschleunegen.

Konkreet Texter ginn am Moment grad zu Bréssel diskutéiert an den Energieminister kuckt da mat deenen anere Regierungskolleegen, fir déi Mesurë sou schnell wéi méiglech hei zu Lëtzebuerg ëmzesetzen.

ad 3. Laut dem Rapport vum ILR „Chiffres clés du marché de l'électricité – 2021“ vom 16. Juni 2022 waren am Joer 2021 62 Wandanlagen a Betrib an hunn 314 GWh Stroum produzéiert.

Laut Informatiounen vum der SOLER solle bis Enn des Jores op 4 verschidde Sitten nach 7 Wandanlagen un d'Netz goen. Op 3 vun deene 4 Sitte ginn al Anlagen ersat. Am Ganze sollen 13 Wandanlagen ofgebaut ginn. Déi nei Wandanlagen hunn eng méi héich Leeschtung, soudass insgesamt eng 10 MW installéiert Leeschtung, ënnert dem Stréch, dobäikommen. Bis Enn 2023 sinn dann nach eng 10 Wandanlage geplangt. Fir 2024 sinn 8 Projete mat 23 Wandanlagen a fir 2025 si 6 Projete mat 17 Wandanlage geplangt. Weider Wandparke vu méi klengen Entwéckler kënnen och nach dobäikommen.

Alles an allem ass d'Potenzial ginn, fir d'Ziler vum nationalen Energie- a Klimaplang ze errechen, dee fir 2030 eng Produktioun vu 674 GWh virgesäit. Dést Zil gëtt opgrond vun gudden Tempo beim Ausbau schonns 2025 erreicht.

ad 4. Fir den Ament ass e „repowering“ am Burer Bierg (Gemeng Rouspert-Mompech) virgesinn, deen an den nächste 3 bis 5 Joer soll ofgeschloss ginn. Hei sollen eng oder 2 nei Anlage 4 al Anlagen ersetzen.

Generell kann ee soen, dass mat der Hallschent vun den Anlagen dat Duebelt ka produzéiert ginn. En anere „repowering“ ass zu Derenbach, wou 3 Wandmille vun 2 verschidde Gesellschaften duerch 3 neier an 2 verschidde Projete sollen ersat ginn. Bei dësen 2 Projeten huet de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung decidéiert, dass d'Ausschaffe vun engem EIE-Bericht net noutweneg ass, soudass dës Projeten elo direkt an d'Geneemegungsprozedur goe kéinten.

**Route nationale N10 entre Reisdorf et Hoesdorf** | Question **6526** (22/07/2022) de **M. André Bauler** (DP)

La route nationale N10 entre Reisdorf et Hoesdorf se trouve depuis des années dans un état de délabrement manifeste. Malgré plusieurs interventions de la part de l'administration communale de Reisdorf auprès du Gouvernement en 2018 et 2020, le projet de redressement de ce tronçon de route ne se concrétise pas. Il est en effet reporté d'année en année. Or, force est de constater que les transports publics et scolaires s'y font de manière de plus en plus difficile au vu des problèmes de sécurité inévitablement liés à cette situation déplorable.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- 1) Monsieur le Ministre peut-il informer, le cas échéant, si l'Administration des ponts et chaussées est actuellement en train d'élaborer un projet de redressement afin de remédier à cette situation dans les meilleurs délais ?
- 2) Madame la Ministre de l'Environnement peut-elle expliquer dans quelle mesure son administration est concernée par ce projet routier et quelles sont les raisons qui retardent la mise en œuvre de celui-ci ?
- 3) Dans quels délais le projet de redressement en question peut-il être réalisé au plus tard ?

<sup>1</sup> Andreas Behr, Marco Giese, Hervé D. Teguin K., and Katja Theune. Dropping out from higher education in Germany an empirical evaluation of determinants for bachelor students. Open Education Studies, 2(1) :126–148, 2020. doi : doi:10.1515/oeu-2020-0104.

<sup>2</sup> <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/experimental-statistics/>  
<sup>3</sup> <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/experimental-statistics/skills>

**Réponse** (27/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) Les études pour le redressement de la N10 entre Reisdorf et Hoedorf ont été finalisées en 2020 et le dossier de soumission pour ce projet a été approuvé en juin 2021.

La demande d'autorisation relative à la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature a été introduite fin d'année 2020. Depuis, plusieurs échanges entre les parties concernées ont eu lieu afin de trouver des solutions appropriées. L'autorisation au titre de ladite loi a été accordée le 18 août 2022.

ad 3) Étant donné que le redressement de la route nationale N10 entre Reisdorf et Hoedorf est un projet qui sera réalisé en zone verte et qui impactera celle-ci ainsi que des biotopes protégés et des habitats d'intérêt communautaire, une autorisation du Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions était requise.

La complexité du projet en raison de la situation géologique, de l'impact paysager et du risque de glissement de terrain a retardé la réalisation de ce projet.

ad 4) La procédure d'appel d'offres pourra être entamée, ce qui permettrait de débiter le projet, en règle générale, 6 mois plus tard.

**Contrôle de la vitesse** | Question **6538** (22/07/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De 15. Juli war an engem Artikel um Site vun RTL ze liesen, datt am Tunnel Markusbiërg de Mount iwwer 6.500 Gefierer duerch de Streck radar geblëtzt ginn. Beim zweete Streck radar hei am Land, deen op der N11 tëschent Gonnereng an dem Waldhaff, läit dës Zuel bei zirka 400 de Mount.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gären dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, wéi vill Accidenter während de Joren 2010 bis 2021 duerchschnëttlech pro Mount am Tunnel Markusbiërg registréiert goufen an a wéi vill Fäll et zu Saachschued koum, wéi dacks Leit blesséiert goufen a wéi dacks Leit hiert Liewe verluer hunn? Kann den Här Minister preziséieren, wéi déi Zuelen sech säit dem Enn vun der Testphas vun de Streck radaren entwéckelt hunn?

2. Kann den Här Minister d'Vergläichszuele presentéieren, wéi déi 6.500 Protokoller am Tunnel Markusbiërg an déi 400 op der N11 proportional zum jeeweilege Verkéiersopkomme stinn?

3. Kann den Här Minister ënnert dem Respekt vum Dateschutz matdeelen, wéi vill vun deene 6.500 Protokoller am Tunnel Markusbiërg op Gefierer entfall sinn, déi net zu Lëtzebuerg immatrikuléiert sinn, a wéi dacks de Protokoll an d'Ausland nogeschéckt gouf?

4. 2016 sinn zu Lëtzebuerg déi éischt fix Radaren a Betrib gaangen. Säitdem koumen eng Rei Apparaten dobäi, déi nächst Streck radare si fir d'Tunnelle vun der Nordstrooss geplangt, während um Terrain vun der Gemeng Lëtzebuerg Radaren ausprobéiert ginn, fir Chaufferen ze erfassen, déi duerch Rout fueren. Bei eiseum EU-Partner Spuenie leeft doriwwer eraus eng Testphas fir ergänzend Apparater, déi erfassen, ob d'Leit eréischt kuerz vum Radius vum eigentleche Radar bremsen, respektiv erëm beschleunegen, wa si laanscht sinn. Kann den Här Minister en Iwwerbléck ginn, wéi vill zousätzlech Radaren an den nächste Joren zu Lëtzebuerg geplangt sinn, wéi eng Infractione vum Code de la route se solle feststellen

an op wéi eng Manéier dës erfassst ginn? Kann den Här Minister an deem Zesammenhang preziséieren, wéi eng Etuden an deene leschte Joren zu Lëtzebuerg zu der Wierksamkeet vun deenen eenzelen Typpe vu Radaren erstallt goufen an ob dobäi och dem klassesche Konflikt tëschent Fräiheet a Sécherheet Rechnung gedroe gouf? Falls nach keng sou eng Etude virläit, kann den Här Minister da matdeelen, a wéi engem Delai se geplangt wier?

5. Kann den Här Minister matdeelen, wéi déi fix Radaren sech an de Joren 2016 bis 2021 Brutto an Netto op de Staatsbudget ausgewierkt hunn?

**Réponse** (27/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Bei verkéierstechneschen Analysen ass et sennvoll, Donnéeën vun deene leschte 5 Joer ze betruechten. Déi vum honorabelen Deputéierte beschriwwen Parametere op dëser Plaz liwwert déi folgend Tabell:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Fir dat éischt halleft Joer 2022, an deem d'Streck radaren aktiv geschalt waren (aktiv säit dem 1. Dezember 2021), kann ech déi folgend Zuele matdeelen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Dobäi ass ervirzehiewen, datt an den offizielle Statistike vum Statec nëmmen Accidenter opgefouert ginn, bei deene Persounen zu Schued komm sinn. Iwwert déi global Zuel vun Accidenter gëtt keng Statistik gefouert.

ad 2. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Op 400 Protokoller pro Mount kommen also eng 13,33 Protokoller pro Dag ( $400/30 = 13,33$ ).

Heirauser ergëtt sech also, datt 0,08 % vun de Gefierer, déi pro Dag op dëser Streck gefuer sinn, ee Protokoll kritt hunn ( $13,33/16.735 * 100 = 0,08$ ).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Wann hei also 6.500 Protokoller pro Mount ausgestellt ginn, wieren dat deemno 216,67 Protokoller pro Dag ( $6.500/30 = 216,67$ ).

Dat bedeit, datt hei eng 0,94 % vun de Gefierer, déi pro Dag op dëser Streck gefuer sinn, ee Protokoll kritt hunn ( $216,67/23.027 * 100 = 0,94$ ).

ad 3. Vun deene 45.489 Constatatiounen vum Januar 2022 bis Juli 2022 (6.500 pro Mount) sinn eng 35.095 Constatatiounen (5.000 pro Mount) vu Gefierer, déi net zu Lëtzebuerg immatrikuléiert sinn. Déi Constatatiounen ginn an déi jeeweileg Länner geschéckt, virausgesat, si sinn am CBE-Eucaris (European Car and Driving Licence Information System) dran.

Dat sinn dann 31.918 Constatatiounen (4.600 pro Mount), déi an d'Ausland verschéckt ginn, an 3.177 Constatatiounen (450 pro Mount) vu Gefierer, déi aus Länner kommen, déi net an dem CBE-Eucaris dra sinn, an déi bis zur Verjüerung am CSA dra bleiwen.

ad 4. Aktuell ginn et Iwwerleeungen, fir zousätzlech zu deene bis ewell geplangten dräi Streck radaren an den Tunnelle vun der Nordstrooss (A7) och nach ee Radar zu Bäreldeng um CR181 ze installéieren (dës Installatiounen sollen eng Infraction vum der maximal erlaabter Geschwindegeet feststellen).

Am Ausland befannen sech effektiv eng ganz Rei nei Modeller vu Radaren an der Testphas, an de Ministère a seng Servicer suivieren dës Entwécklungen natierlech. Zum jëtzege Zäitpunkt sinn awer keng aner Modeller vu Radare geplangt, déi aner

Infractione solle kontrolléieren, wéi déi, déi aktuell do sinn.

2019 gouf am Kader vun der technescher Accidentologuesanalys vum Stroossereseau och eng Ausso zu engem méiglechen theoreteschen Invest an d'Infrastruktur am Sënn vun der Verkéierssécherheet op de Strecke vun de Radare gemaach.

Woubäi festgestallt ginn ass, datt an der Period vum 2012 op 2017 op 7 Strecken d'Eventualitéit vun Accidenter erofgaangen ass, op 9 Strecken déi Eventualitéit niddreg ass an op 3 Strecken se héich bliwwen oder esouguer eropgaangen ass. Bei deenen dräi Strecken handelt et sech ëm d'N28, déi al Éiterstreck, wou 2017 en Automobilist de Radar ëmgefuert hat, d'N5 beim Niderterhaff, wou zwee schwéier Accidenter geschitt waren, an op der N3 beim Schlammestee, wou deemools op där Streck méi Accidenter geschitt waren.

Generell ass awer ze bemerken, datt d'Radare do, wou se opgericht ginn, zu enger Sensibilisatioun vum Automobilist féieren, sief et duerch d'Kontroll vum der maximal erlaabter Geschwindegeet (punktuell oder duerch d'Duerchschnëttsgeschwindegeet op engem spezifesche Segment) oder duerch Rout-Luuchte-Radare. Dës Installatiounen ginn natierlech ëmmer am Interessi vun der Verkéierssécherheet opgericht an net, fir een Aschränke vun der Fräiheet ze bewierken. Dëst eleng schon aus dem Grond, datt Radare jo just ee Verstouss zum Code de la route konstatéieren a soss näischt.

ad 5. Déi folgend Zuele representéieren d'Zomm vu Geldebussen, déi vum Enregistrement (AED) op Basis vum Artikel 6 Paragraph (3) drëtten Abschnitt vum modifizéierte Gesetz vum 25. Juli 2015 (CSA) am jeeweilege Joer agezu misst ginn, a folgend als Recette verbucht konnt ginn (dës geschitt nëmmen am Fall vun engem Verweigere vum Bezuelen an no engem bestëmmten am Gesetz fest verankerten Delai). Dat heescht, folgend sinn d'Zuele verbucht, déi net fräiwëllig vum d'groussherzoglech Police bezuelt goufen. Dës Virgoesweis gëtt et réischt säit der Modifikatioun vum uewe genannte Gesetz am Juli 2018, folgend kann ech keng Zuele fir d'Joren 2016 an 2017 liwweren.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

**Délinquance juvénile en milieu scolaire** | Question **6539** (25/07/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Den 22. Juli gouf ënnert dem Titel „Die Omertà der Opfer“ en Artikel am „Lëtzebuerg Wort“ publizéiert, dee sech mat enger dramatescher Gewalteskaliatioun bei jonken, dacks mannerjärege Leit befaasst. Énnert dem zynesche Begrëff „Happy Slapping“ dinn sech Gruppe vu jonke Leit zesammen, déi sech geziilt Affer aussichen, fir dësen opzeloueren, se hemmungslos zesammenzeschloen an dës Doten och nach ze filmen an am Internet ze verëffentlechen. Den Artikel weist weider dorop, datt déi Täter, déi bis ewell vun der Police konntent identifizéiert ginn, dacks nach am schoufflichtegen Alter sinn an op d'mannst eng vun dësen Doten sech an engem ëffentleche Lycée ofgespielt huet. D'Schoul ass e Raum, wou d'Kanner naturgeméis ganz enke Kontakt hunn a sech an deenen allermeeschte Fäll ganz flott Frëndschaften entwéckelen, mee wou sou Täter, wéi se am Artikel beschriwwen ginn, mat der néideger Entschlossenheet och e ganz fruchtbar Buedem fannen, falls net vun Ufank u konsequent intervenéiert gëtt.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gären dës Froe stellen:

1. Sinn der Regierung déi am Artikel genannte Bande bekannt? Ginn et nach aner änlech Banden?

2. Ass der Regierung bekannt, a wéi enge Lycéeën d'Membere vun deenen am Artikel genannte brutale Banden ageschriwwen sinn? Ass hei eng gewësse regional Konzentratioun festzestellen? Ginn d'Direktiounen vun de Lycéeën doriwier informéiert?

3. Kann d'Regierung matdeelen, wéi wäit d'Direktiounen vun de Lycéeën, an deenen d'Täter aktuell hirer Schoulpflicht noginn, preventiv iwwert déi entspriechend Identitéiten informéiert goufen, fir datt si am Eeschtfall direkt kënnen agräifen an Affer an Täter souwäit wéi méiglech vuneneen trennen?

4. Kann d'Regierung matdeelen, wéi wäit d'Servicer vum SePAS scho mat deem beschriwwene Gewaltphenomeen an och mat de genannte Bande befaasst goufen, fir d'Affer am Eeschtfall sou geziilt wéi méiglech kënnen ze betreffen?

5. Wat gëtt alles konkret gemaach, fir d'Omertà ze duerchbriechen a Schüler, déi bedréit ginn, effektiv ze beschützen, an der Schoul, um Schoulwee an och soss?

**Réponse (27/09/2022) de M. Claude Meisch,** Ministere de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Henri Kox,** Ministere de la Sécurité intérieure

ad 1. Déi genannte Gruppéierung ass bekannt, an et bestinn och Kenntniser iwwert aner Gruppéierung vu Jugendlechen, déi awer no dem aktuellen Erkenntnisstand net dat selwecht Gewaltpotential un den Dag leeën.

ad 2. Eng gewësse regional Konzentratioun ass net festzestellen. Wéinst dem Secret de l'Instruction ass et net méiglech, d'Direktiounen vun de Lycéeën iwwer lafend Enquêtes a Kenntnis ze setzen. Dëst huet sech allerdéngs an der Vergaangenheet um Terrain net als problematesch erweisen, well d'Direktiounen fir hir Aarbecht net iwwer Detailler aus der Enquête musse verfügen. Et ass villméi esou, datt d'Direktiounen dacks um Ursprung vun enger Plainte oder engem Signalement stinn, an iwwer d'Schoulcommunitéit en detailléiert Bild vun der Situatioun tëscht deene Jonken hunn, esoulaang dëst sech och am schouleschen Alltagsnidderschléit.

ad 3. Wéi schonn ugefuert, gëllt den allgemenge Prinzip vum Secret de l'Instruction. Dëst bedeit awer net, datt keen Echange tëscht dem Parquet, der Police an de Schoule besteet. Am Fall, wou d'Schoul Kenntnis kritt huet vun engem Gewaltvideo, huet d'Schoul de Parquet doriwier informéiert an huet bei der Enquête enk mat der Police judiciaire zesumme geschafft. Doriwier eraus hunn déi Zwëscheffäll disziplinaresch Sanctiounen an der Schoul no sech gezunn. Ebe grad fir Opfer an Täter vuneneen ze trennen, sinn an dese Fall Renvoie vun der Schoul ausgeschwat ginn.

ad 4. An deem Fall, deen am Mëttelpunkt vun dem éffentlechen Debat steet, an deen an enger éffentlecher Schoul war, huet eng Prise en charge vun dem Opfer duerch de SePAS stattfonnt an d'Virfall sinn an der Schoulcommunitéit thematiséiert an opgeschafft ginn.

ad 5. D'Mesuren, déi d'Police an deem Kontext ergräift, si schonn exhaustiv ënnert dem Punkt 4 vun eiser Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 6534 opgezielt ginn. De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend schafft aktuell och enger Campagne, fir géint de Phänomeen vun de Gewaltvideoe virzagoen, e Phänomeen, deen och am Ausland festgestallt gëtt, a wäert entspriechend Materialien an deem Schouljoer an d'Schoule bréngen.

.....  
**Décrochage scolaire | Question 6566 (28/07/2022)**  
 de **Mme Francine Closener** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La crise de la Covid-19 a eu, selon des études établies notamment en Belgique, des retombées directes et indirectes sur l'absentéisme, les retards d'apprentissage et les décrochages dans presque tous les degrés d'enseignement.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

– Une telle évolution inquiétante a-t-elle aussi été constatée au Luxembourg ? Comment ont évolué les absences injustifiées et les décrochages scolaires les deux dernières années ?

– Quels sont les types d'enseignement les plus touchés ?

– Quels sont les groupes d'âge les plus affectés ?

– Quelles sont, le cas échéant, les mesures envisagées pour faire face à une telle évolution ?

**Réponse (27/09/2022) de M. Claude Meisch,** Ministere de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

La réponse à la question des honorables Députés est divisée en trois parties, la première ayant trait à la question du décrochage scolaire, la deuxième à celle des retards d'apprentissage tandis que la troisième partie esquisse les mesures envisagées pour faire face à l'évolution constatée.

**Le décrochage scolaire<sup>4</sup>**

Le décrochage scolaire désigne le fait d'abandonner un parcours scolaire avant l'obtention d'un diplôme ou d'une qualification finale.

Un décrocheur est défini comme un élève à plein temps, qui n'est plus soumis à l'obligation scolaire et a moins de 24 ans accomplis à la date de départ, et qui a quitté le système scolaire luxembourgeois sans diplôme ou certification finale (c'est-à-dire sans Certificat de capacité professionnelle – CCP, Diplôme d'aptitude professionnelle – DAP, Diplôme de technicien ou Diplôme de fin d'études secondaires générales/classiques).

De ce fait, ne sont pas considérés comme décrocheurs les élèves ayant quitté le lycée durant la période scolaire, mais s'étant réinscrits dans un autre lycée au cours du même mois de leur désinscription. Certains élèves peuvent avoir décroché de l'école plus d'une fois. Il est donc important de faire la distinction entre le nombre de décrocheurs et le nombre de décrochages. Un décrocheur sera toujours comptabilisé une seule fois malgré le fait qu'il puisse avoir décroché plusieurs fois au cours de son parcours scolaire.

Les données qui suivent sont extraites du rapport Jeunes décrocheurs et jeunes inactifs au Luxembourg 2020/2021 publié par le MENJE. Les données pour l'année 2021-2022 sont encore incomplètes et ne seront disponibles que fin 2022/début 2023.

**Évolution des décrochages scolaires les dernières années**

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

L'analyse des chiffres absolus des décrocheurs et décrochages montre une augmentation pour l'année scolaire 2020-2021 par rapport aux deux années précédentes. Cette augmentation fait suite à trois années de décroissance du nombre de décrocheurs consécutives.

**Taux de décrocheurs et de décrochages**

<sup>4</sup> La réponse se limite à la question du décrochage scolaire ; en effet, pour des raisons techniques, la comptabilisation des absences injustifiées au niveau national n'est pas possible.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

Le graphique montre que les taux de décrocheurs et de décrochages ont augmenté en 2020-2021 après deux années consécutives de baisse.

L'augmentation des taux de décrocheurs et de décrochages pourrait être une conséquence de deux années scolaires marquées par des conditions d'apprentissage plus difficiles en raison de la pandémie de Covid-19.

Par contre, on peut constater une évolution favorable au niveau de la réinscription d'élèves, c'est-à-dire du taux de décrocheurs qui se réinscrivent après une période d'absence du système scolaire.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

En comparant les pourcentages au niveau de la réinscription, on constate une nette augmentation du nombre d'élèves décrochant en une année donnée et s'inscrivant pour l'année scolaire suivante. Si le nombre d'élèves ayant abandonné l'école en 2020-2021 est plus élevé que l'année précédente, le taux d'élèves qui se sont réinscrits est également plus important. 23,04 % du total d'élèves qui ont abandonné l'école en 2020-2021 se sont réinscrits l'année suivante (2021-2022).

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

Si l'on fait abstraction des élèves décrocheurs qui se sont réinscrits l'année scolaire suivante, le nombre de décrocheurs effectifs a été exceptionnellement bas en 2019-2020 et il retrouve un niveau comparable aux années précédentes en 2020-2021.

**Types d'enseignement les plus touchés**

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

Comme les années précédentes, il peut être constaté que les élèves des classes du régime professionnel sanctionné par un DAP ou un CCP décrochent le plus souvent. En 2020-2021, 31,45 % de tous les décrocheurs ont fréquenté une classe du régime professionnel DAP.

Si l'on considère les deux années scolaires de la crise sanitaire conjointement (2019-2020 et 2020-2021), aucune différence importante ne peut être constatée par rapport aux années précédentes.

Parmi les moins de 18 ans en décrochage scolaire, 29,98 % (à savoir 194 personnes) étaient dans une classe du cycle général inférieur en 2020-2021.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

**Groupes d'âge les plus affectés**

Si l'on regarde les chiffres absolus des décrocheurs par catégorie d'âge, on constate que 500 à 600 jeunes de moins de 18 ans décrochent chaque année du système scolaire.

En 2020-2021, 1.736 élèves étaient décrocheurs. Parmi eux, 647 avaient moins de 18 ans, ce qui représente un taux de 37,27 %. La part des moins de 18 ans est restée stable au cours des dernières années, avec une légère baisse en 2019-2020.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

**Les retards d'apprentissage**

Les tests de compétence standardisés, qui sont réalisés annuellement dans les écoles fondamentales et secondaires au Luxembourg dans le cadre des Épreuves standardisées (ÉpStan) visent à mesurer les compétences-clés scolaires des élèves (p. ex. dans les

matières allemand, français et mathématiques). Les derniers tests de novembre 2021 ont permis d'évaluer l'impact de la pandémie de Covid-19 sur notre système éducatif et apportent des réponses à la question d'éventuels retards d'apprentissage dus à la pandémie.

Les résultats de l'étude coordonnée par le Luxembourg Centre for Educational Testing de l'Université du Luxembourg (LUCET) fournissent les observations suivantes<sup>5</sup> :

Résultats des tests ÉpStan dans l'enseignement fondamental

Dans l'ensemble, les scores de compétence au niveau de l'enseignement fondamental sont restés plutôt stables même après deux ans de pandémie. La détérioration des scores de compétence en compréhension de l'oral en allemand observée en 2020, qui s'était manifestée chez les élèves du cycle 3.1 indépendamment du statut socio-économique et des langues parlées à la maison semble à première vue avoir été amortie. Les scores de compétence en compréhension de l'oral en allemand se sont améliorés pour tous les élèves peu importe leur statut socio-économique. Cependant, si l'on considère le groupe linguistique, une image plus nuancée apparaît : Les élèves qui parlent le luxembourgeois et/ou l'allemand à la maison se sont fortement améliorés en compréhension de l'oral en allemand par rapport aux ÉpStan 2020. Par contre, les élèves qui parlent le français ou le portugais à la maison n'ont pas fait ce saut, mais continuent à atteindre le niveau de compétence détérioré observé après la première année de pandémie.

En outre, les résultats des ÉpStan 2021 montrent une légère baisse des compétences de l'écrit en allemand au niveau du cycle 4.1. Cette baisse a été observée pour tous les élèves, indépendamment de leur statut socio-économique et des langues parlées à la maison. Pour les élèves parlant le français à la maison, la baisse est cependant plus prononcée et s'annonce déjà dans les résultats du cycle 3.1.

Résultats des tests ÉpStan dans l'enseignement secondaire

Comme au niveau de l'enseignement fondamental, les scores de compétence des élèves du secondaire – et en particulier pour le type d'enseignement de l'ESC – sont largement stables. Pour les deux autres types d'enseignement (ESG et ESG-VP), une détérioration des compétences en compréhension de l'écrit en allemand a cependant été observée. Au niveau de l'ESC, cette baisse touche principalement les élèves qui parlent le français à la maison. En ce qui concerne les autres types d'enseignement (ESG et ESG-VP), la baisse de compétences s'observe indépendamment du groupe linguistique des élèves.

Conclusions

Alors que les résultats des ÉpStan de l'automne 2020 ont fourni une première base de données empiriques complète sur les six premiers mois de pandémie (du printemps à l'été 2020), les ÉpStan 2021 permettent un aperçu de la manière dont la pandémie de Covid-19 a affecté les compétences scolaires d'élèves de l'enseignement fondamental et secondaire au Luxembourg et dont les élèves et parents ont fait face aux mesures de protection et d'hygiène liées à la pandémie pendant l'année scolaire 2020-2021.

Sur la base des résultats décrits ci-dessus, les principales conclusions suivantes peuvent être tirées :

– Les résultats des ÉpStan 2021 n'identifient pas non plus une tendance négative systématique qui indiquerait une détérioration des compétences en général

chez les élèves de l'enseignement fondamental et secondaire au Luxembourg.

– À première vue, les compétences en compréhension de l'oral en allemand chez les élèves du cycle 3.1 semblent s'être améliorées après les pertes observées pour 2020. Cependant, si l'on considère le groupe linguistique des élèves, une image plus nuancée apparaît : Ceux parlant le luxembourgeois et/ou l'allemand à la maison montrent effectivement des gains importants de compétence, ce qui n'est cependant pas le cas pour les élèves des deux autres groupes linguistiques (français ou portugais). Ces élèves continuent à atteindre le niveau détérioré de compétences observé après la première année de pandémie.

– Les compétences en compréhension de l'écrit en allemand se sont détériorées, tant au niveau de l'enseignement fondamental qu'au secondaire. Au cycle 4.1., cette baisse a été observée pour tous les élèves, indépendamment du statut socio-économique et des langues parlées à la maison. Au niveau du secondaire (5°), les élèves de l'ESG et de l'ESG-VP sont particulièrement touchés par cette baisse.

– La pandémie de Covid-19 semble accentuer les différences déjà existantes entre les élèves favorisés et défavorisés. Ces différences se manifestent à la fois dans les compétences scolaires des élèves et dans leurs perceptions et attitudes (p. ex. en ce qui concerne leur motivation) de la vie scolaire quotidienne.

Mesures envisagées

L'extension de l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de 18 ans apportera une modification profonde à la question du décrochage scolaire.

Organisée pour la première fois en 2020, une troisième édition de la Summerschool, dont le concept pourra encore être affiné au cours des années à venir (séjours linguistiques p. ex.) a lieu pendant les deux semaines précédant la rentrée scolaire de septembre. Elle permet à tous les élèves d'assister à des cours de remise à niveau en présentiel ou de travailler individuellement à la maison avec des dossiers qui sont disponibles en ligne sur [www.schouldoheem.lu](http://www.schouldoheem.lu).

Différentes initiatives et offres visant à améliorer les compétences linguistiques des élèves, en particulier la compréhension orale et écrite, sont mises à disposition des élèves et des enseignants par le SCRIPT :

- La campagne #liesenassgesond ([www.liesen.lu](http://www.liesen.lu))
- L'accès aux portails d'apprentissage de la lecture [www.onilo.de](http://www.onilo.de) et [www.antolin.de](http://www.antolin.de)
- L'accès à la bibliothèque numérique read-y, mise en place en collaboration avec la Bibliothèque nationale de Luxembourg (<https://soraapp.com/home>)

Le nouveau concept de la « Hausaufgabenhelfer » est un dispositif d'aide aux devoirs qui soutient l'enfant dans sa scolarité et favorise sa réussite scolaire tout en épaulant les parents. Chaque SEA (comme chaque assistant parental) crée un cadre qui permettra aux élèves des cycles 2 à 4 de faire leurs devoirs à domicile dans un environnement calme.

**Suspension de la liquidation des indemnités d'entraîneurs assistants, de kinésithérapeutes et de préparateurs physiques impliqués dans les centres de formation** | Question 6577 (29/07/2022) de M. Georges Mischo (CSV)

Wéi een an der Press konnt liesen, gouf den Arrêt vum der Regierung vum 21. Dezember 2001, respektiv e Gesetz vum 21. Juli 2012 zanter Kuerzem anescht interpretéiert, wéi dat déi lescht Joren de Fall war.

Ronn 52.000 Euro un Indemnitéiten, déi Trainer, Kinéen a Préparateurs physiques vun de verschiddene Formationszentere solle kréien, déi mam Sportlycée zesummeschaffen, goufen elo kuerzzäiteg op Äis geluecht. Weider soll de Sportminister awer dofir gesuergt hunn, dass déi Suen, fir déi schonn eng Prestatioun gemaach gouf, direkt deblockéiert misste ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Sportminister stellen:

1. Firwat koum et rezent zu enger anerer Interpretatioun vun der legaler Basis? Wéi konnt sech dës Interpretatioun op d'Ausbezele vun de Suen, fir déi schonn eng Prestatioun gemaach gouf, auswierken?

2. War de Minister net an d'Entscheidung aus dem Sportsministère iwwert eng aner Interpretatioun vun de Gesetzestexter ageweit oder firwat huet hien en Deel dovunner direkt réckgängeg gemaach?

3. Falls de Sportminister net informéiert war, wéini gouf de Sportminister dann doriwirer informéiert?

4. Sollt de Beamten ouni Wësse vum Minister eegestänneg gehandelt hunn, wat fir Konsequenzen erginn sech doraus?

**Réponse (27/09/2022) de M. Georges Engel, Ministre des Sports**

Virop erlaben ech mer, den honorabelen Deputéierten op meng Äntwert op d'Fro N° 6578 zu deem selwechte Sujet ze verweisen, wou esouwuell d'Prozedur ewéi och den Oflaf vum Ausbezele vun den Indemnitéite vun de verschiddenen Intervenanten an de Formationszentere vun de Sportsverbänn am Detail beschriwwen ginn. Hei gétt dann och de Rôle an d'Responsabilitéit vun deene verschiddenen Acteuren, ënner anerem och vum „Ordonnateur“ am Sportsministère a vum Finanzkontroller an der Prozedur erläutert.

A menger Äntwert op d'Fro N° 6578 steet och dran, datt den Arrêté gouvernemental, deen d'Indemnisation vun den Intervenante vun de Formationszentere reegelt, op den 21. Dezember 2001 zeréckgeet, also aus enger Zäit staamt, an där d'Centres de formation nach vun der École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS) géréiert gi sinn, a wou et de Sportlycée nach net ginn ass, dee jo duerch d'Gesetz vum 21. Juli 2012 geschafte ginn ass.

Doduerch erkläert sech dann och, datt dësen Arrêté vum 2001 verschiddelecht interpretéiert ka ginn an eigentlech net méi der Zäit ugepasst ass. An deem Moment, wou ech als Minister iwwer d'Netausbezele vun den Indemnitéiten informéiert gi sinn, hunn ech direkt decidéiert, datt déi geleeschte Stonne sollen ordonéiert ginn. No enger Reunioun mat de Verrieder vum „Contrôle financier“ vum Finanzministère ass dunn un enger Upassung vum besoten Arrêté vum 2001 geschafte ginn, deen de Regierungsrot dann a senger Sitzung vum 7. September 2022 ugeholl huet.

Zousätzlech wäert dann, gemäss dem Prinzip vum der Rechtssécherheet, kuerzfristeg eng gesetzlech Basis geschafte ginn, fir d'Indemnitéite vun den Intervenanten an de Centres de formation per groussherzoglecht Reglement ze reegelen.

**Suspension de la liquidation des indemnités d'entraîneurs assistants, de kinésithérapeutes et de préparateurs physiques impliqués dans les centres de formation** | Question 6578 (29/07/2022) de M. Claude Lamberty | Mme Carole Hartmann (DP)

Wéi aus engem offizielle Bréif ervirgeet an dono och vun der Press opgeworf gouf, krute Leit, déi an de Centres de formation vun der Lëtzebuerger

<sup>5</sup> [https://www.fr.uni.lu/universite/actualites/diaporama/epstan\\_n\\_identifie\\_pas\\_de\\_deterioration\\_des\\_competences](https://www.fr.uni.lu/universite/actualites/diaporama/epstan_n_identifie_pas_de_deterioration_des_competences)

Sportswelt engagiert sinn, iwwert Méint ewech keng Sue fir hir geleschte Prestatiounen. Dëst well anscheinend eng nei Interpretatioun vun engem Arrêté gouvernemental, dee säit méi wéi 20 Joer aktiv ass, vum Sportsministère gemaach gouf.

An deem Kader wollte mir dem Här Sportsminister follgend Froe stellen:

1. Wéi genee ass d'Prozedur an den Oflaf bis elo gewiescht, fir dass déi Suen, déi an de Centres de formation vun de Sportverbänn vun Trainer a Physiotherapeute gelescht ginn, och bei de betraffenen Acteuren ukoumen?

2. Wat war an der Vergaangenheet d'Liesart a wat genee ass elo déi nei Interpretatioun vum Arrêté gouvernemental?

3. Sinn déi Responsabel vum Sportlycée, de Sportverbänn an dem COSL iwwert déi nei Interpretatioun informéiert ginn?

4. Säit wéini gouf déi nei Interpretatioun applizéiert? Wéi vill Leit sinn/ware vun der neier Interpretatioun concernéiert? Si méttlerweil all Prestatiounen, déi gelescht gi sinn, och ausbezuelt ginn?

5. Wéi ka séchergestallt ginn, dass déi betraffe Leit hir Prestatiounen an Zukunft och sécher bezuelt kréien?

6. Denkt de Minister drun, eng ganz nei gesetzlech Basis fir d'Zukunft ze schafen?

7. Wa jo, wat gëtt envisagéiert? Ginn de COSL an aner Gremien aus der Sportswelt mat abezunn, fir dass méiglechst vill Informatiounen aus der Praxis vun der Sportswelt direkt consultéiert ginn a sech Problemer esou evitéiere loosse?

**Réponse (27/09/2022) de M. Georges Engel, Ministere des Sports**

ad 1. Wat elo d'Prozedur, respektiv den Oflaf vum Bezuele vun den Indemnitéite vun de verschiddenen Intervenanten an de Centres de formation ubelaangt, esou kommen iwwer de Sportlycée, deen zoustänneg ass fir d'Koordinatioun vun de federale Centres de formation, Deklaratiounen an de Sportsministère eran, déi monatlech vun den Intervenante selwer ausgefëllt ginn a vun engem Delegéierte vum Verband dann zertifizéiert ginn. D'Direktioun vum Sportlycée zertifizéiert an approvéiert dann déi dozougéhéierend Deklaratiounen.

D'Finanzdivisioun vum Sportsministère saiséiert dann déi eenzel Ordres de paiement, fir d'Liquidatioun vun den Indemnitéiten an d'Weeër ze leeden.

No der Ënnerschréift vum Ordonnateur, dee laut de Bestëmmunge vum Artikel 22 vum ofgeännerte Budgetgesetz vum 8. Juni 1999 d'Kompetenz huert, fir Ausgaben ze engagéieren, liquidéieren an ordonnanceieren, an dëst ënnert senger Verantwortung, an deen och d'gesetzlech Verflechtung fir d'Legalitéit an d'Regularitéit vu sengem Handeln huert, ginn d'Ordres de paiement da weider un de Finanzkontroller, deem säi Rôle och am Budgetgesetz festgehalen ass, fir Visa a Virement vum entspreche Betrag op de Kont vun deem jeeweilegen Intervenante, dëst dann iwwer d'Trésorerie de l'État.

Wann et sech bei den Intervenanten ëm Staatsbeamten handelt, dann ass nach eng zousätzlech Etapp erforderlich. Ier dës Indemnitéiten, „cumuls“ genannt, kënne weidergoe bei de Finanzkontroller fir Visa, muss ofgewart ginn, bis eng Autorisatioun vun Regierungsrat virläit. Dës Autorisatioun ginn am Prinzip eemol am Mount ausgestallt. Dono leeft dann déi selwecht Prozedur bis zu der Iwwerweisung un.

ad 2. Den Arrêté gouvernemental, op dee sech hei bezu gëtt, ass en Arrêté vum 21. Dezember 2001 mat Effet op den 1. Januar 2002, aus enger Zäit, an där d'Centres de formation nach vun der École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS) gëriert gi sinn, a wou et de Sportlycée nach net gouf, dee bekanntlech duerch d'Gesetz vum 21. Juli 2012 geschafe ginn ass.

Dëst erkläert dann och, datt dësen Arrêté vum 2001 verschiddelech interpretéiert ka ginn an eigentlech net méi der Zäit ugepasst ass.

ad 3. Prinzipiell ass dëst allen Acteure scho bekannt gewiescht, et gouf och schon u verschidde Piste geschafft, fir dëst ze regulariséieren. Zulescht war dëst och e Sujet an der Sitzung vum 13. Juni 2022 vum Koordinatiounscomité vum Sportlycée, wou Vertrieeder vum Sportlycée, Sportsministère, Educatiounsministère a COSL vertruede sinn.

ad 4. Op de 25. Juli 2022 ware 40 Deklaratiounen vu 27 Intervenante fir eng Gesamtzomm vun 39.793,58 € am suspens am Sportsministère. An Tëschenzäit ass dann och d'Autorisatioun vum Regierungsrat do fir déi sougenannte „Cumulsdeklaratiounen“ vun enger Gesamtzomm vu 7.039,65 €, déi dann och wäerten, nom Visa vum Finanzkontroller, déi nächst Woch kënnen iwwerwise ginn. Dee Moment sinn all Prestatiounen ausbezuelt.

ad 5. Dëst ass an Tëschenzäit séchergestallt, well de Regierungsrat a senger Sëtzung vum 7. September 2022 een ugepassten Arrêté ugeholl huert.

ad 6. Am Sënn vun der Rechtssécherheet wäert kuerzfristeg eng gesetzlech Basis geschafe ginn, fir d'Indemnitéite vun den Intervenanten an de Centres de formation per groussherzoglecht Reglement ze reegelen.

ad 7. Dës Schrëtt ass scho gemaach a wäert da beim Ausschaffe vum Reglement weidergefuert ginn.

.....  
**Criminalité chez les jeunes | Question 6638 (10/08/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)**

Brochstéckhaft informéiert d'Press iwwer déi virulent Forme vu Jugendkriminalitéit, déi ëmmer méi e brisanten Thema hei am Land ginn. D'Regierung deet sech awer weider schwéier, dem Land ze erklären, wat genee lass ass. A Bezuch op den Artikel „Zwei mutmassliche Anführer von “Dix-sept in Haft“, deen den 9. August am „Wort“ war, stelle sech z. B. dës Froen:

1. Wat ass mat deenen dräi Täter geschitt, déi am Kader vun de Gang-Aktivitéiten an der Stad zwaz festgeholl, awer net inhaftéiert gi sinn? Sinn dës nees op fräiem Fouss? Ënnerleie si enger Form vu Kontroll a wat erwaart si an Zukunft?

2. Gëtt et e politeschen Hannergrond bei deene Jugend-Gangen („Antisistema“) hat d'Press schon als ee vun hiren Nimm genannt?

3. Ass et ze verrieden, datt Jugendlecher ënner 16 Joer, déi un esou Verbrieche deelhuele, net oder kaum bestrooft ginn? Wéi eng Strofen a wéi engem Alter wäeren hei sënnevoll?

4. Wat genee weess d'Police iwwert d'Organisatioun an d'Stäerkt vun dese Gruppen? Wéi vill Gruppe si bekannt, wéi vill Jugendlecher sinn an deenen eenzele lokale Banden? Wat ass hire sozialen Hannergrond, hiren Alter, d'Opdeelung no Geschlecht, geographeschen Originn an no Nationalitéit?

5. Wéi kann d'Schoul d'Schüler virun esou Gruppe schützen? Wien iwwerhéit d'Verantwortung, wa Membere vun esou Banden als Strof d'Schoul müsse

wieesselen a wann den Terror an der neier Schoul da virugeet? Wéi wëllt den Här Schoulminister an Zukunft garantéieren, datt esou jonk Krimineller net méi an en normale Schoulbetrib opgeholl ginn, wou si da kënnen aner Kanner a Jonker terroriséieren? Mist d'Schoulgesetz net an deem Sënn geännert ginn?

**Réponse (27/09/2022) de Mme Sam Tanson, Ministere de la Justice | M. Henri Kox, Ministere de la Sécurité intérieure | M. Claude Meisch, Ministere de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

ad 1. an 2. Vu dass et sech bei dese Faiten ëm eng lafend Affär handelt, spillt de „secret de l'instruction“. Deemno decidéiert aleng de Ministère public iwwer d'Opportunitéit, fir doriwweh öffentlech ze kommunizéieren.

ad 3. Et sief bemierkt, datt de Fait, datt dës Jugendlecher am Prinzip net vun engem Erwuessenegeriicht mat enger Strof vum Code pénal kënnen bestrooft ginn, net heescht, datt déi Strofdoten ouni Konsequenze fir déi mannerjäreg Täter bleiwen.

D'Jugendgeriicht kann an deem Sënn verschidde Mesurë fir e stroffällege Mannerjäregen, esouwéi fir de schutzbedürftege Mannerjäregen ordonnéieren, z. B. Sozialstonnen, eng Assistance éducative oder e Placement, deen an all adäquatem Etablissement, z. B. engem Internat oder enger spezialisierter Institution, mee awer och an der Unisec kann exekutéiert ginn.

D'Situatioun wäert awer mat de Gesetzesprojeten am Kader vun der Reform vum aktuelle Jugendschutzrecht<sup>6</sup> änneren, déi konform zu verschiddenen internationale Kannerrechtsnormen eng Trennung tëscht Jugendschutz- a Jugendstroferecht virgesinn. Esou wäerte sech d'Strofen aus dem Code pénal op stroffälleg Jugendlecher, mat verschiddene Limitatiounen ënner anerem um Niveau vun der Dauer vun der Strof applizéieren.

Au vu vun der Gewaltentrennung an der Onofhängegkeet vun der Justiz ënnerläit et net der Exekutiv, zu der Fro vun de konkreete Strofen, déi hei sënnevoll wieren, Stellung ze huelen.

ad 4. Vu dass et sech bei dese Faiten ëm eng lafend Affär handelt, spillt de „secret de l'instruction“. Deemno decidéiert aleng de Ministère public iwwer d'Opportunitéit, fir doriwweh öffentlech ze kommunizéieren.

Doriwwer eraus féiert d'Police keng Statistiken iwwert de sozialen Hannergrond oder d'geographesch Originen an Nationalitéite vu presuméierte Stroftäter.

ad 5. Mir verweisen den honorabelen Deputéierten op d'Äntwerten op déi parlamentaresch Froen Nr. 6534 an Nr. 6539 vum honorabelen Deputéierte Fred Keup.

.....  
**Plan d'urgence gaz | Question 6640 (10/08/2022) de M. Fred Keup | M. Fernand Kartheiser (ADR)**

Mat dem haitegen Akraafttriede vum europäesche Gasnoutfallplang sinn d'EU-Memberstaaten opgefuerdert, hire Gasverbrauch bis März 2023 ëm 15 % (am Verglach zu de leschte 5 Joer am gläichen Zäitraum) ze reduzéieren. Fir de Fall, dass déi vun der EU fixéiert Ziler net erreecht géife ginn, kann d'EU – mat der Zoustëmmung vun op d'mannst 15 Memberstaaten, déi

<sup>6</sup> Projet de loi n° 7991 portant introduction d'un droit pénal pour mineurs  
Projet de loi n° 7992 relatif aux droits des mineurs victimes et témoins dans le cadre de la procédure pénale  
Projet de loi n° 7994 portant aide, soutien et protection aux mineurs, aux jeunes aux familles

zesummen op d'mannst 65 % vun der EU-Bevëlkerung ausmaachen – weider Moosnamen decidéieren, déi da fir all d'EU-Memberstaate verbindlech wäerte sinn.

An deem Kontext hu mir folgend Froen un den Här Energieminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, wéi eng energiepolitesch Constrainten op Lëtzebuerg zoukéimen, wann d'EU verbindlech Spuerziler festleeë géif?

2. Besteet an deem Zesammenhank d'Gefor, datt een allgemengen Energiepass zu Lëtzebuerg agefouert gétt, bezéiungsweis d'Reglementatioun am Zesammenhank mam bestehenden Energiepass verschäerft gétt?

3. Kann den Här Minister erklären, ob et am Fall vun enger verbindlecher EU-Veruerdung zu enger Rationéierung vu Gas, Bensinn, Diesel, Mazout an aneren Energiequelle fir Firmen a Privatleit kéint kommen? Wéi géif esou eng Rationéierung funktionéieren a kontrolléiert ginn?

4. Ass am Fall vun enger verbindlecher EU-Veruerdung ugeduecht, fir déi Smartmeter, déi vill Leit elo doheim hunn, zum Zweck vun enger Rationéierung vun Energiekonsum oder der Kontroll vun private Konsumverhalten anzusetzen? Wéi wär dat mam Dateschutz kompatibel?

**Réponse (28/09/2022) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie**

ad 1. bis 4. Lëtzebuerg setzt fir de Moment op fräiwëlleg Mesuren, fir déi 15 % Gasverbrauch an der Referenzperiod vum 1. August 2022 bis den 31. März 2023 (am Verglach zu de Referenzperiode vun de fënnf Jore virduer) anzuspieren. Sou ass dat och am EU-Reglement 2022/1369 iwwert koordinéiert Moosname fir d'Erofsetze vum Gasverbrauch virgesinn.

D'Memberstaate mussen d'Ëmsetzung vun de Reduktionsmoosnamen op hirem Territoire reegelméisseg iwwerwaachen a mussen all zwee Méint der Europäescher Kommissioun d'Reduktioun vun der Demande an hirem Land matdeelen.

Falls déi Europäesch Kommissioun géif feststellen, datt déi fräiwëlleg Mesuren net duer géife goen, fir dat Aspuezil europawäit vu 15 % bis zum 31. März 2023 ze erreechen, géif si dem Europäesche Rot proposéieren, fir eng „europäesch Alerte“ nom Artikel 5 vum virgenanntem europäesche Reglement auszerufen. Am Fall vun esou enger „europäescher Alerte“, wieren d'Memberstaate verpflichtet, fir 15 % Gas an der virgenannter Referenzperiod anzuspieren, a si kéinte gegebenefalls och bei sech obligatoresch Moosnamen ergräifen, fir dat Zil ze erreechen, wa si mierken, datt déi fräiwëlleg Mesuren net duer géife goen. Zu Lëtzebuerg géifen esou obligatoresch Moosnamen iwwert e Règlement grand-ducal, deen opgrond vum Artikel 19 vum ëmgeännerte Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Gas-marché geholl gétt, festgeluecht ginn.

Am Fall vun enger Kris um Gasmarché huet Lëtzebuerg, sou wéi all Memberstaat, en Noutfallplang konform zum EU Reglement Nr. 994/2010 opgestallt, dat spéider duerch d'Reglement 2017/1938 iwwert d'Versuergungssecherheet am Gas ersat ginn ass. Déi éischt Versioun ass vun 2012, an déi aktuell Versioun vum Oktober 2020. Dee Plang ass aktuell amgaangen, ugepasst ze ginn, fir der aktueller Situatioun an der eventueller Noutwenegkeet vu méi laangfristegen Enkpäss Rechnung ze droen. Den ugepasste Plang muss bis spéitstens Enn Oktober op Bréssel notifiéiert ginn.

Am Noutfallplang gi méiglech Mesuren, souwuel fräiwëlleger wéi och obligatorescher Natur, opgezielt,

déi jee no Kontext a Gravitéit vun der Situatioun kéinten aktivéiert ginn, fir d'Risiko respektiv den Impakt vun der Kris ze reduzéieren oder esouguer ganz ze evitéieren. Eng vun deene Mesuren ass zum Beispill d'Reduktioun vum Gasverbrauch fir d'Hëtze bei all de Kategorië vu Verbraucher. Dobäi sinn Haushaltsclients europäesch als „clients protégés“ designéiert, an dierfen deemno nëmmen da ganz ofgeschalt ginn, wann all aner Clientsgruppe schonn ofgeschalt goufen. Dëst schléisst awer net aus, datt och Haushaltsclients am Fall vun engem Enkpass kënnen eng Contributioun leeschten.

Déi national Energiespuercampagne gouf der Ëffentlechkeet den 8. September virgestallt an ass e wichtege Deel vun deene Mesuren, fir op deen aktuelle Gasenkpass an Europa ze reagéieren.

Am Fall, wou all déi Aspuezilmoosnamen net sollten duergoen, fir déi 15 % Reduktioun ze erreechen, oder och am Fall vun enger Kris, wou kuerzfristeg net méi genuch Gas am System wier, fir all Clients ze beliwere, gesäit den Noutfallplang d'Aktivatioun vun engem Ofschaltplang („plan de délestage“) vir. Heibäi géife Clients no engem festgeluechte Prioritéitprinzip ganz ofgeschalt ginn, ugefaang mat industrielle Clients. Sollte Versuergungsproblemer trotz Ofschaltung vun der Industrie weider bestoen, kéinten och mëttelgrouss a kleng Betriber ofgeschalt ginn.

Wat den Energiepass ugeet, sou sief bemierkt, datt Lëtzebuerg elo scho mat déi héchsten Ufuuderungen (am Verglach zu aneren EU-Memberlänner), wat d'Energieeffizienz vu Wunn- an Zweckgebaier ugeet, ëmgesat huet an et ass net geplangt, dës am Kader vun der aktueller Energiekris nach weider ze verschäerfen, an et gétt dozou och keng Ufuuderung vun der EU am Zesammenhank mat verbindlechen Energiespuerziler.

Wat d'Asetze vun de Smartmeter, fir eng Reduktioun vu Gasfluxen ëmzesetzen, ugeet, stellt sech déi Fro net, well dëst technesch net méiglech ass. Och eng Kontroll, ob sech d'Leit un déi geplangte Mesuren halen, ass iwwert de Smartmeter technesch net ëmsetzbar.

.....  
**Système fiscal | Question 6653 (12/08/2022) de M. Dan Kersch (LSAP)**

À l'occasion du débat d'orientation sur la modernisation et les défis du système fiscal luxembourgeois, qui a eu lieu le 14 juillet à la Chambre des Députés, j'avais proposé au nom du LSAP entre autres une modification du tarif de base appliqué aux personnes physiques en matière d'impôt sur le revenu, notamment en ralentissant la progression du barème de 2 à 1 point de pourcentage pour les revenus bas et moyens et en l'accélégrant de 1 à 2 points de pourcentage pour les hauts revenus, tout en augmentant le taux d'imposition maximal avec des tranches supplémentaires en haut de la distribution.

Entre-temps, vous avez fait savoir que les recettes perçues par les administrations fiscales se chiffrent au 30 juin 2022 à un total de 10,3 milliards d'euros, soit une progression de +10,3 % par rapport à l'année précédente. Cette progression trouve son origine notamment dans l'évolution favorable de l'impôt retenu sur les traitements et salaires (RTS) dont les recettes augmentent de 445 millions d'euros respectivement de +18,1 %.

Ainsi, il apparaît clairement que la situation financière de l'État à la fin du premier semestre est plus favorable que l'on aurait pu croire il y a encore quelques mois. À l'aune de cette amélioration des finances publiques, le

débat d'orientation sur la modernisation et les défis du système fiscal luxembourgeois est appelé à se poursuivre.

Dès lors, j'aimerais savoir de Madame la Ministre des Finances :

– Quel est le différentiel dans la charge fiscale supportée par un assujéti célibataire avec le nouveau barème unique proposé par le LSAP par rapport au tarif de base en vigueur pour les revenus bruts annuels suivants (en euros) : 30.000 ; 40.000 ; 50.000 ; 60.000 ; 70.000 ; 80.000 ; 90.000 ; 100.000 ; 110.000 ; 120.000 ; 130.000 ; 140.000 ; 150.000 ; 200.000 ; 300.000 ; 400.000 ; 500.000 ; 750.000 ; 1.000.000 ?

– Quel est l'ordre de grandeur de l'impact financier prévisible du nouveau barème unique du LSAP annexé par rapport au système actuel ?

**Réponse (27/09/2022) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances**

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député propose un nouveau barème unique et s'enquiert sur son impact financier prévisible par rapport au système actuel.

Sur base du barème annexé à la question parlementaire, ci-joint un tableau reprenant le différentiel dans la charge fiscale par tranche de revenu brut, en euros et hors impôt de solidarité, supporté par un contribuable célibataire en application dudit barème unique, par rapport au barème actuellement en vigueur :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).*

L'application dudit barème unique en classe 1 et l'adaptation des classes 1a et 2 sur base de ce barème et selon l'application de la L.I.R., engendre un déchet fiscal d'environ 1 milliard d'euros par an par rapport au barème actuellement en vigueur.

Partant, la mise en œuvre d'une telle réforme creuserait le déficit du budget de l'État, et par conséquent la dette publique, à hauteur de 1 milliard d'euros par an.

*(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

.....  
**Situation du secteur de la construction | Question 6657 (16/08/2022) de M. André Bauler (DP)**

Am der däitscher Baubranche klammen d'Präisser momentan zimmlech stramm – zemol de Präis vum Bëton a vum Stol.

Well eng Rëtsch Opdrag dowéinst stornéiert ginn, ass an dëser Branche eng Rezessioun ze befäerten. Eenzeler schwätze souguer vun enger Vollbremsung fir déi däitsch Baubranche.

Virun deem Hannergrond wollt ech dem Här Wirtschaftsminister folgend Froen stellen:

1. Wéi huet sech d'Lag an der Baubranche zu Lëtzebuerg an de leschte Wochen a Méint entwéckelt?

2. Sinn eng Rei potenziell Opdrag an Tëschenzäit ofgesot ginn?

3. Mat Bléck op déi steigend Energiepräisser am Hierscht a Wanter 2022/2023, wat fir Perspektiven an Erwaardunge ginn de Moment ronderëm d'Baubranche entwéckelt?

**Réponse (27/09/2022) de M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie**

ad 1. Nodeems den Indicateur d'activité vum Bausecteur (cf. Grafik 1) am 1. Trimester 2022 een Héichpunkt

erreicht huet, ass dësen ufanks vum 2. Trimester 2022 gefall a bleift daitlech hannert dem Niveau vu virun der Covid-19 Kris.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

D'Betriber aus dem Bausecteur si bis zum 1. Trimester 2022 relativ gutt aus der Kris vum Covid-19 komm, ënnert anerem bedéngt duerch déi verschiddene Regimenter vu staatlechen Hëllef, déi vun der Regierung an d'Liewe geruff goufen. Sou ass den Indicateur d'activité vum 1. Trimester 2021 op dat 1. Trimester 2022 vu -23 op +12 geklommen. Dës Relance ass awer gebremst ginn, ënnert anerem duerch d'Strategie vum Null-Covid a China, déi zu weidere Produktiounsennerbriechunge gefouert huet, an den Ausbroch vum Krich an der Ukrain huet dësen Trend nach verschäerft.

Och wann d'Opdragsbicher an der Baubranche aktuell op engem héijen Niveau vu 7,9 Méint sinn, sou geet de Secteur awer dovun aus, dass dësen Niveau virun allem bedéngt ass duerch d'Retarden, déi an der Pandemiekrise zustane komm sinn, a manner enger positiver konjunktureller Situatioun ze verdanke wier. D'Betriber fäerten deemno, dass d'Opdragsbicher séier wäerte schmälzen, well eng sellege Clienten hir Opdrägg riskieren no hannen ze verleeën oder souguer ganz ze annulléieren, dës virum Hannergrond vun enger substanzzieller Präisdeierecht an der Perspektiv vu klammenden Zänzen.

D'Vertraue vun den Entrepreneurien aus dem Bausecteur hat der Enquête vum Stavec no am 1. Trimester 2022 en Héichpunkt erreicht. Dësen Indicateur baséiert op zwou Froen aus dem Stavec senger Enquête de conjoncture, engersäits zum Stand vun den Opdragsbicher an anerersäits zum Ausbléck fir den Emploi an den nächsten dräi Méint. Dës zwou Komponenten hunn sech am 2. Trimester verschlechtert an am Juli an August stabiliséiert. Trotz dësem rezente Réckgang vum Vertraue vun de Baufirme bleift dës nach ëmmer op historesch héijen Niveauen. Dës Tendenzen, déi fir de Bausecteur zu Lëtzebuerg beobacht ginn, si ganz vergläichbar mat deene vun der Eurozon.

D'Präisdeierecht am Bausecteur ass eng Realitéit a spigelt sech souwuel um Niveau vun den Energie-, de Material- an de Personalkäschten zréck. De Krich an der Ukrain an d'Perturbatioun vun de Liwwerketten hunn eng daitlech Präisdeierecht zur Konsequenz, déi fir eng Rei Betriber schwéier ze bewältegen ass. Sou erweist sech d'Opstelle vun engem einfachen Devisemittlerweil als schwierigen Exercice.

*(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Och wann ee Groussdeel vun de Präisser zanter ufanks vum Krich réckleefeg ass, sou stagnéieren d'Präisser op engem héijen Niveau am Verglach zu de Präisser vu virun der sanitärer Kris. Sou ass de Präis vum Holz am Verglach mat Januar 2020 am Duerchschnitt ëm 93 % an de Präis vum Stolbëton ëm 81 % geklommen.

Dobäi hunn sech d'Energiekäschten no der russescher Aggressioun an der Ukrain drastesch entwéckelt an d'Präisser vum Brennstoff si vu Januar 2020 bis Juli 2022 ëm 92 % geklommen. Mam Gesetz vum 15. Juli huet d'Regierung dofir zwee wichteg Regimenter an d'Liewe geruff, fir de Betriber finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen:

– Op där enger Säit gëtt et eng Hëllef, fir deene Betriber ze hëllef, déi grouss Energieverbraucher sinn. Hei kann de Staat en Deel vun de Méikäschten am Gas an am Elektreschen iwwerhuelen.

– Donieft gëtt et och ee Regimm, fir verschidde Secteuren, ënnert anerem de Bausecteur, bei der Entwécklung vum Präis vum Diesel ze entlaaschten.

Ënnert dem Stréch kann ee soen, dass d'Méikäschte vu Material, Energie a Personal d'Marge wäerten drécken, an d'Verkafspräisser fréier oder spéider risikieren ugepasst ze ginn.

ad 2. D'Handwierkerkummer huet vu verschiddene Baufirmen d'Informatioun kritt, dass vereenzelt potenziell Projeten annulléiert goufen. Mat der Präisdeierecht vu Material an Energie zécken d'Privatclintien zum Deel, fir gréisser Bau- oder Renovationsprojeten unzegoen.

Och am öffentleche Secteur si verschidde Gemengen, déi fäerten, dass hir Budgeten iwwerschritt ginn, an obwuel et den Ament onméiglech ass, dës Phenomene ze quantifizéieren, sou gëtt et awer e puer Indicateuren, déi undeiten, dass d'Geschäftsklima amgaang ass sech ze verschlechteren.

ad 3. Wann een all dës Elementer a Betruecht zitt, muss een dovun ausgoen, dass d'Aktivitéit am Bausecteur wäert un Dynamik verléieren. Den Impakt duerch de Krich an der Ukrain ass net vun der Hand ze weisen a bréngt eng gewëssen Onsécherheet mat sech.

Laut der Enquête de conjoncture vun der Handwierkerkummer ginn d'Entrepreneurien dofir och dovun aus, dass d'Aktivitéit am 3. Trimester 2022 wäert réckleefeg sinn. D'Baubranche stellt sech deemno op zwee schwierig Jore an, enger ugespaanter Situatioun, där d'Regierung sech och bewosst ass.

Dofir sinn déi verschidde Moossnamen, déi an der Tripartite vum 31. März 2022 festgehale goufen, mat Sécherheet ee wichtige Bestanddeel, fir de Betriber eng gewësse Planungssécherheet ze ginn, ënnert anerem duerch déi zwee Hëllefregimenter, déi mam Gesetz vum 15. Juli 2022 an d'Liewe geruff goufen.

D'Regierung wäert awer och weiderhin hir Responsabilitäten iwwerhuelen. An der Tripartite vun de kommenden Deeg wäert déi aktuell Situatioun am Detail mat de Sozialpartner analyséiert an no gemeinsamen a konkreten Äntwerte gesicht ginn.

### **Mobbing dans la fonction publique | Question 6659 (16/08/2022) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)**

Op der Websäit vun der ITM gëtt Mobbing esou definiert: Mobbing bezeichnet eine konfliktbehaftete Beziehung am Arbeitsplatz, sowohl zwischen Kollegen, als auch zwischen Vorgesetzten und Untergeordneten. Die Zielperson, das Opfer, wird über einen längeren Zeitraum wiederholt und systematisch angegriffen, mit dem Ziel, sie auszugrenzen (H. Leymann, schwedischer Psychologe). Jemanden daran hindern sich auszudrücken, ihn ausgrenzen, ihn an seinem Arbeitsplatz in Verruf oder Misskredit bringen oder seine Gesundheit gefährden – all das sind Verhaltensweisen, die auf Mobbing schließen lassen.

Ma Mobbing taucht net nëmmen am Privatsecteur op, mee kann iwwerall geschéien, wou Mënsche verschiddenster Natur zesummekommen. Dofir existéiert och beim Staat de Service psychosocial (SPS) als Ulafstell, fir de Staatsbeamten an esou Situatiounen ze hëllef.

An deem Zesummenhang wëlte mir dem Minister fir öffentlechen Déngschtsch dës Fro stellen:

1. Wéi vill Persounen hunn de SPS an de leschte 5 Joer wéinst Mobbing op der Aarbechtsplaz consultéiert?

2. Wéi oft huet de SPS an de leschte 5 Joer eng Mediatoune téscht Konfliktparteien duerchgefouert?

3. Können och Beamte vun Établissements publics sech un de SPS wenden a kann de Service onofhängeg

vum Statut (Salaré, Employé d'État, Fonctionnaire) vun de Betreffene genotzt ginn?

4. Wéi eng weider Weeër stinn de Betreffenen op, am Fall wou d'Consultatioun an d'Mediatioun beim SPS keng Resultater bréngen?

5. Wéi vill Plainten an der Fonction publique am Zesummenhang mat Mobbing goufen dem Minister oder anere Regierungsmemberen an de leschte fënf Joer weidergeleet?

**Réponse (27/09/2022) de M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique**

D'Froen vun den honorabelen Deputéierte sinn e bësen iwwerraschend, well den honorabelen Deputéierte Clement dës Froen deels schonn a senger parlamentarescher Fro N° 3714 vum 25. Mee 2021 gestallt huet a beäntwert krut. An deem Sënn fügen ech just déi aktualiséiert Chiffere vun 2021 bäi. Derniewent bidden ech déi honorabel Deputéierte Clement a Goergen, och nach meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4330 vum 20. Mee 2021 nozeliesen.

De Service psychosocial vun der Fonction publique (SPS) bitt all Persoun, déi an der Fonction publique schafft, dat heescht beim Staat, den Établissements publics a bei de Gemengen, eng vertraulich a gratis Ènnerstëtzung bei aarbechtsbedéngten oder perséinleche Problemer un.

De Service psychosocial ass an deem Sënn do fir all Persoun – onofhängeg vum Statut oder Entitéit –, déi psychologesch Berodung wënscht, an onofhängeg och vun der Ursaach an domat och bei all Form vu Virwërf wéinst Harcèlement.

2021 hunn sech 165 Persounen zum Thema Konflikt a 76 Persounen zum Thema Harcèlement un de SPS gewannt. 2022 waren et bis elo 173 Persounen zum Thema Konflikt an 31 explizitt mat enger Demande zum Thema Harcèlement moral.

Op déi Fro betreffend d'Mediatioun téscht Konfliktparteien ass et schwéier ze äntweren, well de SPS réischt ab 2020 Statistiken dorriwwer féiert an och dës Joer réischt eng ausféierlech Sensibiliséierungscampagne iwwert d'Mediatioun lancéiere wäert. Insgesamt ginn et méi Demandé fir Mediatoune, mee d'Konditiounen sinn net ëmmer erfëllt, fir finalement eng Mediatoune kënnen duerchzuféieren, zum Beispill wann eng Partei net dozou bereet ass.

2020 hunn am Ganze 4 Mediatoune stattfont.

2021 hunn am Ganzen 8 Mediatoune stattfont.

Dernieft hunn och nach zwou zousätzlech Mediatoune stattfont, déi vum Mediatounezentrum fir Zivil- an Handelssaachen (CMCC) duerchgefouert gi sinn – hei besteet eng Konventioun mam SPS.

Am Fall wou eng Consultatioun oder Mediatoune beim SPS keng Resultater bréngt, sief op dëser Plaz nach eng Kéier ënnerstrach, dass de SPS keng juristesche Berodung mécht.

Eng Consultatioun am SPS ass eng individuell psychologesch Consultatioun a fokussiert op Mesuren, déi et der Persoun erméiglechen, hire Gesondheitszoustand ze erhalen oder ze verbesseren. Eng Interventioun an der Verwaltung ass nëmme méiglech, wann de betreffenen Agent selwer dat wënscht.

An esou engem Fall kontaktéiert de SPS d'Direktioun vun der Verwaltung, déi d'Responsabilitéit huet, fir weider Mesuren ze huelen. De SPS an och FP2025 oder de Service juridique vum Ministère fir d'Fonction publique stinn der Administratioun zur Verfügung, fir si am weidere Prozess ze beroden, wann dat gewünscht ass.



Am Kontext vun Harcèlement kann eng Persoun (mat oder ouni Berodung am SPS) eng Demande de protection maachen, an där si all d'Fakten duerstellt a formell bei der Hierarchie hiert Recht op Protektion afuerdert. Wann déi Persoun an der Suite vun der Demande keng Verbesserung vun der Situatioun konstatéiert, kann si op der Basis vum Artikel 33 vum Statut hiren Droit de réclamation wouerhuelen a mat der Demande an der Hierarchie weider eropgoen. All Persoun huet ausserdeem zu all Moment d'Recht, eng Plainte bei der Police ze maachen.

Laut de leschten Informatioun vum SPS huet 2018 1 Persoun eng offiziell Demande de protection gemaach, 2019 hunn 2 Persounen sou eng Demande gemaach, 2020 1 Persoun an 2021 insgesamt 4 Agenten. De SPS kann den Agent iwwer dës Prozedur informéieren, ouni awer kënnen ze ermëttelen oder d'Situatioun ze beurteilen.

De Minister fir d'Fonction publique kann deemno net op d'Fro iwwer d'Zuel vun de Plainten äntweren, well dëst net a sengem Aufgabebereich läit.

**Langue luxembourgeoise enseignée à l'École internationale de Differdange | Question 6662**  
(16/08/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

An der internationaler Schoul vun Déifferdeng war d'Fach „Lëtzebuergesch“ relevant als Promotiounskritère vun de Schüler. Zënter 2021 zielt d'Lëtzebuergesch awer net méi fir d'Promotioun, respektiv fir d'Weiderkommen an dat nächst Schouljoer. Dëst féiert dozou, dass eng Partie Schüler sech keng Méi ginn am Lëtzebuergesch an dass d'Roll vum Lëtzebuergesch méi onwichtig ginn ass.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann den Här Minister bestätegen, dass d'Fach net méi relevant ass fir d'Promotioun?
2. Ween ass verantwortlech fir dës Entscheedung?
3. Ass am Virfeld vun dëser Entscheedung, respektiv virum Ëmsetze vun dëser Decisioun mat de Lëtzebuergeschproffe geschwat ginn, respektiv sinn si dorwitter informéiert ginn?
4. Kann den Här Minister soen, aus wéi enge Grënn Lëtzebuergesch net relevant ass fir d'Promotioun?
5. Kann den Här Minister opzielen, wéi eng Fächer an der internationaler Schoul zu Déifferdeng relevant sinn fir d'Promotioun, a wéi eng net?

**Réponse** (21/09/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den honorabelen Deputéierte stellt d'Fro, ob d'Lëtzebuergesch op de Klassen S1, S2 an S3 vum Enseignement secondaire vun den ëffentlechen agreéierten Europaschoulen e sougenannt Promotiounsfach ass oder net, a supposéiert, et hätt an der internationaler Schoul vun Déifferdeng (EIDE) eng rezent Ännerung an dëser Matière ginn.

Et sief dofir e Bléck an d'Legislatioun erlaabt, déi sech hei applizéiert.

Déi ëffentlech agreéiert Europaschoulen ënnerleien, wat d'Zertifikatioun betrëfft, den europäesche Bestëmmungen, sou wéi et an hire jeeeweilege Gesetzer festgeluecht ass. Als Beispill sief hei den Artikel 4 Paragraph 2 vum Gesetz vun der internationaler Schoul zu Déifferdeng zitéiert (Loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange):

« L'organisation des études, les contenus, les modalités de l'enseignement et les certifications de l'enseignement européen de l'École sont soumis à la loi du 23 décembre 1998 portant approbation de la Convention portant statut des écoles européennes, signée à Luxembourg le 21 juin 1994 et des Annexes I et II. »

Dëst heescht, datt d'Promotiounskritèren déi selwecht si wéi an all deenen aneren Europaschoulen. De Règlement général des écoles européennes (2014-03-D-14-fr-10) zielt a sengem Artikel 61 déi Fächer op, déi op de Klassen S1, S2 an S3 promotiounrelevant sinn:

« Matières de promotion :

Matières de base

- 1) Langue I
- 2) Mathématiques
- 3) Langue II
- 4) Sciences humaines
- 5) Sciences intégrées
- 6) Langue III

Autres matières

- 1) Art
- 2) Musique
- 3) Éducation physique
- 4) Latin
- 5) Informatique
- 6) ONL (autres langues nationales)

Les cours de religion/morale et les activités complémentaires ne sont pas des matières de promotion. »

D'Lëtzebuergesch zielt net zu den uewe genannten „ONL“; opgrond vun den Dispositiounen, déi aktuell en vigueur sinn, gëlle just Iresch, Maltesesch, Finnesch a Schwedesch als ONL. Am Document politique linguistique des écoles européennes (2019-01-D-35-fr-2) fanne sech follgend Informatiounen zu den ONL:

« ONL – Autre langue nationale (“Other National Language”) L'irlandais et le maltais sont les langues nationales de l'Irlande et de Malte, respectivement, et des langues officielles. Le suédois et le finnois sont les langues nationales de la Finlande. Dans le système des écoles européennes, ces quatre langues sont enseignées à titre d'ONL aux élèves qui en font la demande. L'irlandais et le maltais sont enseignés dans la section anglophone aux ressortissants irlandais et maltais. Le finnois est enseigné aux ressortissants finlandais de la section suédoise, et le suédois leur est enseigné dans la section finnoise. »

Domat dierft kloer sinn, dass d'Lëtzebuergesch net zu den ONL a deemno och net zu de Promotiounsfächer zielt.

Dëst gëtt an der internationaler Schoul zu Déifferdeng grad wéi och an deenen aneren agreéierten Europaschoulen esou gehandhaabt. Et gouf och keng rezent Ännerung an der Interpretatioun vun den uewe genannte legalen a reglementareschen Dispositiounen.

**Votes du Luxembourg dans les différents organismes des Nations Unies | Question 6664**  
(17/08/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Lëtzebuerg hat d'Chance an deene leschten zéng Joer, a verschiddenen UN-Gremie Member ze sinn. Nieft eisen temporäre Memberschaften ass Lëtzebuerg och Deel vun der UN-Volleksversammlung, der UNGA.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Aussenugeleechtheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Wéi huet Lëtzebuerg säit Ufank des Joers bei Resolutiounen vum UN-Mënscherechtsrot ofgestëmmt

(opgelëscht no Titel vun der Resolutioun a Vott)? Kann de Minister an dëser Lëscht uginn, a wéi enge Fäll de Vott vu Lëtzebuerg duerch eng gemeinsam europäesch Positioun zustane komm ass?

2. Wéi huet Lëtzebuerg säit 2013 bei de Resolutiounen vun der UN-Volleksversammlung ofgestëmmt, wou et ëm spezifesch Länner gaangen ass (opgelëscht no Titel vun der Resolutioun a Vott)? Kann de Minister an dëser Lëscht uginn, a wéi enge Fäll de Vott vu Lëtzebuerg duerch eng gemeinsam europäesch Positioun zustane komm ass?

3. Wéi huet Lëtzebuerg 2013 an 2014 bei de Resolutiounen vum UN-Sécherheetsrot ofgestëmmt (opgelëscht no Titel vun der Resolutioun a Vott)? Kann de Minister an dëser Lëscht uginn, a wéi enge Fäll de Vott vu Lëtzebuerg duerch eng gemeinsam europäesch Positioun zustane komm ass?

4. Wéi huet Lëtzebuerg vun 2019 bis 2021 bei de Resolutiounen vum dem UN-Wirtschafts- a Sozialrot ofgestëmmt, wou et ëm spezifesch Länner gaangen ass? Kann de Minister an dëser Lëscht uginn, a wéi enge Fäll de Vott vu Lëtzebuerg duerch eng gemeinsam europäesch Positioun zustane komm ass?

5. Wéi oft goufen an dëse Gremie Resolutiounen iwwer Lëtzebuerg zur Ofstëmmung bruecht?

**Réponse** (15/09/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

All Joer huelen déi verschidden UNO-Gremie – UNO-Vollversammlung, Mënscherechtsrot, Sécherheetsrot, ECOSOC etc. – gemeinsam Honnerte vu Resolutiounen un. E groussen Deel vun deene Resolutiounen gi per Konsens ugeholl, wat heescht, datt et net zu engem Vott kënn.

Op den UNO-Sitten <https://research.un.org/en/> an <https://digitallibrary.un.org/?ln=en> fënnst een all Informatiounen, wat déi verschidden Resolutiounen betrëfft, opgelëscht no Organ, Sëtzung, Titel a Referenz. Ausserdeem ginn do all Votte vun alle Länner opgelëscht, och déi vun Lëtzebuerg. Deemno sinn all d'Informatiounen ëffentlech zougänglech.

Wat d'Votten am Mënscherechtsrot dëst Joer ugeet (49. a 50. Sessioun), gouf iwwer 22 Resolutiounen ofgestëmmt. An dräi Fäll gouf et keng gemeinsam EU-Positioun.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

An där aktueller 76. Sessioun vun der UNO-Vollversammlung gouf d'Unitéit vun den Votte vun alle 27 EU Memberstaate geséichert, mat der Ausnam vun de jeeeweilege Resolutiounen zu den Theme Recht op Entwécklung (A/RES/76/163), Rassismus (A/RES/76/226), UNHCR (A/RES/76/143), Spezialkomitee fir israelesch Praktiken ze ënnersichen, déi d'Mënscherechter vum palestinensesche Vollek beaflossen (A/C.4/76/L.7), israelesch Siidlungen am besate palestinenseschen Territoire (A/C.4/76/L.9), Jerusalem (A/76/L.16), a friddlech Schlichtung vun der Fro vu Palestina (A/76/L.14).

Am Beräich vun der Ofrëschtung gouf et zousätzlech 16 Resolutiounen, op deenen et keng Unitéit beim Vott vun den EU Memberstaate gouf. (A/C.1/76/L.2, A/C.1/76/L.4, A/C.1/76/L.11, A/C.1/76/L.14, A/C.1/76/L.17, A/C.1/76/L.23, A/C.1/76/L.34/Rev.1, A/C.1/76/L.39, A/C.1/76/L.42, A/C.1/76/L.44, A/C.1/76/L.58, A/C.1/76/L.59, A/C.1/76/L.50, A/C.1/76/L.53, A/C.1/76/L.41, A/C.1/76/L.22)

An de Joren 2013–2014 huet de Sécherheetsrot 163 Resolutiounen an Decisiounen (sougenannt „Presidential Statements“, PRST ofgekierzt) ugeholl. Lëtzebuerg huet all dës Resolutiounen matgestëmmt. Presidential Statements ginn an der Reegel per Konsens



ugeholl. Am Sécherheetsrot gëtt et keng gemeinsam europäesch Positioun, well net all EU Memberstaat vertrueden ass. D'Resolutiounen an d'Presidential Statements, mat hirer Referenznummer an Titel, si chronologesch um UNO-Site ëffentlech zougänglech ënnert der Adress <https://www.un.org/securitycouncil/content/security-council-documents>.

Besonnesch ervirhiewe sollt een d'Resolutiounen 2139 (2014) an 2165 (2014), déi vu Lëtzebuerg, Australien a Jordanien abruucht goufen. Dës zwou Resolutiounen iwwert den humanitären Accès a Syrien goufen unanime vum Sécherheetsrot adoptéiert.

De Projet (S/2014/189), fir eng Resolutioun zum geplangte Referendum op der Krim ze adoptéieren, ass u Russland sengem Veto gescheitert. Eng weider Resolutioun, déi Israel an d'palestinensesch Behörden opgefuerdert hätt, zu enger negociéierter Léisung am Konflikt ze kommen, konnt net déi néideg Stëmme kréien. Lëtzebuerg huet mat siwen anere Länner dofir, d'USA an Australien dergéint gestëmmt. Déi aner fënnf Membere vum Sécherheetsrot hunn sech enthalen.

D'Resolutioun 2143 (2014) gouf vu Lëtzebuerg, als President vun der Aarbechtsgrupp „Kanner a bewaffnete Konflikter“, ausgeschafft a verhandelt. Si gouf unanime de 7. März 2014 ugeholl.

Et gëtt keng UNO-Resolutioun iwwert Lëtzebuerg.

**Bornes d'appel d'urgence | Question 6665 (17/08/2022) de M. Claude Lamberty | M. Max Hahn (DP)**

Am Summer profitéiere vill Leit, fir am noen oder méi wäiten Ausland Vakanz ze maachen. Niewent Zuch a Fliger bleift den Auto e belieft Transportmëttel, fir op déi jeeeweileg Destinatiounen ze reesen. D'Sécherheet vun de Chauffeuren op de Stroosse bleift domat eng Prioritéit.

Laut dem leschten Update um Site vun den Travaux publics goufen et 2015 eng ronn 150 Nouttelfonen op de Lëtzebuenger Autobunnen. Dës sinn an den 80er Joren agefuert a säit 2015 duerch nei Modeller an e méi moderne System ersat ginn.

An Däitschland sinn d'Uriff, déi vun dese Bornen aus gemaach ginn, iwwert déi lescht Jore frappant erofgaangen. Dës kéim ënnert anerem dohier, well nei Autoen zanter 2018 obligatoresch mat engem E-Call-System mussen ekipéiert sinn. A Frankräich géifen d'Nouttelfonen och lues a lues verschwannen, an defekt Apparater géifen net méi ersat ginn. Och an der Belsch hätt ee festgestallt, dass d'Uriff vun desen Telefonen ëmmer manner ginn. An der Wallonie wier fir 2021 esouguer decidéiert ginn, déi sougenannte „bornes d'appel d'urgence“ ganz ofzeschaffen. Allgemeng schéngt et, als géifen d'Nouttelfonen ëmmer méi duerch Handy-Applikatioune wéi „SOS Autoroutes“ oder „Edwige“ ersat ginn.

An deem Kader wollt mir der Madamm Inneministesch an dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Nouttelfone ginn et aktuell op de Lëtzebuenger Stroossen?
2. A wat fir enger Frequenz ginn des Borne kontrolléiert?
3. Wat waren d'Käschte vum Ennerhalt pro Joer säit der Aféierung vun den neie Modeller 2015?
4. Wéi vill Appeller sinn iwwer déi lescht 15 Joer pro Joer iwwer des Nouttelfone getäteg ginn?
5. Wat waren an dese Fäll d'Haaptgrënn, firwat ugeruff ginn ass?

6. Ginn et Pläng zu Lëtzebuerg, de Reseau vun dese Borne weider auszubauen oder ze moderniséieren?

**Réponse (28/09/2022) de M. François Bausch, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics | Mme Taina Bofferding, Ministere de l'Intérieur**

ad 1. Aktuell ginn et 245 Nouttelfonen um Lëtzebuenger Autobunnsreseau.

ad 2. Eemol pro Joer gëtt en Entretien op den 245 Borne gemaach. Wann an der Zäit tëscht den Entretien eng Born e Problem huet, gëtt dat automatesch beim CITA gemellt an de Problem am Uschloss behuewen.

ad 3. D'Käschte fir den Entretien vun den 245 Borne belafe sech op ronn 10.000 Euro pro Joer. Ze bemierken ass, datt d'Borne mat Solarzellen equipéiert sinn an deementspriedend autark funktionéieren, also keen zousätzlechen Uschloss un de Stroumreseau erfuerderlech ass.

ad 4. a 5. De CGDIS verfüegt eréischt säit der Aféierung vum Einsatzleitsystem („ELS“) 2016 iwwer Donnéee vun den Appeller, déi iwwert d'Nouttelfonen op den 112 erakommen. Virun 2016 sinn des Appeller iwwer e Programm vum CITA transitéiert, soudatt déi gewünschte Statistik aus dese Joren net virläit.

Säit 2016 sinn 1.382 Appeller enregistriert ginn:

- 2016: 150
- 2017: 169
- 2018: 217
- 2019: 223
- 2020: 209
- 2021: 224
- 2022: 190 (bis de 7. September)

Et stellt ee fest, datt des Appeller, déi zum Beispill 2021 ronn 0,6 % vun allen Nourriff ausgemaach hunn, iwwert déi lescht fënnf Joer konstant bliwwen sinn. Déi grouss Majoritéit vun den Uriff op den 112, déi vun enger Born aus gemaach gi sinn, ware Meldunge vun enger Pann. Am Joer 2021 goufen zum Beispill 6 Accidenter, 3 Bränn an 2 medezinnesch Urgengen iwwer eng Born gemellt. 213 mol gouf eng Pann gemellt, oder et huet sech ëm en Test oder en techneschen Defekt gehandelt. D'Pannemeldung leet den 112 un de CITA weider.

ad 6. D'Borne sinn um leschte Stand vun der Technik a brauchen net moderniséiert ze ginn.

De Reseau vun de Borne gëtt am Kader vun Neibauprojeten op den Autobunnen, wéi zum Beispill beim Projet „Liaison Micheville–Contournement de Raemeric“, ausgebaut. Op diesem Segment sinn zum Beispill 4 nei Borne geplangt.

**Trans-Atlantic Data Privacy Framework | Question 6666 (17/08/2022) de M. Laurent Mosar (CSV)**

Dans un article de presse publié dans le Handelsblatt, „Was ist beim Datenschutz noch erlaubt? Erste Entscheidungen schaffen neue Hürden“, il est question de la grande insécurité juridique à laquelle doivent faire face les entreprises en matière de traitement des données entre l'Europe et les États-Unis. Je rappelle qu'en juillet 2020, un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne concernant le dénommé « Privacy Shield » invalidait le régime de transfert de données entre l'Union européenne et les États-Unis, le jugeant non conforme au Règlement général sur la protection des données (RGPD).

En mars 2022, l'Union européenne et les États-Unis sont parvenus à un accord de principe sur un nouveau cadre pour le transfert de données transatlantique, le « Trans-Atlantic Data Privacy Framework », dont les détails ne sont pas connus pour le moment.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Est-ce que le Gouvernement a plus d'informations sur le « Trans-Atlantic Data Privacy Framework », notamment au niveau de son contenu et du délai prévu pour l'adoption de l'accord ? Quelle est son appréciation de la situation ?

2) De quelle manière le Gouvernement s'implique-t-il dans les discussions entre l'Union européenne et les États-Unis concernant ce nouvel accord de principe ?

**Réponse (07/09/2022) de M. Xavier Bettel, Ministere des Communications et des Médias**

ad 1) À ce jour, les réformes en matière de protection de la vie privée, annoncées le 25 mars 2022 par les États-Unis dans le cadre du « Trans-Atlantic Data Privacy Framework », n'ont pas encore été finalisées par ces derniers. La communication de ces changements est attendue avant de pouvoir procéder à leur évaluation.

ad 2) Une fois que les réformes au niveau de la législation américaine seront mises en place, elles seront évaluées par la Commission européenne ainsi que par un comité, établi sur base de l'article 93, paragraphe 2, du Règlement général sur la protection des données<sup>7</sup> (« RGPD »), dans lequel le Luxembourg est représenté au même titre que les autres États membres.

Pour plus de détails, l'honorable Député est prié de bien vouloir se référer aux éléments de réponse à la question parlementaire n° 6102 qui apportent les éclairages demandés dans la présente question parlementaire.

**Tournées du « Impfbus » dans le nord du pays | Question 6667 (17/08/2022) de M. André Bauler (DP)**

Mir ass vu besuert Leit bericht ginn, datt den Impfbus, deen de leschte Freideg, 12. August, zu Ettelbréck op der Place Marie-Thérèse tëscht 12.00 an 18.00 Auer d'Leit empfangen huet, ënner anere, fir den zweete Booster ze ginn, d'Patton-Stad huet missen Hals iwwer Kapp a Richtung Lëtzebuerg verloossen, fir op den Ausfall vun engem anere Bus am Zentrum ze reagéieren. Leider stoungen awer zu deem Abléck ronn dräi Dose Biergerinnen a Bierger an der Rei ze waarden an hu missen op eemol heemgoen.

Aus deem Grond wollt ech d'Madamm Gesondheitsministesesch Folgendes froen:

- Wéi ass den Impfbusdénngscht de Moment landeswäit organiséiert?
- Firwat huet den Impfbus d'Stad Ettelbréck stante pede misse verloossen? Wéi sinn déi betraffe Leit duerchen en charge geholl ginn? Wat gouf hinne geroen?
- Stëmmt et, datt den Impfbus an noer Zukunft nach just bis op Miersch a wierklech net méi an de Bezierk Norde gefuer soll kommen? Wann deem sou sollt sinn, wier d'Madamm Minister da bereet, fir an der Verwaltung ze intervenéieren, fir datt dat geännert gëtt?

**Réponse (15/09/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministere de la Santé**

Säit Ufank August gëtt et zwee Impfbussen, déi deeglech Tournéeë maachen, woubäi probéiert gëtt, déi verschidde Landesdeeler ofzedecken.

Den 12. August sollt e Bus op Ettelbréck fueren an den zweete Bus war virgesinn an der Stad op der

<sup>7</sup> Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE

Gare. Et koom awer zu enger mechanesch Pann beim Impfbus, deen initial op Ettelbréck sollt fueren. Nodeem d'Busfirma d'Direktioun vun der Santé iwert dës Panne informéiert hat, a matgedeelt huet, dass kee Reservbus zur Verfügung stoung, gouf decidéiert, d'Missioun zu Ettelbréck kuerzfristeg ze annulléieren an nëmmen op der Gare ze impfen.

D'Equipe vum Impfpersonal ass du mat dem Material an de Vaccinen op d'Gare gaangen, awer, duerch ee mënschleche Feeler bei der Busfirma, ass den eenzege Impfbus awer op Ettelbréck gefuer. De Bus ass zu Ettelbréck ukomm, ouni Vaccinen, Material a Personal, an dofir konnten do keng Impfungen gemaach ginn, an de Bus huet missen zrëck an d'Stad fueren.

Dëse punktuelle Problem war also bedéngt duerch eng mechanesch Pann an e mënschleche Feeler bei der Busfirma. No Réckspriech mat der Firma gouf nach emol kloergestallt, dass ëmmer e Reservbus muss disponibel sinn, wéi dat och initial am Cahier des charges virgesi war.

Et ass net korrekt, dass den Impfbus an Zukunft nëmme bis op Miersch fuere wäert. Zum Beispill ass erëm den 2. September e Passage zu Ettelbréck virgesinn. Aner Passagen am Norde si virgesinn am Pommerlach an zu Veianen.

#### Coopération avec le Nicaragua | Question 6669 (18/08/2022) de M. Fred Keup (ADR)

An huer Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 4312 vum 19. Mee 2021 iwwer d'Mënschrechtssituatioun an Nicaragua an déi bilateral Kooperatioun tëscht Managua a Lëtzebuerg schreiwen d'Häre Minister: „Als Reaktioun zu der politescher Kris, déi am Abrëll 2018 ugefaangen huet, huet Lëtzebuerg deemools entscheet, den neien Indikative Kooperationsprogramm (PIC IV) mam Nicaragua net ze ënnerschreiwen. Zousätzlech sinn direkt Ausbezahlungen un d'nicaraguanesch Regierung ënnerbrach ginn. D'Lëtzebuurger Kooperatioun huet decidéiert, dass déi bilateral Kooperatioun mat der Regierung gestoppt gëtt, bis et eng bedeitend Verbesserung vun der Mënschrechtssituatioun a Fortschrëtt am Hëllef op eng friddlech politesch Transitioun gëtt.“

No de Walen an Nicaragua (November 2021), déi net deenen internationalen Demokratienormen entsprach hunn, huet den Här Entwécklungsminister an der Chamber matgedeelt, dass Lëtzebuerg seng Ambassade zu Managua zouzemaach hätt, mee datt eist Land weiderhin, iwwer de Wee vun NGOen, der Zivillbevölkerung an Nicaragua géif ënner d'Äerm gräifen, besonnesch um Niveau vun der Ernierungshëllef an der Educatioun.

Parallel zu de Repressiounen vun der nicaraguanescher Regierung géint Medien a géint Oppositionspolitiker huet sech awer och d'Situatioun vun de Chrëschten, a ganz besonnesch vun der kathoulescher Kierch, an Nicaragua verschlechtert. Um Site vun „Kirche in Not“ liest een: „Seit 2018 hat die katholische Kirche in Nicaragua rund 200 gewaltsame Übergriffe erlitten. [...] Die religionsfeindlichen Handlungen umfassen Brandstiftungen und Plünderungen von Kirchen, darunter einen Brandanschlag auf die Kathedrale der Hauptstadt Managua Ende Juli 2020, sowie Repressalien gegen Geistliche unter dem Regime von Nicaragua Präsident Daniel Ortega.“ (Quell: <https://www.kirche-in-not.de/allgemein/aktuelles/nicaragua-steht-an-derspitze-religioeser-verfolgung-in-lateinamerika/>)

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Bausen- an Europaminister an un den Här Minister

fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Ugeleeënheeten:

1. Wéi beurteelt d'Regierung am Ablack den Zoustand vun der Demokratie a vum Rechtsstaat an Nicaragua, besonnesch och am Hëllef op déi fräi Reliounsübung?

2. Huet sech d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung géintiwwer dem aktuelle Regime säit de Walen (November 2021) geännert? Wa jo, awéiwäit?

3. Ënner wéi enge Bedéngunge wier Lëtzebuerg bereet, déi bilateral Kooperatioun mat der Regierung zu Managua erëm opzuehuelen? Gehéiert zu deene Bedéngunge och eng Verbesserung vun der Situatioun vun der kathoulescher Kierch a vun de Chrëschten an Nicaragua?

#### Réponse (15/09/2022) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1. D'Mënschrechtssituatioun an Nicaragua bleibt weiderhin alarmant an degradéiert sech och no de Wale vun November 2021 weider. D'politesch Opposanten, déi am Kader vun der pre-elektoraler Phas festgeholl goufen, si weiderhin am Prisong ënner Konditiounen, déi net en ligne si mat den internationale Standarden, deenen Nicaragua ënnerläit. D'UN-Mënschrechtsschichtschëmmerin huet nach am Juni 2022 dorops opmierksam gemaach, dass d'Zivilgesellschaft an engem gesetzleche Kader schafft, deen ëmmer méi restriktiv ass an et hinnen net méi erlaabt, hir Aarbecht korrekt ze maachen. Och d'Universitëten an aner Gruppen, déi net onbedéngt am Interêt vun der Regierung schaffen, ginn ageschränkt, dorënner och d'Kierch. D'international Communautéit rufft Nicaragua weider op, senge Mënschrechtsobligatiounen gerecht ze ginn an den Accès vun internationalen Observateuren an d'Land ze erlaben, fir d'Situatioun um Terrain besser ze evaluéieren.

ad 2. D'Wale vum 7. November 2021 si vun der internationaler Communautéit als net demokratesch agestuift ginn an hir Resultater ginn deemno vun der Lëtzebuurger Regierung net unerkannt. Dës huet d'EU an enger Deklaratioun am Numm vun alle Memberstaaten, a soumat och Lëtzebuerg, den 8. November confirméiert. Duerch d'Erosioun vun der Rechtsstaatlechkeet an d'Degradatioun vun der Mënschrechtssituatioun huet d'Regierung decidéiert, nom 1. Februar 2022 d'Bureaue vun der Ambassade zouzemaachen a keen Agent de la coopération méi op Managua ze schécken. D'Lëtzebuurger Regierung suivéiert allerdéngs weiderhin d'Situatioun an der Regioun a plädéiert fir eng um Dialog baséierend Solutioun zu der aktueller Kris.

ad 3. D'Regierung suivéiert d'Entwécklung vun der politescher Situatioun an Nicaragua am Detail, zesumme mat eisen europäesche Partner an den internationalen Organisatiounen. Am Moment gesi mer, dass d'Situatioun vun de Mënschrechter an dem Rechtsstaat sech ëmmer weider verschlechtert.

D'Lëtzebuurger Kooperatioun ënnerstëtzt d'Recommandatiounen vun der internationaler Gemeinschaft un déi nicaraguanesch Regierung am Domän vun de Mënschrechter an dem Rechtsstaat, souwéi och d'Fuerderung, den Dialog mat den internationale Mënschrechtsorganisatiounen nees opzuehuelen. Dozou gehéieren eng ganz Rei vun Elementer. Am Fall wou déi nicaraguanesch Regierung sech dozou engagéiert, wäert och d'Lëtzebuurger Kooperatioun hir Positioun nei evaluéieren.

#### Aides suite aux inondations du mois de juillet 2021 | Question 6670 (18/08/2022) de M. Fred Keup | M. Jeff Engelen (ADR)

Wéi an engem Artikel vu „Luxembourg Times“ nozelesen ass („Government aid for Luxembourg floods slow in coming“, LT vum 16.08.2022), kruten déi 36 Gemengen, déi no den Iwwerschwemmunge vum 14. a 15. Juli 2021 finanziell Entscheedung beim Staat ugefrot haten, bis elo (Stand: 03.08.2022) just ronn 370.000 Euro ausbezuelen. Dat entsprécht manner wéi 2 % vun deem Betrag, dee si zegutt hunn (23 Mio. Euro).

Wat déi 634 privat Stéit ugeet, déi finanziell Entscheedung beim Staat ugefrot haten, sinn der bis Mëtt Mäerz 2022 ongeféier d'Hallschent dedommagéiert ginn, wéi de Ministère am Abrëll matgedeelt hat.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Maddamm Banneminister:

1. Aus wéi enge Grënn goufe bis elo just 370.000 Euro un d'Gemengen ausbezuelen? Kann d'Regierung preziséieren, bis wéini d'Gesamtzomm un d'Gemengen ausbezuelen wäert sinn?

2. Wéi vill privat Stéit krute säit Mëtt Mäerz 2022 hir Entscheedungen ausbezuelen? Wéi héich ass d'Zomm, déi der Regierung u privat Stéit nach ausbezuelen bleift?

#### Réponse (13/09/2022) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Fir d'Äntwert op déi éischt Fro verweise mer d'Deputéiert op d'Äntwert vun der Inneministesch op d'parlamentaresch Fro N° 6492 vun der honorabeler Deputéiert Carole Hartmann zum Sujet „Inondations de 2021“.

672 privat Menagen hunn eng Demande fir eng finanziell Ënnerstëtzung am Kader vun den Iwwerschwemmunge vum 14. a 15. Juli 2021 beim Familjeministère agerecht. Op den 23. August 2022 goufe 635 Demanden ofgeschloss.

Op de 15. Mäerz ware 499 Dossieren ofgeschloss, esou datt säit Mëtt Mäerz weider 136 Dossiere konnten traitéiert ginn.

De Familjeministère huet am Ganzen Hëllef fir ee Montant vu 7.557.271 € u Privatleit bezuelen. Den nach ausstoende Betrag fir Privatleit kann de Familjeministère net chiffriieren, well an de 37 Dossieren, déi nach net ofgeschloss sinn, déi néideg Dokumenter feelen, fir den Dossier ze komplettéieren (Äntwert vun der Assurance, Preuve vun de Revenuen oder – am Fall vu Residenzen – eng Opdeelung vun de Käschten).

#### Blocage des visas des touristes russes | Question 6671 (18/08/2022) de M. Roy Reding (ADR)

Verschidden EU-Memberstaaten hu wéinst dem Krich an der Ukrain eng Visablockad fir russesch Touristen an d'Spill bruecht. Estland, Lettland, Finnland an déi Tschechesch Republik hunn hir Areesbestëmmunge fir russesch Touristen verschäerft an zum Deel begrenzt Visasperren agefouert oder ugekënnegt.

Elo schonn ass et fir russesch Staatsbierger méi schwéier, an d'EU anzereseen, well de Fluchverkéier tëscht der EU an der Russescher Federatioun agefallt ass. Op engem informellen Treff vun den EU-Bauseministère, sou heescht et, soll nach am August iwwer weider Moossnamen diskutéiert ginn, wéi beispillsweis, dass russesch Touristen bei hirer Arees eng Erklärung ënnerschreiwen mussen, an där si de russeschen Ugrëffskrich an der Ukrain verurteelen.

Aner Stëmme fuerderen eng Tax fir russesch Touristen, déi nom Krich fir den Neesopbau vun der Ukrain genotzt soll ginn. Den ukrainesche President ënnerstëtzt d’Fuerderung no enger Visaophiewung fir russesch Touristen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Har Tourismusminister:

1. Wéi positionéiert sech déi Lëtzebuurger Regierung zu Fuerderungen, russeschen Touriste keng Visa méi auszustellen, bezéiungsweis hir Arees an d’EU vun diverse Konditiounen ofhängeg ze maachen?

2. Kann den Har Minister preziséieren, ob déi Lëtzebuurger Regierung vun ukraineschen Organisatiounen bezéiungsweis ukraineschen Autoritéite gebiede gouf, sech fir esou Moosnamen op europäeschem Niveau anzusetzen?

**Réponse (19/09/2022) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes**

ad 1. Ech hat d’Geleeënheet, op der Gymnich vum 30. bis 31. August zu Prag eis Positioun kloer duerzestellen. Mir mengen, datt et wichteg ass, ee Regimm ze sanktionéieren, an net déi normale Bierger. Dofir ware mir och net dofir, datt gewéinlech russesch Bierger sollte penaliséiert ginn, andeems mir hinnen d’Arees an de Schengen-Raum géife verbidden. D’Ophiewung vum Visa-Facilitatiouns-Ofkommes, déi decidéiert gouf, bedeit net, datt keng russesch Bierger méi kënnen areesen. Et ass ebe just, datt vun elo un d’Visae fir russesch Bierger ënnert dem normale Regimm, dem sougenannte Code des visas, ausgestellt ginn.

ad 2. Et ass keng Demande vun ukraineschen Organisatiounen bezéiungsweis ukraineschen Autoritéite do, fir russeschen Touriste keng Visae méi auszustellen, bezéiungsweis hir Arees an d’EU vun diverse Konditiounen ofhängeg ze maachen.

**Soldats luxembourgeois au Mali | Question 6673 (18/08/2022) de M. Fred Keup (ADR)**

D’Situatioun am Mali gëtt séier ëmmer méi oniwerrsiichtlech an ëmmer méi ugespaant. Däitschland huet elo decidéiert, seng militäresch UN-Operatiounen zum gréissten Deel unzehalen. Frankräich huet säi Réckzuch ofgeschloss. D’Militärjunta schéngt d’UN-Presenz géint d’Djihadiste wëllen ze behënneren. Esou sinn och MINUSMA-Zaldote vun der Elfenbeinküst als Söldner inhaftéiert ginn. Lëtzebuerg huet zwee Zaldote bei der MINUSMA, déi fir Kommunikatiounen zoustänneg sinn, an 21 weiderer an der europäescher EUTM Taskforce.

An deem Kontext wëll ech de zoustännege Ministren, dem Här Verdeedungsminister an dem Här Bausseminister dës Froen stellen:

1. Ka Lëtzebuerg ënner dese Konditiounen nach veräntweren, seng Zaldoten am Mali ze loossen? Sollten déi Lëtzebuurger Militär am Mali net direkt zrëckgezu ginn?

2. Geet den Här Minister dervun aus, datt d’Situatioun am Mali bis Enn 2022 (Enn vum EUMT-Engagement) respektiv bis Mäerz 2024 (Enn vum MINUSMA-Engagement) net weider eskaléiert? Wéi begrënnst hie seng Positioun?

**Réponse (19/09/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Défense | M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes**

ad 1. D’Situatioun am Mali fir déi divers international Missiounen ass effektiv a villen Hisiichte problematesch. Dofir wäert och d’Mandat vun der

Lëtzebuergescher Participatioun un der EUTM, wat bis Enn dëst Joer leeft, net méi verlängert ginn. De Rôle vun der MINUSMA ass allerdéngs vun zentraler Wichtigkeet fir d’Ëmsetzung vum Alger-Friddensaccord vun 2015. Dofir wäert d’Lëtzebuergescher Contributioun bis op Weideres bestoe bliewen, dat ass iwwregens och de Fall fir de Moment fir den Asaz vun der Bundeswehr.

ad 2. D’Lëtzebuergescher Regierung verfolgegt d’Situatioun am Mali genau, fir kënnen à même ze sinn, gegebenefalls séier op nei Evolusiounen ze reagéieren, ouni sech allerdéngs wëllen u Spekulationen iwwert déi zukünftig Entwécklungen ze bedeelegen.

**Bornes pour voitures électriques « Tesla » | Question 6674 (18/08/2022) de M. Fred Keup (ADR)**

An Däitschland sinn, no enger Meldung vu „Focus Online“, déi sech op d’„Handelsblatt“ an „IKT für Elektromobilität“ bezitt, all Luedsaile fir Elektroautoe vun der Mark Tesla illegal. Dës Saignen hunn an Däitschland kee Compteur, soudatt d’Clients net wëssen, wéi vill Strom si zu wat fir engem Präis verrecht kréien. Well net unzehuelen ass, datt d’Luedstatiounen vun deem E-Gefier-Hersteller an Däitschland anescht si wéi soss op der Welt, wéilt ech dës Froen un d’Madamm Minister fir Konsumenteschutz an un den Här Wirtschaftsminister riichten:

1. Ass den Affichage vum Präis zu Lëtzebuerg virgeschriwwen an erfëllen d’Luedstatiounen vun Tesla an all aner Luedstatiounen dës Oplo?

2. Wat ënnerehët d’Regierung, fir d’Rechter vum Konsument op eng transparent Präisgestaltung duerchzusetzen, fir de Fall, datt d’Chargeuren net sollte gesetzeskonform sinn?

3. Ass d’Lëtzebuurger Regierung, wéi déi däitsch, der Meenung, datt eng Illegalitéit wärend enger Transitionspannend ka bestoe bliewen a keng Konsequenze muss hunn? Wa jo, wéi justifiéiert si esou eng Positioun?

4. Wat fir eng Homologatioun hunn déi Statiounen musse kréien a wie war dofir responsabel? Sinn eventuell Illegalitéite bei där Prozedur scho festgestallt ginn oder si si iwwersi ginn?

**Réponse (22/09/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs | M. Franz Fayot, Ministre de l’Économie | M. Claude Turmes, Ministre de l’Énergie | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

Den honorabelen Deputéierten huet eng Serie vu Froen iwwert d’Präis TRANSPARENZ bei Luedstatiounen fir Elektroautoe gestallt. Wéi hie schreift, si Mëtt August an der däitscher Press eng Serie vun Artikelen verëffentlecht ginn, an deenen d’Legalitéit vun Tesla-Luedstatiounen a Fro gestallt gëtt. Zu deenen Artikelen ass ze bemierken, dass et doranner ëm d’Legalitéit ënnert dem däitschen Eichrecht geet, an net ëm d’Legalitéit ënnert de Reegele vun der Präisindikatium.

Donieft ass et wichteg ervirzehiewen, dass dës Tesla „Supercharger“ bis d’Fréijoer dëst Joer an Europa net zougänglich fir Elektroautoe vun anerem Hiersteller waren an domadder als privat Luedstatiounen unzegesi waren. Doduerjer, dass Tesla awer elo amgaangen ass, progressiv säi Réseau u „Supercharger“ an Europa fir aner Marken opzemaachen, sinn dës Bornen als ëffentlech zougänglich unzegesinn a falen domadder ënnert d’Dispositiounen vun der Direktiv 2014/94/EU iwwert d’Infrastruktur fir alternativ Kraaftstoff an déi respektiv national Transpositiounen vun deem Text an den eenzele Memberstaaten. An Däitschland huet sech

doropshin erausgestallt, dass d’Borne vun Tesla net dem spezifeschen däitschen Eichrecht entsprechen. Zu Lëtzebuerg ass dëst awer net de Fall an der Regierung leien och keng Informatioun vir, dass et an anere Länner änlech Problemer wéi an Däitschland gëtt.

Dobäi ass et och wichteg ze preziséieren, dass et sech bei den Tesla-„Supercharger“ ëm Borne mat Gläichstrom handelt an, wéi an der Äntwert op d’parlamentaresch Fro Nr. 2617 vum 3. August 2020 iwwert méiglech Stromverloschter beim Luede vun Elektroautoen am Detail erkläert, gëtt bei dese Schnelllueder de Wiesselstrom ausserhalb vun Elektroauto an Gläichstrom ëmgewandelt. Déi eventuell Verloschter bei deser Ëmwandlung kritt de Konsument bei Gläichstrombornen, wéi deene vun Tesla, also net a Rechnung gestallt.

Generell ënnerleien och d’Servicer, déi dem Konsument iwwert d’Luedstatiounen fir Elektroautoen hei zu Lëtzebuerg ugebuede ginn, de Reegelen aus dem Code de la consommation.

Um Niveau vun der Präisindikatioun gëllen hei d’Artikelen L. 112-1 a L. 112-8, déi de Prinzipp virschreiwen, dass de Professionellen de Konsument eendeitg, liicht erkenntlech a lieserlech (op Franséisch am Code „de manière non equivoque, facilement identifiable et aisément lisible“) iwwert d’Präisser informéiere muss. D’Präisser mussen an Euro affichéiert ginn an et muss kloer sinn, ob et e Forfait oder e Präis op d’Unitéit ass. Zum Beispill: e Forfait, fir eng gewëssen Zäit ze lueden, oder soss de Präis op d’Kilowattstonn. De Code de la consommation selwer schreift an deem Kontext keng bestëmmten Unitéit vir. De Präis muss och ëmmer all Taxen (z. B. TVA) mat abegräifen. Falls de Präis net am Virus ka bestëmmt ginn, da muss de Professionellen all déi Critären affichéieren, déi hie benotzt, fir de Präis ze bestëmmen.

Am Fall vun de Luedstatiounen ass et awer wichteg ze betounen, dass et an der Reegel keen eenheetleche Präis oder Tariffmodell gëtt. Dëst am Géigesaz zu enger klassescher Tankstell, wou de Client dem Bedreier ee bestëmmte Präis pro Liter Brennstoff bezilt. Esou huet de Client bei de Bornen aus dem „Chargy“-Réseau zum Beispill d’Auswiel tëschent méi wéi 50 Luedservice-Provider (op Franséisch: Fournisseurs de service de charge, „FSC“), déi hir Servicer mat hire jeeweilegen Tariffmodeller op dese Bornen ubidden. All dës ënnerschiedlech Präisser an Tariffmodeller kënnen natierlech net fir de Konsument op der Luedstatioun ugewise ginn. De Konsument kritt am Kontrakt, deen hien am Virfeld mat sengem FSC ofgeschloss huet, d’Tariffstruktur erkläert, an an der Praxis ginn d’Präisser fir de Luedservice meeschtens iwwert eng d’Applikatioun vum FSC ugewisen.

Donieft a wéi an der Äntwert op d’parlamentaresch Fro Nr. 4958 vum 14. September 2021 preziséiert, gesäit déi uewen ernimmten Direktiv vir, dass op all ëffentlech zougänglecher Born och ouni Kontrakt mat engem FSC ka geluede ginn. Dëst sougenannt „ad hoc“-Lueden ass op Schnelllueder, wéi zum Beispill de „SuperChargy“-Bornen, och iwwert Debit- a Kreditkaarte méiglech. An deem Fall ass den „ad hoc“-Präis direkt op der Luedsail affichéiert.

Wat d’Tesla-„Supercharger“ ubelaangt, esou gëtt de Präis an d’Tariffstruktur vun de Luedservicer an den Autoe vun deem Konstrukteur ugewisen. Fir Benotzer vun enger anerer Autosmark geschitt dat iwwert d’Handy-Applikation vun Tesla, iwwert déi de Client sech fir de Service aschreift an d’Luedung fräischalt.

Wann de Konsument säi Won zum Beispill an engem Hotel oder Restaurant luet, dann ass et um Hotelier, d’Präisser ze affichéieren. An der Praxis ass dat an deenen Etablissements, déi dem

Konsumentenschutzministère bekannt sinn, esou dass den Hotelier e Forfait fir eng gewësse Luedzäit fret. Op anere Plazen ass d'Lueden am Zëmmerpräis fir d'Iwwernuechtung mat abegraff.

Bis dato ass de Servicer vum Konsumentenschutzministère keng Reklamatioun iwwert d'Indikatioun vun de Präisser op de Luedstatiounen fir Elektroautoen oder iwwert d'Informatioun vum de verschidde FSCe bekannt.

Nieft der Präisindikatioun mussen déi Professionell, déi hire Stroum iwwert d'Saile verkaufen, sech natierlech och un déi aner Reegelen aus dem Code de la consommation halen. Wann si dat net maachen, setzen si sech strofrectleche Sanktiounen aus, déi d'Police an de Parquet an d'Weeër leede kënnen. D'Ministesch fir de Konsumenteschutz kann hirersäits, wann hir Servicer eng Infrastrukturen feststellen, eng „action en interdiction“ oder eng „action en cessation“ géint de Professionellen aleeden.

Et ass nach wichteg ze preziséieren, dass am Kader vum „Fit for 55 Package“ d'Europäesch Kommissioun de 14. Juli 2021 ënnert anerem eng Propos fir een neit Reglement iwwert d'Infrastruktur fir alternativ Kraaftstoff gemaach huet, wat déi uewe genannt Direktiv ersetze soll. Nieft Mindestziler u Luedinfrastruktur, déi all Memberstaat muss virgesinn, gesäit d'est neit Reglement am Artikel 7 och eng Rei kloer Reegelen a puncto Präistransparenz an Affichage op effentleche Luedstatiounen vir. Esou soll de Präis vum „ad hoc“-Lueden an allegueren d'Komponenten, aus deenen sech dese Präis zesummesetzt, kloer op all Born affichéiert ginn. Dat selwecht géllt fir allegueren d'Handy-Applikatiounen vum de FSC.

Duerch dës méi kloer an europawäit applikabel Reegunge soll d'Lueden op effentlech zougängleche Luedinfrastrukturen an der ganzer Unioun méi transparent an domadder am Sënn vum Konsument verbessert ginn.

#### Registre des bénéficiaires effectifs | Question 6675 (18/08/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

Fir ASBLen, grad ewéi Entreprises, géllt d'Flicht, fir sech am LBR androen ze loosse an do regelméisseg d'Bénéficiaires effectifs an d'Bilanzen ze hannerleeën. Am Fall, wou d'est net gemaach gëtt, si Strofe virgesinn. Mir ass an dësem Kader ee Fall zougedroe ginn, laut deem de President vun enger ASBL doheem vun der Police opgesicht gouf an an de Policebüro convoquéiert gouf, well d'Beneficiairen net kommunizéiert gi waren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a Justiz dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch d'Prozedur vum der Ausstellung vun enger Amende am Kader vum Netrespekt vum Gesetz vum 13. Januar 2019 nach eng Kéier erklären?
2. Fannen d'Ministernen et proportionell, dass dräi Poliziste bei de President vun enger ASBL heemgeschéckt ginn, wéinst enger Irregularitéit am LBR?
3. Sinn d'Ministernen der Meinung, dass esou eng Ëmsetzung – wéi an der Intro beschriwwen – vum Gesetz vum 13. Januar 2019 d'Attraktivitéit vum Benevolat schiedegt?

**Réponse** (20/09/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. D'Ausstellung vun enger Geldstrof baséiert sech op den Artikel 20 Paragraphen 1 an 2 vum Gesetz vum 13. Januar 2019 (RBE-Gesetz).

Et sief am Virfeld bemierkt, dass, iert eng Strof ausgeswat gouf, all d'Entitéiten, déi ënnert d'Bestëmmung vum RBE-Gesetz falen, ASBLen abegraff, sensibiliséiert an informéiert goufen.

– Als Rappel, bei der Aféierung vum RBE-Regëster ass eng flächendeckend Sensibilisierungscampagne lancéiert ginn, fir déi betreffen Entitéiten iwwert dat neit RBE-Gesetz ze informéieren. An deem Kader gëtt op d'Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nr. 3534 vum 29. Januar 2021 vun den honorablen Deputéierten Dan Biancalana a Mars Di Bartolomeo verwisen.

– Bei der Immatriculatioun am Handelsregëster ginn all d'Entitéiten zënter Oktober 2020 via den Internetsite vum LBR informéiert iwwert d'Obligatioun, d'Bénéficiaires effectifs bannent engem Mount am RBE anzudroen. Dës Obligatioun gëtt nach eng Kéier widderholl, wann d'Entitéit bis d'Bestätigung vun hirer Immatriculatioun am Handelsregëster kritt huet.

Et sief och bemierkt, dass no der Iwwergangszäit vu sechs Méint, déi d'RBE-Gesetz virgesinn huet, nach en administrativen Delai vun dräi Méint accordéiert gouf, wärenddeem d'Entitéiten hir Bénéficiaires effectifs gratis um RBE konnten androen. Eréischt no dëser Period kruten 2.569 ASBLen, déi déi néideg Informatiounen dem RBE net matgedeeft haten, obwuel se am RCS agedroe waren, e Rappel geschéckt.

Doriwwer eraus mécht den LBR nach e Suivi vun all den Entitéiten, déi nei immatrikuléiert sinn an déi trotz den uewe genannten Informatioun a Rappel vum LBR bei der neier Immatriculatioun hire Bénéficiaire effectif net bannent engem Mount am RBE agedroen hunn. Bei feulenden Informatiounen schéckt den LBR per Bréif e Rappel un déi betreffen Entitéiten, fir datt se d'Méiglechkeet kréien, bannent engem Mount hir Obligatiounen ze erfüllen, éier hiren Dossier un de Parquet iwwermëttelt gëtt.

Wann d'Informatioun trotz all dës Mesuren nach ëmmer net agedroe gouf, gëtt den Dossier vum LBR un de Parquet iwwermëttelt, deen dës Entitéiten, also och den ASBLen, eng Sommatioun zoukomme léisst.

Och no esou Sommatiounen gouf allerdéngs festgestallt, dass verschidden ASBLen nach ëmmer net konform zum RBE-Gesetz waren, a fir dës ASBLen gouf dunne e Procès-verbal vun der Police erstallt.

Déi éischt Procès-verbaux sinn dem Parquet iwwermëttelt ginn an obwuel et ze fréi ass, eng Bilanz ze zéien, goufen zwou Tendenze festgestallt:

– A verschidde Fäll huet d'ASBL d'Initiativ geholl sech opzelen, well se hiren Objet net méi erfelle konnt.

– An anere Fäll huet d'ASBL hir Situatioun regulariséiert.

An deenen zwee Fäll consideréiert de Parquet, dass ee vun den Ziler vun der Action publique erreecht ass (der Strofdot a Stéierung vum Ordre public en Enn ze setzen) an d'Resultat gëtt um Niveau vun der Opportunité des poursuites a Betruucht geholl, zesumme mat den Eegeschaften an der Natur vun den Aktivitéiten un der ASBL.

Opgrund vun den Eegeschaften vum den ASBLen (lokal Aktivitéiten, Benevolat), gëtt e leschte Rappel verschéckt, wann, trotz Procès-verbal, d'ASBL nach ëmmer net hir Situatioun regulariséiert huet oder opgeléist ass. Wann d'ASBL net kooperéiert, da kann eng Strof gesprach ginn, déi vum RBE-Gesetz virgesinn ass, d'est nieft enger eventueller gerichterlicher Opléisung.

Op haut gouf keng ASBL (a kee President vun enger ASBL als Coauteur) poursuiviéiert an a fortiori verurteilt, wéinst Verstouss géint d'RBE-Gesetz.

ad 2. D'Police féiert an dësem Kontext spezifesche Kontrollen aus, wéi och deels an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 6510 beschriwwen. D'Police fixéiert hiren Dispositif fir dës Kontrollen a Funktioun vun diverse Consideratiounen, déi jee no Fall variéieren kënnen.

ad 3. Aus den uewe beschriwwenen Erklärungen geet ervir, dass d'ASBLen normalerweis op d'mannst zwee Bréiwier vum LBR kritt hunn an op d'mannst ee Courier vum Parquet, d'est onofhängeg vun den Informatiounen, déi se am Kader vun der Sensibilisierungscampagne kruten.

Ausserdeem muss ënnerstrach ginn, dass d'Obligatioun vum RBE-Gesetz och vun ASBLen musse respektéiert ginn, och wann d'Aktivitéiten vun den ASBLen zu engem grossen Deel vu Benevolen ausgefouert ginn.

Et ass och ze preziséieren, dass um 14. September 2022 7.418 vun 8.661 ASBLen hiren Obligatiounen, déi virgeschriwwen Informatiounen am RBE anzudroen, nogaange sinn, dat entsprécht engem Taux de conformité vu 85,6 %.

D'ASBLen, déi hir Obligatiounen nach ëmmer net erfëllt hunn, kënnen dat all Moment maachen an esou mam RBE-Gesetz konform sinn.

D'ASBLen, déi Schwierigkeeten hunn, d'Demarchen op elektronischem Wee auszeféieren, kënnen sech un de Guichet d'assistance vum LBR wenden (op Rendez-vous).

Dës Obligatiounen mussen erfëllt ginn a sinn eng Viraussetzung, fir de juristesche Statut vun enger ASBL ze hunn a fir d'Méiglechkeet ze hunn, eng Aktivitéit an engem séchere rechtleche Kader auszeféieren.

#### Foire de l'étudiant 2022 | Question 6676 (18/08/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)

Nodeems d'Studentefoire 2020 pandemiebedéngt exklusiv online ofgehalen ginn ass, ass 2021 op eng hybrid Form zeréckgegraff ginn, wou wärend zwee Deeg d'Unie wéi och d'Studentecercelen e physische Stand am Campus vun der Uni.lu konnten hunn. D'est Konzept soll fir d'Studentefoire 2022 bäigehale ginn an deemno sinn, wéi schon 2021, d'Jugendorganisatiounen vum physischen Deel vun der Studentefoire ausgeschloss a kënnen nëmme vum virtuellen Deel profitéieren, fir hir Organisatioun ze presentéieren.

An dem Zesummenhang géif ech gär füllend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

– Wëssend, dass d'Studentefoire eng immens wichteg Geleeënheet fir d'Jugendorganisatiounen war, fir hir Organisatiounen ze presentéieren, wat waren déi genee Grënn, déi den Här Minister dozou beweegt hunn, d'Jugendorganisatiounen vum physischen Deel vun der Studentefoire auszuschléissen?

– Kéint den Här Minister sech virstellen, Jugendorganisatiounen erëm un den nächste Studentefoiren deelhuefen ze loosse?

• Wa jo, ënnert wat fir enge Konditiounen?

– Ass fir d'Joren 2020 an 2021 statistesch erhuewe ginn, wéi vill Schülerinnen a Schüler un der digitaler Versioun vun der Studentefoire deelgeholl hunn, an ass och analyséiert ginn, ob si déi gewünschten Informatiounen kritt hunn?

• Wa jo, wéi eng Konkusiounen zitt den Här Minister dorausser?

– Fir d'Joer 2021, wou d'Studentefoire physisch ewéi virtuell stattfont huet, wéi eng Form hat méi Zoulaaf a

kann elo scho gesot ginn, wéi eng Form am beschten de Besoine vun de SchülerInnen a Schüler nokënn?

– Gouf unhand vun enger „enquête de satisfaction“ ermëttelt, wéi zefridden d'Schüler an d'Exposantë mat der hybrider Form vun der Studentefoire an dem Organisationsstanduert waren?

- Wa jo, kann den Här Minister ons schonn éischt Resultater virleeën?
- Wann nee, gedenkt den Här Minister, eng „enquête de satisfaction“ fir d'Studentefoire 2022 ze organisieren?

**Réponse** (19/09/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ech reagieren op der honorabeler Deputéierter Martine Hansen hir Froe mat dësen Informatiounen iwwert d'Konzept an d'Organisatioun vun der Studentefoire.

Et sief virop drun erënnert, dass d'Studentefoire als Objektiv huet, eemol am Joer all d'Schüler aus den zwou leschte Secondairesklassen (1<sup>re</sup> an 2<sup>e</sup>), mee awer och Elteren an all weider interesséiert Persounen, prezis a méiglechst komplett iwwert d'Méiglechkeete vun engem Héichschulstudium zu Lëtzebuerg oder am Ausland ze informéieren. Dës Informatiounen betreffen nieft de Studien u sech, also de Studierichtungen, de Studiengang an den Diplomer, och méiglech Finanzbäihëlfelefen an natierlech och d'Studenteliewe mat all de praktesche Froen, déi sech an dësem Beräich stellen.

D'Studentefoire ass deemno e wichtegt Evenement am Kalenner vun all Première- an Deuxième-Schüler, dee wëll studéiere goen, dat komplementar ass zu all den aneren Offeren, déi zesummegeholle den Orientierungs- an Informatiounsprozess, dee sech vum Secondaire bis zum Ufank vum Studium erstreckt, ausmaachen.

Wéi déi honorabel Deputéiert an hirer parlamentaresch Fro richtig schreift, gouf d'Studentefoire 2020 pandemiebedéngt eng éischte Kéier exklusiv an digitaler Form ofgehalen. Well nom Ausbroch vun der Pandemie eng radikal Ofso vun der Studentefoire keng Optioun war, huet den Héichschulministère, als Organisator vun der Foire, missen a kierzester Zäit déi schonn ugelafe Preparative fir eng reng physisch Foire astellen an d'Méiglechkeete vun enger reng digitaler Alternativ préwiwen an ëmsetzen. Op dëser digitaler Foire, déi am November 2020 ënnert dem Titel „Studentefoire goes digital“ stattfonnt huet, ware méi wéi 180 Exposantë mat hire Stänn vertraeden. Dës goufen insgesamt méi wéi 107.000-mol ugeklickt, an déi op de Stänn disponibel digital Broschüren a Videoe goufe méi wéi 29.000-mol ugeklickt. Déi 31 ugebuede Webinarë goufen insgesamt vu 4.000 Leit suivéiert.

Nom Ofschluss vun der Foire goufen d'Cellules d'orientation aus de Lycéëen, déi national Schülerkonferenz an d'Exposanten iwwert de Wee vun engem Online-Questionnaire zu hiren Andréck befrot.

Aus dëser Ëmfro huet sech erginn, dass d'Struktur an de Layout vun der Plattform fir eng Majoritéit vu Leit (Exposanten a Visiteuren) kloer a liicht verständlech waren, d'Visiteuren hu majoritär (85 %) uginn, dass si déi Dokumentatioun fonnt hunn, déi se gesicht hunn. No der Form vun enger zukünfteger Foire befrot, huet sech eng Majoritéit vun de Befroete fir eng hybrid Versioun ausgesprochen.

Opgrond vun de gemaachten Erfarungen, de Resultater vun den Ëmfroen a well déi sanitär Situatioun 2021 et ënnert dem CovidCheck-Regime erlaabt

huet, gouf fir dat Joer decidéiert, op eng hybrid Form vun der Foire zeréckzegraifen. Deemo konnten déi interesséiert Persounen (Schüler, Elteren, Enseignant, ...) sech während enger Woch Enn Oktober op enger digitaler Plattform, an och während engem Dag physisch mat Exposanten austauschen. De presentiellen Deel, déi sougenannt „journée de rencontre“, huet samschdes, den 30. Oktober 2021, an der Maison du Savoie vun der Uni Lëtzebuerg um Campus Belval stattfonnt. Verrieder aus dem Lëtzebuergere Héichschulberäich, d'Lycéëen, déi BTS-Formatiounen ubidden, genau wéi och de Studentendaachverband ACEL an déi eenzel Studentecerclé stoungen de Schüler Ried an Äntwert.

Am Joer 2021 waren 217 Exposantë mat engem Stand op der digitaler Plattform vertraeden. Ronn 4.900 aktiv Visiteure goufe gezielt. De groussen Interessi weist sech och doduercher, dass d'Stänn insgesamt méi wéi 74.000-mol besicht an déi 31 Webinarë vu ronn 3.500 Persounen suivéiert goufen.

Unzemerken ass nach hei, dass 2021 deem no der Experienz vun 2020 oftmoos geäusserte Wonsch no engem méi direkten Austausch tëscht Exposant a Visiteur mat sougenannten „chats“ och Rechnung gedroe gouf. Op der „journée de rencontre“ konnten 48 Exposantë ronn 1.000 Visiteuren empfänken.

An der Ëmfro, déi zur Editioun 2021 vun der Studentefoire duerchgefouert gouf, krut d'Offer un Informatiounen ganz positiv Bewäertungen. Positiv bewäert goufen esouwuel déi digital Plattform ewéi och d'„journée de rencontre“.

Méi nuanciéiert waren d'Meenungen awer, wat déi digital Interaktioun zwëschen Visiteur an Exposant ueget. Déi Mëttelen, déi zur Verfügung stoungen (Text-Chat, Video-Chat), goufe vun de Visiteuren nëmme ganz ageschränkt genotzt, an Ëmstand, deem d'Exposantë bedauert hunn. D'„journée de rencontre“ krut hirersäits vill Zoustëmmung. Déi meesch Visiteuren hu sech dobäi awer fir de Fall, wou déi sanitär Situatioun et géif erlabe, fir eng Foire en présentiel iwwer zwee Deeg ausgeschwat. Gläichzäitig huet eng Majoritéit vu Befroten erkläert, dass si eng parallell digital Plattform géife pertinent fannen.

Den Héichschulministère huet probéiert, all dës Remarken a Suggestiounen bei der Ausaarbechtung vun der Studentefoire 2022 Rechnung ze droen an huet och e reegelméisseg Austausch mat der ACEL iwwer d'Konzept an d'Organisatioun vun der Studentefoire.

Fir dëst Joer gouf fir eng physisch Foire vun zwee Deeg, verbonne mat enger digitaler Plattform, optéiert.

D'Konzept ass dann och par rapport zu den Editiounen vu virun der Pandemie ugepasst ginn. An der Kontinuitéit vun leschte Joer wäert d'Foire 2022 um Campus vun der Uni Belval stattfannen. Engersäits erlaabt dëst de Schüler aus dem ganze Land, dës eenzegaartege Site ze entdecken. Mee virun allem wäerten d'Visiteuren sech fir en hallwen Dag e Bild vun Unisalldag kënne maachen an eng éischt Iddi vun hirem zukünftige Studenteliewe kréien. Entsprechend dem primären Zil vun der Foire, iwwer déi verschidde Méiglechkeete vun Héichschulstudien ze informéieren, gouf sech fir dës Editioun op Partizipantë konzentréiert, déi am Héichschulberäich aktiv sinn, also op Unien an Héichschoulen op där enger Säit, an op Studentevereenegungen a -cerclen op där anerer Säit.

Trotz dësem Fokus krut de Jugendrot als Daachverband fir vill Jugendorganisatiounen d'Méiglechkeet ugebueden, fir eng Presenz op der Plaz ze garantéieren, woubäi Verrieder vun den eenzele

Memberorganisatiounen, déi dat wëllen, sech op dësem Stand kéinten ofwiesselen.

Dat neit Konzept ass selbstverständlech evolutiv a wäert, baséierend op den zukünftigen Erfarungen, sécherlech nach am Laf vun de Joren ugepasst ginn. Nom Ofschluss vun der Foire 2022 wäert erëm eng quantitativ a qualitativ Analys vum Event, inklusiv vun de Resultater vun den Zefriddenheitsëmfroen, gemaach ginn. Am éischten Trimester 2023 wäert dann op Basis vun dësen Donnéeën decidéiert ginn, ob an a wéi engem Mooss d'Konzept vun 2022 kéint ugepasst ginn. D'Zil ass et, mëttelfristeg en nohalte Modell fir d'Studentefoire ze definéieren, deen allen Ufuerderunge vun enger moderner, effizienter a preziser Informatioun vun eisen zukünftige Studenten entsprécht.

### **Mécanisme de recrutement des « Quereinsteiger » pour l'enseignement fondamental** | Question 6677 (18/08/2022) de **Mme Josée Lorsché** | **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

En vertu de la loi du 22 juin 2018 portant modification entre autres de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant l'organisation de l'enseignement fondamental, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement et de la Jeunesse (MENJE) a la possibilité de recruter des détenteurs d'un bachelors en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental (communément appelés « Quereinsteiger ») tels que définis dans le chapitre 1<sup>er</sup>, section 3, articles 6 et 7 de ladite loi modifiée du 6 février 2009. Ce mécanisme de recrutement pourra être déclenché jusqu'en septembre 2023, sous condition que le nombre de candidat-e-s inscrit-e-s au concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur est inférieur au nombre de postes à pourvoir. Au cours de l'année actuelle, l'appel à candidatures était ouvert du 10 mai au 26 juin.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- 1) Combien de candidatures à la carrière de « Quereinsteiger » le MENJE a-t-il reçues en 2022 ? Combien en ont été retenues ?
- 2) Combien des candidat-e-s retenu-e-s peuvent se prévaloir d'un bachelors dans les domaines éducatif, pédagogique ou social ? Comment les autres domaines de formation sont-ils représentés parmi les candidat-e-s retenu-e-s ?

Selon l'article 19bis de la loi modifiée du 6 février 2009 susvisée, il est créé une commission de recrutement ayant pour objectif de statuer sur l'admissibilité des candidat-e-s. Le président de la commission transmet les candidatures retenues au Ministre de l'Éducation nationale qui affecte les candidat-e-s afin de pourvoir les postes d'instituteur restés vacants.

- 3) Monsieur le Ministre peut-il donner des précisions sur les modalités et critères sur base desquels le choix parmi les candidat-e-s admissibles est effectué ?
- 4) Les candidat-e-s pouvant se prévaloir d'un diplôme ou d'une expérience professionnelle dans les domaines éducatif, pédagogique ou social jouissent-ils/elles d'une priorité dans le recrutement ?
- 5) Les candidat-e-s qui remplissent les critères d'admissibilité pour la réserve des suppléants mais qui ne sont pas retenu-e-s pour les postes vacants, sont-ils/elles informé-e-s des raisons précises de leur non-affectation ?
- 6) Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres concernant les candidatures qui sont issues du domaine

éducatif non formel et qui ont été intégrées dans le système de l'enseignement fondamental depuis la création de la carrière desdits « Quereinsteiger » en 2018 ?

**Réponse** (28/09/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Dans le cadre du recrutement des détenteurs d'un bachelors en lien avec un des objectifs de l'enseignement fondamental, mon Ministère a reçu 369 candidatures dont 149 ont été retenues par la commission de recrutement.

ad 2) Dans le cadre du recrutement concerné, les diplômés d'études supérieures des candidats retenus ont été catégorisés de la manière suivante :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Parmi les 71 candidats dont le diplôme d'études supérieures est classé dans la rubrique « Enseignement, pédagogie et sciences sociales », 34 sont détenteurs d'un bachelors en sciences de l'éducation ou équivalent.

ad 3) à 5) La commission de recrutement prévue à l'article 19bis de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental se réunit régulièrement pendant la phase de recrutement dans l'intention d'analyser les dossiers de candidature introduits. Pour statuer sur l'admissibilité des candidats visés à l'article 16, point 2., lettre c), dans la réserve de suppléants, la commission de recrutement fait référence à plusieurs critères.

Dans un premier temps, la commission de recrutement statue sur la recevabilité du dossier de candidature en vérifiant si les candidats ont fait preuve d'une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues ou en ont été dispensés selon les dispositions législatives en vigueur, si le dossier comporte l'intégralité des documents requis pour la prise de décision et si la candidature a été introduite pendant la période de publication de postes. Au cas où une pièce fait défaut dans un dossier de candidature, il va de soi que mes services invitent les candidats concernés à compléter leur dossier dans les meilleurs délais. Pour les dossiers de candidature qui ne peuvent pas être retenus après cette première analyse, les candidats sont informés de la raison qui a conduit à leur élimination dans le cadre du recrutement.

Une fois que la commission de recrutement constate la recevabilité du dossier de candidature, elle procède à une analyse approfondie du profil des candidats. Vu que le nombre de candidatures introduites dépassait largement le nombre de postes à pourvoir, la commission de recrutement a sélectionné les candidats dont les compétences correspondent au mieux au profil recherché, à savoir celui de l'enseignant généraliste.

L'accomplissement de toute formation pédagogique effectuée dans le domaine de l'éducation formelle dans une école fondamentale publique luxembourgeoise ou à l'étranger conduit certainement à une valorisation du profil des candidats. Voilà pourquoi la commission de recrutement procède prioritairement à l'identification des candidats qui sont détenteurs d'un diplôme d'études supérieures préparant à la fonction d'instituteur et/ou qui ont accompli une formation pédagogique qui les autorise à dispenser des cours dans une école fondamentale publique. Pour tous les autres candidats, la commission de recrutement identifie le rapport entre le(s) diplôme(s) d'études supérieures du candidat et les objectifs de l'enseignement fondamental. Le détail des formations suivies dans le cadre des études ayant conduit à l'obtention du diplôme est pris

en considération pour apprécier les capacités des candidats en vue d'une éventuelle intervention dans l'enseignement fondamental.

Sur base du dossier comprenant une lettre de motivation, le curriculum vitae, les diplômes requis ainsi que l'inscription dans le registre des titres de formation, le cas échéant, et les bulletins du casier judiciaire, la commission de recrutement prend en compte l'expérience professionnelle des candidats dans le domaine de l'enseignement en général. Les candidats qui sont déjà intervenus au sein de l'enseignement fondamental en tant que chargé de cours ou remplaçant sont sélectionnés prioritairement par rapport aux candidats qui ne peuvent se prévaloir d'aucune expérience professionnelle dans le domaine de l'éducation formelle.

Dans le souci de favoriser le bon déroulement de la formation en cours d'emploi débouchant au certificat de formation pédagogique C2-4, la commission de recrutement veille à l'hétérogénéité de la population retenue dans le contexte de ce recrutement. L'hétérogénéité du groupe est un facteur essentiel pour la réussite des candidats dans la mesure où ces derniers peuvent s'entraider dans le développement de leur pratique d'enseignement en s'appuyant sur leurs points forts respectifs, entre autres pendant les moments de regroupement entre pairs. De plus, l'hétérogénéité favorise des échanges dynamiques stimulant la participation des agents aux différents modules de formation.

Les candidats dont la commission de recrutement a retenu la recevabilité du dossier de candidature, mais qui n'ont pas été sélectionnés par cette dernière en raison des arguments exposés ci-dessus sont informés que leur candidature n'a malheureusement pas été retenue vu que le nombre de candidatures introduites dépassait le nombre de postes à pourvoir sans cependant exposer le détail des motifs ayant conduit à cette décision. Au cas où un candidat introduit une demande écrite pour solliciter des précisions concernant les motifs ayant conduit à sa non-sélection par la commission de recrutement, des précisions sont transmises à ce dernier dans le délai prévu par les dispositions légales applicables.

ad 6) Dans le cadre du recrutement des détenteurs d'un bachelors en lien avec un des objectifs de l'enseignement fondamental, grand nombre de candidats disposent d'une expérience professionnelle dans plusieurs domaines, aussi bien au Luxembourg qu'à l'étranger, ce qui ne punit pas la classification de ces derniers en fonction de la(des) profession(s) qu'ils ont exercée(s) avant leur engagement dans le système de l'enseignement fondamental luxembourgeois. L'évaluation du parcours professionnel incombe à la commission de recrutement qui procède à cette analyse sur base du dossier de candidature introduit et il s'ensuit que le recensement d'informations plus complexes en matière de parcours professionnel des candidats à des simples fins statistiques ne se révèle pas opportun.

**Distributeurs de produits hygiéniques gratuits dans les lieux publics** | Question 6678 (18/08/2022) de **Mme Jessie Thill** (déi gréng)

Depuis la mi-août, les bâtiments publics et les établissements scolaires et universitaires en Écosse devront fournir gratuitement des produits hygiéniques. Avec l'entrée en vigueur d'une loi contre la précarité menstruelle, les tampons et serviettes périodiques seront disponibles gratuitement pour toute personne en ayant besoin. Le Gouvernement écossais est le premier Gouvernement au monde à mettre en place un plan à échelle nationale pour faciliter l'accès gratuit aux

tampons et serviettes hygiéniques. Une application pour téléphone mobile PickMyPeriod a été lancée afin de localiser les points de distribution les plus proches.

En mars 2021, la commune de Walferdange était la première du pays à installer des distributeurs de produits hygiéniques gratuits dans les toilettes publiques et bâtiments publics tels que la mairie, le centre culturel et les halls sportifs. Depuis lors, des élu.e.s locaux d'autres communes, par exemple de la Ville de Luxembourg, ont visité ces premières installations et s'en sont inspiré.e.s pour en installer également.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de l'Intérieur et de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

1) Madame la Ministre dispose-t-elle d'une liste des distributeurs déjà installés dans les communes ? Dans l'affirmative, combien de communes en ont installé ?

2) Existe-t-il une stratégie nationale afin d'équiper tous les bâtiments publics avec des distributeurs de produits hygiéniques gratuits ? Dans l'affirmative, comment les communes et administrations publiques sont-elles sensibilisées ?

3) Existe-t-il des consignes concernant les distributeurs, notamment afin de garantir un accès inclusif (grâce à des tailles de produits différentes), des produits réutilisables tels que la coupe menstruelle, ainsi que la mise à disposition de produits en coton biologique ?

**Réponse** (19/09/2022) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Ministre de l'Intérieur

Dans le cadre de sa stratégie « MEGAPLUS », le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (MEGA) prospecte régulièrement les communes en vue de les encourager à prendre des mesures concrètes pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes au niveau local.

À cette fin, le MEGA leur propose de conclure une convention de partenariat ayant pour objet la réalisation d'une ou de plusieurs actions pragmatiques et innovantes dans l'intérêt des citoyennes et des citoyens.

Parmi les actions proposées se trouve aussi l'installation de distributeurs de produits d'hygiène menstruelle dans les toilettes publiques communales.

<https://megagemengen.lu/mega-plus/>

Ce volet a d'ailleurs été mentionné de manière explicite dans la circulaire ministérielle n° 3999, diffusée le 21 mai 2021 aux administrations communales.

**Reprise des contrôles médico-dentaires dans l'enseignement fondamental** | Question 6680 (18/08/2022) de **Mme Josée Lorsché** | **M. Marc Hansen** (déi gréng)

Les contrôles médico-dentaires auprès des élèves du fondamental, interrompus à cause de la pandémie du Covid-19 depuis 2020, reprendront avec la rentrée 2022-2023.

Le règlement grand-ducal du 24 octobre 2011 déterminant le contenu et la fréquence des examens de médecine scolaire et le fonctionnement de l'équipe médico-scolaire en vigueur prévoit des examens bucco-dentaires annuels dans l'enseignement fondamental.

Or, dans un courrier adressé aux communes en date du 4 juillet 2022, la Direction de la santé les a informés d'une « nouvelle conception » des activités de la médecine dentaire scolaire. En effet, dès la rentrée scolaire 2022-2023, les examens bucco-dentaires seront limités

aux cycles 1.2., 2.1., 3.1. et 4.2., ce qui représente une réduction effective de 50 % sur tout le parcours d'un élève à l'enseignement fondamental.

Dans ce contexte il faut noter qu'en raison de la pandémie, le contrôle bucco-dentaire des enfants scolarisés au fondamental n'a pas eu lieu depuis 2020. Les élèves ayant fréquenté le cycle 2.2. en 2019-2020 et qui vont fréquenter le cycle 4.1. dès la rentrée 2022-2023 seront ainsi confrontés à une année additionnelle sans contrôle au cas où le contrôle n'a pas eu lieu au premier trimestre de l'année scolaire 2019-2020. Les élèves ayant pour leur part fréquenté le cycle 3.2. en 2019-2020 et qui vont passer à l'enseignement secondaire en 2022-2023 se trouvent dans une situation similaire qui fait que dans l'absolu, tous les élèves susmentionnés seront privés durant quatre années consécutives d'un contrôle bucco-dentaire en milieu scolaire.

Rappelant encore que la modification du règlement susmentionné nécessite l'avis du Collège médical, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quels sont les éléments qui ont conduit le Ministère de la Santé à réduire les contrôles bucco-dentaires dans l'enseignement fondamental de moitié, sachant que des contrôles réguliers et pendant l'enfance et l'adolescence sont un facteur déterminant pour prévenir le développement de caries et les problèmes de santé y liés ?

2) Avec le retard des contrôles déjà accumulé pendant les années 2020-2022, Madame la Ministre estime-t-elle que le moment est bien choisi pour réduire les examens auprès du dentiste scolaire ?

3) Le Collège médical a-t-il été entendu en son avis ? Dans l'affirmative, quel est son constat par rapport aux modifications projetées ?

4) De façon générale, le Ministère de la Santé a-t-il déjà réalisé ou envisage-t-il de réaliser des études épidémiologiques destinées à analyser la prévalence de la carie chez les enfants dans les diverses catégories d'âge, dont celles des enfants de moins de 3 ans, de moins de 6 ans, voire de moins de 12 ans en analysant de plus près les indices carieux et les signes de polycarie chez les enfants vivant dans des situations de précarité, sachant que les facteurs socio-comportementaux, économiques, environnementaux et sociétaux sont connus comme principaux déterminants sociaux de la santé ?

5) Au cas où de telles études ont déjà été réalisées, Madame la Ministre peut-elle nous informer sur les résultats et les conclusions qui en ont été tirées afin de prévenir la carie dans les familles en situation de précarité à l'instar de la stratégie de prévention du Service évaluation économique et santé publique de la Haute autorité de santé en France ?

**Réponse** (28/09/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) Le concept autour des contrôles bucco-dentaires réalisés auprès des enfants de l'enseignement fondamental a effectivement été réorganisé et prévoit dorénavant certes des contrôles moins fréquents, mais pour cela des contrôles beaucoup plus ciblés en fonction des âges et des besoins des enfants. En effet, les activités de prévention et de dépistage dentaire se concentreront désormais à des âges clés, tel que cela est déjà reconnu et appliqué dans d'autres pays, afin de consacrer le plus tôt possible un maximum de temps à la promotion de la santé bucco-dentaire. Il s'agit d'adopter les bons gestes de prévention et de dépister des lésions précocement, tout en assurant un suivi adéquat. Les mesures de prévention viseront prioritairement les tranches d'âge cibles connues pour

avoir un impact sur l'incidence de la maladie carieuse et ainsi suivre les objectifs définis par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Fédération internationale dentaire (références 1-4). La réorganisation tient également compte de la volonté de créer un système standardisé, équitable et uniformément accessible à tous les enfants au niveau national peu importe leur lieu de résidence.

ad 2) Dans un souci de maintenir un dépistage de qualité et dans l'objectif d'accentuer la promotion de la santé bucco-dentaire dès le plus jeune âge, une analyse de la couverture médico-dentaire des enfants a été réalisée au courant de l'année 2021-2022 (référence 5), avec une réflexion sur un nouveau concept dans une perspective globale de santé publique. La reprise des activités de médecine scolaire après la période de Covid-19 est justement l'opportunité d'appliquer ce nouveau concept. À cet égard, il convient d'insister que les visites des médecins-dentistes scolaires dans les écoles constituent une offre de prévention et de dépistage supplémentaire et n'ont pas vocation à se substituer aux examens annuels au cabinet d'un dentiste, recommandés dès l'âge de 2 ans et demi, qui sont intégralement remboursés pour les enfants âgés de moins de 18 ans. Il est aussi à noter que des consultations spécifiques de prévention dentaire en cabinet sont prévues pour les enfants âgés de 2 à 4 ans et entièrement prises en charge par la Caisse nationale de santé (Loi du 15 mai 1984 introduisant des examens médicaux systématiques pour les enfants âgés de deux à quatre ans et article 3 du règlement grand-ducal du 12 décembre 1984 déterminant les modalités d'examen médicaux et dentaires des enfants âgés de deux à quatre ans, tarifs DE2 pour enfants de 30 à 36 mois, et DE3 pour enfants de 40 à 48 mois). Force est cependant de constater que ces offres ne sont pas assez utilisées. En effet, en 2021, seulement 5,77 % des enfants éligibles ont bénéficié de la consultation DE2, et 7,77 % de la consultation DE3. En y ajoutant les consultations de dentiste habituelles (code DC1) en 2021, 10,56 % des enfants âgés de 2 ans ont vu un dentiste, 26,36 % à l'âge de 3 ans, et 39,82 % à l'âge de 4 ans. Ces chiffres sont sensiblement les mêmes qu'avant la pandémie. Une campagne d'information et de promotion de santé dentaire sera mise en place prochainement afin d'informer les parents de jeunes enfants non scolarisés, sur l'importance d'un suivi régulier chez un dentiste dès l'âge de deux à trois ans et l'offre gratuite y relative au Luxembourg.

ad 3) Le Collège médical a été informé en date du 4 juillet 2022 du nouveau concept de prévention à appliquer et de la réorganisation prévue et n'a pas exprimé de remarques ou objections particulières quant au nouveau concept. À cet égard, il faut insister sur le fait qu'une évaluation de la faisabilité et de l'impact du nouveau concept de prévention est prévue au terme d'une première année scolaire, en été 2023, avant toute modification légale définitive. Le Collège médical sera évidemment tenu informé des résultats de cette évaluation.

ad 4) Cette réorganisation permettra justement de récolter au niveau national des données sur certains aspects de la santé bucco-dentaire des enfants (ces données faisant actuellement défaut) et permettra d'obtenir une image fidèle de la santé bucco-dentaire de nos enfants et d'évaluer à moyen terme l'efficacité du dépistage scolaire et de la promotion de la santé bucco-dentaire précoce. Le développement des caries dépend de nombreux facteurs, dont certains peuvent être prévenus ou évités. Comme de nombreux facteurs qui influencent la santé en générale, les facteurs de risque pour la santé bucco-dentaire sont inévitablement liés aux contextes socio-économiques, environnementaux et sociétaux au sens large, et leur étude

sera d'une grande importance pour orienter notre politique de santé future avec un objectif de réduire les inégalités sociales.

ad 5) Il n'y a à l'heure actuelle aucune analyse de ce type réalisée sur la population au Luxembourg, l'objectif étant d'en réaliser dès que des données fiables et standardisées seront disponibles au niveau national.

**Syndrome de La Havane** | Question **6681** (19/08/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An de leschte Jore kolum et bei US-Diplomaten am Ausland ëmmer erëm zu Fäll vum sougenannten Havanna-Syndrom. Heibäi handelt et sech ëm onspezifesch Symptomer ewéi Kappwéi oder Schwindel, déi laut Aschätzung vun den US-Geheimdëngschter geziilt duerch den Asaz vun elektromagnétescher Strahlung ausgeléist gi sinn, wéi et an engem Artikel vum „Spiegel“ ze liese war.

Et ass an dem Zesammenhang, wou mir gär folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Justizministeresch an un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheest wéi och un den Här Staatsminister stelle géifen:

1. Sinn der Regierung zënter der Question parlementaire N° 5796 vum 22. Februar 2022 Fäll vum Havanna-Syndrom bei Lëtzeburger Diplomaten am Ausland wéi och Residenten bekannt?

– Wa jo, wéi vill a wéi konnt de betroffene Persoun geholle ginn?

2. Hunn d'Lëtzeburger Autoritéiten sech am selwechten Zäitraum scho mat Fäll vum Havanna-Syndrom befaasst?

– Wa jo, wéi oft a mat wat fir enge Konklusionen?

– Gouf et an deem Zesammenhang néi Erkenntnisser iwwert den Havanna-Syndrom?

3. Sinn der Regierung Fäll vun illegalem Asetze vun elektromagnétescher Strahlung bekannt a wéi schätzt d'Regierung deen domadder verbunnene Risk an?

**Réponse** (16/09/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure | **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. D'Regierung huet keng Kenntnis vun engem erwisene Fall, mee ee Bierger huet d'Regierung informéiert, eng Plainte an deem Kader deposéiert ze hënn.

ad 2. Ausser dem Fall am direkten Zesammenhang mat der Plainte huet sech keng Lëtzeburger Autoritéit mat konkrete Fäll befaasst.

ad 3. Der Regierung si keng Fäll vun illegalem Asetze vun elektromagnétescher Strahlung bekannt.

**Sommet agricole** | Question **6682** (19/08/2022) de **Mme Martine Hansen** | **Mme Octavie Modert** (CSV)

Bedéngt duerch déi extrem héich Temperaturen dese Summer an déi duerch den Ukrainkrich ausgeléisten Turbulenzen op den internationalen Agrarmäert, si vill Bauerebetriber hei am Land, wéi an Europa, mat Existenznéit konfrontéiert. Well d'Situatioun am Agrarsektor immens ugespaant ass an eng Léisung fonnt muss ginn, ríft d'Bauerallianz d'Regierung dozou op, am Hierscht en „Agrarsommet“ anzuberufen, fir schnellstméiglech Léisungen op déi aktuell Problemer ze fannen. D'Fuerderung no esou engem Agrarsommet konnt och vum President vun der Landwirtschaftskummer novollzu ginn, dee selwer nach eng Kéier betount, dass et immens wichteg



wier, am Kader vun engem Agrargipfel iwwert déi aktuell Problemer an der Landwirtschaft ze schwätzen.

An deem Zesammenhang géife mir gär follgend Froen un den Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung stellen:

1. Gedenkt den Här Minister, op d'Fuerderung vun der Bauerenallianz anzegoen an en Agrarsommet anzeberuffen?

– Wa jo, wéini gedenkt den Här Minister e sougenannten Agrarsommet anzeberuffen?

– Wann nee, mat wat fir enger Argumentatioun verzicht den Här Minister op en Agrargipfel?

2. Wéini gedenkt den Här Minister eng Decisioun ze huelen, ob Betriber, déi vun der extremer Héizt an Dréchent getraff sinn an Aboussen hunn, gehollef gëtt?

3. D'Nohaltegkeet steet am Vierdergrond vun der Agrarpolitik. Huet d'Regierung wëlles, d'Nohaltegkeet vun importéierte Liewensmëttel, déi ganz dacks laang Transportweeër hannert sech hunn, ze bewäerten?

– Wa jo, wéi?

– Wann nee, firwat net a wéi soll an deem Fall eng deloyal Konkurrenz verhënnert ginn?

**Réponse** (30/08/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Ech sinn oppe fir all Diskussiounen a begrëssen d'Iddi vun engem Agrarsommet; en Agrarsommet ass no der Recolte an Drauwelies bestëmmt dat richteg Instrument, fir kënnen am Hierscht no all deene Sätzungen an deem Joer mat allen Acteuren aus der Landwirtschaft an dem Wäin- a Gaardebau zesammen de Point ze maachen a fir iwwer Problemer, Iddeen a Projeten ze diskutieren.

ad 2. Den 22. Mäerz an den 30. Mee dëst Joer ware schonn zwee sougenannt „Kärendëscher“ mam ganze Secteur, fir iwwert déi jee weils aktuell Situatioun ze diskutieren an och entsprechend Mesuren ze decidieren. D'Konklusiounen sinn op dem Landwirtschaftsportal ënner follgenden Adresse festgehalen ginn:

<https://agriculture.public.lu/de/actualites/2022/mai-2022/echange-filiere-cerealiers.html>.

<https://agriculture.public.lu/de/actualites/2022/maerz-2022/claude-haagen-ecoute-secteur-agricole-crise-marches-agricoles-ukraine.html>.

Des Weideren ass deemools decidéiert ginn, dass een sech am September nach eemol gesäit, fir notament och iwwert d'Auswierkung vun der Dréchent ze schwätzen. Als éischt gëllt et lo mol, d'Konklusiounen vun deem drëtten „Kärendëscher“ ofzemaachen.

ad 3. Et ass effektiv richteg, dass d'Nohaltegkeet ee vun den Haaptelementer vun der europäescher an nationaler Agrarpolitik ass. Dës Politicken erlaben et, eng ganz Rei vu Bäihëllefen auszebezuolen, fir déi ënnerschiddlech Produktiounsbedéngungen an Oplagen auszegläichen, ouni dass doduerch eng deloyal Konkurrenz entstoe soll. Am Kader vun nationaler strateegescher Plang fir d'Agrarpolitik sinn eng ganz Rei vun Agrarëmweltmoossname virgesinn, mat deenen déi méi héich national Nohaltegkeetsnorme kompenséiert ginn, esou dass ons Betriber kee Wettbewerbsnodeel am Verglach zu Importweieren sollen hunn.

Doriwwer eraus schéngt et mir wichteg ze sinn hei ze rappellieren, dass och Lëtzebuerg sech am Kader vun der Gemeinsamer Markt respektiv dem Aariichte vun fräier Bannemaart engagéiert huet, fir notament de fräie Wuerverkéier ze assureieren. Dat selwecht gëllt fir déi international Handels- a Kooperatiounsofkommessen.

Et bleift dorops hanzeweisen, dass de Landwirtschaftsminister an deene leschte Jore ganz grouss Efforten ënnerholl huet, fir regional a saisonal Produkter ze promovieren. Dëst ass sécherlech ee wichteg Element, fir zu enger méi nohalteger Liewensmëttelproduktioun ze kommen.

**Tests génétiques effectués par le LNS** | Question **6683** (19/08/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den LNS bitt duerch säin „National Center of Genetics“ verschidde Servicer un, fir geneetesche Diagnostiken ze maachen an op verschidde Pathologien ze testen. Heifir gëtt de Patient/in vum Dokter un den LNS verwisen. Eisen Informatiounen no ginn et am Moment ganz laang Waardezäite beim LNS, wat esou Tester ugeet. Bis zu engem Joer kann et laut LNS momentan daueren.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froen stellen:

1. Kann d'Ministesch bestätegen, dass d'Delaen effektiv bis zu engem Joer kënnen daueren?

2. Wéi vill dës Tester goufen an deene leschte fënnef Joer pro Joer ugefrot?

3. Patiente ginn no Prioritéit behandelt. Esou gi prenatal Ennersichunge méi séier gemaach, während aner Patienten als manner urgent ugesi ginn.

Kann d'Ministesch d'Krittären, no deenen dës Prioritéit festgehalen ginn, erklären?

4. Wéi vill Persounen schaffen momentan am National Center of Genetics, opgeléicht no Beruf?

5. Wéi vill Persounen misste laut Ministesch an deem Zenter schaffen, fir d'Delaen erofzeschrauwen? Wat fir Delaen hält d'Ministesch an deem Kontext fir vertrietbar?

6. Wien decidéiert schlussendlech, ob dee vum Dokter ugefrote geneeteschen Test vum LNS gemaach gëtt oder net?

7. Wéi vill Ufroen fir e geneeteschen Test sinn an deene leschte fënnef Joer vum LNS refuséiert ginn?

8. No wéi enge Krittären gi verschidde geneetesche Tester vum LNS refuséiert?

**Réponse** (28/09/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Geneetesche Tester ginn nëmme an ganz spezifesch Fäll gemaach a si keng Standardtester. Ier e geneeteschen Test duerchgefouert gëtt, ass et recommandéiert, als éischt eng geneetesche Berodung ze maachen. Dës Consultatioun ass e wichteg Bestanddeel vun enger geneetescher Ennersichung an och eng Voraussetzung fir eng grouss Zuel vu geneeteschen Analysen.

De spezialiséierten Dokter an der Humangenetik ass den Dokter, deen entscheet, wéi eng geneetesche Tester ze maache sinn, wann en Test verfügbar ass. D'Critère fir d'Bestimmung vun der Indikatioun an d'Ausféierung vu geneeteschen Tester am Kader vun de medezineschen Examen baséieren op nationalen an internationale professionnelle Richtlinnen a Recommendationen, souwéi op dem aktuelle Stand vun der Wëssenschaft an der Qualitéitsrichtlinie fir Laboratoire. Dës Entscheedung gëtt an Ofspreech mam Dokter, deen sech ëm de Patient këmmert, gemaach an no der informéierter Zoustëmmung vum Patient, deen déi op Basis vun enger genauer Opklärung erdeelt.

D'Gamm vun Indikatiounen fir geneetesche Berodung ass breet. Heefeg Grënn fir mënschlech geneetesche

Berodung sinn ënner anerem de Verdacht op d'Presenz vun enger geneetescher Krankheet, Entwécklungsstéierungen a Malformatiounen bei Kanner, d'Klärung vu raren (onklonen) Krankheeten, d'Presenz vun enger geneetescher Krankheet an der Famill, an net erfëllte Wonsch, Kanner ze hunn, Anomalitéiten a Froen während der Schwangerschaft, oder fir e verstärkte Familjerisiko vu Kriibs ze klären.

Am LNS ginn déi fräi Rendez-vousen no Prioritéit kategoriséiert an den nächste fräie Rendez-vous gëtt no dem Prioritéitsniveau verginn. Fir dréngend Berodungen si speziell Berodungszäite reservéiert. Prinzipiell hänkt d'Prioritéit vum Grond vun der Consultatioun of. D'medezinesch Equipe vum LNS mécht all Dag eng Iwwerprüfung a Ponderatioun no der Drénglechkeet vun allen neie Consultatiounsufragen.

Héchste Prioritéit (dréngend/dréngend Berodung) besteet bei Schwangerschaften, wou z. B. anormal Ultraschallbefunder oder anormal prenatal Tester (z. B. anormal Befunder bei net invasive prenatalen Tester (NIPT)) festgestallt gi sinn.

Eng héich Prioritéit besteet virun allem bei klinische Biller mat méigleche kausalen oder symptomateschen Therapieapprochen, z. B. bei Epilepsie an der Kandheet, Kanner mat Entwécklungsverspéidungen, besonnesch mat metabolesche Krankheeten, oder bei enger diagnostescher, onkogeneescher Ennersichung.

Normal Prioritéit besteet z. B. bei gesonde Mënschen, déi Rot siche bei enger geneetescher Krankheet an der Famill, fir de Risiko selwer am Liewenslaf ze klären.

D'Waardezäit vun der Aschreiwung fir d'geneetesche Berodung an den Dag vun der éischter Consultatioun fir e Berodungs-Rendez-vous hänkt vum Grond vun de Berodungskapazitéiten of. Am LNS sinn et am Moment am Duerchschnitt dräi Méint. Wann et zu Anomalien während der Schwangerschaft kënnen, gëtt e Rendez-vous fir eng Consultatioun normalerweis bannent enger Woch gemaach. An net dréngende Fäll kann et awer méi wéi dräi Méint dauere bis zur éischter Consultatioun, a rare Fäll ass d'Waardezäit aktuell bis zu engem Joer. D'Hallschent vun de Fäll si bannent dräi Méint no der éischter Consultatioun ofgeschloss, inklusiv d'Kommunikatioun vum diagnostesche Resultat an d'Erstelle vum individueller Consultatiounsbrëf.

Déi gesamt Waardezäit fir d'Resultat vun engem geneeteschen Test besteet also aus verschidde Waardezäiten: engersäits d'Waardezäit, fir eng Consultatioun ze kréien; op der anerer Säit d'Delaie vun de geneeteschen Tester selwer an dono d'medezinesch Interpretatioun vun den Testresultater an hir Kommunikatioun an Erklärung duerch de behandelnden Dokter un de Patient.

D'Waardezäite fir d'Testresultat selwer hänke vun der Aart vum geneeteschen Test of. Ofhängeg vun der Komplexitéit kann e geneeteschen Test e puer Aarbeitsdeeg bis e puer Méint daueren.

Generell stellt ee fest, datt d'Unzuel un Ufroen iwwer déi lescht Jore konstant geklommen ass. Dowéinst ginn d'Kapazitéiten beim LNS och weider ausgebaut, fir dës Demanden gerecht ze ginn.

Et gëtt keng systematesch Statistiken iwwer ugefrote geneetesche Tester, déi net duerchgefouert goufen, well se vum LNS refuséiert goufen.

Grënn, fir eng Demanden fir e geneeteschen Test ze refusieren, kënnen ganz ënnerschiddlech sinn. Wann eng Pruf (z. B. Blut) vun engem Dokter mat Ufro fir e geneeteschen Test un den LNS geschéckt gëtt, gëtt fir d'Éischt iwwerpréift, ob all Ufroerunge fir

de geneeteschen Test erfëllt sinn; ënnert anerem, ob d'Proufmateriale, dat erageschéckt gouf, gëeegent ass, ob d'Transportzäiten agehal goufen, ob all déi néideg Informatioun an Dokumenter verfügbar sinn, ob d'Indikatioun adäquat ass an ob fir d'éischt eng geneetesche Berodung néideg ass. Wann d'Konditiounen, fir den Test duerchzuführen, net erfëllt sinn, gëtt den entsprecheden externen Dokter informéiert an, wann néideg, gëtt neit Material oder weider Informatioun ugefrot.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

Insgesamt schaffen de Moment 51 Leit op 44,4 Vollzäitposten (ETP) am National Center of Genetics (NCG).

Déi follgend Tabell gëtt déi aktuell Verdeelung vun de Personalkategorien am NCG un.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

**Agressions dans l'enseignement fondamental | Question 6684 (19/08/2022) de M. Sven Clement (Piraten)**

Am September 2020 huet de Verband Bildung und Erziehung (VBE) an Däitschland d'Resultater vun enger Ëmfro zu Gewalt géint Schoulpersonal an däitsche Schoule presentéiert. 40 % vun de Schulleitungen a Grondschoolen hunn hei kierperlech Aggressiounen gégeniwwer dem Léierpersonal uginn. Dës Wäert huet par rapport zu der Ëmfro 2018 respektiv 2016 zougeholl. Laut VBE kéint dës am Zesummenhang domat stoen, dass vill Kanner net wëssen, wéi ee mat Konfliktsituatiounen soll ëmgoen. Mee och Kanner kënnen Affer vu Gewalt an der Schoul ginn a wëssen net ëmmer, u wie se sech an dem Fall wende sollen.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Huet de Minister Zuelen heiriwwer, wéi vill Fäll et am Fondamental an deene leschte 5 Joer gouf, wou eng Persoun vum Léierpersonal Affer vu Gewalt duerch Schüler gouf?
2. Huet de Minister Zuelen heiriwwer, wéi vill Fäll et am Fondamental an deene leschte 5 Joer gouf, wou ee Schüler Affer vu Gewalt duerch eng Persoun vum Léierpersonal gouf?
3. A wéi ville Fäll ass a béiden Szenariounen d'Police ageschalt a Plainte deposéiert ginn?
4. U wie sollen sech d'Kanner am beschte wenden, wann si Affer vun esou Gewalt sollte ginn?
5. U wie sollen sech d'Enseignantinnen am beschte wenden, wann si Affer vun esou Gewalt sollte ginn?

**Réponse (28/09/2022) de M. Claude Meisch**, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Henri Kox**, Ministère de la Sécurité intérieure

D'Unzuel vun de Schülerinnen a Schüler am Enseignement fondamental public klëmmt konstant; mëttlerweil sinn et der iwwer 54.000. Dank dem Engagement vum Schoulpersonal, dat duerch d'Regionaldirektiounen, d'Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (ESEB) an dem Centre de compétences pour le développement socio-émotionnel (CDSE) ënnerstëtzt gëtt, bleift d'Unzuel un Gewaltdeote marginal. Genau statistesch Donnéeën iwwer Gewalt an de Schoule sinn allerdeings schwéier ze erfaassen: Gewalt ass e vasten Term, well dorënner kann ee Verhalensstéierungen, Pathologien, ma och Delinquenz verstoen.

Virun allem bei de Kanner am Grondschulalter ass et dofir wichteg ze gesinn, datt Gewaltausbréch

meeschtens den Ausdruck vun enger psychologescher Detresse vum Kand sinn.

Déi eenzeg Donnéeën, déi bei der Police kënnen erfaasst ginn, sinn d'Unzuel vun de Plaiten, déi entgéintgehooll gi sinn, onofhängeg dovunner, ob et sech beim Plaignant ëm eng Schülerin oder e Schüler, e Member vum Léierpersonal oder eng aner Persoun gehandelt huet, an onofhängeg dovunner, ëm wéi eng Gewaltdot et sech gehandelt huet. An dësem Zesummenhang léisst sech d'Unzuel vun de Gewaltdoten an der Schoul tëscht 2018 an 2021, déi vun der Police erfaasst goufen, follgendermoosse resüméieren:

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

Onofhängeg vun den Instanzen am Enseignement kënnen all Affer vu Gewalt (Infraktiounen) sech selbstverständlech zu all Moment un d'Police wenden.

Och wann d'Unzuel vun de Gewaltdote weiderhi begrenz ass an et sech ëm Eenzelfäll handelt, ginn dës all eenzel eescht geholl. D'Sécherheet vum betraffene Kand, senge Matschüler an dem Léierpersonal stinn heibäi am Mëttelpunkt, mee och en adequate psychosozialen Encadrement vum Kand muss assuréiert ginn.

Dofir gouf an der leschter grad wéi an dëser Legislaturperiod reagéiert mat:

- enger personeller Opstockung vun den ambulante Servicere vun de Schoulen;
- der Schafung vum Centre de compétences pour le développement socio-émotionnel (CDSE); an
- der Schafung vu Centres socio-thérapeutiques.

Um lokalen a regionale Plang intervenéieren an de Lëtzebuurger Grondschoolen Educateur-graduén an d'Instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS), déi fir all d'Kanner eng wichteg Bezuchspersoun duerstellen an un déi si sech, niert hirem Titulaire, zu all Moment kënnen wenden. Um regionale Plang kënnen d'Équipe pédagogique oder d'Elteren un d'ESEB eruntriieden, wann d'Mesuren, déi vun der Schoul an an der Schoul organiséiert goufen, hirer Aschätzung no net wäit genuch ginn. Zousätzlech ass och déi jeeeweils zoustänneg Regionaldirektioun ëmmer een Uspriechspartner an dës esouwuel fir d'Elteren ewéi och fir d'Schoulpersonal.

Fir d'Gewaltdoten am Enseignement fondamental esouwäit wéi méiglech ze verhënnern a beschtméiglech reagéieren ze kënnen, huet den Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) jeeeweils zwee Memberen aus der ESEB vun all Regionaldirektioun eng Formation mam Titel „Ausbildung zum/zur Deeskalationstrainer/-in nach ProDeMa® für den Kind- und Jugendbereich“ ugebueden. Dës Agente gëllen als Multiplicateur, well si d'Kompetenzen, déi si an dëser Formation entwéckelt hunn, net nëmme selwer wenden, mee och un hir Kollege weiderginn hunn a ginn. D'Participanté vun der Formation hunn eng Panoplie u Strategiën kenne geléiert, déi hinne bei der Bewältigung vu Konfliktsituatiounen an der Schoul hëllef kënnen. Ausserdeem hu si geléiert, wéi si d'Léierpersonal bei der Betreuung vu Schülerinnen a Schüler mat Verhalensopfällegeete kënnen ënnerstëtzen a wéi si duerch d'Entwécklung vu Konfliktléisungsméiglechkeete Gewalt kënnen prevenéieren.

Zousätzlech bitt den IFEN reegelméisseg geziilt Formationen<sup>8</sup> un, déi d'Enseignantinnen an d'Memberen vun der ESEB outilléieren, fir am Fall vu Gewalt an der Schoul léisungsorientéiert ze reagéieren. Zu der diversifizierterer Formationsoffer vum IFEN zielen och

<sup>8</sup> Z. B., „Herausfordernde Situationen in der Klasse. Was tun? Ausbildung im konfrontativen Stil“

d'Supervisiounen, déi et den Enseignantinnen erlaben, fir d'Prise en charge vun de Schüler ze optimiséieren.

Nieft dëser Formationsoffer fir d'Schoulpersonal gesäit och de Plan d'études ënnert anerem am Beräich vun den transversale Kompetenzen vir, datt den Enseignant am Kader vun sengem Unterrecht d'Kompetenz bei de Schülerinnen a Schüler entwéckelt, fir datt si léieren nozelauscheren, en Dialog ze féieren an ze verhandelen. Dës sinn alles weesentlech Elementer fir eng effikass Gewaltverhënnerng.

Des Weideren ënnerstëtzt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) och Projete wéi ënnert anerem „Stop Mobbing“, „Peace Force“ oder „BEE SECURE“. De Kontakt mat de Persounen, déi am Kader vun dëser Projete matwierken, erlaabt et den Enseignantinnen, nei Pisten ze degagéieren, fir am Fall vu Gewalt an der Schoul effikass ze reagéieren. Och sinn am Kader vun Projeten op Ufro vun der Schoul hin direkt Interventiounen an der Klass virgesinn, fir datt eenzel Problematiken vun héich spezialiséiertem Personal kënnen ugepaakt a geléist ginn.

Doriwwer eraus huet den Office national de l'enfance (ONE) d'Méiglechkeet, iwwer seng Prestataire Mesuren zur Betreuung vu Kanner, déi Affer vu Gewalt waren, unzebidden, sief et duerch eng Decisioun vum Riichter oder op Ufro vun den Eltere respektiv dem Jugendlechen. Extern spezialiséiert Servicere, déi net Prestataire vum ONE sinn, bidden och therapeutesch Behandlungen un, déi direkt iwwer den ONE kënnen ugefuerdert ginn.

De MENJE an d'Direktiounen engagéieren sech sou vill wéi nëmme méiglech, fir d'Schoulen an d'Léierpersonal an dës Situatiounen ze ënnerstëtzen. D'Prioritéit muss sinn, jiddereen an esou engem Ament ze schützen, Matschüler a Léierpersonal, ma och de betraffene Schüler oder déi betraffe Schülerin virun sech selwer.

**Bataillon de reconnaissance de combat | Question 6685 (19/08/2022) de Mme Diane Adehm | M. Jean-Marie Halsdorf (CSV)**

Den 31. August 2021 um belsch-lëtzebuergesche Sommet „Gäichel XI“, hu béid Regierungen festgehalten, e belsch-lëtzebuergesche Bataillon de reconnaissance de combat an d'Liewen ze ruffen, dee bis 2028 stoe soll.

An deem Zesummenhang géife mir gär follgend Froen un den Här Verdeedegungsminister stellen:

– Kann den Här Minister ons eng genee Oplëschung vun den Depensé virleeën, déi am Kader vum uewe genannte binationale Bataillon scho getätigt goufen?

– Wéi eng Depensé goufe scho konkret engagéiert, respektiv mussen nach engagéiert ginn, fir dass de Bataillon operationell gëtt?

– Wéi eng Depensé si laangfristeg pro Joer virgesinn, fir de belsch-lëtzebuergesche Bataillon um Lafen ze halen?

**Réponse (06/09/2022) de M. François Bausch**, Ministère de la Défense

Dee binationale Bataillon ass en Objektiv, dat Lëtzebuerg an d'Belsch vun der NATO operluecht kritt hunn an dat genau an d'Kärgeschäft vun der Arméi passt. Dës Objektiv bréngt mat sech, dass d'Ausrüstung vun der Arméi vu Combat Reconnaissance light op Combat Reconnaissance medium wiesselt. Dës neie Bataillon wäert och méi schwéier Waffen an domat aner Munitioun kreieren. D'Opbau vum engem Munitiounsstock, wou et och Virgabe vun der NATO gëtt, wäert e grouse Käschtefacteur duerstellen.

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6527 erklärt, wäert de Bataillon aus 4 operationelle Kompanië bestoen, 2 belschen an 2 lëtzebuergesch. Aktuell ass geplangt dass just eng lëtzebuergesch Kompanie an der Belsch stationéiert wäert ginn. Déi aner wäert zu Dikrech bleiwen. D'lëtzebuergesch Kompanië vum Bataillon si feste Bestanddeel vum der Lëtzeburger Arméi. D'Kompanie um Härebiërg wäert och fir national Missiounen zur Verfügung stoen. Et ass also och esou, dass bal alles, wat d'Arméi elo an och an Zukunft mécht, an enger gewässer Form och dem binationale Bataillon zeguttkomme wäert. Deemno ass et an der Praxis net méiglech, d'Dependé vum dem Bataillon ze isoléieren. Bis elo goufen och nach keng direkt Dependé getätigt.

Momentan ass een extra opgestallte binationalen Aarbechtsgrupp domat beschäftegt, fir op Basis vun der Methodologie DOTMLPFI-B (Doctrine, Organisation, Training and Education, Material, Leadership, Personnel, Facilities, Interoperability – Budget) d'Modalitéit vum deem neie Bataillon auszeschaffen. An allen Domäne ginn et Pisten an Iddien, mee et ass awer nach näischt decidéiert. D'Zil ass, fir virum Summer 2023 d'Eckdaten ze hunn. Dës Etüd wäert ech dee Moment selbstverständlech an der zoustänneger Chamberskommissioun virstellen.

**Perspectives pour l'agriculture au Luxembourg | Question 6686 (19/08/2022) de M. André Bauler | M. Gusty Graas (DP)**

E Vertrieeder vun enger Baueregewerkschaft huet rezent drop higewisen, datt mëttel- a laangfristeg driwwer nageduecht misst ginn, wéi eng Kulturen an Zukunft am Grand-Duché sollen ugebaut ginn a wat fir eng manner, well mer mat engem Klimawandel konfrontéiert ginn.

Dës Ausso ass begrëssenswäert, well se zum Handeln opfuert an eng Ëmstellung verlaangt, fir datt sech eis Landwirtschaft der gigantescher Erausforderung vun der Klimakris beschtméiglech stelle kann.

An deem Zusammenhang wollte mir dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung folgend Froe stellen:

1. Gëtt et de Moment schonn am Landwirtschaftsministerium, iwuer dee vun enger Baueregewerkschaft revendiquéierten Agrarsommet eraus, eng Klima-Task-Force, déi zesumme mam Secteur no längerfristige Léisunge sicht?
2. Wa jo, wéi ass dës Grupp organiséiert a wat sinn déi éischt Konklusiounen, déi scho gezu gi sinn? Wat wieren déi zukünfteg Aarbechten, déi kuerzfristeg entaméiert misste ginn?
3. Opgrond vum Fuddermangel an eenzele Branché vun der Landwirtschaft, gesäit den Här Minister d'Gefor, datt dës Wanter scho Véi muss ofgebaut ginn, well et ze deier mam Fiddere gëtt?
4. Wat fir Kulture sollten an Zukunft hei zu Lëtzebuerg besonnesch gefërdert ginn, fir besser duerch d'Klimakris ze kommen? Wat sinn an deem Kontext d'Perspektive vun eiser Landwirtschaft?

**Réponse (20/09/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**

ad 1. Op Basis vum Lëtzebuergesche Klimagesetz (Loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat) si folgend Gremie vun der Regierung en place gesat ginn:

- Comité interministeriel pour l'action climat
- Plateforme pour l'action climat et la transition énergétique
- Observatoire de la politique climatique

De Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung ass am Comité interministériel vertrueden an eng intern Consultatioun vun den Diskussiounen an dësem Comité fënt am Ministère statt.

Weiderhin huet de Regierungsrat den Här Dr. Andrew Ferrone als Member vum Observatoire de la politique climatique (OPC) nominéiert an d'Member vum OPC hunn den Här Ferrone als hire President designéiert. Den Här Ferrone leet de Service fir Meteorologie bei der Verwaltung fir technesch Servicer vun der Landwirtschaft (Administration des services techniques de l'agriculture, ASTA).

Finalemment wollte mir och nach dorop hiweisen, dass Regierungsmemberen och Vertrieeder vun dem landwirtschaftleche Secteur zweemol op e Klimadësch – Landwirtschaft invitéiert hunn:

- Den éischte war den 9. März 2020 am Sennenger Schloss, op Invitatioun vum Staatsminister an dem Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung an an der Presenz vun der Ministerin fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Minister fir Energie a Landesplanung.

- Den zweete war den 11. Oktober 2021, am Kader vun der éischter Lëtzebuergescher Klima-Expo, an op Invitatioun vun der Ministerin fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, dem Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung an dem Minister fir Energie a Landesplanung.

Den zweete Klimadësch war vun engem Austausch op Niveau vu Staatsbeamte vun den dräi concernéierte Ministeren a Vertrieeder aus dem landwirtschaftleche Secteur suivéiert ginn, fir verschidde méi technesch Sujeten ze verdéiwen.

ad 2. Am Kader vum integréierten nationalen Energie- a Klimaplang fir den Zäitraum 2021–2030 huet sech Regierung folgend Aktiounspunkte ginn, fir d'Emissionen vun Zärgasen an der Landwirtschaft ofzesetzen. Hei en Iwwerbléck iwuert déi Haaptpunkten, déi an der Landwirtschaft virgesi sinn an un därer Ëmsetzung geschafft gëtt:

Eng éischt Grupp vu Moosnamen sollen d'Reduktioun vun der Benetzung vu Stickstoffdünger an, lokal, an e puer Fäll souguer de Verzicht op Stickstoffdünger féerden. Dës Moosnamen enthalen Agrar-Ëmweltmoosnamen, déi am Kader vun der Gemeinsamer Landwirtschaftspolitik vun der EU (CAP) definéiert sinn.

Eng zweet Grupp vu Mesurë betrëfft d'Applikatioun vun organeschen Dünger a Mineraldünger. Dës ginn am Kader vun de landwirtschaftlechen Ëmweltmoosnamen an der NEC-Direktiv ëmgesat, a féieren ze enger Reduktioun vun den Zärgasemissionen.

D'Energiequell Biogas wäert am Sënn vun der Kreeslafwirtschaft weider gefërdert ginn. Hei sollen organesch Dünger vun Déiere prioritär a Biogasanlage benotzt ginn, fir gläichzäiteg d'Emissionen vum Methan ze reduzéieren.

Eng Rei Moosnamen am Kader vun de landwirtschaftlechen Ëmweltmoosnamen wäerten zu enger Extensifikatioun vum landwirtschaftlechen Grandverbrauch féieren, besonnesch a sensibele Beräicher. Ausserdeem gesäit de Koalitionsaccord fest, datt d'Bio-Landwirtschaft bis 2025 op d'mannst 20 % vun der landwirtschaftlecher Notzfläch erreicht (an 100 % bis 2050), wat zu enger Extensifikatioun vun der Landwirtschaft bäidréit.

Eng Weiderentwécklung vun der Berodung wéi och d'Diversifikatioun vun den ugebuede Berodungsmoduler, déi eng klimafreundlech a resistent Landwirtschaft promovéieren, ass eng weider Moosnam, déi zur Reduktioun vun de GHG-Emissionen bäidroen wäert.

D'Vermeidung vu Liewensmëttelverschwendung mécht och en entscheedende Bäitrag zur Reduzéierung vun Emissionen. D'Campagne „Antigaspi“ muss weidergefouert a verstärkt ginn, fir Verschwendung laanscht déi ganz Liewensmëttelketten ze vermeiden.

Nieft dem Bësch bitt de Landwirtschaftssektor d'Méiglechkeet CO<sub>2</sub> aus der Atmosphär ze bannen. Fir d'Bildung vum Humus als Kuelestoffspeicher méi cibléiert ze féieren, ginn an engem Fuersuchsprojéit déi néideg Richtlinnen ausgeschafft. An dësem Beräich sinn och eng Réi landwirtschaftlech Ëmweltmoosnamen virgesi, déi Kuelestoff hëllefen ze bannen. Och d'Agroforstwirtschaft bitt an dësem Kontext e Potenzial.

D'Landwirtschaft ass awer net nëmme vun de Reduktiounen vun den Zärgasen betraff, mee muss sech doriwwer eraus och un de Klimawandel upassen. An dësem Kontext huet d'Regierung 2018 eng Strategie an en Aktiounspang ugeholl, ewéi d'Adaptatioun un Auswierkunge vum Klimawandel zu Lëtzebuerg fir d'Period 2018–2023 soll gemaach ginn. Dës Strategie huet ënner anerem d'Drécheperioden als ee vun de groussen Impakten fir de landwirtschaftleche Secteur identifizéiert. An dësem Kontext ass den Ubau vun neien Aarten an Zorten, déi méi resistent géint d'Dréchent sinn, als de beschte Wee identifizéiert ginn, fir dass d'Landwirtschaft sech un d'Veerännerung kann upassen. Zu Lëtzebuerg ginn op de Versuchsfelder vun der Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA), dem Lycée technique agricole (LTA) an dem Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur (IBLA) alljoers an dësem Beräich regional Zorteversich ugeluecht.

Bauere kréien des Weidere recommandéiert, d'Gamm vu Kulturen auszebauen an d'Rotatioun an d'Buedembearbeitung unzepassen.

All dës Moosnamen reduzéieren d'Auswierkunge vun den Dréchten, déi duerch de Klimawandel wäerten zohuelen, awer erlabe leider net ganz, den Niveau vun de Recolten ze errechen, déi ee géif kréien, wa kee Waasserdefizit do wier.

Weider Mesuren aus dësem Strategie- a Aktiounspang, fir d'Landwirtschaft un de Klimawandel unzepassen, betreffen de Monitoring an d'Kontrolle vu Schädlingen a Krankheeten, déi déi landwirtschaftlech Kulturen betreffen.

Et sief drun erënnert, datt de Landwirtschaftsministère och schonns zënter Jore finanziell Ënnerstëtzen ausbezillt fir landwirtschaftlech Betriber, déi eng Mehrgefahrenversécherung ofschléissen an sech sou géint klimabedéngten Ernteaufäll ofsécheren.

ad 3. Et ass eng Tatsaach, datt et dëst Joer souwuel bei der Produktioun vu Grundfudder op de Wisen a Weeden, ewéi och bei der Silomaisproduktioun, zolidd Ertrageinbußen hei zu Lëtzebuerg wéinst der Dréchent gouf. Ob awer dowéinst am Wanter elo muss, de maniere générale, Véi ofgebaut ginn, ass am Moment schwéier virauszeséieren.

ad 4. Et gëtt eng Rei vun drécheresistente Kulturen, déi och zu Lëtzebuerg schonns ugebaut ginn: Sorghum (Sorghum bicolor), Sonnenblumen (Helianthus annuus), Lisère (Medicago sativa) Hirsearten (Paniceae) an och eng Rei Futtergrieser.

D'Landwirtschaft muss an Zukunft an hiren Ubaupraktissen nach méi flexibel ginn. Dat heescht: eng méi grouss Rotatioun vun de Kulturen, an och den Ubau vu méi verschidde Kulturen, fir datt de Risiko vun Ertrags- a Qualitätsverloschter duerch virun allem Dréchent, mee och extreeme Nidderschléi op méi Kulturen opgedeelt gëtt. Hei gëtt zum Beispill de Fruchtfolgeprogramm vum Landwirtschaftsministère

finanziert, fir eng gewëssen Anbaudiversifizierung ze schaffen.

Zousätzlech ginn och nach Programmer mat reduzéierter Buedembearbeitung gefërdert, zum Beispill de Mulchsaatprogramm. Zil vum Programm ass et, den Erosionsrisiko ze miniméieren. Donieft gëtt duerch manner Buedembewegung manner Buedemwaasser verluer.

Et lafen och Projeten, fir méi dréchantolerant Kulturen hei am Land ze testen. Sou zum Beispill Sorghumhirse, eng Planz aus dem mediterrane Klima, déi natierlech vill méi héich Uspréich un Temperatur huet ewéi Weess oder Mais.

Perspektive vun eiser Landwirtschaft am Kontext vum der Klimakris sinn: d'Erweiterung vun de Rotatiounen, fir méi divers opgestallt ze sinn, och den Ubau vun neie méi dréchantolerante Kulturen. Am Fall vu méi Evenementer mat Virsummerdréichent ass et Zil, d'Wanterflichtegkeet am Buedem besser auszunutzen, dat heescht, beim Ubau vu Summerkulture mat minimaler Buedembearbeitung, fir de Maximum u Buedemwaasser ze konservéieren. Am Allgemenge gëllt natierlech och den Ubau vun Zorten, déi hei am Land an Zorteversich gepréift ginn an duerch hir Resultater recommandéiert ginn.

.....  
**Primes vélo** | Question 6687 (19/08/2022) de **M. Marc Lies** (CSV)

D'Regierung setzt bekanntlech verstärkt op déi douce Mobilitéit an den öffentlechen Transport, wat ze begrëssen ass. Am Kader vun der Pandemie a besonnesch dem Lockdown sinn d'Leit méi trëppe gaangen an hunn och mam Vélo d'Natur exploréiert.

Während der Pandemie huet d'Uschafung vun engem Vélo doduerch richteg geboomt. De Subsid bei der Uschafung huet natierlech och dozou bäigedroen, datt nach méi Leit sech fir e Vélo entscheet hunn. Bei der Liwwerung vu Vélo sinn doduerch och Enkpaß entstanden. A vill Leit, déi sech virun 18 Méint e Vélo kaaft hunn, hunn de staatleche Subsid nach ëmmer net ausbezuelt kritt.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

1. Wou ass de Ministère mam Ausbezuelt vum de Subsid fir de Kaf vun engem Véloaktuell zäitlech drun?
2. Wéi vill Méint leie maximal a minimal tëscht dem Agangsdatum vun der Demande an dem Iwwerweiss vum Subsid?
3. Wouru läit et, dass den accumuléierte Retard nach ëmmer net opgeschafft ass?
4. Wéi eng weider Mesure gedenkt d'Madamm Minister en place ze setzen, fir dass d'Leit hire Subsid zäitno ausbezuelt kënnen kréien?

**Réponse** (28/09/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. D'Ëmweltverwaltung (AEV) ass aktuell am Gang, déi Dossieren ze préiwen, déi Enn Abrëll 2021 erakomm sinn. Nom Préiwe ginn déi konform Dossieren ausbezuelt, aktuell sinn déi Dossieren, déi Enn März 2021 erakomm sinn, an där Phas vum Prozess.

ad 2. Aktuell läit den Delai fir eng Demande, déi direkt komplett war, bei ongeféier 16 Méint tëscht dem Agangsdatum an dem Ausbezuelt. De maximalen Delai tëscht dem Agangsdatum an der Iwwerweiss ass domat fir eng Demande, déi direkt komplett war, aktuell erreicht. Heibäi handelt et sech ëm Demanden, déi am März 2021 erakomm sinn.

De minimalen Delai fir Demanden, déi direkt komplett waren, loung bei ënnert engem Mount. Dëst wor de Fall bei Demanden, déi am Abrëll 2019 erakomm sinn.

ad 3. d'Vélosprimmen an och aner Subventionen hunn am Kader vun der Pandemie an och elo am Kader vun den héijen Energiepräisser een immense Succès. Eng héich Zuel un Demanden (Véloen, elektresch Véloen, Autoen, Camionnetten, Camionen) sinn zanter dem spéide Fréijoer 2020 erakomm, mat enger zweeter Well am Fréijoer 2021 an enger drëtter Well am Fréijoer 2022.

D'Ressourcen, iwwert déi d'AEV deen Ament verfügt huet, hunn et net erméiglecht, esou een aussergewöhnleche Volume un Ufroen ze traitéieren. Fir d'Situatioun temporär ze verbesseren, huet d'AEV Agenten aus aner Servicer an de Service Aides finanziéiert affektéiert an zousätzlech Personal iwwert de Wee vun der ADEM op Basis vun temporaire OTI-Kontrakter agestallt. All dës Moosnamen hunn et erméiglecht, d'Zuel vun den Dossieren, déi ausbezuelt konnte ginn, kuerzfristeg an d'Luucht ze setzen.

Speziell d'Opschaffung vun der Well vum Fréijoer 2021 huet bis elo vill Zäit an Usproch geholl, wat mat sech bruecht huet, datt d'Delaie méi laang gi sinn. Effektiv kënnen elo réischt d'Dossiere vun deene Leit traitéiert ginn, déi méi zum Schluss vun dëser Well hir Demande gemaach hunn. D'Beaarbeitungszäiten hunn awer aktuell eng Tendenz no ënnen.

ad 4. Fir déi Dossieren kënnen zäitno ze bearbeiten, muss dee Service vun der AEV weider renforcéiert ginn. De Ministère beméit sech scho méi laang, weider Poste fir dee Service accordéiert ze kréien; den zousätzleche Besoin ass awer nach ëmmer héich. D'AEV ass aktuell am Gang, weidert Personal ze recrutéieren, des Weidere gi kontinuëierlech Upassung vum den Ofleef bei all de Subsideregimenter gemaach, fir hir Bearbeitungszäit ze reduzéieren.

.....  
**Hausse du prix du gaz naturel** | Question 6688 (19/08/2022) de **M. Gilles Roth** | **Mme Martine Hansen** | **M. Marc Lies** (CSV)

Laut de Fournisseuren sollen d'Gaspräisser zu Lëtzebuerg den Hierscht bekanntlech ëm 80 % an d'Luucht goen. Den Impakt op déi entspriechend zukünfteg Rechnungen fir Privatleit a Betriber wäert substanzuell sinn.

Am Kader vum Spuerpak vun 2014 war de reduzéierten TVA-Taux fir bestëmmte Produiten, dorënner och de Gas, ëm zwee Prozentpunkte vu 6 op 8 % an d'Luucht gesat ginn – mat Effet op den 1. Januar 2015. Deen Taux ass hei am Land zanterhier onverännert. A wann de Gaspräis an d'Luucht geet, ginn och d'TVA-Recetten erop.

An aneren europäesche Länner gi weider Decisiounen am Interessi vu Leit a Betriber geholl, fir hir finanziell Belaaschtung ze reduzéieren.

An deem Kontext wéilt mir folgend Froen un d'Madamm Minister fir Finanzen an un den Här Minister fir Energie stellen:

– Wéi eng Moosname gedenkt d'Regierung ze huelen, fir den Impakt vun der annoncéierter Präisexplosioun beim Gas op de Budget vu Privatleit a Betriber sou kleng wéi méiglech ze halen?

– Wëssend, dass den europäesche Minimaltaux bei 5 % läit, ass d'Regierung gewéllt, de Spillraum beim reduzéierten TVA-Taux am Interessi vu Privatleit a Betriber auszunutzen?

- Wa jo, wéi vill Prozentpunkten ass d'Regierung bereet, beim Taux erfzegen?
- Wann net, firwat net?

**Réponse** (28/09/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

D'Regierung huet sech zesumme mat den dräi Gewerkschaften OGB-L, LCGB a CGFP souwéi dem Patronat den 20. September 2022 op en histoireschen Tripartite-Accord geeenegt, fir de Problem vun der Inflatoun unzepaken. Dëst gëtt doduerch erreicht, datt eventuell Haussé bei den Energiepräisser konsequent ofgebremst ginn.

D'Haussé vun de Gaspräisser wäerten op e Maximum vu 15 % par rapport zum 30. September 2022 ofgebremst ginn. Fir de Stéit ze hëllefen, déi net mat Gas heizen, geet d'Hëllef op 15 Cent pro Liter fir déi Leit erop, déi mat Masutt heizen. Effektiv soll d'Subvention vum Masutt bis den 31. Dezember 2023 verlängert ginn, an am Plaz vu 7,5 Cent pro Liter wäert de Staat ab November 2022 15 Cent pro Liter bäileen. D'Elektreschpräisser wäerten op de Präis vum 30. September 2022 ofgebremst ginn an e ganze Pak vu Mesuren, fir d'energetesch Transitioun ze acceleréieren, op de Wee bruecht ginn.

Donieft gëtt eng Mesure, fir d'Präishausse bei de Pellets ofzefederen, ausgeschafft.

Zousätzlech ginn d'TVA-Tauxen erfzegt. Den normalen Taux vu 17 % gëtt vum 1. Januar 2023 un op 16 % erfzegt, den Taux intermédiaire gëtt vu 15 % op 14 % erfzegt an den Taux réduit geet vun 8 % op 7 % erf. Ënner de leschten Taux fale jo och notament eng Rei Energieprodukte wéi de Gas an de Strom.

Mat all dëse Mesurë gëtt der Inflatoun de Wand aus de Seegele geholl.

.....  
**Protection des données dans le cadre de « Google Street View » au Luxembourg** | Question 6690 (19/08/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi d'„Lëtzebuurger Wort“ den 19. August mellt, ass Google am Gang, d'Billen fir hir Google Street View ze aktualiséieren. Esou wäerten dann ëmmer d'Autoe mat Kameraen duerch all eis Stroossen ënnerwee sinn. Dat féiert dann dozou, dass d'Fassaden, d'Hausnummere vun den Haiser grad ewéi Mënsche gefilmt wäerte ginn. Eréischt nodeems d'Billen vu Google publizéiert ginn, kann een dann ufroen, fir dass engem säin Terrain, Haus oder ee selwer onkenntlech gemaach ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun, bannenzeg Sécherheet a Justiz dës Fro stellen:

1. Wéi stinn d'Ministerei zu enger Verschäerfung vum Dateschutzgesetz dohigoend, dass den Opt-out vum Filmen a Veröffentleche vun de Billen soll geschéien?

2. Wat réit de Minister de Biergerinnen a Bierger, fir hir Privatsphäre an dësem Fall ze schützen?

3. Ass et an der Vergaangenheet virkum, dass d'Billen vun den TechGiganten hei am Land genotzt goufen, fir Verbricheen ze begoen? Zum Beispill am Fall vun engem Abroch, Déifstal oder Sonstegem?

**Réponse** (16/09/2022) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. D'Opname vu Billen fir Servicer wéi Google Street View mussen a Konformitéit mat den Dispositiounen

vum europäeschen Dateschutzreglement<sup>9</sup> („RGPD“) gemaach ginn. Den RGPD, dee säit dem 25. Mee 2018 an allen EU-Memberstaaten a Kraaft ass, ass als technologesch neutral konzipéiert ginn, andeems en op allgemenge Prinzippie baséiert, éischer wéi spezifesch Technologien. Dëst erlaabt et dem RGPD, all nei Technologien ze couvréieren, fir déi déi selwecht allgemeng Prinzippie gëllen.

Deemno muss beispillsweis Gesichter a Plackennummere virun der Verëffentlechung automatesch verpixelte ginn an d'Bevëlkerung muss am Viraus iwwer d'Opnamen informéiert ginn. Am Fall wou déi automatesch Verpixelung net stattfonnt huet oder falls eng méi prononcéiert Verpixelung erwënscht ass, huet no der Verëffentlechung all Persoun d'Méiglechkeet, hiren „droit d'opposition“ ze exercéieren.

Fir weider Detailer ass den honorabelen Deputéierten gebieden, sech op d'Äntwert op d'Fro N° 3 vum 31. Oktober 2018 ze referéieren.

ad 2. Wéi d'Dateschutzkommissioun („CNPD“) an engem Communiqué<sup>10</sup> vum 6. Juli 2022 erkläert, kann d'Veapixelung vun engem spezifesch Bild bei Google ugefrot ginn. D'Prozedur dozou gëtt an dem genannte Communiqué beschriwwen.

ad 3. Et kann een dovun ausgoen, dass d'Bildmaterial, dat um Internet fräi accessibel ass, wei zum Beispill Satellitbilder, Stroossenuesichten, Fotoen op de soziale Reseauen, och fir kriminell Zwecker benotzt gëtt. D'Consultatioun vun esou Donnéeën hannerléisst awer och digital Spueren, déi schonns méi oft gehollef hunn, fir Strofodoten opzeglären.

D'Justizautoritéite verfügen awer net iwwer Statistiken, ob e Bild vun den TechGigante genotzt gouf, fir Verbriechen ze begoen.

.....

**Nouveau tracé du tram dans l'avenue de la Porte-Neuve** | Question 6693 (22/08/2022) de **M. Roy Reding** | **M. Fred Keup** (ADR)

Wéi een am Nationale Mobilitéitsplang 2035 noliese kann, soll d'Tramsnetz an der Stad Lëtzebuerg via Neipuertsqaass, Royal Hamilius, Stäreplaz an Areler Strooss un de Centre Hospitalier ugebonne ginn. An deem Zesummenhank ass virgesinn, an der Neipuertsqaass, an zwar laanscht d'Kinnekswiss, Beem ofzehlolen, fir Plaz fir déi nei Tramstrass ze maachen, ouni dobäi déi bestoend Trassen (Foussgänger, Vélosfuierer, Bussen an Autoen) ze tangéieren. Dese Projet huet net nëmme fir Onrou bei enger Naturschutzorganisatioun gesuergt, déi kritiséiert, datt duerch déi nei Tramstrass an der Neipuertsqaass Beem ofgeholt ginn, déi eng wichteg Roll beim Erofkillen vun der Stad spillen a verschidde protegéiert Vullenaarten a Flantermas abritéieren, mee och bei der Vereenegung vun de Frënn vun der Festungsgeschicht, déi drop hiweisen, datt duerch d'Bauaarbechten an der Neipuertsqaass eventuell Deeler vu Festungsanlagen zerstéiert géifen, déi zum Deel just ee Meter ënnert der Äerd leien.

An deem Zesummenhank hu mir folgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, ob no Léisung gesicht gëtt, wéi een am Hibleck op d'Bauaarbechten an der Neipuertsqaass verhënnere kann,

datt wäertvolle Liewensraum vu geschützten urbane Vullenaarten zerstéiert gëtt?

2. Gëtt säitens dem Ministère un engem Konzept geschafft, wéi ee verhënnere kann, datt am Hibleck op déi genannt Bauaarbechten Deeler vun de Festungsanlagen zerstéiert ginn? Wa jo, wéi gesäit dat Konzept aus?

**Réponse** (25/08/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

An deem Zesummenhank ass et wichtig ze betounen, dass et nach keen definitiven Tracé gëtt a mer am Moment an de Viretudé sinn. Et gëtt am Moment eng komparativ Analys gemaach vu ville Varianten, fir erauszefannen, wéi eng déi bescht ass. Et ass am deem Kontext deemno och falsch ze soen, dass virgesinn ass, Beem ofzehlolen, déi bestoend Trasse just ze tangéieren oder Deeler vun der Festungsanlage ze zerstéieren.

D'Equippe vu Luxtram hunn an der Vergaangenheet schon oft bewisen, dass si och op sensibelen Trassen eng méi schéi Stad hannerlooss hu wéi se virum Tram war an dass eng Mobilitéitsoffer verbesseren an am selwechten Otemzuch eng Stad begréngen net am Widersproch stinn. Och mat wichtige archeologeschen Entdeckunge wéi beispillsweis der Glaciskapell ass een exemplaresh virgaangen an de Bau vun Tram huet et erlaabt, dass Historiker an Archeologen elo méi iwwer eis Stad wëssen, wéi nach virum Bau vun Tram.

D'Neipuertsqaass wäert keng Ausnam ginn a mam selwechten État d'esprit emgeplangt an emgebaut ginn wéi d'Tramslinn, déi elo schon a Betrib ass. D'Neipuertsqaass an d'Entrée vum Stater Park wäerten no den Aarbechte méi schéin hannerlooss ginn, wéi se virfonnt goufen.

.....

**Taxe de navigation fluviale sur la Moselle** | Question 6694 (22/08/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De 26. Juli huet de CEO vu Luxport um Radio 100Komma7 en Interview ginn, an deem hien ënner anerem op d'Benodeelegung duerch d'Muselkanaltax agang ass, déi fir d'Schëffaart an der Groussregion en zousätzleche Käschtepunkt bedeit.

An deem Zesummenhank géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

1. Wéi positionéiert d'Regierung sech zu enger méiglecher Ofschaffung vun der Muselkanaltax? Steet d'Regierung an deem Sënn an Austausch mat deenen aneren Anrainerstaaten?

2. Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Suen d'Muselkanaltax an de Joren 2013 bis 2021 jee weils am Staatsbudget ausgemaaht huet?

**Réponse** (22/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

ad 1. De Regierungsprogramm gesäit Folgendes zu dem Sujet vun de Muselpeag vir: « Le Luxembourg suivra l'abolition projetée des péages sur les voies fluviales allemandes et accompagnera favorablement dans la Commission de la Moselle une éventuelle simplification ou abrogation du régime des péages mosellans. »

An deem Kontext ass Lëtzebuerg am konstanten Austausch mat de Verrieder aus de Länner Däitschland a Frankräich, also de Parteie vun dem Vertrag vum 27. Oktober 1956 zwëschen der Bundesrepublik Däitschland, der franséischer Republik an dem Groussherzogtum Lëtzebuerg iwwer d'Schëffbarmachung

vun der Musel, deen de rechtliche Kader fir d'Peagen op der Musel festleet, fir déi neideg Schrëtt fir eng Ofschaffung oder eng Vereinfachung vun de Muselpeagë gemeinsam emsetzen.

ad 2. D'Muselpeagë ginn all Joer no engem an dem Muselvertrag an den Artikelen 19 an 20 fixéierte Schlëssel vun der Muselgesellschaft un déi dräi uewe genannte Memberstaaten op der Basis vun den tatsächlech erhewene Peagen a relatioun mat de jee weils ugefalene Käschte rembourséiert.

Lëtzebuerg huet no deem Schlëssel folgend Bäitrag (an Euro) tëscht 2013 an 2021 als Recettë kënnen verbuchen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

.....

**Promotion des métiers** | Question 6695 (22/08/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Handwerk wieren aktuell zirka 8.000 Plazen nei ze besetzen. Dacks mangelt et awer u qualifiziertem Nowuess, och well ganz vill Schüler léiwer op de Wee vun enger akademescher Karriär ginn. Dat läit ënner anerem doran, datt d'Handwerk an der Gesellschaft an an den Elterenhaiser en éischer schlechte Ruff huet, besonnesch wat d'Beruffschancen an d'Verdéngschtmeiglechkeeten ubelaangt.

An deem Zesummenhank géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

– Wéi eng konkret Moosname gesäit d'Regierung vir, fir den Image vum Handwerk an der Gesellschaft an an der Schoul zukünftig opzewäerten?

**Réponse** (27/09/2022) de **M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Sou wéi schon ë. a. an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 1542, 3183 a 5737 geschriwwen, empfënt d'Regierung et als wichtig, fir jonk Leit fir den Entrepreneuriat am Allgemengen an d'Handwerk am Besonnesche kënnen ze begeeschteren. An deser Äntwert ginn déi speziell Mesuren, déi am Kontext vun der sanitärer Kris geholl goufen, net méi extra ervirgehewen.

D'Modernisatioun vun der Beruffsausbildung gouf an deene leschte Jore virgedriwwen mat ë. a. den Analyse vun verschidde Formatiounen op hir Adequatioun zum Aarbechtsmaart duerch d'Cellule de compétence pour la conception curriculaire de la formation professionnelle.

Zousazzertifikatiounen goufen a verschidde Formatiounen agebaut, wéi z. B. de Kälteschein vun der Émweltverwaltung oder nach d'Éischt Hëllef vun dem CGDIS. Och d'Offer un digitale Contenuen an der Beruffsausbildung gouf ausgebaut.

Fir der gesellschaftlecher Realitéit Rechnung ze droen, ginn ëmmer méi Formatiounen a méi Sproochen ugebueden. Sou gëtt net nëmme méi op Lëtzebuergesch an Däitsch an der Beruffsausbildung ënnerricht, mee och op Franséisch an Englesch (régime linguistique spécifique).

Et gi permanent iwwer d'Joren nei Formatiounen geschaf wéi z. B. den Technicien en e-commerce oder nach den DAP Éducation.

Am Kontext Orientatioun op dat spéidert Beruffsliewe gouf d'YEP – Schoulfoire (YEP = Youth, Education & Professions) an d'Liewe geruff mam Objektiv vun der Orientatioun a Valorisation vun de Beruffer. Heimat waren de Léierplazendag, LuxSkills (national

<sup>9</sup> Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE  
<sup>10</sup> <https://cnpd.public.lu/fr/actualites/national/2022/07/gsv-luxembourg-droit-d-opposition.html>

Berufsmeeschterschafte mat iwwer 30 Concoursen an 200 Kandidaten) an déi kreativ Ateliere fir Kanner aus dem Cycle 4.1 a 4.2 (iwwer 50 Atelieren) verbonnen.

D'Promotioun vun den Handwiersberuffer gëtt am Cycle 4.1 mam Projet „Hallo Handwierk“ am Fondamental (Kooperatioun SCRIPT, Chambre des Métiers a Maison de l'orientation) geleescht.

Divers Outilen an Zesummenaarbecht mat de Chamberen an der Maison de l'orientation goufen en place gesat:

- Talentcheck/Basic Check
- Berufsausbildung.lu: Plattform vun de Chamberen, wou de Ministère elo nach derbäikënt
- Wëssensateliere
- Science Center
- Makerspaces

De Programm „Fit fir d'Léier“ gouf agefouert, fir déi Jonk ze begleeden, fir e Patron ze fannen.

A punkto Attraktivitéit vum System an der Berufsausbildung gëtt nom Stufemodell „Kein Abschluss ohne Anschluss“ geschaff, dat heescht, datt beim Anschaffe vun neie Formatioune beschmëglech drop opgepasst gëtt, keng Sakgaassen ze schafen. Nom CCP soll een DAP ugebued ginn an dono een Techniker. Och do ass et mëglech, duerch d'Reussite vun de Modules préparatoires nach weiderzegoen an engem BTS oder Bachelor.

D'Zil vun der Reform vum Meeschterbrëif ass et ë. a., dem „neie“ Meeschter méi eng breetgefächert Approche an Outils mat op de Wee ze ginn, déi et him erlaben, op d'Erausfuerrunge vun haut an awer och vu muer kënnen ze äntweren. D'Image de marque vum Brevet gëtt soumat eropgesat an et ginn nei Perspektive fir jonk DAP-Schüler, Quereinsteiger (BAC, BAC+) an och Leit, déi net enger perséinlecher a beruflecher Erausfuerrung am Handwierk sichen, geschafen.

Well et primordial ass, dass d'Gesellschaft sech der Wichtigkeet vum Handwierk och bewusst ass, ass d'Regierung permanent beméit, d'Promotioun vum Handwierk net nëmmen um Niveau vum Schoulwiesen ze gestalten, mee och de Stellerwäert an d'Attraktivitéit vum Handwierk an der Gesellschaft héichzehalen. An deem Kontext sief op dëser Plaz nach eng Keier u verschidde Campagnen erënnert, ë. a.:

- d'Ausstellung „De Mains De Maîtres“, déi d'Konscht-handwierk promovéiert;
- de Programm HandsUp, deen de jonke Leit an hiren Elteren ee positiv Bild vum Handwierk vermittel;
- déi rezent virgestallt Campagne vun der ASBL „Jonk Handwierk“, fir d'Attraktivitéit vum Handwierk bei de jonke Leit weider ze fërderen;
- déi grouss ugeluechte Mediacampagne „Makers of Luxembourg“, déi d'Lëtzebuurger Handwierk promovéiert.

**Politique en Bosnie-Herzégovine** | Question 6696 (23/08/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An engem Bäitrag vun der renommierter Heinrich-Böll-Stiftung vum 24. März 2022 stoung ze liesen: „Bosnien und Herzegowina befindet sich in der schlimmsten Krise seit dem Ende des Krieges. Auf so vielen Ebenen und in so vielen Bereichen. [...] Seit Jahren stehen in Bosnien und Herzegowina demokratische Werte und Prinzipien von innen und außen unter Beschuss, findet hier ein Kampf zwischen Ethnokratie und Demokratie statt.“ (Quell: <https://www.boell.de/de/2022/03/24/es-geht-noch-einen-meter-tiefer-bosnien-und-herzegowina>). Dausende vu Bierger verlosse Woch fir Woch d'Land a Richtung Kroatien, dat heescht a Richtung EU. Sou schreift

d'Heinrich-Böll-Stiftung: „Allein im zweiten Corona-Jahr 2021 sollen nach Angaben der Union für nachhaltige Rückkehr und Integration in BiH 170.000 Bosnier\*innen ihre Heimat verlassen haben.“

Zugleich huet den Europäesche Gerichtshaff fir Mënscherechter zu Stroosbuerg säit 2009 insgesamt fënnemol festgestallt, datt d'Verfassung vu Bosnien-Herzegowina all déi Mënschen diskriminéiere géif, déi net engem vun den dräi ethnische Gruppen (Bosniaken, Serben a Kroaten) ugehéieren, déi zesumme ronn 96 % vun der Gesamtbevölkerung ausmaachen, an datt d'Land substanzuell Demokratiedefiziter opweise géif. D'EU selwer, där Bosnien-Herzegowina säit 2016 offiziell bäitriede wëll, huet am Oktober 2021 an engem Lännerrapport festgehalten, datt d'Land nach staark Beméiungen ënnerhuele muss, fir de Status als EU-Bäitrittskandidat ze kréien.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Bausseminister:

– Wéi beurteilt d'Regierung den Zoustand vun der Demokratie a vum Rechtsstaat a Bosnien-Herzegowina? Wéi positionéiert sech Lëtzebuerg géint iwwer der aktueller Regierung? Wéi wierkt d'Lëtzebuurger Regierung op eventuell Entscheedunge säitens der EU an? Geet den Här Minister dervun aus, datt et am Hibleck op déi gravéierend ethnisch a politesch Spannungen am Land nach sënnvoll ass, Bosnien an Herzegowina de Status als EU-Bäitrittskandidat an Aussicht ze stellen?

**Réponse** (23/09/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

Den Aussen- a Europaminister war de 15. Juni 2022 fir e bilaterale Besuch a Bosnien-Herzegowina, fir sech ënner anerem e méi geneet Bild vun der Situatioun an deem Land ze maachen. D'Regierung deelt den Avis vun der Europäescher Kommissioun an hirem Rapport iwwert Bosnien-Herzegowina vum 19. Oktober 2021, deen eng detailléiert Analys iwwert den Zoustand vun der Demokratie an der Rechtsstaatlechkeet a Bosnien an Herzegowina enthält.

D'Regierung ass och der Meinung, datt den Zoustand vun der Demokratie an der Rechtsstaatlechkeet a Bosnien-Herzegowina nëmme verbessert ka ginn, wann déi 14 Prioritéiten, esou wéi si am Avis vun der Europäescher Kommissioun vum 29. Mee 2019 virgesi ginn, ëmgesat ginn.

Lëtzebuerg wäert Bosnien-Herzegowina weiderhin ënnerstëtze bei der Ëmsetzung vun de Reformen, déi néideg sinn, fir d'Land méi no un d'EU erunzeféieren.

Am Aklang mat de Conclusiounen vum Europäesche Rot vum 23. a 24. Juni 2022 encouragéiere mir déi Verantwortlech a Bosnien-Herzegowina, huerteng déi politesch Eenegung vum 12. Juni 2022 ëmzesetzen an d'Verfassungs- a Walreform ofzeschleissen, fir datt d'Land op sengem europäesche Wee ka virukommen. D'Regierung ass och bereet, fir Bosnien-Herzegowina, wat zanter Juni 2003 eng Bäitrittsperspektiv huet, de Status vun engem EU-Kandidateland ze accordéieren, op Basis vun engem Rapport vun der Kommissioun iwwert d'Ëmsetzung vun de Reformen.

**Création de maisons de naissance** | Question 6697 (23/08/2022) de **Mme Diane Aehm** | **Mme Martine Hansen** (CSV)

A villen europäesche Länner, wéi beispillsweis an Däitschland, Frankräich an an der Belsch, hunn d'Fraen Mëglechkeet, an engem Gebuertshaus ze accouchéieren. Hei zu Lëtzebuerg besteet dës Mëglechkeet bis elo nach net. E Gebuertshaus erméiglecht eng perséinlech a ganzheetlech Begleedung vun der Fra während

der Schwangerschaft duerch qualifizéiert Hiewanen. Doriwier eraus fënn d'Gebuert selwer an enger vertrauter a roueger Struktur statt, déi de Fraen eng zousätzlech Sécherheet gëtt. Gebuertshaiser géifen och d'Maternitéiten entlaaschten.

Dofir wéile mir an deem Kontext folgend Froen un d'Madamme Gesondheetsministesch an un den Här Minister fir Soziales stellen:

1. Envisagéiert d'Regierung, niewent de Maternitéiten och Gebuertshaiser zuzeloossen, fir datt d'Fraen, déi dat wëllen, do kënnen accouchéieren?
2. Wa jo, wat fir Bedingunge muss esou e Gebuertshaus erfüllen?
3. Wa jo, gesäit d'Regierung e Qualitéitsmanagement fir Gebuertshaiser vir, esou wéi dat och an Däitschland de Fall ass?
4. Wa jo, ënnert wat fir engem Statut kéint esou e Gebuertshaus fonctionéieren?
5. Envisagéiert d'Regierung, am Fall, wou esou Gebuertshaiser zougelooss ginn, an der CNS-Nomenclature Tariffer, déi och de Betrëbskäschte vun den Haiser Rechnung droen?
6. Envisagéiert d'Regierung, am Fall, wou esou Gebuertshaiser zougelooss ginn, eng speziell Fortbildung fir d'Hiewanen, déi do aktiv sinn?
7. Envisagéiert d'Regierung, am Fall, wou esou Gebuertshaiser zougelooss ginn, eng Erweiterung vun de Kompetenze vun den Hiewanen?

**Réponse** (28/09/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Zurzäit sinn déi zoustänneg Servicer vum Gesondheetsministère a vun der Gesondheetsdirektioun dobäi, eng Analys iwwer eng eventuell Aféierung vu Gebuertshaiser ze féieren. Op Basis vun engem kompletten Dossier, notament iwwer d'Critèren, déi e Gebuertshaus misst erfüllen, wäert eng Decisioun geholl ginn, ob et zur Kreatioun vu Gebuertshaiser kënt oder net. Et sief bemierkt, datt en adäquate legale Kader misst geschaf ginn, fir datt e Gebuertshaus iwwerhaapt ka funktionéieren.

ad 2. Am Verglach mat scho besteeënden änleche Strukturen an Europa misst e Gebuertshaus zu Lëtzebuerg folgend Critèren erfüllen:

- Vun engem etabléierte Kader profitéieren (legal Basis, Critèren);
- D'Recommandatioune vun der klinescher Praktik mussen fir Lëtzebuerg däitlech etabléiert ginn<sup>11</sup>. Dës Recommendatioune mussen mat all de concernéierte Professionellen (Dokteren, Hiewammen, Conseil scientifique, ...) ausgeschafft ginn;
- D'Formatioun vun de Professionelle muss d'Qualitéit an d'Sécherheet vun der Fleeg an dëser spezifischer Aart vun Organisatioun garantéieren<sup>12</sup>. Well Komplikatoune souwuel fir d'Mamm wéi och fir d'Kand ëmmer mëglech sinn, och wann d'Schwangerschaft an d'Gebuert als physiologesch klasséiert ass, muss d'Kontinuitéit vun der Fleeg garantéiert kënnen ginn an hir Modalitéite mussen am Viraus a Koordinatioun mat de Spideeler a mat Ofstëmmung vun de Gynekologen-Obstetriker, Anästhesisten-Resanimateuren a Pédiatere genau festgeluecht ginn.
- Et wier och ze préieren, ob dës Aart vun Exercice innerhalb sou enger Struktur duerch eng Assurance „responsabilité civile professionnelle“ ofgedeckt ass.

<sup>11</sup> Beispill: „Recommandation de bonne pratique : Accouchement normal : accompagnement de la physiologie et interventions médicales“ HAS, décembre 2017 Haute autorité de santé (has-sante.fr)  
<sup>12</sup> <https://www.midwiferyunitnetwork.org/wp-content/uploads/2020/08/Article-The-development-of-midwifery-unit-standards-for-Europe-2020-Rayment-et-al..pdf>

ad 3. Falls sech esou Strukturen zu Lëtzebuerg entwéckele sollen, ass e Qualitätsmanagement erfuerderlech, fir d'Risiken am Zesummenhang mat der Gesondheetsfleeg ze verhënnern, d'Sécherheet vun de Patienten ze garantéieren an all Chancëverloscht fir déi betreit Patienten ze vermeiden. Déi praktesch Modalitéite fir de Qualitätsmanagement mussen am Virfeld vun enger eventueller Aarichtung vun engem Gebuertshaus definéiert ginn.

ad 4. De Statut vun engem Gebuertshaus wäert ofhängeg gemaach gi vun de Qualitéits- a Sécherheetskrittären, déi sou en Haus erfëlle muss.

ad 5. Den aktuelle legale Kader vun der sozialer Sécherheet erlaabt et net, datt Infrastrukturekäschten iwwer d'Nomenclature finanziert ginn. Falls Gebuertshaiser sollten e legale Kader kréien, misst de Finanzement iwwer aner Mechanismen assuréiert ginn, bzw am Kader vun den Iwwerleeunge fir e zukünfte legale Kader mat berücksichtegt ginn (z. B. iwwer Forfeiten ausserhalb vun der Nomenclature oder der Enveloppe budgétaire globale).

ad 6. An der Belsch informéiert den Internetsite vum Berufsvverband vun de belschen Hiewammen iwwer den Émgang an d'Praxis vun Hausgebuerten<sup>13</sup>. Et gëtt eng Charta vum Berufsvverband vun de belschen Hiewamme fir Gebuerter vu fräiberufflechen Hiewammen, déi d'Organisatioun, d'Ausbildung an d'Kompetenze virschreift, fir d'Betreiung vun Hausgebuerten ze garantéieren.

An Däitschland gëtt et en änleche funktionelle Kader.

Wa sech esou Strukturen zu Lëtzebuerg entwéckele sollen, muss d'Formatioun vun der Hiewamm d'Qualitéit an d'Sécherheet vun der Fleeg an esou enger Aart vun Organisatioun erméiglechen.

Eng Aktualiséierung vun den Attributiounen vun den Hiewammen, alignéiert un dat, wat bei eisen Nopeschlänner steet, gouf 2019 virgeholl (cf. RGD du 22 novembre 2019 déterminant le statut, les attributions et les règles de l'exercice de la profession de santé de sage-femme). Déi nei Attributiounen erfuerderen d'Aféierung vu Module fir d'Weiderbildung, fir d'Qualitéit vun der uegebuedener Fleeg ze garantéieren an déi nei Attributiounen ofzedecken.

De Contenu vun dese Formatiounen ass an Zesummenaarbecht mat der Association luxembourgeoise des sages-femmes (ALSF) ausgeschafft a vun der Société luxembourgeoise des gynécologues obstétriciens (SLGO) validéiert ginn. Déi éischt Formatiounen fänken Ufank November am Kompetenzzentrum un.

ad 7. Eng Ännerung vun den Attributiounen vun den Hiewamme kann nëmmen als sekundäre Mesure a Fro kommen, wann de Kontext dëst rechtfäerdeg an no enger Diskussioun mat all de potentiell bedeelegten Acteuren (Obstetrik, Pediatr, Urgentiste, Réanimateur asw.)

**Impact de l'inflation sur le taux de défaillance des ménages ainsi que sur la propension à épargner | Question 6699 (23/08/2022) de M. Fernand Kartheiser | M. Roy Reding (ADR)**

Déi héich Inflation bedeit fir d'Bierger allgemeng e substaatuelle Kafkraaftverloscht. Nieft dem Verzicht ginn d'Leit a verschidde Länner vun der Eurozon awer och ëmmer méi dacks mat existenzielle Fro konfrontéiert. A Frankräich huet d'Zuel vu Privatleit, déi den Obligatiounen aus hire Prëten net méi nokomme kënnen, de leschte Mount ëm 30 % par rapport zum Juli 2021 zugeholl. An Däitschland rechent

de Verband vun de Spuerkeesen domat, datt geschwé 60 % vun de Leit guer näischt méi spueren an domat och keng Reserve fir kuerzfristeg net geplangt Ausgabe méi opbaue kënnen.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Fro stellen:

1. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi d'Entwécklung vun der Ausfallquot vu private Scholden zu Lëtzebuerg pro Mount iwwer d'Joren 2018 bis 2022 (Juli inclus) dokumentéiert?

2. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi déi duerchschnëttlech Spuerquot vun de Lëtzebuerger Stéit iwwer d'Joren 2018 bis 2021 dokumentéiert, a preziséieren, wéi héich jeeeweils den Undeel vun deene Stéit war, déi guer keng Sue méi op d'Säit leeë konnten?

3. Mëttelfristeg kann eng méi geréng Spuerquot sech och negativ op d'Verfügbarkeit vu Kapital an domat d'Investitiounsméiglechkeete vun de Betriber auswierken. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi d'Entwécklung vun der Gesamtpuerquot vun eiser Ekonomie a Relatioun zum PIB fir d'Joren 2010 bis 2021 dokumentéiert, a preziséieren, vu wéi engen Erwaardunge si opgrond vun der aktueller Kris fir d'Joren 2022-2025 ausheet?

**Réponse (28/09/2022) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances**

D'Entwécklung vun der Ausfallquot, dat heescht dem Montant vu private Scholden, déi net méi zeréckbezueelt kënnen ginn (Non-Performing Loans) par rapport zum Gesamtvolumen vu Scholde bei de Stéit zu Lëtzebuerg, ass am Tableau heidréinner a Prozent pro Trimester ofgebilt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Et ass an deem Kontext ze bemierken, datt d'Ausfallquot vu private Scholden zu Lëtzebuerg op engem historeschen Déif läit, a Lëtzebuerg aktuell déi nidregst Quot an der EU huet.

D'Entwécklung vun der duerchschnëttlecher Spuerquot vun de Stéit, dat heescht dem Volumen vun deem, wat gespuert gëtt par rapport zum Revenu disponible, ass am Tableau heidréinner pro Joer opgeléicht:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Wéi een am Tableau gesäit, ass d'Spuerquot 2020 an 2021 méi héich gewiescht. Déi staark Steigerung vu bal plus 10 Prozentpunkten ass op d'Covidkris zeréckzeféieren.

An senge leschte makroekonomesche Prognose geet de Stateg vun enger Baisse vun der Spuerquot fir 2022 aus. D'Spuerquot wäert viraussichtlech am Joer 2023 weider liicht zeréckgoen, fir sech ronderëm en Niveau ze stabiliséieren, deen erëm méi am Aklang mat den historesche Moyenné vun deem Taux wäert sinn.

An enger klenger oppener Ekonomie mat enger Finanzplaz, déi gréisstendeels international orientéiert ass, gëtt et keng direkt Korrelatioun tëscht der Spuerquot an den Investitiounen an d'Gesamtekonomie.

**Rémunération de collaborateurs externes | Question 6701 (23/08/2022) de M. Fred Keup (ADR)**

Wéi an engem „Tageblatt“-Artikel vum 19. August 2022 nozeliesen ass („Kein Budget für externe Lehrkräfte“,

S. 3), waarden insgesamt 35 extern Léierpersounen („collaborateurs externes“) op hir Paie vum zweeten an drëtten Trimester vum vergaangene Schouljoer. Et geet ëm eng Gesamtzomm vun 155.000 Euro. De Schoulministère huet matgedeelt, datt dës Paie réischt no der politescher Rentrée, am Oktober 2022, kéinten ausbezueelt ginn. De Ministère begrënt dës Budgetiwwerschreidung mat der Flüchtlingswell aus der Ukrain, déi et mat sech bruecht hätt, datt zu Lëtzebuerg méi Léierpersounen agestellt gi wiere wéi virgesinn.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Wéi vill Léierpersounen goufen insgesamt am Kontext vun der Sclarisatioun vun ukrainesche Flüchtlingskanner agestellt? Wéi vill vun dese Léierpersounen krute bis elo d'Integralitéit vun hire Paien ausbezueelt?

2. Kann den Här Minister am Detail preziséieren, a wéi enge Schoulberäicher déi 35 Léierpersounen, déi zurzäit nach op d'Ausbeuele vun hire Paie waarden, aktiv sinn?

3. Am genannten Artikel ass vun engem „Budgetposten mit der Kennnummer 11.1.12.000“ rieds, deen, sou de Ministère, den 2. August 2022 opgebraucht war. Kann den Här Minister Präzisiounen zu deemem Budgetposten ginn?

4. Ass dru geduecht, fir bei der Ausbezuelung vun de Paie fir déi 35 Léierpersounen och déi réckwierkend Indexéierung bis den 1. Abrëll 2022 mat anzerechnen?

5. Ginn et Iwwerleeungen an der Regierung, wéi een an Zukunft, am Kontext vun änleche Krise wéi der Ukrainkris, vermeide kann, datt eng Rei vu Léierpersounen bis d'parlamentaresch Rentrée waarde mussen, fir hir Paien ausbezueelt ze kréien?

**Réponse (27/09/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

ad 1. Am Kontext vun der Sclarisatioun vun den ukrainesche Flüchtlingskanner goufen an den öffentliche internationale Schoulen 82 Leit als „collaborateur externe“ agestellt. Dës Leit ginn ausbezueelt op Basis vun Deklaratiounen, déi am Prinzipp trimesteruell, mee an deemem Fall esouguer all Mount konnten u mäi Ministère weidergeleet ginn. Aktuell ass keng Deklaratioun, déi eragereecht gouf, nach net ordonnancéiert. E Rappel un déi concernéiert Schoulen, dem kompetente Service vu mengem Ministère all d'Deklaratiounen zoukommen ze loossen, déi nach ausstinn, goug Enn August eraus. All weider Deklaratioun, déi mäi Ministère erakritt, gëtt direkt ordonnancéiert.

ad 2. Déi 35 Leit, vun deenen am „Tageblatt“-Artikel vum 19. August rieds war, goufen direkt nom Accord vum Dépassément budgétaire ausbezueelt a waren haaptsächlech am Beräich vun der Sclarisatioun vun ukrainesche Kanner aktiv.

ad 3. Beim Budgetartikel mat der Nummer 11.1.12.000 handelt et sech ëm e Posten, dee geduecht ass, fir Indemnitéite fir Servicer vun Tiersen ze bezuelen „indemnités pour services de tiers“ an dëst an der Sektioon „Enseignement secondaire classique et enseignement secondaire général“.

ad 4. D'Indemnitéiten, déi fir dës Leit virgesi sinn, goufe vum Regierungsrat fixéiert an ennerleien net der automatescher Indexéierung. Dëst ass och esou an de Leit hirem Kontrakt vermerkt.

ad 5. Bis d'parlamentaresch Rentrée hunn dës Leit net misse waarden. Den Dépassément gouf den 23. August accordéiert a sämtlech Deklaratiounen, déi du virloochen, och kuerz duerno schon ordonnancéiert.

<sup>13</sup> <https://sage-femme.be/parents/lieux-de-naissance/a-domicile/>

De Prinzipp vum Collaborateur externe bitt sech och doduerch fir esou Krisissituatiounen un, datt et sech ëm eng Indemnitéit fir e Service handelt, deem an Prinzipp just en Niewenakommess duerstellt.

**Hausse des prix de l'énergie** | Question 6702 (24/08/2022) de **M. Gilles Roth** (CSV)

D'Energiepräisser sinn an de leschte Méint staark geklommen. Och bei de Gaspräisser gëtt et eng däitlech Hausse. Doriwwer eraus ass de Präis vum CO<sub>2</sub> op den 1. Januar 2022 op 20 Euro pro Tonn geklommen a soll 2023 op 30 Euro pro Tonn erop gesat ginn. Um Montant vun der CO<sub>2</sub>-Steier sinn nach eng Kéier 8 % TVA fälleg.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madame Finanzministesch stellen :

- Wéi héich sinn d'Recetten, déi de Staat op der TVA um Gas zanter dem 1. Januar 2022 generéiert huet?
- Wéi gesäit d'Entwécklung par rapport zum selwechten Zäitraum vum Joer 2021 aus?
- Wéi héich sinn d'Rezetten, déi de Staat iwwert TVA op der CO<sub>2</sub>-Steier zanter Januar 2022 generéiert huet?
- Wéi gesäit d'Entwécklung par rapport zum gläichen Zäitraum vum Joer 2021 aus?

**Réponse** (28/09/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Den honorabelen Deputéierte freet no de Recetten TVA um Gas fir d'Joer 2021 an 2022.

Allerdéngs erlaabt den informatesche System vun der Verwaltung et net, d'Recetten TVA um Gas isoléiert auszeweisen, mee nëmmen zesumme mam Elektresch. Esou sinn an den aacht éischte Méint 2021 20.131.471 Euro Recetten erakomm a fir déi selwecht Period 2022 waren et 44.884.890 Euro.

Wat elo TVA Recetten op der CO<sub>2</sub>-Steier ubelaangt, sou ass ze preziséieren, dass d'CO<sub>2</sub>-Steier eng Accise ass, där hir Recettë ganz onofhängeg vun der Evoloutioun vum Präis vum Produkt, dee besteiert gëtt, sinn. Dës Accise ass e feste Montant, dee mat der Quantitéit, déi verkaf ginn ass, multiplizéiert gëtt.

D'Recetten TVA, déi op der CO<sub>2</sub>-Steier erhuewe gi sinn an den aacht éischte Méint vum Joer 2021, louche bei 792.232,09 Euro. An der selwechter Period 2022 waren et 1.441.799,26 Euro.

Am Géigesaz zu der Entwécklung vun den TVA-Recetten um Gas an Elektresch, déi zu engem groussen Deel duerch d'Präiserhéijung ze erklären ass, kann d'Entwécklung bei der TVA op der CO<sub>2</sub>-Steier net nëmmen duerch d'Erhéijung vun der Steier vu véier Euro pro Megawattstonn op fënnf Euro fir d'Joer 2022 erkläert ginn, mee och duerch en Ënnerschied bei der Consummatioun.

**Paiement du billet d'avion à l'aéroport lors du check-in** | Question 6705 (24/08/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An eisem Nopeschland Däitschland lafe wéinst dem Chaos op ville Fluchhäfen aktuell Diskussiounen doriwwer, fir de Vorkassen-Prinzipp bei Fluchbuchungen ze iwwerdenken. Aktuell ass d'Reegel, dass een säin Ticket am Virus bezilt, wat engem zinslose Kredit vum d'Airline gläichkënn, esou déi däitsch Verbraucherzentrale an engem Artikel am „Handelsblatt“ vum 24. August.

Deem entgéint proposéiert d'Vebraucherzentrale, dass een d'Ticketen och sollt kënnen direkt beim Check-in bezuelen. Dat géif nämlech verhënnern,

dass vill Leit mussen hire Remboursementen hannerdru lafen, wann ee Fluch mol stornéiert gëtt. Oder, wéi d'Vebraucherzentrale et schreift:

„Passagiere sind es leid, den Airlines zinslose Kredite zu geben, bei abgesagten Flügen auf den Kosten sitzen zu bleiben oder im schlimmsten Fall das Risiko einer Insolvenz tragen zu müssen.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Ass de System, esou wéi d'Vebraucherzentrale et virschléit, zu Lëtzebuerg ëmsetzbar?
2. Wéi steet d'Regierung zu der Iddi, dass ee Passagéier d'Recht kritt, fir säi Fluchticket net mussen am Virus ze bezuelen, mee beim Check-in?
3. Wäert de Minister sech national dofir asetzen, fir d'Bezuelen um Counter, sou wéi vun der Verbraucherzentrale proposéiert, méiglech ze maachen?
4. Wäert de Minister sech um europäesche Plang dofir asetzen, d'Bezuelen um Counter méiglech ze maachen? Falls jo, wäert hien dës Iddi mat an den nächsten EU-Ministerrot huelen?

**Réponse** (28/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

De Prinzipp, dass ee bei enger Reservatioun de Präis vum Ticket am Virus bezilt, existéiert bei ville Produiten an Dénsgschleeschungen, sief et bei der Reservéierung vun engem Concerts- oder Theaterticket oder fir eng Plaz an engem internationalen Zuch, wéi TGV oder ICE. Och Produiten, déi iwwer Internet bestallt ginn, ginn a priori de Moment selwer vum Akaf bezuelt, nach iert een de Produit selwer gesinn huet.

Déi kommerziell Aviatioun funktionéiert op Basis vun internationalen a weltwäit gültege Reegelen, fir e Réseau vu Connectiounen ze ënnerhalen. D'Präispolitik vun de Kompanien ass immens dynamesch, de Präis vum Ticket ka bannent kuerzer Zäit staark variéieren, jee nodeem wéi vill Leit ee bestëmmte Fluch buchen. D'Präisser ginn deemno permanent jee no Offer an Demande nei berechent. Dës Reservéierungssystem ass essenziell, fir dass eng Kompanie kann am Virus hir Fluch plangen.

Doriwwer eraus gëtt kee Passagéier gezwongen, fir säi Billjee méintelaang am Virus ze buchen. Et huet och haut schon all Passagéier d'Recht, sech säin Ticket de Moment selwer um Fluchhafen ze kafen, no deenen entspreche Konditiounen a Präisser. Déi meescht Fluchgesellschaften bidden ausserdeem och flexibel Ticketen un, déi zu all Moment kënnen vum Passagéier annulléiert an och direkt zrëckbezuelt ginn. Aus all deene Grënn wier eng Ëmstellung vum ganze globale Reservéierungssystem net sënnavoll.

D'EU-Reglement 261/2004 garantéiert doriwwer eraus dem Passagéier seng Rechte am Fall vun Annullatiounen oder Verspéidunge vusäite vun der Fluchgesellschaft.

**Responsabilité en cas d'accident d'une voiture autonome** | Question 6706 (24/08/2022) de **M. Jeff Engelen** | **M. Roy Reding** (ADR)

E Méindeg de 15. August kouw et an Däitschland am Landkreess Reutlingen (Baden-Württemberg) zu engem déidlechen Accident mat engem autonomen Testauto. Déi zoustänneg däitsch Autoritéit sinn amgaang ze ënnersichen, wéi et zu dëser traureger Situatioun konnt kommen an ob de Chauffeur all senge Flichten nokomm ass, déi och an engem autonomen Auto weiderhi gëllen. Onofhängeg vum Resultat vun

der Enquête weist sech awer, datt d'Froer vun der Haftbarkeet am Fall vun engem Accident mat engem autonomen Auto am Sënn vun der Rechtssécherheet vun all Bedeelegtem zäitno a kontrovers mussen diskutéiert ginn.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gäre dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, ob a wéi eng national juristesche Etuden zu der Responsabilitéit beim autonome Fieren aktuell virleien oder amgaange sinn ausgeschafft ze ginn? Kann d'Regierung kuerz de Schwéierpunkt vun dësen Etudë preziséieren a matdeelen, wéi eng betreffen Acteuren (ACL, Assurances, Hiersteller, Konzessionären asw.) un deenen eenzele Projekte bedeelegt sinn?

2. Kann d'Regierung matdeelen, ob a wéi eng national juristesche a sécherheetstechnesch Etuden zu der Responsabilitéit beim autonome Fiere virleien, déi sech mam spezielle Risiko vun engem Hackergrëff op d'Software vum Auto befaassen, dee vum Chauffeur respektiv dem Proprietär oder Detenteur net kann erkannt ginn, aktuell virleien oder amgaange sinn ausgeschafft ze ginn? Kann d'Regierung kuerz de Schwéierpunkt vun dësen Etudë preziséieren a matdeelen, wéi eng betreffen Acteuren (ACL, Assurances, Hiersteller, national Sécherheetsdénsgeschter asw.) un deenen eenzele Projekte bedeelegt sinn?

3. Vill Lëtzebuurger Bierger kucken den autonomen Auto och ënnert aneren Aspekte. D'Fro stellt sech z. B., ob de Chauffeur an engem autonomen Auto deene selwechte Konditiounen ënnerläit, z. B. am Hibléck op Medikamenter oder op Alkohol- oder Drogekonsum, wéi deen an engem net autonomen Auto?

**Réponse** (28/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

Als alleréischst sief dorobber verweisen, datt, konform zu der nationaler Gesetzgebung, bei der Notzung vun engem Gefier op ëffentleche Stroossen ëmmer ee Chauffeur muss d'Kontroll iwwert d'Gefier hunn. Esou ass et dem Chauffeur bei der normaler Notzung vun engem Gefier och net erlaabt, dës Kontroll komplett un ee Gefier ze iwwerginn, woubäi hei Assistenzsystemer, déi dem Chauffeur beim Fieren hëllefen, net ausgeschloss sinn. Doduerch ass d'autonom Fieren zu Lëtzebuerg net erlaabt an et kënnen just Assistenzsystemer genotzt ginn, woubäi de Chauffeur zu all Moment d'Kontroll iwwert säi Gefier muss hunn. Am Fall vun engem Accident, deen duerch een autonomen Auto verursaacht gëtt, ass de Chauffeur vun dësem Auto op der Basis vum Artikel 1384 vum Code civil responsabel.

Am Fall wou eng Autorisatioun fir wëssenschaftlech Tester („essais scientifiques“) mat engem autonome bzw. automatiséierte Gefier vum responsabele Minister fir den Transport ausgestallt gëtt, muss de Chauffeur nach ëmmer zu all Moment dës Gefier iwwersteiere kënnen. Dës ass een explizite Punkt, dee virun dem Erlabe vun esou Tester kontrolléiert gëtt. Zousätzlech dozou läit och beim Teste vun den autonome Funktiounen d'Responsabilitéit beim Chauffeur, dee keng aner Aufgaben dierf maache wéi d'Gefier ze iwwerwaachen, fir datt hien zu all Moment Kontroll vum Gefier kann iwwerhuelen. Dës gëtt och esou explizit an deenen Autorisatiounen, déi bis ewell ausgestallt goufen, erkläert.

Wat Software vun esou Gefierer ubelaangt, esou goufen an dësem Beräich an de leschte Jore vill Efforten um internationalen an de europäeschen Niveau gemaach, wat d'Homologatioun vun den Autono ubelaangt. An dësem Zesummenhang ass besonnesch op d'UN-Regelung 155 ze verweisen, „Uniform



provisions concerning the approval of vehicles with regards to cyber security and cyber security management system", déi genau festleet, wéi een Auto muss gebaut ginn, fir d'Ufuerderungen am Beräich vun der Cybersecurity ze erfëllen. Do dernieft kann och nach op d'Reegelung 156 verwise ginn, déi sech explizit mat dem Updaté vu Software am Auto beschäftegt. Iwwert d'EU-Reglement 201/2144<sup>14</sup> ass d'Reegelung 155 fir all Gefier, wat no dem 7 Juli 2024 immatrikuléiert gëtt, obligatoresch.

Dësen Datum gëllt och fir d'UN-Reegelung 156, déi iwwert d'2018/858<sup>15</sup> EU-Reglement ab deem Datum verpflichtend ass fir sämtlech Autoen, déi sollen ugemellt ginn.

Wat d'Notzung vu Gefier mat autonome Funktiounen ënnert dem Afloss vu Medikamenten, Alkohol- oder Drogekonsum betrëfft, esou ass, wéi scho beschriwwen, dëst net méiglech, well laut der nationaler Gesetzgebung de Chauffeur zu all Moment d'Kontroll iwwert säi Gefier muss hunn an deementsprechend Mindestufuerderungen, fir mat engem Auto kënnen ze fieren, erfëllt musse sinn. Esoulaang keng Gefier am Marché sinn, déi tatsächlech an hirer sougenannter „operation design domain“ sämtlech Situatiounen am Stroosseverkéier kënnen ofdecken, wäert dëst och net méiglech sinn, well zu all Moment een Auto mat sou Funktiounen de Chauffeur kann opfuere, d'Gefier ze iwwerhuelen, wann d'Gefier selwer seng spezifesch „operation design domain“ verléisst.

**Dégradation de la N25 entre Kautenbach et Wiltz | Question 6707 (24/08/2022) de M. André Bauler (DP)**

D'Strooss tëscht Kautebaach a Wooltz (N25), déi fir hir schaarf Kéiere bekannt ass, ass an de leschte Méint plazeweis, haaptsächlech awer op enger präziser Plaz, net méi gutt befuerbar. Hei huet sech effektiv d'Säit vun der Strooss zum Hang hin zolidd gesat.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

1. Ass schonn zesumme mat der Verwaltung vun de Ponts et chaussées dru geduecht ginn, fir dës Strooss op der betroffener Plaz an d'Rei ze setzen? Wa jo, wou sinn d'Etüden de Moment drun?

2. Wéini ka mat den Aarbechten ugefaange ginn a wat wäerten dës kaschten?

**Réponse (27/09/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

ad 1. Der Stroossebauverwaltung ass den Zoustand vun der N24 op der vum honorabelen Deputéierte beschriwwener Plaz bekannt an ass och schonn amgaangen, e Projet auszuschaffen, fir déi aktuell Situatioun ze behiewen.

<sup>14</sup> Règlement (UE) 2019/2144 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 relatif aux prescriptions applicables à la réception par type des véhicules à moteur et de leurs remorques, ainsi que des systèmes, composants et entités techniques distinctes destinés à ces véhicules, en ce qui concerne leur sécurité générale et la protection des occupants des véhicules et des usagers vulnérables de la route, modifiant le règlement (UE) 2018/858 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les règlements (CE) n° 78/2009, (CE) n° 79/2009 et (CE) n° 661/2009 du Parlement européen et du Conseil et les règlements (CE) n° 631/2009, (UE) n° 406/2010, (UE) n° 672/2010, (UE) n° 1003/2010, (UE) n° 1005/2010, (UE) n° 1008/2010, (UE) n° 1009/2010, (UE) n° 19/2011, (UE) n° 109/2011, (UE) n° 458/2011, (UE) n° 65/2012, (UE) n° 130/2012, (UE) n° 347/2012, (UE) n° 351/2012, (UE) n° 1230/2012 et (UE) 2015/166 de la Commission

<sup>15</sup> Règlement (UE) 2018/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à moteur et de leurs remorques, ainsi que des systèmes, composants et entités techniques distinctes destinés à ces véhicules, modifiant les règlements (CE) n° 715/2007 et (CE) n° 595/2009 et abrogeant la directive 2007/46/CE

Déi respektiv geotechnesch Etüde goufen ofgeschloss an de Soumissiounsdossier gëtt momentan ausgeschafft.

ad 2. D'ëffentlech Ausschreiwung fir dës Aarbechten ass fir 2023 virgesinn. D'Aarbechte wäerten da viraus-sichtlech, ënnert der Konditioun, datt all déi néideg Autorisatioune virleien, 2024 ufänken.

D'Käschte vun dësen Aarbechte ginn op ronn 750.000 Euro geschat.

**Délais d'attente en gastro-entérologie pour réaliser une œso-gastroscopie | Question 6709 (24/08/2022) de Mme Martine Hansen | M. Marc Spautz (CSV)**

Il nous revient que dans un hôpital situé à Luxembourg-ville, les délais d'attente en gastro-entérologie sont actuellement de cinq mois pour les consultations et de sept mois pour les endoscopies. Pour un pays qui se targue souvent de jouir de l'un des systèmes sanitaires les plus performants, de tels délais sont inacceptables et représentent un poids psychologique énorme pour les patients concernés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quels sont les délais moyens actuels pour réaliser une endoscopie dans les hôpitaux luxembourgeois ?

2) Madame la Ministre ne trouve-t-elle pas ces délais trop longs voire inacceptables ?

3) Quelles mesures entend-elle prendre pour favoriser une réduction des délais d'attente dans des proportions plus convenables ?

**Réponse (28/09/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**

ad 1) Le délai pour obtenir un rendez-vous pour réaliser une endoscopie sur un plateau médico-technique d'un centre hospitalier dépend du caractère urgent ou non de l'examen selon l'ordonnance transmise et les motifs énoncés dans le courrier de transfert du patient. Il est en effet important qu'un rendez-vous urgent soit réalisé dans les meilleurs délais, en général endéans une semaine, alors qu'un rendez-vous de contrôle ou non urgent (selon les motifs énoncés) pourra se faire dans un contexte de programmation particulier selon les indications du médecin traitant.

Un rapport détaillé des délais d'attente moyens pour une consultation respectivement un examen d'endoscopie ne peut être établi comme les délais d'attente varient en fonction de l'organisation des disponibilités de médecins dans les centres hospitaliers respectifs. Les centres hospitaliers nous confirment que les rendez-vous concernant des signes urgents se font endéans une à deux semaines. Les autres rendez-vous se font endéans deux à trois mois avec des variations saisonnières constatées.

ad 2) L'appréciation des délais dépend de l'ordonnance transmise et des motifs énoncés dans le courrier de transfert. Il importe que le médecin traitant établisse clairement si l'examen est à réaliser d'urgence en fonction des symptômes constatés et de la prise en charge requise.

Un délai d'attente prolongé comme indiqué dans la question des honorables Députés pour un examen urgent ne nous est pas connu. Le cas cité ne peut être interprété comme un constat généralisé de délais prolongés.

ad 3) Une précision concernant la formulation des ordonnances et la mise en évidence du caractère urgent de certains examens doit permettre de mieux répondre aux attentes des patients et acteurs concernés.

**Remise carburant | Question 6710 (25/08/2022) de M. Fred Keup (ADR)**

Frankräich wëll d'Steierreduktioun um Liter Bensinn an Diesel vum 1. September u bis Enn Oktober vun 10 op 30 Cent erhéijen. Zu Lëtzebuerg soll déi entspriechend Reduktioun ëm 7,5 Cent dogéint den 1. September auslafen. Et ass also net nëmmen domat ze rechnen, datt déi vill franséisch Frontalieren da wäerten an hirem Heemechtsland tanken, mee datt wouméiglech och Lëtzebuurger Bierger an Zukunft déi Säit vun der Grenz tanke fieren, wat och negativ Auswirkungen op de Staatsbudget hätt.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

– Kann d'Regierung sech virstellen, bei der Reduktioun vun de Steieren um Bensinn op de gläiche Wee ze goe wéi eis franséisch Noperen, fir beim Bensinnspräis weiderhin kompetitiv ze bleiwen an den Tanktourismus als wichteg Recette net ze verléieren?

**Réponse (01/09/2022) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**

D'Regierung plangt net, d'Remise vu 7,5 Cent um Liter Bensinn an Diesel ze verlängere respektiv op de selwechte Wee wéi Frankräich ze goen. Deen sech ze erwaardenden Ausfall vu Steierrecetté fir Lëtzebuerg, deen duerch déi franséisch Reduktioun entstoe wäert, beleeft sech leschten Estimatiounen no an der selwechter Gréisstenuerdnung wéi de Käschtepunkt, deen entstoe géif, wann hei zu Lëtzebuerg änlech Mesurë wéi déi a Frankräich agefouert géife ginn.

An deem Kontext ass och drun ze erënnern, datt Lëtzebuerg säin Deel am Kampf géint de Klimawandel bäizetroen huet, an dofir d'Land den CO<sub>2</sub>-Ausstouss bis 2030 ëm 55 % reduzéiere wëll. Dozou gehéiert och, de Verkaf vu Bensinn an Diesel progressiv erfroze fieren. D'Zil ass also, dass mëttelfristeg manner Leit aus dem Ausland op Lëtzebuerg tanke kommen, wéi dat haut de Fall ass. Dës Reduktioun ass am groussherzogleche Reglement vum 22. Juni 2022 festgehalen, deen déi järelech Zäregasemissionsreduktioun fir d'Secteur bis 2030 fixéiert.

Schlussendlech ass ze ënnersträichen, dass de Problem vun den héijen Energiepräisser net en nationale Problem ass, mee een, deen de ganze Kontinent betrëfft, a fir deen ee virun allem eng europäesch Approche a Mesurë brauch, well nëmmen esou d'Energiepräisser a ganz Europa stabiliséiert a gedréckt kënnen ginn. Lëtzebuerg setzt sech dofir weiderhin aktiv um europäeschen Niveau fir gemeinsam Léisungen an, an an deem Sënn treffen sech d'Energie-ministerien den 9. September 2022, fir iwwert nächst Schrëtt ze beroden.

D'Regierung hëlt d'Präisdeierecht bei der Energie ganz eescht. Sou gouf an deem Joer nom Energie-dësch an der Tripartite schonn direkt Hëlfelefen an Héischte vun 923 Milliounen Euro an zousätzlech staatlech Garantien an Héischte vu 500 Milliounen Euro decidéiert, fir d'Bierger an d'Entreprisë finanziell an dësen Zäiten ze ënnerstëtzen. Sou gouf notament den Energie-Steierkredit agefouert souwéi och d'Primm Energie, fir de Menagé mat niddregen Akommes ënner d'Aerm ze gräifen.

**Prolongation de la remise sur le mazout | Question 6711 (25/08/2022) de M. Fred Keup (ADR)**

De 25. August war am „Quotidien“ ze liesen, datt de Präis vum Gas zu Lëtzebuerg bis zum Enn vum Wanter

ëm 90 % klamme soll. Haushaltscliente mussen schonn am Oktober mat Präissteigerung vum 80 % rechnen. Bis de Januar 2023 sollen ausserdeem d'Stroumkäschten ëm bis zu 35 % klammen, während d'Reduktion vum den Accisen um Mazout vu 7,5 Cent de Liter den 31. Dezember soll auslafen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

– De Wanter fänkt am Kalenner réischt den 21. Dezember un. kéint d'Regierung sech virstellen, d'Reduktion vum den Accisen um Mazout bis den Ufank vum Fréijoer am Kalenner, den 21. März 2023 ze verlängeren?

**Réponse (28/09/2022) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie**

D'Regierung huet sech zesumme mat den dräi Gewerkschaften OGB-L, LCGB a CGFP, souwéi dem Patronat den 20. September 2022 op en historeschen Tripartite-Accord géeneegt, fir de Problem vum der Inflation unzepakken. Dëst gétt doduerch erreicht, datt d'Energiepräisser konsequent fir d'Leit ofgebremst ginn.

D'Haussé vum de Gaspräisser wäerten op e Maximum vu 15 % par rapport zum 30. September 2022 ofgebremst ginn. D'Elektreschpräisser wäerten op de Präis vum 30. September 2022 ofgebremst ginn, an e ganze Pak vu Mesuren, fir d'energetesch Transition ze acceleréieren, op de Wee bruecht ginn.

Ee weidert Resultat vum de Verhandlungen an der Tripartite ass, dass d'Remise um Masuttspräis vu 7,5 Cent pro Liter, déi den 31. Dezember dëst Joer ausleeft, bis den 31. Dezember 2023 verlängert gétt. Zousätzlech gétt d'Remise vu 7,5 Cent pro Liter ab November op 15 Cent pro Liter eropgesat.

Donieft gétt eng Mesure, fir d'Präishausse bei de Pellets ofzefiederen, ausgeschafft.

**Réforme du réseau RGTR | Question 6714 (26/08/2022) de Mme Martine Hansen | M. Aly Kaes (CSV)**

D'Reform vum RGTR-Reseau huet ënner anerem d'Schafe vum enger Partie neie Linnen, d'Ofschafe vum anere Linnen a vill Ännerunge bei den Horaires mat sech bruecht. Wann och viles vum all deem ze begrëssen ass, sou bréngt d'Neiopstellung vum RGTR-Netz awer och eng Partie Nodeeler mat sech, virun allem an de ländleche Regiounen. An der Suite e puer Beispiller:

Op verschidde Verbindungslinnen tëscht Haaptachsen an/oder Garé komme méi kleng Bussen zum Asaz, deelweis mat enger ganz niddereger Transportkapazität. Eisen Informatiounen no kënn et hei ëmmer nees zu Fäll, wou dës mat enger Camionnette vergläichbar Busse scho voll sinn, wa si op den Arrête stallhalen. Fir déi Leit, déi dee Moment do stinn op de Bus ze waarden, bedeit dat, dass si net kënnen matfahren an entweder op deen nächste waarden oder sech no enger anerer Transportméiglechkeet ëmkucke mussen.

Dëse Problem stellt sech virun allem och fir d'Lycéeschüler, déi am ländleche Raum wunnen an drop ugewise sinn, Plaz am Bus ze fannen, fir an d'Schoul ze kommen. Hei sief d'Linn 146 Kautebaach/Gare-Géisdref-Wolz/Lycée du Nord als Beispill genannt. Den entspreche Buss kënn elo nëmme méi all Stonn. Virdrun ass an den Hauptzäiten all hallef Stonn e Bus gefuer. Well d'Passagéier sech elo net méi op zwee Bussen an enger Stonn verdeelen, ass d'Chance duebel esou grouss, dass de Bus voll ass, wann e kënn.

Follgende Problem stellt sech op der Linn 170 Ettelbréck-Dikrech-Huldang/Schmëtt: Am Ettelbrécker

Lycée geet um 14.50 Auer d'Schell, den Depart op der Gare routière zu Ettelbréck ass awer ëm genau déi selwecht Auerzäit virgesinn. Well et de Bus um 15.18 Auer net méi gétt, mussen d'Schüler bis 15.50 Auer waarden. Sou geet de Schüler vill Zäit verluer, déi si anescht kéinten notzen.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Huet den Här Minister Kenntnis vum beschriwwene Problem mat de Minibussen op der Linn 146?

– Wa jo, kann den Här Minister eis driwwer informéieren, op wéi enge Linnen et dëse Problem nach gétt?

– Wéi dacks stellt dee Problem sech pro Woch a wéi vill Leit kënnen doduerch net matgeholl ginn?

2. Huet den Här Minister Kenntnis vum beschriwwene Problem mam Horaire vum der Linn 170, deen net op de Schoulschluss vum Ettelbrécker Lycée ausgerichtet ass?

– Wa jo, wéi eng Léisung proposéiert den Här Minister, am Interessi vum de Schüler?

3. Ganz allgemeng, wéi eng Ännerunge plangt den Här Minister um RGTR-Busreseau virzehuelen, fir sécherzestellen, dass jiddereen, deen de Bus wéllt oder muss huelen, och Plaz dra kritt?

**Réponse (28/09/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

ad 1. Aktuell huet nach keen Usager, Betrib an och keng Gemeng dëse Problem op der Linn 146 Wiltz-Goesdorf-Kautenbach gemellt. Meng Servicer kruten eng punktuell Reklamatioun op der Linn 147 Wiltz-Nocher-Goebelsmuehle, wou de Bus duerch eng Touristegrupp beluecht war.

Ab dësem September wäert de Schülerreseau vum regulären RGTR getrennt sinn; ech verweisen hei op d'Erklärungen am Gesetzesprojet fir d'Finanzéierung vum RGTR-Reseau an d'Soumissioun vum RGTR-Reseau, wéi och op de Gesetzesprojet fir d'Finanzéierung vum Schoultransport. Déi Trennung erlaabt, dass an esou Fäll méi séier ka reagiert ginn an d'Kapazitéiten, wann néideg, ugepasst kënnen ginn.

ad 2. Bis elo ass dëse Problem nach net un ons eruedroeg ginn.

D'Linn 170 Ettelbréck-Diekirch-Huldange ass eng vun de wichtegste Buslinnen am nördlechen Deel vum Land, dës Linn huet eng wichteg Verbindungsfunktioun vum der Gare Lëtzebuerg, duerch hir Korrespondenz mat der Linn 10 vum de CFL, bis erop op d'Schmëtt.

Och hei si mir duerch d'Aféierung vum separate Schülerreseau am September an der Lag séier ze reagieren, wann dat néideg sollt sinn.

ad 3. Mat der Erneuerung vum de Bussen am RGTR-Reseau wäerten dës komplett mat automatesche Compteur equipéiert ginn, dës erlaben ons, eng systematesch Analys vum de Kapazitéiten ze maachen an dës unzepassen. Meng Servicer am Ministère wéi och d'Verwaltung fir ëffentlechen Transport ass awer och ëmmer disponibel fir d'Bierger, d'Betriben an d'Gemengen; wa Problemer gemellt ginn, da ginn dës analyséiert a wa méiglech déi néideg Upassunge gemaach.

Prinzipiell muss een natierlech tëscht Bussen an engem urbane Kontext a Bussen an engem rurale Kontext ënnerscheiden. Am ländleche Raum ass d'Zil, dass jiddereen eng Sätzplaz soll kréien, d'Busse sinn dann och deementspreechend dimensionéiert an equipéiert. Am éischer urbane Raum sinn d'Distanze méi kuerz an d'Bussen esou equipéiert, dass ee méi Plaz huet fir dran ze stoen.

**Conséquences juridiques dans le cadre des manifestations contre les mesures sanitaires de lutte contre le Covid-19 du 15 janvier 2022 | Question 6716 (26/08/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 5512 iwwert de Confinement vum enger Manifestatioun an der Avenue de la Liberté huet d'Regierung iwwert d'Verhale vum eenzele Manifestanten dat hei geschriwwen: „Während den Identitéitskontrolle war et der Police nach méiglech, vereenzelt Leit erauszehuelen, déi sech während der Manifestatioun enger Strofdot schëlleg gemaach hunn [...] D'Police huet cibléiert eenzel Persounen, déi Strofdote begaangen hunn, respektiv probéiert hunn, d'Manifestatioun géint d'Police opzeheizen, missen aus der Manifestatioun eraushuelen.“

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

– Kann d'Regierung matdeelen, a wéi ville Fäll et tatsächlech zu enger juristescher Prozedur géint Leit koum, déi deen Dag un der Manifestatioun deelgeholl hunn, an a wéi ville Fäll et och zu enger Verurteilung koum?

**Réponse (23/09/2022) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice**

Am Zesummenhang mat der Manifestatioun, déi de 15. Januar 2022 stattfonnt huet, sinn dem Procureur d'État bis elo 9 Procès verbaux virgeluecht ginn. An deenen 9 Fäll ass eng juristesche Prozedur ageleet ginn, woubäi et zu dësem Zäitpunkt zu 3 Verurteelunge koum.

**Protection des données dans le cadre des manifestations contre les mesures sanitaires de lutte contre le Covid-19 du 15 janvier 2022 | Question 6717 (26/08/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 5512 iwwert de Confinement vum enger Manifestatioun an der Avenue de la Liberté huet d'Regierung zu der Fro vum der Erhiewung vu perséinlechen Donnéeën dat hei geschriwwen: „D'Donnéeë vum enger Identitéitskontroll kënnen laut dem Artikel 5 vum Policegesetz bis maximal sechs Méint gehale ginn, wann näischt géint déi concernéiert Persoun virläit. Generell ginn Telefonsnummere vum de Leit net opgeschriwwen.“

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Policeminister gär dës Fro stellen:

– Kann den Här Minister confirméieren, datt sämtlech Donnéeë vu Leit, déi de 15. Januar un där entspreche Maniff deelgeholl hunn, méttlerweil geläscht goufen?

**Réponse (07/09/2022) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure**

Mat Ausnam vum den Donnéeë vu Leit, déi de 15. Januar bei där entspreche Manifestatioun a judiciaire Affären involvéiert waren, goufen all gespäichert Donnéeën an der Tëschenzäit geläscht.

**Présence luxembourgeoise à la foire du livre de Francfort | Question 6720 (26/08/2022) de M. Fred Keup (ADR)**

An engem Interview mam „Luxemburger Wort“ vum 19. August 2022 („Die Akte 'alac' und der schwierige Weg einer notwendigen Reform“) gétt am Zesummenhang mat der Reform vum der „Agence

**PRIORITAIRE  
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



**RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID**

**LUXEMBOURG**

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

**ENVOI-RÉPONSE 1001256**

**L - 3208 BETTEMBOURG**

luxembourgeoise d'action culturelle" och d'Theema vun der Lëtzebuurger Presenz op der Frankfurter Buchmesse (FBM) abordéiert. De Spriecher vum Kulturministère huet kloergestallt, datt den „Arts Council Kultur:LX“ an Zukunft „sämtliche Auslands- und Exportmissionen des Kulturministeriums übernehmen sollte“.

Et gëtt een awer enttäuscht, wann een op den offizielle Websäite vum Kulturministère, vun der alac ([www.culture.lu](http://www.culture.lu)) a vum „Arts Council Kultur:LX“ Informatiounen iwwer d'Lëtzebuurger Presenz op der FBM 2022 sicht (Stand: 25.8.2022). Op der Websäit [www.culture.lu](http://www.culture.lu) bezéie sech déi dräi eenzeg Bäitrag zur FBM op d'Joer 2018, op der Websäit vun „Arts Council Kultur:LX“ fënnt een „Keine Neuigkeiten“ zu deem Thema, an op der offizieller Säit vum Kulturministère bezitt sech dee leschte Bäitrag op d'FBM 2020. Well een och op der Websäit vun de Lëtzebuurger Bichereditoren net gewuer gëtt, ob Lëtzebuerg iwwerhaapt op der FBM 2022 vertrueden ass, muss ee schonn duerch d'Lescht vun den iwwer 2.700 Aussteller op der offizieller Websäit vun der FBM scrollen, fir op den „Arts Council Kultur:LX“ ze stoussen. An och hei gëtt een näischt Genaues iwwer de Lëtzebuurger Stand gewuer. Et liest ee just een englesche Saz iwwer d'Diversitéit vun der Lëtzebuurger Bicherproduktioun.

An deem Zesammenhank hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt Lëtzebuerg op der Frankfurter Buchmesse 2022 vertrueden ass?

2. Wa jo, kann d'Madamm Minister Informatiounen zum Lëtzebuurger Stand an zu de vertruedene Bichereditoren ginn?

3. Kann d'Madamm Minister Präzisiounen zur finanzieller Bedeelegung vum Staat un der Lëtzebuurger Presenz op der FBM 2022 ginn?

4. Wat mécht d'Regierung, fir d'Lëtzebuurger Presenz op der FBM 2022 an der Effentlechkeet ze

promouvéieren, beispillsweis fir Bicherfrënn dozou ze beweegen, op Frankfurt ze fueren?

5. Leien der Madamm Minister Informatiounen vir, ob um Lëtzebuurger Stand och d'Theema Ukrainkrich thematiséiert wäert ginn, sou wéi dat mat grousser Warscheinlechkeet op deene meeschten anere Stänn wäert de Fall sinn?

**Réponse (14/09/2022) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture**

Entgéint de Behauptungen vum honorabelen Deputéierten an der Aféierung op seng parlamentaresch Fro gëtt déi lescht Editioun (2021) vun der Frankfurter Buchmesse (FBM) souwuel um Site vum Kulturministère, wéi och op [culture.lu](http://culture.lu) an um Site vu Kultur | LX dokumentéiert<sup>16</sup>.

ad 1. Esou wéi dat fir 2021 de Fall war, organiséiert och d'ëscht Joer Kultur | LX – Arts Council Luxembourg d'Lëtzebuurger Presenz op der FBM, dat vum 19. bis den 23. Oktober 2022.

ad 2. 2022 wäerten um Lëtzebuurger Stand Nr. G26 an der Hal 3.1 op 24 m<sup>2</sup> 10 Verlagshaiser vertruede sinn, déi insgesamt 37 Publikatiounen an de Genrë Fiktioun, Non-Fiktioun souwéi Kanner- a Jugendbicher presentéiere wäerten, dat a fënnf Originalsproochen: Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch, Englesch, an Italienssch.

D'Editiounshaiser, déi deelhuefen, sinn: Black Fountain Press; copybarabooks; Editions Guy Binsfeld; Editions Schortgen; Ernster Editions; Hyde Editions;

<sup>16</sup> [mc.gouvernement.lu: https://mc.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes\\_actualites%2Bcom.muniques%2B2021%2B10-octobre%2B22-tanson-buchmesse.html](https://mc.gouvernement.lu: https://mc.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Bcom.muniques%2B2021%2B10-octobre%2B22-tanson-buchmesse.html)  
<https://www.culture.lu/blog/articles/interviews/de-jean-philippe-rossignol-iwwert-dfrankfurter-buchmesse-dletzebuurger-kulturix.lu>  
<https://www.kulturix.lu/en/event/books-from-luxembourg-fbm-uk/>  
<https://www.kulturix.lu/en/media-resources/press-kit-frankfurter-buchmesse/>

KIWI E.L.G.; Kremart Edition; PassaParola Editions; Perspektiv Editions.

ad 3. Den aktuelle previsionelle Budget. dee vu Kultur | LX fir d'Lëtzebuurger Presenz op der FBM virgesinn ass, beleeft sech op 130.000 Euro. Dorënner falen ënnert anerem follgend Käschten: d'Locatioun, den Design an d'Logistik vum Stand, den Transport vun de Bicher, d'Prise en charge vun de Fraise vun den Editeuren an Editricen, déi un der FBM deelhuefen (Rees- an Hotelskäschten), d'Publikatioun vun dräi Kataloge fir de Verkauf vu Rechter, Fraise fir Kommunikatioun souwéi och fir Networking-Eventen.

ad 4. D'Erausfuerderung vun enger Presenz op der FBM ass an éischer Linn, d'Visibilitéit ze garantéieren an d'Lëtzebuurger Editiounshaiser a Kontakt ze setze mat internationale Fachleit aus dem Bichersecteur, mam Zil Rechter a Lizenzen ze verkafen oder ze kafen.

D'FBM ass grondsätzlech eng B2B-Foire a Kultur | LX ass aktuell a Kontakt mat internationalen Editeuren, Agenten a Journalisten, fir d'Lëtzebuurger Presenz zu Frankfurt ze preparéieren. En Networking-Event téschent Lëtzebuurger Editeuren/Editricen an internationale Fachleit fënnt zum Beispill den 20. Oktober 2022 statt.

Am Virfeld vun der Foire organiséiert Kultur | LX verschidde Workshops, fir d'Editeuren/Editricen ze begleeden an ze ënnerstëtzen, fir Terminer ze maachen an hiert Netzwierk weider auszebauen.

Wat d'Sensibiliséierung vun der breeder Effentlechkeet ugeet, ass d'Kommunikatioun mat der Lëtzebuurger Press an d'Diffusioun vun den Informatiounen an de Lëtzebuurger Netzwierker (an doriwuer eraus) fir Mëtt September virgesinn. Et ass effektiv immens wichteg, d'Dynamik vun der lëtzebuergescher literarescher Kreatioun engem lokale Public nach méi bewosst ze maachen.

ad 5. De Lëtzebuurger Stand konzentréiert sech op dat generell Thema vun der d'ësjäreger FBM: „Translate. Transfer. Transform.“ a wäert keng Theemen zum Krich an der Ukrain ubidden.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

## Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un [abocro@chd.lu](mailto:abocro@chd.lu), andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,  
Code postal an Uertschaft ugitt

- iwwer eisen Internetsite [www.chd.lu](http://www.chd.lu)  
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

### Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun\*     fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

### Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun\*     vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

\*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: \_\_\_\_\_ Virnumm: \_\_\_\_\_

Sociétéit/Administratioun: \_\_\_\_\_

Adress: \_\_\_\_\_ Boîte postale: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Uertschaft: \_\_\_\_\_ Land: \_\_\_\_\_

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.  
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | [info@chd.lu](mailto:info@chd.lu) | [chd.lu](http://chd.lu) |   

**PERIODIQUE**



Envois non distribuables à retourner à:  
**L-3290 BETTEMBOURG**

**PORT PAYÉ**  
**PS/799**